



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY

JOURNAL DU PALAIS.

TOME III^e DE 1828.

(*Anc. Coll. 82, et nouv. éd., 42.*)

91

On dépose deux exemplaires de cet Ouvrage à la Bibliothèque Royale, pour la conservation du droit de propriété.

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET,
RUE SAINT-HONORÉ, N° 515.

JOURNAL DU PALAIS,

• PRÉSENTANT

LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

ET

DES COURS D'APPEL DE PARIS ET DES AUTRES DÉPARTEMENTS,

SUR L'APPLICATION DE TOUS LES CODES FRANÇAIS AUX QUESTIONS
DOUTEUSES ET DIFFICILES.

TOME III^e DE 1828.
(*Anc. Coll. 82, et nouv. édit., 42.*)



PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL DU PALAIS,
RUE DE JÉRUSALEM, N^o 3 (QUAI DES ORFÈVRES), PRÈS LE PALAIS
DE JUSTICE ET LA PRÉFECTURE DE POLICE.

1828.

349.44
J86

684634

YAN 401 340 401 12

JOURNAL DU PALAIS.

COUR DE CASSATION.

Le propriétaire d'une maison ayant une porte sur une rue dont une ordonnance royale a autorisé de vendre le terrain peut-il être privé, sans indemnité préalable, de son droit de passage sur le terrain vendu, sous prétexte que l'exhaussement du sol de la rue a rendu le passage impossible, lorsque cet exhaussement n'a pas existé pendant un temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude ? (Rés. nég.) Cod. civ., art. 545 et 704. (1)

FRAGNY, C. LES ÉPOUX BRIÈRE.

Le sieur *Fragny* est propriétaire d'une maison située dans la ville d'Orléans, sur le quai du Fort-Alleaume, entre deux maisons qui appartiennent aux sieur et dame *Brière*. Ces trois maisons aboutissent par derrière à la rue du Crucifix-Saint-Aignan, sur laquelle elles ont chacune une porte de sortie. — En 1819, l'autorité municipale ayant formé le projet de supprimer cette rue, et d'en ouvrir une autre à côté, obtint, le 28 av. 1819, une ordonnance royale qui autorisa le maire à échanger des terrains appartenants aux sieur et dame *Brière*, et sur lesquels la rue nouvelle devait passer, contre le terrain de la rue du Crucifix, dans toute la largeur

(1) Une ordonnance du roi, du 10 août 1825, a décidé que, lorsqu'une ordonnance royale a autorisé une commune à échanger l'emplacement d'une rue contre le terrain destiné à l'ouverture d'une rue nouvelle, un particulier, dont la propriété a une issue sur la rue que l'on supprime, est sans droit et sans qualité pour attaquer devant le conseil d'état l'ordonnance royale autorisant la suppression; mais qu'il doit être sursis à l'exécution de cette ordonnance jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur la demande en indemnité formée par le propriétaire riverain, en vertu de la loi du 8 mars 1810, relative aux expropriations pour cause d'utilité publique. Voy. ce journal, décisions du conseil d'état, t. 2, p. 150. Voy. aussi un arrêt de la cour de cassation, du 18 janv. 1826, t. 2 1826, p. 207.

des deux maisons des sieur et dame Brière *et de celle du sieur Fragny*. Cet échange fut consommé par contrat du 26 juin 1819.

Le 2 oct. suivant, les sieur et dame Brière font sommation au sieur Fragny de supprimer les jours, et issues dont il jouissait sur la rue du Crucifix. De son côté, l'autorité municipale, s'apercevant qu'elle ne pouvait mettre les sieur et dame Brière en possession du terrain concédé, sans interrompre la circulation dans la rue du Crucifix, reconnaissant en outre qu'elle ne pourrait supprimer cette rue sans une autorisation spéciale, et que l'autorisation ne serait accordée qu'autant que la convenance et l'utilité du changement seraient constatées, ouvrit, le 15 janv 1820, un procès-verbal *de commodo et incommodo*. — Le sieur Fragny comparut et déclara que, depuis quelques années, il avait condamné *momentanément* l'entrée qu'il avait sur la rue du Crucifix; qu'il consentirait à la suppression de la rue, si on lui en concédait le terrain dans la largeur qu'occupait sa maison; mais qu'ayant appris que la concession de ce terrain avait été faite aux sieur et dame Brière, il s'opposait formellement à la suppression, qui isolerait sa maison et la priverait d'une issue nécessaire. — Lors de la clôture du procès-verbal, le maire d'Orléans déclara que, nonobstant cette opposition, il y avait lieu de passer outre et de solliciter la suppression. Toutefois, il ne paraît pas que l'autorité municipale ait donné suite à ce projet; seulement elle a toléré que les propriétaires de maisons sur la rue du Crucifix, autres que le sieur Fragny, prissent possession du terrain de cette rue, chacun en proportion de la largeur de sa maison, de sorte que la rue est supprimée de fait, quoique la suppression n'en soit pas légalement autorisée.

Le 24 mai 1823, les sieur et dame Brière font des offres réelles au sieur Fragny de la somme de 146 fr. pour la valeur de la moitié du mur de basse-goutte de la maison de ce dernier, tenant au terrain de la rue du Crucifix, ainsi que pour la valeur du terrain sur lequel ce mur est construit, duquel mur les sieur et dame Brière entendent acquérir la mitoyenneté. Sur le refus de ces offres, ils assignent Fragny devant le tribunal civil d'Orléans, pour les voir déclarer bonnes et va-

lables, pour voir dire que la mitoyenneté du mur sera acquise aux demandeurs, et que Fragny sera condamné à supprimer les ouvertures qu'il a dans ce mur.

Le 4 déc. 1825, jugement ainsi conçu : « Considérant que la maison du sieur Fragny, dominant en partie sur la rue du Crucifix, comportait des ouvertures par portes et fenêtres avec un droit de passage à pied, à cheval et en voiture par cette rue, établie comme toutes les autres pour l'utilité publique et l'avantage des maisons voisines ; — Considérant que les ouvertures sur une rue sont tout aussi légitimement établies que les bâtiments mêmes, au service et à l'ornement desquels bâtiments et des rues elles sont nécessaires ou utiles, à la charge, toutefois, par les propriétaires de se conformer aux règlements de voirie ; que ces ouvertures une fois établies donnent au propriétaire le droit de les conserver à toujours, quels que soient les changements qui puissent s'opérer dans le terrain formant la rue ; — Considérant, en fait, que les ouvertures de vues et sortie de la maison du sieur Fragny existent de toute ancienneté sur la rue du Crucifix, et que le terrain de cette rue nouvellement supprimée n'a pu être et n'a été réellement concédé par M. le maire d'Orléans au sieur Brière que tel qu'il se poursuivait et comportait, et sans nuire aux droits des riverains d'y conserver les ouvertures existantes ; — Considérant néanmoins que le terrain de cette rue, devenu propriété du sieur Brière, doit être utilisé par lui jusqu'au mur du sieur Fragny, et qu'ainsi il a le droit d'en acquérir la mitoyenneté, en respectant le passage et les vues de la maison du sieur Fragny ; pour concilier les droits de ces deux propriétaires, le tribunal..... donne acte au sieur Brière de sa demande en acquisition de la mitoyenneté du mur du sieur Fragny, et de ses offres d'en payer la valeur.... ; — En conséquence, ordonne que vente en sera passée...., si non ordonne que le présent jugement tiendra lieu de vente...., à la charge par le sieur Brière de laisser subsister sans obstacle les ouvertures existantes actuellement dans le mur et la maison du sieur Fragny, et de lui laisser le libre passage à pied, à cheval et en voiture, pour sortir et arriver à l'ouverture qu'il a dans le mur, tout ainsi et de même qu'il l'avait lorsque le terrain du sieur Brière formait la rue du Crucifix-Saint-Aignan, etc. »

Les sieur et dame Brière ont interjeté appel de ce jugement, et ont prétendu, entre autres choses, que les particuliers ne pouvaient point acquérir de servitudes sur la voie publique; que le droit de vue et de passage sur une rue devait d'appartenir aux propriétaires des maisons riveraines, lorsque le terrain de cette rue devient la propriété d'un particulier; enfin, ils ont allégué que, depuis plus de trente ans, le sol de la rue du Crucifix avait été exhaussé de manière à ce que le sieur Fragny ne pût pas faire usage de la porte qu'il avait sur cette rue.

Le 4 juin 1824, arrêt interlocutoire qui admet la preuve de ce fait. On procède à l'enquête et à la contre-enquête. — Le 19 nov. 1824, arrêt définitif dont voici les termes : « Considérant que la cour, ayant réservé aux parties tous leurs moyens du fond par son arrêt interlocutoire du 4 juin dernier, n'a pas fait dépendre sa décision uniquement de la preuve par elle ordonnée, et que dès lors elle n'est pas liée par le résultat de l'enquête et de la contre-enquête faites en exécution de son arrêt; — Considérant qu'au cours de l'instruction devant elle, le sieur Brière a réduit son appel au chef du jugement attaqué, relatif au passage réclamé par le sieur Fragny sur le terrain concédé; — Considérant que les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en état tel qu'on ne puisse plus en user; — Considérant qu'il résulte de l'enquête et de la contre-enquête que, s'il n'est pas prouvé que, plus de trente ans avant la concession du 24 juin 1819, le sieur Fragny ait cessé entièrement de faire usage de la porte de sa maison établie sur l'ancienne rue du Crucifix-Saint-Aignan, il est démontré, par tous les éléments de la cause, que le niveau de cette rue, avant et lors de ladite concession, avait été successivement élevé au point que la porte dont il s'agit n'avait plus que l'apparence d'une vue de cave : d'où il suit qu'on ne pouvait en user comme porte, ainsi qu'on l'avait fait avant l'exhaussement du niveau; — Considérant que cet état de chose a été implicitement reconnu par l'ordonnance du roi du 28 av. 1819, qui a autorisé l'échange; que la conséquence nécessaire de cette ordonnance, qui a reçu sa pleine exécution, est la suppression de la rue du Crucifix-Saint-Aignan, dans l'étendue du terrain concédé; d'où il suit que le droit de passage a disparu avec la rue elle-mê-

me; — Considérant que le ~~sieur~~ Fragny a reconnu personnellement l'impossibilité d'user de la chose primitivement soumise à la servitude, en déclarant au procès-verbal de *commodo et incommodo* du 5 janv. 1821, que, plusieurs années avant, il avait condamné son entrée sur la rue précitée; — Met le jugement dont est appel au néant, en ce qu'il a condamné Brière à laisser libre au sieur Fragny, à pied, à cheval et par voiture, le passage sur le terrain concédé; — Emendant, condamne Fragny à supprimer l'ouverture par lui établie sur le terrain concédé au sieur Brière, par l'acte du 26 juin 1819, sinon autorise le sieur Brière à faire ladite suppression dans la huitaine du présent arrêt. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Fragny. Aux termes de l'art. 545 du C. civ., et de l'art. 10 de la Charte, disait le demandeur, nul ne peut être contraint de céder sa propriété à l'état que pour cause d'utilité publique dûment constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité. Dans l'espèce, point de décision qui ait déclaré que l'utilité publique réclamait du sieur Fragny le sacrifice de son droit de passage par la rue du Crucifix; car l'ordonnance royale, du 28 av. 1819, autorisait simplement l'échange d'une partie du terrain de cette rue, et nullement la suppression entière de la rue. D'ailleurs, point d'indemnité préalablement fixée; nulle observation des formalités prescrites par la loi du 8 mars 1810, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'arrêt attaqué a donc violé cette loi, et les articles invoqués du code civil et de la charte, en déclarant que le droit de passage du sieur Fragny *avait disparu avec la rue elle-même*, et que c'était une conséquence nécessaire de l'ordonnance du 8 av. 1819.

La cour royale, il est vrai, considère en outre que le sieur Fragny a perdu son droit de passage, parce que l'exhaussement du terrain de la rue du Crucifix avait rendu, avant 1819, le passage impossible; et que, d'après l'art. 703, du C. civ., les servitudes cessent, lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user. Ces motifs contiennent une fausse application de l'art. 703, et une violation des art. 704, 706 et 707. En effet, aux termes de ces articles, les servitudes qui ont cessé par l'impossibilité d'en user revivent si les choses sont rétablies de manière à ce qu'on en

puisse user, à moins, à l'égard des servitudes discontinues (un droit de passage), que le non-usage remonte à trente ans. Dans l'espèce, la cour reconnaît elle-même qu'il n'est point prouvé que, plus de trente ans avant la concession de 1819, le sieur Fragny ait cessé, par suite de l'exhaussement du terrain, de faire usage de la porte donnant sur la rue du Crucifix. La cour ne pouvait dès lors déclarer que la servitude était éteinte, car, dès lors, le non-usage ne datait pas de trente ans, la servitude pouvait revivre par le rétablissement des lieux dans leur état primitif. Ce rétablissement, le sieur Fragny avait le droit de le demander : car l'exhaussement de la rue du Crucifix ne provenait que de la négligence de l'autorité municipale, qui n'avait pas pris les mesures convenables pour empêcher les particuliers de déposer dans la rue les terres et gravois dont ils voulaient se débarrasser. — La cour royale allègue vainement que le sieur Fragny a reconnu lui-même, dans le procès-verbal du 5 janv. 1821, l'impossibilité où il était d'user du passage, et qu'ainsi il n'était pas fondé à le réclamer. Le sieur Fragny a déclaré au procès-verbal que, depuis plusieurs années, il avait cru pouvoir condamner *momentanément* sa porte sur la rue de Crucifix. Or les aveux sont indivisibles ; il faut prendre celui du sieur Fragny tel qu'il a été fait, et l'on ne saurait en conclure raisonnablement qu'en condamnant momentanément sa porte, il ait reconnu l'impossibilité de pouvoir jamais s'en servir, ni qu'il ait renoncé par cela à l'exercice futur de sa servitude.

Les défendeurs répondaient que les formes prescrites en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique n'avaient point été omises ; que l'expropriation avait eu lieu en vertu d'une ordonnance royale, contre laquelle le sieur Fragny devait se pourvoir s'il s'y croyait fondé (voy. sur ce point la note au commencement de cet article) ; les défendeurs ajoutaient que le sieur Fragny ne pouvait réclamer une servitude sur la rue du Crucifix, parce qu'on ne peut acquiescir de servitude sur la voie publique ; qu'enfin, en supposant qu'il eût un droit de passage sur cette rue, il avait reconnu lui-même l'impossibilité où il était d'en user à cause de l'état des lieux, ce qui suffisait pour justifier l'arrêt qui l'avait déclaré non recevable dans sa demande.

Le 11 février 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Minier rapporteur, MM. Rochelle et Scribe avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu les art. 545 et 704 du C. civ; — Attendu, en droit, que, suivant le premier de ces art., nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité; que, d'après le second, les servitudes revivent, si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit écoulé déjà un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude;

• Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a refusé au demandeur le droit de passage dont il s'agit, par le motif qu'il avait cessé d'en faire usage, depuis que le niveau de la rue, sur laquelle il l'exerçait, avait été successivement élevé au point qu'il ne pouvait sortir par la porte existant sur le derrière de sa maison; et qu'il a lui-même déclaré, lors du procès-verbal *de commodo et incommodo*, que, depuis quelques années, il avait condamné la porte de sortie ouverte sur la rue du Crucifix-Saint-Aignan; mais que cet arrêt n'a pas reconnu que la cessation de la servitude fût nécessaire pour l'utilité publique, ni que l'élévation de la rue eût existé pendant un temps suffisant pour faire présumer l'extinction de cette servitude, ni enfin que le demandeur eût entendu supprimer ce passage irrévocablement; que l'on voit, au contraire, que, dans le procès-verbal *de commodo et incommodo*, il a déclaré affirmativement qu'il n'avait entendu supprimer ce passage que *momentanément*; que, par conséquent, il a manifesté l'intention de reprendre l'usage de sa porte dans le cas où le surhaussement de la rue viendrait à cesser, parcequ'alors cette porte lui deviendrait utile et même nécessaire pour donner une issue à sa maison, notamment dans le cas d'incendie ou de grande crue d'eau; — Que, dans cet état de choses, en refusant au demandeur l'usage du passage qu'il revendiquait, l'arrêt a violé les articles du C. civ. ci-dessus cités; — CASSE. • S.

COUR DE CASSATION.

La prescription établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, et par l'avis du conseil d'état du 22 août 1810, s'applique-t-elle aux simples droits comme aux doubles droits et amendes? (Rés. aff.)

La présentation à l'enregistrement d'une vente qui n'énonce pas le titre en vertu duquel le vendeur est propriétaire suffit-elle pour faire courir cette prescription relativement au droit de la mutation présumée avoir eu lieu en faveur du vendeur? (Rés. nég.)

LA RÉGIE, C. LES HÉRITIERS ROUSSEY.

Par deux actes notariés des 15 vend. et 2 mes. an 11, le sieur *Roussey* père vendit successivement un pré aux sieurs *Renaud* frères, et deux petites pièces de terre au sieur *Char denot*. Ces deux actes furent enregistrés. — Le 30 av. 1824, une contrainte décernée contre les enfants *Roussey* en paiement de 176 fr., montant des droits et doubles droits sur la mutation présumée opérée en faveur du sieur *Roussey* père. — Opposition. — Les sieurs *Roussey* soutenaient que l'action de la régie était prescrite, parce qu'elle n'avait pas été formée dans les deux ans de l'enregistrement des deux actes de vente qui avaient mis le préposé de la régie à portée de découvrir que le sieur *Roussey* père était devenu propriétaire des immeubles qu'il vendait. — Le directeur de la régie se désista de la demande du double droit; mais il persista dans les fins de la contrainte pour le droit simple, prétendant que la prescription trentenaire était seule applicable.

Le 17 mars 1826, jugement du tribunal de Beaune qui annule la contrainte par les motifs suivants : « Attendu qu'il est constant que, par les actes des 2 mes. et 15 vend. an 11, Pierre-Antoine *Roussey* a vendu différents fonds spécifiés dans ces actes; que ces actes ont été enregistrés à la date des 9 et 21 mes. an 11; — Considérant, en droit, que les actes des 2 mes. et 15 vend. an 11 étaient suffisants pour mettre le receveur auquel ils étaient présentés à portée de découvrir la contravention dont il se plaint aujourd'hui. En effet, que fallait-il de plus pour constater que *Roussey* était propriétaire qu'un acte translatif de sa part? Et combien n'était-il pas facile de s'apercevoir qu'une lacune existait à l'enregistrement du précédent propriétaire à lui?

« Considérant, d'autre part, quant à la prescription, que si la jurisprudence ancienne n'a pas admis que la prescription biennale du droit simple d'enregistrement fût applicable dans d'autres cas que ceux spécialement désignés dans l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7; que, si, cette jurisprudence n'a pas davantage admis cette prescription en faveur des amendes résultantes de contraventions, de quelque genre qu'elles soient, aux dispositions de la loi de frimaire an 7, néanmoins on doit juger différemment aujourd'hui. En effet, l'avis du conseil d'état, interprétant l'art. 61 de la loi

frim., a reconnu en principe que *les amendes devaient être assimilées aux droits* comme leurs accessoires ; qu'en conséquence, le droit étant prescrit, l'amende devait l'être. Ensuite le conseil d'état, en statuant que la prescription biennale était applicable aux amendes pour contraventions aux dispositions de la loi de frimaire an 7, n'a pas restreint cette prescription aux seuls cas spécifiés dans le n° 1^{er} de l'art. 61 de cette loi : d'où il résulte que, si l'on doit assimiler les amendes aux droits, l'on doit également assimiler les droits aux amendes, surtout dans les cas de contraventions non prévus. Ainsi, si, dans l'hypothèse actuelle, l'amende peut être prescrite par deux ans, le droit simple dans ce cas doit l'être aussi par le même laps de temps. Lorsqu'un écrit a été mis sous les yeux d'un receveur de l'enregistrement, et lui a donné connaissance d'un acte susceptible d'être enregistré, quoiqu'il ne l'ait pas été, il est aussi facile au receveur de décerner une contrainte pour le recouvrement du droit simple que pour un supplément de droit ou un double droit, conséquemment la durée de l'action doit être la même. En vertu de ce, en matière de prescription, le principe est que celui qui l'a acquise, s'il s'agit d'un débiteur, est censé s'être libéré et trouve sa quittance dans la loi sans avoir besoin d'aucun titre. Or, dans le cas actuel, le débiteur pourrait dire à l'administration : Je vous ai payé le double droit, ma quittance est dans la loi. D'ailleurs, vous en convenez, pour connaître un double droit, il faut auparavant savoir quel est le montant du droit simple. Or si j'ai payé le double droit, à plus forte raison suis-je censé avoir payé auparavant le droit simple. Une contradiction choquante résulterait du contraire ; — Considérant que l'application de ces principes est constamment faite par la cour de cassation depuis l'avis du conseil d'état, et que cela résulte de plusieurs arrêts de la cour de cassation, notamment de celui du 15 mars 1825, (rapporté t. 3 1825, p. 156); — Considérant enfin que le 2^e § de l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824, rapporté ci-dessus, et qui, en substance, contient ces mots : « La prescription pour le recouvrement des droits simples d'enregistrement restera réglée par les lois existantes, » réproouve assez évidemment toute idée de changement, soit dans les lois, soit dans la jurisprudence ; que le conseil d'état et la cour de cassation

ont interprété ou appliqué la loi du 22 frim., et comme cette loi est encore existante, il s'ensuit que l'avis et les arrêts qui en font connaître l'esprit ont la même autorité que par le passé.

Pour la régie. — Elle a posé en principe que la prescription biennale établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, dans trois cas déterminés, avait été étendue, par l'avis du conseil d'état du 22 août 1810, aux amendes et doubles droits; mais que cet avis, aussi bien que la loi de frimaire gardant le silence sur la prescription des droits simples, ceux-ci n'étaient prescriptibles que par trente ans. Elle invoquait à l'appui de ce système l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824, qui, après avoir déclaré la prescription biennale applicable aux amendes, ajoute: « La prescription des droits simples d'enregistrement restera, dans tous les cas, soumise aux lois existantes. » Sur ce premier point, elle a invoqué la jurisprudence de la cour de cassation, notamment un arrêt du 14 août 1813. (Voy. anc. coll., t. 2 1815; et nouv. édition t. 15, p. 386.)

Subsidiairement, en admettant que la prescription biennale frappait les droits simples, la régie soutenait que les actes de vente du 15 vend. et 2 mes. an 11, ne présentant pas l'énonciation des titres en vertu desquels possédait le sieur Roussey père, vendeur, le receveur n'avait pas été mis en mesure de connaître la mutation présumée opérée au profit de ce vendeur: d'où la conséquence qu'aux termes de l'avis même du conseil d'état, du 22 août 1810, la prescription de deux ans n'aurait pas couru.

La régie concluait de tout cela qu'en prononçant l'annulation de la contrainte, le tribunal de Beaune avait fausement appliqué l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, aussi bien que l'avis du conseil d'état, du 22 août 1810, et violé l'art. 2262 du C. civ. que l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824.

Pour les héritiers Roussey, M^e Roger répondait: Avant l'avis du conseil d'état de 1810, la question de savoir si le droit simple se prescrit par deux ans pouvait faire difficulté. L'art. 61 de la loi de frimaire an 7 ne désignant que trois cas où cette prescription biennale est applicable, et l'omission du paiement de droit simple n'y étant pas compris, on était fondé à croire qu'il fallait en venir à la prescription

générale de trente ans. Quelques arrêts de la cour de cassation en avaient décidé ainsi. — Mais l'avis du conseil d'état a trop clairement interprété l'art. 61 de la loi de frimaire pour qu'il y ait aujourd'hui doute sur ce point. Dans cet avis on lit que, si les amendes sont soumises à la prescription biennale, c'est que le paiement s'en poursuit comme celui des droits, et qu'elles sont placées sur la même ligne. Le législateur n'a donc pas distingué entre les droits simples et les amendes; la même prescription s'applique aux uns et aux autres.

L'art. 14 de la loi du 16 juin 1824, en laissant la prescription des droits simples réglée par les lois existantes, n'a rien changé à l'état de la question, qu'il faut décider par la loi de l'an 7, telle que la loi de 1810 l'a interprétée. Telle est la doctrine actuelle de la cour. (Voy. l'arrêt du 15 mars ci-dessus relaté.)

Quant à la facilité que la régie a acquise de connaître la mutation opérée au profit de Roussey père, elle n'est pas douteuse. En voyant que le sieur Roussey vendait et garantissait deux immeubles parfaitement désignés, le receveur était bien à portée de découvrir comment Roussey avait acquis ces immeubles, et si les droits du fisc avaient été payés lors de cette mutation. La prescription biennale courait donc de ce jour, et le jugement attaqué n'a violé aucune loi en déclarant cette prescription acquise.

Les défendeurs invoquaient les arrêts de cassation des 6 fév. et 14 mars 1826, qui ont proclamé que, pour faire courir la prescription, il n'est pas nécessaire que l'acte soumis à l'enregistrement offre la preuve matérielle de la mutation opérée. (Voy. t. 2 1826, p. 104.)

Du 16 juin 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. *Brisson* président, M. *Boyer* rapporteur, MM. *Teste-Lebeau* et *Roger* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Joubert*, avocat-général: — Et après délibéré en la chambre du conseil; — Vu l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, portant : « Il y a prescription pour la demande des droits, savoir, 1° après deux années à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière dans un acte, ou d'un supplément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation dans une

« déclaration, et pour la constater par voie d'expertise. Les parties seront
 « également non recevables, après le même délai, pour toute demande
 « en restitution de droits perçus. » ; — 2° Vu aussi l'art. 14 de la loi du
 16 juin 1824, 1^{re} et 2^e alinéas, ainsi conçu : « La prescription de deux
 « ans, établie par le nombre premier de l'art. 61 de la loi du 12 déc. 1798
 « s'appliquera tant aux amendes de contraventions de ladite loi qu'aux
 « amendes pour contraventions aux lois sur le timbre et sur la vente de
 « meubles. Elle courra du jour où les préposés auront été mis à portée
 « de constater les contraventions, au vu de chaque acte soumis à l'enre-
 « gistrement, ou du jour de la présentation des répertoires à leur visa.
 « Dans tous les cas, la prescription pour le recouvrement des droits
 « simples d'enregistrement et des droits de timbre, qui avaient été dus
 « indépendamment des amendes, restera réglée par les lois existantes. »
 — Vu enfin l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, lequel dispose : « Les
 « actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés et les
 « droits payés suivant les quotités ci-après, savoir.... § 7, quatre francs
 « pour cent francs, 1° les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétro-
 « cessions, et tous autres actes civils et judiciaires translatifs de propriété
 « ou d'usufruit de biens immeubles, à titre onéreux. » ;

« Considérant que l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7 n'établit la
 prescription de deux ans contre la régie que lorsqu'il s'agit d'un droit
 non perçu sur une disposition particulière dans un acte, ou d'un sup-
 plément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation
 dans une déclaration et pour la constater par voie d'expertise ; que cette
 disposition est inapplicable au cas où une mutation sujette à des droits
 d'enregistrement a été soustraite à la formalité et même à la con-
 naissance des préposés de la régie, cas auquel la prescription n'est
 tant pas limitée par la loi spéciale de la matière, rentre dans les règles
 du droit commun établies par le C. civ. ; — Considérant que l'article
 précité de la loi du 22 frim. an 7 ayant fait naître la question de sa-
 voir si la prescription établie par cet article devait être appliquée aux
 amendes et doubles droits encourus pour contravention aux lois sur
 l'enregistrement comme aux droits simples établis par ces mêmes lois
 pour l'enregistrement des actes et les mutations de propriété, l'avis du
 conseil d'état du 22 août 1810, en prononçant affirmativement sur cette
 question, a ajouté que cette prescription devait courir du jour où, par
 des actes présentés à la formalité, les receveurs de l'enregistrement
 avaient été mis à portée de découvrir les contraventions, et que la juris-
 prudence de la cour a constamment interprété cet avis du conseil
 d'état, en ce sens que la prescription dont il parle ne peut avoir pour
 point de départ que des actes qui par eux-mêmes, et sans recherches
 ultérieures, aient mis les receveurs à portée de découvrir les contrave-
 nions ; — Considérant que l'art. 14 de la loi du 16 juin 1824 a conve-
 nu en disposition législative la doctrine de l'avis du conseil d'état, du

août 1810, en appliquant aux amendes la prescription établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, et que si ce même art. 14 dispose que la prescription des droits simples d'enregistrement restera dans tous les cas soumise aux lois existantes, ce qui ramène cette prescription dans les termes de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, cette disposition n'a abrogé ni l'interprétation donnée à ce dernier article par l'avis du conseil d'état du 22 août 1810, ni l'interprétation donnée à cet avis lui-même par la jurisprudence de la cour; qu'il reste donc toujours certain que la prescription biennale, établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, court du jour où les préposés de la régie ont été mis à portée de découvrir les contraventions par des actes présentés à la formalité; mais attendu, dans l'espèce, que les actes des 15 vend. et 2 mes. an 11, par lesquels le sieur Roussey, père des défendeurs à la cassation, a vendu aux sieurs Reynaud et Chardenot les immeubles y énoncés, n'indiquent aucunement le titre en vertu duquel ledit sieur Roussey était devenu propriétaire desdits immeubles, qu'ainsi ces actes étaient par eux-mêmes insuffisants pour mettre le receveur qui les a enregistrés à portée de découvrir, sans recherches ultérieures, l'origine de la propriété du vendeur, et de vérifier si elle avait ou non pour base un titre soustrait à la formalité; qu'il suit de là que ces actes ne pouvaient servir de point de départ au délai de la prescription invoquée contre les poursuites de la régie, poursuites autorisées par l'art. 12 de la loi du 22 frim. an 7, d'après la découverte ultérieure qu'a faite son préposé de l'inscription du sieur Carpentier, précédent propriétaire des mêmes immeubles, au rôle des contributions foncières pour raison de ces propriétés et des paiements par lui faits desdites contributions; qu'en déclarant cette prescription acquise au profit des défendeurs, le jugement attaqué a fait une fausse application de l'art. 61 de ladite loi du 22 frim. an 7, de l'avis du conseil d'état du 22 août 1810, et de l'art. 12 de la loi du 16 juin 1824, et violé par suite l'art. 69, § 7, n° 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7 — CASSÉ. »

R.

COUR DE CASSATION.

La chose jugée par un jugement qui rejette la demande d'un débiteur en radiation de l'hypothèque d'un de ses créanciers peut-elle être opposée à un autre créancier de ce débiteur, surtout si ce créancier est intervenu dans une cause où il s'agissait de procéder à l'exécution du jugement? (Rés. aff.) C. civ., art. 1351.

Le jugement qui rejette la demande d'un débiteur en radiation de l'hypothèque d'un de ses créanciers peut-il être opposé à un autre créancier qui forme la même demande,
Tome III^e de 1828. Feuille 2^e.

encore que ce créancier invoque la nullité du titre constitutif de l'hypothèque, tandis que le débiteur s'était fondé sur le défaut de stipulation d'hypothèque ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1351.

L'inscription prise en vertu d'une hypothèque générale ancienne, en exécution de l'art. 43 de la loi du 11 brum. an 7, comprend-elle les biens à venir quoiqu'elle ne mentionne expressément que les biens présents ? (Rés. aff.)

Un créancier est-il non recevable à critiquer, dans un ordre, une collocation postérieure à la sienne ? (Rés. aff.)

Un créancier dont l'hypothèque ancienne a été inscrite en exécution de la loi du 11 brum. an 7, qui autorisait la collocation des intérêts au même rang d'hypothèque que le capital, pour deux années seulement, peut-il être colloqué pour deux années et l'année courante, conformément à l'art. 2151 du C. civ., lorsque les intérêts ont couru, et que l'ordre a été ouvert sous l'empire de ce code ? (Rés. aff.)

DELAVALIÈRE C. BARDOT.

Le sieur *Derain* avait donné mandat, en 1793, au sieur *Juillet* de gérer et d'administrer ses biens. En 1807, le mandataire se prétendant créancier du mandant d'une somme de 41,500 fr., par suite de sa gestion, prit inscription sur les biens de ce dernier, en vertu de la procuration de 1793. Cette inscription portait sur les biens que possédait le sieur *Derain* dans l'arrondissement de Châlons; on n'y fit point mention des biens que le débiteur pourrait acquérir par la suite dans le même arrondissement. (Voy. l'édit. de 1771, sous l'empire duquel le mandat de 1793 avait été passé).

Le sieur *Derain* demanda la radiation de cette inscription, prétendant être créancier du sieur *Juillet*, et nullement son débiteur. Un premier jugement par défaut accueillit cette demande; mais, sur l'opposition du sieur *Juillet*, un second jugement, du 50 mai 1810, ordonna, avant faire droit, que le sieur *Juillet* présenterait dans la quinzaine le compte des avances qu'il prétendait avoir faites pour le sieur *Derain*; il ne fut point donné de suite à ce jugement, et les choses demeurèrent en cet état jusqu'en 1817. A cette époque, le sieur *Juillet* ayant renouvelé son inscription, le sieur *Derain* reprit

son action en radiation. Il soutint de nouveau qu'il n'était pas débiteur, que, d'ailleurs, il n'avait pas été stipulé d'hypothèque dans la procuration de 1793.

Le 29 déc. 1819, jugement qui rejette la demande en radiation de l'inscription, sauf, après l'apurement du compte, à réduire cette inscription au reliquat déterminé. Ce jugement, qui ordonne de plus fort la reddition du compte, a acquis l'autorité de la chose jugée.

En 1821, le sieur *Bardot*, cessionnaire du sieur *Juillet*, poursuit l'apurement du compte. Les sieurs *Delavaivre* et *Moreau* interviennent dans l'instance en qualité de créanciers du sieur *Derain*. Ils contestent les prétentions du sieur *Bardot*; mais, le 8 juin 1822, jugement qui déclare ce dernier créancier de 22,908 fr. en capital, et de 22,229 en intérêts. Ce jugement acquiert également l'autorité de la chose jugée.

Peu de temps après, un ordre s'ouvre pour la distribution du prix d'une maison donnée en paiement au sieur *Delavaivre* par le sieur *Derain*. Il est à remarquer que le sieur *Derain* avait recueilli cet immeuble dans la succession de son père, décédé en 1813. — Le sieur *Bardot* demande à être colloqué à la date de son inscription de 1807, pour les sommes à lui adjugées par le jugement du 8 juin 1822. — Le sieur *Delavaivre* reproduit la demande en nullité de l'hypothèque, qu'avait formée le sieur *Derain*, et qu'avait rejeté le jugement de 29 déc. 1819, passé en force de chose jugée; mais il fonde cette demande, 1^o sur ce que la procuration de 1793, ayant dégénéré en acte privé à défaut d'indication de la demeure des témoins instrumentaires, n'a pu conférer hypothèque; 2^o sur ce que les sommes pour lesquelles l'hypothèque est réclamée ne proviennent qu'en partie du mandat de 1793. Le sieur *Delavaivre* soutient que, dans tous les cas, l'hypothèque du sieur *Bardot* ne peut frapper l'immeuble dont le prix est à distribuer, parce que l'inscription de 1807 ne mentionne que les biens présents du sieur *Derain*, et ne peut dès lors s'étendre sur un immeuble qui n'est échu à ce dernier qu'en 1813.

Le 24 juil. 1823, jugement qui rejette la demande en nullité de l'hypothèque par une fin de non recevoir prise de ce qu'il y a, à cet égard, chose irrévocablement jugée par le jugement du 29 déc. 1819, et qui déclare que l'inscription

de 1807 a frappé les biens à venir du sieur Derain, quoiqu'ellen'énonce expressément que les biens présents. — Appel. — Le 8 mai 1824, arrêt confirmatif de la cour royale de Dijon, dont les motifs sont ainsi conçus : — Considérant que Juillet a pris, en vertu du mandat du 22 juil. 1793, le 7 av. 1807, une inscription sur tous les biens appartenants à Derain, situés dans l'arrondissement du bureau des hypothèques de Châlons, pour sûreté, y est-il dit, des créances qu'il a sur ce dernier, et qu'il a évaluées en principaux à 40,000 fr. d'une part, et 1,500 fr. d'autre part, pour frais d'instance de compte et accessoires; que Derain s'étant pourvu pour en obtenir la radiation, elle fut prononcée par un jugement, du 26 déc. 1809, rendu par défaut contre Juillet; que, sur l'opposition formée par celui-ci à ce jugement, il en est intervenu un second, le 30 mai 1810, qui a ordonné, avant faire droit, que Juillet présenterait, dans la quinzaine, le compte des avances qu'il prétendait avoir faites pour Derain, et nommé un commissaire pour le recevoir; — Que cette décision est déjà un préjugé en faveur de l'inscription, puisqu'elle en prononce implicitement la maintenue; — Que Juillet a renouvelé, le 2 av. 1817, l'inscription qu'il avait prise en 1807; qu'il y a porté, comme dans la première, ses capitaux à 41,500 fr.; mais qu'il y a ajouté dix années d'intérêts desdits capitaux, échus le 1^{er} janv. 1817, et deux années à échoir au 1^{er} janv. 1819, dont la loi, y est-il dit, conserve le rang.

« Considérant que Derain a formé une nouvelle action contre Juillet le 18 déc. 1819, pour obtenir la radiation de ces deux inscriptions; — Qu'il soutenait notamment que la procuration du 22 juillet 1793 était un titre insuffisant pour conférer hypothèque; — Que ce moyen a été rejeté par le tribunal, qui, par un jugement du 29 du même mois, a maintenu les inscriptions et ordonné de plus fort l'apurement du compte, énoncé dans le jugement du 30 mai 1810; — Que, par cette décision, qui a acquis toute l'autorité de la chose jugée, il est décidé tout à la fois que la procuration dont il s'agit est un titre régulier, et qu'il a pu conférer hypothèque; — Qu'à la vérité ce jugement n'a point été rendu avec Delavaivre, mais qu'il peut cependant lui être valablement opposé, par la raison que, comme les créanciers de Derain,

il a été représenté par lui ; qu'il est de principe , en effet , que les créanciers qui ne sont que des ayant-droit du débiteur ne sont jamais recevables à attaquer les jugements intervenus entre celui-ci et des tiers ; — Considérant que , par un autre jugement du 8 juin 1822, rendu entre Bardot comme cessionnaire de Juillet , Derain , Delavaivre et Moreau , intervenants comme créanciers , il a été procédé à l'apurement du compte entre Juillet et Derain , ordonné par les jugements de 1810 et 1819 , par le résultat duquel il s'est trouvé créancier de Derain d'une somme de 45,137 fr. , tant en principal qu'intérêts , que celui-ci a été condamné à payer avec intérêt , à compter du jour du jugement ; — Considérant que ce jugement , qui a réglé définitivement le montant de la créance de Juillet sur Derain , et dans lequel Delavaivre était partie , a passé , comme le précédent , en force de chose jugée : d'où il suit que le montant de cette créance , non plus que la nature des sommes qui ont produit ce résultat , ne sont plus susceptibles de contestation ; qu'il n'y a plus à examiner que le point de savoir quel est l'effet que doivent produire , par rapport à ces créances , les inscriptions prises par Juillet ;

« Considérant que , d'après l'édit de 1771 sur les hypothèques , sous l'empire duquel a été passé le mandat de 1793 , les actes authentiques étaient attributifs d'hypothèque sur tous les biens présents et à venir des contractants , et que le contrat de mandat , lorsqu'il était passé devant notaire , jouissait du même privilège pour toutes les répétitions qu'avaient respectivement à se faire le mandant et le mandataire ; — Que les dispositions de cet édit ont été remplacées par les différentes lois intervenues depuis sur le régime hypothécaire ; — Que , par l'art. 43 de celle du 11 brum. an 7 , la même faculté de prendre hypothèque sur tous les biens présents et à venir du débiteur a été conservée à l'égard de tous les contrats antérieurs à nos nouvelles lois sur les hypothèques , en observant les formalités prescrites par la loi ; — Que l'inscription prise par Juillet , le 7 av. 1807 , énonce la date du titre en vertu duquel elle a été prise ; qu'il y est exprimé qu'elle frappe sur tous les biens appartenants à Derain , situés dans l'arrondissement de Châlons ; que l'esprit du législateur , dans la disposition de l'article précité de la loi du 11 brum. , ne permet pas de douter que Juillet n'ait

rempli dans son inscription les formalités nécessaires pour qu'elle s'étendît sur tous les biens présents et à venir de son débiteur; — Qu'en effet, tout créancier qui a pris connaissance de cette inscription n'a pu méconnaître toute l'étendue des droits hypothécaires du sieur Juillet sur les biens du sieur Derain, et que nul n'est admis à se prévaloir de l'ignorance de la loi; — Considérant que les inscriptions n'ont de rang d'hypothèque que pour les sommes qui y sont exprimées; — Que, dans l'espèce, celle prise par Juillet le 7 av. 1807 ne rappelle que des capitaux évalués 40,000 fr., sans faire mention des intérêts, et 1,500 fr. pour frais de compte et d'instance; — Considérant que ces capitaux, évalués à 40,000 fr. par Juillet, devaient, aux termes de l'inscription, être réglés par un compte; que la fixation en ayant été faite à 22,492 fr. 75 cent. par le jugement du 8 juin 1822, c'est seulement de cette somme qu'il doit obtenir collocation à la date de sa première inscription; qu'il en doit être de même pour les frais de compte et accessoires conservés par cette même inscription, sans néanmoins que la collocation pour cet objet puisse excéder 1,500 fr.;

« Considérant, par rapport aux intérêts pour lesquels Bardot a été colloqué à la date du 7 av. 1807, que cette partie de la collocation doit être restreinte à deux années et la courante, dont l'inscription conserve le rang à la même date; — Que, dans la deuxième inscription du 2 av. 1817, Juillet s'est inscrit pour dix années d'intérêts, outre ceux dont le rang est conservé par la loi, et qu'il est juste qu'il en obtienne collocation pour en être payé, s'il y a lieu, mais à dater seulement de cette inscription. »

Le sieur Delavaivre s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.—*Premier moyen.* Violation de l'art. 1351 du C. civ., qui porte: « L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité. » On soutenait pour le sieur Delavaivre que la demande qu'il avait formée en nullité de l'hypothèque n'était pas fondée sur la même cause que la demande en radiation rejetée par le jugement du 29 déc. 1819. En effet, disait-on, la demande en

radiation était prise de ce que le sieur Derain n'était pas débiteur, et de ce qu'il n'avait pas été stipulé d'hypothèque dans la procuration de 1793. Mais le sieur Delavaivre fondait son action en nullité sur le défaut d'authenticité de la procuration de 1793, et sur ce que les sommes pour lesquelles l'hypothèque était réclamée ne provenaient pas de la procuration. Cette diversité de causes devait faire repousser toute application de la chose jugée : telle est la doctrine de M. Prudhon, *Traité de l'usufruit*, t. 3, p. 249.

D'ailleurs, il n'y avait pas identité de personnes, car le sieur Delavaivre n'avait point été partie au jugement du 29 déc. 1819. La cour de Dijon a prétendu, il est vrai, que ce jugement pouvait être opposé au sieur Delavaivre, qui était l'ayant-cause du sieur Derain, son débiteur. Mais en cela la cour a commis une grave erreur. Il n'en est pas d'un successeur à titre particulier comme d'un successeur à titre universel ; et il est de principe qu'on ne peut opposer au premier les jugements rendus contre son auteur qu'autant que ces jugements ont une date antérieure à l'acte duquel il tient son droit. S'il en était autrement, rien ne serait assuré, et les droits les plus anciennement acquis pourraient être contestés : celui qui m'aurait vendu un immeuble, et qui m'aurait promis une garantie hypothécaire, pourrait rendre mon droit illusoire par un jugement rendu en mon absence entre lui et un tiers avec lequel il se serait concerté. (Voy. Pothier, *ad ff.*, tit. *de except. rei judic.*, et un arrêt de la cour de cassation, du 2 fév. 1816, t. 2 1816, p. 327 ; nouv. édit., t. 18, p. 167.) Dans l'espèce, l'hypothèque du sieur Delavaivre, remontant à 1814, et son acquisition étant de 1818, on ne pouvait lui opposer un jugement rendu contre son débiteur en 1819.

Deuxième moyen. Violation et fausse application de l'art. 43 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que la cour royale a décidé que l'inscription de 1807 frappait les biens à venir du sieur Derain, quoiqu'elle ne mentionnât que les biens présents. Le demandeur reconnaissait que, d'après l'édit de 1771, sous l'empire duquel la procuration de 1793 avait été passée, les actes authentiques étaient attributifs d'hypothèques sur tous les biens présents et à venir du débiteur ; il reconnaissait en outre que l'art. 43 de la loi du 11 brum. an 7, en conservant aux anciennes hypothèques leur effet sur les

biens à venir, n'avait pas dit expressément que l'inscription à prendre devait faire mention de ces biens; mais il soutenait que contester la nécessité de cette mention, c'était méconnaître le principe de publicité qui domine la loi. Il citait l'auteur du code hypothécaire, n° 10 des formules, qui enseigne que l'inscription prise pour maintenir, sur les biens à venir, une hypothèque ancienne, doit exprimer qu'elle porte sur ces biens. Le demandeur ajoutait que cette doctrine se trouve dans les motifs d'un arrêt de la cour de cassation, du 3 août 1819 (1).

Troisième moyen. Le demandeur prétendait que la cour royale avait violé l'art. 2151 du C. civ., en colloquant le sieur Bardot à la date de son inscription de renouvellement de 1817, pour des intérêts à raison desquels il n'avait pas pris inscription.

Quatrième moyen. Violation de l'art. 19 de la loi du 11 brum. an 7. D'après cet article, disait le demandeur, le sieur Bardot devait être colloqué pour deux années seulement d'intérêts au même rang d'hypothèque que pour le capital. Cependant la cour l'a colloqué en outre pour les intérêts de l'année courante, conformément à l'art. 2151 du C. civ. Mais cet article n'était pas applicable. L'hypothèque du sieur Bardot était née sous la loi de brumaire an 7; elle avait été inscrite en exécution de l'art. 43 de cette loi; les intérêts, liés au sort du principal, devaient être régis par la même législation.

Le 15 janvier 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Piet* rapporteur, MM. *Dalloz* et *Nicod* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Joubert*, premier avocat-général; — Sur le premier moyen, — Considérant que, dans la cause restant à juger par suite du jugement du 29 déc. 1819, le sieur Delavaivre est intervenu pour se joindre au sieur Derain, et contester avec lui le compte du sieur Juillet, compte de l'apurement duquel dépendait le sort de l'hypothèque maintenue définitivement par ce jugement, après l'avoir été provisoirement par celui du 30 mai 1810; hypothèque conservée par l'inscription du 7 av. 1807, renouvelée le 2 av. 1817; qu'indépendamment de la qualité de créancier, qui le soumettait aux décisions portées contre son débiteur (Derain),

(1) Voy. t. 1^{er} 1820, p. 18; — nouv. éd., t. 21, p. 23.

le demandeur, en intervenant dans cette cause où il s'agissait de procéder en exécution et par suite desdits jugements de 1819 et de 1810, se les est rendus communs, et que dès lors ils ont été justement invoqués en réponse et en défense à ses contredits, — Que les moyens proposés depuis contre le droit hypothécaire du défendeur n'ont point constitué une demande nouvelle, l'objet étant toujours le même (faire restituer ou réduire l'hypothèque avec la créance); qu'ainsi, la cour royale a pu et dû se fonder sur l'autorité de la chose jugée;

• Sur le deuxième moyen, — Considérant que la loi, accordant aux anciennes hypothèques, résultant des actes authentiques, leur effet tant sur les biens à venir que sur les biens présents, l'arrêt attaqué a justement considéré que l'inscription prise sur les biens appartenants au débiteur Derain, dans l'arrondissement de Châlons, n'était point une renonciation au droit hypothécaire sur les biens à venir; qu'elle comprenait, au contraire, tout ce que le débiteur se trouverait avoir de biens dans ledit arrondissement, affectés par la loi même à la sûreté de la créance;

• Sur le troisième moyen, — Considérant que l'effet d'un jugement d'ordre se borne à la distribution du prix sur lequel l'ordre est ouvert; que le demandeur étant colloqué à la date de 1814, et les fonds manquant pour le remplir, une collocation à la date postérieure de 1817 ne peut jamais lui préjudicier; qu'à cet égard le pourvoi se trouve absolument dépourvu d'intérêt;

• Sur le quatrième moyen, — Considérant que la collocation de l'année courante d'intérêts avec les deux années accordées par le code civil, est justifiée par cette disposition de la loi sous l'empire de laquelle ont couru ces intérêts, et dont le sort est nécessairement régi par elle dans l'ordre fait en vertu de cette loi; qu'ainsi l'art. 2151 n'a point été faussement appliqué; — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

L'arrêt qui décide que la désignation suivante faite dans une inscription hypothécaire : TOUS LES BIENS SITUÉS DANS L'ARRONDISSEMENT DU BUREAU, est nulle, comme ne renfermant pas d'une manière spéciale les biens sur lesquels frappe l'hypothèque, viole-t-il la loi? (Rés. nég.) C. civ., art. 2148.

BARBEY, C. DAME RESTOUT.

Par acte du 10 sept. 1801, le sieur *Lenourichel*, débiteur de la dame *Thérillon*, lui avait conféré hypothèque sur les maisons, terres labourables et auberges à elle appartenant.

tes dans les communes de Vaux-sur-Seulles, Nouant et Carcagny, arrondissements de Bayeux et de Caen. — La dame Thérillon avait pris des inscriptions les 14 et 18 sept. suivants, aux bureaux des hypothèques de Caen et de Bayeux. Les deux inscriptions portaient que l'hypothèque était prise sur tous les biens présents et à venir de Pierre Lenourichon *sur maisons et terres situées dans l'arrondissement du bureau.*

Le sieur Barbey, devenu cessionnaire de la dame Thérillon, et la dame Restout, qui avait acquis les immeubles hypothéqués, ayant eu des difficultés, celle-ci contesta la validité de l'inscription, et, par suite, de l'hypothèque. Le 12 juil. 1826, arrêt de la cour royale de Caen, ainsi conçu : « Considérant que le régime hypothécaire est fondé sur deux bases essentielles, la publicité et la spécialité ; que ces deux bases, et surtout la spécialité, appartiennent à des considérations d'intérêt public, à la volonté qu'a eue le législateur que chacun ne subît d'entraves, dans la disposition de ses propriétés, que jusqu'à concurrence des valeurs nécessairement grevées par les charges qu'il aurait prises ; — Que le moyen d'assurer cette spécialité se trouve indiqué dans le n° 5 de l'art. 2148, qui exige impérieusement que l'inscription énonce l'espèce et la situation des biens sur lesquels le créancier entend conserver son privilège ou son hypothèque..... — Considérant, en fait, que l'inscription prise à Caen par la dame Thérillon, le 14 sept. 1801, ne désigne les biens qu'en disant que ce sont des maisons et terres sises dans l'arrondissement de Caen..... ; — Que de pareilles énonciations équivalent à une absence totale de désignation, puisqu'il est évident qu'une inscription, quelle qu'elle soit, générale ou spéciale, ne peut frapper que des fonds situés dans le ressort du bureau..... »

Pourvoi du sieur Barbey pour fausse application de l'art. 2148 du C. civ. Sans doute, disait-il, cet article avait voulu empêcher que les tiers ne fussent trompés sur le véritable état des immeubles qui leur seraient offerts en hypothèque ; et c'était dans cette vue que la publicité et la spécialité avaient été établies ; mais, outre que l'omission d'aucune des formalités prescrites par cet article n'emportait la peine de nullité, le but qu'il se proposait était atteint par l'énonciation que l'inscription frappait *sur les maisons et les terres*

situées dans l'arrondissement du bureau. La spécialité par là était suffisante, et les tiers ne pouvaient être trompés.

Du 19 février 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. Henrion président, M. Mousnier Favard rapporteur, M. Guillemin avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebeau, avocat-général : — Considérant..... que l'art. 2148 du C. civ. exige que l'inscription désigne d'une manière spéciale les immeubles sur lesquels porte l'hypothèque; — Qu'en décidant que cette disposition n'était pas observée par la désignation faite de tous les biens situés dans un arrondissement, la cour royale n'a violé aucune loi; — **REJETTE.** • A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'une partie a procédé en première instance et en appel sans que la qualité en laquelle elle agissait ait été contestée, peut-on, devant la cour de cassation, contester cette qualité? (Rés. nég.)

Ceux qui ont sous-traité pour le service des fournitures de l'hôtel des invalides ont-ils un privilège sur les sommes dues par l'administration à l'entrepreneur principal, comme tous les sous-traitants, agents ou préposés d'une entreprise relative au service de la guerre? (Rés. aff.)

Le privilège accordé aux sous-traitants par l'art. 2 du déc. du 12 déc. 1806, sur les sommes dues par l'état à l'entrepreneur principal, est-il restreint uniquement aux sommes représentatives des fournitures faites par les sous-traitants? (Rés. nég.)

Ce privilège s'étend-il généralement à toutes les sommes dues aux traitants par l'état, en exécution et par suite de leur traité, notamment aux sommes qui leur sont accordées à titre d'indemnité? (Rés. aff.) (1)

LEFEBVRE, MARTINEAU, C. GUENIFFEY.

Le sieur Collas avait entrepris le service des fournitures de l'hôtel des invalides à partir de 1811 jusqu'en 1814, et puis de 1814 à 1815. Les sieurs Gueniffey-Desavonnières et autres, créanciers du sieur Collas, à raison de fournitures

(1) Le 10 mars 1818, la cour de cassation avait déjà résolu cette question en ce sens, t. 3 1818: p. 502.

destinées à l'hôtel des invalides, ont formé opposition à la délivrance d'une somme de 182,528 fr, accordée à leur débiteur par l'administration, à titre d'indemnité, et déposée à la caisse des consignations. Il ont demandé à être payés de cette somme par privilège, conformément à l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806, portant que les sous-traitants qui auront présenté au trésor public les bordereaux certifiés par les commissaires-ordonnateurs, et constatant l'époque et la qualité des fournitures, auront un privilège spécial sur les sommes à payer aux entrepreneurs jusqu'à concurrence du montant de ce qui leur sera dû pour les fournitures comprises aux bordereaux.

Les sieurs *Lefebvre* et *Martineau*, autres créanciers de sieur Collas, ont soutenu que les sieurs Gueniffey et consorts n'avaient point de privilège sur la somme déposée; et, le 21 juil. 1825, un jugement du tribunal civil de la Seine a adopté ces conclusions, — « Attendu qu'en vertu du décret du 21 juil. 1811, sous l'empire duquel les sous-traitants ont passé leur marché avec Collas, l'hôtel royal des invalides a reçu une dotation particulière tout à fait indépendante du ministère de la guerre et du trésor royal; qu'ayant sa caisse, qui ne fait point partie du ministère de la guerre, il pourvoit à ses dépenses, qui sont ordonnées et payées par des fonctionnaires qui lui sont spécialement attachés; qu'ainsi les décrets des 13 juin et 12 déc. 1806, qui accordent une garantie par privilège aux sous-traitants qui ont fait des fournitures pour le service de l'armée ne sont nullement applicables à l'hôtel des invalides ou à ses succursales, qui sont un corps stationnaire, et dont le service régulier ne peut jamais manquer d'être assuré. »

Les sieur Gueniffey et consorts ont interjeté appel de ce jugement, que la cour royale de Paris a infirmé le 26 mai 1826, par les motifs suivants : « Considérant qu'aux termes des décrets des 13 juin et 12 déc. 1806, tout sous-traitant d'une entreprise relative au service de la guerre a droit à un privilège spécial sur les sommes dues à l'entrepreneur principal; — Que l'établissement des invalides, par sa nature, son objet et le but de son institution, appartient essentiellement et a toujours appartenu à l'administration de la guerre; — Considérant que, quels que soient les fonds affectés à

entretien de l'hôtel des invalides , par le décret du 25 mars 1811, la nature de l'établissement n'a pas changé;—Considérant que le privilège des sous-traitants ne peut être restreint aux sommes purement représentatives de leurs fournitures, et qu'aux termes du décret du 12 déc. 1806, le privilège accordé aux sous-traitants s'étend sur tous les fonds qui peuvent être redus aux entrepreneurs par suite d'une liquidation générale, ce qui comprend les indemnités comme le cautionnement lui-même;—Que le service de Collas de 1811 à 1814, et de 1814 à 1815, forme une même entreprise, qui se balance et se solde par un même reliquat, sans distinction des deux marchés, et constitue ainsi une seule créance;—Considérant que les traites délivrées par Collas, au profit des sous-fournisseurs, ne formaient pas une dette nouvelle substituée à la première, mais qu'elles étaient au contraire le règlement des créances originaires résultant des marchés convenus avec eux;—Considérant que les sous-fournisseurs ont rempli suffisamment les formalités prescrites par les décrets, en remettant chaque mois au commissaire chargé des invalides les pièces justificatives de leurs fournitures. »

Les sieurs Lesebvre, Martineau et consorts se sont pourvus en cassation contre cet arrêt. Les sieurs Gueniffey-Desavonnieres, disaient-ils, n'étaient point sous-fournisseurs; ils s'étaient seulement chargés d'acheter des marchandises pour le compte du sieur Collas, auquel ils les livraient; les livraisons n'étant pas faites par eux directement à l'hôtel des invalides, ils ne pouvaient être considéré comme sous-traitants, agents ou préposés au service. Dès lors le décret du 13 déc. 1806 ne leur était point applicable, et l'arrêt attaqué, en leur attribuant un privilège en vertu de ce décret, en a fait une fausse application.

En outre, le décret du 12 déc. 1806 n'accorde de privilège que pour les entreprises relatives *au service de la guerre*. Mais l'hôtel des invalides, régi à l'époque du traité par le décret du 25 mars 1811, était un établissement spécial ayant ses revenus, sa caisse, ses préposés, son budget particulier; cet établissement était donc étranger au ministère de la guerre, et, par suite, le décret du 12 déc. 1806 était inapplicable. D'ailleurs les formalités prescrites par ce décret pour la conservation du privilège n'ont pas été remplies.

Enfin le décret n'accorde un privilège aux sous-traitants que sur les sommes dues aux entrepreneurs *à raison des fournitures*; et la cour royale a attribué un privilège sur une somme allouée au sieur Collas *à titre d'indemnité*.

Le 20 février 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pensey* président, M. *Dunoyer* rapporteur, M. *Scribe* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Labeau*, avocat-général; — Attendu que les sieurs Guéniffey-Desavonnières et consorts ont tenté leur action comme sous-traitants du sieur Collas, chargé du service des Invalides; qu'ils ont procédé, en cette qualité, tant devant le tribunal de première instance que devant la cour royale, sans qu'on ne leur ait contesté, mais même allégué que cette qualité ne leur appartenait pas; — Qu'ainsi la cour royale n'ayant statué ni pu statuer sur une semblable question, la cour ne peut se livrer à l'examen d'un moyen qui dépendait de l'examen d'actes et de pièces qui ne doivent pas être soumises à son appréciation;

» Attendu que les décrets des 13 juin et 12 déc. 1806 accordent à tout sous-traitant d'une entreprise relative au service de la guerre un privilège spécial sur les sommes dues à l'entrepreneur principal; et que, ce privilège, comme tout autre, est une exception au droit commun, ne doit pas moins être maintenu dans le cas pour lequel il a été établi ayant pour objet d'assurer l'exactitude des fournitures relatives au service de la guerre;

» Attendu que l'établissement des Invalides n'étant soumis à aucun règlement particulier qui l'ait placé sous un régime spécial, il a pu paraître très raisonnable de le comprendre dans les dispositions desdits décrets, et que cette application ne présente aucune violation de la loi, cet établissement faisant incontestablement partie de l'administration de la guerre, quels que soient d'ailleurs les fonds affectés à son entretien;

» Attendu que le privilège accordé par l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806, aux sous-traitants pour le montant de leurs créances contre les traitants sur les sommes dues à ceux-ci par l'état, n'est pas restreint uniquement aux sommes représentatives des fournitures faites par les sous-traitants, mais s'étend généralement à toutes les sommes dues aux traitants par l'état, en exécution ou par suite de leur traité; qu'ainsi l'arrêt attaqué s'est conformé à ce décret en décidant que, dans l'espèce, le privilège des sous-traitants s'étendait à tous les fonds dus par l'état aux entrepreneurs et compris dans leur liquidation générale;

» Attendu enfin que l'arrêt dénoncé a jugé en fait, et conformément aux dispositions combinées des décrets des 13 juin et 12 déc. 1806, que les sous-traitants avaient déposé en temps utile les pièces justificatives de leurs fournitures;

« Attendu que ces motifs suffisent pour écarter les moyens de cassation proposés par Lefebvre, Martineau et consorts; — **BUT.** » 8.

COUR DE CASSATION.

La novation a-t-elle lieu sans que les parties expriment textuellement qu'elles font novation, et suffit-il que l'intention de l'opérer résulte de l'acte ? (Rés. aff.)

Dès lors, les cours royales à qui appartient exclusivement le droit d'interpréter les clauses des contrats sont-elles seules juges de la question de savoir si les parties ont voulu faire novation ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1273.

Celui qui, poursuivi en paiement d'une obligation, prouve que des billets à ordre par lui souscrits ont été substitués à cette obligation, du consentement du créancier, peut-il être déclaré libéré, bien qu'il ne représente aucuns des billets acquittés ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1271 et 1315.

Lorsqu'un créancier déclare dans un acte accepter en paiement de sa créance des billets à ordre souscrits par son débiteur, y a-t-il novation, encore que le créancier ait ajouté qu'il donnait quittance et décharge EN TANT QUE LES BILLETS SERAIENT PAYÉS ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1271.

MATHELIN, C. ROUSSEAU-SAINT-PHILIPPE.

En 1807, l'administration portugaise de l'île de Cayenne avait affermé au sieur *Rousseau-Saint-Philippe*, en l'absence des héritiers du sieur *Mathelin*, une habitation dépendant de la succession de ce dernier. — En 1812, le bail étant expiré, le sieur *Saint-Philippe* remit l'habitation à l'administration de la colonie. — Le 4 fév. 1817, un jugement de la commission portugaise déclara le sieur *Saint-Philippe* débiteur, par suite du bail à ferme, d'une somme de 15,453; et, le 31 mars suivant, l'ex-fermier et l'administration passèrent un arrêté de compte qui porte que, « le dit jour, le sieur *Rousseau-Saint-Philippe* paie la somme de 15,453 fr. en ses 15 obligations à l'ordre de la colonie....., moyennant quoi ledit sieur *Saint-Philippe* est entièrement quitte et libéré envers l'administration pour le fait de ladite ferme. Pourquoi toute quittance et décharge à ce relative lui est donnée par le présent, en tant que payées soient lesdites obligations. »

Bientôt après, la colonie étant rentrée sous la domination française, des poursuites furent dirigées contre le sieur Saint-Philippe, en vertu du jugement du 4 fév. 1817, par le sieur Roger, curateur aux biens des absents. — Le défendeur a répondu qu'il avait payé la somme portée au jugement, en obligations à l'ordre de l'administration, obligations qu'il avait acquittées; que le jugement se trouvait éteint par la novation expresse stipulée dans l'arrêté de compte du 31 mars 1817.

Jugement du tribunal civil de Cayenne qui accueille cette défense, — Attendu que la novation s'opère par la substitution d'une nouvelle obligation à une ancienne qui est éteinte; — Que, dans l'espèce, il y a eu novation, puisque Saint-Philippe a substitué les 15 obligations montant ensemble 15,453 fr., à son ancienne obligation de pareille somme; — Que, dans le règlement du 31 mars 1817 entre l'intendant portugais et Saint-Philippe, il est dit que, les 15 obligations une fois payées, ledit Saint-Philippe est entièrement libéré et libéré envers l'administration.....; — Que le titre constitutif de la créance se trouve détruit par le fait de la novation dont il s'agit; que le titre nouvel, c'est-à-dire les billets souscrits par Saint-Philippe, n'est pas produit, et que ledit Saint-Philippe déclarant avoir payé lesdits billets, l'on ne peut le forcer à les payer aujourd'hui, jusqu'à la preuve contraire. »

Appel. — Mais, le 4 oct. 1825, arrêt de la cour royale de la Guyanne française qui confirme le jugement de première instance en adoptant ses motifs, et, en outre, « attendu que le titre original n'est pas représenté; qu'on ne produit aucune grosse ou expédition, ni copie en bonne forme de ce titre, mais seulement des pièces dont aucune n'a le caractère déterminé par le § 2, art. 1325 du C. civ.; — Attendu que, si le gouvernement n'avait pas entendu libérer Saint-Philippe de la première dette, il eût conservé par devers lui, indépendamment de la réserve insignifiante qui se trouve au bas de l'une des pièces informes représentées, le titre qui seul pouvait fonder une action en justice.....; — Attendu que, d'après l'art. 1271 du C. civ., les obligations s'éteignent par la novation; qu'il est de principe que la novation s'opère lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle

dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte. »

Les héritiers Mathelin se sont pourvus en cassation contre cet arrêt pour violation de l'art. 1322 du C. civ., en ce que l'arrêt attaqué avait refusé effet à un acte non contesté par le défendeur, sous prétexte d'une novation qui n'avait point eu lieu. L'arrêt attaqué, ajoutaient les demandeurs, a en outre violé ou faussement appliqué l'art. 1356 du C. civ., sur l'indivisibilité de l'aven judiciaire. Le sieur Saint-Philippe reconnaissait qu'il avait été constitué débiteur par le règlement de compte du 31 mars 1817, et il ajoutait qu'il était libéré, parce que les billets à ordre qu'il avait souscrits avaient opéré novation. La cour royale pouvait, sans diviser cet aven, examiner si, en droit, la souscription des billets à ordre avait éteint la première dette.

Les demandeurs soutenaient en outre que la cour royale avait violé l'art. 1315 du C. civ., d'après lequel celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation, en ce que la cour avait déclaré le sieur Saint-Philippe libéré, bien qu'il ne produisît aucun des quinze billets qu'il prétendait avoir souscrits et acquittés. — Enfin les demandeurs alléguaient une prétendue violation de l'art. 1291 du C. civ., résultant de ce que la cour royale avait décidé qu'il y avait eu novation, quoique la dette ne fût pas éteinte *purement et simplement*, puisque l'arrêté de compte du 31 mars 1817 portait que quittance était donnée au sieur Saint-Philippe *en tant que payées soient les obligations*. Cette dernière clause, disaient les demandeurs, indique clairement que les billets à ordre n'avaient été souscrits qu'afin d'accorder un délai au débiteur, et nullement dans l'intention d'opérer novation. Sur ce point on citait deux arrêts de la cour de cassation, des 16 août 1820 et 28 juil. 1823 (1), et M. Toullier, t. 7, n° 315 et suiv.

Le 16 janvier 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Brétisiel, conseiller, président, M. Pardessus, rapporteur, M. Guichard père avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Vatimesnil, avocat-général; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1273 du C. civ., il n'est pas nécessaire que les parties expriment textuellement qu'elles font nova-

(1) Voy. t. 1^{er} 1824, p. 545; nouv. éd., t. 22, p. 743.

tion; qu'il suffit que l'intention de l'opérer résulte de l'acte; que, dès lors, les cours royales, à qui appartient exclusivement le droit d'interpréter les clauses des contrats, sont seules juges de la question de savoir si ou non les parties ont voulu faire novation; — Attendu que, dans l'espèce, la cour de la Guyanne, en constatant que le gouvernement portugais fit, lors de la signature de l'acte du 31 mars 1817, remise des titres anciens qui étaient des grosses et autres actes exécutoires; qu'à la créance résultant des fermages, il substitua une créance en billets à ordre souscrits par le débiteur, et quitta en conséquence le titre primitif, a eu juste sujet de voir dans ces circonstances la volonté de faire novation; — Attendu que l'art. 1356 du C. civ., sur les effets de l'avenue, n'a pas été violé, puisque le sieur Saint-Philippe a reconnu que, s'il avait été constitué débiteur par le règlement de compte du 31 mars 1817, il ajoutait que, pour s'acquitter, il avait souscrit des billets à ordre, ainsi que le constate cet acte, lesquels billets ne lui étaient pas représentés;

2° Attendu que l'art. 1315 n'a pas davantage été violé, puisque le sieur Saint-Philippe, poursuivi en paiement et opposant la novation qui avait éteint sa dette en y substituant des billets à ordre, n'avait rien de plus à prouver;

3° Attendu que, si la cour royale de la Guyanne, jugeant autrement qu'elle n'a fait, eût condamné Saint-Philippe, elle aurait, au contraire, méconnu le véritable esprit des lois indiquées et commis une injustice, puisque ce dernier, débiteur du montant de ses billets à ordre envers les tiers porteurs, n'aurait pu leur opposer pour sa libération le paiement qu'il aurait fait en vertu du titre primitif remplacé par les billets; — **REJETTE.** S.

COUR DE CASSATION.

La donation faite par une mère à l'un de ses six enfants, du sixième d'un domaine, en l'absence de ses autres enfants, et aux conditions suivantes : QU'IL NE POURRA RIEN PRÉTENDRE SUR LES CINQ AUTRES SIXIÈMES DUDIT DOMAINE, ET QU'IL AURA LA FACULTÉ D'EN PROVOQUER LE PARTAGE QUAND IL LUI PLAIRA, est-elle une donation pure et simple passible du droit de 2 fr. 50 c. par 100 fr., et non un partage anticipé, tel qu'il est autorisé par les art. 1075-1076 et 1078 du C. civ. ? (Rés. aff.)

RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT, C. JACQUIN.

La veuve *Jacquin* avait fait donation par acte entrevifs, et à titre de partage anticipé, à *Alexis Jacquin*, l'un de ses six enfants, du sixième d'un domaine à elle appartenant, porte l'acte, sur le territoire du Salbert, pour en user

et disposer par le donataire, en pleine propriété, à partir de ce jour, et *en provoquer le partage, quand il lui plaira*; auquel effet la donatrice s'en dessaisit dès à présent quant à la propriété; mais Alexis Jacquin n'en-commencera la jouissance qu'au décès de la donatrice, qui en réserve expressément l'usufruit pendant sa vie, à titre de constitut et précaire, et à la charge par le donataire de *laisser ensuivre*, au profit des cinq autres enfants de la donatrice ou de leurs représentants, *les cinq autres sixièmes dudit domaine à son exclusion, et de n'y rien prétendre.* »

Le receveur de Belfort (Haut-Rhin), auquel l'acte fut présenté pour le faire enregistrer, n'y vit qu'un partage anticipé fait par une mère à ses enfants, et perçut, à ce titre, un simple droit de un pour cent, aux termes de l'art. 3 de la loi de finances du 16 juin 1824, ce qui forma, à raison d'un capital de 600 fr., la somme de 6 fr. 60 c. — Cependant la régie, voyant dans l'acte dont il s'agit une donation pure et simple soumise au droit proportionnel de 2 fr. 50 pour cent, par l'art. 69, § 6, n° 2, de la loi du 22 frim. an 7, déclara une contrainte en supplément de droits, de la somme de 10 f. 80 c. — Opposition de la part de Jacquin, et, le 24 août 1825, jugement du tribunal de Belfort qui annule la contrainte, sur le fondement que l'acte du 18 juil. 1824 est un partage anticipé fait sous la forme d'une donation entre vifs.

Pourvoi de la régie pour fausse application de l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824, et violation de l'art. 69, § 6, n° 2, de la loi du 22 frim. an 7. — Elle tirait son principal argument des termes mêmes de l'acte, qui ne laissaient aucun doute, suivant elle, sur la volonté réelle des parties. La veuve Jacquin donnait le sixième en question à son fils, à la charge par lui de ne rien prétendre sur les cinq autres sixièmes; il pouvait d'ailleurs provoquer le partage quand il lui plairait. Il y avait là assignation précise, et exclusive à toute autre, de l'objet donné; il y avait, de plus, dessaisissement actuel, du moins quant à la nue propriété, puisque le donataire pouvait provoquer le partage dès le moment même de la confection de l'acte, ce qui constituait bien évidemment la *donation par acte entre vifs*.

Le défendeur a fait défaut.

Le 23 janvier 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Bris-

son président, M. Boyer rapporteur, M. Teste-Lebeau avocat, par lequel :

• LA COUR; — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Vu les art. 1075, 1076 et 1078 du C. civ.; l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824, et l'art. 69, § 6, n° 2, de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu que l'acte du 18 juil. 1824 ne présente aucun des caractères du partage autorisé par les art. 1075, 1076 et 1078 du C. civ., puisque, d'une part, cet acte n'a eu lieu qu'entre la veuve Jacquin et Alexis Jacquin, l'un de ses six enfants, sans l'intervention des cinq autres enfants, qui n'y ont point été appelés et n'en ont point accepté les dispositions, circonstances essentielles dans tout acte de ce genre fait entre vifs; et que, d'autre part, loin de contenir un véritable partage, entre lesdits six enfants, du domaine donné à l'un d'eux, il y est, au contraire, stipulé qu'au moyen du don qui lui est fait de la propriété d'un sixième de ce domaine à la charge de ne rien prétendre sur les cinq autres sixièmes dudit domaine, il lui sera libre d'en provoquer le partage quand il lui plaira; — Attendu que l'acte dont il s'agit ne présente réellement qu'une donation pure et simple, faite par une mère à un de ses fils, d'une portion déterminée d'un domaine à elle appartenant, donation passible du droit de 2 fr. 50 c. par 100 fr., établi par l'art. 69, § 6, n° 2 de la loi du 22 frim. an 7; et, qu'en appliquant au contraire à cet acte le droit réglé pour les partages faits en exécution des art. 1075 et 1076 du C. civ. par l'art. 3 de la loi des finances du 16 juin 1824, le jugement attaqué a, tout à la fois, fait une fausse application desdits art. du C. civ., et de l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824, et violé l'art. 69, § 6, n° 2 de la loi du 22 frim. an 7; — Donne défaut contre le sieur Jacquin non comparant, et, pour le profit, CASSE. etc. A. M. C.

COUR DE CASSATION.

- *La copie d'une assignation donnée à une commune peut-elle valablement, en l'absence du maire, être laissée à l'adjoint, et celui-ci peut-il viser l'original? (Rés. nég.)*
C. proc. civ., art. 69 et 70.

LES COMMUNES D'AMBUTRIX ET DE SAINT-DENIS.

La cour de cassation avait déjà résolu cette question en ce sens par trois arrêts, en date des 11 juin 1812, 22 nov. 1813 et 10 fév. 1817 (1). L'arrêt suivant ajoute d'autant plus de poids à cette jurisprudence qu'il casse un arrêt de la cour de

(1) Voy. t. 3 1812, p. 275; t. 2 1814, p. 486, et t. 2 1817, p. 191; — nouv. éd., t. 13, p. 527; t. 15, p. 649, et t. 19, p. 122.

Lyon, motivé avec le plus grand soin, et fondé sur de nombreuses considérations qui ne manquent point de force, mais qui ont dû fléchir devant le texte formel de la loi. L'opinion de la cour suprême paraît donc irrévocablement fixée, car il n'est pas possible d'en appeler à la cour *mieux informée*.

En 1807, la commune d'Ambutrix assigne devant le tribunal de Belley la commune de Saint-Denis et Bétemp en délaissement d'un terrain. — En 1821, jugement qui ordonne le délaissement réclamé. — En 1822, la commune de Saint-Denis et Bétemps appelle de ce jugement devant la cour royale de Lyon. La copie de l'exploit d'appel est laissée, en l'absence du maire de la commune d'Ambutrix, à l'adjoint de cette commune, qui vise et signe l'original. — La commune d'Ambutrix a soutenu que l'appel était nul, attendu qu'aux termes des art. 69 et 70 du C. de proc., en cas d'absence ou de refus du maire, l'assignation donnée à une commune doit être laissée, à peine de nullité, au juge de paix ou au procureur du roi, qui, en ce cas, vise l'original.

Le 23 fév. 1825, arrêt de la cour royale de Lyon qui, sans s'arrêter à la nullité proposée, déclare l'appel recevable :

Attendu que, pour apprécier cette prétendue nullité, on a besoin de considérer dans leur ensemble les cinq premiers paragraphes de l'art. 69 du C. de proc. civ. et la disposition additionnelle qui se rapporte à tous cinq collectivement; — Attendu qu'on voit d'une manière fort claire qu'ils ont eu pour but en général de déterminer la forme à suivre pour l'exercice des actions à intenter contre des corps légalement constitués, lesquels ont toujours et doivent avoir nécessairement un chef ou agent chargé de les représenter soit activement soit passivement; — Attendu que, lorsqu'il s'agit de domaines ou droits domaniaux appartenant à l'état, le préfet du département où siège le tribunal devant qui la demande doit être portée en première instance, est désigné par le § 1^{er} comme étant l'agent ou le représentant en la personne de qui on doit assigner l'état; que l'agent du trésor est désigné par le § 2 comme l'agent en la personne de qui on doit assigner le trésor public; qu'à l'égard des administrations ou établissements publics, elles doivent être, suivant le § 3, assignées en leurs bureaux, dans le lieu où réside le siège de l'administration et dans les autres lieux, en la personne et au bureau de leur préposé; que le roi, en ce qui concerne ses domaines, doit être, suivant le § 4, assigné en la personne du procureur du roi près le siège de l'arrondissement; qu'enfin, suivant le § 5, les communes doivent être assignées en la personne ou au domicile du maire; — Attendu qu'à la suite de ces cinq paragraphes se trouve la disposition additionnelle qui leur

est commune et qui les concerne tous indistinctement, laquelle porte, dans les cas ci-dessus, « l'original de l'assignation sera visé de lui à qui l'exploit sera laissé, et qu'en cas d'absence ou de refus, le » sera donné soit par le juge de paix, soit par le procureur du roi, » le tribunal de première instance auquel, en ce cas, la copie sera » sée. » — Attendu que cette disposition additionnelle qui, pour les cas auxquels on la voit se référer, prescrit la formalité particulière visa sur l'original de l'exploit d'assignation, tend, comme on l'a aperçu, à mieux assurer la remise de la copie d'exploit par ce surcroît de précaution; qu'elle constitue ainsi une sorte de garantie spéciale et unifiée établie dans l'intérêt du roi, de l'état, du trésor public, des administrations publiques et des communes; qu'elle ne peut, quant aux divers cas qu'elle embrasse, qu'avoir pour tous sans distinction le même sens et le même but, et qu'elle n'est applicable par conséquent en ce qui concerne l'assignation donnée à une commune, que de la même manière qu'elle l'est pour les assignations données au roi, à l'état, au trésor public, et à des administrations publiques quelconques; — Attendu que le visa subsidiaire qu'elle prescrit de faire apposer sur l'original de l'assignation par le juge de paix ou par le procureur du roi, en laissant la copie d'exploit à l'un ou à l'autre de ces deux fonctionnaires, n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'en cas d'absence et de refus des agents ou représentants en la personne ou au domicile desquels il faut assigner et lesquels, étant présents, sont aptes eux-mêmes pour recevoir la copie et pour donner le visa; — Attendu qu'il est remarquable que les agents ou représentants désignés nominativement à cet effet par l'art. précité sont seulement les fonctionnaires placés à la tête des établissements publics ou chargés en première ligne de défendre les intérêts de l'état, du trésor public et des domaines du roi; mais qu'il est de règle générale dans toutes les branches d'administration et en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions publiques, que les pouvoirs d'un fonctionnaire absent ou empêché se trouvent toujours dévolus et délégués de plein droit à celui qui le suit immédiatement dans le même ordre de fonctions; qu'ainsi quant à la réception d'une copie d'assignation et à la formalité du visa pour les cas prévus audit article, un procureur du roi absent ou empêché, ou empêché par des circonstances quelconques, est pleinement suppléé par son substitut, qu'un préfet l'est par son secrétaire-général ou par le conseiller de préfecture, premier en ordre; qu'un chef d'établissement public l'est pour son sous-chef, et que de même un maire d'une commune doit l'être par son adjoint : car tous ces cas semblables sont nécessairement régis par la même règle *ubi eadem ratio, ibi eadem jura* ;

Attendu que vouloir attribuer un autre sens à l'art. 69, c'est-à-dire vouloir admettre qu'il n'y aurait que les chefs d'établissement ou premiers fonctionnaires, nominativement désignés par icelui, qui pussent

recevoir la copie d'une assignation et apposer leur visa sur l'original, ce serait déclarer pour certains cas faciles à prévoir l'impossibilité absolue de remplir la formalité prescrite; qu'en effet, un tel système d'interprétation donnerait pour conséquence nécessaire que même, quant au visa subsidiaire qui doit être donné soit par le juge de paix, soit par le procureur du roi, en cas d'absence ou de refus des agents ou représentants désignés plus haut, un suppléant de la justice de paix ne pourrait se substituer au juge de paix, ni un substitut au procureur du roi. Or il pourrait arriver cependant que ces deux fonctionnaires fussent aussi absents ou empêchés l'un et l'autre, d'où il résulterait qu'alors eux seuls *nominativement* pouvant recevoir la copie d'assignation et donner le visa, il n'y aurait pas de demande valable qui pût être formée durant leur absence ou leur empêchement, et que, pour des droits, pour des actions prêtes à s'éteindre par péremption ou par prescription, on pourrait être exposé à d'inévitables déchéances. — Attendu que les conséquences qu'entraînerait une telle doctrine achèvent ainsi d'en manifester tout le vice, et qu'on doit tenir pour évident en dernière analyse que, pour la formalité dont il s'agit, il en est de l'adjoint d'un maire, comme de tout autre fonctionnaire placé en deuxième ligne dans un ordre de fonction quelconque, lequel supplée et remplace valablement, pour tout ce qui lui est relatif, le principal titulaire absent ou empêché; qu'il faut dès lors réputer valable une assignation donnée à une commune, lorsqu'en l'absence du maire copie en est laissée à l'adjoint qui vise l'original; comme elle le serait si c'était le maire présent qui eût reçu la copie et donné le visa; que ce n'est point là reconnaître dans l'adjoint une attribution qui lui aurait été refusée par la loi, puisqu'il s'agit d'une attribution dont la loi a investi le maire, et qu'elle ne peut appartenir au maire sans qu'elle doive aussi être dévolue en son absence au fonctionnaire secondaire appelé à le suppléer; qu'en un mot ce n'est là qu'une juste interprétation de l'art. 69 du Code proc., interprétation conforme à la saine raison, à l'esprit, au but de la loi, à la hiérarchie des pouvoirs, et applicable surtout dans les matières de nullité qui sont toujours de droit étroit, les nullités de procédure ne tendant trop souvent qu'à mettre en péril les intérêts les plus légitimes;

Attendu qu'il n'y aurait lieu de méconnaître dans un adjoint l'attribution dont il s'agit, c'est-à-dire de faire ainsi exception à son égard au principe général qui régit l'action et la hiérarchie des fonctionnaires publics, qu'autant qu'il apparaîtrait que les lois spéciales relatives aux fonctions d'adjoint y sont réellement contraires; mais qu'il n'en est rien, et qu'elles sont avec ce principe dans une parfaite conformité; — Attendu, en effet, que ce fut la loi du 28 pluv. an 8 qui établit dans toutes les communes des maires et adjoints tels qu'on les voit aujourd'hui en exercice, et qu'ils furent établis expressément par l'art. 13 pour remplacer dans chaque commune les agents municipaux et adjoints qui, en exécution

de la loi du 21 fruct. an 3, avaient été en exercice jusqu'alors; en sorte que l'adjoint d'un maire a bien aujourd'hui le même pouvoir et les mêmes attributions qui appartenaient ci-devant, suivant la loi du 21 fruct. an 3, à l'adjoint d'un agent municipal; — Attendu qu'il était dit en l'art. 2 de cette loi qu'en cas de maladie, absence ou tout autre empêchement momentané de l'agent municipal, son adjoint le remplacerait provisoirement soit dans la municipalité du canton, soit dans le lieu de sa résidence : d'où il suit bien que, de même à présent, quand le maire est absent ou empêché, c'est son adjoint qui le supplée, et doit remplir pleinement en sa place les fonctions de la mairie; — Attendu encore que par la loi du 7 pluv. an 9, les maire et adjoint furent constitués concurremment officiers de police judiciaire pour la poursuite des crimes et délits, que c'est là une attribution qui a été conservée tant aux adjoints qu'aux maires eux-mêmes par divers textes du code d'inst. crim.; qu'on voit également qu'un décret du 4 juin 1806 appelle l'adjoint à la présidence du conseil municipal, quand le maire ne peut le présider en personne, et qu'il serait vraiment contre toute raison qu'un adjoint qui a ainsi le pouvoir d'exercer en l'absence du maire la plénitude de ses plus hautes fonctions judiciaires et administratives, n'eût pas cependant comme lui et en son absence le pouvoir si simple de recevoir une copie d'assignation donnée à la commune, et d'en viser l'original;

Attendu d'ailleurs que, dans le code de procédure, se trouvent diverses dispositions qui repoussent toute idée d'une telle inconséquence, et qu'entre elles, deux articles surtout méritent d'être cités : savoir, l'art. 673, qui veut que le commandement par lequel doit être précédée une saisie immobilière soit visé par le *maire ou l'adjoint* du domicile du débiteur, comme aussi que la copie en soit laissée à celui qui donne le visa; et l'art. 681, qui veut également que l'acte portant dénonciation de la saisie immobilière soit visé dans les vingt-quatre heures par le *maire du domicile* du saisi; que la différence notable à remarquer entre ces deux articles, c'est que, dans le premier, les *maires ou adjoints* sont tous deux désignés concurremment, tandis que le *maire* l'est seul *nominativement* dans le second; que jamais cependant on n'a essayé de supposer, en invoquant l'art. 681, qu'une saisie immobilière pût être réputée nulle, parce que ce serait non le maire lui-même, mais l'adjoint en l'absence du maire qui aurait visé l'acte dénonciatif d'icelle, et que, très évidemment, il n'y pas plus de raison d'invoquer l'art. 69 pour arguer de nullité l'assignation donnée à une commune, sous le même prétexte;

Attendu, au surplus, qu'à l'appui de cette prétendue nullité qu'on entend faire résulter des termes de l'art. 69, il n'y a aucun argument à tirer de ce qui est dit en l'art. 68, lequel, relatif au visa prescrit sur des exploits d'ajournement donnés à une partie au domicile de qui on

ne trouve ni elle ni aucun de ses parents ou serviteurs, contient la désignation cumulative du *maire* ou *adjoint*, mais non point la désignation nominative du *maire* seul, comme l'art. 69; qu'en effet, il ne suit autre chose d'une telle différence dans les termes de ces deux articles placés à la suite l'un de l'autre, si ce n'est que, pour les cas des exploits d'ajournement spécifiés en l'art. 68, les *maires* ou *adjoints* étant désignés *conjointement* à l'effet de donner le *visa*, on est libre, nonobstant la préférence du *maire*, de faire viser l'exploit par lui ou par son *adjoint*; tandis que, pour l'assignation donnée à une commune, le *maire* seul étant désigné nominativement par l'art. 69, c'est lui seul, s'il est présent, qui peut valablement recevoir la copie et apposer son visa sur l'original; mais qu'il n'est pas moins manifeste qu'en cas d'absence ou d'empêchement du *maire*, cette formalité, remplie alors par l'*adjoint*, l'est d'une manière aussi valable qu'elle l'eût été par le *maire* lui-même, parce que, comme a été dit ci-dessus, l'*adjoint* se trouve appelé à suppléer, à représenter pleinement dans tous les cas possibles le *maire* absent ou empêché, et que c'est là une conséquence immédiate de la règle générale développée plus haut, laquelle, indiquée par le simple bon sens, se trouve d'ailleurs en pleine harmonie avec l'ensemble de notre législation judiciaire et administrative.

Pourvoi en cassation de la part de la commune d'Ambu-trix pour violation des art. 69 et 70 du C. de proc.

Le 7 juillet 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Porriquet* rapporteur, MM. *Bruzard* et *Nicod* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. *Joubert*, premier avocat-général; — Vu les art. 69 et 70 du C. de proc.; — Considérant que l'art. 69 du C. de proc. civ., placé au tit. des *Ajournements*, contient une législation spéciale sur les formes à suivre pour assigner les chefs des établissements publics et des communes; que cet article ordonne, en termes exprès et sous la peine de nullité prononcée par l'art. 70, que les assignations seront données aux communes en la personne ou au domicile du *maire*, et défend, par conséquent, que les assignations soient données à d'autres personnes et à d'autres domiciles;

« Que ce même article, prévoyant le cas d'absence du *maire*, ou de refus de viser l'original, fait soit par lui, soit par les personnes trouvées à son domicile, déroge à la règle générale établie dans l'art. 68, aux termes duquel la copie doit être remise à un voisin, et ordonne qu'en cas d'absence ou de refus du *maire* ou des personnes étant à son domicile, l'*huissier* fera viser l'original de l'exploit par le juge de paix ou par le procureur du roi, auquel, en ce cas, la copie en sera laissée, d'où résulte encore pour l'*huissier* défense de donner l'assignation à d'autres que ceux qui sont nominativement désignés par la loi; — Considérant

que, dans le concours de la législation générale avec la législation spéciale, c'est à celle-ci qu'il faut toujours se référer, et que, lorsque la loi contient une disposition expresse, lorsque cette disposition n'est ni obscure ni insuffisante, lorsqu'elle peut être exécutée dans les termes où elle est conçue, sans qu'il soit besoin de la modifier ou d'y ajouter, les tribunaux sont tenus de s'y conformer, et ne peuvent pas s'écarter de ce qu'elle prescrit littéralement, sous le prétexte d'en rechercher le sens ou l'esprit, ou de la rendre plus parfaite; — Considérant que de cet art. 69 il suit qu'en déclarant valable l'assignation donnée à la commune d'Alsace, quoique cette assignation n'ait été donnée ni en parlant à la personne du maire, ni à son domicile, quoiqu'il n'ait pas été constaté par l'huissier au domicile du maire qu'il fût absent, ou que, soit par lui, soit par les personnes trouvées à son domicile il y ait eu refus de viser l'original, quoique enfin la copie de cette assignation ait été remise à l'adjoint en son domicile au lieu de l'être comme l'art. 69 le prescrit, à peine de nullité, au juge de paix ou au procureur du roi, la loi royale a, sans nécessité, ajouté à la loi, et a expressément violé les art. 69 et 70 du C. de proc.; — CASSE. »

COUR DE CASSATION.

Peut-on acquérir par prescription un droit de servitude sur une rue? (Rés. nég.)

Spécialement, celui qui, depuis long-temps, est en possession de faire écouler les eaux de son usine par un égout qui traverse une rue et les conduit dans un fossé qui faisait autrefois partie des fortifications de la ville, peut-il se plaindre du comblement du fossé, ordonné pour cause de salubrité publique, sous prétexte que, par sa longue possession, il aurait acquis une servitude et sur la rue et sur le fossé? (Rés. nég.) C. civ., art. 2226.

HECHT, C. LA VILLE DE STRASBOURG.

Il existait dans la ville de Strasbourg un fossé dit des Orphelins, qui faisait autrefois partie des fortifications, mais qui depuis s'est trouvé dans l'intérieur de la ville, par suite des agrandissements qu'elle avait reçus. Il paraît que les eaux pluviales et ménagères de plusieurs maisons riveraines allaient s'épancher dans ce fossé. Les sieur et dame Hecht, qui exploitaient une manufacture située à quelque distance, avaient pratiqué des aqueducs souterrains au moyen desquels les eaux de leur usine s'y déchargeaient également. En 1824,

le conseil municipal, considérant que le fossé dit *des Orphelins* répandait des exhalaisons méphytiques et insalubres, en ordonna le comblement. Les époux Hecht réclamèrent contre cette mesure, et conclurent au rétablissement des lieux dans leur ancien état, ou à une indemnité pour le tort considérable que le comblement causait à leur usine.

Le tribunal de Strasbourg, saisi de la contestation, rejette la demande du sieur Hecht par un jugement du 17 fév. 1824.

Sur l'appel de celui-ci, la cour de Colmar rend, le 28 mars 1826, un arrêt confirmatif ainsi conçu :

« Considérant, en fait, que les terrains et bâtimens de l'appelant Hecht sont séparés du fossé des Orphelins, d'abord par une rue étroite qui appartient à la voie publique, et ensuite par le terrain indiqué au plan comme appartenant au sieur Barth, lequel a été récemment converti par la ville en promenade publique, ainsi que l'espace occupé par le fossé des Orphelins, lequel a été comblé; que, si anciennement ce fossé faisait partie des fortifications, cet état de choses a cessé par la grande extension que l'enceinte de la ville ainsi que les fortifications ont reçue de ce côté, et par le fait qui est justifié que c'est la ville, et non le génie militaire, qui a fait successivement, et depuis un grand nombre d'années, différentes concessions de ce terrain; que, si le génie militaire a été consulté lors des opérations qui ont amené l'arrêt du conseil municipal, en date du 26 juin 1820, ce n'a été qu'à cause de la salubrité des établissemens militaires étant dans le voisinage de ce fossé des Orphelins, et du degré d'utilité ou de convenance qu'il y avait, pour ces établissemens, que ce fossé fût comblé; — Considérant, en droit, que c'est une grave erreur que de prétendre que l'on puisse acquérir une servitude sur un chemin public ou sur un fossé dépendant du domaine public, de manière à empêcher la ville, propriétaire de la rue ou du fossé, d'en changer la direction et la destination; qu'il est de l'essence et de la destination de ces choses ainsi publiques de servir à l'usage de tous, sans pour cela cesser d'être choses publiques, et d'appartenir comme telles à la ville; qu'il impliquerait contradiction de supposer et d'admettre que la permission tacite, que la ville est censée donner à chacun, d'user, suivant sa destination, de la chose publique, dût avoir pour effet de la dépouiller de la propriété, tandis qu'il est évident que l'usage que fait le particulier est une simple tolérance de la ville, et non l'exercice présent ou futur d'un prétendu droit de propriété, ou un moyen d'en acquérir, puisqu'alors les bases et les conditions essentielles de la prescription manquent, et que le fait de possession, plus ou moins prolongé, est suffisamment expliqué par la nature de domaine public, sur lequel l'usage a eu lieu d'une manière conforme à la destination et l'intention de la ville, propriétaire; — Considérant que

cette ville, propriétaire de la rue ou de l'aqueduc, peut, à son gré, changer la direction et la destination; qu'elle peut aliéner ses immeubles, en remplissant d'ailleurs les formes de la loi, et les faire rentrer dans le commerce, dont ils n'étaient sortis que par le fait unique de leur destination comme voie publique ou comme égout; que les particuliers qui ont profité et joui de ces rues ou de ces égouts tant qu'ils avaient cette destination, et qu'à ce titre ils étaient chose publique, n'ont pas dû ignorer que ce droit, que cet usage, n'étaient que précaires, qu'ils étaient subordonnés au fait qu'il continuerait de convenir à la ville, seule propriétaire, de maintenir cette destination; qu'ils ont dû s'attendre à ce que la ville, ainsi propriétaire, usant de la latitude de son droit de propriété, changeât cette destination; que l'art. 2226 C. civ., qui dispose qu'on ne peut pas prescrire le domaine des choses qui ne sont pas dans le commerce, reçoit l'application la plus directe à la cause, puisque les rues et les égouts publics ne sont pas dans le commerce tant que la ville leur conserve cette destination; qu'à la vérité ils peuvent y rentrer et être aliénés comme toutes les autres propriétés non publiques de la ville, mais qu'il faut qu'avant ces aliénations, ces rues ou égouts soient supprimés comme chose publique par l'autorité compétente.—Considérant que, par application de ces principes à l'espèce, l'appelant Hecht, dont la propriété est bornée par une petite rue dépendante du domaine public, n'a pu, à aucune époque, soit par lui, soit par ses auteurs, acquérir un droit de servitude ni d'écoulement de ses eaux ménagères dans le fossé des Orphelins, puisque, d'une part, ce fossé était un aqueduc public, destiné temporairement à l'écoulement des eaux des riverains, et qu'à ce titre de chose publique ces riverains ont bien pu en user d'une manière conforme à sa destination, mais que cette chose publique n'a pas pu être l'objet d'une prescription; et que, d'autre part, l'appelant Hecht ne pouvait écouler ses eaux dans ce fossé des Orphelins qu'au moyen d'un égout que lui ou ses auteurs ont pratiqué, d'abord sous la partie non publique qui longe son terrain, et ensuite par la propriété qui a appartenu au sieur Barth; que l'on conçoit que, par une longue possession, le droit de maintenir la voûte pratiquée sous le terrain du sieur Barth a pu s'acquérir, vu que c'était alors, et jusqu'à une époque très récente, une propriété privée; mais qu'il n'en était pas de même quant à la partie de l'égout pratiquée sous la partie de la rue, laquelle, n'étant pas dans le commerce, ne pouvait pas être l'objet d'une prescription, d'après l'art. 2226; qu'ainsi l'appelant Hecht n'a pas pu acquérir par prescription le droit de servitude qu'il réclame, soit quant à la partie de l'aqueduc pratiqué, dans l'intérêt de sa propriété, sous la petite rue publique qui la longe, soit quant au fossé des Orphelins en lui-même, parce que, comme la petite rue qui le longeait alors, ce fossé faisait partie du domaine public; que, comme tel, il était imprescriptible, et que la ville, propriétaire, a

en a toujours conservé le droit d'en changer la destination, et, par cela même, de le combler dans certaine partie, et de le convertir en promenade publique, et, quant à d'autres parties, de le concéder, ainsi qu'elle l'a fait, aux propriétaires riverains, aux clauses et conditions qu'il lui a plu d'imposer en remplissant les formes de la loi.

Pourvoi des sieur et dame Hecht pour violation des art. 639 et 681 du C. civ., et pour fautive application de l'art. 2226 du même code. Voici quel était le système de défense des demandeurs : de ce que les choses qui ont une destination publique sont inaliénables, de ce qu'on ne peut pas en acquérir la propriété, on aurait tort de conclure qu'on ne peut pas non plus y acquérir d'autres droits compatibles avec l'usage auquel ces choses doivent servir. Ainsi l'art. 538 dit que le domaine des rivages, lais et relais de la mer, des rivières navigables et flottables, n'est ni prescriptible ni aliénable, parce que ces choses sont considérées comme des dépendances du domaine public, et ne sont pas susceptibles d'une propriété privée ; cependant tous les jours le gouvernement accorde à des particuliers le droit d'avoir des pêcheries sur le rivage de la mer ; il est donc vrai de dire que la qualité de chose publique, incapable par sa nature de devenir jamais une propriété particulière, au moins par la prescription, n'est pas incompatible avec l'idée de certains droits reposant sur la tête des particuliers. Ainsi un individu aura un droit d'égout, de vue ou de passage sur une rue, quoiqu'il ne puisse jamais devenir propriétaire de cette rue. Le système contraire serait insoutenable ; car s'il était vrai que les choses publiques ne fussent, dans aucun cas, susceptibles de servitude, il en résulterait que l'état, qui ferait l'acquisition d'une propriété particulière grevée de servitudes, pourrait prétendre que cette propriété, étant devenue publique, et, par suite, insusceptible de toute espèce de charge, les servitudes préexistantes sont, par cela même, anéanties.

On oppose que le droit d'égout, de vue ou de passage que peut avoir un particulier sur un chemin public est toujours un droit de pure tolérance qui peut être anéanti quand la destination des lieux est changée. Mais cette objection ne signifie rien : car un droit qui, s'il était exercé sur une propriété particulière, serait appelé servitude, ne peut recevoir un autre nom, ni produire un effet différent, parce qu'il

s'exerce sur une chose publique; et si une servitude, continue et apparente comme celle de l'espèce, peut s'acquérir par prescription sur une propriété privée, il est évident qu'elle peut également s'acquérir sur une chose publique, parce que, encore une fois, cette chose, quoique inaliénable, est susceptible d'être grevée d'un droit qui n'est pas contraire à la nature de l'objet sur lequel il s'exerce. Quant au changement de destination des lieux, il est hors de doute qu'il ne saurait porter atteinte aux droits acquis. Ainsi celui qui, ayant bâti une maison sur une rue ou place publique, a ouvert des fenêtres et dirigé l'égout de ses eaux sur cette propriété publique, ne pourra être forcé à boucher ses fenêtres ou à changer la direction de ses eaux, parce qu'en vertu d'une loi postérieure, l'emplacement qui servait de rue ou de place publique aurait été aliéné. Le législateur lui-même a donné une preuve de son respect pour les droits acquis dans l'ordonnance de 1669. En effet, l'art. 41 du tit. 27, en déclarant que la propriété de tous les fleuves et rivières navigables fait partie du domaine de la couronne, réserve les droits de pêche, moulins, bacs, et autres usages que les particuliers peuvent y avoir par titres et possessions valables auxquels ils seront maintenus.

Du 13 février 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Henrion président, M. de Ménerville rapporteur, M. Blanc avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Labeau, avocat-général; — Attendu qu'il est constaté en fait : 1° que des manufactures du demandeur découlent des eaux mal saines et qui incommode le voisinage; 2° que les eaux, avant d'arriver au fossé dit des Orphelins, traversent, au moyen d'un aqueduc souterrain, l'une des rues de la ville; — Attendu que, si on peut dire que le fossé appartenant à la ville peut, comme toutes les propriétés communales, être grevé de servitude, il n'en est pas de même de la rue traversée par les eaux du demandeur; qu'une rue est une propriété publique, hors du commerce, qui n'appartient à personne, sur laquelle, par conséquent, personne ne peut acquérir aucun droit de propriété; — Attendu que la police en appartient au corps municipal, et que, chargé par la loi de faire jouir les habitants de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les places publiques, le maire de la commune peut faire tous les réglemens et prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre ce but; qu'ainsi en supprimant, comme l'a fait la municipalité de Strasbourg, un égout

qui répandait des exhalaisons malsaines, il n'a pas privé le demandeur d'un droit de servitude, puisque personne n'en peut acquérir sur les rues et places publiques. — Par ces motifs, **REJETTE**, etc.

B.

COUR DE CASSATION:

En matière d'expropriation forcée, une demande en sursis et en nouvelle composition de lots, formée par le saisi après l'adjudication provisoire; aurait-elle pour résultat de faire annuler cette adjudication et les procédures postérieures, et, dès lors, l'appel du jugement qui statue sur cette demande doit-il être interjeté dans la huitaine de la prononciation, comme l'appel de tout jugement qui statue sur les nullités postérieures à l'adjudication provisoire? (Rés. aff.) C. de proc., art. 736.

Si l'appelant fait défaut, le défendeur peut-il obtenir son renvoi sans vérification? (Rés. aff.) (1)

SAUVAIRE, C. BOURGUIGNON.

Un domaine appartenant au sieur **Sauvair** avait été saisi à la requête de ses créanciers, et devait être adjugé en deux lots. L'adjudication provisoire du deuxième lot fut faite au profit des frères **Bourguignon**, nonobstant les conclusions du saisi, tendantes à ce qu'il fût sursis aux poursuites, et à ce que l'immeuble fût divisé en un plus grand nombre de lots. Le sieur **Sauvair** appela du jugement d'adjudication provisoire; mais deux arrêts des 25 et 26 juil. rejetèrent son appel.

Vingt jours avant l'adjudication définitive, le sieur **Sauvair** reproduisit sa demande en sursis et en une nouvelle composition de lots. Un jugement rejeta cette demande, et l'adjudication définitive des premier et deuxième lots fut prononcée par des jugements postérieurs (C. de proc., art. 735.)

Le sieur **Sauvair** a appelé du premier jugement plus de huit jours après sa prononciation. Les intimés ont soutenu que l'appel était non recevable, d'après l'art. 736 du C. de proc., portant que l'appel du jugement qui statue sur les nul-

(1) Voy. dans le même sens un arrêt de la cour de cassation, du 4 fév. 1819, nouv. éd., t. 21, p. 115, et M. Carré, *Lois de la proc. civ.*, t. 1^{er}, p. 364, à la note.

lités postérieures à l'adjudication provisoire devra être formée dans la huitaine de la prononciation. — L'appelant repousse cette fin de non recevoir en soutenant que l'art. 736 n'est point applicable, parce que le jugement dont était appel n'avait point statué sur des nullités de procédure, mais sur la demande en sursis et en composition de lots.

Le 16 août 1823, arrêt de la cour royale d'Aix qui accueille la fin de non recevoir, — « Attendu que les conclusions du sieur Sauvaire devant le tribunal de première instance tendaient à annuler toutes les procédures postérieures à l'adjudication provisoire et les bases de cette adjudication irrévocablement fixées par les jugements et arrêts intervenus, qu'une action susceptible d'un tel résultat constituait une demande en nullité de ces mêmes procédures, et non une simple demande en sursis; que, dès lors, l'appel du jugement qui avait statué sur cette action devait être interjeté, à peine de déchéance, dans la huitaine de la prononciation, conformément à l'art. 736 du C. de proc. »

Le sieur Sauvaire a également interjeté appel des jugements qui prononçaient l'adjudication définitive des deux lots; mais son avoué ayant refusé de conclure, deux arrêts en date du 27 août et 23 déc. 1823 l'ont débouté purement et simplement de son appel.

Recours en cassation de la part du sieur Sauvaire contre ces trois arrêts. Il a soutenu que le premier arrêt avait fausement appliqué l'art. 736 du C. de proc., et violé l'art. 44 du même code, en décidant que l'appel d'un jugement, qui avait statué sur une demande en sursis et en composition de lots, devait être interjeté dans la huitaine. Le demandeur prétendait en outre que le second et le troisième arrêts pouvaient le démettre de son appel qu'après avoir vérifié les conclusions des intimés. (C. de proc., art. 150.)

Le 26 février 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brière président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Quenx, Delagrèze et Granger avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Attendu qu'il est constant, en fait, ainsi que l'arrêt du 16 août 1823 le décide, que la demande de Sauvaire en division du deuxième lot du domaine dit des Bains, en un plus grand nombre de lots, et le sursis aux poursuites par lui proposé, avaient pour objet

et aient eu pour résultat de faire annuler les adjudications provisoires et les procédures postérieures à ces adjudications, le tout confirmé par les arrêts des 25 et 26 juil. 1822; que, par une suite, en déclarant l'appel du jugement de ces demandes, du 18 oct. 1822, non recevable, faute d'avoir été interjeté dans la huitaine de la prononciation, cet arrêt n'a fait qu'une juste application de l'art. 736 du C. de proc.; — Attendu qu'il est également constant qu'il n'a été articulé par Sauvaire, dans le cours de l'instance, ni reconnu par le même arrêt, qu'il ait été fait aucun changement dans la distribution primitive des lots; que dès lors cet arrêt n'a pu violer la chose jugée, ce concernant, et le demandeur est non recevable à s'en plaindre en la cour; — Attendu, enfin, qu'il est de principe que, si l'appelant fait défaut, le défendeur peut obtenir son renvoi sans vérification; que les arrêts des 27 août et 29 sept. 1823 ont reconnu et constaté, en fait, que l'avoué de Sauvaire a fait refus de conclure et de défendre sur les appels de ce dernier; que, d'après ce refus, ils ont pu rejeter ces appels sans contrevenir à aucune loi, ce qui les justifie suffisamment; — Sans qu'il soit besoin de s'occuper de la fin de non recevoir; — **REJETTE.** S.

COUR DE CASSATION.

Un acte de vente antérieur à la publication du code civil doit-il être apprécié d'après les lois sous l'empire desquelles il a été consenti? (Rés. aff.)

Sous la jurisprudence du parlement de Toulouse, le vendeur pouvait-il demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acte de vente ne contenait pas à cet égard une stipulation formelle? (Rés. nég.) C. civ., art. 1184.

JAUSON, C. HELLY.

Le 1^{er} frim. an 9, le sieur Jauson avait vendu au sieur Helly le domaine de Rieupotier. — En 1824, il a demandé la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix convenu. — Le 9 fév. 1825, jugement du tribunal de Privas qui rejette cette demande, — « Attendu que la vente du domaine de Rieupotier, du 1^{er} frim. an 9, consentie avant la promulgation du code civ., doit être régie par les lois sous l'empire desquelles elle a pris naissance; que tout le prix de cette vente doit être payé à des époques éloignées et fixées dans l'acte; que la clause révocatoire insérée, étrangère au défaut de paiement, n'a de rapport qu'à la nature des espèces avec

lesquelles le paiement doit s'effectuer, comme aussi à la fixation des intérêts du prix; que la clause révocatoire doit être restreinte aux seuls cas pour lesquels elle a été prévue; qu'on ne peut l'étendre d'un cas à l'autre; que la stipulation con-
signée dans l'acte est exclusive de toute autre non exprimée; *inclusio unius est exclusio alterius*; que, dans le droit romain, la loi 8, au code *de contrahenda emptione*; la loi 12, au code *de rei venditione*; les lois 14, 6, au code *de act. empt.*, refusent au vendeur l'action résolutoire de la vente pour défaut de paiement du prix, ne lui accordant que l'action en paiement de ce même prix, et le rendant à cet effet privilégié; que cette jurisprudence a été continuellement suivie dans le ressort du parlement de Toulouse pour le cas où le pacte commissoire n'était point inséré dans l'acte de vente; que cette jurisprudence décidait surtout ainsi quand la vente avait été faite à crédit, *si fidem emptoris secutus fuerit*; que cette doctrine, professée par des auteurs recommandables, notamment par Despeysses et les auteurs par lui cités, d'Olive, Mesnard, Serres et les auteurs qu'il rapporte, est appuyée sur un grand nombre d'arrêts; qu'elle résulte encore du texte précis des Institutes, § 41, l. 2, t. 1, *de rerum divisione*; que le parlement de Toulouse et les tribunaux de son ressort ne se sont jamais écartés de ce principe avant la promulgation du C. civil; qu'il n'existe aucun arrêt ni décision contraires; que plusieurs arrêts récents, notamment celui de la cour royale de Montpellier, du 28 nov. 1822, viennent donner une nouvelle force à ce principe de notre ancien droit; que les arrêts produits à l'appui de la prétention contraire et rendus depuis le code civil sont dans des espèces particulières, où le contrat de vente a été dénaturé ou a subi des atteintes contraires à son essence, ou a été passé dans des pays qui, régis par le droit, étaient soumis à l'influence des dispositions des coutumes, ou qui du moins avaient adopté par leur jurisprudence que le défaut de paiement du prix pouvait autoriser la résolution de la vente; mais ces arrêts étaient sans influence sur une vente passée dans le ressort du parlement de Toulouse, où la jurisprudence s'était toujours conformée au droit romain. »

Appel. — Mais, le 10 mai 1826, arrêt de la cour de Nîmes qui confirme le jugement du tribunal de Privas.

Recours en cassation pour violation de l'art. 1184 du C. civ., d'après lequel la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera pas à son engagement.

Le 4 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Abrel de Brétizel*, conseiller, président, M. *Favard de Langlade* rapporteur, M. *Lasaigne* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Laplagne-Baris*, avocat-général; — Attendu que l'acte de vente du 1^{er} frim. an 9 est antérieur à la publication du code civ.; que, dès lors, l'art. 1184 de ce code ne saurait lui être applicable. et qu'il doit être apprécié d'après les lois sous l'empire desquelles il a été consenti; — Attendu que cet acte ne contenait aucune clause révocatoire à défaut du paiement du prix de la vente, et que celle qui y est énoncée n'est relative qu'à la nature des espèces avec lesquelles le paiement devait être effectué; — Qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière et de la jurisprudence suivie dans le ressort du parlement de Toulouse; — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

L'action en réintégrande, lorsqu'elle a pour objet une valeur indéterminée, doit-elle subir les deux degrés de juridiction, quoique les dommages et intérêts demandés n'excèdent pas 50 fr.? (Rés. aff.)

L'action en réintégrande, supposant tout à la fois une possession réelle et actuelle et une dépossession par violence ou voie de fait, est-elle inadmissible dans le cas de suppression d'une servitude discontinue et non apparente, telle qu'une servitude de passage? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 25.

Les servitudes discontinues ne pouvant s'établir que par titres, un fermier est-il non recevable dans son action en rétablissement et en maintenance d'un droit de passage dont il est privé par une voie de fait? (Rés. aff.) C. civ., art. 691.

ROHART, C. CATRICE.

Rohart exploitait, comme fermier, un pré contigu à un autre immeuble de même nature, appartenant au nommé *Catrice*. Il paraît que les deux propriétés étaient séparées

par une barrière établie sur le terrain de ce dernier, et qui formait un passage dont Rohart se servait habituellement pour conduire ses bestiaux sur le pré dont il était le fermier. Mais tout à coup la barrière est supprimée par Catrice, et elle est remplacée par une haie qui intercepte totalement le passage en question. Rohart assigne le voisin devant le juge de paix, demande que la haie soit enlevée et la barrière rétablie dans son état primitif, et il conclut en outre à ce que Catrice soit condamné à 50 fr. de dommages et intérêts.

Jugement conforme aux conclusions du demandeur.

Appel par Catrice. — Celui-ci soutient qu'un fermier est sans qualité pour former une action en réintégrande; que, par conséquent, Rohart devait être déclaré non recevable dans sa demande.

De son côté, Rohart oppose à l'appel de Catrice une fin de non recevoir qu'il fait résulter de ce que la sentence du juge de paix, statuant uniquement sur une demande dont l'importance n'excède pas 50 fr., est nécessairement en dernier ressort.

Le 16 juin 1826, jugement du tribunal civil de Dunkerque qui rejette la fin de non recevoir opposée par Rohart, attendu qu'il s'agit d'une action indéterminée, et qui accueille celle présentée par Catrice, en considérant que l'action en réintégrande doit être mise sur la même ligne que l'action en complainte possessoire; que, pour exercer l'une ou l'autre, il faut avoir la possession civile de l'objet dont on a été dépossédé, ou dans la jouissance duquel on a été troublé; que les caractères de cette possession, clairement déterminée par l'art. 23 du C. de proc., sont exclusifs de *précarité*; qu'ainsi le fermier qui ne possède que *précairement* ne peut jamais être admis à intenter ni l'action en réintégrande ni l'action possessoire ordinaire. »

Pourvoi de Rohart. — Violation de l'art. 10, tit. 3, de la loi du 24 août 1790, en ce que le jugement attaqué avait reçu l'appel, bien que la valeur du procès n'excédât point 50 fr. Tel était le premier moyen que proposait le demandeur. — Qu'en matière de complainte possessoire, disait-il, la compétence du tribunal de paix doit se déterminer, non pas seulement par les dommages et intérêts que réclame le plaignant, mais encore par l'importance de l'objet principal,

cela se conçoit aisément. Il est sensible que, dans ce cas, la possession et les prérogatives qui s'y rattachent ayant presque toujours une valeur indéterminée, le jugement doit être susceptible d'appel. Mais qu'il doive en être de même dans le cas de la réintégrande, voilà ce qu'il est impossible de supposer sans confondre des choses absolument distinctes, tout à fait différentes. En effet, quel est l'objet de la réintégrande? S'agit-il de réclamer la propriété ou la possession d'un immeuble litigieux? Nullement. Cette action n'a pour objet que la réparation d'une voie de fait, d'une violence évaluée à une somme d'argent plus ou moins forte; elle n'a donc en cela rien d'indéterminé, et il est évident que, si la somme demandée ne s'élève pas au-dessus de 50 fr., le juge de paix peut et doit même prononcer en dernier ressort.

Le second moyen de cassation était pris de la violation de l'art. 2, tit. 18, de l'ordonnance de 1667, et de la fausse application de l'art. 23 du C. de proc. civ., en ce que le tribunal d'appel, par une confusion d'idées et de principes que rien ne peut justifier, avait assimilé la réintégrande aux actions possessoires ordinaires, et jugé que le fermier n'est pas recevable à se pourvoir en réintégrande, par cela seul qu'il ne peut agir en complainte. — En effet, poursuivait-on, il n'y a, en matière de réintégrande, qu'un fait unique à constater : la violence ou voie de fait; dès l'instant qu'elle est prouvée, le juge doit la faire cesser, suivant cette règle de droit *Spoliatus ante omnia restituendus*, sauf aux parties à faire ensuite valoir leurs droits à la propriété ou à la possession annale, à laquelle la réintégration ne porte aucune atteinte. Ainsi, que l'objet dans lequel on demande à être réintégré soit ou ne soit pas susceptible d'une possession civile, peu importe. Il est évident que, comme on ne peut pas se faire justice à soi-même, il suffit que l'ordre soit troublé par une voie de fait ou par un acte de violence, pour que celui qui en est l'auteur soit avant tout condamné à rétablir les choses dans l'ancien état. C'est, au surplus, ce que la cour elle-même a jugé par un arrêt du 28 déc. 1826 (1).

Le 5 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M.

(1) Voy. ce journal, t. 2 1827, p. 450.

Henrion président, *M. Mestadier* rapporteur, *M. Dalloz* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de *M. Laplagne-Barris*, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'action en réintégration n'est pas plus que l'action en complainte exceptée du principe général que les actions qui ont pour objet des choses d'une valeur indéterminée doivent subir deux degrés de juridiction; et que, dans l'espèce, outre la somme de 40 fr. allouée à titre de dommages et intérêts, le juge de paix de Gravelines avait maintenu le demandeur dans la jouissance du chemin et possession de la barrière enlevée induement, et condamné le défendeur à réparer le trouble, replacer la barrière, arracher la haie et rétablir le passage, sinon, permis au demandeur de faire opérer ce rétablissement aux frais et dépens du défendeur. Or la valeur de ces divers chefs est évidemment indéterminée; d'où il suit qu'en recevant l'appel, loin de violer l'art. 10 du tit. 3 de la loi du 24 août 1790, le tribunal de Dunkerque en a fait, au contraire, une juste application;

Attendu, sur le deuxième moyen, que, s'il est vrai, en droit, ainsi qu'il a été jugé par l'arrêt du 28 déc. 1826, que nul ne peut se faire justice à soi-même, *leg. 3, § 3, ff., de usufr.*, et que l'action en réintégration, fondée sur ce principe conservateur de la paix publique, n'a point été abrogée par la législation nouvelle, il est certain aussi, en droit, que l'action en réintégration suppose nécessairement une possession réelle et actuelle, et une dépossession par violence et voie de fait;

— Attendu qu'il est impossible de trouver ce double caractère dans une servitude de passage, servitude discontinue non apparente, et dans l'œuvre quelconque pratiquée par le défendeur sur son propre terrain;

— Attendu qu'aux termes de l'art. 691 du C. civ., les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titres, et que, dès lors, les actions relatives à des servitudes discontinues ne peuvent être exercées par un fermier; — Qu'ainsi, en déclarant le demandeur non recevable dans son action en rétablissement et en maintenance d'un droit de passage, le tribunal de Dunkerque a fait une juste application des lois et des principes de la matière; — REJETTE, etc. »

B.

COUR DE CASSATION.

Dans une vente sur licitation faite devant notaire, l'un des colicitants peut-il s'opposer à ce qu'on insère au cahier des charges une clause qui, indépendamment du privilège des vendeurs sur l'immeuble vendu, soumet l'adjudicataire à fournir une hypothèque pour le paiement de son prix ? (Rés. nég.) C. proc. civ., art. 713.

Lorsque la licitation a lieu entre majeurs, l'ordonnance de

3 juil. 1816 prohibe-t-elle l'insertion dans le cahier des charges d'une clause qui permet à l'adjudicataire de retenir le prix de l'adjudication jusqu'à l'achèvement du partage, si toutes les parties y consentent, et à la charge de payer les intérêts à 5 pour 100? (Rés. nég.)

La même ordonnance s'oppose-t-elle à ce que, dans ce cas, le notaire soit autorisé par les colicitants à recevoir les intérêts et à en donner quittance? (Rés. nég.)

JOBERT, C. SES FRÈRES ET SŒURS.

En 1822, un arrêt avait ordonné l'adjudication pardevant notaire d'une maison indivise appartenant aux enfants Jobert, tous majeurs. Une première clause du cahier des charges portait que l'adjudicataire serait tenu de fournir une hypothèque pour garantie de son obligation, indépendamment du privilège des vendeurs sur l'immeuble vendu. Il était dit dans une autre clause que, dans le cas où la succession des sieur et dame Jobert ne serait pas liquidée à l'expiration du délai fixé pour le paiement du prix de l'immeuble, le prix serait versé à la caisse des consignations; que néanmoins l'adjudicataire pourrait retenir ce prix jusqu'à l'achèvement de la liquidation, si tous les colicitants y consentaient, à la charge par lui de payer les intérêts à 5 pour 100, auquel cas le notaire devant lequel l'adjudication devait être faite était autorisé à donner quittance des intérêts.

L'un des colicitants s'est opposé à l'insertion de ces deux clauses. Il a dit qu'on ne pouvait imposer à un adjudicataire l'obligation de fournir hypothèque pour sûreté de son obligation; que l'art. 713 du C. de proc. exigeait seulement que l'adjudicataire fût solvable, et que, du moment que cette solvabilité était de notoriété publique, on ne pouvait réclamer une garantie non exigée par la loi, garantie surabondante, puisque les vendeurs avaient un privilège sur l'immeuble vendu, et qui n'avait d'autre résultat que de restreindre le nombre des acquéreurs en multipliant les charges sans utilité.

Quant à la seconde clause, le cohéritier opposant soutenait que, d'après la loi et l'ordonnance du 3 juil. 1816, lorsque la liquidation de la succession n'était pas terminée, le prix de l'adjudication devait être déposé à la caisse des

consignations; que les colicitants, même majeurs, ne pouvaient convenir que ce prix demeurerait entre les mains de l'adjudicataire, et surtout que le notaire percevrait les intérêts et en donnerait quittance.

Jugement du tribunal de Lons-le-Saunier; et, sur l'appel, arrêt de la cour royale de Dijon, du 16 août 1825, qui maintient les deux clauses, — « Attendu que la rédaction du cahier des charges n'offre rien de contraire aux intérêts des parties ni aux principes du droit. »

Recours en cassation : 1^o pour violation de l'art. 713 du C. de proc.; 2^o pour violation de l'ordonnance du 3 juil. 1816. Le demandeur reproduisait le système qu'il avait inutilement soutenu en première instance et en appel.

Du 5 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Bonnet rapporteur, MM. Guillemain et Buchot avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 713 du C. de proc., qui défend aux avoués de se rendre adjudicataires pour personnes notoirement insolvables, ne contient aucun terme dont on puisse induire la prohibition d'insérer, dans le cahier des charges d'une vente volontaire, une précaution ou sûreté de plus contre l'insolvabilité éventuelle des adjudicataires, surtout dans les matières où le ministère des avoués n'est pas nécessaire lors de l'adjudication;

« Attendu, sur le deuxième moyen; que la licitation dont il s'agit se poursuivait entre majeurs et devant notaires; — Qu'en ce cas, l'ordonnance du 3 juil. 1816 ne prohibe point la clause par laquelle les adjudicataires pourront conserver ce prix jusqu'au temps de la liquidation, en payant l'intérêt à 5 pour cent, si toutes les parties y consentent; que le n^o 10 de l'art. 2 de cette ordonnance permet, même en matière de saisie immobilière, l'insertion, dans le cahier des charges, d'une clause qui stipulerait la conservation du prix dans les mains de l'adjudicataire; — Attendu, d'ailleurs, que la clause attaquée n'était stipulée que sous la condition du consentement unanime de tous les colicitants, ce qui rend sans intérêt la réclamation du demandeur, qui sera toujours le maître d'exiger la consignation;

« En ce qui touche les intérêts, — Attendu que le notaire qui doit le recevoir n'est point dépositaire, mais simple mandataire, toujours obligé de rendre et à chacun des colicitants la portion d'intérêts qui peut lui revenir, ou même de consigner, s'il en est requis par l'une des parties dans les cas où elles ne seraient pas d'accord sur le partage des intérêts — REJETTE. »

COUR DE CASSATION.

L'art. 656 du C. civ., suivant lequel le voisin peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions du mur mitoyen, en abandonnant le droit de mitoyenneté, s'applique-t-il aux constructions nouvelles comme aux reconstructions ?

Cet article doit-il s'entendre tant des villes et faubourgs que des campagnes, nonobstant la disposition de l'art. 663, qui permet à chacun, dans les villes et faubourgs, de contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de la clôture séparant leurs maisons, cours et jardins ? (Rés. aff.) C. civ., art. 656 et 663.

En conséquence, lorsqu'un propriétaire qui veut se clore assigne son voisin pour le faire contribuer aux frais de construction du mur qui doit séparer leurs héritages, ce dernier peut-il s'affranchir de cette obligation en abandonnant le droit de mitoyenneté et la moitié du terrain sur lequel le mur de clôture doit être assis ? (Rés. aff.)

MARTIN, C. BALIN.

La première question ne paraît pas susceptible de difficulté. Car si le voisin peut, en abandonnant le droit de mitoyenneté, se dispenser de contribuer à la reconstruction d'un mur mitoyen déjà existant, on ne voit pas pourquoi la même faculté lui serait interdite quand il s'agit d'un mur à construire. Mais la seconde question est plus sérieuse ; elle consiste à savoir si l'art. 663 du C. civ., qui permet à chacun de contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture séparant leurs maisons, déroge à l'art. 656, qui dispense tout copropriétaire d'un mur mitoyen de contribuer aux réparations et reconstructions, en abandonnant le droit de mitoyenneté. Cette question, qui prend sa source dans l'espèce d'antinomie que présentent ces deux articles, a fait, dans l'origine, la matière d'une grave controverse. Mais les explications données par les commentateurs, et plus particulièrement encore un arrêt de la cour de cassation, du 29 déc. 1819, ont levé tous les doutes, et il est aujourd'hui reconnu que, dans le cas de l'art. 663 comme dans celui de l'art. 656, la clôture

n'est forcée qu'en ce sens qu'il faut ou se clore ou renoncer la mitoyenneté, et céder la moitié de la place sur laquelle le mur de séparation doit être assis (1). Cette doctrine a été consacrée de nouveau par l'arrêt intervenu dans l'espèce suivante :

Les sieurs *Martin* et *Balin* possèdent à Paris deux terrains contigus, situés rue Folie-Méricourt. Balin, qui veut se clore, fait assigner son voisin devant le tribunal civil de la Seine, pour voir ordonner qu'il sera tenu, conformément à l'art. 663 du C. civ., de contribuer pour moitié à la construction du mur de clôture qui doit séparer les deux héritages. Martin résiste à cette demande. Il observe en fait que la clôture n'est pour lui, d'aucune utilité, son terrain n'étant exploité que comme chantier. En droit, il se renferme dans l'art. 653 du code, et offre de délaisser la moitié de la place que doit occuper le mur de séparation, afin d'être dispensé de contribuer aux frais de la clôture.

Le 19 fév. 1825, jugement qui, sans égard pour cette défense, ordonne que le mur sera construit à frais communs.

Appel. — Et, le 22 nov. suivant, arrêt de la cour de Paris qui confirme, — « Attendu que l'art. 663 du C. civ. est spécial pour les terrains de l'intérieur des villes et faubourgs, et qu'il déroge à cet égard aux dispositions précédentes, notamment à l'art. 656 du même code.

Pourvoi de Martin pour violation de cet article, et pour fautive application de l'art. 663.

Nos observations préliminaires et les motifs de l'arrêt suivant nous dispensent d'insister sur le développement de ce moyen.

Le 5 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Vergès* rapporteur, MM. *Benard* et *Cotelle* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Cahier*, avocat-général : — Vu les art. 656 et 663 du C. civ. ; — Considérant que, d'après l'art. 656, tout propriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et aux reconstructions qui sont à sa

(1) Voy. l'arrêt du 29 déc. 1819, anc. col., t. 2 1820, p. 328; — nouv. éd., t. 21, p. 766. — Voy. aussi Toullier, *Cours de proc. civ.*; Malleville, *Analyse raisonnée*, sur l'art. 663. On oppose Pardessus, *Traité des Servitudes*; Delvincourt, *Contrat de code civil*.

charge en abandonnant le droit de mitoyenneté. — Que cette faculté d'abandon est générale et absolue, et s'applique, par sa relation aux art. 653 et 655 de la même section, aux murs mitoyens des villes et campagnes; — Que l'art. 663, qui contient, quant aux constructions de clôture dans les villes et faubourgs, des dispositions semblables à celles de l'art. 655 quant aux reconstructions, n'a nullement modifié la faculté indéfiniment accordée à tout propriétaire par l'art. 656; — Que, par conséquent, soit qu'il s'agisse, comme dans l'art. 656, d'une reconstruction qui n'est en réalité qu'une construction, soit qu'il s'agisse, comme dans l'art. 663, d'une construction nouvelle, la faculté de l'abandon du droit de mitoyenneté accordée par les expressions générales de l'art. 656 est conservée, puisque l'art. 663 ne l'a pas modifiée; — Que ce fut aussi dans ce sens que furent entendus ces articles lors de leur discussion au conseil d'état; — Qu'on fit, en effet, la proposition d'ajouter à l'art. 663 la faculté de l'abandon du droit de mitoyenneté; — Que, néanmoins, cette proposition fut écartée comme superflue, d'après l'art. 656 qui concédait sans limitation cette faculté;

« Considérant enfin que les dispositions de l'art. 699, qui consacrent aussi la faculté de l'abandon, lorsque l'obligation est imposée à raison de la chose, viennent encore à l'appui de la véritable interprétation des art. 653 et 663; — Que, par conséquent, en décidant que le sieur Martin était tenu de contribuer aux frais du mur de clôture dont il s'agit, et qu'il n'avait pas la faculté de s'affranchir de cette charge, quoiqu'il déclarât formellement abandonner le droit de mitoyenneté, la cour royale de Paris a faussement appliqué l'art. 663, et commis une contravention à l'art. 656 du C. civ. : — **Cassé.** »

B.

COUR DE CASSATION.

Les avoués n'ont-ils de caractère, soit en matière civile, soit en matière criminelle, que devant le tribunal auquel ils sont attachés par l'acte de leur nomination ? (Rés. aff.)
Plus spécialement, un avoué désigné par un prévenu peut-il être admis à plaider devant un tribunal correctionnel autre que celui près duquel il exerce ses fonctions, quand même le tribunal devant lequel il veut plaider serait situé dans le même département ? (Rés. nég.)

FICHET, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 7 mars 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly, faisant fonctions de président, M. Mangin rapporteur, M. Isambert avocat, par lequel :

« **LA COUR.** — Sur les conclusions de M. *Fréteau*, avocat-général — Vu les art. 93, 94 de la loi du 27 vent. an 8, 1 et 2 du décret du 29 pluv. an 9; 32 de la loi du 22 vent. an 12; 295 du C. d'inst. crim. 122 et 115 du décret du 6 juil. 1810, 40 de l'ordon. du 20 nov. 1822 — Sur le pourvoi contre le jugement du 18 déc. dernier: — Attendu que, par la loi de leur institution, les avoués sont des officiers ministériels qui n'ont de caractère que devant les tribunaux auxquels ils sont attachés par l'acte de leur nomination; — Que si, dans l'intérêt de la défense des prévenus de crimes ou délits, le décret du 29 pluv. an 9 a permis aux avoués d'exercer leur ministère devant les tribunaux criminels, ce droit n'a été accordé qu'aux avoués établis près les tribunaux siégeant dans les mêmes communes que ces tribunaux criminels, d'où résulte que, sous l'empire de ce décret, l'avoué immatriculé au tribunal placé dans une autre commune que celle où siégeait le tribunal criminel n'aurait pu s'y présenter comme défenseur;

« Qu'à la vérité l'art. 293 du C. d'inst. crim. autorisait les accusés à choisir leurs défenseurs parmi tous les avocats et avoués exerçant dans le ressort de la cour royale; mais que ce code, qui n'a été mis à exécution qu'en même temps que les lois et les décrets organiques des 20 av. an 6, 6 juil., 18 août. et 14 déc. 1810, a reçu de ces lois et décrets plusieurs modifications, notamment en ce qui concernait l'étendue de la faculté accordée aux accusés de se choisir des défenseurs parmi tous les avocats et avoués du ressort de la cour royale; — Qu'ainsi, d'après l'art. 10 du décret du 14 déc. 1810, maintenu par l'art. 40 de l'ordon. du 20 nov. 1822, les avocats établis près les tribunaux de première instance n'ont plus eu que la faculté de plaider devant les tribunaux et la cour d'assises du département;

« Que, d'après l'art. 112 du décret du 6 juil. 1810, les avoués de la cour royale ont eu le droit de plaider devant la cour d'assises séant au chef-lieu de cette cour royale, à l'exclusion des avoués du tribunal de première instance, siégeant dans la même ville, parce que la cour d'assises est une section de la cour royale; — Que, d'après l'art. 113 du même décret, les avoués des tribunaux de première instance des chefs-lieux des cours d'assises ont eu seuls le droit d'exercer leur ministère près cette cour d'assises, à l'exclusion des avoués près de tous autres tribunaux; — Que, si les avocats et avoués n'ont le droit d'exercer leur ministère que dans les limites qui viennent d'être rappelées, il est évident que les accusés ne peuvent choisir de conseils ayant un caractère officiel que dans ces mêmes limites;

« Attendu que, dans l'espèce, le demandeur traduit devant le tribunal des appels de police correctionnelle de Digne, département des Basses-Alpes, a prétendu se faire assister, en qualité de défenseur, de M^e *Aillaud*, avoué près le tribunal de première instance de Forcalquier, dans le même département; — Que, d'une part, ne s'agissant que d'une af-

tribunal de police correctionnelle, le demandeur ne pouvait se prévaloir de l'art. 195 du C. d'inst. crim., quand même cet article n'aurait subi aucune modification, puisqu'il n'est applicable qu'aux accusés traduits devant les cours d'assises; — Que, d'une autre part, il ne pouvait se prévaloir des dispositions de l'art. 40 de l'ordon. du 20 nov. 1822, puisque cet article n'autorise que les avocats attachés à un tribunal de première instance à plaider devant les autres tribunaux du même département; que M^e Ailland n'est point avocat; que les fonctions d'avoué sont même déclarées incompatibles avec la profession d'avocat; qu'on ne pouvait donc réclamer pour lui les privilèges établis en faveur de cette profession; qu'il n'était qu'un simple officier ministériel qui se proposait d'exercer son ministère devant un autre tribunal que celui où l'acte de sa nomination l'a attaché; — Que cette prétention a été justement repoussée par le jugement attaqué.

Sur le pourvoi contre le jugement du 22 déc. 1827, — Attendu qu'en déclarant le demandeur non recevable dans son appel d'un jugement qui l'avait renvoyé des poursuites dirigées contre lui, lequel appel n'était dirigé que contre les motifs de ce même jugement, le tribunal de Digne s'est parfaitement conformé à la loi; — **REJETTE.**

COUR DE CASSATION.

Un jugement est-il nul s'il ne contient pas les noms des juges qui y ont concouru ? (Rés. aff.) (1) C. proc., art. 141.

D'ESPAGNAC, C. LA RÉGIE.

Du 3 décembre 1827, ARRÊT de la section civile, M. Desèze premier président, M. Boyer rapporteur, MM. Bruzard et Teste-Lebeau avocats, par lequel ;

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu l'art. 141 du C. de proc. et l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810; — Attendu que, de la combinaison de ces deux articles, il résulte évidemment que les jugements doivent, à peine de nullité, mentionner les noms des juges qui y ont concouru; que l'observation rigoureuse de cette formalité est d'autant plus nécessaire, qu'elle seule peut attester si le jugement a été rendu par le nombre de juges requis par la loi, et si chacun des juges a eu qualité pour y figurer;

Attendu, dans l'espèce, qu'il n'a été justifié, par aucune voie suffisante et légale, que le jugement attaqué contienne les noms des juges qui y ont concouru, ce qui constitue une violation formelle des articles ci-dessus cités; — Sans qu'il soit besoin de s'occuper des moyens de

(1) Voy. arrêt analogue du 6 nov. 1827, t. 2 1828, p. 106.

cassation tirée du fond; — CASSE le jugement du tribunal de la Seine du 25 fév. 1828, etc. »

COUR DE CASSATION.

Est-ce au tribunal correctionnel et non au tribunal de simple police qu'il appartient de connaître des anticipations commises et des excavations faites sur les chemins publics (Rés. aff.)

Quand la cour de cassation annule pour incompétence le jugement d'un tribunal de police, doit-elle renvoyer devant le tribunal correctionnel ou devant un autre tribunal de même degré? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC; C. DOLLÉ.

Du 5 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle; Portalis président, M. Gary rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagné-Barris, avocat général; — Vu l'art. 40, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791: « Les cultivateurs ou tous autres qui auront dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, des chemins publics, ou usurpé sur leur largeur, seront condamnés à la réparation ou à la restitution et à une amende qui pourra être moindre de 3 liv., ni excéder 24 liv. »; — Vu l'art. 44 de la même loi: « Les gazons, les terres ou les pierres des chemins publics ne pourront être enlevés, en aucun cas, sans l'autorisation du directoire du département: les terres ou matériaux appartenants aux communes ne pourront également être enlevés, si ce n'est par suite d'un usage général établi dans la commune pour les besoins de l'agriculture, et non aboli par une délibération du conseil général;

« Celui qui commettra un de ces délits sera, en outre de la réparation du dommage, condamné, suivant la gravité des circonstances, à une amende qui ne pourra excéder 24 liv., ni être moindre de 3 liv. » pourra de plus être condamné à la détention de police municipale. — Vu les art. 408 et 413 du C. d'inst. crim., aux termes desquels il y a lieu à l'annulation des actes et jugements en dernier ressort qui contiennent violation des règles de compétence; — Vu l'art. 137 du même code et l'art. 466 du C. pén. portant que les tribunaux de police peuvent connaître que des faits de contravention qui donnent lieu à une amende de 15 fr. ou au-dessous;

« Attendu que la question soumise au tribunal de police de Laon consistait, aux termes du jugement attaqué, dans le double reproche au prévenu: 1° d'avoir creusé deux fossés le long d'un chemin et d'un ravin appartenant à la ville de Laon, 2° d'avoir commis deux anticipations;

Attendu qu'aux termes des art. 40 et 44 de la loi du 6 oct. 1791, ces faits, s'ils étaient établis, devaient donner lieu à une amende qui pouvait s'élever à 24 fr., d'où il suit que le tribunal de police devait s'abstenir d'en connaître et se déclarer incompétent; — Cassa et Annula le jugement du tribunal de Laon, du 14 nov. dernier;

Et pour être statué conformément aux lois, renvoie la cause et les parties devant le tribunal correctionnel de Laon.

COUR D'APPEL DE PARIS.

Les art. 435 et 436 du C. de com., qui déclarent non recevables toutes actions contre le capitaine et les assureurs pour dommage arrivé à la marchandise, si elle a été reçue sans protestation, ou si la protestation n'a point été suivie dans le mois d'une demande en justice, sont-ils applicables au cas où le dommage a été judiciairement constaté avant la réception de la marchandise? (Rés. nég.)

LES ASSUREURS DE PARIS, C. RADIGUET.

Le 8 mars 1825, les sieurs Goury et Radiguet firent assurer par la réunion des assureurs particuliers de Paris une somme de 19,172 fr. sur un chargement de blé, évalué à cette somme de gré à gré, et mis à bord de la goëlette française le *Saint-Joseph*, capitaine *Bunel*. Ce navire était parti dès le 5 du même mois de Pont-l'Abbé en Bretagne pour se rendre à Toulon. Dans le cours de son voyage, il éprouva du gros temps, et fut forcé de relâcher à Malaga. Pour couvrir les dépenses de sa relâche et de sa station dans ce port, le capitaine Bunel emprunta une somme de 11,639 fr., y compris la prime, et il affecta au paiement de cette obligation le navire et ses agrès, ainsi que le bled dont il était chargé. Ce double événement fut notifié aux assureurs par deux lettres successives des 14 av. et 12 mai. La première leur annonçait en même temps que des avaries corporelles avaient atteint la cargaison.

Lors de l'arrivée du *Saint-Joseph* à Toulon, il s'est agi de constater les avaries; on proposa aux assureurs de s'entendre avec eux pour les faire régler à l'amiable, mais ils s'y refusèrent, et réclamèrent au contraire que le règlement fût fait en justice. En conséquence, une expertise fut ordonnée par le

tribunal, et les avaries constatées par le rapport des experts s'élevèrent à 54 pour 100.

Quelque temps après, le porteur du contrat à la gérance ayant obtenu, tant contre le capitaine que contre les signataires du chargement, des condamnations pour la somme portée au contrat, les intérêts et accessoires, fit saisir et vendre le navire ainsi que la cargaison; les assureurs furent assignés au parquet du procureur du roi à la requête et de l'intérêt des assurés, pour être présents à toute cette procédure. Mais ils firent défaut.

Plusieurs mois s'écoulent; et ce n'est qu'à la fin de mai 1826 que les sieurs Goury et Radiguet forment contre les assureurs une demande en paiement des avaries corporelles.

Les assureurs se réfugient sous la protection des art. 435 et 436 du C. de com., et soutiennent que la demande en avarie corporelle est non recevable, parce qu'elle n'a point été formée en justice dans le délai d'un mois, à partir des protestations, ainsi que l'exigent les art. précités.

Le 7 mai 1827, sentence arbitrale qui rejette ce système de défense, et condamne les assureurs à payer le montant des avaries.

Les arbitres ont considéré que la fin de non recevoir établie par les art. 435 et 436 du C. de com. suppose de la part des assurés la prise de livraison de leurs marchandises, et la protestation, suivie d'une signification dans les 24 heures, et d'une demande en justice dans le mois de sa date; que ce fin de non recevoir ne pouvait s'appliquer à l'espèce pour deux raisons, également péremptoires. D'abord parce que l'état des avaries avait été judiciairement constaté lors de l'arrivée du navire à Toulon, et, en second lieu, parce que les assurés n'avaient pris aucune livraison réelle du chargement, et qu'ils n'avaient jamais été mis en possession de son produit, dont ils n'avaient eu définitivement connaissance qu'après le jugement qui en avait ordonné la distribution.

Appel de la part des assureurs. — Lorsqu'il existe des avaries, il faut, disaient-ils, procéder à leur règlement. La loi fixe à cet effet un délai très court, et subordonne l'action de l'assuré à plusieurs conditions qu'il doit remplir. Il faut d'abord qu'il y ait protestation de sa part; qu'elle soit faite et signifiée dans les 24 heures, et qu'elle soit suivie dans le moi

d'une demande en justice. Telle est la disposition précise de l'art. 436 du C. de com. Et d'après un arrêt de cassation, du 27 nov. 1822, on doit entendre par *demande en justice* celle que l'assuré fait contre l'assureur, avec ajournement devant un tribunal, en se conformant aux délais prescrits, pour les ajournements, par le code de procédure. On aperçoit aisément quel est l'objet des art. 435 et 436 du C. de com : c'est d'avertir les assureurs en temps utile, pour qu'ils puissent faire vérifier et constater d'une manière certaine la réalité et l'étendue de l'avarie. Ces conditions ont-elles été remplies dans l'espèce? Nullement. C'est le 7 juin 1825, qu'en présence et sur les conclusions des consignataires de la cargaison du *Saint-Joseph*, a été rendu le jugement du tribunal de commerce, qui nomme des experts pour vérifier l'état de la cargaison, et prendre toutes les précautions convenables pour la conservation des marchandises. C'est le 5 juil. suivant que le procès-verbal d'expertise a été clos; et cependant la première demande en avarie corporelle n'a été formée contre les assureurs qu'à la fin du mois de mars 1826, c'est-à-dire huit mois après! Elle était donc non recevable. En effet, les conclusions des consignataires devant le tribunal de commerce, conclusions sur lesquelles est intervenu le jugement du 7 juin 1825, sont bien la protestation exigée par la loi, puisque les demandeurs, en réclamant une expertise, formaient la réserve expresse de faire le délaissement s'il résultait de l'examen des experts qu'il y eût, dans la marchandise, détérioration des trois quarts. Seulement elle avait quelque chose de plus solennel qu'une protestation ordinaire, puisqu'elle était faite devant la justice; elle faisait donc courir le délai déterminé par l'art. 436.

Les arbitres ont objecté que les assurés n'avaient pas pris livraison. Mais c'est précisément parce qu'ils n'ont pas voulu recevoir la marchandise, et qu'ils ont protesté, qu'il y avait pour eux nécessité de notifier dans les 24 heures, et d'assigner dans le mois, à peine de déchéance.

Les art. 435 et 436 du C. de com., répondait l'intimé, n'ont eu d'autre objet que de prévenir la fraude. Il est tout simple que l'assuré qui reçoit des marchandises avariées sans protestation, ou dont la protestation n'a point été suivie d'une de-

mande en justice, formée en temps utile, soit déchu de son action contre l'assureur qui n'a point été mis à portée de constater le dommage et de défendre ses droits. Le système contraire ouvrirait la porte à bien des fraudes, puisqu'il serait facile de réclamer des avaries qui n'auraient point eu lieu pendant le voyage assuré.

Mais lorsque les assureurs ont été prévenus, lorsqu'ils eux-mêmes demandent que le règlement des avaries se fît en justice, lorsqu'enfin l'état en a été constaté par une expertise régulière, et qui ne laisse aucun doute sur la réalité du dommage éprouvé, comment peuvent-ils se prévaloir du défaut de demande en justice dans le mois? La bonne foi permet-elle une pareille exception? La loi peut-elle l'autoriser? Evidemment non. En effet, les art. 435 et 436 du nouveau code ont été empruntés à l'ordonnance de 1681. Eh bien! Valin, qui écrivait sous l'empire de cette ordonnance, nous atteste que la moindre reconnaissance par écrit de la part des assureurs et même des pourparlers dont ils conviennent, suffisent pour écarter la fin de non recevoir.

Les art. 435 et 436 sont encore inapplicables sous un autre rapport. Ils supposent le concours de deux circonstances, c'est-à-dire que les marchandises ont été reçues par les assurés, et qu'il y a eu simple protestation; or il est constant par le procès que le blé n'a jamais été reçu par les consignataires, qu'aussitôt l'arrivée du navire le *Saint-Joseph*, il y a eu sa vente et celle du bâtiment et de sa cargaison, à la requête du porteur du contrat à la grosse. Impossible donc que les assureurs aient pris livraison du chargement. Inutile par conséquent de protester et de faire citer dans le mois les assureurs particuliers. En définitive, c'est la justice elle-même qui a tenu fait. C'est elle qui, sur la demande des assureurs, a fait régler les avaries. C'est encore elle qui, sur la poursuite du prêteur à la grosse, a autorisé la vente du bâtiment et de sa cargaison. C'est elle enfin qui a ordonné la distribution du produit de cette vente. Donc tout a été régulier; donc les appelés ne peuvent se plaindre; donc la sentence arbitrale doit être confirmée.

Le 4 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, 2^e chambre, M. Lepoitevin faisant fonctions de président, MM. Dupin (jeune) et Fremery avocats, par lequel :

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — A Mis et sur l'appellation au néant avec amende et dépens. »

B.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

Les créanciers d'un copartageant sont-ils recevables à attaquer, pour cause de dol ou de fraude, un partage consommé sans intervention ni opposition de leur part (1), surtout s'ils soutiennent que le partage n'est point sérieux, qu'il est simulé ? (Rés. aff.) C. civ., art. 882.

BERLUC, C. SARTOR.

En 1812, le sieur *Berluc* décède. En 1816, son père et le sieur *Villaret*, son aïeul maternel, héritiers de ses biens, passent un acte sous seing privé par lequel ce dernier vend au sieur *Berluc* père tout ce qui lui revient dans la succession du défunt, et renonce à une pension que lui faisait provisoirement le sieur *Berluc*, moyennant une rente viagère de 60 fr. Cet acte n'a été enregistré qu'en 1824. A cette époque le sieur *Sartor*, agissant en qualité de créancier du sieur *Villaret*, a demandé le partage des biens du sieur *Berluc* fils. Il a soutenu que l'acte de 1816 ne contenait pas un partage sérieux ; que d'ailleurs le partage serait nul, comme fait en fraude de ses droits.

(1) Cette question, qui n'est pas nouvelle, est diversement résolue. On oppose à ceux qui prétendent que les créanciers sont toujours recevables à attaquer pour cause de dol et de fraude un partage fait avec leur débiteur, que la fin de non recevoir établie par l'art. 882 du C. civ. serait sans objet si elle ne se rapportait point à l'action motivée sur la fraude. Cependant la cour de Grenoble ne s'est point arrêtée à cette considération (voy. le t. 3 1825, p. 547) ; et la cour de Toulouse, par l'arrêt suivant, a déclaré aussi que le dol et la fraude font exception à toutes les règles. Toutefois, cette cour s'est fondée, en outre, sur ce que, dans l'espèce, le partage n'était point sérieux, sur ce qu'il était simulé, et cette raison nous paraît plus décisive. En effet, dans ce cas, la fin de non recevoir établie par l'art. 882 ne peut être opposée aux créanciers, car, d'après cet article, c'est un partage réel consommé, et non la simulation d'un partage, qu'ils sont tenus de respecter. Voy., sur ce point, un arrêt de la cour de cassation, du 10 mars 1825, t. 3 1826, p. 142 ; voy. aussi un arrêt de la cour de Colmar, du 31 mai 1820, nouv. éd., t. 22, p. 490, et les autres arrêts indiqués aux endroits cités.

Le 24 août 1825, jugement du tribunal de Saint-Gaudens qui ordonne le partage. — Appel de la part du sieur Berthelet père. Il soutient que l'acte de 1816 renferme un véritable partage que le sieur Sartor est non recevable à attaquer d'après l'art. 882 du C. civ., puisqu'il l'a laissé consommé sans opposition.

Le 21 mai 1827, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, Reynal-Saint-Michel président, MM. Amilhau et Depierre avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu, au fond, qu'en règle générale tout co-propriétaire peut intervenir dans une demande en partage des biens de son co-propriétaire, mais qu'il ne peut attaquer un partage consommé; que, toutefois, il faut que l'existence de ce partage soit bien constante, et d'ailleurs, il ne soit infecté ni du dol, ni de la fraude, qui font exception à toutes les règles; — Attendu que, dans l'espèce, on produit un acte de vente, sous la date du 17 mars 1816, que l'on soutient être un véritable partage; mais que cet acte sous seing privé n'a été produit et enregistré qu'en 1824; qu'on y voit que Villaret renonce à une pension viagère accordée par jugement pour vendre une partie des biens de la succession sous une rente viagère qui n'est guère plus élevée que la première; que c'est alors que Sartor le poursuivait que Villaret a consenti un pareil acte; que ces circonstances ne permettent pas de croire qu'il ait été sérieux; et, quand il l'aurait été, le créancier lésé par ce mode frauduleux aurait eu le droit d'en réclamer; — Par ces motifs, Dénier le sieur Berthelet de son appel, avec amendes et dépens. » S.

COUR D'APPEL DE PAU.

Le porteur d'une lettre de change tirée par ordre et pour le compte d'un tiers a-t-il, en vertu du contrat de change, une action directe contre ce tiers donneur d'ordre ? (Rég. nég.)

AU CONTRAIRE, le porteur de la lettre de change n'agit que contre le tiers qui a donné l'ordre de la tirer que l'acte du mandat, par subrogation au tireur, son garant, se trouve à subir les exceptions que le donneur d'ordre aurait pu faire valoir contre ce dernier ? (Rés. aff.) C. com., art. 118, 140 et 142.

COURRÈGES-PEYNADAU, C. PRAZEN ET FITTÈRE.

Dans l'affaire Garagnon contre Martin-D'André, la cour de cassation avait déjà résolu ces questions en ce sens le 1

1821 (1). Son arrêt, qui cassa un arrêt de la cour royale de Paris, ayant renvoyé l'affaire devant la cour de Rouen, cette cour rendit, le 1^{er} mai 1822, une décision semblable à celle de la cour de cassation (2). — Nous rapporterons en peu de mots l'arrêt suivant, qui vient confirmer cette jurisprudence.

En 1825, le sieur *Fittère* souscrit une lettre de change de 2,363 fr. à l'ordre du sieur *Praden*, pour le compte et par procuration du sieur *Courrèges-Peynadan*. A l'échéance, la lettre de change est protestée faute de paiement. Le porteur assigne le donneur d'ordre devant le tribunal de commerce, pour se voir condamner à payer le montant de la traite; il cite aussi le tireur, mais il ne requiert pas de condamnation contre lui.

Le 31 mai 1826, jugement qui accueille les conclusions du demandeur. — Appel.

Le 8 juillet 1826, arrêt de la cour royale de Pau, chambre civile temporaire, M. *Basyle de Lagrèze* président, M. *Adéma* et *Blandin* avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu, en fait, que, bien que la lettre de change énonce qu'elle a été tirée par ordre et pour compte de la partie de Petit (*Courrèges-Peynadan*), il est certain que la partie de *Sicabaig* (*Fittère*) qui l'a signée, l'a tirée en son nom personnel, pour des valeurs par elle reçues; qu'il est certain aussi que la partie de *Bonnemason* (*Praden*), en faveur de laquelle cet effet fut tiré, agit dans l'instance actuelle uniquement en vertu de cette traite, et en exerçant directement contre la partie de Petit l'action dérivant du contrat de change; qu'ainsi la question se borne à savoir, en droit; si le porteur d'une lettre de change peut s'adresser directement au donneur d'ordre comme étant personnellement obligé envers lui, au lieu de s'adresser au tireur immédiat qui a émis en son nom la lettre de change, et qui seul l'a signée; qu'aux termes de l'art. 115 du C. de com., modifié par la loi du 19 mars 1817, le tireur, bien qu'il agisse par ordre et pour compte d'un tiers, demeure personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur de la lettre de change; que de cette disposition il résulte que l'on ne suit pas dans le contrat de change les règles générales du mandat, d'après lesquelles le mandataire qui fait connaître ses pouvoirs, et qui ne les dépasse pas, n'oblige que le mandant, avec lequel il s'identifie; qu'il faut donc se régir uniquement d'après les principes spéciaux au con-

(1) Voy. t. 2 1822, p. 4^{re}; — nouv. éd., t. 23, p. 741.

(2) Voy. t. 2 1822, p. 621.

trat de change, et voir si la loi, en accordant au porteur et aux endosseurs une action contre le tireur par ordre et pour compte d'un tiers, accorde aussi une solidarité contre le donneur d'ordre; or, l'art. 114 du C. de com. disant seulement que le tireur et les endosseurs de la lettre de change sont garants solidaires de l'acceptation et du paiement à l'échéance, et l'art. 140 réglant ce qui est relatif à la solidarité s'exprimant en ces termes : « Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur », il en résulte que la loi est muette à l'égard des donneurs d'ordre; et comme on ne peut suppléer une solidarité, qui n'est ni dans la loi ni dans la convention des parties, et que d'ailleurs la loi s'étant occupée, dans les art. 114 et 115 du C. de com., des donneurs d'ordre relativement aux obligations portées dans ces articles, on doit supposer que, si elle avait voulu leur en imposer d'autres, elle s'en serait formellement expliquée, et qu'enfin ce qu'elle a tu, elle ne l'a pas voulu; il suit, ainsi que la cour de cassation l'a textuellement consacré par son arrêt du 19 déc. 1821, que le porteur n'a pas d'action directe dérivant du contrat de change contre le donneur d'ordre, et que, s'il veut exercer une, ce ne peut être que l'action du mandat par subrogation au tireur, son garant; et conséquemment, si y a lieu, en réformant le jugement dont est appel, de débouter la partie de Bonnemason des mandes par elle formées contre celle de Petit;

Par ces motifs, disant droit à l'appel interjeté par la partie de Petit envers le jugement rendu par le tribunal de commerce de Bagnères. Dir avoir été mal jugé; bien appelé, quant à la disposition qui condamne la partie de Petit à payer à Pradèn la somme de 2,363 fr., montant de la lettre de change dont s'agit; réforme ledit jugement, et, procédant par nouveau, relaxe ladite partie de Petit du paiement de ladite somme.

S.

COUR D'APPEL DE NISMES.

Lorsque, de plusieurs créanciers assignés par le débiteur commun pour se voir admettre au bénéfice de cession, et provisoirement voir prononcer un sursis aux poursuites, les uns comparaissent et les autres font défaut, le tribunal peut-il, en joignant le défaut et en ordonnant la réassignation des défaillants, accorder néanmoins le sursis demandé? (Rés. nég.) C. proc. civ., art. 153.

THIERS, C. MURCO.

L'art. 153 du C. de proc. civ. porte : « Si de deux ou de plusieurs parties assignées l'une fait défaut, et l'autre comparaît, le profit du défaut sera joint, et le jugement de jonc-

« sera signifié à la partie défaillante par un baillier commis; la signification contiendra assignation au jour auquel la cause sera appelée; il sera statué par un seul jugement, qui ne sera pas susceptible d'opposition. »

L'auteur des *Lois de la procédure civile* explique très bien le motif de cette disposition législative. « De ce que l'art. 150 veut, dit M. Carré, que les juges ne prononcent jamais une condamnation par défaut sans avoir vérifié le fondement de la demande, il suit naturellement que si, de deux ou de plusieurs parties assignées pour le même objet, l'une fait défaut, tandis que l'autre comparait, le tribunal qui n'aura complètement vérifié la demande qu'après que le défendeur comparant aura déduit ses moyens, et que le débat contradictoire sera terminé, ne peut jusqu'alors prononcer contre le défaillant en parfaite connaissance de cause. On courrait le risque de rendre sur le même point deux jugements opposés. C'est dans la vue de prévenir un inconvénient aussi grave que l'art. 153 veut que, dès la première audience à laquelle une partie assignée fait défaut, le tribunal, après avoir décerné acte de la non-comparution du défaillant, ordonne que le profit du défaut sera joint pour être statué entre toutes les parties par un seul et même jugement..... »

Ainsi le principal, ou plutôt l'unique motif de la loi, en voulant que le défaut soit joint et que les défaillants soient réassignés, a été de prévenir le grave inconvénient de rendre sur le même point deux jugements opposés. Or ce motif s'applique à la demande d'un sursis comme à la demande à fin de cession; car il pourrait arriver que les défaillants, venant à former opposition au jugement qui aurait ordonné le sursis, avec les créanciers présents, fissent valoir contre la demande des moyens tellement décisifs que le tribunal crût devoir la rejeter; et de là deux jugements opposés sur le même point de contestation. Aussi M. Carré enseigne-t-il, pour le cas où l'un des défendeurs comparaissant présenterait des moyens tels qu'il fallût, avant faire droit, ordonner un interlocutoire, par exemple, une enquête, une expertise, que l'opération ne pourrait pas être ordonnée par le jugement qui donnerait défaut contre les défaillants, et qui en joindrait le profit au fond, et toujours par le motif que le jugement de jonction

n'est qu'une opération préparatoire, et qu'il impliquera qu'on rendît une décision qui préjugât le fond dans une mesure qui n'a pour objet que de mettre toutes les parties en mesure de fournir leurs défenses, sur lesquelles le tribunal doit prononcer qu'après la notification de ce jugement.

L'arrêt de la cour de Nîmes est fondé sur les mêmes principes. Cette cour, appliquant avec rigueur l'art. 153, a considéré que le premier tribunal n'avait pu ordonner que la jonction du défaut et la réassignation des défaillants, et que cet état toute disposition portant utilité était hors des pouvoirs. Voici les circonstances particulières de l'espèce.

Murco, après avoir déposé son bilan au greffe, fait ses créanciers devant le tribunal civil d'Uzès, dans les délais ordinaires, pour se voir admettre au bénéfice de cessation et à bref délai, pour voir ordonner le sursis aux poursuites conformément à l'art. 900 du C. de proc. Un seul créancier comparait, et, le 12 nov. 1823, intervient un jugement qui donne défaut contre les parties qui ne se sont pas présentées, du nombre desquelles sont les sieurs *Thiers*, joint le défaut au fond, et commet un huissier pour signifier le jugement de jonction et réassigner les défaillants au jour indiqué pour l'appel de la cause, le tout conformément à l'art. 153 du C. de proc.; mais au lieu d'en rester là, le même jugement ordonne en outre qu'il sera sursis provisoirement à toutes poursuites contre *Murco*, notamment à toute exécution par corps.

Les sieurs *Thiers*, appelants de ce jugement, soutiennent qu'il est radicalement nul, en ce que le premier tribunal a ordonné le sursis, hors la présence des parties intéressées, tandis qu'il devait se borner, aux termes de l'art. 153 du C. de proc., à prononcer la jonction du défaut et la réassignation des défaillants.

Murco répond que la disposition de l'art. 153 n'est point applicable à la demande en sursis; que cette matière est exclusivement régie par les formes spéciales de l'art. 900, qui investit le juge d'un pouvoir discrétionnaire quant au point de savoir s'il y a lieu d'accorder ou de refuser le sursis demandé.

Murco conclut subsidiairement à ce que, dans tous les cas, la cour, retenant le fond, prononce elle-même le sursis.

De 10 janvier 1828, ARRÊT de la cour royale de Nîmes, première chambre, M. Cassaignoles premier président, MM. Monnier-Taillades et Viger avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Goirand de Labrousse, avocat-général : — Attendu que, par son jugement du 12 nov. 1825, le tribunal, en joignant le défaut au fond sur la demande principale, et en accordant néanmoins le sursis demandé, avait divisé l'instance primitive, et que, s'il est vrai que, par cette dernière disposition, il ait inféré grief aux sieurs Thiers, qui avaient fait défaut, il est impossible de leur refuser la voie de l'opposition contre ce jugement : — Attendu que, d'après l'art. 153 du C. de proc. civ., le tribunal ne pouvait ordonner que la jonction du défaut au fond et la réassignation des défaillants; que toute disposition portant utilité était, en cet état, hors de ses pouvoirs; que l'art. 900, en autorisant les juges à accorder un sursis, n'a pas affranchi leurs jugements des règles générales de la procédure et n'en fait aucune exception pour ce cas; qu'ainsi ce jugement se trouve atteint d'une nullité radicale, et qu'il y a lieu de la prononcer sur les conclusions de toutes parties, en faisant droit à l'appel du jugement qui l'a consacré; — Attendu que la cour ne pourrait prononcer de son chef le sursis demandé par les conclusions subsidiaires de Marco, sans s'approprier le vice justement reproché au jugement annulé;

Par ces motifs, — Met les appellations et ce dont est appel au néant; émendant, reçoit les sieurs Thiers opposants envers le jugement du 12 nov. 1825; CASSE et ANNULE ledit jugement, sauf à Marco à se pourvoir ainsi qu'il avisera. »

B.

COUR D'APPEL DE NANCY.

Y a-t-il faux frauduleux de la part du notaire qui déclare s'être transporté sur les lieux où l'acte s'est fait, tandis qu'il s'est contenté d'y envoyer son clerc; si d'ailleurs il n'a eu aucune intention de nuire ni aux parties ni aux tiers (Rés. nég.) (1).

Ce fait néanmoins constitue-t-il un faux matériel qui rend le notaire passible des peines de discipline, telles que la censure? (Rés. aff.)

Le notaire, dans ce cas; peut-il exciper d'un usage ou abus contraire à la loi du 25 vent. an 11? (Rés. nég.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. LE NOTAIRE G.

De 26 juin 1826, ARRÊT de la cour royale de Nancy, M. Breton président, par lequel :

(1) Arrêt de cassation conforme, du 18 fév. 1815, t. 2 1816, p. 572; et nouv. éd. t. 11, p. 253.

• LA COUR, — Considérant qu'il est constant, en fait, reconnu et avoué par G..... que les actes de vente provenant de l'enchère faite à....., le....., ont été passés hors de sa présence; que, néanmoins, ils énoncent avoir été reçus par lui en qualité de notaire, et se trouvent revêtus de sa signature, laquelle leur a donné faussement le caractère et la foi dus à un acte authentique;

• Considérant que ce faux matériel n'ayant pas été fait ici dans l'intention de nuire aux parties, ni à des tiers, ne peut sans doute donner lieu à l'application de la loi pénale criminelle, mais constitue une infraction grave aux devoirs rigoureux du notaire, lequel trahit évidemment la confiance à lui donnée par la loi, lorsque, pour émolumenter, il se substitue un clerc ou toute autre personne dans la confection des actes, se dispense d'y assister lui-même (ce qui est nécessaire pour leur donner le sceau de l'authenticité), et compromet par suite sa propre dignité et les intérêts de ses clients, en apposant après coup une signature mensongère, à laquelle la loi n'a attaché une foi plénière que parce qu'elle avait droit d'attendre que le notaire, revêtu d'un caractère public, n'en ferait jamais abus;

• Considérant que, pour excuser le blâme de sa conduite, G.... a vainement prétendu qu'il était en quelque sorte passé en usage, nonobstant le prescrit de la loi, que les notaires, dans les ventes en détail de peu d'importance, pouvaient, à la rigueur, se dispenser d'y assister en se faisant représenter par leurs clercs, et qu'un usage analogue venait d'être récemment consacré par la jurisprudence;

• Considérant, en effet, que d'abord il n'est nullement prouvé, en fait, que l'usage dont excipe G..... existe réellement : il n'a fourdi à cet égard aucun document quelconque, et c'est la première fois peut-être qu'un notaire se permet hautement d'exciper d'un abus de ce genre pour tenter de faire admettre qu'il est consacré par l'usage; qu'au surplus, en supposant que cet abus eût lieu quelquefois dans le ressort de la cour, ce serait une raison de plus pour le signaler et le punir;

• Considérant, en outre, que l'espèce sur laquelle il a été statué dans l'arrêt invoqué par G..... offre de grandes différences avec celle actuelle : il ne s'agissait pas d'abord d'une simple question de discipline, mais il fallait décider si, pour la validité d'un acte authentique, la présence réelle de deux notaires avait été impérieusement nécessaire, et si l'absence, dûment constatée du collègue signataire, avait suffi pour en vicier la nature; il demeurerait donc certain que l'authenticité avait au moins été conservée à l'acte par la présence de l'un des deux notaires; tandis qu'au cas particulier, le notaire G..... a signé un acte tout-à-fait étranger à lui et à son ministère, un acte enfin reçu par un tiers auquel la loi ne reconnaissait aucun caractère public, et qu'elle n'avait investi d'aucune confiance;

• Considérant, au surplus, qu'en supposant l'analogie parfaite entre

les deux espèces, les principes dont G.... a voulu s'étayer ne pourraient faire jurisprudence, et sont en opposition manifeste avec la loi organique du notariat : cette loi, qui impose aux notaires des obligations certaines et précises et qui ne compte encore que quelques années d'existence, ne peut être aujourd'hui déclarée abolie ou tombée en désuétude; il est facile de sentir combien il serait dangereux d'admettre pour doctrine que les habitudes contraires auraient pu prévaloir sur son texte formel : de tels usages, aux yeux de la loi et des magistrats, ne peuvent donc être envisagés que comme abus; et toutes les fois que, par voie de discipline, ils seront signalés et prouvés, il devra être fait justice;

• En ce qui concerne la peine de suspension requise contre le notaire inculpé; — Considérant qu'aux termes de l'art. 55 de la loi du 16 mars 1803 (25 vent. an 11), et d'après la jurisprudence fixée par la cour de cassation (voir les arrêts des 20 nov. et 30 déc. 1811), les tribunaux doivent, selon les circonstances, infliger cette peine; que tout à cet égard est néanmoins abandonné à leur pouvoir discrétionnaire, et que, par conséquent, ils ont la faculté d'infliger une peine de discipline moins sévère; d'où il suit que le jugement dont est appel doit être réformé, en ce que la compétence du tribunal semble, sous ce rapport, avoir été méconnue;

• Considérant qu'il existe en la cause quelques circonstances atténuantes en faveur de G....; que, notamment, il paraît que le jour de la passation des actes qu'il a signés sans y être, il était dans un état de maladie qui a pu l'empêcher de calculer sagement les conséquences de sa conduite imprudente; qu'en outre, quoiqu'il ait excipé de l'habitude fréquente où sont quelques notaires de passer, par l'intermédiaire de leurs clercs, des ventes en détail, il a attesté à la cour que ceux qui lui sont reprochés sous la date du 28 fév. sont les seuls de cette nature auxquels il se serait prêté, et qu'effectivement il n'en a pas été découvert d'autres;

• Considérant que G...., succombant sur l'appel et étant condamné à une peine, doit être aussi condamné aux dépens; — Par ces motifs, statuant sur l'appel du tribunal d'Epinal, n'ayant aucunement égard aux réquisitions du ministère public, inflige à G.... la peine de discipline de censure, avec injonction de ne plus à l'avenir signer d'actes passés et rédigés par un tiers hors de sa présence; le condamne aux dépens de première instance et d'appel.

COUR D'APPEL DE COLMAR.

Les dommages et intérêts qu'une femme mariée a obtenus à titre de réparation civile contre un tiers qui s'était rendu coupable envers elle de voies de fait graves tombent-ils dans la communauté; et peuvent-ils par suite être saisis

- par les créanciers du mari? (Rés. aff.) C. civ., art. 1401.
 Ces dommages et intérêts, alors même qu'on les considérerait comme un bien personnel de la femme, resteraient-ils à la disposition du mari en sa qualité de chef de communauté, et pourraient-ils ainsi être saisis par ses créanciers? (Rés. aff.) C. civ., art. 1428.

- Lorsqu'un tribunal a statué par un seul et même jugement sur plusieurs demandes en validité de saisies-arrêts pratiquées par des créanciers différents entre les mains du même débiteur, suffit-il que ces demandes, qui présentaient à juger la même question, aient excédé dans leur ensemble le taux du premier ressort pour que l'appel du jugement soit recevable, même à l'égard d'un saisissant dont la créance est inférieure à 1000 francs? (Rés. aff.)

HALFFTERMEYER, C. SCHWEY ET BAUER.

Le nommé Kahn ayant été renvoyé devant la cour d'assises pour voies de fait graves exercées sur la personne de la femme Halfftermeyer, celle-ci se porta partie civile, et obtint 3,000 fr. de dommages et intérêts. Kahn n'avait point encore entièrement payé cette somme, lorsqu'une saisie-arrêt fut formée entre ses mains par le sieur Bauer, créancier du sieur Halfftermeyer pour 427 fr. — Bientôt après, les héritiers Schwey, auxquels le sieur Halfftermeyer devait 1500 fr., formèrent aussi une saisie-arrêt pour cette somme entre les mains de Kahn.

- Les époux Halfftermeyer firent commandement à Kahn de payer ce qu'il restait devoir; celui-ci forma opposition au commandement, et le tribunal de Savernes joignit cette contestation aux demandes en validité formées par les créanciers saisissants. Les époux Halfftermeyer ont conclu à la mainlevée des oppositions; ils ont soutenu que la somme due par Kahn ayant été accordée à la femme Halfftermeyer en réparation du préjudice corporel qu'elle avait éprouvé, lui appartenait en propre; qu'ainsi cette somme ne tombait pas dans la communauté, et, par suite, ne pouvait être saisie par les créanciers du mari.

Le 17 juil. 1826, jugement par lequel le tribunal, statuant sur les causes jointes, reçoit Kahn opposant au commandement, et déclare les saisies-arrêts bonnes et valables, —

« Attendu que, pour juger du mérite de l'opposition de Kahn, ainsi que des saisies-arrêts pratiquées à la requête des héritiers Schwey et d'Abraham Bauer, il s'agit d'examiner si la somme de 3,000 fr., adjugée pour dommages et intérêts par la cour d'assises du Bas-Rhin, en date des 5 et 7 déc. 1825, appartient exclusivement à la femme Halftermeyer ou si elle appartient à la communauté; — Attendu que l'art. 1393 du C. civ. dispose formellement qu'à défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou la modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre 2^e, tit. 5, liv. 3, forment le droit commun de la France; — Attendu que les conjoints Halftermeyer s'étant mariés sans contrat de mariage, c'est, aux termes de l'article précité, la loi même qui régit leur association;

« Attendu que, d'après les dispositions de l'art. 1401 du C. civ., la communauté se compose activement de tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant leur mariage, à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire; — Attendu que cette disposition est générale, et n'admet d'exception que pour le seul cas qu'elle indique: celui où le donateur d'un objet mobilier l'aurait donné avec la condition qu'il appartiendrait en propre à l'un des époux; — Qu'il n'est donc pas permis d'établir une autre exception en décidant que des dommages et intérêts prononcés au profit de l'un des époux lui appartiennent en propre et non à la communauté; — Attendu que les autres cas énumérés en l'art. 1403 n'ont aucune analogie avec celui dont il s'agit dans l'espèce; — Qu'ainsi les dispositions de cet article ne sont pas applicables;

« Attendu d'ailleurs que ce n'est pas seulement la femme Halftermeyer qui a souffert du dommage, mais bien plus encore la communauté, puisque c'est celle-ci qui supporte la perte et les dépenses qui ont lieu lorsqu'un des époux se trouve incapable de concourir par son travail à son entretien personnel et à celui du ménage: d'où il suit qu'il est aussi équitable que conforme à la loi que ce soit la communauté qui profite de l'indemnité accordée à raison de la perte qu'elle a souffert; — Attendu qu'étant donc établi que les

dommages et intérêts, adjugés par l'arrêt du 7 déc. 1825, appartiennent à la communauté, il s'ensuit qu'ils ont pu être saisis par les créanciers du mari..... »

Appel de la part des époux Halfftermeyer tant à l'égard des héritiers Schwey qu'envers le sieur Bauer. Celui-ci a opposé une fin de non-recevoir résultant de ce que le jugement était en dernier ressort, en ce qui le concernait, puisque la saisie-arrêt pratiquée à sa requête n'avait été formée que pour une somme de 475 fr. — Les appelants répondaient sur ce point qu'il suffisait que les causes jointes excédassent, dans leur ensemble, le taux du dernier ressort pour que l'appel fût recevable, même à l'égard du sieur Bauer.

Au fond ils disaient : Une somme accordée à titre de réparation civile est une indemnité inhérente à la personne de celui des époux qui a souffert le préjudice, et à laquelle l'autre époux ne peut avoir aucun droit; c'est une sorte de pécule qui ne peut tomber dans la communauté. Dirait-on que, la communauté ayant fait les frais nécessaires pour obtenir l'arrêt attributif des dommages et intérêts, il est équitable qu'elle en profite? Mais la communauté a été couverte de ses avances par les dépens de l'action, par les frais de pansement et médicaments qui lui ont été remboursés, et en outre elle jouira des intérêts de la somme accordée à titre de réparation civile. L'art. 1401 du C. civ. est rédigé dans des termes qui ne permettent pas de penser que le législateur ait prévu le genre de pécule dont il s'agit ici; puisqu'il ne parle que du mobilier qui échoit aux époux *à titre de succession ou donation*.

La communauté est d'ailleurs une société de pertes et de bénéfices; c'est la réciprocité qui forme son essence. Or cette réciprocité serait violée si l'on faisait entrer dans la communauté des dommages et intérêts accordés à la femme. En effet, d'après l'art. 1424 du C. civ., les condamnations pécuniaires encourues par le mari se poursuivent sur les biens de la communauté. Si au contraire il obtient des dommages et intérêts, la communauté y participe, et cela est de toute justice. Mais la femme n'est pas dans la même position: la loi l'a placée en dehors de la communauté pour les délits dont elle serait l'auteur ou la victime; si elle encourt des amendes, ses biens personnels seuls doivent les supporter; donc si elle ob-

tient des dommages et intérêts, ses biens personnels seuls doivent en profiter. Ne pouvant payer ses condamnations avec les deniers de la communauté, l'équité, la réciprocité exigent qu'elle retienne à son tour les réparations qui lui sont accordées. Telle est évidemment l'intention du législateur dans l'art. 1424.

Sous un autre rapport, la réparation accordée à la femme Halftermeyer ne pouvait être saisie par les créanciers du mari. En effet, cette femme étant incapable de pourvoir désormais à sa subsistance, si la justice lui a donné des dommages et intérêts, c'est pour qu'ils lui tinssent lieu d'aliments, qui, suivant l'art. 581 du C. de proc., sont *insaisissables*. Vainement dirait-on que le mot *aliments* ne se trouve pas dans l'arrêt de la cour d'assises; cela n'est pas nécessaire, si, d'après les circonstances, il est impossible de méconnaître dans l'arrêt la volonté d'adjudger une provision alimentaire.

Le système des intimés est reproduit dans le jugement de première instance et dans l'arrêt suivant.

Le 11 avril 1828, ARRÊT de la cour royale de Colmar, M. Millet de Chevers premier président, MM. Chauffour jeune, Paris et Antonin avocats, par lequel :

• LA COUR, — En ce qui touche la fin de non recevoir opposée à l'appel des conjoints Halftermeyer envers Abraham Bauer; — Considérant que la contestation entre les parties s'est engagée sur l'opposition formée par Kahn au commandement des conjoints Halftermeyer de payer le reliquat de l'indemnité allouée par la cour d'assises du Bas-Rhin; qu'à cette cause ont été jointes celles sur les deux saisies-arrests des héritiers Schwey et d'Abraham Bauer; que ces trois actions présentant la même question à juger, et l'importance du litige excédant le taux du dernier ressort des premiers juges, la contestation au fond peut être soumise à la cour envers toutes les parties;

• Au fond, adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges, et considérant en outre que la femme Halftermeyer n'a pu se constituer partie civile dans l'instance criminelle et réclamer des dommages et intérêts sans l'autorisation de son mari; qu'en procédant ainsi, elle a nécessairement engagé la communauté dans le cas d'une condamnation aux dépens dans le procès criminel, ou même dans le cas de l'insolvabilité de l'accusé condamné aux frais; d'où il résulte que la communauté étant passible des pertes, elle doit aussi profiter de l'émolument; — Considérant encore, et sous un autre rapport, qu'en admettant même que l'indemnité adjugée à la femme Halftermeyer ait pu devenir son bien.

personnel par le motif de la condamnation, la somme serait encore restée à la disposition du mari comme chef de la communauté, et par conséquent pourrait être saisie par ses créanciers; que, dans ce cas, la femme n'aurait eu qu'un droit de récompense lors de la dissolution de la communauté, par séparation de biens ou décès; — Par ces motifs, prononçant sur l'appel du jugement rendu par le tribunal de première instance séant à Saverne, le 17 juil. 1826, sans s'arrêter à la fin de son recevoir opposée par Abraham Bauer, laquelle est déclarée mal fondée. **Donne acte à Kahn de ce que, sur la contestation entre les parties, il a déclaré s'en rapporter à prudence; et sur l'appel, Met l'appellation au néant; ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, condamne les appelants en l'amende et aux dépens de la cause d'appel envers toutes les parties.** S.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

Les rues et les chemins qui, de leur nature, sont imprescriptibles tant qu'ils servent à l'usage du public, peuvent-ils devenir l'objet d'une prescription en faveur du voisin, lorsqu'ils ont changé de destination? (Rés. aff.)
C. civ., art. 2226.

La preuve du changement de destination peut-elle résulter de la possession immémoriale de constructions élevées par le voisin en forme d'arceau au-dessus d'une rue pour établir une communication immédiate entre deux maisons dont il est propriétaire, et qui ne sont séparées que par cette rue? (Rés. aff.)

RIBES, C. LE MAIRE DE LIMOUX.

Il est certain que les rues, les places publiques, les marchés, n'étant pas dans le commerce, ne peuvent pas être prescrits par le temps ordinaire. Mais, s'ils sont abandonnés s'ils ont changé de destination, ils peuvent alors devenir l'objet d'une prescription en faveur du voisin qui s'en empare pour les réunir à sa propriété. Cette opinion, exprimée par Dunod, est reproduite par M. Vazeille dans son *Traité de prescriptions*, n° 90. « Les chemins et les routes, dit ce jurisconsulte, sont des propriétés publiques ou communales dont l'usage est général. Tant qu'ils subsistent, le domaine en est à l'état ou aux communes, la possession à tous les individus; chacun est libre en tout temps d'en user ou de n'en point user, et aucun par la jouissance ne peut acquérir plu

de droits que les autres. Mais des routes, des rues ou des chemins, peuvent être abandonnés comme impraticables ou inutiles; négligés par le public, ils sont bons pour les voisins, qui, en les réunissant à leurs héritages, les acquièrent par la prescription. »

Mais des constructions élevées au-dessus du terrain pour établir, comme ici, une communication entre deux propriétés qui ne sont séparées que par la rue suffisent-elles, si d'ailleurs ces constructions existent de temps immémorial, pour prouver le changement de destination, et pour justifier l'exception de prescription opposée à l'état ou à la commune qui vient troubler le possesseur dans sa jouissance, et lui contester le droit de conserver ses constructions ? Telle était la principale question du procès; elle a été résolue par l'affirmative dans l'espèce suivante :

Le sieur *Ribes* est propriétaire, dans la ville de Limoux, de deux maisons qui ne sont séparées que par la petite rue de la *Bladerie*. Il paraît que, pour établir une communication immédiate entre les deux propriétés, on avait construit très anciennement au-dessus de la rue un arceau sur lequel on avait élevé deux étages, et qui servaient de point de réunion.

Le maire de Limoux, dûment autorisé à cet effet, fit assigner le sieur *Ribes* devant le tribunal civil pour voir déclarer que la ville était seule propriétaire du terrain au-dessus duquel on avait pratiqué, à travers la rue de la *Bladerie*, l'arceau servant de communication aux deux maisons du sieur *Ribes*, et qu'en conséquence ce dernier serait tenu de supprimer ses constructions. — Pour écarter cette demande, le sieur *Ribes* oppose la prescription de 40 ans, et soutient qu'elle suffit pour lui assurer le droit de conserver les constructions dont il s'agit.

Le 23 fév. 1826, jugement qui admet le sieur *Ribes* à la preuve de sa possession quarantenaire : — « Attendu, y est-il dit, qu'ayant le code civil comme sous le code la prescription de 30 ans a toujours formé le droit commun de la France; que cependant la jurisprudence ancienne et les auteurs assimilaient les communes aux gens de main-morte, ce qui doit faire admettre qu'un espace de 40 ans était nécessaire pour fonder la prescription contre les communes; — Attendu

que la preuve offerte par Ribes d'une possession exclusive et à titre de maître, par lui ou ses auteurs, des constructions servant de communication aux deux parties de sa maison au travers de la rue de la Bladerie depuis plus de 40 ans avant l'instance, est relevante et admissible. »

Appel par la ville de Limoux. — Elle fait plaider que, s'agissant d'une rue publique, d'une chose qui n'est pas dans le commerce, aucune prescription ne peut être opposée, aux termes de l'art. 2226 du C. civ.

Mais on lui répond que, si les rues et les chemins publics sont imprescriptibles tant qu'ils conservent cette destination, il n'en est pas de même lorsque l'état des lieux est changé, lorsque l'usage en a été négligé par le public ; et qu'on a souffert de la part des propriétaires riverains des entreprises ou des constructions incompatibles avec leur destination primitive ; que, dans ce cas, les voisins, en réunissant à leur héritage tout ou partie des chemins ainsi abandonnés, ont pu les acquérir par la prescription.

Telle a été la défense du sieur Ribes ; mais, peu confiant dans la prescription quarantenaire, il a offert devant la cour la preuve de sa possession immémoriale.

Du 21 décembre 1827, ARRÊT de la cour royale de Montpellier, chambre civile, M. *Trinquelague* président, MM. *Charamaule* et *Joly* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Ricard, premier avocat-général : — Attendu que la rue de la Bladerie, encore qu'elle fût à ce titre hors du commerce, et, par suite, imprescriptible, aurait pu néanmoins devenir l'objet d'une prescription si elle avait perdu son caractère et changé de destination ; que la preuve du changement de la destination de la rue de la Bladerie peut résulter de la possession immémoriale alléguée par Ribes, possession qui, par sa longue durée, ferait présumer l'existence d'un titre légitime en vertu duquel ce changement se serait opéré ; mais que ce n'est qu'à une telle possession que cette présomption est attachée ; que les premiers juges se sont donc écartés des principes en ne soumettant ledit Ribes qu'à la preuve d'une possession de quarante ans, laquelle ne pouvait être opposée aux communes que pour celles de leurs propriétés qui étaient dans le commerce ; qu'ainsi, leur jugement doit être réformé ; — Attendu que Ribes offrant devant la cour la preuve d'une possession immémoriale, il y a lieu de l'admettre à cette preuve ; — Par ces motifs, disant droit à l'appel, Révoque le jugement du tribunal de première instance ; et, avant dire

droit, admet le sieur Ribes à prouver, tant par actes que par témoins, devant le juge de paix de la ville de Limoux, que la cour condamne à cet effet, que les constructions pratiquées par lui ou par ses auteurs sur la rue de la Bladerie existent depuis un temps immémorial avant l'instance, sauf la preuve contraire, etc., etc.

B.

COUR D'APPEL DE ROUEN.

Les bijoux, diamants et vaisselle sont-ils les seuls effets mobiliers que la femme du failli puisse reprendre, aux termes du § 2 de l'art. 554 du C. de com.? (Rés. nég.)

Peut-elle au contraire reprendre indistinctement tous les effets mobiliers qu'elle justifie, par inventaires ou autres actes authentiques, lui avoir été donnés en mariage, ou lui être advenus par succession? (Rés. aff.)

MATTARD, C. PELLETIER.

Le tribunal de commerce, par une interprétation littérale et restrictive du § 2 de l'art. 554 du C. de com., avait jugé dans un sens contraire. Mais, sur l'appel, le même système a été faiblement soutenu, et la décision des premiers juges a été réformée.

Du 25 août 1826, ARRÊT de la deuxième chambre, M. Carel président, MM. Thil et Cheron avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lavandier, conseiller-auditeur; — Considérant que les trois premiers paragraphes du cinquième article du contrat de mariage passé devant M^e Lefèvre, notaire en cette ville, contiennent le détail des divers objets mobiliers qui étaient donnés à la dame Mattard, par son père, et qu'elle apportait à son mari; — Considérant que l'état énumératif et détaillé de ces divers objets, et consigné dans un acte authentique, éloigne toute idée de dol et de fraude; — Considérant que, par son contrat de mariage, la dame Mattard a prévu le cas de la séparation, et qu'il y est stipulé qu'audit cas elle remportera en nature les objets par elle réclamés, s'en étant réservée, par ledit acte, la propriété, nonobstant le délai y énoncé; — Considérant que le second paragraphe de l'art. 554 du C. de com. ne doit point être pris dans un sens limitatif et restrictif; mais qu'on doit au contraire reconnaître qu'il contient des dispositions extensives.....; — Réformant, AUTORISE la dame Mattard à se faire délivrer et reprendre en nature, pour et autant qu'il s'en trouve en la possession de son mari, tous les objets mobiliers énumérés et détaillés dans les paragraphes 1, 2 et 3 de l'art. 5 de son contrat de mariage du 7 juil. 1825; en consé-

queuee, C^{on}stance Pelletier, en sa qualité de syndic, à faire remise et délivrance de tous lesdits objets à la dame Mattard.....

COUR D'APPEL D'AMIENS.

Le défaut de qualité pris de ce qu'une personne ne justifie pas qu'elle soit propriétaire d'un terrain qu'elle réclame peut-il être opposé en tout état de cause, même après des jugements préparatoires ou interlocutoires passés en force de chose jugée ? (Rés. aff.)

NATTIER, C. HUE DE LA COLOMBE.

Ainsi jugé par ARRÊT de la cour d'Amiens, du 15 juillet 1826, M. de Beauville président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Bosquillon de Fontenay, avocat-général; — En ce qui concerne la fin de non recevoir opposée par l'intimé et admise par le jugement dont est appel; — Attendu que toute partie a intérêt d'être jugée avec un légitime contradicteur, et que par conséquent elle peut en tout état de cause opposer à son adversaire l'exception résultante du défaut de qualité, sans que celui-ci puisse la repousser par aucune fin de non recevoir, puisque le défaut de qualité, notamment à l'égard du droit à l'objet litigieux, est le plus grand de tous les défauts, et ne peut jamais se couvrir; — INFIRME en ce que Nattier et sa femme ont été déclarés non recevables dans leur exception tirée du défaut de qualité par eux reproché à Hue de la Colombe.. »

COUR D'APPEL DE GRENOBLE.

L'art. 873 du C. de proc. civ., qui limite à un an le délai pendant lequel les créanciers du mari peuvent se pourvoir par tierce opposition contre le jugement qui prononce la séparation de biens, s'applique-t-il au cas où la tierce opposition est dirigée seulement contre le chef de ce jugement contenant la liquidation des reprises de la femme ? (Rés. nég.)

J. GÉRIN ET ODIER, C. GÉRIN.

Un jugement de séparation de biens intervenu entre le sieur et dame Gerin avait liquidé les reprises de cette dernière à la somme de 6,332 fr. Le jugement portait condamnation contre le mari au paiement de cette somme; et déjà sa femme avait reçu 840 fr. à titre d'à-compte. — Quelques années après, une expropriation ayant été dirigée contre

Gérin, sa femme se rendit adjudicataire des immeubles vendus. Un ordre fut ouvert, et elle s'y fit colloquer pour le montant de sa créance (6332 fr.), sauf à elle à imputer sur cette somme les 840 fr. qu'elle avait reçus. — Cependant les sieurs *Joseph Gérin* et *Odier*, créanciers postérieurs, déclarent contester cette créance comme exagérée et frauduleuse. Ils forment en conséquence tierce opposition au chef du jugement de séparation de biens qui avait liquidé à cette somme les reprises de la dame Gérin. Celle-ci étant décédée, ses enfants reprennent l'instance, et soutiennent les sieurs *Joseph Gérin* et *Odier* non recevables dans leur tierce opposition, attendu qu'ils n'étaient plus dans le délai d'un an déterminé par l'art. 873 du C. de proc. civ. pour former utilement cette tierce opposition, sans distinguer le chef qui statuait sur la séparation de biens de celui qui liquidait les reprises de la femme. Jugement du tribunal de Valence qui accueille ce système.

Appel de la part des sieurs *Gérin* et *Odier*. Ils puisent leurs principaux moyens dans une consultation délibérée par un des plus savants jurisconsultes du barreau de Grenoble (*M. Dupont-Lavillette*). En voici le résumé : « L'action en séparation de biens proprement dite est complètement distincte de l'action en liquidation des reprises de la femme. La première a pour cause le fait seul du désordre des affaires du mari ; il faut avant tout pourvoir aux intérêts de la femme, sauver sa fortune. Quant à la liquidation de ses reprises, c'est là une opération lente à laquelle les tiers se trouvent presque toujours intéressés, et qui presque toujours aussi fait la matière d'actes et de jugements séparés contre lesquels la tierce opposition est constamment recevable. Mais de ce que le jugement de séparation contient la liquidation des reprises, il ne s'ensuit pas que la nature des actions soit changée, et que ce qui était distinct dans un cas par la force même des choses ait cessé de l'être dans l'autre, lorsque la force des choses subsiste toujours. N'y aurait-il pas d'ailleurs une souveraine injustice à déclarer les créanciers non recevables après le délai d'une année, dans le cas où les reprises se trouveraient liquidées par le jugement même de séparation de biens, alors qu'il est si facile à la femme, à l'aide de moyens frauduleux concertés avec son mari, de se composer un actif imaginaire »

contre lequel les créanciers, dépourvus de titres et de renseignements, ne peuvent jamais élever de plainte fondée, tandis qu'ils seraient recevables à attaquer l'acte séparé qui les soutiendrait? Il faut donc dire que, dans ce cas encore, les tiers rentrent dans les termes du droit commun (C. civ., art. 1167; C. de proc., art. 474), qui leur permet toujours de se pourvoir contre les actes faits en leur absence, et en fraude de leurs droits. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que la loi eût restreint, par une disposition expresse, au délai d'une année, même l'exercice de l'action relative au chef du jugement qui liquiderait les reprises de la femme. Or c'est ce qu'elle n'a point fait.

Du 21 mars 1827, ARRÊT de la cour royale de Grenoble, M. Paganon président, MM. Gabour et Sabatery avocats, par lequel :

LA COUR. — Attendu que, si l'art. 873 du C. de proc., tit. des Séparations de biens, dispose qu'après l'accomplissement des formalités prescrites au même titre, les créanciers du mari ne seront plus reçus, après l'expiration du délai d'une année, à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement de séparation, cette disposition doit être entendue en ce sens qu'après le délai d'une année, ces créanciers ne sont plus admissibles à quereller la séparation de biens provoquée par la femme, mais non pas qu'ils doivent encore être privés de la faculté d'attaquer, de contredire des dispositions qui attribueraient à la femme des créances et des hypothèques non existantes ou éteintes par des actes dissimulés et tenus cachés; des dispositions, par conséquent, qui seraient le résultat de la collusion et de la fraude pratiquées entre la femme et le mari, pour constituer en perte les créanciers de celui-ci; — Attendu que ce serait faire profiter la femme de son dol et de sa mauvaise foi, que de ne pas admettre qu'elle est soumise pendant trente ans à la restitution des sommes, qu'elle se serait procurées à l'aide de semblables moyens; — Attendu que ce serait ouvertement contrevenir à l'art. 1378 du C. civ., portant que, s'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu ce qui ne lui était pas dû, il est tenu de restituer tant le capital que les intérêts ou fruits, du jour du paiement; — Attendu que, fût-ce même par erreur que la femme se ferait adjuger des sommes non dues, cette erreur devrait être réparée pendant trente ans, d'après la disposition formelle de l'art. 1376 du même code; — Attendu d'ailleurs qu'il peut arriver que les créances de la femme ne soient pas liquidées dans le jugement même qui prononce la séparation de biens, mais qu'elles le soient par un jugement subséquent; de là un nouveau motif d'adopter la distinction faite ci-dessus, et, par suite, de ne pas op-

poser la fin de non recevoir, introduite, par l'art. 873 du C. de proc., aux créanciers qui se bornent à contester les adjudications faites à la femme, fondés sur la fraude qu'ils imputent à elle et à son mari: — Attendu qu'il est évident que de semblables adjudications sont indépendantes de la disposition qui prononce la séparation de biens; que si les créanciers du mari ont à se plaindre de manœuvres frauduleuses, ils sont toujours recevables à en exciper, à quereller les adjudications toutes les fois qu'on veut les faire rejaillir contre eux; — Que c'est en ce sens que l'art. 1167 du C. civ. autorise tout créancier à attaquer en son nom personnel, par voie d'action ou d'exception, tous les actes faits par son débiteur en fraude de ses droits, et que l'art. 474 du C. de proc. autorise les tiers lésés par un jugement à y former tierce opposition, et cela sans aucune fixation de délai, c'est-à-dire pendant tout le temps attribué par le droit commun à la durée des actions ou des exceptions; — Attendu, dans l'espèce, que la fraude et la collusion attribuées à la femme Gerin résulte des faits et circonstances qui vont être retracés.....; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que la fin de non recevoir élevée par les représentants de Marie Veyer contre la tierce opposition formée par Gerin et Odier envers le jugement de séparation de biens dont il s'agit n'est nullement fondée; — Mettant le jugement du tribunal de Valence au néant, Admet la tierce opposition, etc..

Nota. La jurisprudence est encore incertaine sur la question précédente. — La cour royale de Grenoble a déjà jugé deux fois dans le sens de l'arrêt que l'on vient de lire. Quelques autres cours royales (Rouen, 12 mars 1817, affaire Hebert; Agen, 19 août 1824, aff. Chauvin; Bordeaux, 20 juin 1826, aff. Ferchat), paraissent adopter cette jurisprudence; mais la cour de cassation (4 déc. 1815), la cour royale de Dijon (6 août 1817 (1)); et celle de Riom (26 déc. 1817, aff. Dubois), la rejettent formellement. — Il est à remarquer néanmoins que les arrêts des cours de Rouen et de Bordeaux, qui ont admis, ainsi que celle de Grenoble, la tierce opposition après le délai d'une année, ont statué sur des actes ou jugements distincts du jugement de séparation de biens.

A. M. C.

(1) Voy. t. 2 1816, p. 56; t. 3 1817, p. 220.

COUR D'APPEL DE PAU.

Un ancien privilège, dégénéré en simple hypothèque à défaut d'inscription dans le délai fixé par les art. 37 et 39 de la loi du 11 brum. an 7, a-t-il pu revivre par la transcription du contrat de vente opérée sous l'empire du code civil, au préjudice des anciens créanciers de l'acquéreur qui ne se sont eux-mêmes inscrits que depuis ce code, mais antérieurement au vendeur ? (Rés. nég.) Loi 11 brum. an 7 ; C. civ., art. 2 et 2103.

LACAVE, C. LABOURDETTE.

Le sieur *Labourdette* avait vendu un immeuble antérieurement à la loi du 11 brum. an 7. Il paraît qu'il était resté créancier de la presque totalité du prix. Cependant, depuis la publication de la loi précitée, il ne prit aucune inscription, en sorte que, d'après l'art. 39, son privilège dégénéra en simple hypothèque. Un sieur *Lacave*, à qui l'acquéreur avait conféré une hypothèque sur l'immeuble qu'il tenait de *Labourdette*, négligea également de faire inscrire sa créance sous l'empire de la loi du 11 brum. Survint le code civil ; *Lacave* prit inscription en 1806. *Labourdette*, vendeur, fit aussi transcrire son contrat, et requit à son profit l'inscription d'office ; mais ce ne fut qu'en 1808. Un ordre fut ouvert pour la distribution du prix ; le créancier et le vendeur produisirent et se disputèrent la priorité.

Inutile, disait le vendeur, d'invoquer la loi de brumaire, puisqu'aucun de nous ne s'est conformé aux mesures qu'elle prescrivait pour le maintien du privilège ou de l'hypothèque, et comme il n'y a de droit acquis que par l'inscription, il est évident qu'à défaut d'inscription de part et d'autre c'est le code civil seul qui doit nous régir, sans qu'il y ait rétroactivité. Or, à partir de la mise en activité de ce code, l'art. 2108 a eu pour effet de transformer l'hypothèque de l'ancien vendeur en privilège à l'égard de tous les tiers non encore inscrits. La loi nouvelle exige, il est vrai, la formalité de la transcription ; mais comme elle ne fixe point le délai fatal pour l'opérer, il suffit que le contrat soit transcrit avant une nouvelle aliénation pour que le privilège soit conservé. Ainsi, que l'inscription de *Lacave* soit antérieure ou postérieure à

la mienne, peu importe: car il est de principe que le rang des créances privilégiées ne se détermine point par la date de leur inscription, mais par celle de leur existence.

Votre système, répond le créancier, n'est qu'un tissu d'erreurs. Il est constant en effet que, dans l'économie des art. 37 et 39 de la loi du 11 brum., tout privilège qui n'a point été inscrit dans le délai fatal s'est éteint pour jamais, qu'il ait dégénéré en simple hypothèque; dès lors, et à défaut d'inscription de votre privilège, nous nous sommes trouvés placés sur la même ligne, et j'avais, antérieurement au code civil, un droit acquis à l'égalité, droit que ce code ne pourrait pas m'enlever sans une rétroactivité choquante. Ainsi la loi nouvelle nous a surpris tous deux avec une hypothèque non inscrite; et, comme elle subordonne la priorité du créancier dans l'ordre à la date de son inscription, il est hors de doute que je dois vous être préféré, puisque mon inscription est antérieure à la vôtre, et qu'elle n'est point d'ailleurs contestée.

Malgré cette défense, jugement qui ordonne que le vendeur (Labourette) sera colloqué comme créancier privilégié de préférence à tous autres, et notamment à Lacave.

Appel de la part de ce dernier. — Et, le 17 janvier 1827, ARRÊT de la cour royale de Pau, M. *Bascle de Lagrèze* président, MM. *Souquet* et *Lavielle* fils avocats; par lequel :

LA COUR, — Attendu que, d'après les art. 37 et 39 de la loi du 11 brum. an 7, tout créancier ayant un privilège antérieur à la loi était obligé de prendre inscription dans le délai de trois mois, à dater du jour de la publication, sous peine de voir dégénérer le privilège en simple hypothèque qui ne prendrait rang que du jour où elle serait inscrite; que, dans l'espèce, le privilège du créancier que représente Labourette était antérieur au 11 brum. an 7, et qu'il n'a pas été inscrit dans le délai fixé; que, par suite, il a été regardé comme n'existant pas tant que la loi est restée en vigueur; que le code civil, qui a introduit des règles tout opposées, n'a pu le faire revivre sans opérer un effet rétroactif, qu'autant qu'il ne porterait pas atteinte à des droits acquis à des tiers; — Attendu que Lacave, qui a contracté sous l'empire de la loi de brum., l'a fait dans la confiance qu'il n'existait aucun privilège sur l'immeuble qui lui était hypothéqué pour sûreté de sa créance, et que le rang entre les créanciers serait désormais réglé par la date de leurs inscriptions; que, bien qu'il n'ait lui-même fait inscrire son titre que postérieurement à l'abrogation de ladite loi, il avait toujours acquis anté-

rienement le droit d'hypothèque, et, par suite, celui de considérer le privilège non inscrit comme radicalement éteint; de sorte que, tant que la loi de brum. a existé, Lacave et Labourdette n'étaient que de simples créanciers hypothécaires non inscrits, qui avaient des droits parfaitement égaux; que le code civil, les ayant surpris dans cet état, n'a pu rien changer, et transformer l'hypothèque de l'un en privilège, sans élever à l'autre l'avantage de l'égalité qui lui était assuré par la loi précédente; que, par conséquent, si on lui faisait produire un tel effet, il porterait atteinte à des droits acquis, et violerait ainsi le principe de la non-rétroactivité consigné dans l'art. 2; d'où il suit que le code civil ne peut être d'aucune influence dans la cause; qu'un système contraire ne pourrait à rien moins qu'à tromper la bonne foi des créanciers, qui, n'ayant vu aucune inscription dans le délai déterminé par la loi du 11 brum. an 7, ont dû croire qu'ils n'avaient à redouter aucun privilège antérieur, et qu'ils pouvaient contracter avec sécurité; — Attendu que, d'après les motifs qui viennent d'être donnés, la créance dont Labourdette est créancier ne doit lui conférer qu'un simple droit d'hypothèque; qu'elle a été inscrite seulement en 1808; que celle de Lacave l'a été en 1806; qu'elle doit être colloquée dans un rang inférieur à cette dernière; qu'il suit de là qu'il y a lieu à réformer le jugement dont est appel, et à maintenir la collocation provisoire faite par le juge-commissaire; — Par ces motifs DÉCLARE que le créancier doit primer le vendeur, etc. »

B.

COUR D'APPEL DE CAEN.

Le pupille devenu majeur peut-il, avant la reddition de son compte de tutelle, donner valablement mainlevée de l'hypothèque légale qu'il a sur les biens de son ancien tuteur, surtout dans un cas où cette mainlevée, consentie directement en faveur de l'acquéreur des biens du tuteur, devrait profiter aussi au tuteur lui-même? (Rés. nég.)

BOULLAND, C. LEBAILLY.

Du 17 décembre 1827, ARRÊT de la cour de Caen, première chambre, M. Dupont-Longrais président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Rousselin, avocat-général — Considérant que l'acte notarié, en date du 31 juil. 1819, par lequel Aristide Lebailly a donné mainlevée de toute hypothèque légale sur les immeubles acquis par Roulland de Delaporte, son ancien tuteur, ne fait mention ni de la présence de Delaporte ni de celle de Roulland à cet acte; que dès lors il n'indique point si c'est directement en faveur de Roulland acquéreur que ladite mainlevée a été consentie ou en faveur

l'ancien tuteur; — Qu'encore bien que ledit acte exprime que la mainlevée est donnée en faveur de Roulland, l'ensemble des faits et circonstances du procès démontre que c'est à Delaporte et dans son intérêt qu'elle a été consentie; qu'en effet, quoique le contrat d'acquêt de Roulland, portant date du 29 juil. 1819, exprime que le prix a été payé tant en argent qu'en valeurs convenues, tout annonce que l'argent ou les valeurs n'ont véritablement été livrées à Delaporte qu'après l'obtention de la mainlevée de l'hypothèque légale de Lebailly; — Que c'est ce que confirme la date de l'enregistrement de la vente, qui n'a eu lieu que le 30 juil., c'est-à-dire postérieurement à la mainlevée qui a été accordée le 30 juil., parce que, sans doute, telle était la condition à laquelle la conclusion définitive du contrat était subordonnée; — Qu'il y a d'autant plus lieu d'en penser ainsi, qu'il parait, d'après la vileté du prix énoncé dans l'acte, qu'une portion de ce même prix aurait été dissimulée, et qu'il est hors de toute vraisemblance que Roulland ait voulu s'en dessaisir sans avoir obtenu de son vendeur toute sécurité au sujet de l'hypothèque légale dont on le savait grevé; que, dans un tel état, c'est Delaporte seul à qui il a importé de faire les démarches nécessaires pour se procurer la libération des héritages par lui vendus; que c'est pour lui par conséquent que la mainlevée a été faite, et que c'est de ses mains que son acquéreur a dû recevoir; — Que, suivant l'art. 472 du C. civ., cette mainlevée n'aurait pu valablement être donnée à Delaporte, puis-que entre le tuteur et le mineur devenu majeur elle constituait un traité prohibé tant qu'il n'y avait pas eu de reddition de compte de tutelle dans les formes et délais mentionnés audit article; — Qu'il y a d'autant plus de raison que cette nullité soit opposable à Roulland, que les termes de l'acte de mainlevée même l'avertissaient que les droits du pupille subsistaient encore contre le tuteur, par réserve expresse qui y est faite de l'hypothèque légale de Lebailly sur les autres biens de Delaporte; et que d'ailleurs il est difficile que ledit Roulland ait été induit en erreur à cet égard; par la raison qu'il ne pouvait guère supposer qu'une mainlevée donnée le 31 juil. par Lebailly, qui n'était devenu majeur que le 19 du même mois, eût été précédée de l'accomplissement des formalités voulues par l'art. 472 précité; de tout quoi il suit qu'en prononçant l'annulation de la mainlevée dont il s'agit le premier juge s'est conformé aux principes.....; — **CONFIRME** le jugement du tribunal de Valognes.....

COUR D'APPEL DE ROUEN.

Les créanciers d'un défunt peuvent-ils saisir et arrêter entre les mains des tiers débiteurs les sommes appartenant à sa succession, lorsqu'elle n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire?

lice d'inventaire ? (Rés. nég.) C. civ., art. 803 ; C. proc. art. 557.

Au contraire, le droit d'administrer conféré à l'héritier bénéficiaire par l'art. 803 du C. civ., est-il nécessairement exclusif du droit de former sur les deniers de la succession des saisies-arrêts qui entraveraient la gestion de l'héritier ? (Rés. aff.)

HÉRITIERS LETAC, C. BOSSELIN.

Cette question n'est pas nouvelle. Cependant les opinions sont toujours partagées sur la solution qu'elle doit recevoir. Bien des jurisconsultes persistent à penser que le droit conféré à l'héritier bénéficiaire de poursuivre les débiteurs de la succession ne saurait préjudicier à celui qu'a tout créancier de faire les actes nécessaires pour conserver ses droits et parvenir plus promptement au paiement de sa créance. Nous-mêmes, dans une cause soumise à la cour royale de Paris en 1820, nous avons plaidé et soutenu avec une profonde conviction qu'on pouvait saisir et arrêter des deniers appartenant à une succession qui n'avait été acceptée que sous bénéfice d'inventaire, parce que ce bénéfice, introduit en faveur de l'héritier, ne peut nuire aux créanciers qui ont des droits plus respectables et plus sacrés que le successible ; parce que le droit d'opposition est consacré par un texte précis de la loi, par l'art. 557 du C. de proc. ; que cet article dispose en termes absolus ; qu'il ne fait point d'exception pour le cas où, le débiteur étant décédé, sa succession n'est acceptée que bénéficiairement ; qu'à la vérité l'art. 2146 du C. civ. déclare sans effet l'inscription prise depuis l'ouverture d'une pareille succession ; mais que cette exception ne confirme que la règle posée dans l'art. 557 du C. de proc. ; qu'au surplus la différence entre l'inscription et l'opposition est trop sensible pour qu'on puisse s'y méprendre et les confondre ; que l'inscription acquiert un droit nouveau, et que c'est pour cela que la loi a cru prudent de l'interdire contre une succession bénéficiaire ; que l'opposition au contraire ne fait que conserver des droits acquis ; et que par cette raison la loi a dû permettre l'exercice d'une faculté qui ne blesse les droits de personne ; que le système contraire présenterait de graves inconvénients ; puisque dans une foule de circon-

ances les intérêts des créanciers pourraient être impunément compromis par la mauvaise foi ou l'incurie de l'héritier, qui pourrait négliger les recouvrements, dissiper les sommes reçues, et se laisser poursuivre long-temps pour la reddition de son compte; que l'objection prise de l'entrave n'apporteraient les saisies-arrêts à l'administration de l'héritier n'a quelque apparence de raison que parce qu'on prête l'art. 803 un sens trop large, trop absolu; que cet article, ainsi entendu, suppose les créanciers et l'héritier d'accord, et ayant le même intérêt. Mais qu'on ne peut pas en conclure que l'administration tutélaire confiée à l'héritier est exclusive du droit qu'a tout créancier de faire des actes conservatoires, quand les intérêts sont opposés, ou que l'héritier n'inspire pas un degré de confiance suffisant.

A ces moyens nous ajoutons l'autorité de deux arrêts rendus, l'un par la cour de Bourges, le 9 mars 1812, et l'autre par la cour de cassation, le 18 déc. 1814. (1)

Mais on nous répondait que l'art. 803 du C. civ., en conférant à l'héritier bénéficiaire l'administration des biens de la succession, n'avait pu entendre lui donner un droit illusoire, une gestion sans objet; que tel serait cependant le sort de l'héritier s'il pouvait à chaque instant être entravé, arrêté dans sa marche par des oppositions, des saisies-arrêts, et autres obstacles de cette nature, puisqu'alors il n'y aurait plus de gestion possible, plus de succession bénéficiaire; qu'il fallait donc entendre la loi dans un sens qui en assurât l'exécution plutôt que de lui attribuer une signification absurde, et qui en neutralisât l'effet; qu'ainsi l'héritier investi par l'art. 803 du droit d'administrer les biens de la succession doit avoir toute la latitude nécessaire pour faire les recouvrements, tous les moyens de contrainte pour obliger les débiteurs à se libérer; qu'il ne peut être arrêté dans ses poursuites par des oppositions qui seraient essentiellement préjudiciables aux créanciers eux-mêmes, puisqu'elles les exposeraient à voir les deniers saisis se perdre et se dissiper dans les mains du débiteur, qui peut devenir insolvable,

(1) Voy. ces arrêts, nouv. éd., t. 16, p. 754. Voy. aussi un arrêt plus récent de la cour de Bordeaux, rendu dans le même sens, le 22 av. 1822, et rapporté t. 24, p. 274.

puisqu'elles auraient en outre l'inconvénient d'augmenter la masse des frais, et de diminuer nécessairement l'actif de la succession; qu'en vain on argumente, dans le système contraire; de l'art. 55- du C. de proc., qui autorise tout créancier de saisir les deniers appartenant à son débiteur; que cette disposition générale n'est pas sans exception; qu'au plus, quand il s'agit de régler le sort d'une succession bénéficiaire, de déterminer les prérogatives de l'héritier et les droits des créanciers, ce n'est point au code de procédure qu'il faut recourir, mais bien aux articles du code civil sur le bénéfice d'inventaire et ses effets, et que le droit absolu de gérer et d'administrer, par conséquent de poursuivre les recouvrements dont l'héritier est investi par ces articles, exclut virtuellement toute espèce de participation du créancier aux actes de cette nature; que les craintes manifestées sur l'incurie ou la mauvaise administration de l'héritier sont qu'une chimère, les art. 805, 806 et 807 ayant suffisamment pourvu aux intérêts des créanciers, et ceux-ci pouvant d'ailleurs les poursuivre judiciairement, contre l'héritier qui malverserait, la déchéance du droit d'administrer.

Cette défense a été effectivement accueillie par arrêt de la cour de Paris, du 27 juin 1820. Un arrêt de la même cour, rendu le 30 juil. 1816, avait précédemment consacré le même principe, et la jurisprudence de cette cour n'a jamais varié à cet égard. (1)

Il n'en est pas de même de la cour de Rouen. Elle avait jusqu'alors décidé, par un grand nombre d'arrêts, que le bénéfice d'inventaire, introduit en faveur de l'héritier, n'empêchait pas le créancier de faire des actes conservatoires, ni de saisir et arrêter les deniers de la succession, et le bureau regardait même la jurisprudence comme fixée à cet égard, lorsque l'arrêt suivant est venu démentir cette supposition, en se ralliant au principe contraire, adopté par la cour de Paris. — Voici l'espèce.

Le sieur *Bosselin* était créancier de *Létac*. Celui-ci étant décédé en 1824, sa succession ne fut acceptée par ses héritiers que sous bénéfice d'inventaire. *Bosselin* fit alors con-

(1) Voy. ces arrêts, nouv. éd., t. 22, p. 581, et anc. col., t. 2, 1820, p. 458.

pre une saisie-arrêt entre les mains de M^e Bourgeois, notaire à Rouen, sur une somme de 960 fr. dont il était débiteur, et qui appartenait à la succession bénéficiaire de son débiteur.

Demande en mainlevée de la veuve et des héritiers *Letac*.

Jugement qui déclare la saisie-arrêt nulle. — « Attendu, en droit, que l'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de sa succession, et doit rendre compte de sa gestion aux créanciers; que la loi a pourvu à la sécurité de ceux-ci en les autorisant, soit à exiger caution de l'héritier, soit à faire vendre le mobilier de la succession, et à faire consigner les deniers; que, dès lors, des saisies-arrêts conservatoires ne peuvent être d'aucun secours aux créanciers; qu'au contraire elles aggraveraient leur position en multipliant proportionnellement les frais, et en entravant la gestion de l'héritier; — Que l'art. 557 du C. de proc. civ., dont se prévalent les créanciers, ne peut profiter au créancier d'une succession bénéficiaire, cas régi par des règles spéciales, et que d'ailleurs cet article ne statue que lorsque le débiteur personnel est poursuivi. »

Appel de la part de Bosselin. — Il se fonde sur la disposition générale de l'art. 557 du C. de proc. civ., qui ne fait point d'exception pour le cas où le débiteur, étant décédé, la succession ne serait acceptée que par bénéfice d'inventaire. Il ajoute qu'il impliquerait que la précaution de l'héritier de n'accepter bénéficiairement qu'afin de n'être point tenu des dettes au-delà des formes de la succession pût paralyser l'exercice des droits appartenants aux créanciers, les empêcher de faire des actes conservatoires, et de veiller au salut du gage commun.

Mais, le 12 août 1826, ARRÊT de la cour d'appel de Rouen, deuxième chambre, M. *Canet* président, MM. *Fercop* et *Thil* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Lavandier*, conseiller-auditeur, faisant fonctions de procureur-général; — Vu la combinaison des art. 803, 804, 805, 806, 807 et 808 du C. civ., qui désignent la marche que doit suivre un héritier bénéficiaire, et que c'est une législation spéciale à cette matière; — Considérant que les époux Bosselin ne justifient d'aucun privilège ni d'aucune subrogation; — Et adoptant au surplus les motifs du jugement de première instance, fai-

sant droit sur l'appel, A Mis et Met l'appellation au néant, ordonne ce dont est appel sortira son plein et entier effet, condamne les appel en l'amende et aux dépens.....

B.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Un cautionnement sous seing privé souscrit par une femme non commerçante est-il nul s'il ne contient pas l'appellation en toutes lettres de la somme ou de la quantité des choses pour lesquelles elle s'engage? (Rés. aff.) C. civ. art. 1326. (1)

Cette nullité est-elle absolue? (Rés. nég.)

LA DAME LEQUESNE, C. LES DOUANES.

Le sieur *Lequesne*, ayant fait entrer dans son entrepôt diverses quantités de sel, devait en représenter à l'administration des douanes, 1,347,681 kilog., ou payer les droits dus sur les sels manquant. Le 19 déc. 1818, acte par lequel la dame *Lequesne* déclare se porter caution de son mari, mais elle omet de faire précéder sa signature du *bon* ou *approuvé* prescrit par l'art. 1326 du C. civ. — Le 11 janv. 1819, elle cautionne de nouveau son mari, mais toujours avec même omission, pour la somme de 214,656 fr., d'une part, et de 24,000 fr., d'autre part.

Le sieur *Lequesne* étant tombé en faillite, l'administration des douanes a actionné la dame *Lequesne* en paiement des obligations qu'elle avait souscrites. Cette dame a demandé nullité de ces obligations, en se fondant sur l'art. 1326 du C. civ., qui porte que le billet ou promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou que, moins il faut qu'outre sa signature il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose. (Il n'y a d'exception à cette règle qu'à l'égard des marchands, artisans, laboureurs, vignerons.)

(1) Voy., dans le même sens, les arrêts de la cour de cassation, 6 mai 1816, 18 fév. 1822, et 21 août 1827, t. 3 1816, p. 332; 1822, p. 494, et t. 1^{er} 1828, p. 356; — nouv. éd., t. 18, p. 377, et 24, p. 200.

gens de journée et de service). — Jugement qui accueille les conclusions de la dame Lequesne. — Appel.

Le 21 av. 1826, arrêt de la cour royale de Paris qui infirme; — « Attendu que les conventions faites entre l'administration des douanes et la dame Lequesne n'ont pas, par leur contexte, le caractère des actes auxquels s'applique l'art. 1326 du C. civ.; et que d'ailleurs tous les actes qui ont précédé et accompagné lesdites conventions établissent que la dame Lequesne a connu la nature et l'étendue des engagements qu'elle souscrivait au profit de l'administration des douanes, et en présence des préposés de cette administration, à la décharge de son mari, et avec son autorisation. »

Pourvoi en cassation de la part de la dame Lequesne, et arrêt de la cour suprême, du 21 août 1827, qui casse l'arrêt de la cour de Paris pour violation de l'art. 1326 du C. civ., et renvoie la cause et les parties devant la cour royale d'Orléans. (Voy. cet arrêt dans ce *Journal*, t. 1^{er} 1828, p. 356.)

Le 14 janvier 1828, ARRÊT de la cour royale d'Orléans, audience solennelle, M. de Laplace président, MM. Ligier et Hennequin avocats, par lequel :

LA COUR, — Considérant que, s'il existe en matière de douanes une législation spéciale pour les relations et les engagements entre l'administration et les redevables, ou leurs cautions, dans les cas où la loi l'exige, cette législation s'applique uniquement aux actes qu'elle prescrit, et qui sont consignés sur les registres de cette administration; — Que les deux actes souscrits par la dame Lequesne, les 19 déc. 1818 et 11 janv. 1819, ont eu pour objet non la caution voulue par la loi, que son mari avait déjà fournie, mais une garantie supplémentaire que le receveur de la douane désirait se procurer; que ces actes ne sont pas portés aux registres de l'administration, mais rédigés sur des feuilles particulières, d'où il résulte qu'ils doivent être régis non par la loi spéciale de la douane, mais par le droit commun; — Considérant que les art. 141 et 142 du C. de com. ne sont pas applicables à l'acte de 1819, puisque cet acte contient un *bon pour aval* souscrit par une femme commerçante, et qu'aux termes de l'art. 113 du même code, une semblable signature ne vaut que comme simple promesse, et par conséquent ne peut constituer qu'un engagement qui, de sa nature, est régi par le code civil; — Qu'en comparant la rédaction de la déclaration du roi, du 22 sept. 1733, et celle de l'art. 1526 du C. civ., il est évident que l'intention du nouveau législateur a été d'étendre les dispositions de cet article à tous les actes unilatéraux contenant promesse d'argent ou de

choses appréciables, quelle qu'en soit la cause; qu'elles embrassent les obligations principales comme les obligations accessoires, et que par conséquent l'article dont il s'agit s'applique aussi aux actes de cautionnement: — Considérant que l'article précité n'attache pas à l'inobservation des formes qu'il prescrit l'effet d'une nullité absolue, et qu'ainsi il n'enlève pas aux juges la faculté de valider les obligations que ces actes contiennent toutes les fois que, dans les cas et de la manière prescrite par les art. 1347 et 1353 du C. civ., il est prouvé que l'engagement était sérieux, légitime, et que la personne qui l'a souscrit en a connu la nature et l'étendue: — Que, dans les deux actes dont il s'agit, on trouve, outre la signature de la dame Lequesne, ces mots écrits de sa main, savoir au bas de celui du 19 déc. 1818, *approuvé l'écriture*, et à la fin de celui du 11 janv. 1819, *bon pour aval*, ce qui suffit pour constituer le commencement de preuve par écrit;

• Mais considérant que cette circonstance ne pourrait être de quelque influence dans la cause qu'autant qu'elle serait appuyée par d'autres présomptions graves, précises et concordantes, ou par une preuve testimoniale dont on pût induire la certitude du fait que le commencement de preuve par écrit rend seulement vraisemblable; — Considérant qu'il n'existe dans la cause aucune présomption de cette nature, et qu'en supposant justifiés les différents faits allégués par l'administration des douanes, et qu'elle demande à être admise à prouver, il n'en résulterait pas la preuve que la dame Lequesne a connu la nature et l'étendue des engagements qu'on lui a fait souscrire;

• Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, en ce qui n'est pas contraire à ceux ci-dessus exprimés, sans avoir égard aux faits articulés par l'administration des douanes, lesquels elle déclare non pertinents ni admissibles, Met l'appellation à néant; ordonne que ce dont est appel sortira effet, etc. • S.

COUR D'APPEL DE ROUEN.

La licitation qui a lieu entre cohéritiers sans le concours des étrangers est-il une véritable vente, de telle sorte que, si, parmi les colicitants, il se trouve une femme mariée sous le régime dotal, il doive être fait emploi de la portion à elle revenant dans le prix? (Rés. aff.)

Dans le cas de vente par le collicitant adjudicataire, le remploi peut-il être exigé par le tiers acquéreur? (Rés. aff.)

CONTELLIER, C. T.... ET B....

Le contrat de mariage de la dame B..., passé sous le régime dotal, portait « que, ce qui lui adviendrait par suc-

cession en ligne directe serait dotal; que ses immeubles dotaux pourraient être aliénés sans permission de justice; mais que le prix qui en proviendrait serait remplacé sur les biens du mari, ou, à défaut de biens immeubles, qu'il serait employé en acquisitions, qui auraient la même nature de dot.»

Le père de la dame B... était décédé. Sa succession était restée indivise entre la dame B... et la dame T..., sa sœur. Toutes deux résolurent de sortir de l'indivision; en conséquence, au mois de mars 1826, une licitation eut lieu entre elles devant notaire, par l'événement de laquelle la dame T... resta adjudicataire.

Dès le lendemain, la dame T... revend les biens à *Lema-rois*; mais celui-ci n'ayant pas payé, les biens furent vendus sur folle enchère à *Coutelier*.

Coutelier a refusé de payer son prix sur le fondement que la dame B... n'avait pu liciter sans permission du juge; subsidiairement il a demandé un emploi de la portion afférente à la dame B...

Le 28 nov. 1827, jugement du tribunal de Rouen qui déclare la licitation valable, et décide qu'il n'y a pas lieu au emploi demandé.

Appel.—Et, le 24 avril 1828, ARRÊT de la cour de Rouen, deuxième chambre, M. *Carel* président, MM. *de Malherbe* et *Senard* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Gerbert*, avocat-général; — Considérant qu'il ne peut être porté aucune atteinte à l'inaliénabilité d'un fonds dotal; que c'est un principe constant et de toute vérité; — Que ce principe tire son origine des lois romaines, et a été consacré de nouveau par l'art. 1554 du C. civ., sauf les exceptions portées aux articles subséquents; — Qu'un de ces articles, l'art. 1558, prévoit plusieurs cas où l'aliénation peut avoir lieu; mais que le législateur a imposé à ceux qui pourraient s'éjouir de cette faculté, des obligations qui sont la garantie des femmes contre leur propre faiblesse et contre l'influence de leurs maris;

• Considérant que, par acte authentique passé à Rouen, le 12 nov. 1807, des pactions matrimoniales ont été arrêtées entre la demoiselle L. B....., majeure, et le sieur B....., lors commis de négociant à Rouen; — Que, par l'art. 2 de ce pacte, les parties ont déclaré vouloir et entendre se marier sous le régime dotal; — Que, par l'art. 13, il est dit que la future épouse se constitue en dot une rente qui lui était donnée par son père par avancement de succession, tous les meubles et im-

meubles à elle échus de la succession de la dame sa mère, et tous les autres biens meubles et immeubles, qui pendant le mariage lui écherront et proviendront par successions directes et collatérales, donations, legs et autrement: — Que lesdits futurs époux, suivant l'art. 16, s'étaient réservé la faculté d'aliéner et d'échanger sans aucune formalité de justice, conjointement ensemble, constant ledit mariage, tout ou partie des biens immeubles de la future épouse constitués en dot, à la charge d'en faire le emploi, etc.; — Qu'il est donc constant que les époux B..... ont adopté le régime dotal, que, par suite, ils ont consenti se soumettre à toutes les conséquences résultant de ce régime; — Qu'ils ne peuvent scinder les dispositions de l'art. 16 de leur contrat de mariage, qui les autorisent à aliéner des immeubles dotaux, à la charge expresse d'en faire le emploi; — Qu'ils ne peuvent exciper du prétendu acte authentique de licitation fait entre eux et la dame T...., le 15 mars 1826, pour se soustraire tant à l'empire de la loi qui défend l'aliénation des biens dotaux, qu'à l'obligation qu'ils ont contractée de n'user de cette faculté qu'en donnant un emploi; — Que le système sur lequel ils s'appuient pour ne pas fournir un remplacement, est un système de déception et de fraude qui ne peut soutenir les regards de la justice, puisqu'il tend à rendre illusoires les sages précautions prises par le législateur pour conserver à une femme et à ses enfants des biens qu'elle n'a pas voulu mettre dans le commerce, en préférant le régime dotal à celui de la communauté; — Considérant que l'art. 883 du C. civ. n'est nullement applicable à l'espèce; — Qu'il faut examiner quelle est la qualité des personnes qui procèdent à une licitation ou partage; — Que, si l'on attribuait à une licitation, dans laquelle figure une femme mariée sous le régime dotal, tous les effets du partage, ce serait un moyen subversif de tous les principes quant à l'inaliénabilité des biens dotaux, puisque inutilement le législateur aurait déclaré ces biens inaliénables, si elle pouvait, en l'absence des formalités prescrites par l'art. 1558 du même code, et en obéissant aveuglément à la volonté de son mari, se trouver dépouillée de la propriété que la loi et ses conventions matrimoniales lui avaient assurée; que, dans cet état de choses, il est essentiel que la justice vienne à son secours, et la dégage des sophismes qu'on veut faire prévaloir sur la vérité des principes et sur le texte précis de la loi; — Que, dans la cause actuelle, il faut ne voir que l'art. 1558 du C. civ. comme énonciatif d'un principe spécial pour la garantie des biens dotaux; — Qu'en admettant que l'art. 883 dût être envisagé comme un principe général et commun à toutes les espèces, il faudrait dire qu'il peut y avoir des exceptions à tout principe général, et que, s'il pouvait y avoir quelque doute sur l'art. 1558, comme principe général en matière d'inaliénabilité des biens dotaux, il faudrait au moins le regarder comme principe exceptionnel à l'art. 883, et en conclure qu'une femme qui aliène les biens dotaux sans permission de justice et sans avoir eu recours aux

enchères, après trois affiches, a fait une aliénation qui ne peut produire d'effet qu'autant que son mari procurerait un bon et valable remplacement; — Que la distinction que font les intimés sur les expressions de l'art. 883, et sur celles de l'art. 1558, est spécieuse et subtile, mais doit être écartée et anéantie par les simples lumières de la raison; qu'en effet, suivant eux, il n'y a point eu aliénation, parce que l'acte du 13 mars 1826 n'est point une vente, c'est seulement une licitation qui s'est faite entre deux cohéritiers, sans admission d'étrangers; mais qu'est-ce qu'une licitation si ce n'est pas une vente, puisque l'un abandonné d'une part à l'autre, renonce à tous droits de propriété, moyennant le paiement du prix convenu; que d'ailleurs l'art. 827 dit formellement qu'il doit être procédé par licitation à la vente des immeubles qui ne peuvent pas se partager commodément; qu'en combinant donc cet art. 827 avec l'art. 1558, il ne restera plus aucune équivoque sur le caractère de l'acte du 13 mars 1826; qu'on y reconnaîtra une véritable aliénation de biens dotaux, sans l'accomplissement des formalités exigées par la loi, dans le but de se soustraire à l'obligation de fournir un emploi, ainsi que les époux B..... l'ont confessé ingénument dans le cours de leurs plaidoeries;

Considérant que, dans un pareil état choses, le sieur Coutelier adjudicataire de bonne foi, a un juste sujet de craindre d'être troublé à futur soit par la dame B....., soit par ses enfants, s'ils ne trouvaient pas dans la succession du sieur B..... la récompense du prix qu'il aurait touché; — Qu'on ne peut opposer audit sieur Coutelier la clause de son adjudication qui porte qu'il sera tenu de payer son prix sans pouvoir exciper d'aucun sujet de trouble, ou de tout autre empêchement, parce que cette clause n'avait été insérée, ainsi que l'acte l'explique lui-même, que dans le cas où le prix de cette adjudication, qui se faisait sur folle enchère, excéderait le prix de l'adjudication faite le 14 mars 1826, au sieur Lemarais, et que cet excédant, aux termes de l'art. 13 du cahier des charges, devait revenir au bénéfice singulier de la dame T.....; — Que le juste sujet de crainte de trouble qu'éprouve le sieur Coutelier n'a donc pas été prévu lors de son adjudication; — Que, d'une autre part, le sieur Coutelier ignorait la clause du contrat de mariage des sieur et dame B....., ce contrat n'étant ni relaté soit dans l'acte de licitation, soit dans le cahier des charges, ni représenté lors des adjudications du 14 mars 1826, ou du mois de mai 1827; — Que, conséquemment, le sieur Coutelier est recevable et bien fondé à se refuser de payer le prix de son adjudication, tant que le sieur B..... ne donnera pas un remplacement de la somme de 20,000 fr. revenant à la dame B.....; — Qu'il ne faut pas s'arrêter, pour la quotité de la somme, au prix de l'adjudication faite au sieur Coutelier; qu'il faut, au contraire, ne pas perdre de vue que la dame B..... était propriétaire pour moitié de l'immeuble acquis par ledit sieur Coutelier, que cet immeu-

Il avait été porté à 40,000 fr. par les colicitantes, qu'il avait été adjugé au sieur Lemarrois pour le même prix, et que si, par l'effet de la folle enchère, le prix pouvait augmenter ou diminuer, la dame T....., seule devait bénéficier de l'excédant ou supporter le moins;

Considérant que, d'après les motifs ci-devant exprimés, et la clause du contrat de mariage des époux B....., il n'y a lieu à une expertise:—

Considérant encore, sur les conclusions très subsidiaires de la dame veuve T....., que le sieur Coutelier ne demande un remplacement que pour la somme de 20,000 fr. revenant à la dame B.....: que, conséquemment, la demande en liquidation préalable est sans but, si ce n'est de retarder la décision de la cause; vu surtout les explications ci-dessus données sur la quotité afférente à la dame B....., et notamment l'énoncé en l'acte de licitation du 13 mars 1826;

Vu enfin les dispositions de l'art. 1558 du C. civ., et ce qui résulte des faits et circonstances du procès.....; réformant au chef qui évince Jacques Coutelier de sa demande en remplacement préalable, CONDAMNE la dame T..... et les époux B..... à lui fournir, dans le mois de la signification du présent arrêt, un bon et valable remplacement jusqu'à concurrence de la somme de 20,000 fr., parce que, faute par les intimés de fournir ce remplacement dans ledit délai d'un mois, et, ce délai expiré, ledit sieur Coutelier est autorisé dès à présent à consigner ladite somme de 20,000 fr. revenant à la dame B....., dans la caisse d'amortissement, d'où elle ne pourra être retirée qu'en la présence du dit sieur Coutelier ou lui dûment appelé, et en justifiant d'un bon et valable remplacement opéré au profit de la dame B....., etc.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'un individu, arrêté sous le nom d'un accusé contumax comme prévenu d'un vol; est reconnu être étranger à ce vol, et n'être pas la même personne, doit-il sur-le-champ être mis en liberté, sans qu'on doive le traduire devant la cour d'assises, et soumettre à son égard, comme à l'égard de l'accusé contumax, des questions au jury?
(Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. SAVORET ET DOLLÉ.

M. le procureur-général expose qu'il est chargé par Monseigneur le garde des sceaux, ministre de la justice, en vertu de l'art. 441 du C. d'inst. crim., de requérir la cassation des questions soumises au jury, de ses réponses et de l'ordonnance d'acquittement qui en a été la suite, rendue le 21 mai dernier par le président de la cour d'assises du département de

l'Aisne, dans l'affaire des deux enfans *Auguste* et *Alexis Savoret*, frères. — Voici les circonstances de cette affaire.

Par un arrêt du 16 nov. 1826, la cour royale d'Amiens avait renvoyé devant la cour d'assises du département de l'Aisne deux enfans, les deux *Auguste* et *Alexis Savoret*, comme accusés d'avoir volé, le 28 août précédent, sur la grande route de Laon à Soissons, une ceinture en cuir contenant environ 18 fr. Tous deux s'étaient soustraits aux recherches de la justice. Un jeune mendiant, nommé *Louis-Auguste Dollé*, arrêté à Beauvais dans le courant de décembre 1826, fut conduit, par suite de ses déclarations, devant le procureur du roi de Versailles. Il s'était dit de Châville; ses déclarations furent reconnues fausses; il en fit d'autres qui n'étaient pas plus sincères. Des renseignements furent demandés au procureur du roi de Laon : il en résulta que *Louis-Auguste Dollé* pouvait bien être l'accusé *Auguste Savoret*. A la réception de ces renseignements, le juge d'instruction interrogea *Dollé*. *Vous avez*, dit-il à cet enfant, *essayé de tromper la justice, en vous présentant sous de faux noms ; mais vous voilà dévoilé : vous vous appelez Savoret*. *Dollé* confessa que c'était la vérité, et cet aveu était une nouvelle imposture.

Par ordonnance rendue en la chambre du conseil, le 9 fév., le tribunal de Versailles déclara qu'il n'y avait lieu de poursuivre pour vagabondage contre *Louis-Auguste Savoret*, arrêté à Beauvais, sous le nom de *Dollé*. Cet enfant fut conduit à Laon, et écroué dans la maison de justice de cette ville.

Des doutes s'élevèrent bientôt sur l'identité du prétendu *Auguste Savoret*. Une information fut faite, et elle constata qu'en effet les frères *Dollé* (car *Louis-Auguste Dollé* avait aussi un frère, placé au dépôt de mendicité de Montreuil depuis le 30 juin 1826, c'est-à-dire depuis une époque antérieure au crime) n'étaient pas les frères *Savoret*; qu'il n'y avait pas eu d'erreur dans la désignation des auteurs du vol, et que c'étaient bien les frères *Savoret*, et non les frères *Dollé*, qui avaient été dénoncés, poursuivis et mis en accusation.

Cette certitude acquise, il ne restait plus aucun motif pour retenir prisonniers les frères *Dollé*, encore moins pour les

traduite à la cour d'assises sous un nom qui n'était pas le leur, à raison d'un crime qu'ils ne pouvaient pas avoir commis, et en vertu d'un arrêt de renvoi qui leur était tout-à-fait étranger. C'est cependant ce qui a été fait. Les frères Dollé ont été traduits devant la cour d'assises, sous le nom des frères Savoret. Il était évident et reconnu par tout le monde que les deux enfants soumis aux débats étaient les frères Dollé, et cependant on a interrogé le jury sur la culpabilité des frères Savoret, qui étaient en fuite; le jury a déclaré non coupables ces deux accusés contumax, qui ne comparaissaient pas devant lui; et, sur cette déclaration, le président de la cour d'assises a prononcé l'acquiescement des frères Dollé, dont le nom ne se trouvait ni dans les questions soumises au jury, ni dans ses réponses.

Cette ordonnance d'acquiescement a été rendue le 21 mai. Deux jours après, la cour d'assises a jugé par contumace les frères Savoret, que le jury venait de déclarer non coupables, et les a condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Toute cette procédure est vicieuse. L'art. 271 du C. d'inst. crim. défend, sous peine de nullité, de traduire devant les cours d'assises des personnes dont la mise en accusation n'aurait pas été prononcée par les cours royales. On a violé cet article en soumettant aux débats les frères Dollé, après avoir constaté qu'ils n'étaient pas les frères Savoret.

Ce considéré, il plaise à la cour, . . . Signé MOURRE.

Du 15 décembre 1827, ARRÊT de la section criminelle, M. Portalis président, M. Busschop rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Vu l'art. 271 du C. d'inst. crim., qui défend, à peine de nullité, de traduire devant les cours d'assises aucun individu qui n'y aurait pas été renvoyé par un arrêt de mise en accusation; — Vu aussi l'art. 470 du même code, qui veut que les accusés contumax soient jugés sans assistance ni intervention de jurés; — Faisant droit au réquisitoire ci-dessus, conformément à l'art. 441 du C. d'inst. crim., CASSE et ANNULE les questions et la déclaration du jury relatives à Auguste et Alexis Savoret frères; — CASSE et ANNULE pareillement les débats auxquels ont été soumis les frères Dollé, ainsi que l'ordonnance qui, par suite, a prononcé leur acquiescement. »

COUR DE CASSATION.

Le ministère public peut-il citer les prévenus directement à l'audience, ou requérir une information préalable, suivant qu'il le juge à propos? (Rés. aff.)

Le prévenu qui subit une condamnation doit-il supporter tous les frais, sans distraction de ceux antérieurs à la citation devant le tribunal? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 54, 64 et 91.

INTÉRÊT DE LA LOI. — JEAN CAILLAUD.

M. le procureur-général expose.... Voici les faits.

Sur la plainte du sieur *Léger*, curé du canton de Nantiat, reçue par le juge de paix de ce canton, le 2 nov. 1826, le procureur du roi près le tribunal de première instance de Bellac avait requis une information. — Cette information faite, la chambre du conseil renvoya le prévenu devant le tribunal correctionnel, qui le condamna, par jugement du 27 janv. 1827, à quinze jours d'emprisonnement, à 100 fr. d'amende et *aux dépens*, sans distinguer ceux qui avaient été faits pendant l'information et ceux qui étaient postérieurs à l'ordonnance de renvoi à la police correctionnelle. — Mais, sur l'appel, la cour royale de Limoges, après avoir réduit la peine à six jours d'emprisonnement et à 10 fr. d'amende, par application de l'art. 463 du C. pén., crut pouvoir en outre distraire de la condamnation aux dépens prononcée contre le prévenu, *tous les frais antérieurs à la citation qui lui avait été donnée à la requête du ministère public*, pour comparaître devant le tribunal correctionnel, par suite du renvoi prononcé par la chambre du conseil.

Ainsi la cour, tout en condamnant le prévenu sur la poursuite dont il était l'objet, a laissé à la charge de l'état une partie des frais de cette même poursuite. L'arrêt n'exprime point les motifs de cette disposition. Si la cour avait été déterminée par cette considération que le ministère public aurait pu citer le prévenu directement devant le tribunal correctionnel, au lieu de requérir une information préliminaire, ce motif n'aurait rien de solide : car l'art. 182 du C. d'inst. crim., combiné avec les art. 54, 64, 91, 127 et 130 du même code, le laissait entièrement maître du choix entre ces modes

de poursuites. La loi confie à sa prudence le soin de décider lequel doit être employé de préférence, suivant la nature et les circonstances particulières de chaque affaire; mais que que soit le mode auquel il juge à propos d'avoir recours, *to* les frais de poursuite, sans distinction, doivent être mis à charge de la partie qui succombe. — En jugeant le contraire dans l'espèce, la cour royale de Limoges a formellement violé les art. 194 et 211 du C. d'inst. crim.

Ce considéré.....

Signé MOURRE.

Du 15 décembre 1827, ARRÊT de la section criminelle, M. Portalis président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général; — Adoptant les motifs du réquisitoire, CASSE dans l'intérêt de la loi. »

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'un créancier, premier en hypothèque, se rend acquéreur de l'immeuble affecté à sa créance et à plusieurs autres, et qu'une clause expresse du contrat compense le prix de la vente dont il est débiteur, avec la somme dont il est créancier, cet acquéreur, malgré la confusion qui résulte de sa double qualité, doit-il, s'il ne remplit pas les formalités de la purge, renouveler son inscription dans les formes successivement introduites par les lois de la matière, pour conserver son rang d'hypothèque à l'égard des autres créanciers qui, bien que placés dans un ordre inférieur, ont rempli cette formalité ? (Rés. aff.)

C. civ., art. 2154, 2177 et 1300. (1)

Les différentes lois qui ont introduit de nouvelles formalités pour la conservation de l'effet et du rang que les hypothèques doivent obtenir entre elles sont-elles devenues obligatoires du jour de leur promulgation, même à l'égard des hypothèques créées antérieurement ? (Rés. aff.)

LES HÉRITIERS DUPIC, C. FOGIÈRES.

Le sieur Guillaume Arches avait conféré hypothèque sur son domaine de Friedvialle à plusieurs créanciers, notamment

(1) Voy., dans le même sens, un second arrêt de la même cour inséré dans l'article suivant.

sieur *Dupic* et à la dame *de la Reynerie*, dont le titre contenant eu une rente perpétuelle de 498 fr., remontait au 15 mars 1770. Le 24 mars 1781, cette créance fut cédée à la dame *de la Rochebeaucourt*, qui, à son tour, la céda au sieur *Fougères*, et il faut noter que tous deux conservèrent l'hypothèque du créancier originaire, soit en renouvelant leurs positions au sceau des lettres de ratification, conformément à l'édit de 1771, soit en prenant des inscriptions dans la forme introduite par les lois postérieures.

Quoi qu'il en soit, le 11 oct. 1790, le sieur *Dupic*, alors créancier en premier ordre, achète de *Guillaume Arches* le domaine de *Friedvialle*, sous la condition que le prix sera imputé sur sa créance contre le vendeur. *Dupic* ne remplit point les formalités de la purge, et, le 22 du même mois d'octobre, il revend le domaine à *Pierre Martin*, qui ne s'occupe pas d'avantage du soin de purger sa propriété ni de conserver les droits hypothécaires de *Dupic*, son vendeur, par des oppositions ou des inscriptions.

Il paraît que la rente, originairement due à la dame de *Reynerie*, fut exactement servie à son cessionnaire par *Guillaume Arches* jusqu'à son décès, arrivé le 23 sept. 1815. Mais à cette époque, *Fougères*, dont l'inscription avait toujours été renouvelée en temps utile, ayant vainement réclamé le paiement de sa créance auprès du curateur à la succession vacante, fit un commandement à *Pierre Martin*, tiers détenteur du domaine de *Friedvialle*.

Le 20 mars 1821, *Pierre Martin*, ou plutôt ses héritiers, le voyant poursuivi, font notifier le contrat d'acquisition de son auteur à tous les créanciers hypothécaires, avec offre de rembourser les dettes et charges existantes sur les biens vendus, en déclarant néanmoins que c'est sans nullement nuire ni préjudicier aux droits d'hypothèque que les héritiers *Dupic* doivent avoir du chef de leur père sur les biens de *Guillaume Arches*; toutefois ils assignent ces derniers en garantie.

Les héritiers *Dupic* sont intervenus dans l'instance, et ont conclu à la nullité des poursuites exercées par *Fougères* contre les héritiers *Martin*. Mais le 23 juil. 1825, jugement du tribunal civil d'Issoire qui condamne les héritiers *Martin* à représenter au sieur *Fougères* le prix de l'acquisition faite

par leur auteur, sauf recours contre les héritiers Dupic, et faute d'inscriptions, sont déclarés déchus de toute hypothèque:—« Attendu que, par la vente du 11 oct. 1790, consentie par le sieur Arches au sieur Dupic, du domaine de Friedvialle, l'hypothèque de ce dernier s'est éteinte par la confusion, parce qu'une chose ne peut tout à la fois appartenir et servir de gage à la même personne; que cependant l'extinction de la dette ne peut avoir lieu qu'entre le sieur Dupic, créancier, et le sieur Arches, débiteur; que les créances hypothécaires qui grevaient le domaine, pendant qu'il était entre les mains du sieur Arches, ont continué de grever, lorsqu'il a passé dans les mains de Dupic, cette extinction ne pouvant disparaître que par une purge faite conformément à la loi; que par conséquent il faut admettre que l'hypothèque de Fongières a toujours continué de grever le domaine de Friedvialle à la même date qu'elle avait lors de la vente consentie au sieur Dupic; — Que tous les créanciers ayant le droit de provoquer la distribution du prix, ce dernier avait un intérêt éminent à conserver son rang d'hypothèque; mais que cette conservation, d'après les art. 2137 de la loi du 17 brum. an 7, dépendait d'une inscription régulière qui n'a pas été prise: d'où suit la déchéance du premier rang hypothécaire; que les héritiers Dupic ne peuvent argumenter de l'art. 2177 du C. civ., qui veut que les servitudes et droits réels, que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement et l'adjudication faite sur lui, parce que les art. 1^{er} et 3 de la loi de brumaire, qui déclarent l'hypothèque un droit réel, ne lui conservent son existence qu'à la charge de l'inscription. »

Appel des héritiers Dupic; et, le 28 juil. 1824, arrêt confirmatif de la cour de Riom, ainsi conçu: — « Attendu qu'il est de principe que l'inscription seule peut conserver au créancier les prérogatives attachées à son hypothèque; que d'après l'art. 2166 du C. civ., les seuls créanciers inscrits peuvent suivre l'immeuble affecté à leur créance pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs inscriptions; — Que cet article ne fait que confirmer tous les principes établis par l'édit de 1771 et par la loi de brumaire an 7; qu'il n'y a eu d'autre différence à cet égard que celle introduite par la di-

ité des formes; — Attendu que l'immeuble, acquis d'un vendeur par un créancier hypothécaire, n'a pu passer dans des mains affranchi des hypothèques d'autres créanciers, antérieures ou postérieures; que le prix de la vente, gage commun de tous les créanciers, n'a jamais pu être considéré que comme un dépôt entre les mains du créancier acquéreur, dépôt dont la distribution devait se faire entre les créanciers, suivant le rang de leurs hypothèques; que ce rang n'a été fixé qu'à l'époque de la vente; qu'à cette époque l'inscription de Fonctions était en vigueur; qu'il l'a conservée en remplissant jusqu'à ce jour toutes les formalités successivement exigées par diverses lois; que Dupic, au contraire, n'a, depuis 1790, maintenu son rang d'hypothèque par aucune formalité; que, l'hypothèque étant *seul inscrit*, ce n'était pas le cas d'une proposition d'ordre, mais d'une simple distribution aux héritiers de Dupic, déchus de leur rang hypothécaire par l'inexécution des formes; — Que la double qualité d'acquéreur et de créancier plaçait Dupic dans l'alternative, ou de payer son acquisition selon les formes prescrites, soit par l'édit de 1771, soit par la loi de brumaire, soit par le code civil, ou, à défaut de purge, de conserver son hypothèque par l'accomplissement des diverses formalités qui se sont succédées, sauf à faire valoir plus tard, lorsqu'on l'obligerait de rapporter le prix de son acquisition; — Que vainement on invoque la confusion en disant que Dupic n'a pu faire d'inscription sur son même; — Qu'il est vrai que, dans les anciens principes, à-dire lorsque les hypothèques étaient occultes, si un créancier faisait décider qu'il n'y avait pas eu de confusion ou extinction de son hypothèque, même par la dation d'un immeuble en paiement de sa créance hypothécaire, alors il était possible qu'on jugeât, à l'égard des tiers, que, n'existant ni confusion ni novation, la créance devait revivre avec son hypothèque; mais que la législation actuelle, qui prescrit le mode de publicité pour l'efficacité de l'hypothèque, est incompatible avec cette ancienne jurisprudence; qu'aujourd'hui les hypothèques ne se soutiennent plus d'elles-mêmes et sans inscription, à l'égard des créanciers et des tiers acquéreurs; qu'elles ne peuvent donc revivre et reprendre leur effet en faveur de qui les concerne, si la publicité ne leur en a fait connaître l'existence selon les formes légales; — Que le créancier acqué-

reur ne prendrait pas alors inscription sur lui-même ; est de jurisprudence que toute inscription ne peut être valablement prise que sur ce débiteur, et non sur le tiers détenteur ; que les héritiers Dupic ont donc, à défaut de l'inscription, encouru déchéance, relativement à Fougères qui conserve son droit d'après la maxime *Jura vigilantes succurrunt* ; — Que l'art. 2177, invoqué, n'est relatif au tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué qui, ne pouvant pas purger l'hypothèque, se laisse exproprier sur son délaissement, et que d'ailleurs les art. 2134 et 2155 expriment formellement la nécessité d'une inscription pour que l'hypothèque soit un droit réel qui donne rang au créancier.

Pourvoi des héritiers Dupic pour violation de l'art. 2177 du C. civ., et fausse application de l'art. 2177 du même code. — Et d'abord, disaient les demandeurs, il est constant que le sieur Dupic était créancier personnel et hypothécaire de Guillaume Arches au moment où il a acquis le dernier des immeubles, objet du litige. Il est également constant que l'hypothèque de Dupic était antérieure à celle de la dame de la Reynerie, aujourd'hui représentée par le sieur Fougères. En droit, quelle est la conséquence de ces points de fait ainsi reconnus ? C'est que la confusion opérée dans la personne de Dupic l'a dispensé de toute inscription ultérieure sur le domaine dont le prix était imputé sur sa créance ; et, en second lieu, c'est que le défaut d'inscription n'empêchant pas de recouvrer le délaissement, les droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, il y avait, dans ce cas, nécessité de conserver au sieur Dupic, et, par ses héritiers, le premier rang d'hypothèque au lieu d'en prononcer la déchéance. En effet, l'hypothèque n'est rien d'autre qu'une garantie que stipule le créancier pour le paiement de sa dette. Voilà tout son objet. Il est donc évident que l'hypothèque ne peut ni ne doit subsister quand l'obligation principale est éteinte, puisque ce serait assujettir le créancier à la nécessité de conserver un gage dont il n'a plus besoin. C'est à ce peu de mots que se réduit toute la cause. Le sieur Dupic était créancier hypothécaire de Guillaume Arches ; il avait acquis de son débiteur pour se payer du montant de sa créance ; l'acte en contient la clause spéciale ; ce contrat était un

on en paiement, bien plutôt qu'une véritable vente. Ainsi Dupic a réuni dans sa personne les deux qualités de créancier et de débiteur, et la confusion s'est opérée.

Dira-t-on qu'il n'y a que la qualité de créancier qui ait disparue, et qu'ainsi les créanciers postérieurs se sont élevés au degré, que du second rang ils sont passés au premier. Mais raisonner ainsi ce serait scinder les effets de la compensation ou de la confusion, ce serait méconnaître les motifs d'équité qui ont fait admettre ces deux manières d'éteindre des créances. En effet, on ne conçoit pas bien comment un créancier pourrait perdre le montant de sa dette, par cela seul qu'il aurait acquis le bien qui lui était hypothéqué.

Mais, dit-on, c'était à lui de prendre inscription pour conserver son rang ! Cette objection ne signifie rien. Quel est le rang de l'hypothèque, quel est celui de l'inscription ? C'est d'acquiescer le droit de toucher tout ou partie du prix de l'immeuble affecté à la créance. Or il n'y a plus nécessité d'inscrire quand il n'y a plus rien à recevoir. Dans l'espèce, le prix avait été véritablement, quoique fictivement, touché au moment de l'acquisition, et, de même que le sieur Dupic, en payant au créancier premier inscrit, se fut valablement acquitté à l'égard des créanciers postérieurs, de même cet acquiescent, en se payant à lui-même, comme créancier légitime, et premier en hypothèque, ce qu'il devait en sa qualité de tiers détenteur, a fait un paiement valable et libératoire.

Qu'importe aux créanciers inscrits en second ordre que l'immeuble ait été acquis par le premier créancier ou par un tiers ; cela ne peut leur nuire ; mais aussi cette circonstance ne doit pas leur profiter, et elle leur profiterait si l'extinction de l'hypothèque par confusion n'avait d'autre objet que de leur assurer un rang plus avantageux ; il est évident qu'ici l'inscription postérieure à la vente devenait superflue et sans objet, que l'hypothèque de Dupic avait produit son effet légal à l'égard du débiteur et des tiers, et qu'étant le premier en hypothèque, il devait à juste titre être payé avant les autres. Ajoutons que les principes les plus élémentaires s'opposaient à ce que Dupic conservât son hypothèque sans inscription ; en effet, l'immeuble n'était-il pas en sa possession, n'en était-il pas propriétaire ? Or ce serait dénaturer

l'inscription hypothécaire que de la prendre sur soi-même.
Nemini res sua pignori esse potest.

Et remarquez bien que, par ce système de défense, on n'enlève rien, on ne veut rien enlever aux créanciers du 1^{er} ordre. Car s'ils s'aperçoivent que l'immeuble n'a pas été vendu à sa juste valeur, ils peuvent surenchérir. C'est un droit qu'on ne leur conteste pas; mais s'ils reculent devant cette faculté, c'est une preuve que, de leur propre aveu, leur hypothèque a été dès le principe un gage stérile, un droit inefficace; donc ils ne peuvent se plaindre qu'elle soit encore aujourd'hui ce qu'elle a été dès l'origine, ni que le créancier qui était le premier en hypothèque soit le premier payé sur le prix de la vente.

Ces principes, au surplus, sont conformes à l'opinion de MM. Grenier et Persil. Ces commentateurs, examinant des questions analogues, établissent très judicieusement une distinction entre des créanciers postérieurs qui auraient pu s'inscrire dans l'ignorance d'une hypothèque alors assoupie, et qui, se réveillant plus tard, quoique n'ayant jamais été inscrite, leur causerait un véritable préjudice, et des créanciers qui, s'étant inscrits pendant l'existence d'une première inscription qui les primait, ont nécessairement connu les limites et les chances de leurs droits. (1)

Il ne faut point d'ailleurs perdre de vue qu'ici la question devait se décider d'après les dispositions de l'édit de 1771, puisque les hypothèques, la vente, le paiement, tout s'était consommé sous l'empire de cette loi. Or le sieur Dupic avait rempli toutes les formalités prescrites par cet édit pour conserver son rang hypothécaire, et les lois postérieures n'ont pu, sans rétroagir, lui imposer des obligations nouvelles sur un sujet d'une hypothèque qui, d'après les anciens principes, avait atteint son effet légal.

Du 5 février 1828, ARRÊT de la section des requêtes, 1^{re} chambre, M. Henrion président, M. Chilhaud de la Rigaudie rapporteur, M. Mandaroux-Vertamy avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebeau, avocat-général, — Vu l'édit de 1771 sur les hypothèques, les lois de mes. an 3 et du 18 brum. an 7, et l'art. 2177 du C. civ.; — Attendu que ces diverses

(1) Voy. M. Grenier, t. 1^{er}, p. 232, et M. Persil, t. 2, p. 87.

ont introduit de nouvelles formalités à remplir pour la conservation de l'effet et du rang que les hypothèques doivent obtenir entre elles; qu'elles sont obligatoires non seulement à l'égard de celles qui seront créées après la promulgation de ces lois, mais encore pour celles qui l'avaient été antérieurement; que cela résulte évidemment des délais qui ont été accordés pour l'inscription des créances antérieures à cette promulgation; — Attendu qu'il est constant, en fait, que Dupic n'a rempli aucune des formalités prescrites par ces lois pour conserver son hypothèque sur les biens de Guillaume Arches; — Qu'au contraire, il est certain que le sieur Fougères, créancier du même débiteur, ou ceux qui le représentent, ont pleinement satisfait au prescrit de ces lois en formant des oppositions sous l'empire de l'édit de 1771, et en prenant des inscriptions sous celui de la loi du 11 brum. an 7 et du C. civ.; — Attendu que Dupic ayant acquis le domaine dudit Arches dont il s'agit, et en ayant compensé le prix avec le montant de sa créance, il s'est opéré une confusion et une compensation qui a éteint la dette, mais que cet acte n'a pu lier que ceux qui l'ont consenti, et ne peut être opposé à des créanciers légitimes et légalement inscrits à l'égard desquels il n'est que *res inter alios acta*;

Attendu que l'art. 2177 du C. civ. est absolument étranger à l'espèce et n'est applicable qu'au tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué qui, ne voulant pas payer un créancier qui le poursuit, se laisse exproprier sur son délaissement; — Attendu que l'arrêt attaqué n'avait à prononcer qu'entre des créanciers qui avaient régulièrement rempli toutes les formalités prescrites, et des créanciers qui les avaient entièrement négligées; qu'ainsi, en maintenant le rang et la préférence que le défendeur éventuel a obtenus, bien loin d'avoir contrevenu ou fausement appliqué les lois invoquées, cet arrêt en fait la plus juste application; — REJETTE. »

B.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'un créancier, premier en hypothèque, se rend acquéreur de l'immeuble affecté à sa créance, et qu'une clause expresse du contrat compense le prix de la vente dont il est débiteur avec la somme dont il est créancier, cet acquéreur, malgré la confusion qui résulte de sa double qualité, doit-il, s'il ne remplit pas les formalités de la purge, renouveler son inscription pour conserver son rang d'hypothèque à l'égard des autres créanciers? (Rés. aff.) C. civ., art. 2154 et 2177. (1).

(1) Voy., dans le même sens, l'arrêt qui précède, et un arrêt de la cour de Caen, du 30 janv. 1826, t. 2 1827, p. 520.

BELLONCLE, C. LAMBERT ET CONSORTS.

Le sieur *Belloncle*, créancier hypothécaire des sieur et dame *Gellée* pour une somme de 40,000 fr., prit inscription sur les biens de ses débiteurs le 1^{er} fév. 1814. En 1823, il acheta aux époux *Gellée*, moyennant 13,000 fr., l'un des immeubles sur lesquelles son hypothèque était inscrite. L'acte porte que cette somme de 13,000 fr. restera en mains du sieur *Belloncle*, acquéreur, pour venir en déduction de ce que lui doivent les vendeurs. Le 6 sept. 1823, le sieur *Belloncle* fit transcrire son contrat, et, le 10 oct. suivant, il se fit délivrer un état des inscriptions, en tête duquel figurait celle qu'il avait prise pour sûreté de sa créance de 40,000 fr.

Le 9 août 1824, le sieur *Lambert*, créancier, dont l'inscription était postérieure à celle du sieur *Belloncle*, lui fit sommation de notifier aux créanciers inscrits son contrat d'acquisition. Le sieur *Belloncle* fit alors cette notification, et le sieur *Lambert*, ainsi que d'autres créanciers, provoquèrent l'ouverture d'un ordre. Quoique inscrits postérieurement au 1^{er} fév. 1814, date de l'inscription du sieur *Belloncle*, ils prétendirent devoir être colloqués avant ce dernier, dont ils soutinrent que l'inscription était périmée, à défaut de renouvellement dans les dix ans.

Le sieur *Belloncle* répondit que sa créance et son hypothèque s'étaient éteintes par le paiement résultant de l'acte de vente de 1823; qu'il n'avait pas dû conserver une inscription qui se trouvait désormais sans objet; que le paiement qui lui avait été fait était valable, puisque lui seul, comme premier en hypothèque, avait droit au prix des immeubles, et que ce paiement n'avait pas pu être révoqué par le défaut de conservation d'une hypothèque qui n'avait plus d'objet ni d'existence.

Les parties ayant été renvoyées à l'audience, le tribunal de Beauvais rendit, le 11 juil. 1826, le jugement suivant : — Attendu que, le 12 juil. 1823, *Gellée* et sa femme ont vendu au sieur *Belloncle* divers immeubles moyennant 13,000 fr.; que ce contrat a été transcrit le 6 sept. 1823; — Attendu que l'inscription du 1^{er} fév. 1814 n'a point été renouvelée dans les dix ans, ainsi que le veut l'art. 2154 du C. civ.; — Attendu que ce n'est pas la transcription du contrat de vente, mais

l'ouverture de l'ordre, ou au moins les notifications aux créanciers qui pourraient faire produire tout son effet à l'inscription du sieur Belloncle; que ce point de jurisprudence est maintenant fixé par une foule d'arrêts; — Attendu que les notifications du contrat de vente n'ont eu lieu que le 9 août 1824; qu'ainsi à cette époque l'inscription du 1^{er} fév. 1814 se trouvait périmée; — Attendu que le sieur Belloncle n'a pu confondre en lui les qualités de créancier et d'acquéreur, puisque, par le contrat, il a été stipulé que son inscription produirait effet jusqu'au rapport des mainlevées des inscriptions; — Le tribunal rejette de l'ordre la créance du sieur Belloncle. » — Appel

Le 28 nov. 1826, arrêt confirmatif de la cour royale d'Amiens, — « Attendu que l'acquéreur d'un immeuble, à quel titre que l'acquisition soit faite, ne peut prétendre plus de droit que son vendeur (2125 du C. civ.); — Que, par l'art. 2166, les créanciers, ayant hypothèque sur un immeuble, le suivent, en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs inscriptions, d'où la nécessité, pour l'acquéreur qui veut purger, de remplir les dispositions prescrites par l'art. 2181, et, pour les créanciers qui veulent faire produire effet à leurs inscriptions, d'en faire régler l'ordre aux termes des art. 775 et 776 du C. de proc.; — Attendu, d'ailleurs, que les parties contractantes ont elles-mêmes reconnu que, pour ramener à effet, à l'égard des autres créanciers inscrits, les stipulations qu'elles avaient faites sur l'emploi du prix des immeubles vendus, le sieur Belloncle demeurerait conservé dans l'effet de son inscription jusqu'au rapport des mainlevées et radiations des autres inscriptions existantes ou qui pourraient survenir, mainlevées et radiations qui n'ont pas encore eu lieu. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Belloncle pour violation des art. 1234, 1238, 1289, 1290, 2177 et 2180 du C. civ., et pour fausse application de l'art. 2154 du même code. Dans son intérêt on disait : Le sieur Belloncle avait sur le sieur Gellée une créance de 40,000 fr. En 1823, le sieur Gellée devint de son côté créancier du sieur Belloncle d'une somme de 13,000 fr., montant du prix de la vente. Il s'opéra à l'instant même, entre les deux dettes, une compensation qui éteignit complètement celle de 13,000 fr. et celle de

40,000 fr. jusqu'à concurrence de la première. (C. civ., art. 1234, 1289 et 1290.) L'hypothèque du sieur Belloncle, qui avait été conservée jusques-là par l'inscription du 1^{er} fév. 1814, s'éteignit dans la même proportion (C. civ., art. 2180). La créance et l'hypothèque étant ainsi éteintes, le sieur Belloncle n'avait nul besoin de renouveler son inscription, qui était désormais sans objet, et qui avait produit tout son effet, puisque le prix des immeubles hypothéqués se trouvait entre ses mains, et lui avait été laissé en paiement. Il est vrai que, pour recevoir valablement une chose en paiement, il faut que celui de qui on la reçoit en soit propriétaire et soit capable de l'aliéner. Mais de ce que les immeubles du sieur Gellée étaient hypothéqués à plusieurs de ses créanciers, il ne suit pas qu'il n'en fut pas propriétaire, et qu'il ne pût pas en aliéner le prix en le donnant en paiement à l'un d'eux. Seulement les créanciers qui, au moment du paiement, auraient eu une hypothèque antérieure à celle du sieur Belloncle, auraient pu contester ce paiement. Mais il est constant qu'au moment de la vente nulle hypothèque ne primait celle du sieur Belloncle. Le paiement a donc été valablement effectué; l'extinction de la créance et de l'hypothèque en ayant été une suite, le renouvellement de l'inscription était inutile.

Lorsque le sieur Belloncle a fait notifier son contrat d'acquisition aux autres créanciers, ceux-ci auraient pu surenchérir et se rendre adjudicataires. Que serait-il arrivé alors? L'hypothèque du sieur Belloncle, dont l'inscription était tombée en péremption depuis qu'il possédait les immeubles hypothéqués, serait redevenue efficace. Son inscription aurait repris naissance; car l'hypothèque est un droit réel (art. 2114); et les droits réels, que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui (art. 2177). Le sieur Belloncle aurait donc été colloqué avant tous les autres créanciers. Pouvait-il avoir moins de droits, parce que personne n'avait surenchéri, parce que la vente dont le prix lui avait été laissé en paiement était restée intacte?

La question s'est présentée plusieurs fois sous le régime des décrets volontaires et sous l'empire de l'édit de 1771, et elle a été constamment décidée dans un sens opposé à la décision

que renferme l'arrêt attaqué. On jugeait que l'acquéreur qui a acheté un immeuble en paiement d'une créance hypothécaire, qu'il avait sur le vendeur, est préféré sur le prix ainsi que sur les surenchères aux créanciers postérieurs en hypothèque, quoique d'ailleurs il n'ait pas formé d'opposition pour la conservation de ses droits. C'est ce qu'atteste l'auteur du Répertoire, v^o *Lettres, de ratification*, où il cite trois arrêts du parlement de Paris, des 22 août 1673, 24 mars 1676 et 20 août 1782.

Le 1^{er} mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Henrion de Pensey premier président, M. Borel de Brétizel rapporteur, M. Nicod avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Brois, avocat-général; — Sur le moyen unique que le demandeur prétend résulter d'une violation des art. 1234, 1238, 1289, 1290, 2177, 2180 du C. civ., et d'une fausse application de l'art. 2154 du même code; — Attendu que l'arrêt attaqué n'a dénié aucun des effets que pouvait opérer entre les vendeurs, les sieur et dame Gellée, et leur acquéreur, le sieur Besson, le contrat passé entre eux, le 12 juil. 1823, savoir l'extinction de la dette desdits vendeurs, en proportion du prix de la vente, et la compensation jusqu'à due concurrence; mais que ces effets personnels aux parties contractantes n'ont pu porter aucune atteinte aux droits des tiers, et particulièrement à ceux des créanciers inscrits sur l'immeuble vendu; que ces droits, aux termes de l'art. 2166 du C. civ., autorisaient les créanciers, ayant privilège ou hypothèque inscrits sur ledit immeuble, à le suivre, en quelque main qu'il passât, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leur créance ou inscription; que l'art. 2177, étranger à l'espèce, et l'art. 2180 relatif au cas d'extinction des privilèges et hypothèques supposent eux-mêmes la conservation des droits des créanciers inscrits, nonobstant toute stipulation des propriétaires débiteurs envers des tiers; et qu'ainsi l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les articles du code rappelés par le demandeur en cassation, en a justement combiné les dispositions avec celles de l'art. 2166 du C. civ.;

Attendu que les créanciers, qui avaient régulièrement observé toutes les formalités prescrites pour la conservation de leurs hypothèques ont droit de préférence sur les créanciers non inscrits, ou dont les inscriptions n'ont point conservé leur effet, faute de renouvellement dans le délai légal, et qu'en faisant à la cause l'application de l'art. 2154 qui l'ordonne ainsi, l'arrêt attaqué n'a pas encouru le reproche de fausse application; — REJETTE. S.

COUR DE CASSATION.

Un garde champêtre peut-il, dans l'intérêt de la vindicte publique, faire citer devant le tribunal de police le prévenu d'une contravention qu'il a constatée lui-même? (Rés. nég.)

Lorsque l'amende est indéterminée, l'affaire doit-elle être renvoyée au tribunal correctionnel, et non devant le tribunal de simple police? (Rés. aff.)

L'individu civilement responsable d'un délit rural peut-il être condamné à l'amende qui, dans ce cas, est une peine? (Rés. nég.)

Un tribunal de répression peut-il statuer sur l'action civile lorsque le prévenu du délit n'est pas en cause? (Rés. nég.)

L'article de la loi pénale appliquée doit-il être transcrit dans le jugement de simple police, à peine de nullité? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 163.

La publicité de l'audience et des débats devant le tribunal de police doit-elle être constatée par le jugement, à peine de nullité? (Rés. aff.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — LOUIS MICHAULT.

M. le procureur-général expose, etc. — Par procès-verbal du 24 fév. 1827, le garde champêtre de la commune de Saint Varent constata que la veille, à 11 heures du matin, il avait trouvé un troupeau de 50 à 60 brebis, appartenant à Louis Michault, et qui était gardé par ses enfants, dans plusieurs vignes et terres ensemencées de glands, qui appartiennent à différents particuliers. — Le 13 mars suivant, Michault fut cité par un huissier, à la requête du garde champêtre, devant le tribunal de simple police, pour s'y entendre condamner, comme civilement responsable des faits de ses enfants aux peines voulues et prononcées par la loi, pour avoir laissé commettre des dégâts sur les propriétés d'autrui par un troupeau de brebis, sauf au ministère public à prendre telles conclusions qu'il aviserait bon être, pour la vindicte publique et le maintien du bon ordre, sous toute réserve de droit.

« Le prévenu, ou plutôt la partie civilement responsable fit l'aveu du fait pour lequel elle était citée. — Le tribunal condamna; sans avoir fait estimer le dommage, à l'amende

de 1 fr. 20 cent., par application de l'art. 24, tit. 2, code rural, du 6 oct. 1791.

« C'est ce jugement que l'exposant est chargé de soumettre à la censure de la cour; il a violé la loi sous plusieurs rapports :

« 1° Il devait annuler la citation donnée à la partie civilement responsable, à la requête du garde champêtre, qui n'avait pas qualité à cet effet; — 2° La quotité de l'amende encourue pour le délit devant être, aux termes de l'article précité du code rural, d'une somme égale à la valeur du dédommagement dû aux propriétaires, et la valeur de ce dédommagement étant inconnue, l'affaire sortait de la compétence du tribunal de simple police; — 3° En admettant que le tribunal eût été compétent, il n'aurait pu condamner à l'amende, qui est une peine, la personne citée devant lui, comme civilement responsable du délit; la responsabilité civile ne s'étend à l'amende que dans certains cas spéciaux définis par la loi, et le code rural ne contient aucune disposition semblable. (Voy. l'art. 7, tit. 2, et les arrêts de la cour, des 14 janv. 1819, p. 9; 8 août 1823, p. 333, et de juil. 1825, p. 305.) — 4° Il n'aurait pu même la condamner, comme civilement responsable, au paiement des réparations civiles, sans que le prévenu fût mis en cause: car un tribunal de répression ne peut statuer sur une action civile qu'accessoirement à l'action publique dont il se trouve en même temps saisi. (Voy. arrêts de la cour, des 16 prair. an 7 et 11 sept. 1818.); — 5° L'article de la loi pénale appliqué n'a pas été transcrit entièrement dans le jugement, et la partie de cet article qui établit la peine est précisément celle qui a été omise; cette omission constitue la violation de l'art. 163 du C. d'inst. crim., dont l'observation est prescrite à peine de nullité. — Enfin la publicité de l'audience et des débats n'a pas été constatée par ce jugement, d'où résulte une violation de l'art. 153 du même code, prescrit également à peine de nullité; — Ce considéré; etc.

Signé MOURRE.

Du 15 déc. 1827, ARRÊT de la section criminelle, M. Portalis président, M. Gary rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Statuant sur le réquisitoire du procureur-général du roi, et adoptant les motifs, — Casse dans l'intérêt de la loi.

COUR DE CASSATION.

Les contraventions aux arrêtés de l'autorité municipale, notamment sur les bans de vendanges, doivent-elles être punies de l'amende prononcée par l'art. 475 du C. pén., sans que les contrevenants puissent se prévaloir d'un usage contraire, quelque ancien qu'il soit, aux règlements destinés à le faire cesser? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. BUISSARD, ANDRU.

Du 3 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Gary rapporteur, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général; — Vu l'art. 475, n° 1, du C. pén. : « Seront punis d'amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement, 1° ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les règlements, » ; — Vu l'art. 65 du même code; — Vu l'art. 161 du C. d'inst. crim.; — Vu l'arrêté du maire du Touvet, du 26 sept. 1827, portant que « la vendange s'ouvrira, pour toute espèce de vignes basses et hautins, le lundi 1^{er} oct. suivant, dans toute la commune du Touvet. » — Attendu qu'il est du devoir des tribunaux de police de réprimer, par l'application des peines légales, les contraventions aux arrêtés pris par le pouvoir municipal dans la sphère de ses attributions; — Attendu, en fait, qu'il était constaté par des procès-verbaux réguliers, qu'il était reconnu par les prévenus et par le jugement attaqué, que des prévenus avaient violé la défense, contenue dans l'arrêté du maire, de vendanger les hautins avant le 1^{er} oct. dernier; que la contravention étant constante, le tribunal de police ne pouvait s'empêcher de la reconnaître, et d'appliquer aux contrevenants la peine portée par l'art. 475, n° 1, du C. pén.; d'où il suit que le tribunal a formellement violé la disposition de cet article; — Attendu que le prétendu usage contraire aux dispositions de l'arrêté de l'autorité locale, sur lequel le tribunal s'est fondé pour s'abstenir de prononcer suivant la loi, n'est point établi en fait; qu'il paraît au contraire démenti par les arrêtés pris d'année en année par le maire du Touvet pour fixer, relativement aux hautins, comme à l'égard des vignes basses, l'époque où la vendange devait en être commencée;

• Attendu, d'ailleurs, qu'un usage, quelque ancien qu'il puisse être, ne peut prévaloir sur l'autorité des règlements de police destinés à le faire cesser ou en prévenir le retour; qu'admettre une pareille doctrine, ce serait anéantir, dans les mains de l'autorité municipale, les pouvoirs,

est elle est investie pour corriger les abus nuisibles à l'intérêt public, et pour prendre les mesures réclamées pour l'intérêt des administrés: l'on il résulte que le tribunal de police a créé et admis une excuse non autorisée par les lois, en quoi il a violé l'art. 65 du C. pén.; — Attendu enfin qu'en modifiant ainsi un règlement de police émané de l'autorité compétente; le tribunal de police a franchi les limites de sa juridiction, et violé les règles qui séparent les attributions du pouvoir judiciaire de celles qui appartiennent au pouvoir municipal: — Par ces motifs, CASSE et ANNULE le jugement du tribunal de police du canton du Touret, du 26 nov. dernier. »

COUR DE CASSATION.

L'incendie d'une meule de paille doit-il être nécessairement assimilé à l'incendie de récoltes, puni de la peine de mort par l'art. 434 du C. pén. ? (Rés. nég.)

S'il résulte des actes de l'instruction que la meule de paille n'a été considérée que comme un tas de matières combustibles, faut-il absoudre l'accusé sur la déclaration du jury « que l'incendie est constant, mais que la meule n'était point placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments voisins ? » (Rés. aff.)

LE MINISTÈRE PUBLIC, C. BLANCHARD.

Le 9 av. 1827, une ordonnance de prise de corps fut délivrée par le tribunal de Cognac contre *Pierre Blanchard*, comme prévenu du crime d'incendie du paillé ou meulé de paille de *Saboureau*. — Le 25 du même mois, réquisitoire au nom de M. le procureur-général de Bordeaux par lequel il est demandé à la chambre des mises en accusation, que le crime soit mieux qualifié; — Attendu que la chambre du conseil du tribunal de Cognac n'a pas, dans son ordonnance de prise de corps, qualifié suffisamment le crime, puisqu'elle n'a pas indiqué que la meule de paille incendiée était placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments du sieur *Saboureau*; que cette circonstance était essentielle en droit pour constituer le crime, et qu'elle était établie en fait. »

Le 28 dudit mois, arrêt de la chambre des mises en accusation qui, faisant droit au réquisitoire, ordonne « que Blanchard sera conduit dans les prisons de la cour d'assises d'Angoulême, comme accusé d'avoir mis volontairement le feu à une meule de paille placée de manière à communiquer le

feu aux bâtimens appartenant au sieur Saboureau, fait déclaré crime par l'art. 434 du C. pén. »

Devant la cour d'assises de la Charente, où fut trad Blanchard en exécution de cet arrêt, la question soumise aux jurés fut identiquement la même que celle indiquée dans l'acte d'accusation. Nous la transcrivons. « Pierre Blanchard est-il coupable d'avoir mis volontairement le feu à une meule de paille placée de manière à communiquer le feu aux bâtimens du sieur Saboureau ? »

Le procureur du roi près la cour d'assises requit la pose d'une question subsidiaire d'incendie volontaire d'une meule de paille *provenant de la récolte de Saboureau*. Ne présentant la question, disait-il, qu'avec la circonstance que le feu ait été mis à la meule de manière à communiquer aux bâtimens de Saboureau, le jury peut être induit à penser que la seconde partie de la question n'est pas prouvée; que, dès lors, il est dans l'obligation de porter une déclaration de non-culpabilité.

La cour d'assises, après délibéré, repousse la demande. Attendu 1° qu'alors même que la meule de paille de Saboureau pourrait être considérée comme récolte en meule, elle n'était point placée, par l'effet d'une confiance nécessaire sous la protection de la foi publique; 2° que le débat n'a apporté aucun changement à la qualification du crime faite par l'accusation. »

C'est dans cet état de chose que le jury répondit en ces termes à la seule question qui lui était soumise: « Oui Blanchard est coupable d'avoir mis volontairement le feu à la meule de paille de Saboureau; mais il n'est pas constant que cette meule fut placée de manière à communiquer le feu aux bâtimens dudit Saboureau. »

Sur cette déclaration, arrêt du 9 août 1827, qui, — Considérant que Blanchard n'est point coupable du crime d'incendie, le renvoie absous, et cependant le condamne à 200 fr. d'amende et aux frais de la procédure, par application de l'art. 458 du C. pén. »

M. le procureur du roi s'étant pourvu en cassation de ce premier arrêt d'absolution, pour violation de l'art. 434, et fausse application de l'art. 458, la cour cassa, par arrêt du 27 déc. dernier, dont voici les motifs :

« Considérant que l'art. 434 du C. pén. punit de mort l'incendie volontaire de toute espèce de récoltes; qu'il n'exige point, pour l'application de cette peine, que les récoltes soient exposées dans les champs à la foi publique, ni qu'elles soient placées de manière à communiquer le feu à d'autres objets dont l'incendie volontaire emporterait, aux termes du même article, peine de mort; que cette dernière circonstance n'est exigée par ledit article qu'à l'égard des matières combustibles qui ne forment pas récoltes; — Considérant que la paille est une production de la terre qui forme récolte; qu'il suffit donc, pour appliquer la peine de mort à celui qui a incendié une meule de paille, qu'il y ait mis volontairement le feu; — Et attendu que Pierre Blanchard a été déclaré coupable par le jury d'avoir mis volontairement le feu à une meule de paille, et qu'ainsi il avait encouru la peine portée par l'art. 434 du C. pén.; — Qu'à la vérité le jury a déclaré en même temps que ladite meule n'était point placée de manière à communiquer le feu à des bâtiments appartenant à autrui; mais que cette circonstance, non plus que celle que la meule n'était point exposée à la foi publique, ne pouvaient changer ni modifier le caractère criminel de l'incendie, ni conséquemment soustraire le coupable à la peine portée par ledit art. 434; — Que c'est néanmoins d'après l'existence de ces circonstances, que la cour d'assises de la Charente a refusé d'appliquer à Pierre Blanchard la peine de mort, et qu'elle s'est bornée à le condamner à l'amende portée par l'art. 458 du C. pén. qui n'est relatif qu'à des incendies causés par négligence ou imprudence; en quoi elle a faussement appliqué cet article et violé l'art. 434 du C. pén.; — Renvoie l'affaire devant la cour d'assises de la Charente-Inférieure, pour y être statué sur l'application de la peine au fait déclaré constant par le jury, dont la réponse est maintenue. »

Le 12 nov. 1827, arrêt de cette cour d'assises prononçant l'absolution de Blanchard; sans même lui appliquer d'amende. Cet arrêt est ainsi motivé : « Considérant que Blanchard a été accusé d'avoir, le 10 juil. 1827, mis volontairement le feu à une meule de paille placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments de Saboureau; — Que la question soumise au jury est conforme au résumé de l'acte d'accusation; qu'il ne résulte pas de la question présentée au jury et de la réponse à cette question que la meule de paille incendiée constituât une récolte ou une partie de récolte, et fut placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments du sieur Saboureau; qu'il n'en résulte pas non plus que la meule de paille fût placée sur la propriété de celui qui l'avait recueillie; — Considérant que, s'il est vrai de dire que la paille est un pro-

duit de la terre, il ne s'ensuit pas qu'elle soit toujours une récolte dans le sens légal; que la cour de cassation elle-même a reconnu ce principe dans son arrêt du 15 sept. 1826 (V. t. 3 1827, p. 330.), en décidant que des fagots qui proviennent de bois, produit de la terre, ne devaient être considérés comme récolte qu'autant qu'il était décidé en fait qu'ils faisaient partie des récoltes; ou étaient placés sur la propriété de celui qui les avait exploités; qu'il suit de ces principes qu'il faut nécessairement, dans l'espèce soumise, ranger la meule de paille dans la classe des matières combustibles, et qu'elles doivent être placées de manière à communiquer le feu à d'autres objets dont l'incendie comporte la peine de mort, en termes de l'art. 434 du C. pén. »

Pourvoi du ministère public contre ce second arrêt, toujours pour violation de l'art. 434. Cette fois, Blanchard est intervenu. Son intervention a été soutenue par M^e Roger, dont voici en substance les moyens :

Le pourvoi tend à établir que, par *meule de paille*, il faut nécessairement entendre une *récolte* dont l'incendie entraîne la peine de mort. En thèse générale, ce système est erroné. Il est insoutenable dans les circonstances particulières de la cause :

Que dit l'art. 434? Que l'incendie des récoltes est puni de mort, alors même que les récoltes seraient en tas ou en *meules*, et cela devait être ainsi. Les récoltes ne changent pas de nature pour être rangées sous des formes différentes. Il fallait prévenir par la crainte de la peine capitale la destruction trop facile d'objets nécessairement confiés à la foi publique, au moment de leur perception. — Mais de ce que les récoltes en tas ou en meules sont toujours des récoltes, faut-il conclure que toute meule ou tas de productions de la terre soient nécessairement des récoltes, dans le sens de la loi? Non : car, s'il en était ainsi, la seconde partie de l'art. 434, qui prévoit le cas d'incendie de matières combustibles, n'aurait aucun sens. — En effet, où trouver des matières combustibles qui ne soient pas des produits de la terre? Si des productions de la terre n'ont d'ailleurs le caractère de récoltes qu'autant qu'elles sont déposées sur le terrain où elles viennent d'être recueillies; si des grains ou autres objets de cette nature,

enés d'ailleurs, étaient entassés en meules, ce seraient des marchandises et non pas des récoltes. (Voir M. Carnot, commentaire du code pénal sur l'art. 434.)

Pour faire une saine application de cet article, il faut donc examiner soigneusement si, dans sa réponse, le jury a considéré les objets incendiés comme récoltes ou comme matières combustibles. Telle est la jurisprudence de la cour de cassation. Ainsi elle a jugé, le 21 déc. 1809, que le chaume en tas n'est pas nécessairement une récolte, si le jury ne l'a déclaré expressément. Le 15 sept. 1826, autre arrêt qui décide que l'incendie de bois en tas ou *en cordes* ne doit être assimilé à l'incendie d'une récolte qu'autant que cela résulte de la déclaration du jury. — Or, dans les circonstances de la cause, cette déclaration ne peut offrir d'ambiguïté. L'acte d'accusation et la question posée après le résumé des débats avaient considéré la meule de paille que comme un amas de matières combustibles, puisque le voisinage des bâtiments Saboureau y était considéré comme élément constitutif de culpabilité. Un arrêt interlocutoire rendu en présence des parties, à l'instant où la question allait leur être remise, en résumant les conclusions du ministère public, avait bien reconnu que la meule n'était pas *récolte*. Dans la réponse du jury, cette expression ne peut avoir d'autre sens que dans la question. En écartant la circonstance que le feu avait pu se communiquer aux bâtiments de Saboureau, Blanchard restait seulement convaincu d'avoir mis volontairement le feu à des matières combustibles. L'art. 434 ne lui était pas applicable, et son absolution devait être prononcée.

Le 8 août 1828, après délibéré en la chambre du conseil, audience solennelle, chambres réunies, M. *Brisson* président, M. *Ollivier* rapporteur, M. *Roger* plaidant, ARRÊT, sur lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Mourre*, procureur-général; — Attendu que, d'après le rapprochement de l'arrêt de la cour de cassation et du résumé de l'acte d'accusation, Blanchard n'a pas été accusé d'incendie de récoltes, mais qu'il a été accusé d'avoir incendié une meule de paille placée de manière à communiquer le feu aux bâtiments du Saboureau; — Qu'il est évident que la paille n'a pas été considérée comme récolte, mais comme matière combustible; que c'est en ce sens que les questions ont été soumises au jury; que le jury ayant dé-

claré que le fait de l'incendie était constant; mais que les matières incendiées n'étaient point placées de manière à communiquer le feu aux bâtiments de Saboureau, il en résulte qu'en prononçant l'absolution de l'accusé, l'arrêt attaqué s'est conformé à la loi; — Attendu d'ailleurs que la procédure est régulière; — REJETTE le pourvoi du ministère public.

R.

COUR DE CASSATION.

Les dispositions de l'art. 921 du C. de proc. civ., qui imposent au juge de paix d'en référer au président du tribunal, s'il s'élève des difficultés, soit AVANT, soit APRÈS LA LEVÉE DES SCELLÉS, s'appliquent-elles au cas où les difficultés surviennent LORS DE LA LEVÉE DES SCELLÉS? (Rés. nég.) C. proc., art. 921 et 928.

De la disposition de l'art. 942 du C. de proc. civ., qui porte que, lors de l'inventaire, un notaire sera commis pour représenter les parties appelées et défaillantes, qu'elles demeureront AU DELÀ DE CINQ MYRIAMÈTRES DE LA DISTANCE, peut-on en induire une cause de nullité dans le cas où le notaire serait commis à l'effet de représenter des intéressés défaillants domiciliés DANS LA DISTANCE DE CINQ MYRIAMÈTRES? (Rés. nég.) C. proc., art. 928, 942.

BECQ, C. BECQ.

En 1823, décès du sieur *Hubert Becq*, laissant un testament olographe par lequel il institue la demoiselle *Eugénie Benoitte Becq*, l'un de ses enfants, sa légataire à titre universel. Les scellés sont immédiatement apposés. — Lors de leur levée, plusieurs difficultés se présentent. *Augustin Becq*, l'un des héritiers, demande qu'avant toute opération de liquidation, une provision soit faite à *Eugénie*, sa sœur, de son legs. — Un jugement de référé et un arrêt confirmatif de la cour de Douai décident qu'attendu que ce n'est pas la légataire elle-même qui forme la demande; qu'*Augustin Becq* n'est pas recevable à la former en son nom, puisqu'il est sans qualité; qu'il y a lieu à rejeter cette demande, et à passer outre à la levée des scellés. Cependant de nouvelles difficultés surviennent à la reprise des opérations, et *Eugénie Becq* se présente une fois en personne pour s'opposer à la levée des scellés, et réclamer ce qu'on lui ait délivré son legs. Le juge de paix sus-

et la levée, et fixe un délai pendant lequel on videra l'opposition. Ce délai expiré, les opérations sont encore reprises, en présence d'un notaire commis par le président du tribunal pour représenter les absents et malgré les protestations répétées de la demoiselle Becq.

Celle-ci assigne aussitôt Augustin Becq, son frère, devant le tribunal civil de Douai, 1^o pour voir prononcer la nullité de la levée des scellés; 2^o pour voir ordonner qu'il lui sera fait délivrance de son legs. — Elle se fonde sur deux circonstances graves pour établir son premier chef de conclusions. Le juge de paix a pris sur lui de passer outre à la reprise de la levée des scellés, malgré l'opposition de la demanderesse, et au mépris de la disposition précise de l'art. 921 du C. de proc., qui lui faisait un devoir d'en référer immédiatement au président du tribunal. — D'un autre côté, toutes les parties intéressées étaient présentes aux opérations de levée des scellés, par elles-mêmes ou par leurs fondés de pouvoir; la nomination d'un notaire pour les représenter ou même représenter quelques-unes d'entre elles, était donc sans objet. — Le 19 mai 1825, jugement qui rejette ces prétentions. — « Attendu qu'aux termes de l'art. 942 du C. de proc. civ., un notaire doit être nommé pour représenter les parties appelées et défaillantes, ce qui s'entend des héritiers demeurant dans le rayon de cinq myriamètres du lieu où se fait la levée des scellés, ainsi que l'enseignent Lepage, Berriat-Saint-Prix, et Carre; — Considérant que la demande en délivrance du legs dont se présente la demoiselle Becq n'a rien d'urgent; qu'ainsi elle doit être intentée par les moyens et subir les délais ordinaires. »

Appel; et, le 29 av. 1826, arrêt confirmatif de la cour royale de Douai, ainsi conçu; « Considérant, sur la demande en délivrance de legs formée par la demoiselle Becq, que le tribunal ne pouvait prononcer sans que les autres parties fussent à portée d'apprécier les forces de la succession, et d'examiner si le testament produit n'était pas annulé ou modifié par un testament postérieur; que, par conséquent, cette demande était soumise au préliminaire de conciliation; adoptant au surplus les motifs des premiers juges, etc. »

Pourvoi de la demoiselle Becq. — Elle présente deux principaux moyens.

1^o Violation de l'art. 921 du C. de proc. civ. — Cet article

dispose qu'en cas de difficulté il sera sursis par le juge de paix qui en référera sur le champ au président du tribunal, dans le cas d'urgence. Or, dans l'espèce, il n'y avait aucune urgence; le juge de paix ne pouvait donc, au mépris de la disposition de la demoiselle Becq, passer outre à la levée des scellés; il devait en référer immédiatement au président du tribunal.

2° Fausse application des art. 928, 931 et 942 du C. de proc. civ. — Il résulte des deux premiers articles qu'il y a lieu à nommer un notaire pour représenter les intéressés non présents à la levée des scellés, dans deux cas: lorsqu'il y a urgence; lorsque les intéressés demeurent hors de la distance de cinq myriamètres. L'art. 952 dispose pareillement qu'à l'ouverture de l'inventaire, un notaire sera nommé par le président du tribunal pour représenter les parties appelées et défaillantes, *si elles demeurent au delà de cinq myriamètres de distance*. — Quelle est la conséquence de ces dispositions? C'est que, dans tous les cas autres que ceux qu'elles ont prévus, par exemple, dans celui où les intéressés absents demeurent dans la distance de cinq myriamètres, il n'y a pas lieu à les faire représenter par un notaire, à moins qu'il n'y ait urgence. — La loi suppose évidemment qu'à une aussi faible distance les intéressés auront toujours la faculté, ou de se présenter en personne, ou de se faire représenter par mandataires de leur choix. Or, dans l'espèce, il n'y avait aucune urgence. La preuve en résulte du seul fait que le juge de paix avait suspendu lui-même les opérations, sur l'opposition de la demoiselle Becq. Quant au domicile des parties intéressées, il n'était pas contesté qu'elles demeuraient toutes dans un rayon moindre de cinq myriamètres. Comment donc concevoir qu'un notaire eut été commis hors des termes tracés d'une manière aussi précise par la loi? L'arrêt avait donc encore encouru la cassation de ce chef.

Du 17 avril 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes. Borel de Brétizel rapporteur, M. Isambert avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebeau, avocat-général — Sur le moyen tiré de la violation de l'art. 921 du C. de proc. civil, auquel un second mémoire a ajouté le reproche de contravention à l'autorité de la chose jugée, par un arrêt de la cour royale de Douai :

du 23 mars 1825: — Attendu, en droit, que le C. de proc. civ. a statué par des titres différents (1 et 3, 2^e liv.) sur les opérations d'apposition de scellés et sur celles de la levée des scellés, opérations en effet très différentes par leur objet, et par les circonstances qui les environnent; que l'art. 921 est exclusivement relatif à la première de ces opérations; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a eu à statuer sur la régularité d'une opération de levée de scellés, et qu'ainsi l'art. 921 du C. de proc. civ. ne pouvait être la règle de sa décision; qu'ainsi la violation de cet article, s'il était en opposition avec l'arrêt attaqué, ce qui n'est pas même justifié, ne pourrait constituer une ouverture de cassation; — Attendu, à l'égard de la violation de l'autorité de la chose irrévocablement jugée par l'arrêt de la cour royale de Douai, du 23 mars 1825. que cette autorité ne pouvait recevoir d'application à la règle, parce qu'elle manquait de l'une des bases exigées par l'art. 1351 du C. civ., l'arrêt du 23 mars 1825 n'ayant pas statué entre les mêmes parties qui étaient en cause lors de l'arrêt attaqué, et ayant d'ailleurs, comme le second, ordonné le passé outre aux opérations de levée de scellés;

Sur le moyen tiré de la violation des art. 928 et 931 du C. de proc. civ., et de la fausse application de l'art. 942 du même code; — Attendu, en droit, que les cas où il y a lieu de commettre des notaires pour concourir à l'opération de la levée des scellés sont bien déterminés par le code de proc. civ.; que cette nomination doit avoir lieu nécessairement (indépendamment de l'art. 113 du C. civ. relatif aux présumés absents) dans les cas suivants : 1^o lorsque, pour des causes urgentes, il y a lieu d'abréger les intervalles fixés par la loi, pour l'apposition et la levée des scellés, et que, dans ce cas, les parties qui ont droit d'assister à la levée ne sont pas présentes (art. 928), 2^o lorsque ceux des intéressés qui demeurent hors la distance de cinq myriamètres ne comparaissent pas (art. 931); que l'art. 942 s'occupant des formes de l'inventaire qui se tient à la levée des scellés (art. 937), lorsqu'ils ont été apposés, dispose que cet inventaire doit être fait en présence des parties indiquées aux paragraphes de cet article, ou elles dûment appelées, si elles demeurent dans la distance de cinq myriamètres; que ce dernier article ajoute que, si elles demeurent au delà, il sera appelé pour tous les absents un seul notaire pour représenter les parties appelées et défaillantes; que, de cet ensemble de la législation, il ne résulte pas qu'il y ait nécessité de commettre un notaire pour représenter les intéressés qui demeurent dans la distance de cinq myriamètres; que, dans l'intérêt de ces derniers, la loi paraît s'être reposée sur la présence et la foi du notaire rédacteur de l'inventaire; mais que, par cela même que le vœu exprimé par la loi est que les parties appelées et défaillantes soient représentées par le notaire commis, lorsqu'il s'en trouve un présent, ou ne peut déduire une cause de nullité de la présence d'un notaire commis pour

représenter les parties appelées et défaillantes, lorsque le domicile de tous les intéressés est dans la distance de cinq myriamètres; que cette mesure de nomination et de présence d'un notaire, dans le cas où l'une et l'autre n'étaient pas impérativement commandées par la loi, peut bien être considérée comme une précaution surabondante dans l'intérêt des parties appelées et défaillantes, qu'elle peut donner lieu au reproche de frais frustratoires, mais non servir de base à une cause de nullité que la loi non seulement n'a pas prononcée, mais qu'elle repousse par les derniers termes de l'art. 942 du C. de proc. civ.; — Attendu, dans l'espèce, qu'il n'a pas été contesté que tous les intéressés étaient domiciliés dans la distance de cinq myriamètres; qu'il a, d'autre part, été constaté que plusieurs des intéressés appelés avaient fait défaut, et même annoncé à la séance du 13 mars 1825 la volonté de ne pas comparaître ultérieurement; — Qu'en cet état, la nomination et la présence d'un notaire pour représenter les parties appelées et défaillantes, encore qu'elle ne fût pas exigée par la loi, n'a pu constituer une nullité des opérations de levée de scellés et d'inventaire, d'où résulte que les reproches de violation des art. 928 et 931 du C. de proc. civ., et de fausse application de l'art. 942 du même code, ne sont pas fondés; — **REJETTE, etc.**

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Le droit appartenant à l'administration de déclarer si un chemin est PUBLIC fait-il obstacle à ce que les tribunaux repressifs déclarent si le chemin sur lequel une entreprise a été commise par un particulier était ou non public, lorsque la publicité forme l'une des circonstances caractéristiques ou aggravantes du crime ou délit résultant de cette entreprise? (Rés. nég.)

Dans ce cas, les tribunaux doivent-ils, à défaut de déclaration de l'administration sur la publicité du chemin, apprécier cette publicité par des titres, cadastres, rapports d'experts, et tous autres éléments de preuve? (Rés. aff.)

S'il n'appartient qu'aux préfets de déclarer la vicinalité d'un chemin, en est-il de même du fait de sa publicité, qui peut être prouvée par enquête, titre, possession et autres moyens? (Rés. nég.)

Lorsque le tribunal surseoit à statuer sur une question PRÉJUDICIELLE, doit-il désigner celle des parties qui sera tenue de provoquer la décision de cette question? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. RÉMOND.

Du 4 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Portalis président, M. Gary rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Vu l'art. 40, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791 : « Les cultivateurs ou tous autres qui auront dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, des chemins publics, ou usurpé sur leur largeur, seront condamnés à la réparation ou à la restitution et à une amende qui ne pourra être moindre de 3 liv. ni excéder 24 liv. » ; — Vu l'art. 6 de la loi du 9 vent. an 13 : « L'administration publique fera rechercher et reconnaître les anciennes limites des chemins vicinaux, et fixera, d'après cette reconnaissance, leur largeur, suivant les localités.... » ;

« Attendu que, si, aux termes de l'article précité de la loi du 9 vent. an 13, et des lois précédemment portées en cette matière, il appartient à l'administration publique de rechercher et reconnaître l'existence et les anciennes limites des chemins vicinaux, cette attribution est une conséquence nécessaire du pouvoir et de la surveillance confiés exclusivement à l'administration, en tout ce qui intéresse l'existence, l'ouverture, la sûreté et la viabilité des chemins publics destinés à faciliter les communications et les débouchés qui donnent la vie à l'agriculture et au commerce;

« Attendu que cette attribution, qui a pour unique objet l'intérêt public et général, ne fait nul obstacle, alors surtout que l'administration n'en réclame pas l'exercice, à ce que les tribunaux répressifs, dans le cas où la publicité d'un chemin sur lequel un crime ou un délit a été commis forme l'une des circonstances caractéristiques ou aggravantes de l'infraction, prononcent eux-mêmes sur l'existence et la réalité de cette circonstance; que, dans ce cas, les magistrats appelés à juger le mérite de l'action publique sont juges naturels et compétents de l'exception tendante à faire disparaître l'infraction ou à en écarter la circonstance aggravante de la publicité du lieu; qu'ainsi qu'au grand criminel, dans le cas prévu par l'art. 583 du C. pén., lorsqu'il s'agit d'une accusation de vol commis sur un chemin public, l'appréciation de la circonstance aggravante de la publicité du chemin qui a été le théâtre du vol appartient exclusivement aux jurés et à la cour d'assises, de même en matière correctionnelle, l'examen du fait allégué par le prévenu de la non-publicité du chemin sur lequel le délit a eu lieu est uniquement dévolu aux magistrats chargés de prononcer sur l'action et sur l'exception qui lui est opposée, sans que, dans l'un ou l'autre cas, l'administration publique doive être consultée sur une question purement judiciaire, dont le résultat ne peut être qu'une condamnation ou une absolution que les tribunaux seuls peuvent prononcer; qu'au surplus les tribunaux en

pareille circonstance, peuvent et doivent user de tous les modes d'instruction qui sont à leur disposition pour parvenir à la connaissance de la vérité: que la publicité d'un chemin, en cas d'absence d'une déclaration de l'administration à cet égard, peut être appréciée par des titres, cadastres, rapports d'experts et tous autres éléments de preuve que les tribunaux croient devoir admettre;

« Attendu, dans l'espèce, que l'exception proposée par Rémond de la non publicité du chemin sur lequel il reconnaît lui-même l'anticipation ou usurpation, qui est l'objet de la prévention, devait, comme l'action elle-même intentée par le ministère public sur la demande et réquisition de l'adjoint au maire de la commune de Cry, être soumise exclusivement à l'investigation et à l'examen du tribunal d'Auxerre; que d'ailleurs la *vicinalité* du chemin n'était pas même alléguée, et que, s'il appartient aux préfets seuls de déclarer l'existence de cette vicinalité, parce quelle est le résultat d'une opération administrative à laquelle concourent les conseils municipaux par leurs délibérations, et qu'elle repose sur l'appréciation d'actes administratifs, il n'en est pas de même du fait de la publicité, qui peut être prouvé par enquête, par titre, par possession, et autres moyens du droit commun;

« Attendu que ce tribunal devait d'autant moins renvoyer cet examen à l'administration qu'il s'y mêlait des questions de propriété, puisque la provocation de la vindicte publique, par l'adjoint au maire, avait pour fondement la plainte des propriétaires lésés par l'entreprise du prévenu dans l'intérêt et l'exploitation de leurs propriétés;

« Attendu, enfin, que le jugement attaqué pourrait avoir pour résultat de laisser sans solution la question qu'il a renvoyée à la décision de l'administration, puisqu'il ne s'explique pas sur celle des parties qui aurait le droit, l'obligation ou la faculté, de provoquer et obtenir cette décision dont le retard ou l'absence éterniserait la contestation et arrêterait le cours de la justice saisie par l'action du ministère public; d'où il suit que le tribunal d'Auxerre, par le sursis qu'il a prononcé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'administration sur la publicité ou non publicité du chemin dont il s'agit, a violé les règles de sa juridiction:—

CASSE. »

COUR DE CASSATION.

Le fait de construire un édifice à une hauteur supérieure à celle fixée par les règlements locaux, et d'avoir bâti sans autorisation, est-il une contravention de la compétence du tribunal de simple police ? (Rés. aff.)

Ainsi jugé dans l'affaire des sieurs Payen et Jacquemot,

par ARRÊT du 7 décembre 1827, section criminelle, M. Portalis président, M. Gary rapporteur, M. Laplagne-Barris avocat-général.

COUR DE CASSATION.

L'arrêt qui ordonne le rapport d'un immeuble à une succession a-t-il l'autorité de la chose jugée contre un tiers qui s'est rendu acquéreur de cet immeuble, durant l'instance d'appel, et qui n'a pas été mis en cause ? (Rés. nég.) C. civ., art. 1351.

DESPUJOS, C. PETIT-JANON.

En 1812, un jugement avait ordonné que, dans le partage des biens du sieur Despujos père, seraient compris des immeubles qu'il avait vendus, de son vivant, à deux de ses enfants, les sieurs Jean et Jean-Baptiste Despujos. Ceux-ci appelèrent de ce jugement; et, bientôt après, Jean vendit les immeubles en question au sieur Petit-Janon. Plus tard, un arrêt de la cour royale de Pau, du 28 mars 1818, confirma le jugement de première instance. Les autres enfants Despujos ont alors actionné le sieur Petit-Janon en délaissement des biens qu'il avait acquis de Jean Despujos.

Le 28 juillet 1823, jugement du tribunal de Saint-Severs qui ordonne le délaissement en se fondant sur la chose jugée par l'arrêt du 28 mars 1818. — Le sieur Petit-Janon a interjeté appel de ce jugement; il a soutenu que l'arrêt du 28 mars 1818, qui avait ordonné le rapport à la succession des biens par lui acquis, ne pouvait lui être opposé, parce qu'il avait été rendu en son absence, et seulement avec le sieur Jean Despujos, vendeur. — Les enfants Despujos répondaient que la vente des immeubles n'ayant été faite à Petit-Janon que postérieurement au jugement de 1812, et l'acte de vente n'ayant pas été signifié, l'instance avait été valablement poursuivie contre Jean Despujos; que Petit-Janon avait été représenté dans cette instance par son vendeur; qu'ainsi l'arrêt du 28 mars 1818 avait contre lui l'autorité de la chose jugée.

Le 24 déc. 1824, arrêt qui rejette ce système, et déboute les enfants Despujos de leur action en délaissement, — « Attendu qu'il résulte de l'acte de vente du 3 août 1807, que les

immeubles dont il s'agit furent acquis et payés par Jean et Jean-Baptiste Despujos frères ; qu'à la vérité ce fut du vivant de leur père et pendant qu'ils vivaient en commun qu'ils firent cette acquisition ; mais qu'il a été également soutenu, sans contradiction , qu'au moment de la vente les frères Despujos étaient majeurs et maîtres de leurs droits ; que , d'ailleurs , à l'époque où fut faite l'acquisition , ce n'était plus sous l'empire des lois d'après lesquelles tout ce que le fils acquérait en la compagnie de son père appartenait à ce dernier , par le seul effet de la puissance paternelle , si le fils ne prouvait pas qu'il avait eu des ressources personnelles pour faire ces acquisitions , et qu'en supposant que Despujos eût fourni à ses enfants l'argent qui servit à payer le prix des immeubles par eux achetés de *Gegun* , il en résulterait tout au plus une créance en faveur de la succession de Despujos père sur Jean et Jean-Baptiste Despujos ses enfants ; mais que ceux-ci ne cesseraient pas d'être propriétaires desdits immeubles.

Recours en cassation pour violation des art. 1350 et 1351 du C. civ. , relatifs à l'autorité de la chose jugée.

Le 25 mars 1828, ARRÊT de la section civile , M. *Brisson* président, M. *Quéquet* rapporteur, MM. *Nicod* et *Guillemin* avocats, par lequel :

LA COUR , — Sur les conclusions conformes de M. *Joubert*, premier avocat-général : — Considérant (sans qu'il soit besoin d'examiner si l'arrêt attaqué est contrevenu à l'art. 182 du C. de proc.) que la question du procès n'était, devant la cour royale de Pau, et n'est encore, devant la cour, que celle de savoir si l'exception de la chose jugée a pu légalement être opposée à Petit-Janon ; — Et attendu qu'au moment où il est devenu acquéreur des biens qui font la matière du procès, le rapport de ces biens au partage à faire des successions des père et mère Despujos n'était ordonné que par un jugement de première instance, frappé d'appel, et que l'arrêt qui, depuis cette vente, a confirmé, en l'absence de Petit-Janon, ce jugement de première instance, n'étant pas rendu avec lui, mais seulement avec son vendeur Jean, déjà dessaisi par la vente qu'il avait faite à Petit-Janon, ne saurait avoir, contre celui-ci, l'autorité de la chose jugée ; — D'où il suit qu'en écartant l'exception tirée de la chose jugée, l'arrêt attaqué ne peut pas avoir violé les art. 1350 et 1351 du C. civ. ; — REJETTE. etc. »

S.

COUR D'APPEL DE PARIS.

Le débit d'ouvrages contrefaits cesse-t-il d'être un délit quand la contrefaçon n'est plus un fait punissable ? (Rés. nég.)

SPÉCIALEMENT, lorsque le délit de contrefaçon est couvert par la prescription, le contrefacteur peut-il encore être poursuivi et condamné à des réparations civiles, comme débitant de l'édition contrefaite ? (Rés. aff.) Loi 19 juil. 1793, art. 4 et 5.

DEMOISELLE BROSSARD, C. BOY-SAINT-HILAIRE.

Pour bien saisir le point de difficulté, il est nécessaire de rapprocher les art. 4 et 5 de la loi du 19 juil. 1793. L'art. 4 est ainsi conçu : « Tout contrefacteur sera tenu de payer, au véritable propriétaire, une somme équivalente au prix de 3,000 exemplaires de l'édition originale. »

L'art. 5 porte : « Tout débitant d'édition contrefaite, s'il n'est pas reconnu contrefacteur, sera tenu de payer, au véritable propriétaire, une somme équivalente au prix de 500 exemplaires de l'édition originale. »

Ainsi la loi précise deux délits d'une nature différente. Le délit de contrefaçon, qui, à raison de sa gravité, est passible d'une plus forte réparation, et le délit de débit, qui, quand il n'est pas joint au premier, mérite plus d'indulgence, et n'est soumis qu'au quart de la peine prononcée contre l'autre.

Mais si les délits de contrefaçon et de débit viennent se réunir sur le même individu, et qu'il ne puisse plus être poursuivi comme contrefacteur, à cause de la prescription, suivra-t-il de là qu'il doive être affranchi des réparations infligées au débitant ? Il semble que non. Ce serait placer le contrefacteur, en même temps débitant, dans une catégorie plus favorable que le simple débitant de l'édition contrefaite. D'ailleurs il s'agit, dans ce cas, de deux délits tout à fait distincts, et il est évident que la prescription de l'un ne doit pas profiter à l'autre. C'est ce que la cour a jugé dans l'espèce que voici :

La demoiselle *Brossard de Beaulieu*, artiste distinguée, imagina de reproduire dans une gravure fidèle les traits de

M. Lamoignon de Malesherbes, l'une des plus illustres victimes de la révolution. Elle fit part de son projet à la famille de ce vertueux magistrat, qui l'accueillit avec empressement, et lui fournit tous les éléments nécessaires à l'exécution. Le portrait fut donc achevé et livré au commerce en 1806. L'ouvrage eut un grand succès et un débit considérable. C'en fut assez pour que l'artiste eut des imitateurs. En effet, le sieur *Box-Saint-Hilaire* fit paraître, en 1820, une estampe d'une assez grande dimension, présentant le portrait de M. de Malesherbes. Ce n'est que plus de trois ans après le dépôt que la demoiselle Brossard eut connaissance de cette production; elle la considéra comme une contrefaçon de sa gravure, et poursuivit en conséquence le sieur Box-Saint-Hilaire devant le tribunal de police correctionnelle de la Seine.

Celui-ci opposa la prescription, en ce qu'il s'était écoulé plus de trois ans entre le dépôt de l'ouvrage et l'assignation de son adversaire.—Le 21 août 1817, jugement qui accueille cette exception, et renvoie Box-Saint-Hilaire de la plainte en tant que contrefacteur, mais le condamne, pour le fait du débit, à une amende de 30 fr. et en 1,000 fr. de dommages et intérêts envers la demoiselle Brossard, somme équivalente au prix de 500 exemplaires de l'édition originale, conformément à l'art. 5 de la loi du 19 juil. 1793, attendu qu'il résulte des faits de la cause et de l'aveu du défendeur qu'il a débité l'estampe contrefaite.

Les deux parties ont respectivement appelé de ce jugement.

La demoiselle Brossard a soutenu que ce n'était point l'art. 5, mais l'art. 4 de la loi du 19 juil. qu'il fallait consulter pour déterminer l'importance des réparations civiles auxquelles elle avait droit, parce qu'en effet Box-Saint-Hilaire n'était pas seulement débitant, mais contrefacteur, et que, dès lors, il devait, d'après les combinaisons de la loi, être passible de dommages et intérêts plus considérables que le simple débitant; que c'était donc à une somme équivalente au prix de 3,000 exemplaires de l'édition originale qu'il aurait dû être condamné.

La demoiselle Brossard ajoutait que, dans l'hypothèse même où la cour partagerait l'opinion des premiers juges sur l'application de l'art. 5, le jugement ne devrait pas moins

être réformé, en ce qu'il réduisait à 2 fr. la valeur de chaque exemplaire ; qu'en effet cette appréciation était évidemment insuffisante et nullement en rapport avec la valeur vénale de l'objet.

De son côté, le sieur Box-Saint-Hilaire, pour justifier son appel, s'est d'abord attaché à prouver que la prescription était acquise, puis il en conclut que la prescription, effaçant le délit, il ne peut pas y avoir d'édition contrefaite, quand il n'y a point de contrefacteur. Ainsi, disait-il, le jugement attaqué implique contradiction, il déclare que l'art. 4 de la loi du 19 juil. 1793 n'est point applicable, parce qu'il y a prescription, et, par suite, il renvoie de la plainte le contrefacteur, puis il applique l'art. 5, et au même fait, et au même individu, à cause du débit de l'édition prétendue contrefaite. Mais il est évident que la prescription s'étend aux deux cas, c'est-à-dire au débit comme à la contrefaçon. Il est impossible de prononcer l'acquiescement du contrefacteur, c'est-à-dire de l'auteur principal du délit, et de condamner le débitant dont la culpabilité est nécessairement subordonnée à celle du contrefacteur ; en un mot, quand la prescription est acquise au contrefacteur, il n'y a pas contrefaçon ; et s'il n'y a pas contrefaçon, le débitant ne peut pas être condamné.

Du 26 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, M. Baron président, MM. Couture et Guichard avocats, par lequel :

« LA COUR, — En ce qui touche l'appel de Geneviève Brossard de Beaulieu; — Considérant que les premiers juges, en décidant que la gravure, dessinée par Truby et gravée par les soins de Box Saint-Hilaire, et ensuite mise en vente par lui, était, nonobstant une légère nuance faite à dessin dans les accessoires, une contrefaçon du portrait de feu Lamoignon de Malesherbes, et en déclarant que ladite contrefaçon était prescrite, n'en ont pas moins eu le droit et la faculté de condamner Box Saint-Hilaire en des dommages et intérêts, pour avoir, depuis la plainte de Geneviève Brossard de Beaulieu, vendu et fait vendre, en 1826 et 1827, plusieurs exemplaires de la gravure contrefaite, ce qui constituait de sa part le délit de débit, distinct de celui de contrefaçon ; — Mais, considérant qu'en prononçant cette condamnation, ils n'ont pas apprécié à sa juste valeur le dommage causé à l'appelante ;

« Considérant, d'ailleurs, que, lors des débats devant la cour, Box Saint-Hilaire est convenu avoir continué à débiter, depuis le jugement,

les exemplaires contrefaits; — Par ces motifs, **CONDAMNE** par corps **Be** Saint-Hilaire à 1,500 fr. de dommages et intérêts; ordonne, quant à autres dispositions, que le jugement du 21 août dernier sortira plein et entier effet (1);

• En ce qui touche l'appel de **Box** Saint-Hilaire, — Attendu que, la disposition qui précède, ce jugement est confirmé, sauf quant à dommages et intérêts, met, à cet égard et sur les autres demandes, fi et conclusions, les parties hors de cause. •

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

L'expéditeur qui charge un voiturier d'objets prohibés et soumis à des droits sans l'en prévenir, est-il tenu de l'indemniser des condamnations corporelles et pécuniaires qu'il a encourues par suite de cette fraude? (Rés. aff.) Dans ce cas, le tribunal de commerce est-il compétent pour connaître de la demande en dommages et intérêts formée par le voiturier contre l'expéditeur? (Rés. aff.)

PRATZ, C. GUILAIN.

Au mois d'av. 1827, le sieur *Pratz*, entrepreneur de transports militaires à Perpignan, charge le voiturier *Guilain* de conduire à Barcelonne divers ballots contenant des effets d'équipement destinés à l'armée française.

Guilain, muni de la lettre de voiture, se met en route et arrive aux frontières d'Espagne. Il y est arrêté par les douaniers espagnols, qui soumettent son chargement à une visite rigoureuse. On trouve dans un ballot différentes pièces de soierie et autres étoffes prohibées, qui avaient été cachées dans des capotes de soldats. La marchandise est aussitôt confisquée, et Guilain, traduit devant les tribunaux du pays, est condamné, pour contrebande, à l'amende et à six mois d'emprisonnement.

Guilain, après avoir subi sa peine, revient en France et assigne le sieur *Pratz*, son expéditeur, devant le tribunal de commerce de Perpignan, pour se voir condamner à lui payer 2,000 fr. de dommages et intérêts, pour le préjudice qu'il lui a causé, par sa faute ou son imprudence, en lui dissimu-

(1) Ainsi l'arrêt maintient l'application de l'art. 5, seulement il porte à 3 fr. au lieu de 2 fr. chaque exemplaire de l'édition contrefaite.

et qu'il existait des marchandises de contrebande dans les ballots dont le transport lui était confié.

Le sieur Pratz décline la juridiction du tribunal de commerce. Il soutient que, s'agissant d'une action fondée uniquement sur les dispositions des art. 1382 et 1383 du C. civ., les tribunaux ordinaires sont seuls compétents.

Jugement qui rejette le déclinatoire et ordonne aux parties de plaider au fond, — « Attendu que l'art. 632 du C. de com. classe au nombre des actes de commerce *toute entreprise de transport par terre et par eau*, sans aucune exception ; que, dans ce cas, l'entrepreneur et le voiturier qui traitent d'un transport à effectuer pour compte de l'entreprise, font un acte de commerce, et contractent ensemble des obligations réciproques, dont l'inexécution les rend respectivement justiciables des tribunaux de commerce ; — Attendu qu'une des conditions les plus essentielles d'un pareil traité est l'assurance expresse ou tacite que donne l'entrepreneur au voiturier que les objets qu'il doit transporter, et qui, le plus souvent, ne peuvent être reconnus ou vérifiés, ne contiennent rien de prohibé ou assujéti à des droits ; que c'est la bonne foi qui, dans ce cas, doit présider à de pareilles opérations ; que de là résulte une obligation de la part de l'entrepreneur de garantir le voiturier des événements dont il pourrait être la victime, si toute fois celui-ci ignorait la fraude commise ; — Que l'action que dirige Guilain contre Pratz est basée sur les dispositions des art. 1382 et 1383 du C. civ., qui disposent que tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à les réparer ; — Attendu que c'est une erreur de prétendre que c'est aux tribunaux civils seulement qu'il appartient de connaître d'une demande en paiement de dommages et intérêts, puisque de pareilles demandes sont compétentes aussi aux tribunaux de commerce, lorsqu'elles dérivent d'un acte commercial de sa nature ; — Attendu enfin que celle qu'a formé Guilain contre Pratz est de cette dernière nature, puisqu'elle dérive d'un traité commercial fait entre lui et le sieur Pratz, et que, dès lors, le tribunal est compétent pour en connaître. »

Appel par le sieur Pratz. — Il peut se faire, a-t-il dit, que la lettre de voiture ait formé un contrat commercial entre moi et le voiturier ; mais ce n'est point dans cet engagement

que prend sa source l'action intentée contre moi. Elle dérive uniquement du quasi-délit qu'on m'impute, et qui aurait son fondement dans les art. 1382 et 1383 du C. civ., suivant lesquels chacun est responsable du dommage qu'il a causé à autrui, non seulement par son fait, mais encore par son imprudence. Or une action de cette nature, qui a son principe et sa cause dans un fait totalement étranger au contrat primitif, ne saurait constituer la compétence des tribunaux de commerce; elle échappe nécessairement à leur appréciation pour rentrer dans le domaine des tribunaux civils.

Le 12 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Montpellier. M. président, MM. *Parès* et *Grenier* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que la lettre de voiture entre les parties dont l'une était négociant et l'autre voiturier, a formé, aux termes des art. 101 et 632 du C. de com., un contrat commercial; — Que, suivant l'art. 631 du même code, les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur toutes contestations relatives aux engagements entre négociants et aux actes de commerce;

« Attendu que la demande en dommages et intérêts est formée par l'une des parties au contrat contre l'autre, et pour des faits qui se produisent dans le cercle des obligations que le contrat leur imposait respectivement, soit quant au pacte en lui-même, soit quant au mode d'exécution pour laquelle chacun des contractants est passible des fautes qu'il commises; — Par ces motifs, Dit qu'il a été bien jugé, etc. »

B.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 2277 du C. civ. s'applique-t-elle aux intérêts du prix d'une vente d'immeubles? (Rés. aff.) (1).

HOULÈS, C. LES MARIÉS CORBIÈRE.

En 1792, le sieur *Hugonin-Descambon* vend un domaine au sieur *Houlès* moyennant 15,000 fr., dont 2,000 fr. payables comptant, et le surplus dans cinq ans. L'acheteur n'avait encore payé que 2,000 fr., lorsque le vendeur a demandé

(1) Cette question a été résolue diversement par un grand nombre d'arrêts. Toutefois, l'opinion consacrée par l'arrêt que nous recueillons a réuni le plus de suffrages. Voy. t. 3 1827, p. 174; t. 2 1828, p. 148 et les arrêts qui y sont indiqués; voy. aussi le t. 1^{er} 1828, p. 345.

rescision de la vente pour cause de lésion. L'instance engagée à ce sujet a été terminée par arrêt du 22 av. 1817, qui a déclaré périmée. Le sieur Descambon ou son héritière, dame Corbière, a cité alors les enfants Houllès en paiement de la somme de 13,000 fr. qui restait due sur le prix de la vente, avec les intérêts depuis 1797, époque à laquelle cette somme devait être entièrement acquittée. — Les enfants Houllès ont offert de payer, indépendamment du capital, tous les intérêts courus depuis 1797 jusqu'à la publication du code civil et cinq années seulement courues depuis cette publication, à cause de la prescription introduite par l'art. 2277.

Le 6 fév. 1827, jugement du tribunal civil de Castres qui rejette ces offres suffisantes par les motifs suivants : « Considérant qu'il ne s'est élevé aucune contestation sur les intérêts échus antérieurement au code civil; que, quant à ceux échus postérieurement, l'art. 2277 du C. civ. dispose que les arrérages de rentes perpétuelles et viagères, ceux des pensions alimentaires, les loyers des maisons et le prix de ferme des terres ruraux, les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts, se prescrivent par cinq ans; que les expressions employées dans cet article sont générales, et que, pour admettre une exception en faveur des intérêts du prix de la vente d'un immeuble, il faudrait qu'elle fût établie par une disposition expresse de la loi, ou qu'elle résultât nécessairement de la nature de ces intérêts; — Considérant que cette exception ne peut être justifiée; que l'art. 2277 précité énumère diverses espèces d'arrérages auxquelles pourrait appliquer ses dispositions; que les arrérages de rentes perpétuelles pour tradition de fonds étant de même nature que les intérêts du prix d'une vente d'immeubles, la disposition applicable aux arrérages doit également l'être aux intérêts; — Considérant que, si l'on examine le motif qui a dicté l'art. 2277, on doit reconnaître que l'exception réclamée pour les intérêts du prix d'une vente ne peut être admise, puisque cette prescription de cinq ans n'est pas seulement fondée sur la présomption du paiement, mais sur ce que le législateur a voulu empêcher que les débiteurs ne fussent réduits à la pauvreté par des arrérages accumulés; que, dès lors, on ne doit excepter aucun des cas auxquels ce motif s'applique, et

que les intérêts du prix de vente accumulés opérerait la ruine du débiteur tout aussi bien que les intérêts d'une somme tée, les arrérages de rentes, ou autres prestations annuelles; que de ces principes doit être tirée la conséquence que l'art. 2277 est applicable aux intérêts du prix de la vente: soit qu'on s'attache aux termes généraux qu'il renferme, soit qu'on envisage les exemples particuliers qui y sont énoncés, soit enfin qu'on remonte à l'intention du législateur, on est forcé de reconnaître que la prescription de cinq ans, établie par cet article, s'applique aux intérêts du prix de vente d'immeubles; — Considérant que vainement on invoquerait les dispositions de l'art. 1652; que, dans cet article, le législateur établit les droits du vendeur en général, sans s'occuper des exceptions qui pourront les modifier; qu'il est bien vrai que les intérêts font partie du prix, mais en ce sens seulement que les intérêts sont les accessoires du capital; qu'il est encore vrai qu'en vertu de la règle que l'accessoire suit le principal, dans l'absence de toute disposition particulière, les intérêts ne seraient prescriptibles que par trente ans comme le capital; mais que, s'il y a un texte de loi positif qui soumette ces intérêts à une prescription plus courte, il n'y a plus lieu d'invoquer la règle générale; qu'un texte de loi existe; qu'il est consigné dans l'art. 2277; que, conséquemment, c'est ce dernier article qui doit recevoir son exécution, quant aux intérêts du prix d'une vente d'immeubles; que, d'ailleurs, après la fluctuation qu'a éprouvée la jurisprudence sur ce point, c'est dans ce sens que la question a été jugée par un arrêt de la cour de cassation, du 7 fév. 1826 et par deux arrêts postérieurs de la cour royale de Toulouse, que le cours de cette prescription n'a pu être suspendu par l'action en rescision formée par le sieur Descambon, puis qu'il pouvait les exiger et les recevoir sans nuire à cette action, et que, d'ailleurs, depuis l'arrêt qui déclare la péremption jusqu'au 17 août dernier, il s'était écoulé plus de cinq ans, circonstance qui aurait fait retomber les intérêts arrérages dans les dispositions de l'art. 2277. » — Appel de ce jugement de la part des époux Corbière.

Le 6 mai 1828, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, M. D'Aldeguier président, MM. Romiguières et Decamp (d'Aurignac) avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu, en droit, que, loin d'excepter de la prescription de cinq ans les arrérages d'intérêts du prix d'immubles, la disposition générique et absolue de l'art. 2277 du C. civ. l'y soumet d'une manière indubitable, puisqu'elle étend cette prescription généralement sur tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques; — Attendu, en fait, que le contrat de vente du 11 janv. 1792 porte que l'acquéreur s'oblige à payer la somme de 13,000 fr. restant du prix, dans les termes fixés, à compter du jour de l'acte, avec l'intérêt annuel, suivant l'ordonnance, à 5 pour 100; — Que, dès lors, cette clause se trouve dans l'hypothèse littéralement prévue par la loi, soit parce que cet intérêt était payable par année, soit parce que l'échéance en était périodique; — Qu'en effet, l'acquéreur acquitta d'abord l'intérêt du prix conformément aux échéances réglées par ledit contrat; — Que son obligation dut être la même après l'échéance des termes, puisque le vendeur ne réclamant pas le capital, les intérêts se trouvèrent payables aux mêmes époques qu'auparavant; — Qu'ainsi, la loi ne faisant pas de distinction, les premiers juges ont sainement appliqué à la cause actuelle la disposition littérale de l'art. 2277 du C. civ., avec d'autant plus de raison que, dans tous les cas, et même, abstraction faite de toute stipulation expresse, l'intérêt du prix de vente se calculant toujours et même de plein droit au taux légal de 5 pour 100 par an, il est légalement payable par année durant tout le temps où le capital n'est ni exigible ni exigé par le vendeur; — Par ces motifs, Déclarer la dame Hugonin-Descambon et le sieur Corbière-Devalley. associés, de leur appel. » S.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

L'inscription dont le terme fatal expire pendant l'instance en surenchère, doit-elle être renouvelée par le créancier surenchérisseur pour lui conserver son effet? (Rés. aff.)
C. civ., art. 2154.

GUILLEMOT, C. BERTRAND.

Guillemot était inscrit sur les biens de *Pierre Bertrand*, lorsque celui-ci, après un jugement de séparation intervenu entre lui et *Marie Plumet*, sa femme, fit à cette dernière, sous la date du 10 août 1812, l'abandon de tous ses immeubles, pour la remplir des droits qu'elle avait à réclamer.

Ce contrat fut transcrit et notifié, le 20 mars 1813, à Guillemot, qui fit, dans les 40 jours, une surenchère du dixième, conformément à l'art. 2185 du C. civ. En même temps il assigna Marie Plumet devant le tribunal civil de Barbezieux pour voir admettre la caution par lui présentée. Le 2 mai

1815, jugement conforme à sa demande. Les choses restèrent en cet état jusqu'au 30 janv. 1827. A cette époque Guillemot fit assigner Marie Plumet en reprise de l'instance en surenchère qu'il avait introduite dès 1813. Celle-ci et le sieur *Jean Bertrand*, à qui elle avait donné tous les biens surenchérés, soutinrent que Guillemot était désormais sans droit et sans qualité pour provoquer la mise aux enchères des immeubles dont s'agit, parce que son inscription du 10 déc. 1811 n'ayant point été renouvelée en temps utile, était tombée en péremption, et que, dès lors, il n'était plus créancier inscrit. Guillemot répondit que l'exercice d'un droit quelconque ne empêche la prescription; qu'ainsi, pendant l'instance de surenchère, qui n'était que l'exercice de l'hypothèque, cette hypothèque et l'inscription n'avaient pu se périmer; qu'au surplus, dès l'instant où la cession lui avait été notifiée par Marie Plumet, il se trouva dispensé de renouveler son inscription; qu'en droit cette notification, accompagnée de l'offre du prix, emporte nécessairement la reconnaissance de l'hypothèque, et fixe le sort des créanciers sur le prix offert; qu'enfin Marie Plumet, ayant plaidé contre lui en sa qualité de créancier inscrit, n'était plus recevable à lui contester cette qualité.

Jugement et arrêt qui rejettent ce système de défense, et déclarent qu'il n'y a pas lieu à la reprise de l'instance en surenchère.

L'ARRÊT rendu par la cour royale de Bordeaux, le 17 mars 1828, sous la présidence de M. *Saget*, et sur les plaidoiries de MM. *Dufaure* et *Rateau*, est conçu en ces termes :

« LA COUR, — Attendu que l'inscription du 10 déc. 1811 n'ayant point été renouvelée était évidemment périmée en 1821; — Attendu que la réquisition de mise aux enchères par le créancier auquel l'acquéreur a fait notifier son titre n'est que l'exercice de l'action hypothécaire; qu'il est de principe que les inscriptions ne sont dispensées du renouvellement que lorsqu'elles ont produit leur effet, c'est-à-dire lorsque l'ordre étant ouvert devant le tribunal chargé de distribuer le prix; que tout créancier ayant produit son inscription, et les droits de chacun devant être appréciés dans l'état où ils se trouvaient au moment où le tribunal est nanti du litige, l'inscription est arrivée à son terme en conservant les droits du créancier jusqu'au moment où il y a litiscontestation sur la préférence à accorder sur le prix; que la réquisition de mise

aux enchères ne produit évidemment aucun effet semblable; que, loin de priver le tribunal du droit de distribuer le prix de l'immeuble en vertu des droits conservés valablement jusqu'au moment où la demande lui est soumise, elle rend le prix incertain, la propriété résoluble, et la soumet aux chances d'une enchère: — Qu'assimiler cette situation avec celle du créancier produisant à l'ordre, c'est confondre l'exercice de l'action hypothécaire avec l'effet et le terme de l'inscription; que l'exercice de l'action hypothécaire ne conserve pas l'inscription et ne l'empêche pas de péricliter si elle n'est valablement renouvelée; que, dans ce cas, l'action subordonnée à la conservation du droit tombe quand le droit cesse d'exister, et qu'il n'est plus possible de donner suite à la mise aux enchères quand l'inscription, qui est le fondement de l'hypothèque, est périmée: — Attendu que l'inscription de 1819, prise comme inscription première et principale, ne peut servir de base à la demande en mise aux enchères, puisqu'elle est postérieure de plusieurs années à la transcription de la vente faite en faveur de Marie Plumet, par Bertrand, débiteur, sur lequel elle est prise; d'où il suit qu'au moment où Jean Bertrand devint, en vertu de l'acte du 1^{er} sept. 1823, propriétaire des immeubles dont il s'agit, ils n'étaient grevés d'aucune inscription valable, du chef de Bertrand, débiteur de Léonard Guillemot: — Attendu enfin que Jean Bertrand, ayant cause de Marie Plumet, ne pourrait, en cette qualité, être soumis qu'aux actions qui affecteraient la propriété; qu'il ne s'agit ici que d'un droit de créance à raison de laquelle l'hypothèque n'a pas été valablement conservée: — Met l'appel au néant. »

Nota. La question, malgré son importance, n'était pas susceptible de longs développements, parce que, d'après le dernier état de la jurisprudence, l'inscription est soumise au renouvellement jusqu'à la clôture de l'ordre, attendu que ce n'est qu'à l'ordre qu'elle produit réellement son effet.

Voy. ce Journal, t. 3 1823, p. 475; t. 2 1824, p. 480; t. 5 1824, p. 345;

B.

COUR D'APPEL DE NISMES.

En matière de saisie immobilière, un maire, beau-frère du saisissant, peut-il viser le procès-verbal de saisie et les autres actes de la procédure? (Rés. aff.) C. proc., art. 676.

MARSOL, C. DOUX.

Du 6 février 1828, ARRÊT de la cour de Nismes, M. Cas-
Tome III^e de 1828. Feuille 10^e.

saignolles premier président, MM. *Fargeon* et *Viger* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *de Labaume*, avocat-général; — Attendu que le *visa* du maire n'est que la simple attestation d'un fait matériel à laquelle on ne pourrait appliquer les règles générales en matière soit de récusation de juges, soit des reproches contre les témoins, qu'autant que la loi l'aurait ainsi ordonné: que l'art. 676 du C. de proc. civ., en prescrivant l'obligation du *visa* du maire et du greffier du juge de paix, ne contient aucune disposition de ce genre; qu'ainsi l'on ne pourrait, sans violer l'art. 1030, tirer une nullité de ce que le maire qui a donné le *visa* était parent du saisissant; — Par ces motifs, et adoptant pour le surplus ceux des premiers juges, Met l'appellation au néant; ordonne que le jugement entrepris sortira à effet. »

COUR D'APPEL DE NISMES.

En matière d'expropriation forcée, l'appel d'un jugement qui a statué sur une demande en distraction est-il recevable, s'il n'a pas été signifié dans la quinzaine au premier créancier inscrit? (Rés. nég.) C. proc., art. 727 et 730.

JEANNE MONTBOURNOUX, C. FRANÇOIS BON.

Du 12 mars 1828, ARRÊT de la cour de Nismes, M. *Fajon* président, MM. *Viger* et *Boyer* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Enjalric*, avocat-général; — Attendu qu'il convient, en règle générale, que toutes les parties qui ont figuré dans une instance devant les premiers juges soient appelées sur l'appel interjeté de leur jugement, par cette raison que le défaut de vocation de plusieurs ou de l'une de ces parties pourrait placer le magistrat dans la nécessité de laisser en suspens les droits de certaines d'entre elles, tandis qu'il fixerait définitivement ceux des autres, circonstance qui pourrait amener des contrariétés de décision; — Attendu que si cette vocation est utile et parfois nécessaire, lorsqu'il s'agit de l'appel d'un jugement qui statue sur des matières ordinaires, elle devient indispensable quand il s'agit de l'appel d'un jugement sur incident en saisie immobilière, le législateur ayant, pour ces sortes de causes, tracé une marche plus prompte et particulière; qu'aucun doute, au surplus, ne semble devoir s'élever relativement à l'appel des jugements intervenus sur des demandes en distraction; qu'en effet, l'art. 727 du C. de proc. civ. indique quelles parties doivent être citées en première instance pour que ces sortes d'actions soient régulièrement formées, et désigne, en conséquence, le saisissant, la partie saisie, le premier créancier inscrit et l'avoué adjudicataire provisoire; et il est manifeste que l'art. 730

entendu, quoiqu'il ne l'ait dit qu'implicitement, que l'appel, pour être régulièrement émis, doit l'être contre toutes les parties dont l'art. 727 exige la présence; — Attendu, dans l'espèce, que des qualités du jugement et de l'état des inscriptions au bureau des hypothèques il résulte que le sieur Berger est le créancier premier inscrit; que l'appelante l'a elle-même reconnu ainsi en l'amenant en cette qualité devant les premiers juges; qu'elle aurait donc dû, sur son appel, l'intimer devant la cour; d'où il suit que cet appel est incomplet et non recevable; — Attendu que cette omission ne saurait être réparée au moyen de l'assignation donnée depuis la dernière audience au sieur Bousquet, que l'on prétend cessionnaire du sieur Berger; que, d'une part, cette assignation, considérée comme un appel, serait tardive, l'appel devant être interjeté, suivant l'art. 730, dans la quinzaine de la signification du jugement, et qu'en cette matière on ne saurait douter que la signification faite au nom du poursuivant ne suffise pour faire courir le délai dans l'intérêt des créanciers; que, d'autre part, la mise en cause de Bousquet et la comparution spontanée de ce dernier devant la cour, n'étant évidemment que le résultat de la connivence qui existe entre lui et la femme Montbournoux, appelante, ne sauraient être prises en considération; — Sans s'arrêter aux conclusions prises au nom de Jeanne Montbournoux, femme de Jean Bon, la DÉCLARE non recevable en son appel; ordonne, en conséquence, que les jugements attaqués sortiront leur plein et entier effet, et seront exécutés selon leur forme et teneur. »

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

Tous les créanciers ont-ils le droit d'opposer au demandeur à fin de cession de biens le stellionat dont il s'est rendu coupable envers l'un d'eux ? (Rés. nég.) C. proc. civ., art. 905; C. com., art. 575; C. civ., art. 1268 (1).

CALAGE, C. PUECH.

En 1826, le sieur *Calage*, détenu pour dettes à la requête du sieur *Puech*, demande à être admis au bénéfice de cession de biens. Le sieur *Puech* s'oppose à cette demande; il se fonde sur ce que le sieur *Calage* a été condamné comme stellionataire sur les poursuites d'un sieur *Deletaille*, et sur ce qu'aux termes de l'art. 905 du C. de proc., les stelliona-

(1) Voy. une décision semblable de la cour de Turin, du 21 déc. 1812; t. 3 1813, p. 596; nouv. éd., t. 13, p. 1073, et l'opinion conforme de MM. Merlin, Répertoire, v° *Cession de biens*; Pigeau, Delaporte, Pardessus, t. 4, p. 338, et Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, p. 280.

taires ne peuvent être admis au bénéfice de cession de biens. — Le sieur Calage répond, que le créancier sur la demande duquel le stellionataire a été condamné peut seul se prévaloir de cette condamnation pour s'opposer à la cession de biens de son débiteur; que la condamnation pour stellionat étant prononcée uniquement dans l'intérêt du créancier qui a été surpris, ne peut dès lors être invoquée par les autres créanciers.

L'art. 905 du C. de proc., répliquait le sieur Puech, place le stellionataire sur la même ligne que l'étranger et le banqueroutier frauduleux; il ne fait entre eux aucune distinction, et il les frappe d'une incapacité également absolue. Le stellionat constitue donc une indignité inhérente à la personne du débiteur, et qui, ne pouvant se concilier avec la bonne foi requise par l'art. 1268 du C. civ., peut être invoquée par tous les créanciers. D'ailleurs la cession étant faite, non à chaque créancier individuellement, mais à tous ensemble, cette espèce d'association doit rendre communes à la masse les exceptions propres à chacun d'eux. On ne peut nier que l'opposition formée par le créancier, victime du stellionat, empêche l'admission de la cession des biens, même à l'égard de ceux qui ne la contestent pas. Mais, si le défaut d'opposition de ce créancier rendait la cession admissible à l'égard des autres, comme le soutient le demandeur, il s'ensuivrait que l'inadmissibilité serait tantôt générale et absolue, et tantôt purement respectueuse, ce que le législateur n'a pu vouloir.

Jugement du tribunal civil de Montpellier qui rejette la demande en cession de biens, attendu que le stellionataire ne peut en réclamer le bénéfice, et que tous les créanciers indistinctement sont recevables à opposer la condamnation pour stellionat, prononcée contre le débiteur à la requête de l'un d'eux. — Appel.

Le 21 mai 1827, ARRÊT de la cour royale de Montpellier, M. de Trinquelague premier président, MM. Chipoulet et Goudard avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu qu'il résulte suffisamment des faits, actes et circonstances de la cause, que le sieur Calage est réellement malheureux, et que, en ce qui concerne le créancier opposant, rien n'établit la mauvaise foi; — Par ces motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, admet le sieur Calage au bénéfice de la cession

de biens en faveur de ses créanciers, à la charge par lui de la réintégrer aux formes de droit. »

8.

COUR D'APPEL DE LIMOGES.

Sous le régime dotal, n'y a-t-il que les biens constitués en dot qui soient dotaux ? Tous les autres biens de la femme sont-ils paraphernaux, et par conséquent aliénables avec l'autorisation du mari ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1574.

JAMIE, C. LA DAME MEUNIER.

En 1825, contrat de mariage du sieur *Meunier* et de la demoiselle *Jannot*, dans lequel la future déclare se marier sous le régime dotal, et se constituer en dot une somme de 800 fr., ainsi que le mobilier qui garnissait sa maison. Il n'est point fait mention dans le contrat des immeubles que la demoiselle *Meunier* possédait à cette époque. Plus tard, l'un de ces immeubles est affecté par hypothèque à l'acquittement d'une obligation souscrite par les époux *Meunier* au profit du sieur *Jamie*. Ce créancier poursuit, à défaut de paiement, l'expropriation de l'immeuble hypothéqué.

La dame *Meunier* demande la nullité des poursuites, en se fondant sur ce que l'immeuble est dotal et inaliénable. La déclaration par laquelle les époux se soumettent au régime dotal, disait-elle, suffit pour rendre dotaux au moins tous les biens présents de la femme. Cela résulte de la combinaison des art. 1391 et 1542. S'il en était autrement, il y aurait un régime dotal sans biens dotaux. Du reste, l'indication particulière faite par la future d'une somme de 800 fr. et du mobilier garnissant sa maison n'est pas restrictive, mais seulement énonciative; elle n'a été insérée dans le contrat que dans la vue d'assurer les reprises mobilières de la femme; et ce serait méconnaître l'intention des parties que d'en induire l'extra-dotalité des immeubles.

Le 7 mai 1827, jugement du tribunal civil de Gueret qui accueille ce système. — Appel.

Le 4 août 1828, ARRÊT de la cour royale de Limoges, MM. *Dumont* et *Dumont-Saint-Prix* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 1391 du C. civ., lorsqu'une femme se marie sous le régime dotal, ses droits sont réglés par les dispositions du chap. 3 du tit. 5 du Contrat de mariage; — At-

tendu que, des art. 1541, 1542 et 1574, il résulte qu'il n'y a de dotal que les biens qui ont été constitués en dot, et que ceux qui ne l'ont pas été sont paraphernaux; — Attendu, dès lors, que la soumission au régime dotal n'est pas suffisante pour rendre les biens dotaux, qu'il faut encore qu'ils aient été constitués en dot; — Attendu qu'en fait Thérèse Jannot s'est, dans son contrat de mariage, soumise au régime dotal, et s'est seulement constitué en dot la somme de 800 fr., ainsi que les meubles et effets mobiliers qui garnissaient sa maison; que, de cette constitution spéciale, il résulte que ses autres biens sont paraphernaux; — Par ces motifs, INFIRME. » S.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE.

Sous le régime dotal, quand le mari a reçu par le contrat de mariage le pouvoir d'aliéner les biens dotaux, mais à la charge de les remplacer, la vente qu'il a faite sans effectuer le emploi est-elle nulle? (Rés. aff.) C. civ., art. 1554, 1557 et 1560.

Dans ce cas, la femme a-t-elle simplement une action en révocation de la vente contre le tiers acquéreur, sans pouvoir agir par voie hypothécaire sur les biens de son mari? (Rés. aff.) (1)

SIMON, C. FOURNIER.

Le 25 juin 1811, contrat de mariage de *Joseph Bouveyron* et d'*Anne Vassel*. Les époux se soumettent au régime dotal; néanmoins il est stipulé que le mari pourra aliéner les biens dotaux, à la charge d'employer le prix en acquisition d'autres immeubles.

Quelque temps après la célébration du mariage, Bouveyron vend un bien dotal au sieur *Simon*, moyennant 1175 fr. Il est dit dans l'acte que celui qui, plus tard, constatera le emploi, fera mention que les deniers proviennent de *Simon*, et que Bouveyron en justifiera à ce dernier, en lui

(1) Deux arrêts, l'un de la cour de Rouen, du 28 mai 1823 (t. 2 1824 p. 308), et l'autre, de la cour de cassation, du 24 juil. 1821 (t. 23, p. 513; et anc. col., t. 3 1821, p. 427), ont jugé que l'une et l'autre de ces actions appartenaient tout à la fois à la femme dont l'immeuble dotal a été aliéné. Telle paraît être aussi l'opinion de M. Favard de Langlade (4^e Hypothèque, sect. 2, § 1^{er}, n^o 5), qui cite l'arrêt de cassation, ci-dessus énoncé, sans le discuter.

fournissant une ampliation de cet acte de remploi, le tout dans le délai d'une année.

Cette année et plusieurs autres encore s'étaient écoulées sans que le remploi eût eu lieu, lorsque Anne Vassel, dont le mari avait de mauvaises affaires, obtint contre celui-ci un jugement de séparation de biens, qui condamna Bouveyron à restituer la dot, et notamment les 1,175 fr., prix de la vente faite à Simon.

Bouveyron ne tarda point à être exproprié; et, dans l'ordre qui fut ouvert, on colloqua sa femme pour le montant de ce prix de vente. Le sieur Fournier, l'un des créanciers du mari, prétendit que Anne Vassel n'avait point d'hypothèque légale, à raison de l'aliénation de l'immeuble dotal; qu'elle devait être renvoyée à se pourvoir en révocation de cette aliénation contre Simon, acquéreur. — Celui-ci fut mis en cause par Anne Vassel, et le système de Fournier fut accueilli par le tribunal de Bourgoin.

Appel par Simon. On disait dans son intérêt : La clause de remploi contenue dans le contrat de mariage des époux Bouveyron ne concerne que le mari seul; l'acquéreur ne peut être garant de son inexécution, puisque ce n'est pas à lui que la condition est imposée, et que le contrat ne le soumet pas à l'obligation de surveiller l'emploi de son prix. Le mari lui-même n'est pas tenu de faire sur le champ l'emploi de ce prix, il est dit seulement *qu'il fera emploi*; il n'est donc pas en demeure de l'effectuer; et tant que le mariage subsiste cet emploi peut avoir lieu. Il résulte de là que la vente n'est point nulle, ou qu'en tous cas la nullité ne peut pas en être demandée quant à présent, car ce n'est qu'à la dissolution du mariage que le défaut de remploi deviendrait certain. — L'art. 1560 du C. civ. donne bien, pendant le mariage, à la femme séparée de biens judiciairement, le droit de faire révoquer l'aliénation de l'immeuble dotal; mais c'est quand cette aliénation a été faite illégalement. Or, ici le contrat de mariage permettait de l'opérer, et l'accomplissement de la condition d'emploi qui y est attachée n'est soumis à la fixation d'aucun délai. — La seule action qui appartienne à la femme est donc celle qui résulte de l'hypothèque légale sur les biens de son mari, puisque cette hypothèque lui est assurée par l'art. 1121 du C. civ. pour tous ses droits et cré-

ances, et qu'elle est en effet créancière du prix de vente que son mari a touché sans en avoir encore fait l'emploi.—Enfin, l'appelant invoquait à l'appui de sa prétention un arrêt de la cour régulatrice, du 27 juil. 1826. (1)

Du 8 *mars* 1827, ARRÊT de la cour royale de Grenoble, première chambre, M. de Noailles premier président, MM. Masse et Lonchamp avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que, sous le régime dotal qui régit ici les époux Bouveyron, la dot est inaliénable; que l'art. 1557 du C. civ. en autorise l'aliénation lorsque la faculté en a été accordée par le contrat de mariage; que, s'il a été permis aux époux de déroger à la règle générale d'une manière absolue, ils peuvent aussi n'y déroger que sous certaines conditions; et, quand la faculté d'aliéner n'a été stipulée que sous une condition déterminée, nulle aliénation n'est valable sans l'accomplissement de cette condition; — Attendu que l'effet de la clause du emploi stipulée dans le contrat de mariage des époux Bouveyron est de substituer un autre immeuble à l'immeuble vendu, et de conférer à celui ainsi acquis en remplacement le caractère et les attributs du fonds aliéné et de le rendre dotal comme lui; — Attendu que Simon, ainsi que le prouvent les clauses mêmes de la vente qui lui a été passée, n'ignorait pas que Bouveyron n'était autorisé à aliéner le bien dotal de sa femme qu'à la charge d'un emploi en autres immeubles, tellement qu'il est convenu que Bouveyron fera insérer dans l'acte constatant ce emploi que les deniers proviennent de Simon, et en justifiera à celui-ci en lui fournissant une ampliation de cet acte, le tout dans le délai d'une année; — Attendu qu'il s'est écoulé plus de quinze ans depuis la vente; que, dès lors, Simon doit s'imputer de n'avoir pas veillé à l'accomplissement de la condition qu'il avait ainsi imposée à son vendeur, et devient par là responsable de sa négligence; — Que c'est en vain qu'il allègue que Bouveyron, exproprié dans ce moment, pourra exécuter le emploi de l'immeuble vendu avant la dissolution du mariage; que la séparation de biens prononcée par le tribunal en faveur de la femme; lui rendant l'administration de ses biens, elle a le droit de les reprendre en quelques mains qu'ils se trouvent, et celui de poursuivre la révocation des aliénations qui ont pu être faites à son préjudice (art. 1560 du C. civ.);

« Attendu que, l'art. 1554 déclarant que les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage ni par le mari ni par la femme, ce serait contrevenir à ces dispositions que d'accorder une hypothèque légale à la femme sur les biens de son mari pour le remplacement des sommes qu'il aurait reçues en aliénant le

(1) Voy. t. 1^{er} 1827, p. 427.

dotai: — Que la femme, en sollicitant une collocation dans l'ordre, et en l'obtenant, consentirait de son chef à l'aliénation de ses biens dotaux; ce qui est prohibé par la loi, et renoncerait à la nullité absolue résultant de l'article précité; — Attendu que la femme mariée sous le régime dotal, qui s'est constitué des immeubles, doit recevoir ou les mêmes immeubles soit lors de la dissolution du mariage, soit lorsqu'elle fait prononcer sa séparation de biens, ou ceux qui ont été acquis en remploi lorsque la faculté a été donnée au mari d'aliéner les immeubles dotaux sous cette condition; — Attendu que la femme Bouveyron, séparée de biens, étant ainsi autorisée par l'art. 1560 du C. civ. à revendiquer ses biens dotaux aliénés, le tribunal de Bourgoïn s'est conformé à la loi en la renvoyant à exercer l'action que lui donne cet article, et en lui déniait l'hypothèque légale à raison de ses immeubles dotaux vendus sans remploi; — Attendu que les créanciers du mari ont contracté avec lui sur l'assurance que la femme, dont les biens dotaux ne pouvaient être vendus qu'avec remploi, devait trouver sa dot ou dans ses immeubles non vendus ou dans ceux qui les remplaceraient, conformément aux stipulations du contrat de mariage, et qu'ils ont dû compter, dès lors, qu'ils ne seraient pas primés par la femme dans les hypothèques à eux consenties, celle-ci ayant sa dot assise sur des immeubles; — Par ces motifs, Met l'appellation au néant; ordonne que le jugement du tribunal de Bourgoïn sera exécuté suivant sa forme et teneur. »

L.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

Lorsque des héritiers légitimes n'ayant droit à aucune réserve se sont mis en possession réelle des biens de la succession, et qu'ils déclarent ne pas reconnaître l'écriture d'un testament olographe par lequel leur auteur a institué un légataire universel, la vérification d'écriture est-elle à la charge de ce légataire, encore qu'il ait obtenu du président de première instance l'ordonnance d'envoi en possession des biens, conformément à l'art. 1008 du C. civ. ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1006 et 1323; C. de proc., art. 193. (1)

Dans ce cas, bien que les héritiers légitimes fussent fondés à demander le maintien provisoire de leur possession, y a-t-il lieu d'ordonner que les immeubles de la succession

(1) Voy., en sens contraire, les arrêts de la cour de cassation, des 28 déc. 1824 et 10 août 1825, t. 1^{er} 1825, p. 409, et t. 1^{er} 1826, p. 362.

soient mis en séquestre, si les héritiers y consentent
(Rés. aff.) C. civ., art. 1961. (1)

DELMAS, C. HÉRITIERS VIDAL.

Le 17 fév. 1827, décès du sieur *Vidal*. Ses parents et téraux se mettent en possession de tous ses biens. Le 26 suivant, le sieur *Delmas*, institué légataire universel de *Vidal*, par un testament olographe, obtient du président du tribunal une ordonnance d'envoi en possession; il la fait signifier le 29 aux héritiers légitimes, avec le testament et l'acte de dépôt. Ces héritiers déclarent qu'ils ne reconnaissent pas l'écriture et la signature attribuées à leur auteur. Ils concluent à ce que la vérification soit mise à la charge du légataire universel, et à ce que leur possession soit maintenue subsidiairement, sur ce dernier point, ils consentent à ce que les biens soient mis en séquestre.

Le 30 av. 1827, jugement du tribunal civil de Carcassonne, qui accueille les conclusions principales des héritiers légitimes, et ordonne seulement le dépôt des titres et papiers dans les mains d'un notaire. — Appel de la part du sieur *Delmas*.

Mais, le 19 juillet 1827, ARRÊT de la cour royale de Montpellier, M. de *Trinquelague* premier président, MM. *Chamaille*, *Raynaud*, *Joly* et *Grenier*, avocats, par lequel

LA COUR, — Attendu qu'un testament olographe est un acte sous seing privé (art. 999 du C. civ.); qu'un acte de cette nature ne fait point foi par lui-même de sa vérité; qu'il n'y a à cet égard aucune différence à mettre entre un écrit rédigé dans la forme d'un testament, et un écrit rédigé en toute autre forme, parce que la foi à ajouter à la vérité d'un écrit ne saurait dépendre de la forme qu'il a plu à l'auteur de lui donner; — Attendu qu'un acte sous seing privé ne peut servir de fondement d'une action qu'autant que sa vérité se trouve reconnue par celui auquel on l'oppose, ou établie par celui qui le produit (art. 1322); — Attendu que le procès-verbal que le président du tribunal de première instance est chargé de dresser, lors de la présentation de lui est faite d'un testament olographe, n'a point pour objet de vérifier la vérité de l'écriture et de la signature de l'acte, mais uniquement de constater son état matériel; qu'il suit de là que, tant que cet acte

(1) Voy. arrêt du 2 fév. 1818, t. 2 1818, p. 467; nouv. éd.; t. 20 p. 81.

pas un autre caractère, il est impuissant pour constituer un titre
propre; que, si les art. 1006 et 1008 du C. civ déclarent saisi de
droit le légataire universel institué par un testament olographe,
ainsi que le dit la cour de cassation dans son arrêt du 13 nov.
dans la supposition légale de la sincérité d'un testament; que cette
saisie, quand elle est contestée, doit donc, avant tout, être vérifiée,
et l'être à la charge de celui qui l'invoque; que cela est incontesta-
blement surtout lorsque les héritiers légitimes, déjà saisis de plein droit de
la succession par la disposition de la loi (art. 724 du C. civ.), le sont
de fait par la possession qu'ils en ont prise; que, dans ce
cas, l'héritier institué qui veut les attaquer se constitue évidemment de-
fendeur par l'exercice de cette action, et se trouve, par conséquent,
obligé de la preuve de tout ce qui doit justifier sa demande; que l'or-
donnance d'envoi en possession qu'il a obtenue du juge ne l'en dispense
que cette ordonnance, rendue en l'absence des héritiers légitimes,
n'a ni les faits ni les rôles; qu'elle est nécessaire à l'héritier ins-
titué pour former sa demande contre les héritiers légitimes qui sont en
possession de l'hérédité; mais que ceux-ci n'en demeurent pas moins
opposés à cette demande : que l'opposition qu'ils forment à cette
ordonnance, obtenue sur la foi d'un titre qu'ils contestent, remet pro-
prement chacune des parties à sa place, et conserve aux possesseurs
le droit de ne pouvoir être dépouillés qu'en vertu d'un titre reconnu
légal et juridique; — Attendu qu'il résulte des faits et actes de la
cause, que, plus d'un mois avant que le sieur Delmas fit paraître l'écrit
présenté comme le testament olographe du sieur Vidal, les inti-
gués, en qualité de plus proches parents du défunt, s'étaient mis en
possession de son hérédité, qu'ils avaient déclaré accepter sous bénéfice
d'inventaire; avaient fait procéder, à ce titre, à la mise et à la levée des
actes ainsi qu'à l'inventaire; avaient provoqué et fait rendre, en cette
même qualité, des décisions judiciaires sur des différends élevés entre
eux et la veuve Vidal; avaient occupé, par eux ou leurs agents, les im-
meubles de la succession, et en avaient appréhendé tous les objets mo-
biliers; que, dans cet état de choses, Delmas les ayant postérieurement
réintégrés en réintégration de ces objets, et ayant fondé sa demande sur
le testament litigieux, il a été nécessairement tenu de prouver la légiti-
mité de son titre; et que cette obligation a dû d'autant mieux lui être
imposée, que les circonstances de la cause n'interdisent pas d'élever des
doutes sérieux sur sa sincérité; qu'ainsi le tribunal de première instan-
ce a bien jugé en mettant cette preuve à sa charge; — Attendu que,
d'après ces principes et ces faits, la possession acquise aux héritiers na-
turels aurait pu légitimer la possession provisoire des immeubles de la
succession qui leur a été déférée par le tribunal; mais attendu que,
de leur part, ils n'appellent point de la disposition du jugement qui met
au dépôt les effets contenus dans le portefeuille du défunt; que, d'autre

part, sur les contestations relatives à l'administration de ces immeubles ils ont subsidiairement consenti à ce qu'ils soient mis en séquestre; il a paru convenable à la cour, vu les dispositions de l'art. 1961 C. civ., de préférer cette mesure qui met à couvert les droits des parties; — Par ces motifs, **DISANT**, quant à ce seulement, droit de pel, ordonne que les immeubles de la succession dont s'agit seront administrés et leurs fruits perçus pendant procès par un séquestre; les parties conviendront, ou qui, en défaut d'en convenir, sera nommé par le tribunal devant lequel la cause sera renvoyée, etc. »

COUR DE CASSATION.

Les marchés de denrées ou d'effets mobiliers passés entre MARCHANDS sont-ils résiliés de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement, tout comme les marchés relatifs aux mêmes objets, passés entre particuliers? (Rés. aff.) C. civ., art. 1657.

EN D'AUTRES TERMES, l'art. 1657 du C. civ. est-il appliqué en matière commerciale? (Rés. aff.)

BURNOT, C. MANSUY.

Le 24 mai 1827, marché par écrit entre le sieur **Burnot** et le sieur **Mansuy**, portant vente par le premier au second de 460 réseaux d'avoine, pour être délivrés à Vezelise, le 30 du même mois, au prix de 36 fr. le résal. Au jour indiqué le sieur Burnot se transporte de Nancy à Vezelise, pour effectuer la livraison; mais Mansuy ne se présente pas. Il remarque que, du 24 au 30 mai, les avoines avaient subi une baisse. Bientôt après elles remontent. Alors, et le 5 juin, Mansuy fait sommation à Burnot de lui délivrer les avoines vendues; et, sur son refus, il l'assigne devant le tribunal de commerce de Nancy. — Le sieur Burnot rapporte des attestations constatant qu'il s'est rendu à Vezelise le 30 mai pour l'exécution du marché, et qu'il y a vainement attendu Mansuy; en conséquence, il demande la résiliation du marché conformément à l'art. 1657 du C. civ., qui porte : « En matière de vente de denrées et d'effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement. »

Le 14 juin 1827, le tribunal de commerce a rendu le jugement

Suivant : « Considérant que rien ne justifie l'allégation Mansuy de s'être rendu à Vezelise le 30 mai dernier pour voir la livraison des avoines ; qu'au contraire Burnot a été, par une attestation qui n'a pas été rejetée par Mansuy, que lui Burnot s'était transporté le 30 mai à Vezelise pour livrer ses avoines ; que c'est par conséquent le cas d'appliquer l'art. 1657 du C. civ. ; — Par ces motifs, le tribunal a résilié le marché au profit de Burnot. »

Sur l'appel du sieur Mansuy, arrêt de la cour royale de Nancy qui infirme le jugement du tribunal, sans rejeter aucun des faits qui y sont rappelés ; ordonne l'exécution du marché, et, à défaut de non livraison, condamne Burnot à des dommages et intérêts, — « Attendu que l'art. 1657 du C. civ. n'est point applicable aux ventes de denrées *entre marchands* ; que cela résulte de la discussion qui eut lieu sur cet article au conseil d'état ; qu'il n'est applicable qu'à des ventes faites par des marchands à des consommateurs ; qu'entre marchands il faut nécessairement une sommation, une mise en demeure pour que le marché puisse être résilié par justice. »

Pourvoi en cassation de la part de Burnot pour violation de l'art. 1657 du C. civ. Quoique la disposition de cet article, disait le demandeur, n'ait pas été répétée dans le code de commerce, il n'en est pas moins certain que c'est principalement pour les marchands qu'elle a été faite ; car eux seuls achètent à terme ; le consommateur n'achète qu'à mesure de ses besoins, et alors il ne fait pas de traite ; il prend la marchandise de suite et aussitôt qu'on la lui accorde au prix qu'il en offre. Il se trouve dans le code civil une foule de dispositions qui s'appliquent aux marchands et aux matières commerciales ; ce code est la loi commune à tous les Français, le code de commerce est une loi d'exception. Toutes les fois que le code de commerce ne statue pas d'une manière spéciale sur certaines personnes ou sur certaines matières, le code civil leur est applicable. — Le code de commerce ne contient qu'une disposition relative au contrat de vente, l'art. 109 ; dans le système de la cour de Nancy, il faudrait donc supposer que le législateur a voulu qu'il n'y ait aucune règle pour les commerçants en matière de vente. Il suffit de parcourir les articles du titre de la vente dans le code civil pour se convaincre qu'ils se rapportent aux com-

merçants. (Voy. les art. 1585 et 1613.) Vainement la cour de Nancy oppose la discussion au conseil d'état (1); la disposition de l'art. 1657 du C. civ. est générale, sans distinction, et doit dès lors s'appliquer à tous les Français indistinctement. Cela résulte d'ailleurs de l'exposé des motifs par Portalis, et du rapport au tribunalat par M. Faure.

Le défendeur a fait défaut.

Le 27 février 1828, ARRÊT de la section civile, M. B. président, M. Bonnet rapporteur, M. Guichard père avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu l'art. 1657 du C. civ.; — Attendu que l'article est général et ne porte aucune exception: que la matière ne peut exiger aucune différence entre les marchés de denrées entre les particuliers et ceux de pareille nature entre marchands;

• Attendu, au surplus, que le code de commerce, promulgué plusieurs années après la promulgation de tous les titres du code civil, contient aucune exception à la disposition de l'art. 1657, et en créant cette exception, l'arrêt de la cour de Nancy a violé cet article du C. civ.: — CASSE. »

S.

COUR DE CASSATION.

Les juges de paix sont-ils compétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre l'administration des douanes et les propriétaires de marchandises entrées en France, sur la question de savoir d'après quel tarif les droits doivent être perçus? (Rés. aff.)

Lorsque le gouvernement restitue aux propriétaires de marchandises séquestrées et vendues par lui le produit de la vente, la prescription de deux ans, appliquée par la loi du 22 août 1791 aux réclamations contre une indue perception de droits de douanes, court-elle à partir du jour de la restitution des marchandises, et non à partir du jour de la vente? (Rés. aff.)

(1) Voici ce que dit M. de Maleville, sur l'art. 1657, dans son *Autour de la raison des discussions du code civil au conseil d'état* : « On avait dans le projet de cet article les marchandises avec les denrées et effets mobiliers; on objecta que, d'après cette expression, il serait applicable au commerce, et que, cependant, dans l'usage des négociants, aucune vente n'était résiliée que l'acheteur n'eût été mis en demeure de retirer les marchandises. Sur cette observation, l'expression marchandises fut supprimée, et il fut convenu que le procès-verbal demeurerait chargé de la cause de la suppression. »

pe les mêmes circonstances, doit-on appliquer pour la perception des droits de douanes le tarif qui était en vigueur lors de l'entrée des marchandises en France, et non celui qui existait lors de leur vente ? (Rés. aff.)

LES DOUANES, C. LES PROPRIÉTAIRES DU LEAGLE.

La loi des douanes, du 30 av. 1806, qui soumettait les cotons importés en France au droit de 60 fr. par quintal, était encore en vigueur, lorsqu'au mois de janvier 1810 le navire américain le *Leagle*, chargé de coton, fut pris par le corsaire français le *Maréchal Moncey*, et conduit dans le port de Bayonne. — Le 23 mars suivant, le gouvernement s'empara de ce navire et de son chargement, et, dans le mois de septembre de la même année, il en fit faire la vente, dont le produit fut versé au trésor. Mais dans l'intervalle avait été rendu le décret du 5 août 1810, qui établissait sur les cotons le droit de 600 fr. par quintal au lieu des 60 fr. fixés par la loi de 1806.

En 1820, ordonnance royale qui déclare que la détention du *Leagle* et de sa cargaison n'avait été qu'un simple séquestre, et ordonne que le produit de la vente sera restitué aux propriétaires. — En conséquence, l'administration des douanes rend à ces derniers, sous la date du 22 août 1825, un compte de vente dans lequel elle retient pour droits 600 fr. par quintal de coton, perception qu'elle fait résulter du tarif de 1810. en vigueur à l'époque où la vente avait eu lieu.

Action portée par les propriétaires contre l'administration devant le juge de paix de Bayonne pour indue perception. Ils soutiennent que le tarif de 1806 est le seul applicable, et que les douanes doivent leur restituer la somme de 184,844 fr., somme de trop. — La régie décline la juridiction du juge de paix. C'est en vertu des décrets impériaux, dit-elle, que le navire et sa cargaison ont été séquestrés et vendus, et que le droit a été perçu; cette perception, fût-elle illégale, il n'appartiendrait pas au pouvoir judiciaire d'en connaître. La régie oppose en outre la prescription portée par la loi du 2 août 1791, qui n'accorde qu'un délai de deux années pour se plaindre contre les indues perceptions; elle prétend que ces deux années ont couru dès le jour de la vente, époque à laquelle le chargement de cotons a été frappé du droit de 600 fr. par quintal.

Sentence du juge de paix qui rejette toutes ces exceptions et applique le tarif de 1806.—Sur l'appel de l'administration des douanes, jugement confirmatif, du 30 août 1826.

Pourvoi de la régie. Elle disait 1° les tribunaux sont compétents; ils ont commis un excès de pouvoir et fautive-ment appliqué l'art. 10 de la loi du 14 fruct. an 3; 2° la prescription; l'art. 25 du tit. 3 de la loi du 22 août 1825 a été violée; 3° les droits de douanes sont dus, non pas du moment où les marchandises entrent en France, mais bien de l'instant où elles sont vendues: le tarif de 1810, et non celui de 1806, doit donc être appliqué dans l'espèce.

Du 29 janvier 1828, ARRÊT de la section des requêtes. *Henrion de Pensey* président, *M. de Ménerville* rapporteur. *M. Godard de Saponay* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *M. de Vatines*, avocat-général; — Sur le premier moyen relatif à l'incompétence; — Attendu que l'art. 10 de la loi du 14 fruct. an 3 dispose que les juges de paix sont compétents pour juger toutes affaires appartenant à l'administration des douanes, et que, dans l'espèce, il s'agit d'une perception de droits faite d'après le tarif du 5 août 1810, tandis que les intéressés soutenaient que ces mêmes droits devaient être perçus d'après le tarif du 30 av. 1806; ce qui écarte le moyen d'incompétence invoqué par l'administration des douanes;

« Sur le deuxième moyen, qui se rapporte à la prescription; — Attendu que le séquestre, mis par le gouvernement, n'a été levé, et les marchandises restituées, que le 22 août 1825; que les intéressés, depuis la prise ayant été mis, par l'effet du séquestre, hors d'état d'agir jusqu'à ce moment, aucune prescription ni déchéance ne peuvent leur être opposées;

« Sur le troisième moyen, qui a pour objet de soutenir que l'administration des douanes a dû, comme elle l'a fait, percevoir les droits d'après le tarif établi par le décret du 5 août 1810; — Attendu que le navire américain *Léagle*, pris par le corsaire français le maréchal *Mocoy*, a été conduit dans le port de Bayonne en janv. 1810; que les marchandises y ont été retenues, non par l'effet d'un entrepôt volontaire, mais par le fait du séquestre apposé sur ces marchandises; que, dès lors, l'administration des douanes, au moment de la restitution des marchandises, aurait dû percevoir sur ces mêmes marchandises les droits établis par le tarif en vigueur en 1806, pendant la durée duquel les marchandises en question sont arrivées dans le port de Bayonne, où elles auraient pu être aussitôt vendues, si le gouvernement ne les eût pas mises sous le séquestre; — REJETTE, etc. »

L.

COUR DE CASSATION.

La partie dont le déclinaire a été rejeté en première instance et sur l'appel, est-elle recevable à se pourvoir en règlement de juges devant la cour de cassation, sans qu'il soit nécessaire que des tribunaux différents aient été saisis du litige ? (Rés. aff.) C. de proc., art. 383.

Toutes les contestations qui intéressent la masse des créanciers d'une faillite doivent-elles être portées devant les juges du domicile du failli, et non devant ceux du domicile des défendeurs ? (Rés. aff.)

SÉCIELEMENT : L'action intentée par les syndics d'une faillite contre un mandataire du failli, en paiement des sommes touchées pour le mandant, action tendant à faire annuler une quittance donnée par le failli au mandataire, postérieurement à la faillite et au préjudice de ses créanciers, doit-elle être portée devant le tribunal du domicile du failli, et non devant celui du domicile du défendeur ? (Rés. aff.) C. de proc., art. 59.

LES ÉPOUX MESLÉ, C. GUIOT.

En 1809, le sieur *Teytaud*, négociant, domicilié à Bellac, donna sa procuration au sieur *Moroy*, demeurant à Paris, à l'effet de recevoir une créance de 24,000 fr. qu'un sieur *Jeiglard* lui avait cédée, sur l'administration de la marine. Le sieur *Moroy* recouvra cette somme, sur laquelle il restait devoir 9,700 fr. au sieur *Teytaud*, lorsque celui-ci tomba en faillite en 1810. Le sieur *Teytaud* fit figurer à l'actif de son bilan sa créance sur le sieur *Moroy*. Plus tard, le 10 janv. 1812, par acte passé devant notaire, il donna au sieur *Moroy* une quittance générale de la somme de 24,000 fr. que celui-ci avait touchée de l'administration de la marine.

En 1824, le sieur *Guiot*, syndic définitif de la faillite *Teytaud*, assigna le sieur *Moroy* devant le tribunal civil de Bellac, lieu où la faillite s'était ouverte, en paiement de la somme de 9,700 fr. portée à l'actif dans le bilan du sieur *Teytaud*. Il conclut à ce que le paiement du 10 janv. 1812 soit déclaré nul et frauduleux; il se fonde, pour saisir de la contestation le tribunal de Bellac, sur le § 7 de l'art. 59 du C.

Tome III^e de 1828.

Feuille 11^e.

de proc., qui porte qu'en *matière de faillite* le défendeur sera assigné devant le juge du domicile du failli.

Le sieur Moroy demande son renvoi devant le tribunal de la Seine, lieu de son domicile, en invoquant le § 1^{er} de l'art. 59 du C. de proc., qui dispose qu'en *matière personnelle* le défendeur sera assigné devant le juge de son domicile. Le 11 mars 1825, jugement qui rejette le déclinatoire, « Attendu que, si, dans les cas les plus ordinaires, le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile, et si tel est le vœu de l'art. 59 du C. de proc., le même article contient plusieurs exceptions, et notamment une en matière de faillite; que cette exception particulière est générale et embrasse toutes les discussions qui intéressent la faillite; — Que la faillite de Gabriel Teytaud est ouverte dans le ressort de ce tribunal, depuis long-temps saisi de toutes les opérations qui y sont relatives. »

Sur l'appel, arrêt de la cour royale de Limoges qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

Le sieur Moroy est décédé depuis cet arrêt. La veuve, donataire de tous ses biens, remariée depuis avec le sieur Méslé, a attaqué l'arrêt de la cour de Limoges par voie de règlement de juges, en même temps que sous la forme de pourvoi en cassation. Les moyens pour soutenir ces deux actions étaient les mêmes; ils étaient pris d'une contravention au § 1^{er} de l'art. 59 du C. de proc., et d'une fausse application du § 7 du même article. — Aux termes du § 1^{er}, disait-on pour la veuve Moroy, le défendeur doit être assigné, en matière personnelle, devant le tribunal de son domicile; l'action formée contre le sieur Moroy est purement personnelle; elle devait donc être portée devant le tribunal de la Seine, dans le ressort duquel le défendeur était domicilié; il n'y avait à faire ici aucune application du § 7, d'après lequel, en matière de faillite, le défendeur doit être assigné devant le domicile du failli. L'attribution qui en résulte doit être restreinte aux contestations qui peuvent s'élever entre les prétendant-droit dans la faillite, aux questions de vérification de créances, de privilèges, etc.; elle ne saurait s'étendre aux actions formées par la masse contre les tiers qui ne réclament rien, qui sont restés étrangers aux opérations de la faillite, et qui ne peuvent être considérés que comme défendeurs. C'est ce qu'enseigne

M. Pardessus, *Cours de droit com.*, 2^e éd., t. 5, p. 35; c'est aussi ce qu'a jugé la cour de cassation par arrêts des 13 juil. 1818 et 22 mars 1821 (1). D'ailleurs il s'agissait simplement dans la cause des suites d'un mandat purement civil qui avait été donné avant le faillite : c'était une raison de plus pour ne pas distraire le défendeur du tribunal de son domicile.

Le sieur Guiot répondait que la demanderesse n'était pas recevable à se pourvoir par voie de règlement de juges, parce que, d'après l'art. 363 du C. de proc., pour qu'il y ait lieu à règlement de juges, il faut avant tout que deux tribunaux différents soient saisis du litige; que cet article abrogeait l'art. 29 de l'ordon. de 1737; qu'au surplus, soit comme demande en règlement de juges, soit comme pourvoi proprement dit, la requête de la demanderesse devait être rejetée, parce qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'une contestation *que la faillite avait fait naître*, et qui dès lors, ainsi que l'a dit la cour de cassation dans l'affaire *Cary*, devait être portée devant le juge du domicile du failli, conformément au § 7 de l'art. 59 du C. de proc. L'arrêt *Cary*, en date du 14 av. 1825 (t. 2 1825, p. 312), décide que la contestation élevée par les syndics d'une faillite, à raison d'un transport de marchandises consenti par le failli, dans les dix jours qui ont précédé la faillite, en faveur d'un de ses créanciers et en paiement d'une somme qui n'était pas échue, doit être portée devant les juges du domicile du failli, et non devant ceux du domicile du défendeur. La cause actuelle, ajoutait le sieur Guiot, est encore plus favorable, puisqu'il est question d'un prétendu paiement fait au failli, dix-sept mois après l'ouverture de la faillite, et que ce paiement est attaqué comme fait *en fraude* de la masse. Une pareille contestation intéresse évidemment la faillite; elle ne peut être jugée que par l'inspection et vérification des papiers : elle doit donc être portée devant le juge du domicile du failli, d'après le § 7 de l'art. 59 du C. de proc.

Le 17 juillet 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Henrion de Pansey premier président, M. Mousnier-Buisson rapporteur, MM. Nicod et Guillemin avocats, par lequel :

(1) Voy. t. 2 1818, p. 497; — nouv. éd., t. 20, p. 523.

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broé, avocat-général; — Attendu, sur la première question, relative à la fin de non recevoir, que l'art. 563 du C. de proc. civ. a posé les limites dans lesquelles seraient renfermés les pouvoirs et les attributions des tribunaux civils et des cours royales, en matière de règlement de juges; mais que cet article n'a point abrogé l'ordonnance de 1737, qui est une loi spéciale à la cour de cassation; que la demande des époux Meslé, considérée comme demande en règlement de juges, est dans les termes précis des art. 19 et 20 de cette ordonnance, et qu'ainsi la fin de non recevoir proposée par le sieur Guiot doit être écartée;

« Attendu, sur la seconde question, laquelle se rapporte au fond de cette demande, que sa solution doit se puiser dans la saine entente et la juste application du § 7 de l'art. 59 du C. de proc. civ., paragraphe qui est ainsi conçu : « Le défendeur sera assigné, en matière de faillite, » devant le juge du domicile du failli. » ; — Attendu que ces mots, *en matière de faillite*, présentent un sens général et absolu, et embrassent toutes les affaires qui intéressent la masse des créanciers de la faillite, notamment et par exprès celles qui peuvent résulter des traités et transactions consentis ou acceptés par le failli, postérieurement à la faillite, au préjudice et sans le concours de ses créanciers ou de leur mandataire légal; que, dans l'espèce, l'action dirigée par le sieur Guiot en sa qualité de syndic de la faillite Teytaud, tend à faire annuler une quittance ou décharge consentie en faveur du feu sieur Moroy, par ledit Teytaud, plus de dix-sept mois après l'ouverture de la faillite, et par le motif que cet acte aurait été consenti au préjudice de la masse des créanciers; que, d'une part, il est constant que le domicile du failli était établi à Bellac, d'où il résulte que le § 7 de l'art. 59 précité du C. de proc. civ. trouve ici sa juste application;

« Attendu, sur la troisième question, qu'elle devient sans objet, et qu'elle est implicitement résolue par les motifs qui précèdent, la demande en cassation étant fondée sur les mêmes moyens que celle en règlement de juges; — Par ces motifs, statuant par règlement de juges, sans s'arrêter à la fin de non recevoir proposée par le sieur Guiot, en la qualité qu'il agit, Déboute les sieur et dame Meslé de ladite demande en règlement, en tant qu'elle a pour objet le renvoi de la contestation devant le tribunal civil de la Seine, juge naturel du domicile du feu sieur Moroy; ordonné que, sur ladite contestation, les parties continueront de procéder conformément à ce qui a été prescrit et jugé par l'arrêt de la cour royale de Limoges, du 5 déc. 1827, et le jugement du tribunal civil de Bellac, du 11 mars 1825, lesquels arrêt et jugement seront exécutés suivant leur forme et teneur; moyennant ce, déclare n'y avoir lieu à statuer sur la demande en cassation subsidiairement formée par lesdits sieur et dame Meslé contre le susdit arrêt de la cour

royale de Limoges; — Ordonne la restitution de l'amende consignée à raison de cette demande subsidiaire. » S.

COUR DE CASSATION.

Un ecclésiastique peut-il être poursuivi devant les tribunaux, sans autorisation préalable du conseil d'état, à raison du délit de diffamation commis en chaire dans l'exercice de ses fonctions? (Rés. nég.) (1)

LE SIEUR BAILLARD, C. ROZE THIERRY.

En 1827, *Marie-Rosè Thierry* a cité devant le tribunal correctionnel de Nanci le sieur *Baillard*, curé de Flavigny. La plaignante prétendait que cet ecclésiastique, étant en chaire, avait tenu contre elle des propos injurieux et diffamatoires. — Jugement qui déclare Rose Thierry, quant à présent, non recevable, sauf à elle à se pourvoir devant le conseil d'état. — Appel de la part de Rose Thierry devant la cour royale de Nanci.

Le 2 fév. 1828, arrêt qui décide que la cour peut et doit connaître du fond de la cause, en suivant les formes ordinaires, et qui admet la preuve des faits articulés dans la plainte. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus :

« Considérant que le discours attribué au desservant de la paroisse de Flavigny, par Marie-Rose Thierry, présentait, au regard de celle-ci, les caractères de la diffamation et de l'injure définies par les art. 13 et 14 de la loi du 17 mai 1819, et serait susceptible d'entraîner contre ce desservant l'application des peines correctionnelles portées par les art. 18 et 19 de la même loi, s'il était prouvé qu'il eût été réellement prononcé de la manière et dans les circonstances relatées dans la plainte;

— Considérant que la connaissance des abus commis par les ecclésiastiques avait été attribuée, par la loi du 18 germ, an 10, en premier ordre, au conseil d'état, qui pouvait ou terminer l'affaire dans les formes administratives, ou la renvoyer, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes; — Que cette dévolution contraire aux principes les plus constants de notre ancien droit public avait évidemment pour but d'asservir les ministres de la religion aux exigences du chef de l'état, habile à s'approprier tous les moyens qui pouvaient concourir à consolider sa puissance:

« Que cette législation, entièrement subordonnée à des circonstances

(1) Voy., dans le même sens. un arrêt du 25 août 1827, t. 1^{er} 1828, p. 312.

politiques devait nécessairement changer avec elles; qu'en effet, la publication des art. 199 et suivans du C. pén. de 1810 faisait déjà pressager le retour prochain à un ordre de choses réclamé par les publicistes les plus éclairés; et qu'enfin, le décret du 25 mars 1813 a fait rentrer, de la manière la plus formelle, dans le domaine des cours royales, la connaissance de toutes les affaires désignées sous le nom d'*appels comme d'abus*, ainsi que de toutes celles qui résulteraient de la non-exécution des lois des concordats; — Qu'à la vérité ce décret laissait espérer un projet de loi qui devait déterminer la procédure et les peines applicables à ces sortes de matières, et qui devait compléter la législation à cet égard: ce qui était d'autant plus nécessaire, que la loi du 18 germ. n'attachait aucune peine aux abus qu'elle spécifiait, et que plusieurs de ces abus contre les droits ou la police de l'état ne se trouvent pas compris dans la nomenclature de ceux prévus par le code pénal; d'où il résulte que, si, dans l'état actuel de la législation, l'attribution donnée aux cours royales serait inefficace pour cette classe d'abus à défaut de sanction pénale, elle n'en reste pas moins formellement prononcée pour tous les autres abus rentrant dans la classification générale des délits et des crimes, dont la répression peut avoir lieu par les voies ordinaires de la justice, sans recourir aux mesures de haute administration; — Considérant que les juridictions sont de droit public, et que celle déterminée par la loi du 18 germ. ne pouvait être constitutionnellement changée qu'avec le concours des pouvoirs appelés à la confection des lois; qu'ainsi cette partie du décret du 26 mars 1813 dépassait les limites du pouvoir exécutif qui l'a rendu; — Qu'il est néanmoins constant que, antérieurement à la restauration, le chef du gouvernement ayant très fréquemment usurpé sur les droits du pouvoir législatif, et que ses actes, promulgués sous le titre de décrets ou avis du conseil d'état, ayant été exécutés comme de véritables lois, à défaut d'opposition des pouvoirs appelés à maintenir ou à annuler les actes impu- gnés d'inconstitutionnalité, l'impérieuse nécessité de ne pas bouleverser tout le système de notre législation a fait, depuis la charte, admettre, en point de doctrine, qu'un simple décret a pu modifier et même changer entièrement un principe établi par une loi; c'est maintenant une maxime de jurisprudence fixée par un grand nombre d'arrêts de la cour de cassation;

• Considérant que l'art. 68 de la charte a consacré le principe que les lois existantes lors de sa promulgation, et qui n'étaient point contraires à ses dispositions, restaient en vigueur jusqu'à ce qu'il y fût légalement dérogé; que le décret du 25 mars, devenu loi de l'état, loin d'être contraire à la charte, rentre nécessairement dans son esprit, puisque, encore bien que toute justice émane du roi, il ne peut la rendre lui-même, et qu'elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme, qu'il institue et qui sont inamovibles;

« Que le conseil d'état avait, sous le gouvernement intermédiaire, des attributions légales qu'il n'a pas conservées sous la charte; qu'aujourd'hui ses membres sont révocables à volonté, et qu'aucune loi ne leur donne le droit de participer au pouvoir judiciaire, et par conséquent de prononcer sur une contestation entre parties privées; que, spécialement chargés de donner des avis et d'élaborer les questions de haute administration, s'ils sont encore appelés à éclairer le roi sur cette espèce d'abus qui n'a pas le caractère de crime ou de délit, ils ne pourraient s'immiscer dans la connaissance et le jugement des faits qui portent atteinte à des intérêts privés, sans distraire les parties lésées de leurs juges naturels, ce qui est expressément interdit par la charte; — Qu'il n'est pas nécessaire d'examiner si une ordonnance royale aurait enlevé aux cours la connaissance de ces sortes d'affaires; qu'elle pourrait, d'ailleurs, recevoir son application avec les distinctions qui viennent d'être établies; que la charte ayant consacré le *status quo* de notre législation, et le pouvoir exécutif se trouvant aujourd'hui restreint au droit de faire des règlements pour l'exécution des lois, il n'aurait pu, sans l'intervention du pouvoir législatif, légalement changer l'ordre de juridiction fixé même par un acte primitivement inconstitutionnel, ayant acquis l'autorité et le caractère de la loi. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Baillard.

Du 28 mars 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Builly, conseiller, président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Mangin, conseiller, faisant fonctions d'avocat-général; — Vu les art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germ. an 10; — Attendu qu'il résulte de ces articles qu'en garantissant aux ministres de la religion le libre exercice de leurs fonctions, la loi a, en même temps, déterminé les cas d'abus et le moyen d'en obtenir la répression; — Que ce moyen est le recours au conseil d'état, qui, suivant les circonstances, doit terminer l'affaire administrativement ou la renvoyer à l'autorité compétente; — Qu'il suit de ces dispositions que la personne qui se prétend lésée par un fait que la loi a qualifié d'abus, ne peut poursuivre devant les tribunaux l'ecclésiastique inculpé, sans le recours préalable au conseil d'état, et sans son autorisation; — Attendu que, si le décret du 25 mars 1813 dispose que les cours royales connaîtront de toutes les affaires connues sous le nom d'appel comme d'abus, l'article final de ce décret subordonne son exécution à la présentation d'une loi sur la forme de procéder et l'application des peines; — Que cette loi n'a jamais été rendue; — Qu'ainsi, jusqu'à la promulgation de cette loi, celle du 18 germ. an 10 devait nécessairement continuer d'être exécutée quant à l'attribution de juridiction pour les cas d'abus; — Que, dès lors, l'ordonnance du 29 juin

1814, en soumettant au conseil d'état l'examen des poursuites ayant pour objet de réprimer des cas d'abus, n'a fait que maintenir un état de législation existant: — Et attendu que, dans l'espèce, le fait imputé au desservant de la paroisse de Flavigny était une diffamation commise en chaire dans l'église de la paroisse et pendant l'exercice de ses fonctions; que ce fait constituait un des cas prévus par l'art. 6 de la loi du 18 germ. an 10; — Que, par conséquent, il y avait lieu à recourir, pour raison de ce fait, au conseil d'état avant aucune poursuite devant les tribunaux; — Que, néanmoins, l'arrêt attaqué a annulé le jugement du tribunal correctionnel de Nanci qui, par ces motifs, s'était déclaré incompétent, et a ordonné la continuation de l'instruction; — En qu'il cet arrêt a violé les art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germ. an 10; —

CASSE. S.

COUR DE CASSATION.

L'acte d'appel, lequel est soumis aux formalités ordinaires de l'exploit d'ajournement, doit-il, A PEINE DE NULLITÉ, énoncer LITTÉRALEMENT le domicile réel de l'appelant? (Rés. nég.)

Cette énonciation peut-elle être suppléée par le contexte même de l'acte d'appel? (Rés. aff.) C. de proc., art. 61, 456 et 1030.

BAZENNERYE, C. LABOURET.

Par suite d'un procès engagé devant le tribunal de Guéret (Creuse) entre les sieurs Bazennerye et les héritiers Labouret, jugement du 25 août 1813, qui écarte les prétentions des sieurs Bazennerye. — Appel de ces derniers; l'acte d'appel était ainsi conçu: « L'an 1815, les 2 et 4 oct., à la requête des sieurs Silvain, Pierre, Claude et Etienne Bazennerye, tous propriétaires et enfants héritiers d'autre Pierre Bazennerye, ayant le même intérêt comme cohéritiers, et pour lesquels domicile est élu au chef-lieu de la commune de Dun, maison de Claude Bazennerye, l'un d'eux. »

Les héritiers Labouret arguent de nullité cet acte qui n'indique pas le domicile réel des appelants. Le 1^{er} déc. 1819, arrêt de la cour royale de Limoges, qui prononce en ces termes: « Attendu, en droit, que, d'après les art. 61 et 456 du C. de proc. combinés, tout acte d'appel, qui n'est autre chose qu'un ajournement donné devant la cour supérieure, doit contenir, comme l'ajournement ordinaire donné devant le

tribunal inférieur, entre autres conditions, le domicile du demandeur; que, par le *domicile*, on a toujours entendu, dans le code actuel, comme sous l'ordonnance de 1667, le domicile réel de la partie, distinct du domicile élu, qu'elle a la faculté ou est quelquefois dans l'obligation d'indiquer; qu'à l'omission de cette formalité est attachée la peine de nullité par ledit art. 61, nullité qui était aussi prononcée pour le même cas par l'ancienne ordonnance; — *En fait*, attendu que, dans les actes d'appel des 2 et 4 oct. 1815, les frères Bazennerye, requérants, n'ont point indiqué leur domicile; qu'ils se sont contentés de déclarer que domicile est élu pour eux tous au chef-lieu de la commune de Dun, maison de Claude Bazennerye, l'un d'eux; — Qu'ainsi il est évident qu'à l'égard de Silvain, de Pierre et d'Etienne Bazennerye, trois des requérants, il y a omission absolue d'indication du domicile réel, et par conséquent nullité encourue pour ce motif desdits actes d'appel à l'égard d'eux trois; — La cour déclare nul l'appel à l'encontre des sieurs Silvain, Pierre et Etienne Bazennerye; — Réforme le jugement à l'égard de Claude Bazennerye. »

Pourvoi des sieurs Silvain, Pierre et Etienne Bazennerye, pour violation des art. 61, 456 et 1030 du C. de proc. civ. — La cour royale avait mal interprété, suivant eux, l'art. 61. Lorsque cet article prescrit l'indication du domicile du demandeur, à peine de nullité, c'est dans le but d'éviter toute méprise ou confusion sur l'identité de sa personne, afin que le défendeur connaisse bien son adversaire et puisse lui faire utilement toutes les significations qu'il jugera convenables. Mais cet article ne dit nulle part que cette indication sera littéralement exprimée dans l'acte; elle peut résulter, par équivalence, des autres énonciations qui s'y trouvent; or c'est c'est ce qui arrive dans l'espèce, où les appelants sont désignés comme fils du même père Pierre Bazennerye, ayant tous le même intérêt et fait leur élection de domicile dans le même lieu, dans la même maison. C'était d'ailleurs à ce domicile que les intimés avaient assigné les appelans en première instance. Ils ne pouvaient dès lors prétexter cause d'ignorance de ce domicile. La cour royale avait donc, tout en s'écartant du texte et encore plus de l'esprit de la loi, créé une nullité qu'elle n'avait pas prévue.

Les défendeurs répondaient que la peine de nullité en au contraire, écrite dans la loi pour le cas où le domicile du demandeur ne serait pas indiqué dans l'assignation; de réelles dispositions, relatives aux formes, étaient toujours rigoureuses et de droit étroit. Si l'art. 61 ne parlait d'une indication expresse du domicile, il ne permettait du moins de douter que l'équipollence en pareil cas ne résulter que d'actes certains indiquant, par des relations précises et suffisantes, le domicile qui n'était pas exprimé dans l'assignation : tout cela manquait dans l'espèce, où les faits d'ailleurs établissaient comme constant que les appelants avaient des domiciles hors de la ville de Dun.

Du 18 février 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brissot président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Guichard père et Guillemin avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu les art. 61, 456 et 1030 du C. de proc.; — Attendu que l'art. 61 du C. de proc., en disant que l'exploit d'ajournement doit contenir le domicile du demandeur, ne dit point qu'il doit le contenir littéralement; qu'il suffit par conséquent qu'il le contienne d'une manière implicite et suffisante pour le faire connaître au défendeur, et mettre celui-ci à portée d'y faire les significations et diligences requises et nécessaires; — Que les actes d'appel dont il s'agit portent expressément qu'ils ont été faits à la requête des sieurs Silvain, Pierre Claude et Etienne Bazennerye, tous les quatre propriétaires, enfants et héritiers de Pierre Bazennerye, ayant le même intérêt comme cohéritiers, et pour lesquels domicile est élu au chef-lieu de la commune de Dun, maison de Claude Bazennerye, l'un d'eux; — Que, par ces expressions, les appelants ont évidemment indiqué leur domicile d'origine et réel à Dun; sinon d'une manière expresse, du moins d'une manière suffisante pour le faire connaître aux intimés et les mettre à portée d'y faire les significations et diligences requises; que les intimés ont pu d'autant moins méconnaître ce domicile, qu'ils l'avaient reconnu en y donnant au père des exposants l'assignation introductive de l'instance du 29 déc. 1799, et en y signifiant à ceux-ci les assignations en reprise d'instance des 25 vent. an 3 et 18 frim. an 4; — Qu'enfin les intimés n'ont indiqué l'existence d'aucun autre domicile réel des appelants; et l'arrêt, au lieu de constater le changement de domicile, s'est borné à dire qu'il y a omission de domicile dans les actes d'appel, parce que l'élection de domicile n'emporte point indication du domicile, sans s'occuper des autres énonciations contenues dans ces actes et sans donner aucun motif de rejet à cet égard; — Et attendu qu'il suit de ce qui précède qu'en annulant

des d'appel dont est question, l'arrêt a créé une nullité que la loi prononce point, a faussement appliqué les art. 61 et 456 du C. de proc., et violé l'art. 1030 du même code; — Cass.

Nota. Deux cours royales (Turin, 11 mai 1811, et Bruxelles, 11 juil. 1807. Voy. 1^{er} sem. 1812. p. 470, et 1^{er} 1808, 1813), avaient déjà jugé, dans le sens de l'arrêt de la cour royale de Limoges, que l'indication du domicile réel dans l'exploit d'ajournement était prescrit, à peine de nullité, par l'art. 61 du C. de proc. civ. — La cour de Turin, entre autres, avait formellement repoussé, comme contraire à la loi, le système des équipollences en cette matière. La cour de cassation, appelée à statuer sur cette grave question, admet au moins la possibilité des équipollences. A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Est-il cassable, pour contravention à une loi positive, l'arrêt qui décide que le douaire constitué par un mari à sa femme, dans leur contrat de mariage antérieur au code civil, et conformément aux dispositions de la coutume, présente un avantage qui doit s'imputer sur la portion déclarée disponible par ce code? (Rés. nég.)

Les biens donnés en avancement d'hoirie doivent-ils être rapportés et compris fictivement dans la masse de la succession, pour déterminer le montant de la quotité disponible léguée à l'un des héritiers? (Rés. aff.) C. civ., art. 857 et 922.

GILLY, C. LES HÉRITIERS GILLY.

La première question ne paraît pas susceptible de difficultés. Il semble que le douaire constitué par un mari à sa femme, soit que la quotité en ait été déterminée par le contrat de mariage, soit que l'époux ait déclaré s'en rapporter aux dispositions de la coutume, peut être considéré comme un avantage, par cela seul que le mari était le maître de stipuler que l'épouse n'aurait point de douaire. Toujours est-il certain que l'arrêt qui, en interprétant la clause relative à la convention du douaire, décide qu'elle présente un avantage, ne viole aucune loi positive, et que par conséquent il

est, sous ce rapport, vainement déféré à la censure de la cour de cassation.

La seconde question est plus grave, et mérite, par son importance, quelques explications. Un premier arrêt du tribunal régulateur, rendu le 30 déc. 1816, avait jugé que le prélegs fait à l'un des successeurs ou à un étranger, ne pouvait être pris que sur les biens existants dans la succession au moment du décès du testateur, sans que le légataire pût exiger que ceux précédemment donnés en avancement d'hoirie fussent compris fictivement dans la masse pour le calcul de la portion disponible dont le défunt l'avait gratifié; deux autres arrêts des 27 mars 1822 et 8 déc. 1824, avaient consacré le même principe; tous étaient fondés sur l'art. 857 du C. civ. qui porte que le rapport n'est pas dû aux légataires. La jurisprudence semblait donc irrévocablement fixée par tant de décisions uniformes, lorsqu'elle fut totalement changée par un arrêt du 8 juil. 1826; cet arrêt, rendu par toutes les chambres réunies, sous la présidence de S. G. le garde des sceaux, décide, au contraire, que les biens donnés en avancement d'hoirie doivent être rapportés et compris fictivement dans la masse de la succession, pour déterminer le montant de la portion disponible léguée par préciput à l'un des héritiers (1). La cour de cassation, pour rétracter ainsi sa première jurisprudence, s'est particulièrement fondée sur ce que le droit d'exiger ou de refuser le rapport proprement dit des biens des partages, et le droit d'exiger la réunion fictive des biens donnés en avancement d'hoirie, pour former la masse générale de la succession, sont deux choses tout à fait distinctes et qu'il ne faut pas confondre; que la règle établie par l'art. 857 du C. civ. n'est relative qu'au rapport, et ne prescrit rien pour la formation de la masse; que, s'il dispense le donataire en avancement d'hoirie du rapport réel envers les légataires et les créanciers, c'est uniquement dans son intérêt personnel et pour soustraire à leur action les libéralités qu'il ont été faites; que néanmoins le donataire de la portion disponible a le droit de demander la réunion fictive ordonnée

(1) Voy. cet arrêt, t. 5 1826, p. 272, et les arrêts contraires, t. 1 1817, p. 5; t. 2 1822, p. 353; et t. 1^{er} 1825, p. 241; — et nouv. éd. t. 18, p. 920; t. 24, p. 329.

l'art. 922, afin de connaître la consistance générale de l'hérédité, et afin de fixer la valeur de la quotité dont le donateur a pu disposer; qu'il a enfin le droit de prélever la quotité sur les biens possédés par le donateur lors de son décès, soit en totalité, si elle n'a pas été entamée par les libéralités antérieures, soit en partie, si ces libéralités excèdent la légitime du donataire qui les a reçues. Que la réunion fictive dérive de la nature et du caractère des avances d'hoirie, qui ne sont en réalité que des remises anticipées des biens que les donataires successibles doivent recueillir un jour dans les successions. »

Ainsi on voit dominer dans cette décision deux principaux motifs. Le premier, c'est que la réunion fictive prescrite par l'art. 922 diffère essentiellement du rapport dont parle l'art. 847; qu'elle n'est qu'une simple opération de calcul qui n'attribue sur les biens donnés aucune espèce de droit au légataire de la quotité disponible, et qui sert seulement à déterminer la consistance de son legs, dont le paiement ne se fera toujours que sur les biens existants au décès, mais dont la liquidation ne peut avoir lieu qu'au moyen de la réunion fictive de tous les biens composant la masse héréditaire, la loi déterminant pas d'autre manière de calculer la quotité disponible. Le second motif est pris de ce que les donations en avancement d'hoirie ne sont point de véritables libéralités, mais en quelque sorte une avance faite par le père de famille à ses enfants sur leur légitime, une remise anticipée de leur part dans la succession; en telle sorte que les biens ainsi donnés sont censés toujours faire partie de la masse héréditaire, et doivent entrer en ligne de compte pour le calcul de la quotité disponible. On aurait pu ajouter que telle a été nécessairement l'intention du donateur; qu'en effet on ne doit pas supposer qu'un père qui, pour faciliter l'établissement ou le mariage de l'un de ses enfants, se dessaisit en sa faveur et par avance de tout ou partie de sa part héréditaire, entende se priver par là du droit de disposer par préciput, ou restreindre à cet égard la faculté qu'il tient de la loi; que le résultat d'une pareille théorie serait d'anéantir l'usage des donations en avancement d'hoirie, ou tout au moins de déterminer les pères à n'en faire que de très modiques, ce qui tendrait à rendre les mariages plus difficiles.

Ces considérations d'un ordre supérieur sont bien propres à justifier la nouvelle jurisprudence consacrée par l'arrêt *lennel* du 8 juil. 1826; aussi a-t-elle sanctionnée par une décision plus récente, et dont voici l'espèce.

Le sieur *Gilly* est mort en février 1823, laissant quatre enfants. L'un d'eux (la dame *Cellier*) avait été mariée en 1820, et ses père et mère lui avaient donné en avancement d'hoirie quelques immeubles, avec la clause que la dot constituée serait imputée sur la succession du prémorté des dotateurs. Un autre enfant (*Auguste Gilly*) avait été institué, par le testament de son père, légataire en préciput de la quotité disponible, en sorte que les deux derniers trouvaient réduits à leur légitime.

La veuve *Gilly*, à qui son mari avait assigné douaire sur tous les biens propres, réels et fictifs, sans le déterminer, ayant déclaré s'en rapporter pour la quotité à l'art. 293 de la coutume d'Anjou, qui fixe le douaire à l'usufruit du tiers des biens du mari, a réclamé, dans la succession de ce dernier, le bénéfice de cette disposition.

De son côté, *Auguste Gilly* a demandé la délivrance de la quotité disponible dont il était légataire, et pour la faire il a prétendu obliger la dame *Cellier*, sa sœur, au rapport des biens qu'elle avait reçus de son père en avancement d'hoirie.

Les autres enfants n'ont point contesté la demande de la mère. Mais ils ont combattu celle de leur frère (*Auguste*) sur deux rapports. Ils ont d'abord soutenu que la quotité disponible devait exclusivement se calculer d'après l'importance des biens existants au décès du père commun, sans avoir égard à ceux qu'il avait précédemment donnés en avancement d'hoirie; parce que, d'une part, l'art. 922 ne concerne que le cas de la réduction, et que, dans l'espèce, il ne s'agissait point de réduction, puisque le testateur n'avait donné que ce dont il pouvait disposer; et parce que, d'autre part, le rapport, aux termes de l'art. 857, n'était pas dû au légataire; ils ont ajouté, en second lieu, que le douaire constitué à leur mère étant un avantage réel, devait être imputé sur la quotité disponible et diminuer d'autant le prélegs fait à leur frère.

Le 9 mars 1824, jugement du tribunal civil d'Angers qui

penale ce système de défense. — Appel ; et, le 3 août suivant, arrêt confirmatif. — « Considérant, y est-il dit, que les droits de la veuve Gilly se fondent sur son contrat de mariage du 13 sept. 1788 ; que la loi ne peut avoir d'effet rétroactif et porter atteinte à une institution contractuelle dont le sort doit être réglé d'après les dispositions de la coutume en vigueur au temps du contrat ; — Que le douaire, la garnie et autres gains de survie dont la réalisation s'opère en faveur de la femme qu'après la mort de son mari, soit qu'ils lui proviennent de la volonté de l'homme, soit qu'elle les tienne de l'autorité statuaire, n'en sont pas moins de véritables avantages ; — Que, dans le premier cas, on ne saurait dire que le mari s'est affranchi d'une dette, puisqu'il pouvait être stipulé que l'épouse n'aurait aucun douaire ; que, dans le deuxième, on prétendrait vainement que le douaire est un prescrit de la loi qui en fait une charge réelle des héritages, car la loi ne donne qu'en supposant que c'est le mari qui donne ; — Que, dans l'espèce, les droits de la veuve Gilly lui sont conférés par une disposition expresse, et qu'ils excèdent même les avantages coutumiers.

« Considérant que les legs faits à Auguste Gilly de tout le disponible ne saurait être exercé en entier et outre les droits de la veuve, sans entamer la légitime des autres enfants ; — Que cette légitime devant être respectée, il est nécessaire d'imputer sur le legs universel la valeur des avantages irrévocablement acquis à la veuve Gilly ; — Que ce moyen concilie tous les intérêts, puisque ladite veuve obtient tous ses droits ; que la légataire universel absorbe, au surplus, toute la quotité disponible, et que les enfants conservent leur réserve ;

« Considérant, en ce qui touche les droits d'Auguste Gilly, que, comme *cohéritier*, il se trouve fondé à demander le rapport de ce que la dame Cellier, sa sœur, a reçu par avancement d'hoirie ; mais qu'il n'a pas les mêmes droits comme *légataire*, d'après l'art. 857 du C. civ. ; — Que la réunion de ces deux qualités dans la même personne n'opère pas confusion des droits attachés à chacune desdites qualités dont les effets doivent demeurer distincts. »

Pourvoi d'Auguste Gilly. — 1^o Violation de l'art. 299 de la coutume d'Anjou, et, par suite, de l'art. 913 du C. civ., en

ce que la cour royale a décidé que le donaire était une libéralité imputable sur la quotité disponible, tandis qu'il n'en était dans la réalité qu'une dette personnelle du mari;

2° Fausse application de l'art. 913 et violation de l'art. 922 du même code, en ce que la cour d'Angers avait dispensé la dame Cellier du rapport fictif des biens qui lui avaient été donnés en avancement d'hoirie, à l'effet de calculer l'quotité due de la quotité disponible, quoique ce mode fut expressément indiqué par l'art. 922, et que d'ailleurs il eût été formellement prescrit par l'arrêt de la cour, du 8 juil. 1826.

Tels sont, en analyse, les deux moyens de cassation présentés par le demandeur. Le second moyen a prévalu.

Le 13 mai 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Henry-Larivière rapporteur, MM. Lassus et Guichard avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Et après délibéré en la chambre du conseil; — Sur le premier moyen, — Attendu qu'en jugeant que le donaire dont il s'agit était une libéralité faite par le mari, et qu'il devait en conséquence être imputé sur la portion disponible, l'arrêt attaqué n'a violé aucun loi; REJETTE le premier moyen; — Sur le deuxième moyen, — Vu l'art. 922 du C. civ., considérant qu'aux termes de cet article le donataire ou légataire de la portion disponible a le droit de demander la réunion fictive, afin de connaître la consistance générale de l'hérédité, et de fixer la valeur de la quotité disponible; que cette réunion fictive n'a lieu que sur la portion disponible, et non sur la totalité de l'hérédité, en ce qui concerne les successibles, de la nature et du caractère des avancements d'hoirie, qui ne sont en réalité que des remises anticipées des parts que les donataires doivent recueillir un jour de succession; — D'où il suit qu'en décidant que la donation faite en avancement d'hoirie à la dame Cellier par le sieur Gilly, son père, ne devait pas être fictivement réunie aux biens qu'il possédait au moment de sa mort, pour déterminer la quotité disponible de ceux qu'il a légués à son demandeur, son fils, la cour royale d'Angers a violé l'art. 922 du C. civ.; — Donnant défaut contre les défaillants, — CASSE. »

B.

COUR DE CASSATION.

Doit-on considérer comme arbitres forcés ceux qui ont prononcé sur des différends entre associés de commerce pour raison de société, soit qu'ils aient été nommés par

les parties elles-mêmes, soit qu'ils aient été autorisés à juger en dernier ressort? (Rés. aff.)

Ces circonstances changent-elles la nature du jugement arbitral, de telle sorte que les parties soient recevables à former opposition à l'ordonnance d'exécution de ce jugement, comme s'il avait été rendu par des arbitres volontaires? (Rés. nég.) C. com., art. 52 et 55; C. proc., art. 1028(1).

BONNET ET PAGÈS, C. DELCROS.

En 1820, des contestations se sont élevées entre les sieurs Bonnet, Pagès et Delcros, au sujet d'une société commerciale qui avait existé entre eux. Les parties ont nommé des arbitres qu'elles ont dispensé des formes et des délais de droit. Par une autre clause du compromis, les parties ont déclaré que le jugement à intervenir serait en dernier ressort, et ne pourrait être attaqué par appel, recours en cassation, requête civile, ni par toute autre voie.

En 1822, sentence arbitrale qui statue définitivement sur les réclamations respectives des parties. — Les sieurs Bonnet et Pagès forment opposition à l'ordonnance d'exécution de cette sentence. Ils reconnaissent que l'art. 1028 du C. de proc., qui autorise l'opposition à l'ordonnance d'exécution, n'est pas applicable aux sentences des arbitres forcés; mais ils soutiennent que, lorsque des arbitres forcés reçoivent et acceptent le pouvoir de ne pas se conformer à la loi, ils perdent le caractère de juge, et deviennent dès lors arbitres volontaires; que par suite leur sentence est soumise à l'opposition autorisée par l'art. 1028. Dans l'espèce, ajoutaient-ils, la nature de l'arbitrage a été changée par les clauses du compromis, qui dispensaient les arbitres des formes et des délais de droit, et qui leur accordaient le pouvoir de rendre une décision en dernier ressort. Vainement opposerait-on qu'il faut, pour que la nature de l'arbitrage change, que les arbitres soient autorisés à s'écarter des règles touchant le fond du droit. Il suffit que la dispense porte sur la forme;

(1) Voy., dans le même sens, t. 1^{er} 1814, p. 321; nouv. éd., t. 14, p. 611. Mais lorsque les parties consentent à ce que des arbitres forcés statuent comme *amiables compositeurs*, ces arbitres sont réputés arbitres volontaires: Voy. t. 1^{er} 1819, p. 127, et t. 3 1822, p. 513; — nouv. éd., t. 20, p. 298, et t. 24, p. 406.

car, si l'on dispensait un tribunal civil des règles de la procédure, il est incontestable qu'on lui ôterait son caractère.

Le 19 mars 1823, jugement du tribunal de commerce de Perpignan, qui, sans s'arrêter à ces moyens, déclare l'opposition des sieurs Bonnet et Pagès non recevable. — Appel.

Le 27 août 1824, arrêt de la cour royale de Montpellier, qui démet les sieurs Bonnet et Pagès de leur appel; — « Attendu qu'il s'agit d'arbitrage en matière commerciale; que, dans ce cas, l'arbitrage est ordonné par la loi et forcé; que, dans ce cas encore, les arbitres nommés pour la cause ont les mêmes pouvoirs que les juges, et sont mis à la place des tribunaux de commerce; que la voie de l'opposition à l'ordonnance d'exécution ne saurait être ouverte dans le cas de l'arbitrage forcé, soit parce que le code de commerce ne parle pas de ce recours particulier, qui demeure spécial aux arbitrages volontaires réglés par le code de procédure, soit parce qu'il ne serait pas dans l'ordre que les tribunaux de commerce fussent appelés à réviser des sentences rendues par les arbitres, qui ont reçu de la loi les mêmes pouvoirs qu'eux pour l'objet qui leur est attribué; — Qu'il n'y a, dans le compromis, rien qui ait dénaturé l'arbitrage forcé, et qui puisse caractériser l'arbitrage volontaire; qu'en effet, les arbitres n'ont pas été nommés amiables compositeurs, ni autorisés à s'écarter des règles touchant le fond du droit; — Que, d'ailleurs, la voie de l'opposition à l'ordonnance d'exécution fût-elle ouverte en arbitrage forcé, les parties y ont renoncé par la clause du compromis, où elles veulent que le jugement soit définitif; et renoncent à se pourvoir par appel, recours en cassation, requête civile, ni par aucune autre voie. »

Recours en cassation pour violation de l'art. 1028 du C. de proc., et fausse application de l'art. 52 du C. de com.

Le 7 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pansey* président, M. *Dunoyer* rapporteur, M. *Nicod* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Lebeau*, avocat-général; — Attendu que, d'après l'art. 51 du C. de com., toute contestation entre associés, et pour raison de société commerciale, doit être jugée par des arbitres; qu'ainsi les arbitres sont de véritables juges investis de tous les pouvoirs des tribunaux; — Attendu que, suivant

l'art. 52, il y a lieu à l'appel du jugement arbitral, si la renonciation n'a pas été stipulée; qu'ainsi la renonciation à l'appel ne change pas la nature du jugement, de même qu'elle ne changerait pas la nature d'un jugement émané de toute autre juridiction; — Attendu que, d'après l'art. 55, les arbitres ne sont nommés d'office par le tribunal de commerce qu'en cas de refus des associés ou de l'un d'eux; et que, soit que les arbitres soient nommés par les parties intéressées ou d'office par le tribunal de commerce, la nature du jugement arbitral n'est pas changée non plus:

• Attendu que, dans l'espèce, il s'agissait d'une contestation entre associés et pour raison de la société; que les arbitres formaient donc un tribunal investi, à raison de la matière, des mêmes pouvoirs que les autres tribunaux, relativement aux attributions qui leur sont conférées par la loi; — Attendu que la voie de la nullité n'est admise par aucune loi contre les jugements en dernier ressort, et qu'elle ne peut pas l'être davantage contre un jugement arbitral, rendu en dernier ressort sur les contestations résultant de la société; — Attendu que l'opposition formée par Bonnet et Pagès à l'ordonnance d'exequatur du jugement rendu entre eux et le sieur Delcros, en matière de société, avait pour objet de parvenir à faire annuler la décision en dernier ressort desdits arbitres, et qu'en rejetant cette opposition, la cour royale a fait une juste application des articles du code de commerce; — Attendu enfin que l'art. 1028 du C. de proc., relatif aux arbitrages volontaires, est étranger aux arbitrages en matière de société; — **REJETTE**, etc. » S.

COUR DE CASSATION.

Y a-t-il contradiction dans la réponse du jury qui déclare un accusé coupable de vol avec les circonstances de domesticité et de maison habitée, et qui déclare un autre accusé complice de ce crime, par recélé, sans ces circonstances? (Rés. nég.) C. inst. crim., art. 350, 365.

MINISTÈRE PUBLIC, C. BUCKEL ET STOECKEL.

Ainsi jugé par ARRÊT du 18 janvier 1828, section criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Ollivier rapporteur, conçu en ces termes :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Statuant sur le pourvoi du ministère public près la cour d'assises du Bas-Rhin; — Attendu que, hors des cas prévus par les art. 351 et 352 du C. d'inst. crim., non applicables à l'espèce, une déclaration du jury, claire, concordante et catégorique sur les faits de l'accusation, n'est, d'après l'art. 350 du même code, susceptible d'aucun recours:

que l'art. 365 porte : « si le fait déclaré est défendu, la cour d'assises doit prononcer les peines établies par la loi. » ;

• Et attendu que, dans l'espèce, le jury avait déclaré l'accusé *Bachel* coupable d'avoir commis un vol dans une maison habitée où il travaillait habituellement; et l'accusé *Stackel* coupable d'avoir recélé sciemment, sans les circonstances aggravantes, les effets volés: — Que la déclaration négative de ces circonstances aggravantes à l'égard du recéleur exprimait bien qu'il ne les connaissait pas au moment du recélé; mais que, d'après l'art. 65 du C. pén., ce défaut de connaissance ne pouvait empêcher qu'il n'en courût la même peine que l'auteur, dès que cette peine n'était point celle de la mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation; — Que, d'autre part, la déclaration négative à l'égard du recéleur n'avait rien d'inconciliable avec la déclaration affirmative de ces mêmes circonstances à l'égard de l'auteur du vol, puisqu'il était très possible que les circonstances qui avaient accompagné ce crime fussent, au moment du recélé, inconnues au recéleur.

• Qu'ainsi la déclaration du jury était claire, concordante et catégorique, et formait une base légale pour appliquer aux faits déclarés à l'égard des accusés, et rentrant dans l'application du § 3 de l'art. 386 du C. pén., la peine prononcée par cet article: — Que, néanmoins, la cour d'assises, réputant contradictoire la réponse du jury, en ce qu'elle était affirmative des circonstances à l'égard de l'auteur du vol, et négative à l'égard du recéleur, a renvoyé le jury dans la chambre de ses délibérations, et, sur une nouvelle déclaration négative des circonstances, à l'égard des deux accusés, et réduisant le fait imputé à un vol simple, a prononcé contre les accusés la peine d'emprisonnement portée par l'art. 401 du C. pén.; — En quoi cette cour a porté atteinte à une déclaration de jury non susceptible de recours, et par suite faussement appliqué la loi pénale, et par là violé les art. 350, 365 du C. d'inst. crim., 386 du C. pén., et faussement appliqué l'art. 401 du même code: — CASSE l'arrêt de la cour d'assises du département du Bas-Rhin, du 7 déc. dernier, qui renvoie le jury dans la chambre de ses délibérations, pour faire une seconde déclaration; casse également cette seconde déclaration et l'arrêt de condamnation, et renvoie, la première déclaration maintenue, etc. »

COUR DE CASSATION.

Y a-t-il excès de pouvoir si un tribunal décide par voie réglementaire QU'AUX AVOCATS SEULS APPARTIENT LE DROIT DE PLAIDER AU CORRECTIONNEL? (Rés. aff.)

Les avoués peuvent-ils défendre non seulement les prévenus en matière correctionnelle devant les tribunaux de pre-

mière instance, mais aussi les accusés en matière criminelle devant les cours d'assises? (Rés. aff.)

Les modifications que le décret du 2 juil. 1812 et l'ordonnance du 27 fév. 1822 ont apportées aux prérogatives accordées aux avoués par la loi du 22 vent. an 12 ne sont-elles relatives qu'à la plaidoirie des affaires civiles? (Rés. aff.)

M^e TANTON, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 25 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Mangin rapporteur, M. Lassis avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau de Pény, avocat-général; — Vu l'art. 5 du C. civ., le décret du 29 pluv. an 9, les art. 32 de la loi du 22 vent. an 12, 185, 295 du C. d'inst. crim., et 113 du décret du 6 juil. 1810; — Attendu qu'aux termes de l'art. 5 du C. civ., il est défendu aux juges de prononcer, par voie de disposition générale et réglementaire, sur les causes qui leur sont soumises; que cependant la première partie du dispositif du jugement du tribunal correctionnel de Charleville porte : « Le tribunal déclare qu'aux avocats seuls appartient le droit de plaider au correctionnel, quand les prévenus ne se bornent pas à se défendre eux-mêmes. » ; que, par-là, le tribunal de Charleville ne s'est pas borné à statuer sur la prétention du demandeur qui réclamait, en sa qualité d'avoué, la faculté de défendre un prévenu; que ce tribunal a, au contraire, disposé d'une manière générale sur les droits respectifs des avocats et des avoués à la plaidoirie des affaires de police correctionnelle; qu'il a donc excédé ses pouvoirs et violé le principe de droit public établi par les art. 5 du C. civ., et 12 de la loi du 24 août 1790; que l'arrêt attaqué s'est approprié cet excès de pouvoirs en confirmant le jugement dont il s'agit;

• Attendu que les avoués ont reçu, des lois des 20 mai 1791 et 27 vent. an 8, qui les instituent, le droit de plaider toutes sortes d'affaires; que ce droit a été expressément conservé aux avoués licenciés, quant aux affaires dans lesquelles ils occupent, par l'art. 32 de la loi du 22 vent. an 12; — Qu'à côté de ces dispositions se placent des règles spéciales relatives à la défense des prévenus; qu'en effet le décret du 29 pluv. an 9 a autorisé les avoués à exercer leur ministère près des tribunaux criminels qui connaissaient alors des appels de police correctionnelle; que l'art. 295 du C. d'inst. crim. a permis aux accusés de les choisir pour conseils; que, postérieurement à la nouvelle organisation judiciaire, l'art. 113 du décret du 6 juil. 1810 a donné aux avoués la faculté d'exercer près des cours d'assises; — Que le ministère des avoués, dans ces différents cas, ne peut être autre que la défense des prévenus ou des accusés, puisque, devant les tribunaux de répression, les avoués ne sont

pas nécessaires comme officiers ministériels; — Que, s'ils ont le droit de défendre les accusés devant les cours d'assises et les prévenus devant les tribunaux d'appel de police correctionnelle, ils l'ont à plus forte raison devant les tribunaux de première instance correctionnelle; que c'est en conséquence de ce principe que l'art. 185 du C. d'inst. crim. établit que le prévenu, dispensé de comparaître en personne, se fera représenter par un avoué;

« Attendu que ces règles sont spéciales à la défense des prévenus et des accusés; que le décret du 14 déc. 1810, ni l'ordonnance du 20 nov. 1822, n'y ont pas dérogé, puisqu'ils ne déterminent rien sur les droits respectifs des avocats et des avoués à la plaidoirie; que, si le décret du 2 juil. 1812 et l'ordonnance du 27 fév. 1822 ont modifié le droit que l'art. 32 de la loi du 22 vent. an 12 donnait aux avoués licenciés de plaider indistinctement toutes les affaires dans lesquelles ils occupaient, ce droit et ces modifications ne sont évidemment relatifs qu'à la plaidoirie des affaires civiles;

« Que la faculté que tout prévenu a de se faire défendre ne peut être limitée et circonscrite que par les dispositions expresses des lois ou des règlements; que la défense cesserait d'être libre si l'on pouvait la restreindre par des inductions tirées de décrets et d'ordonnances faites pour une autre matière;

« Attendu que, dans l'espèce, Tanton était chargé par Bourland, prévenu de vol, de présenter sa défense devant le tribunal correctionnel de Charleville; que cette défense lui a été interdite, sous prétexte que, comme avoué, il n'avait pas le droit de plaider; — Qu'en confirmant cette décision, l'arrêt attaqué a violé les lois et règlements précités; — Casse l'arrêt de la cour royale de Metz, chambre des appels de police correctionnelle, du 19 nov. 1827; déclare, d'après le dernier alinéa de l'art. 429 du C. d'inst. crim., qu'il n'y a lieu à aucun renvoi. »

Nota. Le 12 janv. 1828, la même chambre a rendu un arrêt identique entre M^e Ploix et le Ministère public. — Voy. en cette matière le présent vol., p. 59.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'au moment du tirage on a cru qu'il y avait trente-un jurés, tandis qu'il n'y en avait que trente, faut-il procéder à un tirage nouveau, quoique le nom du juré cru présent ne soit point sorti? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 395. Le président seul peut-il ordonner ce second tirage? (Rés. aff.) Mêmes code et article. (1)

(1) Voy. arrêt conforme, 1^{er} déc. 1820, anc. col., t. 1^{er} 1821; nouv. éd., t. 22, p. 849.

TEXANDIER, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Jacques Texandier ayant été traduit devant la cour d'assises de la Haute-Vienne sous une accusation de meurtre, on procéda, le 30 janv. 1828, au tirage des jurés en présence du président seul et du greffier.

Il résulte du procès-verbal qu'on croyait trente-un jurés présents, l'absence du sieur *Bardinet*, l'un d'eux, n'ayant pas été aperçue, parce qu'il avait paru dans la salle quelques instants avant l'opération. Son nom fut donc jeté dans l'urne comme celui des autres jurés; mais il ne sortit pas pour faire partie du tableau.

A peine le tirage consommé, protestation de la part de quelques jurés sortis, qui prétendent que le tirage est nul, parce que le nom du sieur *Bardinet* a été mis dans l'urne. Ils demandent un nouveau tirage. — Le défenseur de l'accusé s'y oppose. Il dit que le tableau formé est irrévocablement acquis à son client. — Le président interpelle le sieur *Bardinet*, alors rentré dans la salle, et qui avoue n'avoir pas répondu à l'appel. Sur cette réponse, il ordonne un deuxième tirage, et l'on forme un nouveau tableau de douze jurés. — Débats et condamnation de *Texandier* aux travaux forcés à perpétuité.

Pourvoi. — On soutient d'abord au nom du condamné que le premier tirage des jurés avait été régulièrement opéré. En effet, aux termes de l'art. 395 du C. d'inst. crim., dès qu'il y a trente jurés présents le tableau peut être formé. L'absence du sieur *Bardinet*, trente-unième juré, n'empêchait donc point le tirage; elle ne le viciait pas non plus, quoique son nom eût été mis dans l'urne. — Ce nom n'étant pas sorti, le tableau présentait donc bien 12 jurés présents à l'appel pris sur trente jurés également présents? L'opération était régulière. En faisant un nouveau tirage on a violé l'article précité.

Un deuxième moyen de cassation était tiré de ce que le président seul avait statué sur la question amenée par la circonstance que nous venons d'exposer. Il y a là, disait-on, excès de pouvoir. La cour seule avait droit de statuer sur la demande de *Texandier*, tendante à la formation d'un nouveau tableau de jurés. Mais ce moyen n'a pas plus réussi que le premier.

Du 6 mars 1828, ARRÊT de la cour de cassation, chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Gaillard rapporteur, M. Roger avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Fréreau, avocat-général; — Attendu qu'aux termes de l'art. 399, § 2, du C. d'inst. crim., les noms des jurés présents et répondant à l'appel doivent seuls être déposés dans l'urne; que le nom du sieur Bardinet, l'un des jurés de la liste, a été déposé dans l'urne, quoique ce juré n'eût pas répondu à l'appel, étant absent; qu'il y avait donc eu violation dudit § 2 de l'art. 399, et que le président, en annulant le tableau des douze jurés ainsi illégalement formé, a régulièrement agi; — Attendu qu'aux termes de § 1^{er} de l'art. 399 précité, le tableau du jury du jugement doit être formé avant l'audience; — Que, d'après les art. 266, 309 et 405 du C. d'inst. crim., le président de la cour d'assises est seul chargé de former le jury du jugement; — Que la cour d'assises ne se réunit en séance qu'immédiatement après la formation de ce jury; qu'elle n'y prend aucune part; qu'elle est donc sans caractère pour juger les réclamations qui peuvent s'élever par rapport à une opération antérieure à la réunion de ses membres; — REJETTE. » R.

COUR DE CASSATION.

Lorsque deux individus, poursuivis pour un délit emportant des dommages et intérêts, sont amnistiés par une ordonnance royale, le ministère public a-t-il qualité pour poursuivre de son chef, et d'office, le dédommagement dû à la partie lésée ? (Rés. nég.) C. inst. crim., art. 1^{er}. Celle-ci a-t-elle seule le droit d'exercer l'action en réparation du dommage ? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. TRIPILOT ET BALIGUET.

Du 18 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly faisant fonction de président, M. Bernard rapporteur, M. Laplagne-Barris avocat-général.

COUR DE CASSATION.

La saisie d'une pension alimentaire, faite en vertu d'une permission du juge, et pour la somme qu'il a déterminée, par un créancier postérieur à l'acte constitutif de la pension, est-elle valable ? (Rés. aff.)

EN D'AUTRES TERMES, doit-on décider que LES SOMMES ET PEN-

sions pour aliments, désignées au n° 4 de l'art. 581 du C. de proc. civ., sont virtuellement comprises dans les provisions alimentaires désignées au n° 3 du même article, et qu'elles ne sont saisissables, comme celles-ci, qu'à titre d'aliments ? (Rés. nég.) C. proc., art. 581 et 582.

VEUVE MARGUET, C. MELCHIOR.

Le sieur *Melchior*, créancier de la veuve *Marguet* d'une somme de 74 fr. 20 c. pour reliquat de compte, et de celle de 215 fr. 11 c. pour dépens, avait obtenu, le 24 août 1825, un jugement qui la condamnait à lui payer ces deux sommes. Par conséquence, après autorisation préalable du juge, il avait fait une saisie entre les mains des époux *Morel* et *Rozet*, débiteurs envers la veuve *Marguet*, leur mère, d'une pension alimentaire de 800 fr. — Assignée en validité, la veuve *Marguet* demande la nullité de la saisie. Elle se fondait sur les dispositions mêmes des art. 581 et 582 du C. de proc. civ., qui déclarent insaisissables les provisions alimentaires, autrement que pour cause d'aliments; or, dans l'expression de provisions alimentaires, se trouvaient nécessairement comprises les pensions alimentaires. — Le 26 déc. 1826, jugement du tribunal civil de Besançon qui déclare la saisie bonne et valable, et ordonne que *Morel* et *Rozet* paieront entre les mains de *Melchior*, dans la proportion de ce que chacun doit, et à chaque trimestre, la somme de 50 fr., jusqu'à extinction des causes de la saisie. Le jugement se fonde sur ce que « la loi fait une différence entre une provision et une pension alimentaire; que, si la première ne peut être saisie que pour cause d'aliments déjà fournis, il n'en est pas de même de la seconde, qui peut être saisie pour toute autre cause, lorsque le titre en vertu duquel on agit est postérieur à l'acte constitutif de la pension; — Que les sieurs *Morel* et *Rozet* ne doivent pas simplement une provision, mais une pension alimentaire à la défenderesse; que le demandeur est créancier de celle-ci pour des sommes à elle remises, et en vertu du jugement qui les lui alloue, dont la date est postérieure à l'acte qui constitue ladite pension; — Que, si, aux termes des art. 581 et 582 du C. de proc. civ., il a été fondé à faire une saisie, elle ne peut avoir d'effet que pour la portion qui sera déterminée par le juge. »

Pourvoi en cassation de la veuve Margnet pour violation et fausse interprétation des art. 581 et 582 du C. de proc. civ.—Il ne fallait pas distinguer, suivant elle, comme l'avait fait arbitrairement le tribunal civil de Besançon, ce qui dans le véritable esprit de la loi, n'était pas susceptible de distinction. Il était évident en effet que ces mots *provisions alimentaires*, *pensions alimentaires*, exprimaient une seule et même chose; c'était la somme rigoureusement nécessaire à l'existence de celui qui la recevait. Ils devaient donc être régis par les mêmes principes. Que l'on voulût faire une distinction pour le cas où, sous la dénomination de *pension alimentaire*, on léguait ou on constituait un usufruit, une rente, une somme en un mot supérieure aux besoins réels de celui qui en était gratifié: c'est ce que l'on concevait facilement. Dans ce cas, la pension, la rente, devait être réduite au strict nécessaire. Tel était le sens du n° 4 de l'art. 581 du C. de proc. civ.; mais lorsque, comme dans l'espèce, la pension n'était réellement et au fond qu'une provision, c'était violer tout à la fois l'esprit et la lettre de la loi que d'appliquer une disposition autre que celle relative à la provision alimentaire.

Du 13 décembre 1827, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. *Henrion de Pensey* président, M. *Mestadier* rapporteur, M. *Guillemin* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *de Vatimesnil*, avocat-général;—Attendu qu'il s'agit dans la cause non d'une provision alimentaire, mais d'une pension accordée pour aliments à une mère sur ses enfants, pension fixée par la justice à la somme de 500 fr., et ensuite portée à 800 fr.; — Attendu qu'après avoir, par l'art. 581, déclaré insaisissables les pensions pour aliments énoncées n° 4, de même que les provisions alimentaires énoncées n° 2, le législateur, les distinguant toujours, déclare, par l'art. 582 du C. de proc., que les provisions alimentaires peuvent être saisies pour cause d'aliments, et que les pensions pour cause d'aliments peuvent être saisies par des créanciers postérieurs à l'acte constitutif de la pension, en vertu de la permission du juge, et pour la portion qu'il déterminera; — Attendu, dans l'espèce, que la créance était postérieure, que la saisie a été faite en vertu de la permission du juge, et que le jugement en a déterminé l'effet à une partie de la pension, conciliant ainsi les droits du créancier avec les besoins de la débitrice; que dès lors il a été fait à la cause une juste application de la loi; — REJETTE. »

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

RETRAIT FÉODAL CONVENTIONNEL ou modifié par une convention était-il admis dans la coutume de Paris? Et ce retrait ou la BIENVENUE qui, d'après la convention, devait prendre la place, a-t-il été compris dans l'abolition du régime féodal? (Rés. aff.)

Conséquence, peut-on prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un titre qui contient la stipulation d'un retrait de cette nature? (Rés. nég.)

Cours royales peuvent-elles, sans donner ouverture à cassation, ne pas considérer des affaires comme sommaires, à raison de leur gravité, et ordonner que les dépens sont taxés comme en matière ordinaire? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 404 et 405.

Dans ce cas, et lorsque l'une des parties qui succombent par l'appel stipulait l'intérêt des pauvres, peut-on ordonner qu'elle ne supportera que la moitié de la somme à laquelle les dépens s'élèveraient s'ils n'étaient taxés que sommairement, et condamner l'autre partie à payer le surplus? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 130.

LES HOSPICES DE PARIS, C. DAVID.

Suivant deux actes de 1565 et 1567, le sieur de Mesmes, seigneur du fief d'Orléans, qui relevait des religieux de Sainte-Geneviève-du-Mont, céda au nommé Lefèvre, à titre de rente foncière, annuelle et perpétuelle, une maison, cour et jardin, sis à Villeneuve-d'Orléans, en la censive des religieux, abbé et couvent de Sainte-Geneviève-au-Mont de Paris, moyennant 9 deniers parisis de cens envers eux, de 16 sols de rente foncière non rachetable, et d'un droit de réversion ou retenue, consistant en la faculté aux religieux de retirer cette maison pour le prix qu'elle aura été vendue ou échangée, trois mois après l'exhibition du contrat, si eux ils n'aiment se contenter du loyer pendant un an.

Ces biens avaient passé successivement dans un grand nombre de mains, lorsqu'ils furent affranchis par les lois de la révolution, abolitives du régime féodal.

Le 3 juil. 1820, le sieur Mariette, tant en son nom qu'en celui des hospices de Paris, frappa l'immeuble d'une inscrip-

tion hypothécaire, à raison des rentes et droits stipulés dans les actes de 1563 et 1567, dont la cession lui avait été consentie. — La dame *David*, alors propriétaire de cet immeuble, forma une demande en mainlevée, que le tribunal de la Seine accueillit par les motifs suivants : — « Atteint que c'est comme seigneur de Villeneuve au clos d'Orléans le sieur de Mesmes a stipulé, dans les actes de 1563 et 1567, la clause relative au retrait; que ce retrait n'était autre chose qu'un retrait féodal conventionnel admis dans la coutume de Paris, avec faculté de le convertir en un droit de bienvenue; que le retrait seigneurial a été frappé par les lois abolitives du régime féodal; que le cens stipulé en faveur de l'abbaye de Sainte-Geneviève ne détruit pas le caractère de la propriété de M. de Mesmes, seigneur du fief d'Orléans, qu'il en résulte seulement que le fief d'Orléans relevait de l'abbaye de Sainte-Geneviève comme premiers seigneurs du fief; qu'ainsi l'inscription prise sur la dame *David* par les hospices de Paris ne l'a été que sur un titre anéanti. » — Il est à remarquer que ce jugement ordonna que les dépens seraient taxés comme en matière ordinaire.

Appel du sieur Mariette et des hospices; et, le 7 mars 1811, arrêt de la cour royale de Paris qui maintient la décision de première instance, tant sur le fond que relativement à la taxe, et met les dépens à la charge des appelants, en ordonnant toutefois que les hospices ne supporteront que la moitié de la somme à laquelle ces dépens auraient été réduits s'ils n'eussent été taxés que comme en matière ordinaire.

Pourvoi par Mariette : 1° fausse application des art. 21 de la coutume de Paris, en ce que la stipulation que le retrait attaqué considère comme un retrait féodal est un retrait conventionnel; 2° fausse application des art. 1703 de la loi du 17 juil. 1793; 3° violation des art. 5 du tit. 1 et 4 du tit. 5; de celle du 29 déc. 1790, sur le rachat des rentes foncières; 4° et 5° violation des art. 404, 406 et 407 du C. de proc. civ.; de l'art. 2 de la loi du 4 vent. an 9 et de l'arrêté du 7 mes. de la même année, et du décret du 10 nov. 1810. Ces deux derniers moyens étaient fondés sur ce que l'affaire étant sommaire, le demandeur ne devait pas être condamné à des dépens taxés comme en matière ordinaire.

e, et en ce que, dans tous les cas, les hospices de Paris
lient supporter les dépens dans la même proportion que

du 22 janvier 1828, ARRÊT de la section civile, M. Bris-
président, M. Piet rapporteur, MM. Granger et Scribe
cassés, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-
général: — Sur les 1^{er}, 2^e et 3^e moyens, — Considérant que les juges,
de première instance que d'appel, se sont fondés sur les actes de
1567 et 1567 invoqués par le demandeur pour reconnaître que c'est
le seigneur de Villeneuve-au-Clos-d'Orléans que M. de Mesmes a
assimilé les redevances et charges dont celle relative au retrait féodal
conventionnel était convertible en un droit de bienvenue égal au re-
venu d'une année; qu'en jugeant ainsi d'après lesdits actes, les juges en
ont fait une appréciation, laquelle se trouve encore justifiée par l'acte
de 1544 nouvellement produit en la cour; qu'en regardant le retrait féo-
dal conventionnel, ou modifié par une convention, comme admis dans la
coutume de Paris, l'arrêt attaqué n'a fait que rappeler une doctrine en-
seignée par les auteurs, d'après cette coutume, et n'en a point violé les
art. 20 et 21; — Qu'en regardant ce retrait féodal, ou la bienvenue qui
en prend la place, ainsi que la redevance réduite à 16 liv.,
comme comprises dans l'abolition prononcée par les lois, la cour royale
n'a point violé les art. 5, tit. 3, ni l'art. 4, tit. 5 de la loi du 29 déc.
1790, ni l'art. 2 de la loi du 17 juil. 1793, et qu'elle a fait, au contrai-
re, une juste application de l'art. 7 de cette dernière loi;

Sur les 4^e et 5^e moyens, — Considérant 1^o que la cour royale a pu, sans
violater les art. 404, 406 et 465 du C: de proc., ne pas considérer comme
des affaires sommaires des contestations aussi graves que celles auxquelles
donne lieu les prétentions élevées au soutien de l'inscription du 3
mars 1820; — 2^o Que l'arrêt a fait une juste distinction entre la qualité des
parties stipulant l'intérêt des pauvres, et la qualité du sieur Mariette,
propriétaire, lequel est soumis, comme tous les autres citoyens, au
paiement des frais, par suite du rejet de ses prétentions et demandes;
à l'égard des hospices, la portion des dépens à la charge de cette ad-
ministration a justement été fixée à la moitié de ce qu'elle devra suppor-
ter d'après une liquidation comme en matière sommaire; qu'à l'égard
du surplus, l'arrêt, en le mettant à la charge du sieur Mariette, n'a pu
violater ni la loi du 4 vent. an 9, ni l'arrêté du 7 mess. même année, ni
le décret du 22 nov. 1810; — REJETTE. »

L.

COUR DE CASSATION.

Est-il nul l'arrêt d'une cour d'assises, qui a omis de noncer sur les réquisitions du ministère public ; dantes à l'application des peines de la récidive à un accusé déclaré coupable d'un nouveau crime, après une première condamnation ? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 408.

MINISTÈRE PUBLIC, C. ALEXANDRE GAUTHEROT.

Ainsi jugé, par ARRÊT de la section des requêtes, du 10 janvier 1828, M. Bailly faisant fonctions de président, Brière rapporteur, M. Laplagne-Barris avocat-général.

COUR DE CASSATION.

La disposition de l'art. 255 du C. d'inst. crim., portant que les quatre juges qui, avec le président, devront composer la cour d'assises, seront pris parmi les présidents et juges plus anciens du tribunal de première instance, est-elle prescrite à peine de nullité ? (Rés. nég.)

Si des juges moins anciens ont été appelés en remplacement de ceux qui les précèdent sur le tableau, y a-t-il présomption légale que ceux-ci ont été légitimement empêchés ? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 255 (1).

Un juge-auditeur âgé de vingt-cinq ans peut-il faire partie d'une cour d'assises ? (Rés. aff.)

Le président de la cour d'assises étant investi par l'art. 255 du C. d'inst. crim. du droit d'entendre TOUTES PERSONNES à titre de renseignement et sans prestation de serment, peut-il entendre ainsi les individus dont le témoignage est repoussé par l'art. 322 du même code, et notamment la fille de l'accusé ? (Rés. aff.) (2)

Le père coupable d'un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence sur la personne de sa fille MAJEURE,

(1) Voy., dans le même sens, un arrêt du 30 janv. 1818, *NOUV. ÉD.* t. 20, p. 80.

(2) Voy. t. 2 1818, p. 401, et t. 3 1826, p. 586; — *NOUV. ÉD.*, t. 2 p. 409.

doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité? (Rés. aff.) C. pén., art. 333 (1).

CROSNIER, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Le sieur *Crosnier* était accusé d'attentat à la pudeur avec violence sur la personne de sa fille, la veuve *Champeaux*, âgée de 38 ans. Sur la déclaration affirmative du jury, la cour d'assises du Loir-et-Cher a condamné *Crosnier* à la réclusion, par application de l'art. 331 du C. pén.

Il s'est pourvu en cassation contre cet arrêt pour violation de l'art. 253 du C. d'inst. crim., qui porte que, dans les départements où il ne siège pas de cour royale, les quatre juges qui, avec le président, devront composer la cour d'assises, seront pris *parmi les présidents et juges plus anciens* du tribunal de première instance, en ce que les juges les plus anciens n'avaient pas siégé lors de l'arrêt attaqué, et qu'il n'était point constaté qu'ils eussent été empêchés.

Crosnier présentait un second moyen pris d'une violation des art. 13 de la loi du 20 av. 1810, 256 du C. d'inst. crim., et 97 du décret du 6 juil. 1810, en ce qu'un juge-auditeur, âgé seulement de 25 ans, avait siégé comme membre de la cour d'assises. Le demandeur disait qu'une cour d'assises était une véritable cour royale, et que les conseillers-auditeurs, ayant voix délibérative qu'à l'âge de 27 ans, il devait en être de même des juges-auditeurs, lorsqu'ils figuraient parmi les membres d'une cour d'assises.

Crosnier prétendait en outre qu'on n'avait pu, sans contrevenir à l'art. 322 du C. d'inst. crim., recevoir la déposition de sa propre fille; que l'art. 269 du même code, qui autorisait le président à entendre *toutes personnes* à titre de renseignement, et sans prestation de serment, ne disposait qu'à l'égard des personnes dont le témoignage n'était point repoussé par l'art. 322.

Le ministère public s'est aussi pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises, en ce qu'il condamnait *Crosnier* seulement à la peine de la réclusion, par application de l'art. 331 du C. pén. Il a soutenu que l'accusé devait être condamné aux travaux forcés à perpétuité, d'après l'art. 333 du même code,

(1) Voy. le nota ci-après.

qui prononce cette peine lorsque les coupables d'attentat à la pudeur sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat.

Le 27 mars 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly, conseiller, président, M. Gaillard rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Mangin, faisant fonctions d'avocat-général; — Joint les pourvois de Crosnier et du ministère public, et, statuant sur la demande de Crosnier: — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 253 du C. d'instr. crim. n'est pas prescrit comme peine de nullité, et que si des juges moins anciens ont été appelés en remplacement de ceux qui les précèdent sur le tableau, il y a présomption légale que ceux-ci ont été légitimement empêchés;

« Attendu, sur le deuxième moyen, qu'aux termes de l'art. 253 précité, la cour d'assises se compose d'un conseiller en la cour royale qui la préside, et de quatre juges du tribunal civil du chef-lieu judiciaire lorsque les cours royales n'ont point usé de la faculté que leur confère l'art. 254 du C. d'inst. crim.; que l'âge de 25 ans est celui fixé par la loi pour les juges de première instance; que les juges-auditeurs font partie du tribunal auquel ils sont attachés, et que, dans l'espèce, il est reconnu, par le demandeur, que M. de Lataille, juge-auditeur, qui est en cette qualité a fait partie de la cour d'assises, est âgé de 25 ans;

« Attendu, sur le troisième moyen, que le président de la cour d'assises est investi, par l'art. 269 du C. d'inst. crim., du droit d'entendre toutes personnes; qu'il peut donc recevoir, à titre de renseignement, sans prestation de serment, même ceux dont le témoignage est repoussé par l'art. 322 du même code, et que c'est à ce titre et dans cette forme que la fille du demandeur a été appelée et entendue aux débats; — REJETTE le pourvoi de Crosnier;

« Statuant sur le pourvoi du ministère public: — Attendu que l'art. 331 du C. pén. considère le viol ou l'attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence, abstraction faite de toutes les circonstances prévues par l'art. 332 relatives à l'âge de la victime du crime, et par l'art. 333 relatives à la qualité du coupable et aux moyens qu'il a employés pour commettre son crime; — Que lesdits art. 332 et 333 déterminent uniquement les circonstances qui aggravent le crime et la peine; que chacun de ces articles a une corrélation immédiate et nécessaire avec l'art. 331; qu'il en résulte que le crime énoncé en cet article est puni des peines portées dans les deux articles suivants, s'il est accompagné soit de la circonstance aggravante de l'art. 332, soit de l'une des circonstances aggravantes de l'art. 333;

« Attendu que, si les pères, coupables envers leurs enfants de l'un des crimes de l'art. 331 du C. pén. ne sont pas énoncés nominativement

par l'art. 333, ils y sont implicitement compris par ces expressions : « La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis le crime. » ; — Attendu que la circonstance résultant de la majorité de Marie Crosnier, veuve Champeaux, ne faisait pas sortir Crosnier, son père, de la classe des personnes qui avaient autorité sur elle; — Et attendu que, dans l'espèce, Crosnier a été déclaré coupable d'un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence sur Marie Crosnier, veuve Champeaux, sa fille, et que néanmoins le jury attaqué n'a prononcé contre Crosnier que la peine de la réclusion; en quoi ledit arrêt a fait une fautive application de l'art. 331 du C. pén., et violé l'art. 333 du même code; — Cassez l'arrêt du 28 fév.

Observations. La cour de cassation ayant renvoyé Crosnier devant la cour d'assises d'Orléans, le défenseur de l'accusé a soutenu que l'art. 333 du C. pén. n'était point applicable dans l'espèce, puisque la veuve Champeaux était majeure, et que le texte même du code civil exclut les enfants majeurs ou émancipés de la toute puissance paternelle. On ne pourrait, a-t-il dit, considérer un père comme exerçant pendant toute sa vie une *autorité* réelle sur la personne de ses enfants majeurs, et par conséquent comme pouvant être atteint par l'art. 333 du C. pén., qui garde un silence absolu sur la durée de cette autorité paternelle. Appliquer ici la règle des interprétations, c'est ajouter à la sévérité des dispositions pénales, c'est violer ce principe proclamé tant de fois en matière criminelle, *odia restringenda*.

Le ministère public a demandé l'application de l'art. 333 du C. pén., en soutenant que *l'autorité* paternelle ne prend pas sa source dans le texte de nos lois civiles et criminelles, mais dans les éternels principes du droit naturel, qui sont immuables et en dehors de toute législation.

La cour d'assises d'Orléans a rendu, le 13 juil. 1828, l'arrêt suivant, qui, comme celui de la cour d'assises de Loir-et-Cher, consacre une doctrine contraire à celle de la cour de cassation :

« Considérant qu'aux termes de l'art. 371 du C. civ. l'autorité des père et mère sur leurs enfants cesse à l'époque de la majorité ou de l'émancipation de ceux-ci; — Considérant qu'en supposant que l'obligation imposée par la loi à l'enfant, même majeur, de demander le consentement de ses père et mère pour contracter mariage, soit une suite de l'autorité paternelle, cette obligation serait tout au plus une exception

au principe général ci-dessus rappelé, qui, hors ce cas, reste dans toute sa force; — Considérant d'ailleurs qu'on ne peut voir dans cette demande qu'un hommage rendu au principe consacré par l'art. 371 du C. civ., qui dispose qu'à tout âge l'enfant doit honneur et respect à ses père et mère, puisque, si sur la demande faite par sommation respectueuse, les père et mère refusent leur consentement, il est passé outre au mariage, conséquence qui ne pourrait avoir lieu si la loi reconnaissait aux père et mère une véritable autorité; — Considérant, dans l'espèce, que la veuve Champeaux est âgée de 37 ans; que les lois pénales doivent être appliquées d'après leur texte; que, quelque gravité que la position des coupables ajoute à leur crime, et quelque indignation que leur action inspire, les magistrats ne peuvent faire de cette circonstance une circonstance aggravante si le législateur ne l'a qualifiée telle; — Considérant que dès lors Crosnier ne se trouve dans aucune des catégories déterminées par l'art. 333 du C. pén.; — Vu les art. 331, 21, 56, 47, 44 du C. pén., et 368 du C. d'inst. crim.; — La cour condamne Louis Crosnier à la peine de la réclusion pendant dix ans, etc.

Nota. Un nouveau pourvoi du ministère public mettra sans doute la cour de cassation à même de statuer sur cette question en sections réunies. Nous recueillerons l'arrêt dès qu'il sera rendu.

S.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'un billet à ordre, causé valeur reçue en marchandises, est nul en ce qu'il a eu réellement pour cause une opération de contrebande, cette nullité peut-elle être opposée au tiers porteur qui prouve avoir reçu le billet en paiement de sommes dues, et n'avoir point participé aux faits de contrebande, s'il a su que la cause du billet était illicite ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1131.

Un arrêt qui annule un billet à ordre, en se fondant sur ce qu'il résulte des documents et circonstances de l'affaire que la cause en est illicite, est-il suffisamment motivé, bien qu'il n'indique pas en quoi la cause est illicite, si ce point du procès est déterminé par les conclusions des parties ? (Rés. aff.) C. proc., art. 141.

COUTURE, C. JACQUET.

Le 25 fév. 1825, le sieur Jacquet souscrivit à l'ordre du sieur Couvreur un billet de 5,000 fr., causé *valeur reçue en marchandises*. Le sieur Couvreur passa ce billet à l'ordre du

sieur *Couture*, qui le transmet lui-même à un tiers par la voie de l'endossement. A l'échéance, le sieur *Jacquet* refuse de payer. *Couture* rembourse le porteur et actionne *Jacquet* en paiement. Ce dernier oppose qu'il a souscrit le billet de 5,000 fr. au profit du sieur *Couvreur* à condition que celui-ci lui garantirait le transport de marchandises prohibées; que ces marchandises ont été saisies avant leur arrivée à leur destination. Le sieur *Jacquet* conclut à ce que le billet soit déclaré nul, en ce qu'il a une cause illicite.

Jugement du tribunal civil qui, sans s'arrêter à ce moyen, condamne *Jacquet* au paiement du billet. — Appel. — Le 19 juin 1826, arrêt par lequel la cour d'Amiens, après avoir ordonné l'apport des livres de commerce et la comparution des parties, déclare le billet nul, même à l'égard du sieur *Couture*, tiers porteur: — « Attendu qu'il résulte suffisamment des documents et des circonstances de l'affaire que le billet de 5,000 fr., souscrit par *Jacquet* à l'ordre de *Couvreur*, et passé à *Couture*, avait été fait pour une cause illicite; que toute la conduite de *Couture* démontre assez qu'il en avait connaissance, et que par conséquent il n'y avait lieu de condamner le souscripteur du billet, ni envers le porteur, ni à garantir *Couvreur* des condamnations qui étaient prononcées contre lui par le jugement dont est appel. »

Le sieur *Couture* s'est pourvu en cassation contre cet arrêt pour violation de l'art. 164 du C. de com., d'après lequel le porteur d'une lettre de change peut exercer son action contre le tireur et les endosseurs. Le demandeur soutenait qu'il avait reçu le billet de 5,000 fr. en paiement de sommes que lui devait le sieur *Couvreur*; il produisait un jugement de condamnation prononcé contre les contrebandiers par suite de la saisie des marchandises, et duquel il résultait qu'il était demeuré étranger à la fraude; il en concluait que le billet ayant à son égard une cause licite, la cour d'Amiens aurait dû en ordonner le paiement.

La cour royale, ajoutait-on, a considéré, il est vrai, que le demandeur avait su que la cause était illicite. Mais, alors même que ce fait ne serait pas démenti par les circonstances du procès ci-dessus rappelées, il est évident qu'ici la cour royale n'a pas suffisamment motivé son arrêt. Il ne suffisait pas que la cour déclarât que la cause du billet était illicite;

il fallait qu'elle dît en quoi elle était illicite. Autrement il est impossible de vérifier si la cour n'a pas commis un excès de pouvoir en annulant une obligation fondée sur une cause non prohibée par la loi. Il y a là évidemment absence ou défaut de motifs, et, par suite, violation de l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810, et fausse application de l'art. 1131 du C. civ.

Le 25 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Brétizel, conseiller, président, M. Demenerville rapporteur, M. Mandaroux-Vertamy avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lebeau, avocat-général; — Attendu que Couture, demandeur en cassation, qui invoque les droits du tiers porteur, a été déclaré par l'arrêt avoir connaissance de l'illégitimité de la cause du billet litigieux; qu'ainsi l'exception de nullité lui devient personnelle;

« Attendu qu'il résulte de l'arrêt dénoncé que l'exception de cause illicite, présentée par le tireur, était fondée sur ce que le billet avait eu pour objet la garantie d'un transport de marchandises prohibées, saisies avant l'arrivée à leur destination; que dans cet état la cause étant bien déterminée par les conclusions des parties, la cour d'Amiens a suffisamment motivé sa décision, lorsqu'elle a dit qu'il résultait, à suffire des documents et circonstances de l'affaire, que le billet de 5,000 f., souscrit par Jacquet le 25 fév. 1825, à l'ordre de Couvreur, et passé à Couture, avait été fait pour une cause illicite: et qu'ainsi il n'y avait pas lieu de condamner le souscripteur de ce billet à en payer le montant; qu'il résulte de tout ceci que l'arrêt dénoncé n'a point faussement appliqué l'art. 1131 du C. civ., ni violé l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810; — REJETTE, etc. »

8

COUR DE CASSATION.

Lorsque, après la cassation d'un jugement rendu en dernier ressort sous l'empire de la loi du 24 août 1790, les parties ont négligé d'user de la faculté que leur accordait cette loi de convenir d'un tribunal d'appel ou de procéder par voie d'exclusion entre les sept tribunaux les plus proches, la loi du 27 vent. an 8, intervenue depuis, a-t-elle saisi de plein droit la cour royale dans le ressort de laquelle siégeait le tribunal qui avait rendu le jugement attaqué? (Rés. aff.)

Peut-on dire que cette cour est incompétente comme rem-

plaçant le tribunal d'appel dont le jugement a été cassé ?
(Rés. nég.)

La partie qui a obtenu l'arrêt de cassation, et qui a négligé de le faire signifier, peut-elle se prévaloir de ce défaut de signification pour soutenir que la nouvelle instance d'appel n'a pas été reprise, et que, par conséquent, la péremption n'a pu courir ? (Rés. nég.)

Est-elle fondée à prétendre qu'il s'agit d'une prescription ordinaire et non d'une péremption d'instance ? (Rés. nég.)
C. civ., art. 2281.

En principe, la péremption d'instance est-elle acquise après un arrêt de cassation qui ne désigne pas la cour qui doit en connaître, alors que l'instance n'a jamais été reprise, et que les trois années de cessation de poursuites se sont écoulées sous le code de procédure civile ? (Rés. aff.) C. proc., art. 397.

DELANNOY, C. MARIE QUESNEL.

Sur la demande de *Marie Quesnel* contre *Delannoy*, en déclaration de paternité d'un enfant dont elle était accouchée, jugement du tribunal du district d'Amiens, du 20 déc. 1791, qui reconnaît *Delannoy* père de l'enfant, le condamne à le faire nourrir et élever, et, en outre, à payer 1,000 fr. de dommages et intérêts à la mère. — *Delannoy* appelle de ce jugement. Après les exclusions de tribunaux déterminées par la loi des 16-24 août 1790, le tribunal de district d'Abbeville se trouve saisi de l'appel qui avait été anticipé par la demoiselle *Quesnel*. Diverses significations et actes de procédure ayant eu lieu entre les parties devant ce tribunal, jugement par défaut, en date du 17 fév. 1794, qui confirme celui d'Amiens. — Opposition de *Delannoy* ; et, le 6 mai 1794, nouveau jugement du tribunal d'Abbeville qui déclare *Delannoy non recevable dans son appel*.

Delannoy se pourvoit en cassation. Le 10 mai 1795, arrêt qui casse ce dernier jugement. — L'arrêt de cassation ne fut pas signifié, et les poursuites restèrent suspendues de part et d'autre jusqu'en 1818.

Le 8 av. de cette année, le fils de *Marie Quesnel* (sa mère était décédée) assigne *Delannoy* devant la cour royale d'Amiens pour voir déclarer l'instance périmée. Le 3 av. 1824,

arrêt de cette cour qui déclare en effet la péremption acquise. Il est ainsi conçu :

« Considérant que l'arrêt de cassation dont il s'agit a été rendu contradictoirement et sur le pourvoi du sieur Delannoy lui-même; que, par conséquent, celui-ci n'a pu en ignorer les dispositions, ni empêcher (en même temps qu'il en éprouvait le bénéfice) que cet arrêt ne produisit son effet immédiat qui était de renouveler l'instance sur l'appel; — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 15 de l'ordonnance de 1563, comme d'après les dispositions de l'art. 397 du C. de proc., toute instance est éteinte et périmée par la discontinuation des poursuites pendant trois ans; qu'en appel cette péremption a toujours frappé sur tous les actes de l'instance, y compris celui d'appel, lorsqu'il a été suivi d'assignation et procédure; — Considérant, en fait, que, sur l'appel de Delannoy, un jugement par défaut du tribunal d'Abbeville confirma ce dont est appel; que, sur l'opposition à ce jugement, le tribunal d'Abbeville rendit un nouveau jugement, le 6 mai 1794, par lequel il déclara Delannoy non recevable dans son appel; — Que Delannoy, s'étant pourvu en cassation contre ce dernier jugement, en obtint l'annulation le 21 flor. an 5, ou 10 mai 1795; — Que le tribunal de cassation n'ayant annulé que le jugement du 6 mai 1794, laissa évidemment subsister tous les actes de procédure antérieurs, et renvoya les parties devant les juges qui devaient en connaître; que néanmoins Delannoy, depuis cette époque, a complètement abandonné la poursuite de son appel; — Considérant que Delannoy objecte vainement qu'il n'a point été tenu de suivre cet appel pour éviter la péremption, parce que l'arrêt de cassation, du 21 flor. an 5, ne désignait pas le tribunal qui devait en connaître; que ce tribunal n'avait point non plus été désigné par les parties, en sorte qu'il n'y avait pas selon lui d'instance liée sur l'appel; — Considérant que, d'après l'organisation judiciaire de cette époque, et notamment d'après la loi du 17 nov. 1790, sept tribunaux de district étaient compétents pour connaître de l'instance sur appel qui avait d'abord été liée devant celui d'Abbeville; qu'il dépendait de Delannoy de procéder de suite à la désignation de celui des sept tribunaux de district où l'instance serait reprise par l'exclusion des six autres; que c'est ce qu'il aurait dû faire pour empêcher la péremption de courir; — Que les changements opérés dans l'organisation judiciaire, et par la constitution de fruct. an 5 et par la loi du 27 vent. an 8, ne l'ont point dispensé de suivre son appel; — Que la dernière de ces lois ordonne, par l'art. 31, que les causes pendantes devant les tribunaux supprimés seront portées dans l'état où elles se trouveront, et par une simple citation, au tribunal d'appel dans le ressort duquel siégeait le tribunal qui a rendu le jugement dont est appel; — Que, par l'effet de cette disposition, la connaissance de l'appel du jugement rendu au tribunal d'Amiens a évi-

dellement et de plein droit appartenu à la cour: — Que cependant Delannoy n'y a fait faire aucune citation ni acte de procédure quelconque pour obtenir décision, et a laissé écouler un temps beaucoup plus long que celui qui est exigé pour opérer la péremption de son instance et la déchéance de son appel. »

Pourvoi en cassation de Delannoy. Il présente trois moyens.

1° La cour royale d'Amiens était incompétente pour deux raisons. La première, parce qu'elle n'avait pas été désignée. La seconde, parce que, comme cour d'appel, elle remplaçait le tribunal d'appel d'Abbeville, dont le jugement avait été cassé. Or l'art. 87 de la loi du 27 vent. an 8 prescrivait qu'en pareil cas le jugement cassé fut renvoyé devant une cour autre que celle qui avait rendu ou qui était censée avoir rendu le jugement cassé.

2° Fausse application de l'art. 397 du C. de proc. civ.; violation de l'art. 147 du même code. — L'arrêt de cassation du 10 mai 1795 n'avait pas été signifié. Dès lors, aucune instance n'avait été reprise, car cette reprise ne pouvait être que l'effet de l'exécution même de l'arrêt de cassation, et par conséquent de sa signification. Dans cet état, le jugement du tribunal d'Abbeville se trouvant anéanti d'une part, de l'autre aucune instance n'ayant été reprise, faute par aucune des deux parties d'avoir signifié l'arrêt de cassation, la péremption d'instance ne pouvait avoir lieu; chacune d'elles rentrait dès lors dans les limites du droit commun, aux termes duquel elles avaient trente ans pour signifier l'arrêt de cassation et pour introduire une action nouvelle.

3° Fausse application, sous un autre rapport, du même art. 397. La cour d'Amiens avait statué comme s'il y avait eu réellement une reprise d'instance; mais il ne fallait pas voir une instance là où elle n'existait pas. Il répugnait en effet à tous les principes que l'art. 397 pût s'appliquer, non pas simplement au cas où il n'y avait pas en constitution d'avoué, mais encore à celui où la juridiction qui devait être saisie n'était ni connue ni désignée. Jusque là cependant il n'y avait ni procès ni instance; les parties pouvaient se tenir pour satisfaites de l'arrêt de cassation; et leur intention à cet égard ressortait d'une manière évidente du défaut de signification de cet arrêt. — Enfin, dans tous les cas, la cour d'Amiens aurait violé l'ordonnance de 1563, d'après laquelle le

décès d'une partie interrompt la péremption pendant trente ans, et l'art. 2281 du C. civ., qui détermine que les prescriptions commencées avant sa promulgation seront réglées conformément aux lois anciennes.

La réponse à ces moyens se trouve analysée dans l'arrêt suivant.

Du 18 février 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brisson président, M. Delpit rapporteur, MM. Valton et Nicod avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'appel du jugement rendu par le tribunal du district d'Amiens, le 20 déc. 1791, fut porté par la voie des exclusions (conformément à la loi du 24 août 1790, tit. 5) devant le tribunal du district d'Abbeville, qui, par jugement en dernier ressort, du 17 flor. an 2, déclara cet appel non recevable; que ce jugement ayant été cassé, le 21 flor. an 3, les parties furent remises dans l'état où elles étaient avant que l'appel eût été déclaré non recevable, c'est-à-dire en état d'instance sur ledit appel; que la loi du 1^{er} déc. 1790 leur donnait la faculté de convenir d'un tribunal d'appel, ou de procéder de nouveau, par voie d'exclusion, entre les sept tribunaux désignés pour les appels des jugements rendus par le tribunal d'Abbeville; mais que, n'ayant pas usé de cette faculté, et les choses se trouvant en cet état lorsque l'art. 31 de la loi du 27 vent. an 8 attribua toutes les causes d'appel, pendantes devant les tribunaux supprimés, au tribunal d'appel dans le ressort duquel siégeait le tribunal qui avait rendu le jugement attaqué, l'appel dont il s'agit se trouva dévolu de plein droit au tribunal d'appel d'Amiens, parce que les sept tribunaux, qui auraient pu être appelés à statuer sur cet appel, et entre lesquels le choix volontaire ou par voie d'exclusion n'était plus praticable, avaient siégé dans son ressort, de même que celui qui avait jugé en première instance; — Attendu que le moyen pris de ce que la cour royale d'Amiens remplace le tribunal d'Abbeville, dont le jugement fut cassé, ne paraît pas avoir été proposé devant cette cour, et qu'il est d'ailleurs mal fondé, puisque le tribunal d'appel d'Amiens, qui (dans le système du demandeur) aurait aussi représenté les sept tribunaux d'appel désignés pour le district d'Abbeville, avait reçu une organisation entièrement nouvelle, et que, loin de lui interdire la connaissance des affaires jugées en dernier ressort par les tribunaux supprimés, lorsque leurs jugements avaient été cassés, la loi du 27 vent. an 8 lui attribuait indéfiniment toutes les causes d'appel des jugements rendus dans son ressort;

« Attendu, sur le deuxième moyen, que le demandeur ayant poursuivi et obtenu l'arrêt de cassation qui faisait revivre l'instance sur son appel, c'était à lui à faire les diligences nécessaires pour en recueillir le

ruit; qu'il est non recevable et mal fondé à argumenter du défaut de signification dudit arrêt, et que, s'agissant non de prescription de l'arrêt, mais de péremption de l'instance, l'art. 2281 du C. civ. ne pouvait recevoir aucune application:

« Attendu, sur le troisième moyen, qu'aux termes de l'art. de 397 du C. de proc. toute instance est éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans, encore qu'il n'y ait pas eu constitution d'avoué; que, dans l'espèce, l'instance existait de droit entre les parties; qu'elle était conséquemment susceptible de péremption, et qu'il suffit qu'il y ait eu cessation de poursuites pendant trois années depuis la publication du code de procédure, pour que la péremption ait été acquise; — R. A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'une chambre d'accusation renvoie devant la cour d'assises un prévenu, nonobstant l'allégation que ce dernier a moins de seize ans, si l'arrêt de renvoi n'a été nullement attaqué, la cour d'assises, irrévocablement saisie par ce renvoi, peut-elle se déclarer incompétente, sous le prétexte qu'aux termes de la loi du 25 juin 1824, les individus âgés de moins de seize ans, prévenus de crimes, doivent être jugés par les tribunaux correctionnels?
(Rés. nég.) C. inst. crim., art. 296.

MINISTÈRE PUBLIC, C. MARIE THEISSE.

Du 17 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Cardonnel rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Vu le pourvoi du procureur-général de la cour royale de Metz, tendant à la cassation de l'arrêt d'incompétence de la cour d'assises de la Moselle, du 10 déc.; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 25 juin 1824, qui porte : « Les individus âgés de moins de seize ans qui n'auront pas de complices au dessus de cet âge, et qui seront prévenus de crimes autres que ceux auxquels la loi attache la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, seront jugés par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux art. 66, 67 et 68 du C. pén.; — Vu l'art. 296 du C. d'inst. crim., ainsi conçu : « La demande en nullité contre les arrêts d'accusation sera faite par l'accusé, dans les cinq jours, et après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable. » ; — Vu aussi l'art. 299, portant : « La déclaration de

• l'accusé et celle du procureur-général doivent énoncer l'objet de la demande en nullité; — Cette demande ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, et dans les trois cas suivans : 1° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi; 2° si le ministère public n'a pas été entendu; 3° si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixés par la loi. » ; — Attendu que, par arrêt de la chambre d'accusation de la cour royale de Metz, Marie Theisse, prévenue d'un crime de vol domestique, a été renvoyée devant la cour d'assises de la Moselle, et que la chambre d'accusation n'a eu aucun égard à l'allé-
 gation dénuée de toute preuve de la part de Marie Theisse qu'elle était âgée de moins de seize ans; que cet arrêt de renvoi, n'ayant point été attaqué par Marie Theisse dans les délais et les formes de la loi, a acquis la force de chose jugée, et qu'il a irrévocablement saisi la cour d'assises de la Moselle du crime de vol domestique imputé à Marie Theisse et prévu par l'art. 386, n° 3, du C. pén.; que cet arrêt de mise en accusation et de renvoi aux assises n'était pas seulement indicatif, mais bien attributif de la compétence; — Que la cour d'assises n'avait point le droit d'annuler, de sa propre autorité, un arrêt par lequel elle était liée; — Que la loi du 25 juin 1824, art. 1^{er}, en ordonnant que les individus âgés de moins de seize ans, qui seraient prévenus de crimes, seraient jugés correctionnellement, n'a point donné aux cours d'assises le droit d'annuler les arrêts qui renverraient mal à propos devant elles ces individus;

• Attendu que, dans l'espèce, la Cour d'assises pouvait d'autant moins se déclarer incompétente que l'allégation de Marie Theisse, relative à son âge, était dénuée de toute preuve, et qu'elle était même contredite et démentie par les recherches faites inutilement sur les registres de l'état civil de Luxembourg, pour y chercher l'acte de naissance duquel elle excipait, lequel acte de naissance s'est trouvé ne point exister aux époques indiquées par ladite Marie Theisse elle-même; — Qu'en se déclarant incompétente, la cour d'assises a faussement appliqué l'art. 1^{er} de la loi du 25 juin 1824, et violé expressément les règles de sa compétence; — CASSE. »

COUR DE CASSATION.

La femme dont les immeubles dotaux sont compris dans une saisie immobilière peut-elle demander la nullité de la saisie, en ce qui concerne ses biens, même après l'adjudication préparatoire, sans être soumise à la déchéance portée par l'art. 755 du C. de proc., encore que cette adjudication ait été prononcée depuis le décès du mari,

en opposition de la part de la femme ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1554; C. proc., art. 733 (1).

Les créanciers d'une femme peuvent-ils contester la dotalité des immeubles qu'elle a échangés contre ses biens dotaux, sous prétexte que l'échange n'a pas été précédé de l'autorisation en justice et de l'estimation d'experts prescrites par l'art. 1559 du C. civ. ? (Rés. nég.)

La régularité de l'échange constitue-t-elle une nullité purement relative qui ne peut être invoquée que par la femme ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1559.

BONNECARRÈRE, C. LA DAME SOULIÉ.

Le 26 juil. 1774, la demoiselle Charrié contracta mariage avec le sieur Soulié. Les sieur et demoiselle Rossignol, ses père et tante, lui constituèrent en dot la moitié de leurs biens. Le 30 brum. an 14, la dame Soulié reçut en échange des immeubles formant sa dot des biens-fonds achetés au sieur Dubruel.—En 1816, le sieur Soulié, se disant fondé de pouvoir de sa femme, tira pour elle une lettre de change de 6,069 fr. à l'ordre du sieur Bonnecarrère. — Protêt faute de paiement, et jugement par défaut qui condamne la dame Soulié. Cette dame déclare dans un acte acquiescer au jugement.—En 1822, le sieur Bonnecarrère fait procéder contre la dame Soulié et son mari à une saisie, dans laquelle sont compris les immeubles que la femme avait reçus en échange de ses biens dotaux. Les premiers placards furent apposés le 6 sept. 1822. Le sieur Soulié décéda le 13 oct. suivant. Les poursuites n'en furent pas moins continuées, et l'adjudication préparatoire eut lieu le 14 déc. 1822.

La veille du jour indiqué pour l'adjudication définitive, la dame Soulié s'oppose aux poursuites; elle conclut à ce qu'elles soient déclarées nulles, parce que son mari n'avait pas pouvoir de consentir pour elle des lettres de change; et subsidiairement à ce qu'il soit fait distraction des immeubles compris dans la saisie, et qu'elle avait reçus en échange de ses biens dotaux, attendu que ces immeubles étant eux-mêmes dotaux et inaliénables pendant le mariage, n'ont pu être

(1) Voy., dans le même sens, un arrêt de la cour de Rouen, du 26 juin 1824, t. 1^{er} 1826, p. 35. Voy. aussi le t. 2 1824, p. 395.

saisis pour une obligation contractée avant le décès du sieur Soulié.

Le sieur Bonnacarrère répond que la dame Soulié, ayant acquiescé au jugement qui la condamnait au paiement de la lettre de change, est non recevable à prétendre que son mari a consenti cette obligation sans pouvoir; que d'ailleurs la nullité du titre ne peut être opposée après l'adjudication préparatoire, suivant l'art. 733 du C. de proc.; qu'il en est de même de la demande en distraction, qui n'est qu'un moyen de nullité de la procédure; qu'au fond les biens reçus par la dame Soulié en échange de sa dot ne sont pas dotaux, parce que l'échange n'a pas été précédé de l'estimation des biens et de l'autorisation de justice voulues par l'art. 1559 du C. civ.; qu'enfin l'obligation étant valable quoique consentie pendant le mariage, peut recevoir son exécution sur les biens de son mari; qu'il s'agit, parce qu'ils ont cessé d'être dotaux; qu'en conséquence il y a lieu de passer à l'adjudication définitive.

Le 21 fév. 1823, jugement qui accueille ces conclusions et adjuge les biens saisis au sieur Bonnacarrère, poursuivis par lui. — Appel.

Le 26 av. 1825, arrêt de la cour royale de Toulouse qui, sans s'arrêter aux exceptions du sieur Bonnacarrère, annule la saisie quant aux immeubles dotaux. Cette cour considère « quant à la fin de non recevoir, qu'il est inutile d'examiner si les vices du titre fondamental de la saisie doivent ou ne doivent pas être proposés avant l'adjudication préparatoire, parce que l'action intentée par la dame Soulié n'est pas une action en nullité de procédure, mais une demande en distraction de la dot qu'elle exerce comme tierce personne qui était en puissance de mari à l'époque de la saisie, qui n'avait pas alors l'exercice de ses actions dotales, et qui n'a pu revendiquer la dot qu'après la dissolution du mariage; qu'à la vérité elle aurait pu les exercer depuis le décès de son mari avant l'adjudication préparatoire, mais que cela ne peut la rendre non recevable à exercer la revendication, qui est une action différente de celle en nullité; que le principe de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal consacré par l'art. 1554 du C. civ. ne peut recevoir d'autres exceptions que celles portées par la loi et dans les formalités qu'elle prescrit, sans faciliter au mari et à la femme les moyens d'aliéner à volonté l'immeuble do-

1; — Que l'adjudicataire doit connaître le caractère de dotalité de l'immeuble adjudgé, comme il doit en connaître le véritable propriétaire; que le recours en dommage contre le poursuivant pourrait n'être qu'illusoire et ne pas conserver l'immeuble dotal que la loi veut spécialement conserver; — En fond, la cour considère que les biens donnés par la dame Soulié en échange étant dotaux, la dotalité est passée aux biens par elle reçus en échange; qu'on ne peut exciper contre elle de l'irrégularité de l'échange, parce que cette irrégularité ne fournit qu'un moyen relatif que la femme est libre d'employer ou de ne pas employer; qu'enfin les biens étant dotaux, le sieur Bonnacarrère n'a pu les saisir à raison d'une dette contractée par la femme avant la dissolution du mariage. »

Pourvoi en cassation contre cet arrêt de la part du sieur Bonnacarrère. Il a proposé trois moyens : 1^o violation de l'art. 733 du C. de proc., en ce que l'arrêt a jugé que les vices du titre fondamental de la saisie peuvent être proposés après l'adjudication préparatoire, lorsqu'ils ne l'ont pas été avant le jugement qui l'a prononcée; 2^o violation du même article, en ce que la cour royale a déclaré recevable une demande en nullité de la saisie, bien que cette demande eut été formée après l'adjudication préparatoire, sous prétexte que c'était une action en revendication d'un bien dotal. Le sieur Bonnacarrère soutenait sur ce point que les demandes en revendication ou en distraction n'appartenaient qu'aux tiers; que l'action intentée par la dame Soulié était simplement une demande en nullité de la saisie, soumise à la déchéance prononcée par l'art. 733 du C. de proc.; que, d'ailleurs, la dame Soulié ayant repris l'exercice de ses actions dotales par le décès de son mari, survenu avant l'adjudication préparatoire, et ne s'étant pas opposée à cette adjudication, y avait ainsi acquiescé; que dès lors elle était non recevable à invoquer plus tard l'inaliénabilité des immeubles adjudgés; 3^o violation de l'art. 1559 du C. civ., en ce que la cour a jugé que les immeubles reçus en échange par la dame Soulié étaient dotaux, alors que l'échange n'avait pas été précédé de l'estimation des biens et de l'autorisation de justice, prescrites par cet article.

Le 11 juin 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson

président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Guillemin et Bénard avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'arrêt attaqué décide point que le vice du titre fondamental de la saisie puisse être opposé après l'adjudication préparatoire, lorsqu'il ne l'a pas été avant cette adjudication;

• Et attendu, sur les deux autres moyens, qu'en fait, il est reconnu par le même arrêt 1° que la dame Soulié était en puissance de dot lors de la saisie des biens immeubles dont il s'agit; 2° qu'à cette époque ces immeubles étaient dotaux comme ayant été pris par elle en échange de sa dot; 3° que son mari était décédé lorsqu'elle a formé sa demande en distraction de ces immeubles comme dotaux;

• Qu'en droit, il est constant que, par le décès de son mari, la dame Soulié avait repris l'exercice de ses actions dotales, et que, s'il y avait eu de l'irrégularité dans l'échange, la nullité lui était purement relative et ne pouvait être opposée que par elle; — Que, dans ces circonstances, en jugeant 1° que l'action intentée par la dame Soulié n'est pas une demande en nullité de procédure, mais une demande en revendication de dot qui n'est point soumise à la fin de non recevoir établie par l'art. 733 du C. de proc.; 2° qu'au fond la saisie est nulle, quant aux biens dotaux dont il s'agit, l'arrêt, loin de violer la loi, n'en a fait qu'une juste application à l'espèce; — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

L'apposition, sur des ouvrages de coutellerie, du nom d'un fabricant autre que celui qui les a fabriqués, doit-elle être punie des peines prononcées par la loi du 28 juillet 1810 contre les usurpations de noms en général; et non des peines portées par le décret du 5 sept. 1810, qui réprime la contrefaçon des marques que les fabricants de coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages? (Rés. aff.)
En matière correctionnelle, lorsque la cour d'appel infirme la décision d'un tribunal qui s'est à tort déclaré incompétent, doit-elle statuer sur le fond sans renvoyer la cause devant les premiers juges? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 213 et 214. (1).

(1) Voy., dans le même sens, t. 3 1818, p. 126; nouv. éd., t. 18, p. 282. Voy. aussi le t. 2 1828, p. 136.

GRANGE ET AUTRES, C. PRADIER.

Les sieurs *Grange*, *Guerard* et autres ont été assignés devant le tribunal de police correctionnelle à la requête du sieur *Pradier*, coutelier, comme prévenus d'avoir apposé le nom du plaignant sur des rasoirs par eux fabriqués. — Jugement par lequel le tribunal correctionnel de la Seine se déclare incompétent, attendu qu'il s'agit de la contrefaçon d'une marque apposée sur des ouvrages de coutellerie, et qu'aux termes du décret spécial du 5 sept. 1810, la connaissance de ces contraventions est de la compétence des conseils de prud'hommes ou du juge de paix. — Appel.

Le 20 août 1827, arrêt par lequel la cour royale de Paris, reformant le jugement de première instance, se déclare compétente, attendu que le fait par lequel les sieurs *Grange* et *Guerard* sont poursuivis n'est autre chose qu'une usurpation de nom, délit prévu par la loi du 28 juil. 1824, et dont la connaissance est attribuée par cette loi à la juridiction correctionnelle. — Par cet arrêt la cour déclare en outre qu'elle continue la cause à la prochaine audience pour faire droit aux parties sur le fond.

Recours en cassation de la part des sieurs *Grange* et *Guerard* pour fausse application de la loi du 28 juil. 1824, et violation de la règle des deux degrés de juridiction, en ce que la cour, après avoir annulé pour incompétence le jugement du tribunal correctionnel, n'a pas renvoyé la cause devant ce tribunal.

Le 8 décembre 1827, ARRÊT de la section criminelle, M. *Portalis* président, M. *Gary* rapporteur, MM. *Piet* et *Odiot-Barrot* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Laplagne-Barrot*, avocat-général; — Vu l'arrêté du 23 niv. an 9, relatif à la marque des ouvrages de quincaillerie et de coutellerie; le décret du 5 sept. 1810 relatif aux peines et au mode de poursuite des contrefaçons des marques qu'aux termes du précédent arrêté les fabricants de quincaillerie et de coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages; l'art. 1^{er} de la loi du 28 juil. 1824; — Vu la loi du 29 av. 1806, et les art. 213, 214 et 215 du C. d'inst. crim.;

Attendu, sur le premier moyen, que l'arrêté du gouvernement, du 23 niv. an 9, et le décret du 5 sept. 1810, contiennent des dispositions spéciales relativement à la marque que les fabricants de quincaillerie et

de coutellerie sont autorisés à mettre sur leurs ouvrages; que, dès lors, ces réglemens étaient sans autorité dans l'espèce où il s'agit d'usurpation de nom, d'apposition du nom d'un fabricant autre que celui qui a fabriqué lesdits ouvrages; que ce dernier fait a été spécialement prévu et réprimé par la loi du 28 juil. 1824; que les dispositions de cette loi sont conçues en termes généraux qui n'admettent aucune exception; d'où il suit que l'arrêt attaqué en a fait une juste application;

« Attendu, sur le deuxième moyen, qu'il résulte des art. 213, 214, 215 du C. d'inst. crim., et de leur combinaison avec l'art. 1^{er} de la loi du 29 av. 1806, qu'en matière correctionnelle il n'y a lieu à renvoi du juge d'appel devant un tribunal inférieur, que dans le cas où il y a incompétence à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu, ou parce que le fait imputé est qualifié crime par la loi, ou bien quand le fait étant une simple contravention de police, l'une des parties a demandé le renvoi devant le tribunal de police; que, dans l'espèce, le tribunal de première instance ayant refusé de connaître d'une affaire correctionnelle qui était de sa compétence, la cour royale de Paris, en réformant le jugement, devait statuer au fond, en faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; d'où il suit qu'en continuant la procédure pour être procédé au jugement du fond, la cour royale de Paris a statué exactement conformée aux lois; — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

La poursuite des contraventions aux lois sur les contributions indirectes n'appartient-elle qu'à la régie? Et le ministère public est-il non recevable à en poursuivre la répression? (Rés. aff.)

Lorsqu'un même fait constitue une double contravention, et que le ministère public ne s'est occupé en première instance que de l'une de ces contraventions, peut-il néanmoins en appel prendre des conclusions fondées sur l'autre? (Rés. aff.)

L'autorité municipale a-t-elle le droit de faire des réglemens sur la police des cafés et des cabarets? (Rés. aff.)

Si les tribunaux ne sont pas tenus d'exécuter les réglemens de l'autorité municipale lorsqu'ils portent sur des objets qui ne sont pas confiés à sa surveillance, peuvent-ils néanmoins refuser d'exécuter un arrêté, sous le prétexte qu'il a été pris par tel fonctionnaire administratif, tandis qu'il aurait dû être pris par un autre? (Rés. nég.)

Les préfets ont-ils le pouvoir de prescrire directement d

règles sur les objets confiés à la vigilance des maires.
(Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. ANTOINE ROY.

Du 18 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Mangin rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Attendu, sur le premier chef de l'arrêt attaqué, qu'aux termes de l'art. 90 de la loi du 5 vent. an 12, et de l'art. 25 du décret du 5 germ. suivant, le droit de poursuivre la répression des contraventions aux lois sur les contributions indirectes n'appartient qu'à la régie, et qu'ainsi l'arrêt attaqué s'est exactement conformé à ces lois; — Rejette le pourvoi du procureur-général contre le chef de l'arrêt qui réforme le jugement du tribunal correctionnel de Besançon, du 3 nov. 1827, et déclare le ministère public non recevable dans ses poursuites.

Sur le deuxième chef de l'arrêt, — Vu les art. 3, n° 3, tit. 11 de la loi du 24 août 1790, et 46, tit. 1^{er} de la loi du 22 juil. 1791; — Attendu que le fait constaté contre le prévenu consistait non seulement à avoir débité du vin sans y être autorisé, mais encore à avoir conservé, à 10 heures du soir, des buveurs dans son cabaret; qu'ainsi le fait présentait le double caractère d'une contravention aux lois sur les contributions indirectes et d'une contravention à un arrêté du préfet du département du Doubs, sur la fermeture des cafés et cabarets; — Qu'encore bien que le ministère public ne se soit point occupé en première instance de cette seconde contravention, il a pu, sur l'appel, en faire l'objet de réquisitions subsidiaires; que, par là, il n'a point soumis au jugement de la cour un fait nouveau; qu'il l'a seulement appelée à statuer sur une nouvelle conséquence pénale qui lui paraissait résulter du fait constaté contre le prévenu, et d'ailleurs avoué par lui quant à son existence matérielle;

Attendu que l'arrêt attaqué a sursis à statuer sur ce chef de prévention, en se fondant sur ce que les préfets n'ont pas le droit de faire des réglemens sur la police des lieux publics; que ce droit n'appartient qu'aux maires, et qu'ainsi le ministère public devait représenter un arrêté du maire de la commune du prévenu; — Attendu qu'aux termes des art. 3, n° 3, tit. 11 de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 46, tit. 1^{er} de la loi du 22 juil. 1791, les corps municipaux ont le droit de faire des réglemens sur la police des cafés et des cabarets; que l'arrêté du préfet du Doubs rentrait donc dans les attributions du pouvoir municipal; — Que, si les tribunaux ne sont point tenus d'exécuter les réglemens de l'autorité municipale, lorsqu'ils portent sur des objets qui ne sont pas confiés à sa surveillance, il ne leur appartient pas de régler la compétence respective des fonctionnaires de l'ordre administratif, et de

se refuser à l'exécution d'un arrêté, sous prétexte qu'il a été pris par un fonctionnaire de cet ordre, tandis qu'il aurait dû être pris par un autre;

« Attendu d'ailleurs que les fonctions municipales sont, d'après la loi du 28 pluv. an 8, remplies aujourd'hui par les maires sous l'autorité des préfets, leurs supérieurs dans la hiérarchie administrative; que les préfets, investis du droit d'approuver ou de réformer les règlements des maires sur les objets de police administrative, ont essentiellement le pouvoir de prescrire directement des règles sur ces mêmes objets; — Qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé les lois précitées; — **CASSE** l'arrêt de la cour royale de Besançon, du 12 déc. 1827, quant au chef seulement qui ordonne, avant faire droit, que le ministère public sera tenu de représenter un arrêté de l'autorité municipale de Tar-cenay. »

COUR D'APPEL DE PARIS.

La forclusion prononcée par l'art. 660 du C. de proc. civ. est-elle applicable au créancier dont la demande en collocation, quoique faite en temps utile, n'a pu, à raison de la nature de la créance, être accompagnée d'aucune production de titres ? (Rés. nég.)

Le délai fixé aux créanciers par le juge-commissaire pour produire leurs titres est-il purement comminatoire ? (Rés. aff.)

Le salaire des ouvriers rentre-t-il dans la catégorie des privilèges établis par l'art. 2102 du C. civ. ? (Rés. nég.)

FEUILLET, C. DRUGET-DU-POINTÉ.

Sur la contribution ouverte à la requête d'un sieur *Druget-du-Pointé* pour parvenir à la distribution d'une somme de 13,000 fr., saisie sur le sieur *Leignardier*, les divers créanciers opposants furent sommés de produire leurs titres. Les sieurs *Feuillet* et consorts formèrent dans le mois leur demande en collocation. Cette demande ne fut contestée ni par la partie saisie ni par les autres créanciers, parce qu'en effet les réclamants étaient des ouvriers et fournisseurs, dont les créances n'étaient guère susceptibles de contestation. Ils furent donc colloqués par le juge-commissaire, mais à la charge de justifier de leurs titres dans le délai de huitaine, faute de quoi ils seraient forclos.

Feuillet et consorts n'ayant fait aucune production dans

le délai fixé, le poursuivant leur opposa la forclusion, qui fut effectivement prononcée par un jugement du tribunal civil de la Seine, conformément à l'art. 660 du C. de proc.

Appel par Feuillet et consorts. Le tribunal, ont-ils dit, a mal interprété l'art. 660 du C. de proc. ; que la demande en collocation soit formée dans le mois, le législateur n'en demande pas davantage, son but est rempli, et la forclusion n'est point encourue ; quant à la production des pièces, elle peut être faite jusqu'au règlement définitif, parce que jusque là les choses sont encore entières, et qu'il y aurait de l'injustice à abuser des termes de la loi pour faire perdre à un créancier tous ses droits, sous prétexte qu'il n'a point produit dans le délai fixé, quoique dans le fait sa production ait été faite en temps opportun. On ne peut pas être plus rigoureux en matière de contribution qu'en matière d'ordre. Eh bien ! on voit au titre de l'ordre, et cela résulte des art. 747 et 759, que le créancier qui n'a produit qu'après le délai fixé, supporte, pour peine unique de sa négligence, les frais auxquels a pu donner lieu sa production tardive, mais il est toujours admis à produire jusqu'à la clôture de l'ordre. Il est d'ailleurs des créances qui, par leur nature, sont affranchies de la formalité prescrite par l'art. 660, en ce qu'elles ne reposent sur aucun titre. Telles sont, comme ici, les créances des ouvriers, des domestiques et des fournisseurs. Eh bien ! repoussera-t-on leur demande en collocation, sous le prétexte que la dette est dénuée de titre ? Ne serait-ce pas aller contre l'esprit de la loi ? De deux choses l'une : ou la créance est admise comme justifiée (dans ce cas, plus de matière à contestation), ou bien la demande en collocation est contredite sous le rapport de la réalité ou de la quotité de la créance, alors le juge renvoie à l'audience, et c'est là que la question est définitivement jugée ; c'est donc à tort que le juge-commissaire avait fixé aux appelants un délai pour produire leurs titres, à peine de forclusion, puisqu'ils ne pouvaient point avoir de titres, et en s'appropriant cette disposition le tribunal civil s'est étrangement abusé sur le sens de l'art. 660 du C. de proc.

Si l'admission de nos créances est incontestable, poursuivraient les appelants, celle à fin de collocation par privilège ne l'est pas moins. En effet, nous sommes tous des ouvriers

au mois ; nous devons par conséquent être rangés dans la classe des gens de service dont parle l'art. 2101 du C. civ.

L'art. 660 du C. de proc., répondait l'intimé, est clair et positif. Il dit que, dans le mois de la sommation, les créanciers opposants produiront leurs titres es mains du juge-commissaire, *à peine de forclusion*. Ainsi, ce n'est point seulement une demande en collocation, mais encore une production de titre que la loi exige dans le délai qu'elle détermine. Or il est constant que les titres n'ont point été produits, donc la forclusion est encourue ; car l'article précité n'est point comminatoire. Les tribunaux en ont toujours fait une rigoureuse application (1). Vainement on oppose qu'il est des créances qui ne sont appuyées d'aucuns titres, comme celles des ouvriers, des fournisseurs, etc. Car les titres de ces créanciers sont leurs mémoires, et rien ne peut dispenser de leur production dans le délai fatal, puisqu'autrement il serait impossible de contester la réalité ou la quotité des créances de cette nature.

Quant au privilège réclamé, il est évidemment inadmissible. En effet, les privilèges sont de droit étroit. Ils ne s'accordent point par analogie ; et de ce que les salaires des gens de service sont privilégiés, il ne s'ensuit pas que les ouvriers puissent se placer dans la même catégorie. L'art. 2101 du C. civ. ne les désigne pas : donc il n'a point entendu les comprendre au nombre de ceux qu'il a gratifiés de cette faveur. Ainsi, quand les appelants devraient être colloqués, ils ne pourraient l'être que comme des créanciers ordinaires.

Le 30 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, 2^e chambre, M. de Haussy président, MM. Marie et Deche avocats, par lequel :

« LA COUR, — Considérant que Féuillet et consorts avaient formé leur demande et en avaient spécifié les causes avant le règlement pro-

(1) C'est une erreur ; il a été jugé au contraire, par une foule d'arrêts, que les créanciers peuvent produire utilement après le mois de la sommation, et tant que le juge-commissaire n'a pas clos son procès-verbal ni arrêté le règlement provisoire. — Paris, 11 déc. 1822 ; Riom, 7 juin, 1817 ; Rouen, 13 av. 1813 ; cour de cass., 22 janv. 1806. Voy. nouv. éd., t. 19, p. 546 ; t. 15, p. 376 ; t. 7, p. 45, t. 1^{re} 1823, p. 479, et anc. col., t. 1^{re} 1806, p. 481.

finire fait par le juge-commissaire; qu'ils ont contredit ce règlement provisoire dans la quinzaine de la signification qui leur en a été faite, conformément aux dispositions de l'art. 663 du C. de proc.; — Considérant que la forclusion prononcée par l'art. 660 dudit code ne peut être appliquée aux créanciers dont la demande en collocation, quoique faite en temps utile, n'a pu, à raison même de la nature de la créance, être accompagnée d'aucune production de titres; que le délai fixé par le juge-commissaire auxdits créanciers pour produire ne peut avoir pour effet d'anéantir des créances contre lesquelles aucune contestation n'est élevée; — Attendu que, parmi les créanciers, il en est qui avaient même produit les titres de leurs créances avant le règlement provisoire, et que ces titres ont été enregistrés depuis et produits en bonne forme avant le règlement définitif; que, par conséquent, la forclusion a été mal à propos prononcée contre eux par le jugement dont est appel: — En ce qui touche la demande de Feuillet, Henri et Lane, afin de collocation par privilège; — Considérant que le salaire des ouvriers ne rentre pas dans la catégorie des privilèges établis par l'art. 2101 du C. civ.; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que le jugement a déclaré les appelants forclos; ordonne la collocation de ceux-ci comme créanciers ordinaires, etc. »

B.

COUR D'APPEL D'AGEN.

La partie qui répond à l'huissier n'avoir pas d'argent pour payer, qui laisse saisir ses meubles, se charge des objets saisis et s'engage à les représenter, acquiesce-t-elle au jugement en vertu duquel la saisie est faite, et l'appel est-il irrecevable? (Rés. aff.)

DUFFAU, C. LABORDE.

Du 18 janvier 1828, ARRÊT de la cour d'Agen, chambre correctionnelle, M. Lafontan président, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Labat, avocat-général; — Attendu que la saisie mobilière est un des moyens d'exécution des jugements introduits par la loi; qu'il résulte du procès-verbal de la saisie immobilière faite, à la requête de Laborde, intimé, à l'encontre de Duffau, appellant, pour avoir paiement du montant des condamnations portées dans le jugement entrepris; que Duffau avait d'abord répondu qu'il n'avait pas d'argent pour payer; qu'il se serait ensuite non seulement présenté volontairement pour gardien judiciaire des meubles et effets saisis à son préjudice, mais encore formellement obligé de les remettre et faire transporter sur la place publique de la ville de Nogaro à la première requisition qui lui en serait faite, aux fins de la vente; que, par

des actes et des stipulations aussi exprès, Duffau a activement concouru à l'exécution du jugement, et ainsi formellement acquiescé à ses dispositions: que cet acquiescement est d'autant plus spontané, que l'art. 584 du C. de proc. civ., en rendant sa déclaration d'appel plus facile, lui avait indiqué les moyens d'arrêter la poursuite: d'où il résulte que l'appel de Duffau ne peut être reçu; — Rejette ledit appel. »

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

Lorsque la partie assignée en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué ne comparait pas, le jugement par défaut qui intervient doit-il se borner à déclarer la cause reprise sans statuer sur le fond? (Rés. aff.) C. proc., art. 349.

Dans le cas d'inexécution d'une promesse de mariage, le refusant est-il tenu à des dommages et intérêts, soit à raison des dépenses que l'espérance d'une union prochaine a dû nécessairement occasionner, soit à raison de l'injure faite à la personne refusée? (Rés. aff.) C. civ., art. 1382 (1)

REGAGNON, C. CASTEX.

Le 9 janv. 1825, le sieur *Regagnon* et la demoiselle *Castex* promirent, par acte notarié, de s'unir par les liens du mariage à la première réquisition de l'une des parties, sous peine de tous dépens et dommages et intérêts contre le refusant. Par cet acte, qui réglait les conventions matrimoniales des parties, les sieur et dame *Castex* constituèrent à leur fille une dot de 2,600 fr., dont une partie fut payée comptant.

Le 27 oct. 1825, le sieur *Castex* et sa fille font sommation au sieur *Regagnon* de comparaître devant l'officier de l'état civil pour faire procéder aux publications, et convenir d'un jour pour la célébration du mariage. Refus du sieur *Regagnon*. Il est assigné à la requête des mêmes parties devant le tribunal civil de Saint-Gaudens pour voir prononcer la résolution du contrat de mariage du 9 janv. 1825, et se voir condamner au paiement d'une somme de 2,000 fr. à titre de dommages et intérêts, au remboursement d'une somme de

(1) Voy., dans le même sens, des arrêts des 2 av. 1810, 28 janv. 1812, 13 mai 1818 et 6 juin 1821; t. 1^{er} 1811, p. 143; t. 3 1818, p. 324; nouv. éd., t. 11, p. 509; t. 13, p. 97; t. 20, p. 386; et t. 23, p. 401.

300 fr. reçue à compte de la dot, et au paiement de pareille somme pour les dépenses faites par les parents de la future épouse.

Le 15 mars 1826, jugement qui, sans s'arrêter à l'offre tardivement faite par le sieur Regagnon de procéder à la célébration du mariage, le condamne à rembourser aux sieur et demoiselle Castex les 300 fr. reçus à compte de la dot, et, de plus, à payer une somme de 100 fr. à titre de dommages et intérêts.

Le sieur Regagnon a appelé de ce jugement. Son avoué s'étant démis de son office, il a été cité en constitution de nouvel avoué. Mais cette constitution n'ayant pas été faite dans le délai de l'assignation, il est intervenu un arrêt par défaut qui a démis le sieur Regagnon de son appel.

Le sieur Regagnon a constitué alors un nouvel avoué, et a formé opposition à l'arrêt par défaut. Il en a demandé la réformation, en ce que, au lieu de déclarer purement et simplement l'instance reprise, il avait statué sur le fond. L'art. 349 du C. de proc., disait-il, porte : « Si, à l'expiration du délai, la partie assignée en reprise d'instance ou en constitution ne comparait pas, il sera rendu un jugement qui tiendra la cause pour reprise, et ordonnera qu'il sera procédé suivant les derniers errements, et sans qu'il puisse y avoir d'autres délais que ceux qui restaient à courir. » Il résulte évidemment de cette disposition que le jugement ne peut s'occuper que de la reprise d'instance, sans pouvoir statuer sur le fond du procès, qui doit être l'objet d'un jugement ultérieur. En effet, la reprise, dans ce cas, forme une sorte d'incident qui doit être préalablement vidé. Cette opinion s'induit en outre de l'art. 351 du C. de proc. ; elle est partagée par M. Carré, qui dit, dans son *Analyse raisonnée*, question 1167, que le profit du défaut doit se borner à la reprise.

Au fond, le sieur Regagnon soutenait que l'on ne pouvait, sans porter atteinte à la liberté des mariages, décider que l'inexécution d'une promesse de mariage donne lieu à des dommages et intérêts, et il invoquait un arrêt de la cour de cassation, du 21 déc. 1814 (1).

Le 8 mars 1827, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, 2^e.

(1) Voy. t. 3 1815, p. 89; — nouv. éd., t. 16, p. 590.

chambre civile, M. *Faydel* président, MM. *Decamps* (d'Anagnac) et *Amilhau* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Attendu, en droit, que la cessation des fonctions d'avoué met une cause hors de droit, et en fait, que M^e Bourniquet avoué constitué par Regagnon dans son acte d'appel, ayant donné démission, il y avait lieu à reprise, la cause n'étant pas en état; — Attendu que Regagnon n'ayant pas constitué avoué sur la citation à lui donnée, il devait, conformément à l'art. 349 du C. de proc. civ., être rendu un arrêt qui la tint pour reprise; que, par l'arrêt du 17 août 1826, la reprise et le fond ayant été cumulés, il y a lieu de recevoir l'opposition et de rétracter ledit arrêt; et, attendu qu'il a été constitué avoué sur la citation en reprise, de passer au jugement du fond;

• Attendu, au fond, qu'une promesse de mariage est un contrat bilatéral; qu'aucune des deux parties ne peut rompre les obligations qu'elle a contractées, sans s'exposer aux dommages et intérêts qui sont la suite de l'inexécution de son engagement; que, dans les contrats de mariage surtout, indépendamment des peines que doit entraîner leur inaccomplissement, il est dû des dommages, soit à raison des dépenses que l'espérance d'une union prochaine a dû nécessairement occasionner, soit à raison de l'injure qui est faite à celle des deux parties qui éprouve un refus; que cette injure devient plus grave à raison des conséquences qu'elle entraîne lorsqu'elle est adressée à des personnes du sexe; qu'ainsi la jurisprudence qui a varié sur le point de savoir si des dommages étaient dus à l'homme qui éprouvait un refus, a été fixée pour en accorder à la demoiselle envers laquelle le futur époux refusait de remplir ses engagements; — Attendu que c'est en vain que l'on prétend que la célébration du mariage devant être l'effet d'une libre volonté, ce serait aller contre l'indépendance que le législateur et la morale ont établie à cet égard, que de prononcer des peines contre celui qui refuse d'exécuter sa promesse, car la liberté était entière avant le contrat de mariage: ce contrat a été l'effet de la volonté; et si ensuite, par caprice ou par mauvaise foi, on refuse de l'exécuter, comme ce n'est là qu'une obligation ou une promesse de faire, elle se résout en dommages et intérêts: ainsi, le préjudice causé est réparé, et la liberté des futurs époux devient entière pour contracter un autre engagement;

• Attendu que, dans l'espèce, le sieur Regagnon, après avoir contracté mariage avec la demoiselle Castex, a refusé de procéder à la célébration de ce mariage; que les motifs qu'il allègue pour justifier ce refus ne sont que des prétextes inventés pour le besoin de sa cause; que, du reste, il a rendu hommage aux vertus et aux bonnes qualités de la demoiselle Castex; que vainement, après avoir exprimé son refus de la manière la plus formelle, il a offert, au moment où la cause allait être plaidée devant les premiers juges, de procéder à la célébration du mariage;

la promesse ne peut plus inspirer aucune confiance, et toutes les circonstances de la cause démontrent qu'elle n'a été faite que pour échapper à la restitution de la dot, que Regagnon a convenu avoir dissipée, par sa déclaration devant le bureau de paix: — Attendu que les dommages accordés par les premiers juges ont été extrêmement modérés: — Attendu que le sieur Regagnon, succombant, doit être condamné aux dépens, sans à ce comprendre les frais faits depuis la citation en reprise jusqu'à l'acte en reprise de M^e Laureus: — Par ces motifs, Déclarons l'opposition de la partie de Laureus envers l'arrêt du 17 août dernier recevable dans la forme; et disant, quant à ce, droit sur icelle, a nul et annule ledit arrêt: ce faisant, déclare l'instance bien reprise et met ledit Regagnon de son appel. » S.

COUR D'APPEL DE NISMES.

Le jugement qui statue sur la demande en autorisation de vente d'immuable, formée par une femme mariée, doit-il être rendu à l'audience? (Rés. aff.) C. proc., art. 861 et 862.

PORTAL, C, LA DAME BRULARD.

La dame Brulard, femme Portal, séparée de biens par son contrat de mariage, se voyait poursuivie par voie de saisie-exécution, et même de saisie immobilière pour le paiement de diverses dettes contractées dans l'intérêt de son mari et pour rétablir ses affaires dérangées. Elle lui fit sommation, aux termes de l'art. 61 du C. de proc. civ., de l'autoriser à procéder elle-même à la vente de ses biens, et, sur son refus, elle le cita à la chambre du conseil du tribunal d'Avignon, pour voir dire qu'elle y serait autorisée par le tribunal.

Le sieur Portal persista dans son refus, et il en donna pour raison que les immeubles dont sa femme voulait faire faire la vente étaient sa propriété et non celle de sa femme. Mais le tribunal, sans s'arrêter à cette objection, rendit un jugement en la chambre du conseil, par lequel il déclara la dame Portal propriétaire des immeubles qu'elle voulait vendre, et l'autorisa en conséquence à procéder à cette vente, à la charge par elle de payer ses dettes avec le prix à en provenir, et de faire emploi du surplus.

Appel de la part du sieur Portal. Il attaqua ce jugement comme nul en la forme. Il avait été rendu en la chambre du

conseil; or la publicité des jugements était de l'essence de notre organisation judiciaire et d'ordre public. L'art. 7 de la loi du 20 av. 1840 frappait de nullité tout jugement qui n'était pas rendu publiquement. Les art. 861 et 862 du C. de proc. civ. ne dérogeaient pas à cette règle. Le motif tiré de ce que la loi a voulu soustraire à la publicité de l'audience les débats qui peuvent s'élever entre le mari et la femme sur le refus de l'autorisation, était insuffisant pour fonder une exception, repoussée d'ailleurs par des textes précis. — Le sieur Portal ajoutait que l'annulation de ce jugement, une fois prononcée, la cour ne pouvait retenir le fond, attendu que la cause n'était pas suffisamment en état; qu'il y avait lieu dès lors à délaissier les parties à se pourvoir ainsi et comme elles avoueraient; — Que néanmoins, dans le cas contraire, si la cour pensait que la matière pût recevoir une décision définitive, il concluait à l'infirmité pure et simple du jugement de première instance,

Du 9 janvier 1828, ARRÊT de la cour royale de Nîmes. M. de Cassagnoles premier président, MM. Devèze, Biron et Boyer avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Goirand de Labaume, avocat-général; — Attendu que les art. 861 et 862 du C. de proc. civ., établissant des formes particulières de procédure sur les demandes d'autorisation des femmes mariées, n'ont point dérogé aux règles générales qui veulent que les jugements soient prononcés publiquement à l'audience, et que le ministère public y soit entendu; qu'ainsi le tribunal, en s'écartant de ces règles, a irrégulièrement procédé, et qu'il y a lieu d'annuler son jugement sur la demande de toutes parties; — Attendu que la cause ayant subi le premier degré de juridiction, et la matière étant en état de recevoir jugement, la cour doit, d'après l'art. 473 du même code, la retenir, pour statuer sur le fond;

• Au fond, adoptant les motifs exprimés au jugement, ANNULE au fond; et statuant sur les appels respectifs, CASSE et ANNULE, pour vice de forme, le jugement dont est appel; et, dans la cause retenue, statuant au fond, autorise l'intimée à vendre les biens qui faisaient l'objet de sa demande, sous la condition insérée au jugement pour le cas où le produit de la vente excéderait les besoins pour lesquels elle est demandée. »

A. M. G.

COUR D'APPEL DE NÎMES.

Les condamnations en dommages et intérêts prononcées contre le mari et la femme solidairement, par suite des délits qu'ils ont commis conjointement, peuvent-elles s'exercer sur les biens dotaux? (Rés. aff.) C. civ., art. 1554.

GAILLARD, C. LES ÉPOUX TRACOL.

Les époux *Tracol* s'étaient rendus coupables d'excès graves envers le sieur *Gaillard*. Ils furent condamnés solidairement par le tribunal correctionnel de Tournon (Ardèche) au paiement d'une certaine somme à titre de dommages et intérêts. Une saisie, et, par suite, une expropriation fut commencée sur leurs biens. La femme *Tracol* s'opposa à la continuation des poursuites; elle prétendit que la saisie frappait sur ses biens dotaux, et forma une demande en distraction de ces biens. — Le tribunal rejeta la demande.

Sur l'appel, la femme *Tracol* présenta les moyens suivants : La dot était inaliénable pendant le mariage, les art. 1554 et suivants du code civil renfermaient les seules exceptions que comportait ce principe. Or l'aliénation qui pourrait résulter des condamnations judiciaires prononcées contre la femme par suite de délits ne s'y trouvait pas comprise. — On ne pouvait donc ajouter une exception nouvelle à celles que la loi avait établies. Elles étaient d'ailleurs de droit étroit, et l'on en conçoit le motif : il ne serait pas impossible que, par l'effet d'une collusion coupable, la femme s'exposât volontairement à des condamnations judiciaires dont l'exécution frapperait sur la dot. Elle arriverait par là à aliéner indirectement, et au profit d'un tiers, ce que la loi lui défendait d'aliéner directement pour d'autres causes que celles qu'elle a elle-même prévues.

Du 28 août 1827, ARRÊT de la cour royale de Nîmes, M. *Frajon-Boissière* président, MM. *Frajon* fils et *Crémieux* avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Goirand de Labeaume*, avocat-général; — Attendu que, si, dans l'intérêt de la société, la dot des femmes est inaliénable, sauf les cas prévus par la loi, il est aussi dans l'intérêt de cette même société que nul ne puisse impunément por-

ter préjudice à l'un de ceux qui la composent; qu'un pareil principe est de tous les temps et de tous les pays; — Attendu qu'il est des faits qui, bien que portant préjudice à autrui, ne sont punis que par des condamnations pécuniaires prononcées soit à titre d'amende, soit à titre de dommages; — Que, si la femme mariée sous le régime dotal pouvait échapper à des condamnations de ce genre, par le motif principal de l'inaliénabilité de sa dot, il serait des contraventions, des délits même que la vindicte publique ne saurait atteindre, et des réparations que la personne offensée serait dans l'impossibilité d'obtenir; — Par ces motifs, Déclarer de l'appel, et ordonne que les exécutions commencées seront continuées, etc. »

Nota. La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée sur le point de droit décidé par l'arrêt que l'on vient de lire. — La cour royale de Rouen a jugé, le 12 janv. 1822 (affaire *Asselin*), conformément aux principes adoptés par la cour royale de Nîmes, que la femme coupable de soustraction frauduleuse d'effets dépendants de la succession de son père avait commis un délit dont la peine devait frapper même sur ses biens dotaux; que les exceptions retracées aux art. 1555, 1556, 1557 et 1558, ne s'appliquaient qu'aux aliénations volontaires et résultant des engagements civils, lesquelles sont prohibées en principe. — Quant aux aliénations qui pouvaient résulter des condamnations pour crimes ou délits, elles devaient être exécutées dans les termes du droit commun, comme à l'égard de tout particulier, et sur tous les biens de la femme indistinctement. — Ces principes se retrouvent d'ailleurs dans la coutume de Normandie (art. 544); dans Chabrol, sur la coutume d'Auvergne, liv. 2, chap. 14, art. 3; Roussille, *Traité de la dot*, t. 1, p. 494, n° 424; Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, v° *Dot*, § 8; et Bellot, *Traité du contrat de mariage*, t. 4, p. 98.

Quant à l'arrêt de la cour de cassation du 3 janv. 1825 (affaire *Bernard*, t. 1^{er} 1825, p. 389). Loin de s'être écarté de ces principes, il nous a paru les confirmer. Il a décidé qu'une femme qui avait accepté une succession sans faire inventaire ne pouvait, pendant le mariage, être expropriée de ses biens dotaux pour payer les dettes de la succession. Mais cette femme n'était convaincue ni de crime ni de délit; elle avait été seulement imprudente, ou, dans tous les cas, exempte de reproches, et l'arrêt, interprétant judicieusement la loi, est venu à son secours.

A. M. C.

COUR D'APPEL DE ROUEN.

la consignation d'aliments que doit faire chaque mois, et d'avance, le créancier qui a fait emprisonner son débiteur, doit-elle être calculée et réalisée en francs et non pas en livres tournois ? (Rés. aff.)

La demande en élargissement doit-elle être signifiée au créancier ? Et, tant qu'elle ne l'a pas été, celui-ci peut-il renouveler utilement sa consignation ? (Rés. nég.)

VACHÉ, C. BOUCHER.

La loi du 15 germinal an 6 sur la contrainte par corps est une loi très incomplète et nullement en rapport avec l'état actuel de la société. Mais, en attendant les améliorations indispensables que réclament la justice et l'humanité, il faut prendre la loi telle qu'elle est, et s'attacher à ses dispositions, expliquées d'ailleurs par la jurisprudence. Voici en peu de mots l'économie de cette loi en matière de consignation d'aliments. Le créancier qui a fait arrêter ou recommander son débiteur doit le nourrir en prison. La consignation de 20 fr. qu'il est tenu de faire chaque mois, et d'avance, doit être répartie sur une période de trente jours. Pour les mois de trente-un jours, il faut ajouter un supplément. Enfin si la consignation n'est pas intégrale, si elle n'a pas été faite ou renouvelée en temps utile, si le débiteur a manqué d'aliments une seule minute, il peut demander son élargissement (1).

L'art. 803 du C. de proc. civile, qui déjà a rempli bien des lacunes signalées dans la loi de germinal, indique les formes à suivre pour cette demande. Le débiteur présente requête au président du tribunal, en y annexant toutefois un certificat de non-consignation délivré par le geôlier, et ce magistrat, sur le vu de ces pièces, ordonne la mise en liberté du prévenu.

Mais au moins cette requête doit-elle être signifiée au créancier, et tant qu'elle ne l'a pas été, celui-ci peut-il encore faire sa consignation ? Non. Et pourquoi ? Parce que la li-

(1) Voy., sur cette matière, la table générale qui fait suite à la nouv. éd. de ce journal, au mot *Emprisonnement*, §§ 2, 3, 4 et 5.

berté est favorable ; que les lois de rigueur ne peuvent être étendues, et qu'enfin l'art. 805 du C. de proc. dispense toute sommation préalable, et n'admet le créancier retardataire à consigner que jusqu'au moment où le débiteur a formé sa demande en élargissement. Voilà ce qui a été jugé par un arrêt de la cour de Riom, du 7 juil. 1817 (1), et par lequel nous allons rendre compte.

Quant à la question de savoir si la consignation doit être réalisée en francs et non en livres tournois, elle n'est pas susceptible de difficulté. Le doute a pu naître des termes de l'art. 14 de la loi du 15 germ., qui se sert du mot *livres* ; mais il a dû cesser à partir de la loi du 17 flor. an 7, introductive du système décimal, et qui voulait que tout ce qui précédemment devait être acquitté en deniers tournois le fût désormais en francs, sans distinction. Ainsi, depuis la publication de cette loi, le créancier a dû faire sa consignation en francs. C'est encore ce qui a été décidé dans l'espèce suivante :

Le sieur *Vaché* est arrêté pour dettes en mai 1826, et déposé dans la maison d'arrêt d'Evreux. Le sieur *Bouché*, qui le retenait en prison, avait soin de consigner chaque mois la somme exigée pour les aliments de son débiteur. Mais la dernière consignation ne fut que de 20 fr., quoique le mois eût trente-un jours, ensorte que Vaché manqua d'aliments le dernier jour. Celui-ci se fit délivrer par le geôlier un certificat constatant l'insuffisance de la consignation, et présenta de suite sa requête à fin d'élargissement au président du tribunal, qui, le 12 fév. 1827, rendit une ordonnance conformément à sa demande. Cette ordonnance est signifiée le 15 au créancier. Le même jour, celui-ci fit faire au geôlier des offres réelles qu'il refusa.

Instance devant le tribunal civil d'Evreux. Jugement de ce tribunal qui rejette la demande en élargissement, — « Attendu 1^o que la loi du 15 germ. an 6 fixe à 20 livres par chaque jour de détention de la consignation : d'où la conséquence que c'est en livres tournois et non en francs que cette somme a dû être acquittée, et qu'évaluée de cette manière la consignation faite pour les aliments de Vaché était suffisante ; 2^o que, d'après les offres faites au concierge de la maison d'arrêt

(1) *Recueil de la cour de Riom*, t. 3 1817, p. 65.

Boucher avant qu'on lui eût signifié la requête du détenu, avaient paralysé l'effet de la demande en élargissement.

Appel. — Et, le 7 avril 1827, ARRÊT de la cour de Rouen, deuxième chambre, M. Potier faisant fonctions de président, M. Dessaux et Decorde avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lévêque, avocat-général; Attendu que, dans les circonstances où la loi du 15 germ. an 6 a été rendue, la prestation à fournir aux détenus pour dettes a dû être considérée dans le sens de cette loi, valeur en francs; — Que, s'il restait quelques doutes à cet égard, ils ont été levés par la loi de flor. an 7;

Qu'en calculant la durée de la détention de Vaché avec les sommes versées entre les mains du concierge, loin qu'il y ait eu aucuns deniers consignés à l'avance, il n'y en avait pas à suffire pour le jour où il a formé sa demande en élargissement au moment où il a présenté requête à cette fin;

Et vu que, dans la position respective des parties, il n'y a pas lieu d'accorder à Vaché des dommages et intérêts..... — Réformant, Dit bonne cause la demande en élargissement de Vaché....

B..

COUR D'APPEL D'AMIENS.

Peut-on pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains?

(Rés. nég.) (1) Cod. de proc. civ., art. 557.

La question de savoir si un jugement rendu sur la validité d'une saisie-arrêt est en premier ressort, se décide-t-elle d'après la valeur de la créance pour laquelle cette saisie a été formée, et non d'après le montant de la somme frappée d'opposition? (Rés. aff.)

MICHON AÎNÉ, C. MICHON JEUNE.

Le sieur Michon aîné, débiteur du sieur Michon jeune

(1) Cette question a été résolue dans le même sens par deux arrêts, l'un de la cour de Rouen, du 13 juill. 1816 (voy. anc. col., t. 3 1817, p. 236; et nouv. éd., t. 18, p. 595), et l'autre de la cour d'Aix, du 24 juill. 1818 (voy. nouv. éd., t. 20, p. 154). Telle est aussi l'opinion de M. Berryat Saint-Prix (p. 523, note 32), et de M. Carré (1750^e quest., t. 2, p. 186, éd. de 1812).

La cour de Bruxelles a jugé en sens contraire par arrêt du 20 déc. 1810, rapporté dans ce journal, anc. col., t. 1^{er} 1812, p. 160, et nouv. éd., t. 11, p. 1018; et Pigeau est de ce dernier avis (voy. t. 2, p. 73, éd. de 1811).

berté est favorable ; que les lois de rigueur ne peuvent être étendues, et qu'enfin l'art. 805 du C. de proc. dispense de toute sommation préalable, et n'admet le créancier retardataire à consigner que jusqu'au moment où le débiteur a formé sa demande en élargissement. Voilà ce qui a été jugé par un arrêt de la cour de Riom, du 7 juil. 1817 (1), et par lequel nous allons rendre compte.

Quant à la question de savoir si la consignation doit être réalisée en francs et non en livres tournois, elle n'est pas susceptible de difficulté. Le doute a pu naître des termes de l'art. 14 de la loi du 15 germ., qui se sert du mot *livres* ; mais il a dû cesser à partir de la loi du 17 flor. an 7, introductive de système décimal, et qui voulait que tout ce qui précédemment devait être acquitté en deniers tournois le fût désormais en francs, sans distinction. Ainsi, depuis la publication de cette loi, le créancier a dû faire sa consignation en francs. C'est encore ce qui a été décidé dans l'espèce suivante :

Le sieur *Vaché* est arrêté pour dettes en mai 1826, et déposé dans la maison d'arrêt d'Evreux. Le sieur *Boucher*, qui le retenait en prison, avait soin de consigner chaque mois la somme exigée pour les aliments de son débiteur. Mais la dernière consignation ne fut que de 20 fr., quoique le mois eût trente-un jours, ensorte que Vaché manqua d'aliments le dernier jour. Celui-ci se fit délivrer par le geôlier un certificat constatant l'insuffisance de la consignation, et présenta de suite sa requête à fin d'élargissement au président du tribunal, qui, le 12 fév. 1827, rendit une ordonnance conforme à sa demande. Cette ordonnance est signifiée le 15 au créancier. Le même jour, celui-ci fit faire au geôlier des offres réelles qu'il refusa.

Instance devant le tribunal civil d'Evreux. Jugement de ce tribunal qui rejette la demande en élargissement, — Attendu 1^o que la loi du 15 germ. an 6 fixe à 20 livres par chaque mois le montant de la consignation : d'où la conséquence que c'est en livres tournois et non en francs que cette somme a dû être acquittée, et qu'évaluée de cette manière la consignation faite pour les aliments de Vaché était suffisante ; 2^o que d'ailleurs les offres faites au concierge de la maison d'arrêt

(1) Voy. nouv. éd., t. 19, p. 662 ; — anc. col., t. 3 1817, p. 63.

r Boucher avant qu'on lui eût signifié la requête du détenu, avaient paralysé l'effet de la demande en élargissement. Appel. — Et, le 7 avril 1827, ARRÊT de la cour de Rouen, deuxième chambre, M. Potier faisant fonctions de président, M. Dessaux et Decorde avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Lésèque, avocat-général; Attendu que, dans les circonstances où la loi du 15 germ. an 6 a été rendue, la prestation à fournir aux détenus pour dettes a dû être considérée dans le sens de cette loi, valeur en francs; — Que, s'il restait quelques doutes à cet égard, ils ont été levés par la loi de flor. an 7;

• Qu'en calculant la durée de la détention de Vaché avec les sommes versées entre les mains du concierge, loin qu'il y ait eu aucuns deniers consignés à l'avance, il n'y en avait pas à suffire pour le jour où il a formé sa demande en élargissement au moment où il a présenté requête à cette fin;

• Et vu que, dans la position respective des parties, il n'y a pas lieu d'accorder à Vaché des dommages et intérêts..... — Réformant, Dir la bonne cause la demande en élargissement de Vaché....

B..

COUR D'APPEL D'AMIENS.

Peut-on pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains?

(Rés. nég.) (1) Cod. de proc. civ., art. 557.

La question de savoir si un jugement rendu sur la validité d'une saisie-arrêt est en premier ressort, se décide-t-elle d'après la valeur de la créance pour laquelle cette saisie a été formée, et non d'après le montant de la somme frappée d'opposition? (Rés. aff.)

MICHON AÎNÉ, C. MICHON JEUNE.

Le sieur Michon aîné, débiteur du sieur Michon jeune

(1) Cette question a été résolue dans le même sens par deux arrêts, l'un de la cour de Rouen, du 13 juill. 1816 (voy. anc. col., t. 3 1817, p. 236, et nouv. éd., t. 18, p. 535), et l'autre de la cour d'Aix, du 24 nov. 1818 (voy. nouv. éd., t. 20, p. 154). Telle est aussi l'opinion de M. Berryat Saint-Prix (p. 523, note 32), et de M. Carré (1750^e quest., t. 2, p. 186, éd. de 1812).

La cour de Bruxelles a jugé en sens contraire par arrêt du 20 déc. 1810, rapporté dans ce journal, anc. col., t. 1^{er} 1812, p. 160, et nouv. éd., t. 11, p. 1018; et Pigeau est de ce dernier avis (voy. t. 2, p. 73, éd. de 1811).

d'une somme liquide de 628 fr., forma une saisie-arrêt en ses propres mains, pour sûreté d'une somme de 1,200 fr. dont il se prétendait créancier envers ledit sieur Michon jeune.

— Jugement du tribunal de Beauvais qui déclare la saisie nulle, par le motif qu'on ne peut pratiquer une saisie-opposition sur soi-même, et que les dispositions du code de procédure civile en cette matière le défendent implicitement, puisqu'elles supposent toutes le concours de trois personnes pour la validité de la saisie.

Appel de Michon aîné. On disait pour lui : La saisie-opposition sur soi-même était reçue dans l'ancien droit. L'art 1041 du C. de proc. civ. abroge les anciennes lois sur la procédure, mais évidemment il ne s'applique qu'aux cas prévus par ce code ; or, aucune de ses dispositions ne parle de la saisie-arrêt sur soi-même, cette sorte de saisie est donc tacitement conservée. On doit d'autant plus le décider ainsi, que ce mode de procéder est le seul que puisse employer celui qui est tout à la fois créancier d'une somme non liquide et débiteur d'une somme liquide envers la même personne, pour se garantir de la mauvaise foi ou de l'insolvabilité de cette dernière, puisque, dans ce cas, l'art. 1291 du C. civ. fait obstacle à ce que la compensation s'opère entre les deux dettes respectives. En vain les premiers juges se fondent sur ce que le code de procédure supposerait, pour la validité d'une saisie-arrêt, le concours de trois personnes. Ce code n'a rien dit de semblable ; il suffit, pour que le vœu de ses dispositions soit rempli, qu'il y ait un saisi, un saisissant et un tiers saisi ; mais qu'importe que ces deux dernières qualités soient confondues dans la même personne, au lieu de résider sur deux personnes distinctes ?

L'intimé opposait une fin de non recevoir tirée de ce que Michon aîné ne lui devait que 628 fr. Cette somme, disait-il, est l'objet réel du procès, puisque c'est elle qui est frappée de la saisie-arrêt dont la validité est contestée ; et comme elle est inférieure à 1,000 fr., le jugement intervenu sur la contestation est en dernier ressort : l'appel n'est donc pas recevable.

Du 5 août 1826, ARRÊT de la cour royale d'Amiens, chambre civile, M. de Beauville président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bosquillon de Fontenay,

avocat-général: — Considérant, sur la fin de non recevoir proposée par Michon jeune contre l'appel du jugement dont il s'agit, que le juge a pour objet principal le mérite de la saisie-arrêt pratiquée par Michon aîné sur lui-même, mais que cet objet se rattache en même temps à la cause contestée de cette saisie, et que, pour déterminer la compétence du juge, il faut se fixer sur l'importance de cette cause: que l'exploit de saisie a été fait en vertu de l'autorisation du juge qui a permis de saisir-arrêter pour une somme supérieure à 1,000 fr.; que de ce jugement porté sur la contestation n'a pu être rendu qu'en premier ressort, et la fin de non recevoir proposée n'est point fondée: — Adoptant, au fond, les motifs qui ont déterminé les premiers juges: la saisie-arrêt ni avoir égard à la fin de non recevoir dans laquelle l'incident est déclaré mal fondé; — CONFIRME. » L.

COUR D'APPEL D'AMIENS.

La clause par laquelle un donateur stipule le droit de retour dans le cas de prédécès du donataire et de ses descendants, fait-elle obstacle à ce que, pendant la vie du donateur, une portion des biens donnés tombe dans la succession de l'un des enfants du donataire, et soit recueilli par sa mère? (Rés. nég.) C. civ., art. 751 et 951.

LES MINEURS GAUDUIN, C. GUERVILLE.

Le sieur Gauduin, en mariant Isidore Gauduin son fils à la demoiselle Locquet, lui avait donné par le contrat de mariage divers biens immobiliers, à la charge de retour en cas de prédécès du donataire et de ses descendants.

Décès d'Isidore Gauduin, laissant quatre enfants. — Deux de ceux-ci décédèrent peu de temps après leur père: l'aïeul donateur et la veuve Gauduin, leur mère, leur survivaient.

— Le sieur Guerville et autres, créanciers de la veuve, et, comme tels, exerçant ses actions, formèrent contre le tuteur des deux mineurs Gauduin une demande en partage des biens donnés à Isidore Gauduin, avec stipulation de retour; biens dont leur débitrice, disaient-ils, avait recueilli une portion dans la succession des deux enfants décédés. — Jugement du tribunal d'Abbeville qui accueille cette demande.

Appel par le tuteur, fondé sur les motifs suivants: Le donateur, en stipulant le droit de retour, a voulu que les immeubles qu'il donnait ne sortissent pas de la ligne directe. Ces immeubles, transmis au donataire, et de celui-ci à ses en-

faute, doivent retourner au donateur sans passer dans d'autres mains, telle est la condition imposée à la donation. La veuve Gauduin n'a donc pu recueillir, dans la succession de ses deux enfants décédés, aucune portion quelconque de biens donnés. — Voici d'ailleurs un dilemme auquel il est impossible d'échapper. De deux choses l'une : ou la donation dont il s'agit est *indivisible* dans ses effets, ou elle est *divisible*. Si elle est indivisible, les immeubles qu'elle comprend doivent passer *in globo* à la descendance directe du donateur, et revenir de même *pour le tout* au donateur, dans le cas où il survivrait à cette descendance. Si au contraire elle est divisible, elle se sépare en autant de donations qu'il y a de descendants pour la recueillir, et, au décès de chacun de ces descendants sans postérité, sa portion doit retourner au donateur. Dans le premier cas, les deux mineurs Gauduin qui vivaient encore, ont réuni, *jure accrescendi*, à leur part dans les biens donnés, celles de leurs frères décédés, et le tout leur appartient ; dans le second cas, la portion de ces deux enfants décédés doit faire retour à leur aïeul donateur, et, dans l'un comme dans l'autre, la veuve Isidore Gauduin n'a rien pu recueillir des biens compris dans la donation. — Cette argumentation nous paraît d'une grande force ; néanmoins elle n'a pas prévalu.

Du 29 juillet 1826, ARRÊT de la cour royale d'Amiens chambre civile, M. de Beauville président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bosquillon de Fontenay, avocat-général ; — En ce qui touche les conclusions principales du tuteur des mineurs Gauduin, tendantes à ce que Guerville et consorts soient déclarés non recevables dans leur demande à fin de partage de biens immeubles donnés au père desdits mineurs en faveur de mariage, sur le fondement que la mère desdits mineurs n'a eu aucun droit de propriété sur lesdits immeubles comme héritière de ses deux enfants décédés avant elle ; — Considérant que la stipulation faite par Gauduin aïeul des mineurs, de retour à son profit, des biens par lui donnés à son fils en cas de prédécès du donataire ou de ses descendants, n'a attribué aucun droit dans lesdits biens aux enfants du donataire pendant la vie de celui-ci ; — Que ces biens ont été recueillis dans sa succession par les quatre enfants qu'il a délaissés pour être partagés entre eux par portions égales et sans accroissement au profit des survivants ; — Que deux de ces enfants étant décédés avant leur mère, celle-ci a recueilli dans leurs successions la part à elle attribuée par l'art. 751 du C. civ., et

les parties sont d'accord que cette part consiste en neuf soixante-huitièmes des biens et immeubles délaissés par le père des mineurs.

COUR D'APPEL D'AIX.

En matière commerciale, l'appel d'un jugement sur la compétence est-il suspensif et empêche-t-il les juges de statuer sur le fond ? (Rés. nég.)

Un négociant qui reçoit d'un négociant avec lequel il est en rapport une lettre sans la contredire, est-il censé, en thèse générale, en approuver le contenu ? (Rés. aff.) (1)

GROS, C. LOIR-PIOT.

Le 23 mai 1826, le tribunal de Marseille rendit le jugement suivant, qui suffit pour l'intelligence de la cause. — Attendu que l'art. 457 du C. de proc. civ., que Loir-Piot invoque à l'appui du sursis qu'il demande, est sans application dans les matières commerciales, lesquelles sont régies par le tit. 25, intitulé *de la Procédure devant les tribunaux de commerce*; — Que, d'après l'interprétation que la dernière jurisprudence du tribunal, conforme sur ce point à celle de la cour royale du ressort a donnée à l'art. 425, l'appel du jugement de compétence, bien que ce jugement n'ordonne pas l'exécution provisoire, ne saurait arrêter le jugement au fond; — Attendu que, par leur lettre du 1^{er} sept. 1825, Pierre et Hippolyte Gros frères, de Marseille, ont annoncé à Loir-Piot que, conformément aux accords entre lui et Pierre Gros, de Paris, ils prenaient note que 400 caisses de savon bleu pâle lui seraient facturées au prix de 32 fr. 50 c., pour recevoir demi en novembre et demi en décembre suivants; — Que Loir-Piot n'a pas répondu à cette lettre, et n'a pas contredit les accords dont elle faisait mention; — Attendu que Loir-Piot a également gardé le silence sur le contenu de la lettre des frères Gros, du 24 nov. 1825, qui lui accompagnait connaissance et facture à 100 caisses, faisant partie des 200 qui devaient lui être livrées dans le courant

(1) Voy. un arrêt de cassation, du 8 germ. an 11, rap. Collection des jugements, an 12, p. 154, et M. Merlin, Quest. de droit, au mot *Compte courant*.

dudit mois; — Qu'il a payé à l'échéance le montant des 100
 caisses; — Attendu que le retard, dans l'expédition des 300
 caisses restantes, a été l'effet d'un changement de volonté
 de la part de Loir-Piot, qui a donné ordre à Pierre Gros, de
 Paris, de faire revendre à Marseille les 300 caisses de savon
 qui devaient lui être expédiées à Paris, ainsi que cela résulte
 des lettres des frères Gros, des 24 déc. et 6 janv., sur lesquelles
 Loir-Piot a également *gardé le silence*; — Attendu, en
 droit, qu'il est de principe attesté par tous les auteurs, notam-
 ment par MM. Merlin et Pardessus, qu'en matière de cor-
 respondance, *la réception d'une lettre non contredite équi-
 vaut le plus souvent à une approbation formelle de son con-
 tenu*; — Qu'ainsi Loir-Piot, en gardant le silence sur le con-
 tenu de celles qui lui ont été adressées par les frères Gros, a
 paru approuver l'opération dont elles l'entretenaient; — Que
 de plus, il a exécuté le marché en payant le montant de la
 facture du premier envoi; — Que de ces diverses circonstan-
 ces il résulte que la vente des 400 caisses de savon bien pa-
 a été reconnue, non désapprouvée, et exécutée en partie par
 Loir-Piot; et qu'il est par conséquent non recevable à la de-
 nier aujourd'hui; — Attendu que la copie de la lettre produi-
 te par Loir-Piot, et qu'il dit avoir été écrite par lui aux frè-
 res Gros, le 7 sept. 1825, contenant demande de 200 caisses
 de savon, a été déniée par ceux-ci, qui ont déclaré ne l'avoir
 jamais reçue, et ont porté le défi à Loir-Piot de prouver qu'il
 y eussent jamais répondu; — Qu'en supposant d'ailleurs que
 cette lettre eût été écrite aux frères Gros, il n'en est pas moins
 certain que l'ordre auquel elle serait relative serait étranger
 aux 400 caisses de savon qui font la matière du procès, et ne
 diminuerait en rien les preuves de l'existence du marché; —
 Attendu enfin que tous les documents de la cause se réunis-
 sent pour établir la validité du marché dont le jugement de
 défaut, du 15 mars dernier, a ordonné l'exécution; qu'il y
 a lieu en conséquence d'en prononcer la confirmation.

Appel de la part de Loir-Piot.

Du 5 mai 1826, ARRÊT de la cour d'Aix, M. Perrin avo-
 cat, par lequel :

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, — Con-
 FIRME.

COUR D'APPEL DE CAEN.

le débiteur qui a formé sa demande à l'effet d'être reçu au bénéfice de cession est-il privé, par l'effet de cette demande, du droit de se constituer en état de faillite ? (Rés. nég.)

PELCERF, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 21 mai 1827, ARRÊT de la cour de Caen, 4^e chambre, M. Dupont-Longrais président, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Rousselin, avocat-général. — Considérant que la demande en cession formée par Pelcerf, devant le tribunal civil de Vire, le 26 niv. an 13, n'a été ni acceptée par les créanciers, ni admise par le juge; qu'il n'est intervenu sur cette demande, susceptible de contredit, qu'un seul jugement qui, toutes choses tenant état, a donné acte à Pelcerf de sa déclaration, et a fait provisoirement défense à ses créanciers d'attenter à sa liberté. — Que, dans un pareil état de choses, et tant qu'il n'était point intervenu de contrat soit volontaire, soit judiciaire, entre lui et ses créanciers, il était loisible à Pelcerf de retirer la proposition qu'il leur avait faite, et de se placer dans la condition d'un simple failli, condition qui lui offrait les chances d'un concordat plus avantageux pour lui qu'une cession de biens; — Attendu que l'arrêt de cassation, du 4 nov. 1823 (voy. t. 1^{er} 1824, p. 311), cité par le premier juge, n'a point d'application dans la cause; qu'en effet, cet arrêt a statué dans une espèce où l'admission au bénéfice de cession avait été prononcée par un jugement passé en force de chose jugée, et où par conséquent l'état du débiteur au rapport de ses créanciers était définitivement fixé; qu'en pareil cas les parties se trouvaient même sans intérêt à la mise en faillite, puisque, d'une part, elle ne pouvait rendre aux créanciers l'exercice de la contrainte par corps dont ils avaient été privés par le jugement, et que, de l'autre, sans offrir au débiteur l'espoir d'aucunes remises, puisque ses biens étaient déjà dévolus à ses créanciers, elle pouvait l'exposer à des poursuites criminelles dans le cas où des indices de banqueroute viendraient à se découvrir; — Qu'au surplus, aucun créancier de Pelcerf ne s'oppose à sa demande, et qu'il est nécessaire, même dans l'intérêt de ceux-ci, que son état soit définitivement fixé....; — ~~REFORME~~ le jugement du tribunal civil de Vire; du 10 juil. 1826. »

COUR D'APPEL DE GRENOBLE.

Les créanciers du défunt peuvent-ils demander la séparation des patrimoines, même après la vente des immeubles, pourvu que cette demande soit formée avant la distribution du prix de la vente ? (Rés. aff.) C. civ., art. 878. (1)

Mais la séparation peut-elle être demandée s'il y a eu confusion du patrimoine du débiteur primitif avec celui de l'héritier ? (Rés. nég.)

Cette confusion existe-t-elle quand les biens du défunt et ceux de l'héritier ont été vendus conjointement en justice pour un seul et même prix, en présence des créanciers du débiteur primitif, sans qu'ils se soient opposés à la confusion ? (Rés. aff.) (2)

BLANC-FATIN, C. DRIER ET LES HÉRITIERS D'HERCULAI.

En 1762, le sieur *Blanc-Fatin* avait constitué, au profit du sieur *d'Herculais*, une rente perpétuelle de 9 livres, sur un capital de 180 livres. — *Blanc-Fatin* décéda avant la promulgation du code civil, et sa succession fut recueillie par *Pierre Blanc-Fatin*, son neveu, qui lui-même ne tarda point à mourir.

Jugement qui déclare que le capital de la rente est converti en dette exigible. — Poursuite en expropriation contre les héritiers par le sieur *d'Herculais*, qui comprit tout à la fois dans la saisie immobilière divers biens provenant de *Blanc-Fatin*, débiteur originaire, et un immeuble que, depuis le décès de ce dernier, *Pierre Blanc-Fatin*, son héritier, avait acquis nationalement. — L'adjudication du tout eut lieu en masse pour un seul prix, et sans distinction, en présence du sieur *Drier de la Forte*, créancier de *Blanc-Fatin*. — Dans l'ordre qui fut ouvert, la veuve de *Pierre Blanc-Fatin* se trouva colloquée en tête des créanciers hypothécaires, à raison

(1) Un arrêt de la cour de cassation, du 8 sept. 1806, rapporté dans le t. 7, p. 505 de la nouv. éd., a consacré le même principe.

(2) Sur les deux dernières questions, voy. anc. col., t. 3 1812, p. 191; et nouv. éd., t. 13, p. 492, un arrêt de la cour de cassation, du 25 mai 1812, qui a jugé dans le même sens.

les reprises matrimoniales; mais avant elle furent placés, comme créanciers privilégiés, et par voie de séparation des patrimoines, 1° les héritiers du sieur d'Herculais, décédé pendant les procédures, 2° le sieur Drier de la Forte. — La veuve se rendit opposante à l'état de la collocation; mais elle succomba devant le tribunal civil de Grenoble.

Appel. — On disait, pour la veuve de Pierre Blanc-Fatin, que la confusion des biens du débiteur originaire avec ceux de l'héritier s'était opérée par la vente simultanée des uns et des autres, pour un seul prix; et que cette confusion ne pouvant passer que par des opérations longues, dispendieuses, préjudiciables à l'intérêt des créanciers, et contraires à l'esprit de la loi, le privilège de séparation des patrimoines ne devait plus subsister.

Les créanciers privilégiés soutenaient que la séparation de patrimoines peut toujours être demandée après la vente, tant que l'acquéreur n'a pas payé son prix; que d'ailleurs on ne saurait dire avec exactitude qu'il y eût confusion, puisqu'au moyen d'une ventilation il était facile de distinguer la portion du prix, représentative des biens de la succession, d'avec la portion représentative de ceux de l'héritier.

Du 7 février 1827, ARRÊT de la cour royale de Grenoble; première chambre, M. de Noailles premier président, MM. Triolle, Bolland et Longchamp avocats, par lequel:

LA COUR, — Attendu 1° que, même après la vente des immeubles, les créanciers peuvent demander la séparation des patrimoines, pourvu que la demande soit formée avant la distribution du prix de la vente; que la jurisprudence a modifié à cet égard la disposition trop rigoureuse de la loi 2. ff. de separat.; — 2° Que la séparation des patrimoines ne peut être demandée, s'il y a eu confusion des patrimoines du débiteur primitif avec celui de l'héritier, suivant le §. 12 de la loi première, *ibid.*; et cette confusion existe lorsque les biens du défunt et ceux de l'héritier ont été vendus conjointement en justice, pour un seul et même prix, en présence des créanciers du débiteur primitif, sans qu'ils se soient opposés à la confusion; — 3° Qu'il résulte de la saisie même qu'elle comprend un immeuble parvenu à l'héritier par suite de l'acquisition par lui faite dans la vente nationale des biens de Chabond, émigré, depuis le décès du débiteur primitif; que, dès lors, l'adjudication, poursuivie par les héritiers d'Herculais, et faite en présence de Drier de la Forte, comprenant des biens dudit débiteur, et en même temps des biens de son héritier, ils sont l'un et l'autre non recevables

dans leur demande en séparation des patrimoines; — Par ces motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant; alloue la veuve Blanc-Fatin au rang de son hypothèque légale, et antérieurement aux héritiers d'Herculais et de Drier de la Forte, qui sont déclarés non recevables en leur demande en séparation des patrimoines.... »

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

Les militaires présumés absents ont-ils pu recueillir les successions ouvertes à leur profit tant que leur absence n'a pas été juridiquement prononcée en conformité de la loi du 13 janvier 1817 ? (Rés. aff.) C. civ., art. 135 et 136. (1)
L'action en désaveu d'un enfant né depuis l'absence du mari peut-elle être exercée par les héritiers présomptifs de ce dernier, qui, envoyés en possession provisoire des biens de l'absent, actionnent l'enfant en délaissement de ces biens ? (Rés. nég.) C. civ., art. 125 et 317.

GAYRAUD ET CANCE, C. VERNUS.

En 1795, Antoine Cancé épousa Marie Gayraud. L'année suivante, il partit pour l'armée avec son frère Jean Cancé, et l'on n'a plus eu de leurs nouvelles. En 1806, Marie Gayraud accoucha d'un fils qui fut inscrit sur les registres de l'état civil sous le nom de *Pierre*, avec cette désignation : *Fils naturel de Marie Gayraud et de père inconnu; non mariés*. L'enfant fut élevé par Marie Gayraud, et habita avec elle et Marie Garrigon, mère d'Antoine Cancé. — En 1822, Marie Garrigon mourut après avoir institué sa belle-fille, Marie Gayraud, sa légataire universelle.

En 1824, *Pierre Vernus*, parent collatéral et héritier présomptif d'Antoine et de Jean Cancé, actionne Marie Gayraud en délaissement des biens de la famille Cancé. — Arrêt qui le déboute de ses poursuites, attendu que Marie Gayraud n'est pas autorisée à ester en justice.

Le 22 juin 1826, Pierre Vernus obtient un jugement qui déclare l'absence d'Antoine et de Jean Cancé, et qui l'envoie en possession provisoire des biens des absents. Il fait ensuite

(1) Voy., en ce sens, deux arrêts de la cour de cassation, des 9 mars 1819 et 9 mars 1824, t. 5 1819, p. 493; nouv. éd., t. 21, p. 186, t. 2 1824, p. 225.

autoriser Marie Gayraud à ester en justice, et il l'actionne, ainsi que Pierre, en délaissement des biens de la famille Cancé, et, en outre, pour voir dire que défense sera faite à Pierre de prendre le nom de Cancé, qu'il n'a jamais porté ni dû porter, le demandeur déclarant qu'en qualité d'héritier d'Antoine Cancé, il désavoue et entend contester la légitimité de Pierre. — Marie Gayraud et son fils forment tierce opposition au jugement du 22 juin 1826, qui ordonnait l'envoi en possession provisoire.

Du 26 déc. 1826, jugement qui déclare la tierce opposition de Marie Gayraud et de son fils, recevable en la forme, mais mal fondée, et qui accueille les prétentions de Pierre Vernus. — Appel de Marie Gayraud et de son fils. On a établi d'abord que la tierce opposition au jugement du 22 juin 1826, qui envoyait Pierre Vernus en possession provisoire des biens de la famille Cancé, était fondée de la part de Marie Gayraud, alors même que son fils serait déclaré illégitime. Les effets de l'absence d'Antoine et de Jean Cancé, disait-on, sont régis par les lois spéciales des 11 vent. an 2 et 13 janv. 1817, relatives aux militaires absents. D'après ces lois, l'absence, loin de remonter au jour des dernières nouvelles, ne date que de l'époque où elle a pu être juridiquement déclarée, c'est-à-dire de 1817. Ainsi, de 1794, époque des dernières nouvelles, jusqu'en 1817, Antoine et Jean Cancé ont pu succéder, et les art. 135 et 136 du C. civ. ne leur sont point applicables. En 1801, ils ont recueilli la succession de leur père. En 1817, Marie Garrigon leur mère était au nombre de leurs héritiers, et devait par conséquent profiter, jusqu'à concurrence de la moitié des biens, des effets de la déclaration d'absence. A sa mort, survenue en 1822, ce droit faisait partie de sa propre succession ; elle l'a transmis à Marie Gayraud, sa légataire universelle. Celle-ci était donc fondée personnellement dans sa tierce opposition au jugement qui a envoyé Pierre Vernus en possession provisoire de tous les biens de la famille Cancé.

Mais Pierre Cancé pouvait lui-même former tierce opposition au jugement du 22 juin 1826, car son état d'enfant légitime ne peut lui être contesté par l'intimé. Pierre Cancé est né pendant le mariage d'Antoine Cancé et de Marie Gayraud, mariage qui subsiste encore. Il a donc pour père le mari, d'a-

près l'art. 312 du C. civ., et cette présomption légale subsiste tant qu'elle ne sera pas détruite par une action en désaveu légalement justifiée. En l'absence du mari, Pierre Vernu, envoyé en possession provisoire de ses biens, est-il recevable à former cette action? Non, sans doute. Elle ne peut être intentée que par le mari ou ses héritiers. Or Pierre Vernu ne peut se prétendre héritier d'Antoine Cancé tant qu'il ne prouvera pas la mort de ce dernier. A la vérité, la déclaration d'absence réalise en quelque sorte l'ouverture de la succession de l'absent. Mais cette fiction tient à la sollicitude du législateur pour la fortune de ce dernier; elle ne saurait prêter à des conséquences plus étendues. Elle autorise l'époux à agir, quant aux biens, comme si elle était déjà devenue veuve; mais elle ne l'autorise pas à se remarier; les art. 140 et 140 du C. civ. en fournissent la preuve. La possibilité de retour de l'absent, qui rend son épouse incapable de contracter une nouvelle union, s'oppose également à ce que ses héritiers présomptifs puissent exercer l'action en désaveu. L'envoyé en possession provisoire ne pourrait pas reconnaître l'enfant naturel au nom de l'absent; il ne pourrait intenter contre l'épouse de ce dernier une demande en séparation de corps, ni la poursuivre pour fait d'adultère; comment pourrait-il exercer l'action en désaveu, qui a aussi sa déplorable gravité, qui dépend d'une conviction secrète toute dans le domaine de l'époux?

D'ailleurs, si le demandeur en déclaration d'absence pouvait désavouer un enfant, au risque d'être lui-même désavoué par le père, il y aurait une lacune dans la loi. Quel délai aurait-il pour intenter son action en désaveu? Serait-ce le délai accordé au mari, ou celui accordé aux héritiers? Dans le premier cas, l'époux absent, jouissant du délai de deux mois à compter de son retour (C. civ., art. 316), faudrait-il attendre ce retour? Dans le second cas, si les biens de l'époux absent n'ont point cessé d'être en la possession de l'enfant, comment l'héritier prouvera-t-il qu'il est dans les deux mois que la loi lui accorde, mais qu'elle fait courir du jour où l'enfant a été mis en possession des biens du mari (C. civ., art. 317)?

Pour repousser le système particulier de Marie Gayraud, l'intimé répondait que les dernières nouvelles d'Antoine et

de Jean Cancé, remontant à 1794, la présomption de mort devait être fixée à cette époque; que la loi du 11 vent. an 2 n'avait pour objet que de constater et de conserver les droits éventuels des militaires absents, mais non d'établir en leur faveur le droit de recueillir des successions et de les transmettre à leurs héritiers; qu'ainsi Antoine et Jean Cancé n'avaient pas recueilli l'héritage de leur père en 1801, puisque leur existence n'était pas reconnue à cette époque (C. civ., art. 135).

On ajoutait pour l'intimé: Le principe consacré par l'art. 1312 du C. civ., que l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, ne peut trouver son application dans la cause. Pierre n'est inscrit sur les registres de l'état civil que comme fils naturel de Marie Gayraud et d'un père inconnu, non mariés. D'un autre côté, il n'a jamais été reconnu par la famille que comme le fruit des infidélités de Marie Gayraud, et n'a jamais porté le nom de Cancé. C'est donc lui qui, en réalité, réclame l'état d'enfant légitime. Dès lors, c'est aussi sur lui que doit porter tout le fardeau de la preuve, et jusqu'à ce que cette preuve soit faite, sa tierce opposition envers le jugement d'envoi en possession ne peut être accueillie.

Mais, dit-on, l'action en délaissement des biens, intentée par le sieur Vernus, est subordonnée à la question de savoir si Pierre est fils légitime d'Antoine Cancé, et dès lors le sieur Vernus est en réalité demandeur en désaveu. En admettant ce système, il est facile d'établir que le sieur Vernus est recevable à intenter une action en désaveu. En effet, la disposition de l'art. 123 du C. civ., qui déclare ouverte tous les droits subordonnés au décès de l'absent, est générale et absolue. Si la femme ne peut se remarier, c'est une exception au principe général, et il n'y en a pas de semblable relativement au désaveu. La loi ne distingue point les droits qui touchent à la personne, de ceux qui concernent les biens; d'ailleurs, ce n'est que pour arriver aux biens qu'on attaque la personne, et l'on ne peut interdire à l'héritier la seule voie qui lui soit ouverte pour exercer ses droits. Les actions personnelles à l'époux peuvent être intentées par ses héritiers, dès qu'elles se confondent avec l'une de celles que la loi leur accorde. (Voy. M. Toullier, t. 2, p. 146.) On objecte vaine-

ment l'impossibilité de déterminer l'époque où commence courir le délai de deux mois, accordé aux héritiers par l'art. 317. Ce délai court du jour de la prise de possession effective depuis la déclaration d'absence, parce que le droit d'agir n'existe en faveur des héritiers que de ce moment. Enfin, l'on refusait aux héritiers d'un absent l'action en désaveu. L'état d'un enfant conçu depuis l'absence ne pourrait jamais être attaqué; ce que le législateur n'a pu vouloir.

Le 14 juillet 1827, ARRÊT de la cour royale de Toulouse. M. Hocquart premier président, MM. Ramiguières et Férrière avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cavalis, avocat-général — Attendu, sur la première question, que Pierre Vernus n'est point appelant de la disposition qui déclare la tierce opposition recevable de la forme; — Attendu que cette tierce opposition est d'hors et déjà bien fondée sous ce rapport; qu'en fait et en droit, on ne pouvait pas faire remonter à 1794 les effets d'une déclaration d'absence de deux militaires qui n'ont été déclarés absents qu'en conformité des lois des 10 vent. an 2 et 13 janv. 1817; que cette tierce opposition sera bien fondée sous un autre rapport, et si l'état d'enfant légitime d'Antoine Cancé peut pas être contesté à Pierre Cancé, puisqu'il en résultera qu'en fait Pierre Vernus n'était point l'héritier présomptif des absents, et ne devait pas être envoyé en possession de leurs biens :

« Attendu, sur la seconde question, que Pierre Vernus est demandeur en désaveu, aussi-bien qu'il est demandeur en délaissement; qu'ainsi c'est lui qui vient troubler Pierre Cancé dans la possession des biens dont il s'agit; que, de son côté, Pierre Cancé est défendeur sur tous les points; que surtout il n'exerce point, et n'a nullement besoin d'exercer l'action en réclamation d'état; que son acte de naissance lui donnant Marie Gayraud pour mère, cette maternité n'étant point contestée par Pierre Vernus, et l'arrêt de 1824 ayant souverainement jugé que le mariage d'Antoine Cancé et de Marie Gayraud subsistait encore à cette époque, et à plus forte raison en 1804, Pierre Cancé conçu dès lors pendant le mariage aura pour père le mari, tant que, par l'effet d'une action en désaveu, ce caractère ne lui aura pas été enlevé; qu'au reste, on ne peut pas se dissimuler que Pierre Vernus l'a reconnu ainsi, et qu'il a continué ses poursuites à la nécessité où il savait être de désavouer, avant tout, celui qu'il voulait dépouiller; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'examiner si celui qui a été envoyé en possession provisoire des biens d'un absent est recevable à exercer l'action en désaveu contre un individu en possession d'état d'enfant légitime de l'absent;

« Attendu que les art. 316 et 317 du C. civ. n'accordent l'action en

désaveu de paternité qu'au mari, et après sa mort aux héritiers du mari; qu'aucune de ces dispositions ne s'applique au cas actuel, puisque, d'un côté, le mari n'est ni demandeur ni partie au procès, et que, de l'autre, son absence et la déclaration de cette absence n'étant ni une preuve, ni une présomption de sa mort, comme l'a jugé l'arrêt de 1824, on ne peut pas dire que l'héritier agit après la mort du mari; attendu dès lors, qu'il faudrait trouver dans la loi une troisième disposition applicable au cas de l'absence; que cette disposition n'existe pas, et qu'elle peut d'autant moins être supplée, qu'il s'agit d'une exception extraordinaire au principe protecteur de l'état des hommes et de la famille; par suite, que l'extension d'un cas à l'autre, contraire aux saines doctrines du droit, ne saurait être admise; qu'il n'existe d'ailleurs aucune analogie entre les effets de l'absence et les effets de la mort réelle; que si, sous un certain rapport, les effets de l'absence opposent l'ouverture de la succession de l'absent, cette fiction n'a lieu principalement que dans l'intérêt de l'absent lui-même, et n'a pour objet que la conservation de ses biens; qu'un tel motif a pu faire transmettre à l'envoyé en possession provisoire des biens, l'exercice des actions relatives aux biens; que rien ne prouve que la loi lui ait transmis l'exercice des actions relatives à la personne et à l'état des membres de la famille; qu'il n'a pas été contesté que l'envoyé en possession provisoire des biens de l'absent n'avait ni le droit de reconnaître pour l'absent un enfant naturel, ni le droit de poursuivre la femme en séparation de corps ou en adultère, ou en nullité de mariage contracté depuis la disparition de l'absent; qu'on ne voit pas pourquoi, quand de telles actions sont refusées à l'envoyé en possession provisoire des biens, on lui accorderait l'action en désaveu de paternité, qu'à la vérité on présente l'exercice de cette action comme un moyen d'obtenir le délaissement des biens en possession desquels on a été envoyé; mais qu'il n'est pas possible que, lorsque l'action en désaveu a un caractère bien autrement important que l'action en délaissement des biens, lorsqu'il est reconnu que cette action n'appartient qu'au mari, et ne peut passer à ses héritiers que par le fait de son décès, cette action, non recevable comme demande principale, devienne au contraire recevable comme un moyen justificatif d'une action en délaissement; il faudrait d'ailleurs que la qualité d'envoyé en possession provisoire des biens fût incontestable sur la tête de celui qui voudrait y puiser le droit d'exercer une action si extraordinaire, et qu'ici, pour que le parent eût dû être envoyé en possession, il faudrait qu'on eût admis et jugé le désaveu non seulement avant qu'il fût formé, mais avant que la qualité qui seule le rendait recevable eût pu être conférée;

Attendu qu'indépendamment de ces premiers motifs, la question serait toujours dominée par une raison puissante, la même qui prévaut le second mariage de la femme de celui dont l'absence a été déclarée; que celle

déclaration laissent subsister dans toute sa force la possibilité du retour de l'absent, on ne peut pas plus permettre à un collatéral de désavouer au jour d'hui l'enfant que le mari ne peut au lendemain, qu'on ne peut pas mettre la femme de contracter un second mariage quand le retour immédiat de l'absent peut prouver que le premier mariage n'est pas rompu. — Attendu enfin que, s'il en était autrement, il faudrait changer toute l'économie de la loi, relativement aux délais donnés pour l'exercice de l'action en désaveu; qu'il importe pourtant à la fixité et à la stabilité de l'état des hommes que ces délais ne soient ni arbitraires ni indéfinis. — Attendu que, puisque l'action en désaveu n'est point recevable, il n'y a pas lieu d'apprécier le mérite des preuves respectivement offertes au fond pour justifier ou pour écarter le désaveu. — Attendu, sur la troisième question, que Pierre Versus n'ayant plus cette qualité d'héritier présomptif qui avait autorisé l'envoi en possession, la demande en délaissement est évidemment mal fondée. — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, disant définitivement droit aux parties, et, sur l'appel, réformant le jugement du 26 déc. 1826, Reçoit Pierre Canocé tiers opposant envers le jugement du 22 juin 1826, et le rétracte en reforme en ce qu'il fait remonter au 1794 l'absence d'Antoine et de Jean Canocé, et en ce qu'il donne la partie d'Astre en possession provisoire des biens des absents; moyennant ce, déclare ladite partie d'Astre non recevable dans son action en désaveu de paternité, et mal fondée dans la demande en délaissement; maintient, au contraire, Pietro Canocé partie de Laurent, en sa qualité d'enfant légitime d'Antoine Canocé et de sa sœur de Jean Canocé, en possession des biens dont il jouit au 1794.

COUR DE CASSATION.

Le passage d'une voiture attelée sur un champ ensemené appartenant à autrui, est-il une contravention qui soit de la compétence du tribunal de simple police? (Rés. aff.)

Un délit de pâturage ou de violation de clôture est-il de la compétence exclusive du tribunal correctionnel? (Rés. aff.)

Lorsqu'un tribunal, saisi de plusieurs faits qui ne rentrent pas tous dans sa compétence, ne statue d'une manière explicite que sur l'un de ces faits, et garde le silence sur les autres chefs, est-il censé les rejeter implicitement, sans en donner de motifs; et, sous ce rapport, son jugement viole-t-il l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810? (Rés. aff.)

Le tribunal de simple police peut-il statuer d'office sur un fait non compris dans la citation donnée au prévenu, et

sur lequel le ministère public n'a pris aucune conclusion? (Rés. nég.)

L'écorchure d'un arbre par l'essieu d'une voiture n'est-elle passible d'une peine qu'autant qu'elle serait de nature à faire périr l'arbre, et, dans ce cas, constitue-t-elle un délit qui soit de la compétence des tribunaux correctionnels, et non de ceux de simple police? (Rés. aff.)

Un tribunal de répression peut-il prononcer une condamnation à des dommages et intérêts, lorsqu'il ne prononce aucune peine? (Rés. nég.)

Un tribunal de répression peut-il appliquer une peine à un contrevenant, encore que le ministère public n'en ait requis aucune? (Rés. aff.)

Mais est-il indispensable, pour la validité du jugement, que le ministère public résume l'affaire et donne ses conclusions? (Rés. aff.)

Le maire d'une commune autre que celle du chef-lieu de canton où se tient le tribunal de police peut-il remplir auprès de ce tribunal les fonctions du ministère public? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — JEAN PETIT.

M. le procureur-général expose les faits suivants :

Par exploit du 24 mai 1826, J. Mouton fit citer J. Petit, dit l'Etang, devant le tribunal de simple police de Longny, pour se voir condamner à 100 fr. de dommages et intérêts, comme s'étant permis 1^o de passer avec sa voiture et ses chevaux sur le bout d'un champ ensemencé de blé, appartenant au plaignant; 2^o d'y laisser divaguer et pacager ses vaches; 3^o enfin comme ayant, pour faciliter le passage de sa voiture sur ce champ, arraché des pieux qui supportaient des gaules, formant la clôture, enlevé et jeté lesdites gaules au travers du blé; sauf au ministère public à conclure de son chef pour l'amende encourue. — Le 1^{er} juin suivant, le jugement définitif fut rendu. — On y lit que, s'étant transporté sur les lieux, le juge de paix a reconnu qu'entre les propriétés de Mouton et celles de Petit, il existe un passage de la largeur d'environ un mètre, que Petit soutient être un chemin pour les voitures; qu'il a remarqué les traces de roues sur le bout des sillons du champ de blé appartenant à Mouton, sur toute la longueur de cette pièce de terre jusqu'à sa jonction avec la

propriété de Petit; qu'enfin, du côté opposé où se trouvait le pré appartenant à Mouton, deux arbres avaient été récemment écorchés par l'essieu de la voiture qui avait circulé sur ce passage; que Petit reconnaissait le tout pour être de son fait, alléguant seulement que Mouton y avait donné lieu par son envahissement d'une partie du chemin;

Sur quoi le tribunal, considérant que, si Petit se prétendait fondé à prétendre que le passage qui existe entre la pièce de terre et le pré de Mouton est un chemin charretier et d'exploitation, pour arriver tant à la propriété de lui, Petit, qu'à celles d'autres individus, et que Mouton a anticipé sur sa largeur, il devait avoir recours aux tribunaux compétents pour faire condamner Mouton à restituer à ce chemin sa largeur ordinaire, et non à se faire justice à lui-même, en allant avec sa voiture le blé sur cette partie de chemin, ce qui constituait un délit; — Considérant que l'écorchure des arbres dont il est parlé ci-dessus était un autre délit, et qu'il n'y avait aucune excuse, puisqu'ils sont plantés dans la haie du pré de Mouton, au-delà des limites que Petit lui-même prétendait que le chemin devrait avoir; — Par ces motifs, le tribunal condamna Petit à 3 fr. de dommages et intérêts envers Mouton, et, en outre, aux intérêts et aux dépens; et réserva de nouveau à Petit son action contre Mouton pour prétendue anticipation commise par ce dernier sur la largeur du chemin.

Et attendu que le 2^e adjoint à la mairie de Longny, faisant fonction de commissaire de police, ne s'est pas rendu sur les lieux pour y conclure, contre ledit Petit, à l'amende prononcée par la loi dans les cas de ce genre, et que le maire de la commune de Saint-Victor, présent, n'a pris aucune conclusion dans cette affaire, le tribunal ne prononce aucune amende contre ledit Petit; sauf audit sieur commissaire de police à agir ultérieurement de son chef, s'il avise bien.

Pourvoi contre ce jugement dans l'intérêt de la loi. Il contient plusieurs violations de la loi, a dit M. le procureur général. — 1^o Trois faits étaient soumis au tribunal de simple police: le 1^{er} relatif au passage d'une voiture attelée sur un champ ensemencé, rentrait dans l'application de l'art. 475, 4^o, 1^{er} du C. pén., et dès lors le tribunal de simple police était compétent pour en connaître. — Mais le 2^e et le 3^e consti-

Assient des délits de dépaissance et de violation de clôture prévus par les art. 26, tit. 2, du C. rural de 1791, et 456 du C. pén. de 1810, faits de la compétence exclusive du tribunal correctionnel..

2° Le tribunal de police n'a statué, il est vrai, d'une manière explicite, que sur le 1^{er} de ces faits; mais c'est là une nouvelle violation de la loi; en gardant le silence sur deux chefs de conclusions consignés dans l'exploit introductif d'instance, il les a rejetés implicitement sans en donner de motifs, et, par là, il a violé l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810.

3° Quant aux deux arbres écorchés par l'essieu de la voiture du prévenu, d'une part, le fait n'était pas du nombre de ceux dont le plaignant avait demandé la réparation, en citant le prévenu devant le tribunal de police, et ce tribunal ne pouvait le constater et le réprimer d'office sans une nouvelle citation et sans conclusions ou réquisitions de la partie lésée ou du ministère public. En 2^o lieu, si l'écorchure n'était pas de nature à faire périr ces arbres, le fait n'était pas susceptible d'aucune peine; et si elle était de nature à les faire périr, elle constituait un délit de la compétence des tribunaux correctionnels. (Art. 445 et 446 du C. pén.)

4° Le tribunal de police a prononcé une condamnation à des dommages et intérêts sans appliquer aucune peine; cependant la condamnation à la réparation civile du dommage n'étant que l'accessoire de la condamnation à une peine, les tribunaux de répression ne peuvent prononcer l'une sans l'autre.

Le tribunal de police a cru ne pouvoir appliquer aucune peine, parce que le ministère public n'en avait requis aucune; mais il suffit qu'un tribunal de répression soit saisi de la connaissance d'une infraction aux lois pénales pour qu'il soit tenu d'y appliquer les peines portées par la loi, encore que le ministère public n'ait pris aucune réquisition; sa présence à l'audience suffit pour constituer le juge de paix en tribunal de simple police, et cette présence est constatée au jugement.

5° Toutefois, s'il n'est pas nécessaire que le ministère public requière l'application de la peine pour que le tribunal puisse la prononcer, il est indispensable, pour la validité du jugement, qu'il résume l'affaire et donne ses conclusions;

l'omission de cette formalité, dans l'espèce, est un nouveau moyen de cassation du jugement.

6° Enfin, le fonctionnaire qui a assisté au jugement, et que le tribunal a considéré comme revêtu des fonctions du ministère public, puisqu'il observe qu'il n'a pris aucunes conclusions, ce qui prouve qu'il lui supposait le droit d'en prendre, était réellement sans aucun pouvoir à cet effet. Les fonctions du ministère public, près le tribunal de simple police, ne peuvent être remplies que par le commissaire de police du lieu, ou, à défaut, par le maire ou l'adjoint de la commune, ou par le conseiller municipal désigné par le procureur du roi dans les tribunaux de police tenus par les maires (art. 144 et 167 du C. d'inst. crim.). Dans cette affaire, ce n'est ni le commissaire de police, ni le maire, ni l'adjoint de la commune de Longny, qui a assisté au jugement : c'est le maire de la commune de Saint-Victor, lequel était sans caractère à cet effet. — Ce considéré, etc. *Signé MOURRE.*

Du 29 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Gary rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général ; — Statuant sur le pourvoi du procureur-général du roi, et adoptant les motifs énoncés dans le réquisitoire ci-dessus, — CASSE dans l'intérêt de la loi le jugement du 30 mars 1826. »

COUR DE CASSATION.

Un billet à ordre endossé par un négociant pour une opération commerciale constitue-t-il une écriture de commerce, s'il est souscrit par un individu non négociant, et s'il n'a pas pour objet une opération de commerce ou une remise d'argent de place en place ? (Rés. nég.)

Le faux commis dans un semblable billet n'est-il qu'un faux en écriture privée ? (Rés. aff.) C. com., art. 632 et 637 ; C. pén., art. 147 et suiv.

BALLAGNY, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 17 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly doyen, M. Mangin rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-

général. — Vu les art. 632 et 637 du C. de com., 147 et 148, 150 et 151 du C. pén.; — Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury que le demandeur en cassation est coupable 1° d'avoir fabriqué ou fait fabriquer un faux billet à ordre, cause valeur reçue en vingt-quatre créances, et d'y avoir apposé la fausse signature B. Ballagny, 2° d'avoir, en sa qualité de fabricant de coton, transmis ce billet, par un endossement véritable, au sieur Elau, en paiement de différentes marchandises; — Attendu que le billet fabriqué ne constituait point une écriture de commerce, puisqu'il n'énonce pas qu'il ait eu pour cause une opération de commerce; qu'il ne suppose pas non plus une prétendue remise d'argent de place en place, et qu'enfin la fausse signature B. Ballagny qui y a été apposée n'est point celle d'un commerçant;

Attendu que, si le demandeur a fait usage du faux billet dans une opération commerciale, cet usage n'a point modifié la nature de ce billet; — Que les art. 148 et 151 du C. pén. assimilent l'usage des actes faux à la fabrication même de ces actes; d'où résulte que, quelle que soit la nature de la négociation à l'occasion de laquelle un individu a fait usage d'une pièce fausse, il ne peut encourir une peine plus grave que celle dont le code pénal aurait puni le faussaire; — Que des obligations purement civiles peuvent devenir l'objet d'opérations commerciales; que ces opérations ne changent point le caractère de l'obligation primitive; qu'elles n'ajoutent rien à l'engagement de celui qui l'a souscrite; — Que, dans l'espèce, le billet à ordre et l'endossement formaient des actes distincts, l'un d'une nature toute civile, l'autre d'une nature commerciale; — Que, si, aux termes de l'art. 637 du C. de com., les tribunaux de commerce doivent connaître des billets à ordre lorsqu'ils portent tout à la fois des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, ce n'est qu'à titre de prorogation de juridiction; que, loin de confondre la nature des engagements que de semblables billets peuvent renfermer, l'article précité a soin de les distinguer, en défendant aux tribunaux de commerce de prononcer la contrainte par corps contre les individus non négociants, à moins qu'ils ne soient engagés à raison d'opérations de commerce; qu'il résulte de là que, si le billet fabriqué par le condamné était sincère, le tribunal de commerce aurait bien pu en connaître à raison de l'endossement que ce condamné, qui est négociant, en a passé à un autre négociant; mais que le tribunal de commerce n'aurait pu prononcer la contrainte par corps contre le souscripteur, puisque ce souscripteur ne serait pas marchand, et que ce billet ne comporte point la preuve qu'il ait eu pour cause une opération de commerce; — Qu'il résulte de là que l'arrêt attaqué a violé les dispositions des art. 632 et 637 du C. de com., 150 et 151 du C. pén., et fausement appliqué les art. 147 et 148 dudit code; — Cassa l'arrêt de la cour d'assises de Châlons, du 19 déc. 1827, et pour être

statué, d'après la loi, sur la déclaration du jury qui reste maintenue; —
 Renvois. »

COUR DE CASSATION.

La prescription de 5 ans, établie par l'art. 636 du C. d'inst. crim., n'est-elle applicable qu'aux PEINES correctionnelles, et non aux FRAIS prononcés accessoirement? (Rés. aff.)
 C. inst. crim., art. 634 et 642.

Ces frais ne se prescrivent-ils que par 30 ans? (Rés. aff.)
 C. civ., art. 2262.

LA RÉGIE, C. BOULARD.

Du 23 janvier 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brisson président, M. Boyer rapporteur, M. Feste-Lebeau avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat général; — Vu les art. 636, 642 du C. d'inst. crim., et 2262 du C. civ.; — Attendu que la prescription quinquennale établie par l'art. 636 du C. d'inst. crim. n'est applicable, d'après la disposition littérale dudit article, qu'aux peines prononcées par les arrêts ou jugements rendus en matière correctionnelle; que la condamnation aux frais prononcée par ces mêmes jugements ou arrêts contre les condamnés ne peut pas être rangée au nombre des peines qu'a eues en vue l'article précité dudit code; qu'elle n'est autre chose que le remboursement des avances faites par l'état pour la poursuite des délits qui y donnent lieu; — D'où il suit qu'en déclarant, dans l'espèce, l'action intentée par la régie pour le recouvrement des frais auxquels la dame Boulard avait été condamnée par le jugement du tribunal de police correctionnelle d'Auxerre, du 4 mai 1816, prescrite par le laps de 5 ans, le jugement attaqué a fait une fausse application de l'art. 636 du C. d'inst. crim., violé l'art. 642 du même code et l'art. 2262 du C. civ.; — CASSE. »

COUR DE CASSATION.

Les femmes ont-elles une hypothèque légale, indépendante de toute inscription, sur les biens de leurs maris, pour sûreté de leurs créances PARAPHERNALES, dont ces derniers sont débiteurs envers elles? (Rés. aff.) C. civ., art. 2121 et 2155.

LA FEMME BEURIAUD, C. PARADIS.

Déjà la cour de cassation avait résolu cette question en ce

sens par deux arrêts, en date des 11 juin 1822 et 6 juin 1826 (1). Quelques cours royales avaient adopté une jurisprudence contraire (2); mais les cours de Riom et de Lyon ont jugé comme la cour suprême, par arrêts des 20 fév. 1819 et 6 mars 1823 (3). Cette question, ayant été traitée avec de longs développements aux endroits cités de ce *Journal*, nous rapporterons l'espèce actuelle le plus brièvement possible.

En l'an 13, la femme *Beuriaud* vendit des biens paraphernaux dont son mari avait précédemment perçu les fruits, et dont il toucha le prix. Plus tard, elle obtint sa séparation de corps, et un jugement, confirmé sur l'appel, condamna le sieur *Beuriaud* à payer à sa femme la somme de 982 fr., tant pour le prix des biens paraphernaux vendus que pour restitution des fruits.—En vertu de ce jugement, la femme *Beuriaud* prit inscription sur les immeubles de son mari, le 16 janv. 1821.—Bientôt après, ces immeubles sont vendus à la requête des créanciers du mari. Ces créanciers avaient des hypothèques inscrites avant celle de la femme *Beuriaud*. Néanmoins celle-ci demande à être colloquée dans l'ordre en premier rang, et à la date de la vente de ses biens paraphernaux. Elle soutient qu'aux termes de l'art. 2135 du C. civ., elle a pour toutes ses reprises une hypothèque légale dispensée d'inscription. Le juge-commissaire n'admet pas cette prétention: la cause est portée à l'audience.

Le 24 juil. 1824, jugement du tribunal civil de Grenoble qui ordonne que la collocation provisoire sera exécutée dans toutes ses dispositions par les motifs suivants:

« Considérant que l'art. 2121 du C. civ. accorde à la femme une hypothèque légale pour tous les droits et créances qui lui sont compétents contre son mari, sans l'obliger ou la dispenser de prendre inscription; — Considérant que l'art. 2134 décide en principe général que toute hypothèque soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang entre les créanciers que du jour de son inscription sur les registres du conservateur; d'où il résulte que la publicité est la base du système hypothécaire établi par le code civil; — Considérant que toute exception à

(1) Voy. t. 3 1822, p. 241, et t. 3 1826, p. 226; — nouv. éd., t. 24, p. 491.

(2) Voy. notamment un arrêt de la cour de Toulouse, du 4 juin 1816, t. 3 1817, p. 103; — nouv. éd., t. 18, p. 485.

(3) Voy. t. 2 1824, p. 439; — nouv. éd., t. 21, p. 142.

ce principe fondamental doit être clairement exprimée dans la loi, et ne peut s'induire par interprétation : d'abord parce qu'il est de l'essence des lois d'exception de se renfermer dans l'application littérale de leurs expressions, ce qui est tellement vrai qu'elles sont confirmatives de la règle générale pour les cas non formellement exceptés; en second lieu, parce qu'une loi sur les hypothèques, formant une dérogation au droit commun sur la translation des propriétés et sur les transactions, est par la même du droit étroit, et ne laisse point aux juges la même latitude d'interprétation que les lois qui prennent leur force dans le droit naturel;

• Considérant que l'art. 2135 du C. civ. dispense la femme de la formalité de l'inscription, 1° pour sa dot et ses conventions matrimoniales, dont l'hypothèque date du jour du contrat de mariage, 2° pour les sommes dotales qui lui étoient pendant le mariage, l'hypothèque étant fixée au jour où la propriété en est dévolue à la femme, 3° enfin pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari, et le remploi de ses propres aliénés, hypothèque existant dans ce cas du jour de l'obligation ou de la vente; — Considérant que les biens paraphernaux sont d'une nature directement opposée à la dot, qu'ainsi ils ne peuvent pas participer au privilège qui lui est conféré par la loi, et cela par la raison bien simple que, restant étrangers au mari, celui-ci ne saurait, sans injustice, être soumis à une responsabilité à leur égard; — Considérant que les biens paraphernaux ne peuvent pas même être placés sous les dispositions de l'art. 2135 relatives à l'indemnité des dettes ou au remploi des propres aliénés, parce que ce paragraphe est particulier au régime de la communauté, ce qui résulte de l'exposé des motifs de la loi, où l'on voit que le législateur, en fixant l'hypothèque au jour de l'obligation ou de la vente, eut seulement pour objet de corriger la jurisprudence du parlement de Paris qui faisait remonter l'hypothèque au jour du mariage;

• Considérant que, non seulement on ne peut placer les biens paraphernaux reçus par le mari pendant le mariage sous aucune exception apportée au principe de la publicité par l'art. 2135, mais encore que cet article est exclusif du privilège qu'on voudrait attacher à ces biens; car, en disposant que les sommes dotales échues pendant le mariage aient hypothèque sans inscription, le législateur a refusé cette faveur à tous autres droits que la femme pourrait acquérir, d'après la maxime *qui de uno dicit de altero negat*, dont l'application est d'autant plus directe que l'art. 2135 est déjà lui-même une exception apportée à la loi du droit étroit;

• Considérant que les art. 2193, 2194 et 2195, n'accordent pas à la femme de droits plus étendus que l'art. 2135: en effet, ces articles tra-
cent, aux acquéreurs des biens immeubles du mari, des formalités pour purger l'hypothèque légale qui les affecte du chef de la femme et de-

puis le jour du mariage pour la conservation de la dot, des reprises et conventions matrimoniales; — En premier lieu, ces articles ne peuvent être qu'une application des règles exceptionnelles portées par l'art. 2135, et le mot *reprises* ajouté à cet article, quelque général qu'il soit dans son acception, on ne peut l'entendre que des droits désignés dans cet art. 2135; — En second lieu, le mot *reprises* qui indique les répétitions que la femme peut exercer contre son mari n'embrasse que les biens livrés par la femme au mari au moment du mariage, ce qui se prouve 1° par la lecture des art. 2193 et suivants qui ne s'occupent que des droits dont l'hypothèque prend sa source dans la stipulation même du contrat de mariage; 2° par la réunion des mots *reprises* avec les mots *conventions matrimoniales* que la loi a joints pour expliquer qu'ils comprennent tous les biens qui ont fait la matière du contrat; d'où la conséquence que les biens paraphernaux dont le mari s'est prévalu pendant le mariage ne peuvent pas être une reprise dans le sens de ces articles, parce qu'ils n'ont pas été livrés au mari au moment du mariage, qu'il n'a reçu aucune autorisation de s'en prévaloir, et parce que, n'ayant pas fait partie des conventions insérées au contrat de mariage, ils n'ont jamais été la matière d'une convention matrimoniale, et ne sauraient devenir une reprise matrimoniale;

Considérant enfin que la nécessité où l'on se trouve d'interpréter la loi par des rapprochements de plusieurs dispositions pour chercher à découvrir qu'elle accorde à la femme une hypothèque dispensée d'inscription pour ses paraphernaux, est la preuve la plus convaincante de la non-existence de ce droit exorbitant, puisqu'encore une fois toute exception doit être clairement exprimée; — Considérant qu'il est d'ailleurs aisé d'établir que, *hors le cas où les paraphernaux ont été livrés au mari par le contrat de mariage*, la loi n'a pas dû dispenser la femme de l'inscription; en effet, les art. 1578 et 1579 lui reconnaissent le droit d'exclure son mari de leur administration, et s'il les a gérés par suite d'une procuration, il n'est soumis, par l'art. 1577, qu'aux obligations de simple mandataire. Or, ces dispositions prouvent que la femme est dans une situation bien différente à l'égard de ses paraphernaux quant à la dot, et démontre que la loi ne pouvait pas accorder aux paraphernaux les privilèges dont elle favorisait la dot; ainsi, en donnant à la femme pour ce genre de biens une hypothèque légale à la charge de l'inscription, elle l'a suffisamment protégée contre le principe abusif que le mari ferait de son influence, puisque, ne lui imposant aucune règle, aucune forme, la femme peut requérir l'inscription de tout titre, de tout acte constatant que son mari s'est prévalu de ses biens paraphernaux: la femme est même sous ce rapport dans une situation plus avantageuse que sous l'ancien droit, car la loi dernière, au code de *pactis con-* *ventis*, ne lui accordait pour ses paraphernaux qu'une hypothèque ordinaire sur les biens de son mari, ce qui la mettait à l'instar de tous autres

créanciers; en second lieu, en accordant aux paraphernaux une hypothèque légale dispensée d'inscription, la loi aurait 1° ouvert une source intarissable de fraude, 2° compromis l'intérêt des tiers, 3° placé le mariage dans une espèce d'interdiction;

• En effet il serait facile à des époux de mauvaise foi d'augmenter par des actes simulés la valeur réelle des biens paraphernaux, et de constituer en perte les créanciers du mari; les tiers qui contracteraient avec celui-ci ne connaîtraient jamais la consistance, et souvent même soupçonneraient pas l'existence des paraphernaux sur lesquels le contrat de mariage garde fréquemment un silence absolu, et ils n'auraient aucun moyen de prévenir la fraude ou de la réparer, l'action en stellionnat même ne leur offrant qu'une vaine ressource en cas d'insolvabilité de la part du mari, tandis que la constitution de dot, même générale et indéterminée, suffit pour les avertir des chances qu'ils ont à courir; — Enfin le danger de contracter avec le mari en éloignerait inévitablement ceux qui en auraient le dessein, et alors tous les genres d'industrie qui exigent des fonds en numéraire seraient paralysés dans les mains du mari; leurs biens seraient, pour ainsi dire, placés hors du commerce, et ils seraient eux-mêmes frappés d'une sorte d'interdiction qui finirait par opérer la ruine des familles;

• Considérant que les principes ci-dessus exposés trouvent d'autant mieux leur application dans l'espèce, qu'il n'existe aucun contrat civil de mariage entre Suzanne Murgier et Paul Beuriaud, de sorte que l'un ne peut prétendre que les biens paraphernaux de la femme Murgier soient compris dans les conventions matrimoniales; — Que si Beuriaud a disposé d'une partie de ces biens, c'est en vertu du mandat tacite que la loi suppose précisément entre époux, ce qui le rend passible seulement de l'action du mandat; — Considérant d'ailleurs que les époux étant séparés depuis 1807, il est évident que Suzanne Murgier n'a pu être soumise à l'influence de son mari, et par conséquent a été libre de prendre inscription pour sûreté des droits qu'elle réclame aujourd'hui.

Appel de la part de la femme Beuriaud. Mais, le 22 juin 1825, arrêt de la cour royale de Grenoble qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur sentence.

La femme Beuriaud s'est pourvue en cassation contre cet arrêt pour violation des art. 2121 et 2135 du C. civ. — Les sieurs Paradis, Gaget et consorts, créanciers du sieur Beuriaud, défendeurs, ont fait défaut.

Le 28 juillet 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brissot président, M. Delpit rapporteur, M. Teste-Lebeau avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu les art. 2131, 2135, 2195, 2194 et 2196 du C. civ., — Attendu que la disposition de l'art. 2131 du C. civ. qui donne une hypothèque légale aux droits et créances des femmes mariées sur les biens de leurs maris, comprend, dans la généralité de ses expressions, toutes les sommes dont le mari est débiteur envers sa femme, quelles que soient la nature des créances et la date des titres; — Que la disposition de l'art. 2135 qui conserve l'hypothèque des femmes sur les biens de leurs maris, indépendamment de toutes inscriptions, n'est pas moins étendue, et qu'elle s'applique comme hypothèque légale à tous leurs droits et créances; — Qu'en désignant soit les biens qui appartiennent aux femmes à compter du jour de leur mariage, soit ceux qu'elles peuvent acquérir pendant leur mariage, cet article n'a pas eu pour objet de restreindre le privilège ou la faveur d'être dispensées d'inscription aux reprises qu'il énumère, mais seulement de fixer la date de l'hypothèque en la déterminant sur l'époque de l'ouverture du droit auquel l'hypothèque est attachée; aussi lorsqu'il ne s'agit pas de déterminer la date de l'hypothèque, mais d'en régler les effets, dans les art. 2140 et 2163, le législateur parle en termes généraux: *la dot de la femme, ses reprises et conventions matrimoniales*, expressions qui comprennent évidemment toutes les créances qu'une femme peut avoir sur les biens de son mari; et il devait en être ainsi parce que la dispense de l'inscription n'est pas accordée à raison de la nature ou de l'origine des créances, mais à cause de l'état de dépendance dans lequel la créancière se trouve relativement au débiteur;

Attendu que, si, d'après l'art. 1677, le mari qui a administré les biens paraphernaux en vertu de la procuration de sa femme, avec charge de lui rendre compte des fruits, est tenu vis-à-vis d'elle comme mandataire, tandis que, s'il les avait administrés sans mandat, il ne serait tenu que de lui rendre les fruits non consommés; cet article uniquement destiné à déterminer l'obligation résultant de la perception des revenus des biens paraphernaux n'en règle pas les effets relativement à l'hypothèque dont le législateur ne s'occupait pas encore; — Qu'au titre des hypothèques le code n'a pas distingué ce genre de créances des autres reprises des femmes sur les biens de leurs maris, et qu'il n'y avait aucun motif de les distinguer; car, sous le régime dotal, les biens paraphernaux sont dans un sens absolu les propres de la femme, et lorsqu'elle a autorisé son mari à en disposer, elle n'a pas plus de liberté morale de prendre inscription à l'effet d'assurer la créance qui dérive de l'exécution du mandat, qu'elle n'en aurait pour une obligation par elle contractée pour son mari ou pour toute autre reprise;

Attendu qu'après avoir jugé, en fait, que Suzanne Murgier était créancière de son mari à raison de la perception des revenus et de la vente

des biens paraphernaux que celui-ci avait faits en vertu de sa prétention, la cour royale de Grenoble a jugé, en droit, que cette femme avait pas d'hypothèque légale sur les biens de son mari, faute, par elle, d'avoir pris inscription, et qu'en jugeant ainsi, cette cour a violé l'art. 2121, 2135, 2140 et 2193 du C. civ.; — Par ces motifs, déclare le défaut contre les défendeurs, **CASSE** et **ANNULE** l'arrêt rendu par la cour de Grenoble, le 22 juin 1825 (1). S.

COUR DE CASSATION.

Lorsque, par suite de la dissolution d'une société, l'un des associés est devenu propriétaire exclusif d'une obligation sur un tiers, la note mise par un autre associé en paiement d'une autre obligation du même débiteur, et tendant à établir la libération de ce dernier, peut-elle opérer l'extinction de la première dette? (Rés. nég.) C. civ., 1552.

NADAUD, C. LES HÉRITIERS CANIN.

L'arrêt suivant, qui annule un arrêt de la cour royale de Bordeaux, du 21 juil. 1823, fait suffisamment connaître l'espèce sur laquelle cette cour avait eu à statuer.

Le 16 janvier 1828, ARRÊT de la section civile, M. de la Roche, son président, M. Zangiacomi rapporteur, M. Lassus avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général: — Vu les art. 1119 et 1165 du C. civ.; — Considérant qu'il résulte de l'arrêt attaqué que les quatre obligations dues par Canin, dont il s'agit dans cette affaire, appartenaient originairement en commun aux deux frères Jean et Pierre Nadaud; — Qu'en l'an 15, après la dissolution et le partage de leur société, trois de ces obligations vinrent la propriété exclusive de Jean Nadaud, et la quatrième, la propriété exclusive de Pierre; — Qu'il est dit, dans les qualités de l'arrêt, que les trois premières créances (par conséquent les trois obligations qui appartenaient à Jean Nadaud) avaient été réduites à 900 fr. de capital par un règlement fait entre Jean Nadaud et la veuve Canin, le 15 mars 1807; que ce fait était prouvé par une note marginale écrite par Jean Nadaud sur l'une de ces obligations »;

« Considérant que cette note ou déclaration de Jean, applicable aux termes de l'art. 1322 du C. civ., aux trois obligations qui lui appartenaient »;

(1) C'était également un arrêt de la cour de Grenoble que la cour de cassation avait annulé le 11 juin 1821. Voy. loc. supra cit.

et dont il pouvait valablement donner quittance. était, d'après les art. 1119 et 1165, sans effet quelconque sur la quatrième obligation que depuis long-temps la créance personnelle de Pierre, qui seul eût en recevoir le paiement et en libérer ses débiteurs; — Qu'il est là qu'en déclarant cette obligation éteinte uniquement par suite d'une note marginale de Jean Nadaud, et sans expliquer comment cette note était étrangère à Pierre, pouvait lui être opposée, l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 1332 du C. civ., et violé les art. 1119 et 1165 ci-dessus cités; — Donne défaut contre les défendeurs, etc.

COUR DE CASSATION.

Propriétaire d'une maison enfouie partiellement par l'exhaussement du pavé de la rue a-t-il droit à une indemnité contre la commune pour le dommage qu'il éprouve ? (Rés. aff.) (1) C. civ., art. 544 et 545; charte, art. 9 et 10. La cour royale qui rejette une demande en garantie formée par des locataires contre le bailleur à raison d'un trouble apporté par un tiers à leur jouissance, peut-elle ne pas mettre les dépens à la charge des demandeurs, si, par le même arrêt, elle condamne le tiers, mis en cause avec le bailleur, à indemniser celui-ci et ses locataires ? (Rés. aff.) C. proc., art. 130.

LA VILLE D'AIX, C. DUFOUR.

Les maisons que le sieur Dufour possède dans la ville d'Aix, ont été enfouies partiellement par l'exhaussement du pavé de la rue sur laquelle elles sont situées. Les locataires de ces maisons ont actionné le sieur Dufour en garantie à raison du trouble apporté à leur jouissance, ou en résiliation de leurs baux. Le sieur Dufour a mis en cause la ville d'Aix, et conclu contre elle à une indemnité proportionnée au préjudice qu'il éprouvait.

L'arrêt qui condamne le sieur Dufour à faire les réparations devenues nécessaires, et qui rejette sa demande en indemnité contre la ville d'Aix, — « Attendu que le bailleur est tenu de faire toutes les réparations nécessaires autres que locatives; et, en ce qui touche la demande en indemnité

(1) Voy. une décision semblable du 8 janv. 1826, t. 2 1826, p. 207; voy. aussi *supra*, p. 5.

ou dommages et intérêts, que les rues sont des propriétés destinées à l'usage des habitants, et dont le domaine n'est pas dans le commerce; qu'elles ne peuvent se prescrire (C. art. 2226); que l'usage des habitants consiste en une pu culture, et non en un droit particulier; qu'il est de pré que celui qui, en faisant des travaux dans sa propriété de son droit, sans blesser ni la loi, ni le titre, ni la possession, et sans avoir l'intention de nuire, ne peut être tenu responsable du dommage qui peut arriver aux voisins; que les travaux exécutés dans l'intérêt de la ville n'ayant pas porté atteinte à la propriété de Dufour, ni au droit qu'il a d'en jouir, les art. 9 et 10 de la charte, 544 et 545 du C. civ. ne sont pas applicables. »

Appel de la part du sieur Dufour. — Le 14 déc. 1825, arrêt de la cour royale d'Aix qui ordonne un rapport d'expertise. — Le 11 mai 1826, arrêt définitif qui rejette la demande en garantie des locataires contre le bailleur; émendant, condamne M. le maire d'Aix, en sa qualité, à payer au sieur Dufour la somme de 1352 fr. pour lui tenir lieu de dommages et intérêts. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus : — Attendu, en droit, que tout dommage doit être réparé par son auteur (art. 1382 du C. civ.); — Attendu que, s'il est vrai que les administrateurs municipaux sont autorisés à faire, dans les rues et places publiques, les travaux nécessaires à leur entretien et à leur embellissement, ce droit ne peut aller néanmoins jusqu'à les dispenser de réparer les dommages qu'ils peuvent occasionner aux maisons contigues à la voie publique, par des mesures non concertées avec des propriétaires riverains; — Ce que l'art. 10 de la charte et l'art. 545 du C. civ. décide par rapport à la dépossession entière de la propriété, ne s'applique au dommage partiel, ainsi que la cour de cassation vient de le décider par son arrêt du 18 janv. dernier; — que tout comme si des plans de l'administration il résultait des avantages pour des maisons contigues, les propriétaires seraient tenus de fournir une indemnité à la ville, d'après la loi du mois de septembre 1807, de même le propriétaire doit en recevoir une, si les projets de l'administration lui occasionent un dommage important;

(1) Voy. *loc. supra cit.*

Attendu qu'il résulte du rapport fait en exécution de l'arrêt du 14 déc. dernier, que l'exhaussement du pavé de la rue du Louvre a porté, aux deux maisons que l'appelant possédait dans cette rue, un dommage que les experts ont évalué à 1,352 fr.; préjudice d'autant plus notable que les deux maisons ne valent qu'une somme d'environ 9,000 fr.: d'où il résulte évidemment que la ville d'Aix doit être tenue d'en indemniser le propriétaire; — Attendu, quant au surplus des indemnités réclamées par l'appelant, qu'il n'y a pas lieu à les accorder, le maire ne pouvant être rigoureusement assimilé qu'à réparer le dommage matériel, à cause qu'il a agi dans l'intérêt public, et qu'il y a dans l'habitation des villes des inconvénients auxquels les propriétaires des maisons doivent se soumettre, puisqu'ils en retirent les avantages. »

Le maire de la ville d'Aix, agissant en cette qualité, s'est pourvu en cassation contre cet arrêt 1° pour fausse application de l'art. 10 de la charte, et des art. 545 et 1382 du C. civ.; 2° pour violation de l'art. 130 du C. de proc., portant que la partie qui succombe sera condamnée aux dépens, en ce que la cour d'Aix, en rejetant la demande en garantie des défendeurs, ne les avait pas condamnés aux dépens.

Le 11 décembre 1827, ARRÊT de la section des requêtes, *Henrion de Pansey* président, *M. Borel de Brétizel* rapporteur, *M. Latruffe* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de *M. Lebeau*, avocat-général; sur le premier moyen, que le demandeur a fondé sur une fausse application de l'art. 10 de la charte et des art. 545 et 1382 du C. civ.: — Attendu que, pour apprécier l'application qui a été faite à la cause des dispositions susénoncées, il faut d'abord se fixer sur la nature des biens dont il s'agit au procès; que, d'une part, le demandeur originaire, propriétaire de maisons situées sur une rue publique, agissait comme réunissant les doubles droits qui résultaient en sa faveur soit de son usage de rue destinée à un usage commun, soit de sa propriété privée; que, d'autre part, le maire de la ville d'Aix excipait du droit inhérent à ses fonctions, de conserver et améliorer l'usage des rues et places publiques, droit *res universitatis, non singulorum*, droit tout à fait distinct des droits privés qui appartiennent aux communes sur les biens communaux; — Attendu que c'est entre les parties ainsi qualifiées que s'est élevée la question de savoir s'il était dû une indemnité au demandeur originaire à raison de travaux exécutés dans une rue publique;

Attendu, en droit, que les lois et règlements de police obligent bien

tous les habitants et propriétaires des maisons situées sur les rues et places publiques, à supporter personnellement et sans indemnité les charges et sujétions que comportent le bon ordre et la bonne police, mais qu'il n'en peut être de même toutes les fois que l'effet immédiat des travaux faits sur la voie publique est de ruiner ou de déprécier notablement un immeuble; que, dans ce dernier cas, le dommage imposé à un ou plusieurs habitants, dans l'intérêt de tous, doit être l'objet d'une indemnité supportée, par tous, suivant le vœu de l'art. 10 de la charte constitutionnelle, des art. 545 et 1382 du C. civ.; — Attendu d'après ces principes déjà reconnus par un arrêt de la cour de cassation, du 18 janv. 1826, il ne s'agissait plus, dans l'espèce, que de déterminer dans lequel des deux cas ci-dessus se trouvait placé le demandeur originaire relativement aux travaux faits dans la rue du Louvre à la ville d'Aix;

• Attendu, en fait, qu'il est constaté par l'arrêt attaqué, que ces travaux lui occasionent un préjudice majeur d'autant plus notable qu'il excède les trois vingtièmes de la valeur capitale desdites maisons; — Attendu que les principes de droit et les faits ci-dessus exposés justifient l'application faite à la cause de l'art. 10 de la charte et des art. 545 et 1382 du C. civ.;

• Sur le second moyen, que le demandeur a fondé sur une violation de l'art. 130 du C. de proc. civ., qui veut que toute partie qui succombe soit condamnée aux dépens; — Attendu que l'arrêt attaqué, sur l'appel principal du sieur Dufour, a réformé le jugement de première instance qu'en émettant, ledit arrêt a pourvu aux intérêts tant dudit Dufour que de ses locataires, comme garantis par ce dernier; qu'à ce titre, les parties, demanderesses originaires en garantie, n'ont pas dû être considérées comme ayant succombé, et que l'art. 130 du C. de proc. civ. laissant aux juges le pouvoir d'apprécier quelles parties sont susceptibles à ce titre, des dépens, n'a point été violé; — REJETTE. S.

COUR DE CASSATION.

L'arrêt qui, se fondant sur ce que la déclaration faite à la justice par un voyageur qu'une malle par lui remise à une entreprise de diligences contenait divers effets ainsi qu'une somme d'argent, est conforme à la vérité, rend un tel arrêt, disons-nous, qui condamne les entrepreneurs à tenir compte des effets et à payer la somme d'argent, viole-t-il aucune loi? (Rés. nég.)

LEYRIS ET ANDRIEL, C. LA DAME FABRE.

La dame Fabre se présenta, le 31 janvier 1826, au bureau

des diligences de Montpellier, et y retint deux places pour Milhan (Aveyron); elle déposa en même temps au bureau trois malles, mais sans les accompagner d'aucune déclaration des effets qui y étaient contenus. Elles furent perdues, et on se borna à en constater le nombre. La dame Fabre, arrivée à sa destination, demanda ses trois malles. On ne lui en représenta que deux, la troisième se trouva perdue. Elle assigna aussitôt les sieurs *Leyris* et *Andriel*, entrepreneurs des diligences, devant le tribunal de commerce de Montpellier, en paiement d'une somme de 980 fr., représentative d'une montre avec sa chaîne en or, évaluées 400 fr., et des autres effets contenus dans la malle perdue; une somme de 800 fr. en espèces d'or ou d'argent, qui y étaient également renfermés. — Le 28 fév. 1826, jugement qui juge les conclusions de la dame Fabre, à la charge par elle d'affirmer 1° que les effets renfermés dans la malle avaient réellement une valeur de 980 fr.; 2° que cette malle contenait en outre la somme de 800 fr. — Ce jugement est fondé sur ce que la compagnie n'a point fait porter sur la feuille de conducteur les malles en question. — Appel; et, le 15 juil. 1826, arrêt confirmatif de la cour de Montpellier, par les motifs ainsi conçus : — « Attendu qu'il est constant que la malle perdue a été remise au bureau de l'entreprise *Leyris* et *Andriel*; qu'il résulte également de toutes les circonstances de la cause de la déclaration faite en justice par la dame Fabre, sur les lieux, quant à la quotité et qualité des effets renfermés dans sa malle, qu'elle est conforme à la vérité; que, conséquemment, l'entreprise ne saurait échapper à la responsabilité que les lois mettent à sa charge. »

Pourvoi des sieurs *Leyris* et *Andriel* pour fausse application de l'art. 1782, 1785, 1786, 1982 et 1953, et violation des arts. 1108, 1927, 1984 et 1985 du C. civ.

Pour que les entrepreneurs des voitures publiques pussent répondre de l'argent, des effets et des paquets qui leur sont confiés, disaient-ils, il faudrait qu'il leur en fût fait une déclaration. C'est ce qui résulte implicitement des termes mêmes de l'art. 1785, qui les oblige à tenir un registre pour constater la remise qui leur est faite de ces effets. Il est évident que ce registre deviendrait sans objet, que la disposition de la loi serait illusoire, s'ils devaient être responsables d'ob-

jets qu'il n'aurait pas été en leur pouvoir de transcrire leurs registres. — Mais ce n'est pas la raison seule qui justifie cette solution; elle est encore motivée sur des dispositions précises de la loi. — L'art. 1786 du C. civ. porte que les entreprises des voitures publiques sont régies par des règlements particuliers; or le règlement du 12 juil. 1758 détermine les objets d'or et d'argent, monoyés ou autrement, doivent être déclarés par leur qualité et leur quotité, lors de leur remise au bureau. — On sait d'ailleurs qu'à raison de la nature et de la surveillance particulière qu'exigent ces objets, il est alloué aux établissements qui se chargent de les transporter une indemnité proportionnée à la responsabilité qu'entraîne une telle commission. — Enfin, les principes du droit commun viennent encore corroborer l'argumentation précédente. Pour prendre un engagement quelconque, il faut nécessairement connaître l'objet de l'engagement. C'est ce qui résulte des propres termes de l'art. 1108 du C. civ. Selon cet article l'une des quatre conditions essentielles pour la validité d'une convention est *un objet certain qui forme la matière de l'engagement*. Jusque là tout engagement est donc impossible. Or, ce principe s'applique directement à l'espèce, quel que soit le contrat que l'on suppose intervenu entre les parties. Dépôt, louage, mandat, toujours faudra-t-il que l'objet du contrat soit certain. Mais il est bien évident que, ni les entrepreneurs, ni les conducteurs, n'ont jamais connu ni même pu soupçonner l'existence d'une somme d'argent renfermée dans une malle où l'on ne renferme habituellement que du lin ou des effets de corps. Ils n'ont, par conséquent, pu contracter aucun engagement à l'occasion d'objets qui étaient pour eux comme n'existant pas. Les sieurs Leyris et Andriel échappent donc, par la force même des choses, à toute responsabilité.

Du 16 avril 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, *Henrion de Pansey* président, *M. Liger-Verdigny* rapporteur, *M. Rochelle* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *M. Lebeau*, avocat-général; — Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré qu'il était constant en fait, que la malle perdue avait été remise à la compagnie *Leyris et Andriel*; que cette compagnie n'élève aucune difficulté sur la condamnation prononcée contre elle, relativement à la valeur des effets

contenus dans cette malle; qu'elle ne conteste qu'à l'égard des espèces d'or que la dame Fabre prétendait y avoir placés; — Attendu que, sur ce point, l'arrêt de la cour de Montpellier est motivé en fait qu'en droit; qu'il ne juge pas en effet d'une manière absolue que les entrepreneurs de voitures publiques sont responsables indéfiniment de l'argent contenu dans les malles ou valises, et non formellement déclaré par le voyageur; — Que la décision est principalement basée sur ce qu'il résultait des faits et circonstances particulières de la cause, que l'affirmation faite par la dame Fabre était conforme à la vérité; que, de cette appréciation de circonstances, il ne peut sortir aucune violation de loi; — Par ces motifs, **REJETTE.** A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Le souscripteur d'un billet à ordre peut-il refuser de le payer au porteur auquel il a été transmis par un endossement en blanc, s'il ne justifie pas qu'il a acquitté l'effet entre les mains de l'endosseur, ou qu'il peut en compenser le montant avec d'autres créances sur celui-ci? (Rés. nég.)

HÉRITIERS LEFEBVRE, C. LA DAME LOUCHET.

Le 20 mai 1815, *Lefebvre* souscrit un billet à ordre de 600 fr. au profit de *Prode*, qui le transmet au sieur *Louchet* par endossement en blanc. Au décès de *Prode*, l'effet s'est trouvé entre les mains de *Louchet* ou de sa femme. — En 1825, la dame *Louchet*, dûment autorisée, assigne les héritiers *Lefebvre* à fin de paiement du montant du billet souscrit par leur père. Ceux-ci soutiennent 1° qu'elle est sans qualité pour agir; 2° que l'endossement en blanc du billet avait constitué à l'égard de *Louchet* qu'un mandat qui avait cessé par la mort de *Prode*, endosseur; 3° que d'ailleurs le montant de l'effet avait été payé par le sieur *Lefebvre* au sieur *Louchet*.

Le 2 déc. 1825, jugement qui condamne lesdits héritiers à payer à la dame *Louchet* la somme de 600 fr., — « Attendu qu'il résulte des documents de la cause, plus encore que de la présence du billet entre les mains de la demanderesse, que *Lefebvre* était débiteur de *Louchet* de la somme de 600 fr.; que rien n'appuie l'allégation du défendeur que le montant de ce billet aurait été acquitté par leur père entre les mains

de Louchet, soit par renouvellement, soit de toute autre manière. »

Les héritiers Lefebvre se sont pourvus en cassation de ce jugement pour violation des art. 138 du C. de com., et 2003 du C. civ. — D'après ces articles, ont dit les demandeurs, le mandat finit par la mort du mandant, et l'endossement en blanc ne constitue qu'une procuration à l'effet de toucher : d'où il suit que le jugement attaqué en a violé les dispositions en décidant que Louchet avait pu réclamer le paiement de l'effet endossé en blanc par Prode, après la mort de ce dernier.

Les héritiers Lefebvre ont en outre soutenu qu'en statuant par un seul jugement sur la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité de la dame Louchet, et sur le fond de la cause, le tribunal d'Amiens leur avait enlevé le moyen d'invoquer la compensation pour repousser la demande de leur adversaire : d'où résultait, selon eux, une violation du droit de défense. Mais ce moyen était sans fondement, attendu que les héritiers Lefebvre avaient conclu au fond devant le tribunal.

Du 4 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pansey* président, M. *Voysin de Gartempe* rapporteur, M. *Isambert* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Laplagne-Barbier*, avocat-général; — Attendu que, si l'endossement en blanc n'est qu'une simple procuration qui laisse à l'endosseur la faculté de réclamer la propriété de l'effet ainsi endossé, il n'est pas moins vrai que le tireur ne peut faire valoir cette exception contre le porteur de l'effet qu'autant qu'il pourrait justifier qu'il aurait acquité l'effet à cet endosseur, ou qu'il peut en compenser le montant avec d'autres créances sur celui-ci; — Attendu que, autorisée en justice pour poursuivre les actions de la communauté entre elle et son mari absent, la dame Louchet avait qualité pour former l'action en paiement de l'effet endossé au profit de son mari, chef de la communauté; — Attendu que, loin d'avoir fait valoir la compensation ou l'acquittement du billet entre les mains de Prode, endosseur, dont les demandeurs excipent dans la cause, il demeure constant au jugement attaqué qu'il résulte encore davantage des circonstances reconnues dans la cause que de la possession du billet dans les mains de Louchet, que celui-ci était créancier personnel de Lefebvre pour la somme portée au billet, dont le paiement a fait le sujet de l'action terminée par le jugement attaqué; — Attendu qu'en faisant valoir les fins de non recevoir d'après lesquelles les demandeurs voulaient faire rejeter l'action de la dame Louchet, ils ont également défendu au fond,

sur lequel des conclusions précises avaient été prises par la dame Lonchet; — Attendu qu'en rejetant préalablement ces fins de non recevoir pour prononcer sur le fond qui était dûment instruit et vérifié, le tribunal a rempli son devoir, et n'a violé ni le droit de défense ni aucune loi; — **REJETTE.** » R.

COUR DE CASSATION.

Deux époux, reconnus coupables d'avoir jeté des immondices contre la maison d'un tiers, doivent-ils être condamnés chacun à une amende de 6 à 10 fr., et non conjointement à une seule amende d'un fr.? (Rés. aff.) C. pén., art. 475.

L'amende peut-elle être réduite au-dessous du minimum, en considération que c'est la première fois que les prévenus sont traduits devant le tribunal de police pour semblable cause? (Rés. nég.).

INTÉRÊT DE LA LOI. — MAUDUIT. •

M. le procureur-général expose les faits suivants :

Le 21 déc. 1826, le sieur *Morand* cita devant le tribunal de simple police du canton de Mortagne les époux *Mauduit*, pour se voir condamner à des dommages et intérêts pour avoir jeté des immondices contre sa maison, contravention prévue par l'art. 475, n° 8, du C. pén. — Des témoins furent entendus; le tribunal reconnut l'existence de la contravention; il inséra même dans son jugement, conformément à la loi, le texte de l'article précité, qui prononce une amende de 6 fr. au moins, et de 10 fr. au plus. Toutefois, considérant que c'était la première fois que les époux *Mauduit* étaient traduits devant lui pour semblable cause, et que c'était le cas d'user de modération envers eux, le tribunal se contenta de les condamner conjointement et solidairement en l'amende d'un fr. et aux frais.

C'est ce jugement que l'exposant dénonce à la cour. — En effet, ce jugement a violé la loi sous deux rapports : d'abord, en ce qu'il réduit arbitrairement la peine encourue par les contrevenants au-dessous du minimum fixé par la loi; et, en second lieu, en ce qu'il ne prononce qu'une seule amende collective contre les deux prévenus, au lieu de les condamner chacun à une amende distincte. La qualité d'époux ne changeait rien au principe, alors qu'il était constant qu'ils étaient coupables l'un et l'autre de la contravention. Or ce

point de fait résulte de l'aveu même des prévenus. En droit, la cour a déjà posé le principe dans son arrêt du 25 mars 1825.

Ce considéré, il plaise à la cour.....

Signé MOURRE.

Du 15 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly, faisant fonctions de président, M. Gary rapporteur, par lequel :

• LA COUR. — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Statuant sur le réquisitoire du procureur-général du roi, et en adoptant les motifs, — CASSE, dans l'intérêt de la loi seulement. »

COUR DE CASSATION.

Le ministère public a-t-il SEUL la faculté de requérir que les délits non connexes contenus dans le même acte d'accusation soient jugés séparément ? (Rés. aff.)

L'accusé déclaré coupable d'avoir fait sciemment usage d'un billet faux ne doit-il être condamné qu'à la peine du faux en écriture privée, si la question soumise au jury n'énonce pas que le signataire de ce billet fut un négociant, ou que la cause du billet fût une opération commerciale ? (Rés. aff.) C. pén., art. 147 et 150.

BERSON, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 24 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Clausel de Coussergues rapporteur, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 308 du C. d'inst. crim. donne au procureur-général seul la faculté de requérir que les délits non connexes, contenus dans le même acte d'accusation, soient jugés séparément, et qu'aucun autre article de ce code ne donne à l'accusé la même faculté; que d'ailleurs on voit dans le procès-verbal de la séance de la cour d'assises que Jacques Berson n'a pas fait cette demande:— REJETTE ce moyen;

• Attendu qu'aux jurés seuls appartient le droit de statuer sur l'existence matérielle des faits; — Que, dans l'espèce, Jacques Berson était accusé d'avoir fait usage d'un billet faux, sachant qu'il était faux; — Que la question, posée conformément au résumé de l'acte d'accusation, n'énonçait pas que le signataire de ce billet fût négociant, ni que l'objet du billet fût une opération de commerce; que dès lors le fait déclaré par

la réponse du jury, affirmative de l'usage de la pièce fautive, ne constituait qu'un faux en écriture privée; — D'où il suit que l'accusé ne pouvait être puni que de la peine portée en l'art. 150 du C. pén.; que cependant il a été condamné à la peine des travaux forcés à temps, en quoi cet arrêt a fait une fautive application de l'art. 147 du C. pén., et violé l'art. 150;—Attendu d'ailleurs que l'accusation, portée par l'arrêt de renvoi à la cour d'assises et par l'acte d'accusation, a été purgée par la réponse du jury, et que dès lors il n'existe dans l'arrêt attaqué que la fautive application de la loi pénale; — Tenant la déclaration du jury, **CASSE l'arrêt.** »

Nota. La cour a jugé ces deux questions dans le même sens par arrêt du 4 oct. 1827, sur le pourvoi de *Claude-Marie Poloce*, au rapport de M. *Bernard*, sur les conclusions de M. *Fréteau de Pény*, avocat-général.

COUR DE CASSATION.

Des créanciers qui ont formé opposition sur leur débiteur entre les mains d'un tiers vendeur de l'immeuble grevé de leurs créances, et obtenu un jugement de validité, ont-ils sur le prix de l'acquisition un droit tel que l'acquéreur ne puisse plus payer à leur préjudice, même à d'autres créanciers directement saisissants entre ses mains? (Rés. aff.)

En conséquence, peuvent-ils former tierce opposition au jugement qui aurait prononcé en leur absence, mais en présence de leur débiteur, la validité de la consignation du prix faite par l'acquéreur? (Rés. aff.)

Peut-on dire dans ce cas que le débiteur représentant son créancier, celui-ci est non recevable à former cette tierce opposition? (Rés. nég.) C. civ., art. 1122 et 1165; C. proc., art. 474.

Lorsque, en cause d'appel, la demande en garantie, proposée pour la première fois devant la cour, n'est qu'une suite de la demande principale, la cour peut-elle, sans violer les règles de sa compétence, statuer sur la demande principale et sur la demande en garantie? (Rés. aff.) C. proc., art. 464.

BALGUERIE ET CONSORTS, C. LES HÉRITIERS FERBOS.

Les héritiers *Delarôse* étaient débiteurs envers la veuve

et les héritiers *Vacquier* d'une rente de 558 fr., au capital de 11,160 fr. — En 1812, ils vendent aux sieurs *Balguerie* et consorts un domaine moyennant le prix de 291,000 fr. — Vers la même époque, les héritiers *Ferbos*, créanciers de la veuve *Vacquier*, forment opposition entre les mains des héritiers *Delarose*. En 1813, jugement qui déclare leur saisie bonne et valable; et, le 7 janv. 1815, déclaration affirmative des héritiers *Delarose*. Ils reconnaissent qu'effectivement ils sont débiteurs envers la veuve *Vacquier* et ses enfants de la rente dont il s'agit. La veuve *Vacquier* prend inscription sur les biens vendus à *Balguerie* et consorts.

Cependant d'autres créanciers de la veuve *Vacquier* avaient aussi formé des oppositions entre les mains des héritiers *Delarose*. *Balguerie* et consorts, auxquels aucun des créanciers opposants n'avait dénoncé ses oppositions, payent aux héritiers *Delarose*, vendeurs, une partie de leur prix. La quittance, en date du 28 fév. 1816, porte que les sieurs *Balguerie* se chargent d'acquitter la dette des héritiers *Delarose* envers la veuve et les enfants *Vacquier*. Elle rappelle aussi la saisie-arrêt faite par les héritiers *Ferbos* entre les mains des héritiers *Delarose*.

En 1818 et 1819, les sieurs *Laudran*, *Charrière* et *Mailard*, autres créanciers de la veuve *Vacquier*, forment opposition entre les mains de *Balguerie* et consorts, et obtiennent des jugements de validité. Ceux-ci paient les saisissants, et déposent le restant de leur prix, s'élevant à 12,188 fr., entre les mains du receveur principal à Blaye. Le procès-verbal de dépôt constate la saisie-arrêt faite par les héritiers *Ferbos*. Les héritiers *Delarose* et la veuve *Vacquier*, sommés de se trouver à la consignation, n'y paraissent pas. Le 7 av. 1820, jugement par défaut contre eux qui déclare la consignation libératoire, et ordonne la radiation de l'inscription prise par la veuve *Vacquier*. — Cependant les héritiers *Ferbos* dirigent tout à la fois une action contre les héritiers *Delarose*, tendante à la consignation des arrérages de la rente dont ils s'étaient reconnus débiteurs par leur déclaration affirmative du 7 janv. 1815, et une action contre *Balguerie* et consorts pour faire prononcer la nullité de la consignation par eux faite, attendu qu'ils n'avaient consigné qu'une somme de 199 fr. 85 c. pour arrérages, tandis qu'à l'époque de la consignation les arré-

rages dus s'élevaient à 5,859 fr. — Balguerie, Delarose et la veuve Vacquier, opposent le jugement du 7 av., qui déclare la consignation bonne et valable. Les héritiers Ferbos attaquent ce jugement par voie de tierce opposition incidente. Balguerie et Delarose soutiennent la tierce opposition non recevable, quant à la forme, et d'ailleurs mal fondée. 1° Elle aurait dû être formée par action principale; 2° le jugement avait été rendu avec la veuve Vacquier, débitrice des héritiers Ferbos; or, en principe, le débiteur représente ses créanciers. Ceux-ci n'ayant pas d'intérêt, n'avaient pas dû être appelés au jugement; ils n'avaient donc pas le droit d'y former tierce opposition. — Le 28 fév. 1821, jugement du tribunal de Blaye qui accueille ce système.

Appel, tant de ce jugement que de celui du 7 av., de la part des héritiers Ferbos. Sur l'instance devant la cour, les héritiers Delarose prennent des conclusions incidentes, tendantes à ce que, dans le cas où la nullité de la consignation serait prononcée, les sieurs Balguerie et consorts les garantissent de toutes condamnations à intervenir au profit des héritiers Ferbos. Balguerie et consorts soutiennent 1° contre les héritiers Ferbos que, n'ayant pas été parties dans le jugement du 7 av. 1820, ils sont non recevables à en interjeter appel; relativement au jugement du 28 fév., ils reproduisent les mêmes moyens qu'ils ont employés en première instance; 2° ils répondent aux héritiers Delarose que leur action en garantie est non recevable, comme n'ayant pas parcouru les deux degrés de juridiction déterminés par la loi. — Le 20 av. 1826, arrêt de la cour royale de Bordeaux, lequel statue ainsi qu'il suit :

Attendu que, par la quittance du 28 fév. 1816, les héritiers Delarose chargèrent les sieurs Balguerie, Sarget et Verdonnet, du paiement du capital de 11,160 fr. 50 cent., et des arrérages de cette somme dus jusqu'alors, ce qui formait celle de 14,854 fr.; — Qu'ils eurent soin d'en indiquer la destination différente, en rappelant les divers ordres d'héritiers qui y avaient droit; d'une part, les enfants Vacquier, et de l'autre leur mère, usufruitière de ce capital; les prévenant, en outre, qu'une saisie-arrêt avait été faite en leurs mains par les héritiers Ferbos, au préjudice de la veuve Vacquier; sur les arrérages échus et à échoir au profit de cette dame, et sur lesquels les héritiers Ferbos avaient un droit acquis; que, par cette indication de paiement acceptée, tant par les sieurs Balguerie, Sarget et Verdonnet, que par la dame Vacquier, qui a con-

senti et a été présente aux paiements faits au sieur Landrau, Charrier et Maillard, créanciers de cette dame, comme ayant saisi et arrêté les sommes arréragées, dont ils étaient nantis en vertu de cette indication; les sieurs Balguerie et compagnie sont devenus débiteurs directs et personnels de la veuve Vacquier, et, par suite, débiteurs des héritiers Ferbos, créanciers indiqués dans la quittance du 28 fév. 1816, par les héritiers Delarose, comme ayant saisi-arrêté en leurs mains ce qui était dû à la dame veuve Vacquier; — Que les sieurs Balguerie ont dû agir dans cette circonstance, comme les héritiers Delarose auraient fait eux-mêmes, c'est-à-dire ne rien payer sur les arrérages au préjudice de cette saisie-arrêt; que les paiements qu'ils ont pris sur eux de faire à d'autres qu'aux créanciers saisissants de la veuve Vacquier, quoique de son consentement, n'ont donc pas pu nuire aux héritiers Ferbos; que, quoiqu'ils aient appelé la dame Vacquier devant le tribunal de Blaye pour voir déclarer valable la consignation par eux faite, parce que, sans doute, ils l'ont considérée comme leur créancière, au moyen de l'acceptation de l'indication de paiement par elle faite, outre que le jugement de validité est par défaut contre elle, c'est qu'elle n'aurait pas eu qualité pour représenter ses débiteurs directs, et, par son silence ou par d'autres moyens, faire perdre à ses créanciers non intimés le montant de leurs créances, — La Cour déclare les héritiers Ferbos non recevables dans l'appel du jugement du 7 av. 1820;

• Mais faisant droit à l'appel du jugement du 28 fév. 1821, réforme ce jugement, déclare la tierce opposition des héritiers Ferbos au jugement du 7 av. 1820 régulière et valable; déclare la consignation faite par MM. Balguerie nulle comme insuffisante; — Condamne conjointement les héritiers Delarose et les sieurs Balguerie et compagnie à verser dans la caisse des consignations 1° 5,859 fr. pour arrérages de la rente de 558 fr. dus à la veuve Vacquier, d'après la déclaration affirmative des héritiers Delarose, du 7 janv. 1815....; — Condamne les sieurs Balguerie et consorts à garantir les héritiers Delarose des condamnations prononcées contre eux; les condamne aux dépens envers toutes les parties. »

Pourvoi des sieurs Balguerie et consorts. — Ils présentent deux moyens :

1° Violation des art. 1122 et 1165 du C. civ., et 474 du C. de proc. — De même que chacun est censé ne stipuler que pour soi et dans son intérêt propre, de même il n'est censé mettre en discussion devant la justice, et livrer à l'appréciation des tribunaux que ses propres droits et les actions qui en découlent. Les droits des tiers y sont complètement étrangers. C'est là le fondement de l'art. 474 du C. de proc., d'après lequel, pour pouvoir former tierce opposition à un jugement, il

nt avoir éprouvé un préjudice par ce jugement, avoir dû être appelé, et ne l'avoir point été. Or, évidemment, les créanciers d'un individu, tant qu'ils n'ont pas obtenu des titres distincts qui leur donnent des droits directs vis-à-vis des débiteurs, sont complètement étrangers à leur débiteur dont ils ont suivi la foi, et qui reste toujours le modérateur libre et isolé de sa fortune. Les héritiers Ferbos n'avaient donc, ni qualité comme créanciers, ni, par suite, intérêt pour former la tierce opposition dont il s'agit. Ces principes ont été consacrés plusieurs fois par la jurisprudence. (Voy. arrêts de cassation, des 11 juin 1822 et 21 août 1826, t. 1^{er} 1823, p. 59, et 1^{er} 1827, p. 572.)

2^o Les lois des 1^{er} mai et 24 août 1790, ainsi que l'art. 464 du C. de proc., avaient été violés. Les lois dont il vient d'être parlé traçaient, comme règle absolue pour toute demande judiciaire, qu'elle parcourût deux degrés de juridiction. S'écarter de cette règle, c'était méconnaître et violer un texte formel. Quant à l'art. 664 du C. de proc., il défend de former en cause d'appel aucune demande nouvelle. Or, la demande en garantie était incontestablement une demande nouvelle. Elle était aussi une demande principale entre le garanti et le garant. Comment concevoir dès lors que la cour royale ait accueilli la demande en garantie formée pour la première fois devant elle par les héritiers Delarose contre Balguerie et consorts ? Elle devait donc renvoyer à se pourvoir par action principale. Ces principes avaient encore été consacrés par une foule d'arrêts.

Du 24 janvier 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. Borel faisant fonctions de président, M. Hua rapporteur, M. Lassis avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, que les héritiers Ferbos, créanciers saisissants, avaient un droit reconnu sur le prix de l'acquisition resté entre les mains des demandeurs en cassation, et que ceux-ci ne pouvaient le payer à leur préjudice; que cependant ils n'ont été appelés ni à la consignation ni dans l'instance qui en a été la suite; qu'ils étaient donc bien fondés dans la tierce opposition par eux formée au jugement qui a déclaré cette consignation valable;

• Attendu, sur le second moyen, que les demandes en garantie formées sur l'appel étaient la suite de la demande principale dont la cour

était saisie, et qu'en y statuant sur les conclusions respectives des parties, l'arrêt attaqué n'a point violé la règle des deux degrés de juridiction; — REJETTE, »

Nota. L'arrêt que l'on vient de lire exige une courte explication. Une lecture superficielle des faits sur lesquels il est intervenu pourrait laisser penser qu'il est en contradiction avec la propre jurisprudence de la cour de cassation.

En effet. 1° Il a été jugé plusieurs fois par elle que le créancier ne peut représenter ses créanciers (Voir les arrêts déjà cités); dès lors ces derniers sont sans qualité pour former tierce opposition au jugement rendu entre lui et des tiers; mais il faut y prendre bien garde: la cour de cassation, dans l'espèce, n'a pas eu à faire l'application de ce principe. Ce n'était pas la représentation de la veuve Vacquier que les héritiers Ferbos attaquaient, comme tiers opposants, le jugement du 7. 1820, qui déclarait la consignation libératoire; c'était en vertu de leurs droits propres de créanciers opposants, déjà consacrés par un jugement de validité, et qui dès lors ouvrait une action directe contre les sieurs Balguerie et ses sorts. Ces derniers ne pouvaient donc plus se dessaisir de leurs fonds, au mépris de cette saisie-arrêt, et c'est à toute raison que la tierce opposition a été reconnue, par la cour royale et par la cour de cassation, faire partie des droits des héritiers Ferbos.

2° Il a été aussi jugé plusieurs fois, par interprétation de l'art. 464 du C. de proc. civ., que la demande en garantie formée en cause d'appel, quoique incidente entre celui qui l'avait formée et son adversaire primitif, était néanmoins principale entre le garanti et le garant; que dès lors elle devait subir les deux degrés de juridiction. Tel fut l'objet du réquisitoire fait par le procureur-général à la cour de cassation, le 4. mes. an 12, et ce principe, consacré dès lors par la cour de cassation, l'a été constamment depuis (Arrêts du 11 fév. 1819 et du 27 fév. 1821, affaire Gestas. (1)); il est positivement enseigné par M. Pigeau (t. 1^{er}, p. 692.). — Dans l'espèce, ce principe n'était pas applicable. En effet, Balguerie, Delarose et la veuve Vacquier étaient en cause en première instance. La tierce opposition, une fois admise, l'ac-

(1) Tome 2 1823, p. 485.

en nullité de consignation à laquelle répondait Balguc-
pouvait bien se changer en action en garantie de la part
héritiers Delarose, sans qu'il eût aucun sujet de se plain-
dre de ce changement d'action, ni quant à la forme ni quant
au fond : quant à la forme, puisque la demande en garantie
est réellement une suite, une dépendance de l'action prin-
cipale plutôt qu'une action nouvelle ; quant au fond, puisque
les obligations restaient toujours les mêmes. Sa condition n'é-
tait donc ni empirée ni changée ; et ce n'était pas là, comme
nous l'avons dit, le cas d'appliquer le principe, que l'action
en garantie doit subir les deux degrés de juridiction.

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

*En l'arbitrage forcé, lorsque ni les parties ni le tribunal
de commerce n'ont fixé le délai pour le jugement, les
pouvoirs des arbitres expirent-ils après le délai de trois
mois à compter du jour de leur nomination, comme dans
l'arbitrage volontaire ? C. com., art. 54 ; C. proc., art.
1007 (1).*

*Qu'il en soit, si, après l'expiration de ce délai, les
parties se sont présentées devant les arbitres, et ont pris de
nouvelles conclusions, l'arbitrage est-il tacitement proro-
gé, et la sentence qui intervient est-elle complètement
valable ? (Rés. aff.)*

*Les arbitres forcés peuvent-ils, comme les juges ordinaires,
déléguer l'un d'eux pour visiter les lieux en litige, non-
obstant l'art. 1011 du C. de proc., qui porte que, dans
l'arbitrage volontaire, les actes d'instruction seront faits
par tous les arbitres, si le compromis ne les autorise pas
à déléguer l'un d'eux ? C. proc., art. 295 et 2011 (2).*

*Dans tous les cas, la partie qui a assisté à la visite des lieux
est-elle non recevable à se plaindre de la délégation qu'elle
a ainsi acceptée implicitement ? (Rés. aff.)*

LECLAIRE, C. LES HÉRITIERS MARON.

En 1787, les sieurs Maron, Barrière et Malherbe for-

(1) Résolue négativement par la cour royale.

(2) Résolue affirmativement par la cour royale.

mèrent une société pour l'exploitation d'une carrière de marbre. Cette société, dont la durée était fixée à 18 ans, devait être régie par le sieur Maron, à charge de rendre compte de sa gestion tous les six mois. Les associés employèrent peu de temps à cette opération qui leur offrait peu d'avantage, et en laissèrent tout le fardeau au sieur Maron, après avoir touché quelques dividendes. — En 1805, la société vint à expirer sans que les associés eussent réclamé des comptes. Le sieur Maron assigne le sieur Barrière et le sieur Leclaire curateurs à la succession vacante du sieur Malherbe, en vertu d'une ordonnance de compte. Les parties sont renvoyées devant des arbitres.

Le 19 août 1819, une première sentence liquida le compte de la gestion du sieur Maron depuis 1787 jusqu'en 1810, et indiqua le jour pour la présentation du compte de la gestion depuis cette dernière époque jusqu'en 1814. — Il est à remarquer que le délai dans lequel les arbitres devaient rendre leur sentence n'avait été fixé ni par les parties ni par les juges, contrairement à ce que prescrit l'art. 54 du C. de com. Le sieur Leclaire a prétendu que, dans ce cas, la sentence devait être rendue dans les trois mois, à compter du jour de la nomination des arbitres, par application de l'art. 1007 du C. de proc., et que, dans l'espèce, la sentence était nulle, parce qu'elle avait été rendue après l'expiration de ce délai.

Le 14 av. 1821, arrêt de la cour royale de Paris qui rejette cette prétention, — « Attendu que, s'agissant d'arbitrage forcé, les arbitres avaient qualité pour rendre jugement. Le sieur Leclaire ne s'est point pourvu en cassation contre cet arrêt, qui a acquis l'autorité de la chose jugée.

Par sentence du 16 juil. suivant, les arbitres ont délégué l'un d'eux, le sieur Leclaire, pour visiter la carrière de plâtre. Un mandataire du sieur Leclaire a assisté à cette visite.

Le 8 août 1823, sentence arbitrale qui liquide le deuxième compte. Le sieur Leclaire et des créanciers de la succession du sieur Malherbe en demandent la nullité, en ce qu'elle a été rendue après l'expiration du délai de trois mois, à compter du jour de la nomination des arbitres, contrairement à l'art. 1007 précité du C. de proc. Ils soutiennent en outre qu'il aurait dû être procédé à la visite des lieux par tous les arbitres ensemble, d'après l'art. 1011 du même code, qui

de que les actes de l'instruction seront faits par tous les arbitres, si le compromis ne les autorise à commettre l'un d'eux.

Le 24 août 1824, arrêt de la cour royale de Paris, ainsi conçu : « Sur le premier moyen de nullité, lorsque ni les parties ni le tribunal de commerce n'ont fixé le délai dans l'arbitrage forcé, les pouvoirs des arbitres ne subsistent-ils au-delà de trois mois? Les sieurs Leclaire et consorts s'étaient d'ailleurs présentés devant les arbitres, et ayant conclu, à l'expiration de ce délai, n'ont-ils pas reconnu suffisamment les pouvoirs des arbitres? — Sur le deuxième moyen de nullité, la sentence arbitrale était-elle nulle, parce qu'un des arbitres avait, en vertu de la décision de deux arbitres, procédé seul à une descente de lieux à la carrière? Ou bien les arbitres ne peuvent-ils pas, comme les juges ordinaires, ordonner qu'il sera procédé par l'un d'eux à une descente de lieux? — Considérant 1° qu'il s'agissait d'un arbitrage forcé, et qu'il n'y avait pas de délai fixé pour rendre la décision arbitrale; 2° que l'arbitre, qui ne s'est transporté aux lieux que pour en faire la visite, y a été autorisé par la décision préalable, et que les arbitres ont statué conjointement sur le fond; sans s'arrêter auxdites exceptions; et n'appuyant sur le fond les motifs consignés dans la sentence arbitrale, met l'appellation au néant. »

Les sieurs Leclaire et consorts se sont pourvus en cassation contre cet arrêt; d'abord, pour violation des art. 1007 et 1012 du C. de proc., et des art. 18 et 54 du C. de com., en ce que la cour royale a jugé que, dans l'arbitrage forcé, lorsque le délai pour le jugement n'a été fixé ni par les parties ni par les juges, la mission des arbitres dure, de plein droit, au-delà du délai de trois mois, fixé par l'art. 1007 du C. de proc.

À ce moyen, les héritiers Maron, défendeurs à la cassation, répondaient que l'art. 1007 n'est point applicable à l'arbitrage forcé, et ils citaient sur ce point M. Loqué, t. 1^{er}, p. 11; qu'au surplus, ainsi que l'avait jugé la cour de cassation, le consentement des parties à la prorogation du délai de l'arbitrage pouvait, à défaut d'acte, résulter de faits constatés par écrit, et opérant un lien réciproque de droit entre les parties (1); que, dans l'espèce, ce lien se trouvait formé

(1) Voy. t. 2 1827, p. 291; voy. aussi le t. 2 1826, p. 298.

en vingt endroits du procès-verbal d'arbitrage, les héritiers Maron n'ayant cessé de requérir le jugement de l'instance, tandis que les adversaires sollicitaient remises sur remises.

Les demandeurs soutenaient, en second lieu, que le défendeur attaqué avait faussement appliqué l'art. 295 du C. de proc., d'après lequel les tribunaux peuvent, dans les cas où ils le croient nécessaire, ordonner que l'un des juges se transporte sur les lieux, et violé l'art. 1011 du même code, par lequel les actes d'instruction seront faits par tous les arbitres, si le compromis ne les autorise pas à commettre l'un d'eux. Il est de jurisprudence, disaient les demandeurs, que les règles de l'arbitrage forcé ont leur complément dans les dispositions générales tracées pour l'arbitrage volontaire. Lors, dans l'espèce, d'après l'art. 1011 précité, la visite des lieux en litige devait être faite par tous les arbitres, puisqu'ils n'avaient point été autorisés par les parties à en charger l'un d'eux.

Les arbitres forcés sont de véritables juges, représentant pour les défendeurs; ils remplacent le premier président de la juridiction commerciale; ils peuvent, par suite, employer, pour former leur conviction, les moyens d'instruction prescrits par la loi aux juges ordinaires, et l'art. 295 du C. de proc. qui permet à ceux-ci de déléguer l'un d'eux pour une partie de l'opération, est applicable à un tribunal arbitral. Au reste, dans l'espèce, la visite des lieux a été faite *en présence* du défendeur, de pouvoirs du sieur Leclaire, sans opposition ni contestation de sa part. Revenu devant les arbitres, ce fondé de pouvoirs n'a point protesté contre l'opération; mais, au contraire, il a couvert la nullité dont on prétend qu'elle est atteinte, en continuant d'assister volontairement aux opérations de l'arbitrage. Cette ratification de l'opération équivaut à l'autorisation qui peut être donnée aux arbitres *par le compromis*, à l'effet de commettre l'un d'eux. Dans l'espèce, il n'y avait pas eu de compromis, puisqu'il s'agissait d'un arbitrage forcé. La nomination des arbitres avait eu lieu par actes extrajudiciaires. L'autorisation a donc pu résulter de la conduite des parties devant le tribunal arbitral. Ainsi, ce moyen de cassation, en le supposant fondé en droit, serait écarté par une fin de non recevoir puisée dans les circonstances de la cause.

Le 12 mai 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Cassaigne rapporteur, MM. Mandaroux-ertamy et Rochelle avocats, par lequel :

LA COUR, — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil; Sur les conclusions contraires de M. Cahier, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, qu'il est constant, en fait, d'après la sentence dont il s'agit et l'arrêt attaqué qui la confirme, 1° que, par l'arrêt du 14 av. 1821, il était jugé que la sentence, qui avait liquidé le premier compte et indiqué jour pour la présentation du second, était valable, quoique rendue depuis l'expiration de trois mois du jour de la nomination des arbitres; 2° que les parties ont poursuivi contradictoirement la liquidation du deuxième compte devant les mêmes arbitres, dans des différentes séances, notamment dans celles des 26 juin et 10 juillet 1825, et qu'ils ont rendu, le 8 août suivant, la sentence dont il s'agit, qui est liquide, et que l'arrêt attaqué confirme; qu'il suit de ces faits dûment constatés, qu'il y a eu prorogation tacite du pouvoir des arbitres, et qu'ils ont compétemment rendu cette sentence;

Attendu, sur le deuxième moyen, qu'il résulte des mêmes sentence et de l'arrêt que la visite des lieux de la carrière en question a été faite par l'arbitre de Leclairé, à ces fins délégué par les deux arbitres, et que l'arrêt y a concouru par le ministère de son avoué qui était en même temps son procureur fondé, et qui y a assisté en cette double qualité; que, par ce concours, Leclairé a implicitement accepté la délégation; que dès lors il est non recevable à s'en plaindre; — Attendu enfin que, sans qu'il besoin d'examiner d'ailleurs le mérite des motifs de l'arrêt attaqué, son dispositif se soutient par ceux ci-dessus exprimés; —

REJETTE.

S.

COUR DE CASSATION.

La disposition de la coutume de Normandie, qui prohibait les avantages entre époux, formait-elle un statut réel?

(Rés. aff. par la cour de Rouen.)

En conséquence, des individus mariés sous le régime d'une autre coutume qui permettait ces avantages, pouvaient-ils les stipuler par rapport à ceux de leurs immeubles situés en Normandie? (Rés. nég. par la même cour.)

La donation mutuelle de propres entre époux, qui, dans le principe, était frappée de nullité par la coutume de Normandie, a-t-elle pu produire son effet, si ces époux existaient encore après la promulgation de la loi du 17 niv. an 2? (Rés. aff.)

En serait-il de même si les époux étaient morts sous l'empire du code civil? (Rés. aff.) Art. 1094.

HÉRITIERS BERTRE, C. LES ENFANTS BALLOT.

Les deux premières questions ont été résolues seulement par la cour de Rouen. La 3^e et la 4^e ont été soulevées, pour la première fois, dans la cause, devant la cour régulatrice, leur solution a rendu superflu l'examen des précédentes.

En 1774, contrat de mariage passé à Paris entre le sieur Bertre et la demoiselle Rubé. Les futurs époux stipulèrent : 1^o qu'ils seront communs en tous biens suivant la coutume de Paris ; 2^o que tout ce qui leur adviendra durant leur mariage restera propre à chacun d'eux ; 3^o donation *entre-vifs et réciproque* au survivant de tous les biens qui appartiendront au premier mourant. — Quelques temps après, les époux allèrent se fixer à Rouen. Le mari ayant obtenu par la succession de son père une maison sise à Honfleur, vendit en 1784, et en acheta deux autres : la première à Andelys, la deuxième aux Andelys. — En 1814, il légua l'une de ces maisons à sa femme, et mourut laissant pour héritiers son frère et sa sœur. Sa veuve décéda en 1822, après avoir légué tous ses biens aux enfants Ballot.

Le 23 août 1822, les héritiers Bertre assignent les enfants Ballot devant le tribunal des Andelys, pour voir dire qu'il leur sera délivré des acquêts jusqu'à concurrence des propres du sieur Bertre, qui avaient été aliénés ; que le restant des acquêts, après le remploi de ces propres, sera partagé entre les héritiers du sieur Bertre et ceux de sa veuve.

Voici comment les héritiers Bertre établissaient leur demande. — D'après la coutume de Normandie, le mari ne peut donner que la moitié de ses acquêts en bourgage, et lorsque ces acquêts remplacent un propre aliéné, il faut prélever la valeur du propre sur les acquêts, dont la moitié, restant après cette déduction, peut seule être donnée à la femme (1). — Or, dans l'espèce, le sieur Bertre a recueilli, comme propre dans la succession de son père, une maison à Honfleur, qu'ensuite il a vendue. Avec le prix de cette vente, il a acheté en

(1) Voy. art. 329, 419, 422, 427, 408 de la coutume, et 65 et 107 des placités.

remplacement du propre, deux maisons, l'une à Rouen, l'autre aux Andelys. Ces deux maisons sont d'une valeur inférieure à celle de Honfleur; par conséquent, le sieur Bertre n'a pu même donner à sa femme la moitié de celles qu'il a acquises en remplacement. — Vainement dira-t-on que les époux Bertre, s'étant mariés sous le régime de la coutume de Paris, la donation dont s'agit est valable. Le statut normand est réel, et régit les immeubles possédés en Normandie par des époux qui résident dans une autre province.

A ces prétentions le tuteur des enfants Ballot oppose que la libéralité faite à la dame Bertre par son mari ne devait produire ses effets qu'à la mort de celui-ci, que partant c'était d'après le code civil, seul en vigueur à l'époque de ce décès, qu'on devait en déterminer la validité.

La cause, ainsi réduite au point de savoir si l'effet de la donation attaquée doit être réglé par la coutume de Normandie pour les biens normands, ou par le code civil, le tribunal des Andelys statue en faveur des héritiers Bertre, par jugement du 3 mars 1823. — Il se fonde sur ce que la donation, que soit son caractère (entre vifs ou à cause de mort), est irrévocable; que, comme telle, elle est réglée, quant à sa validité et à la disponibilité des biens, par la législation de l'époque de sa confection; que la coutume de Normandie, prohibant l'aliénation des propres, prescrivant le prélèvement de ceux aliénés sur les acquêts, et défendant aux époux de se donner plus que la part qui leur revenait dans la communauté, la donation ne pouvait avoir effet sur les biens situés en Normandie; qu'il fallait donc commencer par prélever le prix du propre aliéné sur les acquêts, et que le surplus, s'il s'en trouvait, devait être partagé en deux parts égales. — Sur l'appel, arrêt confirmatif de la cour de Rouen, du 16 août 1824.

Pourvoi en cassation par les enfants Ballot. Ils présentent trois moyens: 1^o Fausse application de la coutume de Normandie, en ce qui concerne la prohibition des avantages entre époux. — Les époux Bertre, disait-on, s'étaient mariés à Paris, et soumis à la coutume de Paris: d'où la conséquence que le statut prohibitif de la coutume de Normandie ne leur était point applicable, et la donation qu'ils s'étaient faite devait recevoir son effet.

2^o Violation de l'art. 13 de la loi du 17 niv. an 2. (Ce moyen est le seul sur lequel la cour^e suprême a statué). Lors même que le statut normand, disaient les demandeurs, eût été applicable à la donation mutuelle des époux Bertre, cette donation n'en serait pas moins valable. En effet, l'art. 13 de la loi de niv. an 2 porte que les avantages singuliers ou réciproques, faits entre époux *encore existants*, soit par leur contrat de mariage, soit par actes postérieurs, recevront leur plein et entier effet. Donc, si la donation dont s'agit était nulle d'après la coutume de Normandie, elle a été validée par la loi de l'an 2. En cela il n'y a point d'effet rétroactif. Les époux, encore vivants, et ne manifestant point une volonté contraire à celle exprimée dans leur contrat de mariage, sont réputés persévérer dans cette volonté, et réitérer la donation qu'elle renferme. C'est ce que la cour de cassation a déjà jugé. (Voy. arrêt du 28 germ. an 11; nouv. édit., t. 3, p. 393).

Le 3^o moyen des enfants Ballot avait pour objet de démontrer que la valeur des acquêts, faits par Bertre, était supérieure à celle de ses propres. Inutile d'entrer dans le développement de ce moyen, dont la cour ne s'est pas occupé.

M^e Garnier, avocat des défendeurs, a réfuté le premier moyen, en démontrant que les dispositions des coutumes qui permettaient ou prohibaient des avantages entre époux formaient des statuts réels. Il a invoqué à cet égard la doctrine des auteurs et la jurisprudence des tribunaux (1).

Le 2^o moyen, a dit M^e Garnier, est tout nouveau devant la cour. Il n'a été présenté ni en première instance ni en cause d'appel. Les demandeurs sont donc non recevables à le présenter. — D'ailleurs, il n'est pas fondé. En validant les donations faites entre *époux existants*, la loi de niv. an 2 suppose que ces donations étaient légalement faites; autrement il faudrait dire que des donations nulles comme celles faites par des mineurs, des interdits, ou sans aucune formalité, sont validées par cette loi. — La preuve que la légalité de ces donations est exigée par la loi de nivôse est écrite dans la

(1) Voy. arrêt de cassation, du 7 fév. 1817, t. 1^{er} 1817, p. 549; et nouv. éd., t. 19, p. 186, et M. Merlin, au mot *Convention matrimoniale*.

loi du 22 vent. an 2. Car la réponse à la 7^e question insérée dans cette loi porte que, « quand la loi a validé certaines dispositions, elle n'a eu pour objet que celles qui se trouvaient légalement faites. » — S'il en était autrement, la loi rétroagirait, elle exercerait sa puissance sur un acte antérieur, et enlèverait le droit acquis de le faire annuler. — D'ailleurs, si tel devait être l'effet de la loi de niv. an 2, il ne pouvait avoir lieu lors du décès du sieur Bertre, c'est-à-dire sous l'empire du code civil, auquel elle a fait place, de même qu'aux lois des 9 fruct. an 3 et 3 vend. an 4.

Quant au 3^e moyen, il a prétendu qu'il était fondé sur une erreur de faits, dont la cour ne pouvait s'occuper.

Du 11 mars 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. *Brisson* président, M. *Zangiacomi* rapporteur, MM. *Guichard* fils et *Garnier* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Joubert*, premier avocat-général; — Vu l'art. 13 de la loi du 17 niv. an 2, ainsi conçu : « Les avantages singuliers ou réciproques stipulés entre les époux encore existants, soit par leur contrat de mariage, soit par des actes postérieurs ou qui se trouveraient établies dans certains lieux par les coutumes, statuts ou usages, auront leur plein et entier effet, nonobstant les dispositions de l'art. 1^{er} auquel il est fait exception en ce point. » ; — Vu également la réponse à la 35^e question contenue en la loi du 9 fruct. an 2, laquelle réponse est faite à la question suivante : « A ce qu'il soit statué sur le sort des dispositions entre époux, lorsque, faites avant le 14 juil. 1789, elles excédaient le point indiqué soit par les conventions, soit par les lois d'alors », laquelle réponse est ainsi conçue : « Considérant que, s'il s'agit de dispositions dont l'effet ait été ouvert avant le 14 juil. 1789, elles doivent être ramenées à ce terme; mais qu'à l'égard des dispositions dont l'effet s'est ouvert depuis, elles n'ont d'autres règles que les art. 13 et 14 de la loi du 17 niv. » ;

• Considérant que les époux Bertre étaient encore existants lors de la publication de la loi du 17 niv. an 2; qu'il résulte de l'art. 13 de cette loi et du n^o 35 de celle du 9 fruct. suivant, que tous les avantages entre époux existants à cette époque doivent sortir leur plein et entier effet, alors même qu'ils ne seraient pas valables aux termes des anciennes lois; — Que cette disposition n'a pas été révoquée par les lois qui ont rapporté l'effet rétroactif de celle du 17 niv., parce que cette disposition, en validant, entre époux encore existants, des avantages qui devenaient généralement permis à tous les époux avant qu'aucun droit sur eux eussent été acquis à des tiers, n'opérait en réalité aucun effet rétroactif; — Qu'il suit de là que, si la donation mutuelle que les époux

Bertre se sont faite en 1774 était nulle aux termes de la coutume de Normandie, relativement aux biens situés dans cette province, cette donation a été validée par l'art. 13 de la loi du 17 niv., et le n° 35 de celle du 9 fruc. an 2, dont les dispositions en ce point sont en parfaite harmonie avec l'art. 1094 du C. civ.; et qu'ainsi, en refusant de faire produire à la donation dont il s'agit son effet, l'arrêt attaqué a violé les lois ci-dessus citées; — **CASSE.** » R.

COUR DE CASSATION.

Si, dans l'acte d'accusation et les questions posées au jury, on a omis de comprendre une circonstance mentionnée dans l'arrêt de renvoi, la cour doit-elle annuler l'acte d'accusation et tout ce qui a suivi? (Rés. aff.)

PAGÉS, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 13 mars 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonction de président, M. Gaillard rapporteur, par lequel :

• LA COUR. — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris. avocat-général; — Attendu que l'arrêt de renvoi porte, contre le demandeur, accusation d'avoir, à l'aide d'une fausse clef, soustrait frauduleusement, dans une grange, du blé-seigle enfermé dans un coffre; — Que l'acte d'accusation ne présente ni dans l'exposé des faits, ni dans le résumé, la circonstance que le coffre renfermant le grain volé se trouvât, au moment du vol, déposé dans une grange; — Que cette dernière circonstance, qui seule pouvait entraîner, dans l'espèce, l'application de l'art. 384 du C. pén., n'a pas été soumise à la décision du jury; qu'il n'a donc pu la comprendre dans sa déclaration; que cependant, sur la déclaration affirmative du jury, que le demandeur est coupable d'avoir volé, à l'aide d'une fausse clé, du blé-seigle enfermé dans un coffre, la cour d'assises a prononcé la peine des travaux forcés à temps; en quoi elle a fait une fausse application dudit art. 384 du C. pén.; — Mais attendu que l'arrêt de renvoi n'a pas été purgé; que la circonstance de la grange, dans laquelle le coffre était déposé, n'a fait partie ni de l'acte d'accusation, ni des questions soumises au jury; — **CASSE** l'acte d'accusation, et tout ce qui s'en est suivi, etc. »

COUR DE CASSATION.

— *Le jugement qui ordonne un séquestre, et réserve au surplus tous les droits des parties, est-il purement préparatoire, et par conséquent susceptible d'appel, même après son exécution? (Rés. aff.)*

La reconnaissance volontaire d'un enfant adultérin est-elle absolument nulle et sans effet, et l'état de ce dernier reste-t-il dans la même incertitude que s'il n'avait pas été reconnu? (Rés. aff.) C. civ., art. 334, 335 et 340.

En conséquence, la mère de cet enfant, mariée depuis à celui qui s'en était déclaré le père, a-t-elle pu recevoir de celui-ci un legs universel, sans être réputée personne interposée, pour faire passer la libéralité à un incapable?

Au moins l'arrêt qui, considérant le legs comme le résultat de l'affection conjugale, l'a maintenu, est-il à l'abri de la cassation? (Rés. aff.) C. civ., art. 908 et 911.

LES HÉRITIERS CORDELET, C. SA VEUVÉ.

Les principales circonstances de cette cause, et l'arrêt qui a tranché plusieurs questions posées en tête de cet article, sont rapportés au t. 1^{er} 1825, p. 551. En conséquence, nous nous bornerons à rappeler ici quelques faits essentiels à l'intelligence des moyens de cassation.

En 1797, *Anne Vigneau* entre au service des époux *Cordelet*. Le 18 mars 1798, la dame *Cordelet* meurt sans enfants. — Le 16 août suivant, *Anne Vigneau* donne le jour à un garçon, dont le sieur *Cordelet* se déclare le père. Il le fait inscrire, sous son nom, sur les registres de l'état civil, et lui donne le prénom de *Réné*, qu'il portait lui-même. — Le 19 juin 1800, *Cordelet* épouse *Jeanne Vigneau*. Tous deux réitérent, dans leur acte de célébration, la reconnaissance par eux déjà faite de *Réné* pour leur enfant, et déclarent le légitimer.

Le 11 août 1811, *Cordelet* fait un testament par lequel il institue *Anne Vigneau*, sa femme, sa légataire universelle. — En 1818, le jeune *Réné* se marie sous le nom de *Cordelet*, et ses père et mère, présents au contrat de mariage, lui font donation de divers immeubles à titre d'aliments. — Enfin, le sieur *Cordelet* meurt le 27 juil. 1823.

Dans cet état de choses, les héritiers collatéraux du défunt demandent la nullité de la donation contenue au contrat de mariage de *Réné*, comme étant faite à un enfant adultérin, et celle du testament du 11 août 1811, comme renfermant une libéralité à son profit, par l'interposition d'*Anne Vigneau*, sa mère.

Le 4 oct. 1823, premier jugement qui ordonne, par mesure conservatoire, et sans rien préjuger sur les droits et qualités des parties, le séquestre des biens composant la succession de feu Cordelet. — Le 13 av. 1824, second jugement qui, statuant au fond, prononce la nullité de la donation et du testament, convertit les libéralités que l'une et l'autre contiennent, en une pension viagère et alimentaire de 350 fr., au profit de chacun des gratifiés, et fait défense à René de prendre à l'avenir le nom de Cordelet.

Appel par la veuve Cordelet et par René son fils, tant de ce dernier jugement que de celui du 4 oct. 1823, qui avait ordonné le séquestre. — Appel incident de la part des héritiers Cordelet. Fin de non recevoir par eux opposée à René et sa mère, au moins en ce qui touche leur appel du jugement du 4 oct., parce que, l'ayant spontanément exécuté, ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée.

Le 8 déc. 1824, arrêt de la cour d'appel d'Angers qui rejette la fin de non recevoir, reçoit les appels respectifs, et, y faisant droit, annule la reconnaissance de René, comme prohibée par l'art. 355 du C. civ., et maintient, en conséquence, le testament fait au profit d'Anne Vigneau, sur le double motif qu'il ne peut exister de présomption légale d'interposition de personne par rapport à René, puisque son état étant incertain, il n'était frappé d'aucune incapacité légale, par rapport à Cordelet, et que le testament, par sa date et les termes dans lesquels il est conçu, doit faire présumer que le testateur, ayant l'entière liberté de disposer de ses biens, en a fait usage pour témoigner sa reconnaissance à sa veuve, après vingt-trois ans d'union conjugale; qu'ainsi le legs doit recevoir son exécution. — Quant à René, il est dit, dans l'arrêt, qu'il a été bien jugé par les premiers juges, en ce qu'ils ont annulé la donation que Cordelet et sa femme lui avaient faite par son contrat de mariage, et mal jugé, en ce qu'ils avaient converti cette donation en une pension alimentaire et viagère de 350 fr., au lieu de l'annuler pour le tout, comme ayant une fausse cause (1).

Pourvoi des héritiers Cordelet. Ils présentent trois moyens

(1) Voy. les motifs de cet arrêt et ceux du jugement de première instance, t. 1^{er} 1825, p. 552 et 554.

de cassation. Le premier résultait, suivant eux, d'une contravention à la chose jugée, en ce que la cour royale avait reçu l'appel du jugement du 4 oct. 1823, long-temps après son exécution. Ce jugement n'était pas simplement préparatoire : il était définitif, en ce qu'il préjugait dans René la qualité de fils adultérin du sieur Cordelet, dans laquelle il avait procédé, et qui ne pouvait plus être détruite par l'appel d'un jugement auquel il avait acquiescé, qu'il avait spontanément exécuté.

Les second et troisième moyens étaient fondés sur la fausse interprétation des art. 335 et 340 du C. civ., et sur la violation des art. 908, 911 et 1552 du même code. Peu importe, disait-on, que l'art. 335 interdise la reconnaissance des enfants nés d'un commerce adultérin, il n'en est pas moins vrai que ces enfants, une fois reconnus, ont un état qu'on ne peut ni détruire ni leur enlever ; qu'ils sont fondés, par conséquent, à se prévaloir de la reconnaissance, pour exiger ce que la loi leur accorde, comme on peut s'en servir contre eux toutes les fois qu'ils réclameront des droits que la loi leur refuse. Ainsi, ils pourront demander des aliments, parce que l'art. 762 leur en attribue. Mais les droits de successibilité leur seront impitoyablement refusés, parce qu'il sont la prérogative d'une reconnaissance légale, et que la leur est repoussée par la loi ; c'est ainsi que les art. 335 et 762 s'expliquent et se concilient parfaitement. — Dans l'espèce et à l'égard de René, l'état d'enfant adultérin de feu Cordelet se trouvait établi non seulement sur une reconnaissance volontaire émanée de ses père et mère, mais sur une foule d'actes de famille, sur une possession constante et notoire, enfin sur les aveux de toutes les parties, réitérés depuis l'instance. René était donc incapable de recevoir un legs universel du sieur Cordelet ; et cette incapacité se communiquait nécessairement à sa mère, réputée personne interposée, aux termes de l'art. 911 du C. civ.

Inutile de reproduire les réponses des défendeurs, qui ne seraient, au fond, que la répétition des motifs adoptés par la cour d'Angers, dont le tribunal régulateur a maintenu la décision.

Du 18 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson*

président, M. *Kerges* rapporteur, MM. *Tuillandier* et *Isambert* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Cahier*, avocat-général: — Attendu, sur le premier moyen, que le jugement du 4 oct. 1823 n'a prononcé que sur le séquestre; que ce jugement, bien loin de déterminer les droits des parties, les a, au contraire, formellement réservés; que, par conséquent, l'autorité de la chose jugée n'a pas été méconnue;

• Attendu, sur les deuxième et troisième moyens, qu'en décidant que la reconnaissance volontaire d'un enfant prétendu adultérin ne pouvait produire aucun effet, et que l'état du défendeur demeurait incertain, malgré une pareille reconnaissance et malgré les actes qui n'en étaient que la conséquence, la cour royale d'Angers n'est pas contrevenue aux art. 335 et 340 du C. civ.; — Attendu, en deuxième lieu, que cette cour, en décidant par suite de ce principe que la veuve *Cordelet* ne pouvait pas être considérée comme personne interposée relativement à son legs universel, et que ce legs devait être considéré comme le résultat de l'affection conjugale après vingt-trois ans de mariage, n'a pas violé les dispositions des art. 908, 911 et 1352 du C. civ.; —
REJETTE. » B.

COUR DE CASSATION.

La simple détention de marchandises prohibées suffit-elle pour nécessiter la condamnation du prévenu? (Rés. aff.)

PLUS PARTICULIÈREMENT, *l'individu dont la voiture, conduite par son fils mineur, a été trouvée chargée d'objets prohibés, est-il, par le fait de cette détention, passible des peines déterminées par la loi, sans que sa bonne foi ou toute autre circonstance puisse l'en garantir? (Rés. aff.)*

D'après la jurisprudence, y a-t-il exception à la rigueur de la loi en faveur des aubergistes et voituriers, lorsqu'ils indiquent un propriétaire ou expéditeur contre lesquels l'administration des douanes peut utilement exercer son recours? (Rés. aff.) (1)

INTÉRÊT DE LA LOI. — DOUANES, C. LEROUX.

M. le procureur-général expose, etc. — Par procès-verbal du 8 janv. 1827, les préposés des douanes du département de l'Aisne constatèrent que, ledit jour, à huit heures du matin,

(1) Voy. t. 2° 1828, p. 398.

En observation sur la route royale de Laon à Reims, ils ont aperçu une voiture attelée d'un cheval, conduite par un jeune homme, et qu'escortait, à quelque distance, un individu d'un âge plus avancé; qu'ayant demandé au conducteur quel était son chargement, ce jeune homme, au lieu de répondre, avait appelé l'individu qui accompagnait la voiture; que ce dernier, après avoir d'abord refusé de répondre aux interpellations des employés, avait déclaré que la voiture lui était étrangère; qu'il n'en connaissait pas le chargement; que seulement, quelques moments auparavant, il y avait son porte-manteau. Les proposés, à qui ces réponses paraissent suspectes, sommèrent le conducteur et celui qui l'accompagnait de les suivre avec la voiture devant le maire, à Mel-de-ville, pour y faire la reconnaissance du chargement. Là, le conducteur de la voiture déclara se nommer *Étienne Leroux*, âgé de seize ans, demeurant à Cuirieux, avec son père, et l'autre individu, *Hilaire-Alexis David*, habitant à Paris. Leroux ajouta qu'il était parti de Cuirieux, accompagné du sieur David: que le chargement avait été effectué le matin, en présence et sous la surveillance de cet individu, par trois hommes qu'il ne connaissait pas, et qui, montés sur des chevaux, avaient apporté les marchandises dans sa voiture était chargée; qu'enfin, le sieur David avait été pour le transport avec le sieur Leroux son père. Vérité faite par les employés, le chargement se composait de mousselines, de percales, de mousselines et d'autres étoffes dépourvues des marques distinctives de l'industrie française. Le jury, institué par la loi du 28 av. 1816, à l'examen duquel les marchandises furent soumises, décida unanimement qu'elles étaient de fabrication étrangère, et en fixa la valeur à la somme de 50 fr.

Traduits devant le tribunal correctionnel de Laon, David et Leroux père furent condamnés le 20 av. 1827, le premier à défaut, le second contradictoirement à une amende de 50 fr. et à la confiscation des marchandises saisies, ainsi que celle du cheval et de la voiture, comme moyens de transport. — Leroux fils fut renvoyé des poursuites, attendu qu'il n'avait agi que par les ordres de son père, et avait pu ignorer toutes les

conséquences de l'exécution de ces ordres, le fait qui avaient pour objet (la conduite de la voiture) ne constitue par lui-même ni délit ni contravention.

Sur l'appel de ce jugement interjeté par Leroux père, la cour royale d'Amiens déchargea le prévenu des condamnations prononcées contre lui, par les motifs suivants : « Considérant que, de tous ces faits, il ne résulte aucune preuve que Leroux père ait sciemment concouru à l'introduction à la circulation frauduleuse des marchandises saisies ; qu'il résulte seulement qu'il a loué la voiture qui a servi à les transporter, et que son fils était le conducteur, circonstance suffisante pour faire déclarer ledit Leroux père complice de la contravention en question ; — En ce qui touche la question de savoir si, par son fils, il était, au moment de la saisie, détenteur des marchandises ; — Considérant qu'il résulte des faits ci-dessus rapportés que ledit David, déclaré propriétaire, accompagnait ses marchandises au moment de la saisie ; que Leroux fils qui les conduisait n'était muni d'aucune lettre de voiture ; que, lorsqu'il a été interpellé de déclarer quel était son chargement, il a de suite appelé ledit David pour répondre à cette question, en expliquant qu'il n'était que l'agent passif de ce sieur David, qui avait fait charger ces ballots sur sa voiture ; que de ces faits il suit que le sieur Leroux fils, marchant sous la direction du maître de la charrette qu'il conduisait, n'était pas de cette chose le détenteur de droit le sens légal ;

« Considérant enfin que, dès lors qu'il n'a pu être prononcé, à raison de ces faits, aucune condamnation contre Leroux fils, il ne peut, de ce chef, y avoir aucun recours à exercer contre son père ;

« Considérant, en outre, qu'aucune disposition de la loi applicable à la matière n'autorise la confiscation des moyens de transport ; — Par ces motifs, la cour renvoie Leroux père de la plainte, sans dépens. »

Tel est l'arrêt que l'exposant est chargé de dénoncer à la cour. — En matière de douanes, le fait matériel de la contravention suffit pour nécessiter la condamnation du prévenu ; la question d'intention sort des attributions des tribunaux : elle est tout entière dans celles de l'administration à qui il appartient exclusivement d'apprécier toutes les cir-

stances atténuantes du délit, la bonne foi des contrevenants, et d'accorder en conséquence les remises ou modérations d'amende que l'équité peut suggérer. La cour fait journallement l'application de ce principe (voy. arrêts des 8 déc. 1820, 6 mars 1824, 18 nov. 1826, 21 juil. et 3 août 1827). Ici, dans l'espèce, il importait peu que Leroux père n'eût concouru *sciemment* à l'introduction ou à la circulation frauduleuse des marchandises saisies, et que, dès lors, il ne pût pas être considéré comme complice du propriétaire de ces marchandises, auteur principal de la contravention; il suffisait qu'il fût constant qu'il avait été trouvé détenteur des objets saisis, soit par lui-même, soit par son fils, commis par lui à la conduite d'une voiture qui lui appartenait, et sur laquelle ces objets étaient chargés. L'acception légale du mot *détenteur* n'est pas restreinte, comme la cour royale d'Angers paraît le penser, à la personne du propriétaire, du négociant ou du commissionnaire qui participe *sciemment* à la fraude; elle embrasse dans sa généralité tout détenteur quelconque, même le détenteur de bonne foi. L'intention du législateur à cet égard s'explique, par la substitution qui a été faite, dans l'art. 43 de la loi du 21 av. 1818, du mot de *détenteur* à celui de *délinquant*, dont se servait la loi du 28 fr. 1816.

Il est vrai que cette rigueur de la loi a reçu un tempérament par l'interprétation que lui a donnée la jurisprudence en faveur des aubergistes et des voituriers. On reconnaît que ces derniers peuvent être exempts des peines portées par la loi, lorsqu'ils indiquent un propriétaire ou expéditeur contre lequel l'administration des douanes puisse exercer utilement son recours; mais on ne considère pas l'indication comme sincère et suffisante, lorsque le prétendu propriétaire ou expéditeur, signalé par l'aubergiste ou le voiturier, est insolvable, étranger, fugitif ou inconnu. Or, c'est précisément un propriétaire de cette sorte que Leroux père indiquait dans la personne de David, puisque ce dernier, qui s'est laissé condamner par défaut, n'a ni domicile fixe ni profession, qu'il n'est autre chose qu'un contrebandier, et que l'administration des douanes déclare ne pouvoir exercer contre lui aucun recours utile. Le sieur Leroux père était donc passible de la

peine prononcée par la loi contre tout détenteur de marchandises prohibées.

Ce considéré, etc.

Signé MOURRE.

Du 12 juin 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, Bailly, faisant fonctions de président, M. Chantereyne rapporteur, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général — Vu l'art. 43 de la loi du 21 av. 1818, et le réquisitoire du procureur général ; — Adoptant les motifs du réquisitoire, — CASSE, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la cour royale d'Amiens, du 11 juil. dernier. »

COUR DE CASSATION.

Une cour royale peut-elle, sans violer aucune loi, déclarer illicite et nulle un traité par lequel des fabricants d'une même marchandise se sont engagés à déposer les produits de leurs fabriques dans un magasin commun, pour n'y être vendus que suivant le prix convenu entre eux ? (Rés. aff.)

Cette décision constitue-t-elle une appréciation d'acte qui, étant dans le domaine de la cour royale, échappe à la censure de la cour de cassation ? ((Rés. aff.) C. civ., art. 1131, 1133 et 1132.

ENFERT, C. BONNEAU-LETANG.

En 1818, huit fabricants de faïence, sur neuf existant alors dans la ville de Nevers, ont formé une société en participation pour l'exploitation des produits de leurs fabriques. Toutes leurs marchandises devaient être déposées dans un magasin commun pour n'y être vendues que suivant le prix convenu entre eux. En 1824, des difficultés se sont élevées entre les associés, et l'un d'eux, le sieur Bonneau-Letang a demandé la nullité du traité, en ce que la cause en était illicite.

Le 11 août 1826, arrêt de la cour royale de Bourges, qui prononce cette nullité, « attendu que les associés ont mis par leur traité les acquéreurs dans leur dépendance immédiate ; qu'ils ont sensiblement nui à l'ordre public, qui exige pour le commerce la plus entière liberté ; qu'ils ont écarté la concurrence, le seul moyen de mettre aux diverses marchandises leur véritable prix ; — Attendu qu'une obligation ba-

sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet (art. 1131 C. civ.), et que la cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public (art. 1133). » Voy. cet arrêt dans ce Journal, t. 3 1827, p. 368.

Le sieur *Enfert* et les autres associés du sieur *Bonneau* se sont pourvus en cassation pour violation des art. 47 et 48 du C. de com. et de l'art. 1832 du C. civ., et fausse application des art. 1131 et 1133 du même code. — Depuis l'arrêt ci-dessus, les associés avaient été poursuivis par le ministère public comme prévenus d'avoir, par coalition tendant à ne pas vendre une même marchandise ou à ne la vendre qu'à un certain prix, opéré une hausse au-dessus du taux qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce, délit prévu par l'art. 419 du C. pén.; mais les associés avaient été renvoyés de la poursuite en première instance et en appel. Devant la cour de cassation ils se sont élevés de ces décisions pour soutenir que leur association n'était point défendue par la loi, et qu'il n'y avait que ce que la loi défendait qui fût contraire à l'ordre public. On prétendait, ajoutaient-ils, que les cours royales ont le pouvoir d'apprécier souverainement les faits qui constituent la cause illicite, et que leurs décisions sur ce point ne peuvent donner ouverture à cassation; un arbitraire aussi exorbitant n'est point accordé aux tribunaux actuels : ce serait leur donner un pouvoir plus étendu que celui des anciens parlements. Quoi ! si un tribunal décidait qu'il est contraire à l'ordre public de sortir de chez soi, il faudrait que la cour suprême respectât cette décision ! L'ordre public ne peut changer selon les diverses opinions des juges ; il consiste dans la stricte observation des lois, dans le respect de toutes les propriétés : ici, plus qu'en toute autre matière, il est indispensable que la cour de cassation puisse intervenir pour rendre la jurisprudence uniforme, et pour consacrer une seule et même doctrine ; la cour a donc le droit d'examiner si l'association, dont l'arrêt attaqué a prononcé la nullité, avait une cause illicite et contraire à l'ordre public.

Cette association avait pour but de mettre des marchandises en commun afin de les vendre à un même prix. Cette convention était évidemment licite : car, d'après les art. 47 et 48 du C. de com., et 1832 du C. civ., il est permis de s'as-

socier plusieurs sans détermination de nombre, et de fixer un tarif des objets à vendre, et mis en communauté, tel qu'il existe dans toutes les fabriques, dans tous les grands établissements. Mais quand même la société dont il s'agit n'aurait pas été expressément autorisée par loi, il est du moins certain qu'aucune loi ne la prohibait, puisqu'il a été jugé en matière correctionnelle que les associés n'étaient point passibles des peines prononcées par l'art. 419 du C. pén.; or, il ne peut y avoir que les associations prohibées par les lois soient contraires à l'ordre public: car notre législation a tellement multiplié les prohibitions, qu'il est permis de penser qu'aucun fait essentiellement contraire à l'ordre public ne s'est échappé. L'arrêt attaqué, en annulant une convention qui n'était point défendue par la loi, et qui même était autorisée par l'art. 1832 du C. civ., et par les art. 47 et 48 du C. de com., a donc violé ces articles, et faussement appliqué l'art. 1131 et 1133 du C. civ.

Pour le défendeur, on répondait: D'après l'art. 1133 du C. civ., la cause d'une convention est illicite, non seulement quand elle est prohibée par la loi, mais en outre quand elle est contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public. Une clause peut donc n'être prohibée par aucune loi expresse, mais cependant être susceptible d'être annulée, comme contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public. En effet, le législateur ne pouvait déterminer toutes les prohibitions qui commandent la conservation de l'ordre public; il en a précisé quelques-unes, et a abandonné toutes les autres à l'appréciation des juges.

Mais cette appréciation, par cela même qu'elle porte sur une chose non définie, et peut-être indéfinissable, telle que l'ordre public, ne peut qu'être livrée à la conscience et aux lumières de ceux à qui elle est confiée; et quand une cour royale décide qu'une convention est contraire à l'ordre public, son arrêt, qui ne viole aucune loi, puisqu'aucune loi n'a défini ce qu'on doit entendre par ordre public, échappe à la censure de la cour de cassation.

Il y aurait sans doute exception à cette règle, si la cour royale avait déclaré contraire à l'ordre public un acte qu'une loi expresse aurait autorisé: car alors il y aurait violation de cette loi. Mais, quoi qu'en disent les demandeurs, cette cir-

ance ne se rencontre pas dans l'espèce. Les art. 47 et du C. de com. autorisent à la vérité les sociétés en participation; mais pour que les tribunaux en maintiennent l'exécution, il faut que la cause n'en soit pas contraire à l'ordre public, ainsi que l'enseigne M. Pardessus, t. 4, p. 146. D'ailleurs, l'acte dont il s'agit au procès n'a des sociétés en participation que le nom; il n'en a ni les caractères ni les conditions. C'est une étrange société en participation que celle dont le but est de jeter un interdit pendant dix ans sur tous les fabricants d'une ville, pour que nul d'entre eux ne puisse vendre au-delà d'une quantité déterminée, ni vendre au-dessous d'un prix fixe; une société qui n'a ni actif ni passif commun; une société qui n'est pas limitée par l'opération, ni par la durée. Un pareil engagement serait vainement qualifié de société dans cent actes divers; il ne constituerait qu'une coalition de fabricants pour hausser le prix de leurs produits au-dessus de celui que déterminerait la libre concurrence. C'est ainsi que l'arrêt attaqué a apprécié cet acte. Cette appréciation, qui d'ailleurs était dans le domaine souverain de la cour de Bourges, est essentiellement juste.

Le 18 juin 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Henrion Pansey* premier président, M. *Bonnet* rapporteur, MM. *Joubert* et *Odilon-Barrot* avocats, par lequel :

LA COUR, — Après en avoir délibéré dans la chambre du conseil, sur le partage; — Sur les conclusions contraires de M. *Joubert*, premier avocat-général; — Considérant, en droit, qu'il est incontestable que les obligations sans cause, ou sur cause illicite, ne peuvent avoir d'effet; que la cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public (art. 1131 et 1133 du C. civ.); — Considérant, en fait, que la cour royale de Bourges a pu, sans violer expressément la loi, voir dans l'acte du 23 janv. 1818, et en l'appréciant, des conventions propres à gêner la liberté du commerce et à nuire à la concurrence, et que cette interprétation, étant dans son domaine, échappe à la censure de la Cour; — REJETTE. »

S.

COUR DE CASSATION.

Un acte passé devant un notaire au châtelet de Paris peut-il être mis aujourd'hui à exécution, au moyen d'une expédition délivrée sous le gouvernement républicain, et qui n'a point été revêtue de la nouvelle formule exécutoire?

toire prescrite par les art. 545 et 146 du C. de proc. et l'ordonnance du 30 août 1815? (Rés. nég.)

Celui qui, en cédant une créance par acte notarié, a mis de payer au défaut du débiteur, peut-il être suivi par voie de commandement? (Rés. nég.)

Dans ce cas, le cessionnaire a-t-il seulement contre l'obligé, et non contre le débiteur, une action ordinaire en garantie à intenter devant les tribunaux? (Rés. aff.) C. civ., art. 1693 et 2021.

PAGÈS, C. DEBIDEREAU.

Le sieur *Debidereau* était créancier de la succession de monseigneur de *Grasse*, évêque d'Angers, pour une somme de 20,900 fr.—En 1790, il céda cette créance au sieur *Pagès* par acte passé devant M^e *Fourchy* et son collègue, notaire au châtelet de Paris, et il s'obligea d'en acquitter le montant si les débiteurs ne payaient pas. — L'émigration des seigneurs de *Grasse* empêcha le sieur *Pagès* d'obtenir le paiement de la créance cédée.

Le 5 flor. an 5, une expédition de l'acte de cession fut délivrée au sieur *Pagès*; elle était revêtue de la formule exécutoire en usage sous le gouvernement républicain.—En 1815, le sieur *Pagès* fils, agissant en vertu de cette expédition, laquelle on n'avait point ajouté la nouvelle formule exécutoire, prescrite par les art. 545 et 146 du C. de proc., et l'ordonnance du 30 août 1815, fit commandement au sieur *Debidereau* de payer le montant de la créance cédée, et qu'il s'y était engagé par l'acte de cession de 1790.

Le sieur *Debidereau* a formé opposition à ce commandement, et en a demandé la nullité, en ce qu'il avait été fait en vertu d'une expédition qui n'était point revêtue de la nouvelle forme exécutoire voulue par le code de procédure et l'ordonnance du 30 août 1815, en ce que, d'ailleurs, l'acte de cession de 1790 ne pouvait être mis à exécution *par voie de commandement* (par voie de commandement) contre le défendeur qui n'était qu'un simple garant; la garantie ne donnant ouverture qu'à une action ordinaire qui devait être portée devant les tribunaux.

Le 10 juil. 1822, jugement du tribunal civil de Villeneuve-sur-Agout, et, sur l'appel, arrêt de la cour royale d'Agen, qui annule le commandement, en se fondant sur les moyens invoqués par le sieur *Debidereau*.

Recours en cassation de la part du sieur Pagès. Il disait que les anciens notaires du châtelet de Paris avaient autrefois le privilège de délivrer des grosses exécutoires de tous leurs actes sans *visa ni pareatis*, et sans lettres de chancellerie; que, puisqu'il s'agissait dans l'espèce d'un acte passé en 1790 devant un notaire du châtelet de Paris, on n'avait pas eu besoin de recourir à la nouvelle formule exécutoire prescrite par les art. 545 et 146 du C. de proc. et par l'ordonnance du 30 août 1815; que l'arrêt attaqué avait fausement appliqué ces articles et cette ordonnance en annulant le commandement pour inobservation des formalités qu'ils prescrivaient.

Le demandeur soutenait en outre que la caution qui s'est obligé de payer le créancier au défaut du débiteur peut être poursuivie par voie de commandement; que cette voie, qu'a incontestablement le créancier contre le débiteur principal, rélèche sur la caution, lorsque le créancier a fait d'inutiles efforts pour obtenir du principal débiteur le paiement de sa créance; que la cour d'Agen, en décidant que le demandeur ne pouvait agir contre le sieur Debidereau par voie de commandement, avait violé les principes en matière de cautionnement, et notamment l'art. 2021 du C. civ.

Le 22 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Brétizel conseiller, président, M. Mousnier-Buisson rapporteur, M. Molinier de Montplancha avocat, par lequel:

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broé, avocat-général: — Sur le second moyen, — Attendu qu'il ne peut être question d'examiner quels étaient les privilèges dont jouissaient les anciens notaires du Châtelet de Paris pour l'exécution des actes par eux passés sous le scel du Châtelet; qu'il est établi, en fait, par l'arrêt attaqué, que l'expédition en vertu de laquelle fut fait le commandement dont la nullité a été prononcée, avait été délivrée en l'an 5, c'est-à-dire sous le gouvernement républicain; qu'il est également constaté, en fait, que c'est cette même expédition qui a été ramenée à exécution, sans être revêtue de la forme nouvelle prescrite par les art. 545 et 146 du C. proc., et par l'ordonnance du 30 août 1815, ordonnance qui prononce la peine de nullité; d'où il suit qu'en annulant les poursuites faites en vertu de cette expédition, la cour d'Agen a fait une juste application des susdits art. 545 et 146, et de l'ordonnance de 1815;

Sur le troisième moyen, — Attendu que la cour d'Agen, en jugeant que le sieur Pagès n'avait qu'une action simple et ordinaire en garantie

à intenter devant les tribunaux contre le sieur Debidereau, loin de violer l'art. 2021 du C. civ., a parfaitement saisi l'esprit de cet article et celui des art. 1693, 1694 et 1695 du même code; — REJETTE. • S.

COUR D'APPEL DE PARIS.

Celui qui a été partie dans une instance devant une cour dont l'arrêt a été cassé, peut-il, sous le prétexte qu'il n'est pas propriétaire du bien qui donne lieu au litige, refuser de figurer devant la cour à laquelle l'affaire a été renvoyée? (Rés. nég.)

L'arrêt à intervenir doit-il, en tant que de besoin, être déclaré commun avec lui? (Rés. aff.)

L'autorité administrative a-t-elle exclusivement le droit de régler l'usage des prises d'eau sur les rivières? (Rés. aff.)

Les tribunaux doivent-ils soumettre aux règlements administratifs ceux des riverains à qui des titres antérieurs confèrent des droits de prise d'eau, mais sans déterminer le mode de cette prise? (Rés. aff.)

BAUTIER ET DUVAL, C. DE FUMECHON ET AUTRES.

La décision que nous allons rapporter a été rendue en vertu de l'arrêt de renvoi, prononcé par la cour de cassation, que nous avons inséré t. 1^{er} 1828, p. 12. On y trouvera les faits qui ont donné naissance à la contestation. Toutefois, il importe d'exposer ici quelques circonstances, ou omises, ou survenues devant la cour de renvoi, et qui sont nécessaires pour l'intelligence de plusieurs parties de son arrêt.

Après avoir obtenu la cassation de l'arrêt de la cour de Rouen, confirmatif du jugement du tribunal de Bernay, les sieurs *Bautier* et *Duval* assignent devant la cour de Paris, pour y voir infirmer ce jugement, non pas *M. de Fumechon* seulement, mais un sieur *de Bosmelet*, dont le père était partie dans l'instance originaire, et qui, après la mort de celui-ci, y avait figuré lui-même tant devant la cour de Rouen que devant la cour de cassation.

Les sieurs *de Fumechon* et *de Bosmelet* constituent avoué sur cette intimation; mais le dernier déclare, par acte extrajudiciaire, que, n'étant pas propriétaire des prairies baignées par la Carentonne, rivière dont la jouissance divise les par-

ties, sa présence est inutile au procès, et qu'il ne se présentera pas sur l'assignation à lui signifiée par les sieurs Beautier et Duval. Ceux-ci répondent que leur demande a primitivement été dirigée contre son père, à la mort duquel il a repris l'instance; qu'après cette reprise il a procédé devant la cour de Rouen et la cour de cassation; qu'enfin le jugement de Bernay, dont est appel, ayant été rendu avec lui, l'arrêt à intervenir doit l'être pareillement avec lui.

Venant au fond de l'affaire, les sieurs Bautier et Duval développent la doctrine par eux établie devant la cour suprême, et que nous avons analysée en rapportant sa décision. Ils démontrent que l'administration seule a droit de régler l'usage des eaux pluviales; qu'un règlement administratif a eu lieu en l'an 9 pour la rivière en litige, et qu'il a fixé pour toujours les droits de M. de Fumechon et des autres riverains; qu'au surplus ceux de M. de Fumechon l'ont été spécialement par l'arrêté du préfet de l'Eure, rendu en 1821, sur sa propre réclamation contre le règlement général des eaux de la rivière; qu'il résulte de cette réclamation que M. de Fumechon a reconnu la compétence de l'autorité administrative. Or, ajoutent les appelants, si la cour trouvait dans les titres de l'intimé, antérieurs au règlement de l'an 9, des clauses qui dussent prévaloir sur ce règlement, elle devrait le renvoyer à se pourvoir devant l'administration; mais elle doit lui prescrire de se conformer à la décision de celle-ci, attendu que ses titres ne déterminent pas la manière dont il doit se servir des eaux de la Carentonne.

A ces moyens on répond, pour M. de Fumechon, comme devant la cour de Rouen et la cour de cassation, que l'administration n'a pu, par un règlement, véritable mesure de police, lui ravir un droit de prise d'eau résultant pour lui de titres antérieurs; que le règlement de l'an 9 n'est obligatoire que pour les riverains sans titres pareils; que d'ailleurs l'autorité judiciaire est seule compétente dans la cause, parce qu'il s'agit dans l'espèce d'une rivière qui n'est ni navigable ni flottable. Enfin, ajoute-t-on pour lui, les sieurs Beautier et Duval sont non recevables à demander l'exécution du règlement en question, dont l'inobservation peut donner lieu à des poursuites seulement de la part de l'administration publique.

On voit que, sous ces divers rapports, M. de Fumechon demandait la confirmation du jugement du tribunal de Bernay ; mais il en réclamait incidemment la réformation, en ce qu'avant de statuer il avait ordonné une expertise sur le point de savoir quels étaient le mode et la durée d'irrigations nécessaires à ses prairies. Selon lui, ses titres fixaient ce mode et cette durée. Il n'y avait aucun doute à cet égard ; au lieu d'ordonner une expertise, le tribunal de Bernay devait rejeter *de plano* les prétentions des sieurs Beautier et Duval, fondées sur un règlement administratif qui ne pouvait porter atteinte à ses droits.

Enfin, M. de Fumechon concluait subsidiairement à ce que la cour sursit à statuer jusqu'à ce que l'administration eut définitivement prononcé sur le point de savoir si le règlement de l'an 9 lui était applicable, nonobstant les titres antérieurs à ce règlement.

Aucun des moyens de défense de M. de Fumechon n'a prévalu.

Du 21 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, audience solennelle des 1^{re} et 2^e chambres réunies, sous la présidence de M. Amy, MM. Beautier, Gairal et Persil avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Jaubert, avocat-général ; — Vu l'arrêt de renvoi de la cour de cassation, du 28 mai 1827 ; — Faisant droit sur l'appel interjeté par les parties de Beautier et Gairal, et sur l'appel incident interjeté par de Fumechon, partie de Persil, de la sentence du tribunal de première instance de Bernay, du 23 av. 1823 ; — En ce qui touche les conclusions à fins de sursis ; — Considérant que l'action de Fumechon et de Bosmelet, devant l'autorité administrative, a été épuisée par l'arrêté du préfet de l'Eure, du 6 sept. 1821, qui a rejeté sa réclamation ;

« Au fond, — Considérant que les titres produits par de Fumechon, en établissant en sa faveur un droit de prise d'eau sur la rivière de la Carentonne, ne déterminent pas la manière dont ce droit sera exercé ; — Considérant qu'aux termes de la proclamation du roi, du 20 août 1790, le droit de régler l'usage des prises d'eau, dans l'intérêt de l'industrie et de l'agriculture, appartient à l'autorité administrative ; — Que le règlement du 25 germ. an 9 (15 av. 1801) fait par le préfet du département de l'Eure, a, conformément à la proclamation du roi ci-dessus, fixé le mode d'irrigation et l'usage des prises d'eau sur toutes les rivières du département, et que, faite par de Fumechon,

de s'y être conformé, il en est résulté pour les parties de Beautier et Gairal un préjudice dont de l'amechon doit la réparation; — A Mis et Met les appellations et ce dont est appel au néant; — Emendant, décharge les parties de Beautier et Gairal des condamnations contre elles prononcées; — Au principal, sans s'arrêter aux conclusions des intimés à fin de sursis, ordonne que la partie de Persil sera tenu d'user de son droit de prise d'eau conformément au règlement du préfet de l'Eure, du 25 germ. an 9 (15 av. 1801); la condamne à payer aux parties de Beautier et Gairal la somme de 3,000 fr. à laquelle la cour arbitre d'office les dommages et intérêts réclamés par les parties de Beautier et Gairal; — Déclare, en tant que de besoin, le présent arrêt commun avec Thomas de Bosmelet; — Sur l'appel incident, par les motifs ci-dessus, ensemble sur les autres demandes des parties, les met hors de cour. »

R.

COUR D'APPEL DE METZ.

L'héritier qui a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de l'émigré est-il recevable, comme l'héritier pur et simple, à opposer à ses cohéritiers leur renonciation afin de les exclure du partage de l'indemnité accordée à la succession de leur auteur en vertu de la loi du 27 av. 1825? (Rés. aff.) (1)

L'art. 7 de la loi du 27 av. 1825, en disposant que la renonciation du représentant de l'émigré ne pourra lui être opposée que par l'héritier qui, à son défaut, aura accepté la succession, a-t-il entendu que la renonciation pourra être opposée seulement par l'héritier d'un degré SUBSÉQUENT, et non par l'héritier du même degré que l'héritier renonçant? (Rés. aff.)

DE FLOTTE ET AUTRES, C. FRANQ.

Le sieur *Gillot-d'Hor* est décédé le 4 fév. 1818, laissant pour héritiers les sieurs *de Flotte* et *de Morlaincourt* et la dame *Franq.* — Les deux premiers ont renoncé à la succession les 12 mai et 17 déc. 1818. Quant à la dame *Franq.*, elle a déclaré, le 12 juin de la même année, au greffe du tribunal de Rocroy, qu'elle acceptait la succession du sieur *Gillot-d'Hor* sous bénéfice d'inventaire.

(1) Cette question n'a été ainsi résolue que par le jugement de première instance.

En 1825, la dame Franq a réclamé la liquidation et la délivrance de l'indemnité due à la succession du sieur Gillot-d'Hor, à raison des biens confisqués et vendus sur ce dernier, lors de son émigration.

Les sieurs de Flotte et de Morlaincourt ont prétendu que, malgré leur renonciation, ils avaient droit à une part dans l'indemnité, parce que l'héritier bénéficiaire n'était pas recevable, comme l'héritier pur et simple, à opposer à ses cohéritiers leur renonciation. En effet, disaient-ils, l'héritier bénéficiaire n'est qu'un simple administrateur; il ne court aucune chance, puisqu'il peut toujours répudier la succession, en abandonnant les biens aux créanciers et aux légataires (art. 802 du C. civ.). La faculté d'opposer la renonciation à ses cohéritiers n'a donc pas été introduite en sa faveur par l'art. 7 de la loi du 27 av. 1825.

Pour la dame Franq on répondait : Le bénéfice d'inventaire impose des obligations nombreuses, et la déchéance, qui est toujours imminente, est elle-même une charge très grave. D'ailleurs, il ne faut pas confondre l'abandon autorisé par l'art. 802 du C. civ., avec une véritable renonciation; nonobstant cet abandon, l'héritier est toujours réputé héritier envers ses cohéritiers, et par conséquent il est tenu envers eux au rapport; même il a été décidé plusieurs fois que l'héritier bénéficiaire ne pouvait répudier. Au surplus, on a demandé à M. de Martignac, dans la chambre des pairs, si l'héritier bénéficiaire pourrait, comme l'héritier pur et simple, opposer à ses cohéritiers leur renonciation. Voici sa réponse : « Les termes employés dans la rédaction de l'art. 7 sont précisément ceux qu'emploie pour le même cas l'art. 790 du C. civ. La loi nouvelle ne devait pas distinguer là où le code ne faisait aucune distinction. »

Jugement du tribunal civil de Rocroy, qui, vu la généralité des expressions de l'art. 7 de la loi du 27 av. 1825, portant que les renonciations de ceux qui étaient appelés par la loi ou par la volonté de l'émigré à le représenter à l'époque de son décès, pourront leur être opposées *par les héritiers* qui, à leur défaut, auraient accepté la succession, rejette le système des sieurs de Flotte et de Morlaincourt.

Appel de la part de ces derniers. — Devant la cour, les appelants ont invoqué à l'appui de leurs prétentions un moyen

qu'ils n'avaient pas présenté en première instance. Ils se sont attachés aux mots à *défaut de*, dont se sert l'art. 7 de la loi, et ils ont dit : La dame Franq est héritière au *même degré* que nous ; ce n'est donc pas à *notre défaut* qu'elle a accepté ; car les cohéritiers d'un même degré *n'acceptent pas à défaut* de leurs cohéritiers renonçants, et cela ne peut s'entendre que des héritiers d'un degré *subséquent* ; dès lors la dame Franq est non recevable à invoquer la disposition de l'art. 7, et à nous opposer notre renonciation.

Pour établir que, dans le langage du droit, l'héritier qui accepte la succession à *défaut* d'un autre, est l'héritier d'un degré *subséquent*, et que cela ne peut s'entendre de l'héritier qui était appelé *concurrentement* avec le renonçant, on citait les art. 136 et 786 du C. civ., qui sont ainsi conçus : Art. 136. « S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquelles il aurait eu le droit de *concourir*, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son *défaut*. » — Art. 786. La part du renonçant accroît à ses cohéritiers ; et, s'il est seul, elle est dévolue au degré *subséquent*. »

Le 18 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Metz, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. *Julien*, premier avocat-général ; — Attendu que l'art. 7 de la loi de 1825 est clair ; qu'il s'exprime ainsi : « Leurs renonciations (des représentants de l'émigré) ne pourront leur être opposées que par les héritiers qui, à leur *défaut*, auraient accepté la succession ; — Attendu que madame Franq ne se trouve pas dans ce cas-là ; que dès lors elle ne peut opposer les renonciations ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant ; émendant, et sans s'arrêter aux renonciations, ordonne, etc. » (1) S.

(1) M. Duvergier, dans sa *Collection complète des lois*, année 1825, t. 25, p. 167, soutient une opinion contraire à celle de la cour de Metz. Après la dernière disposition de l'art. 7 de la loi du 27 av., portant que « les renonciations des représentants de l'émigré ne pourront leur être opposées que par les héritiers qui, à leur défaut, auraient accepté la succession », cet auteur ajoute : « Par cet alinéa, on a voulu indiquer que les créanciers de la succession seraient non recevables à opposer la renonciation. Ainsi, quoiqu'en disant les héritiers qui, à leur défaut, on semble désigner seulement les héritiers d'un degré subsé-

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

Peut-on, lors de l'appel du jugement définitif, appeler du jugement interlocutoire, encore bien qu'on l'ait spontanément exécuté? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 451.

PLUS PARTICULIÈREMENT, peut-on appeler d'un jugement interlocutoire qui ordonne une enquête, après avoir conclu à la déchéance du droit de faire cette enquête, et plaidé au fond? (Rés. aff.)

Le juge peut-il, sur une simple allégation de dol et de fraude, admettre la preuve testimoniale d'un paiement excédant 150 fr., bien qu'il ait été possible au demandeur de se procurer une preuve écrite de ce paiement? (Rés. nég.) C. civ., art. 1341, 1347 et 1348.

TRINQUECOSTES, C. VIEULES.

Il n'est point de question qui soit plus controversée que la première, et sur laquelle les arrêts soient plus contradictoires. Les uns décident que l'exécution d'un interlocutoire n'empêche point d'en appeler en même temps que du jugement définitif, parce qu'aux termes de l'art. 451 du C. de proc., l'appel de l'interlocutoire avant la décision du fonds n'est que facultatif, et que, dès lors, la partie a l'initiative de prendre le devant, ou d'attendre, pour attaquer le jugement interlocutoire, que celui du fonds ait été rendu (1). D'autres arrêts, au contraire, jugent, en thèse générale, qu'on n'est plus recevable à faire appel d'un interlocutoire, quand on l'a spontanément exécuté, et n'admettent d'exception à cette règle que pour le cas où l'exécution a été précédée ou accompagnée de protestations et de réserves. Cette doctrine a été formellement consacrée, notamment par un arrêt de la cour de cassation, du 1^{er} août 1820, et elle nous paraît la plus saine, la plus conforme à l'esprit de la loi. Or il est certain que la partie qui exécute un interlocutoire volontairement et sans réserves, quoiqu'elle ait la faculté d'en

quent, car les cohéritiers d'un même degré n'acceptent pas à défaut de leurs cohéritiers renonçants (C. civ., art. 136 et 786), cependant il est hors de doute que tout héritier acceptant peut opposer la renonciation.

(1) Voy. ce journal, nouv. éd., t. 12, p. 316; t. 13, p. 75; t. 14, p. 71; t. 1^{er} 1825, p. 82, et les vol. de l'anc. col. auxquels il renvoie.

appelant avant la sentence définitive, est supposée nécessairement y avoir acquiescé, et n'est plus recevable à l'attaquer subsidiairement. (1)

La seconde question présente moins de difficultés. En effet, l'art. 1341 du C. civ. défend d'admettre la preuve testimoniale, soit contre la teneur des actes, soit lorsqu'il s'agit d'une somme excédant 150 fr. Les art. 1347 et 1348 ne contiennent d'exception à cette règle que dans le cas où il existe un commencement de preuve par écrit, ou lorsqu'il n'a pas été possible au demandeur de se procurer une preuve littérée. L'allégation de fraude ne suffit donc pas pour rendre la preuve testimoniale recevable. Il faut encore qu'elle concorde avec l'une des deux conditions précédemment énoncées. Au contraire les faits articulés induisent à penser qu'il a été possible à la partie de se procurer une preuve écrite du paiement ou de l'obligation qu'elle allègue, il est évident que les vains mots de dol et de fraude dont elle fera réentendre l'audience seront impuissants pour faire admettre une preuve que la loi repousse. C'est aussi ce que juge un arrêt de la cour de cassation, du 29 oct. 1810 (1); et celui de Toulouse, qui est absolument conforme à cette jurisprudence.

Le sieur *Vieules* vend une maison au sieur *Bonas*, moyennant la somme de 12,000 f.. Un ordre s'ouvre pour la distribution de ce prix entre les divers créanciers du vendeur. Un sieur *Trinqucostes* est colloqué pour une somme de 2317 fr., montant de deux lettres de change souscrites à son profit par *Vieules*, et qui, n'ayant point été payées à l'échéance, avaient donné lieu à un jugement de condamnation contre ce dernier. Cependant *Vieules* conteste la collocation de *Trinqucostes*, et en demande le rejet, sur le motif qu'il ne doit pas payer la somme réclamée par son créancier, qui a profité de sa faiblesse pour lui faire souscrire les deux traites dont il est porteur. Subsidiairement, il conclut à ce que le montant de la collocation soit réduit de 800 fr. payés à compensation; et, pour établir la réalité de ce paiement, il articule et

(1) Voy. l'arrêt de cassation, anc. col., t. 1^{er} 1821, p. 413, et nouv. ed., t. 22, p. 691. Voy. aussi un arrêt d'Angers, t. 23, p. 615; et anc. col., t. 2 1822, p. 79.

(1) Voy. t. 11, p. 902, et 1^{er} sem. 1811, p. 161.

offre de prouver par témoins 1^o que, lorsqu'il a vendu maison au sieur Bonas, celui-ci, indépendamment du stipulé au contrat, lui a souscrit une lettre de change 1,000 fr., qui ne devait être payée qu'autant qu'il ne viendrait pas de surenchère; 2^o que Trinqucostes, in fine de cette convention, a feint de vouloir surenchérir, l'unique but de l'intimider et de lui arracher quelque argent; qu'en effet, craignant les suites de cette prétendue surenchère, il s'est vu obligé de payer à Trinqucostes une somme de 800 fr. pour s'en départir, et que cette somme a été effectivement reçue par ce dernier.

Le 29 août 1825, jugement qui admet Vieules à la preuve des faits par lui articulés, et renvoie la confection de l'enquête au 14 nov. Cependant il n'y est procédé que le 28. Avant que les témoins soient entendus, Trinqucostes conclut à ce que Vieules soit déclaré déchu du droit de faire enquête pour n'avoir pas fait sa preuve dans le délai fixé par l'interlocutoire du 29 août précédent.

Le 28 déc., nouveau jugement qui ordonne qu'il sera procédé. Les témoins sont entendus immédiatement, et les parties ayant ensuite plaidé au fond, il intervient un jugement définitif par lequel le tribunal, vidant l'interlocutoire, donne que Trinqucostes précomptera sur la somme pour laquelle il a été employé dans l'ordre, celle de 800 fr. qui a reçue de Vieules, d'après le résultat de l'enquête.

Trinqucostes appelle de ce jugement et de l'interlocutoire du 29 août 1825. — Sa collocation provisoire ayant eu lieu en vertu de deux lettres de change, d'un jugement acquiescé et d'un acte public, le tribunal n'avait pu la modifier d'après le résultat d'une preuve testimoniale, parce que cette preuve était inadmissible, aux termes de l'art. 1341 du Code civil, le demandeur ne justifiant ni d'un commencement de preuve par écrit, ni de l'impuissance où il avait été de se procurer une preuve littérale du paiement par lui supposé. L'allégation de fraude n'aurait pu rendre la preuve par témoins recevable qu'autant qu'elle aurait concouru avec l'un ou l'autre de ces deux circonstances. Or, dans l'espèce, il était au pouvoir de Vieules de se procurer une preuve littérale, en exigeant une quittance des 800 fr. D'ailleurs, les faits allégués, en les supposant exacts, ne constituaient ni

ni fraude, un créancier étant toujours le maître de suivre ou d'abandonner l'effet d'une surenchère, et, dans ce dernier cas, de mettre un prix à sa renouciation. Enfin, la preuve prétendue paiement n'était pas même rapportée, l'enquête étant à cet égard que des allégations vagues et insignifiantes. Tel était le système de défense de l'appelant.

Mais, de la part de l'intimé, on lui opposait que son appel de l'interlocutoire du 29 août 1825 était non recevable, parce qu'il avait acquiescé à ce jugement, soit en concluant à la déchéance du droit de faire enquête, soit en concourant à la confection de la preuve, et en plaçant au fond. Qu'ainsi il n'était plus permis de remettre en question le point de savoir si, dans le cas particulier, la preuve testimoniale était ou n'était point admissible. On ajoutait, au surplus, qu'en tout cas, la recevabilité de la preuve ne pouvait faire la matière d'un doute; qu'en effet le dol et la fraude font exception à toutes les règles, notamment à celle posée dans l'art. 1341 du C. civ.; que, dans l'espèce, il y avait eu fraude de la part de l'interlocutoire, qui, s'étant fait remettre une somme de 800 fr. pour se désister d'une surenchère qui n'était que fictive, refusait de précompter cette somme sur sa créance. — Enfin l'intimé terminait sa défense en analysant l'enquête et en s'attachant à démontrer que les faits qui avaient été l'objet de l'interlocutoire étaient suffisamment prouvés.

Le 10 février 1827, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, 1^{re} chambre, M. de Feydel président, MM. Laurens et Boueix avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Cavalier, avocat-général: — Attendu, sur la demande en rejet de l'appel du jugement du 29 août 1825, et qui serait fondée sur ce que l'appelant ayant conclu à la déchéance du droit de faire enquête, aurait acquiescé par là au jugement qui l'avait ordonnée; que l'exécution d'un jugement interlocutoire et les conclusions prises incidemment à cette exécution ne sauraient établir une fin de non recevoir contre l'appel, puisque l'appel d'un jugement interlocutoire peut être fait en même temps que celui du jugement définitif; — Attendu que la preuve testimoniale est inadmissible, lorsqu'il s'agit de choses excédant 150 fr., et, dans tous les cas, contre et outre le contenu aux actes; que cette règle ne reçoit d'exception que lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, dans le cas où l'acte est attaqué comme entaché de dol et de fraude, et lorsqu'il n'a pas été possible au demandeur de se procurer une preuve écrite du fait qu'il veut

prouver par témoins; que cette dernière circonstance doit même courir avec l'allégation du dol et de la fraude, lorsque la preuve testimoniale est demandée sur le fondement du dol et de la fraude; ces principes sont consignés dans le code civil, et fixés par la jurisprudence de la cour de cassation: — Attendu que les faits articulés par le sieur Vieules auraient pu être justifiés par écrit, et qu'il n'aurait qu'à lui, en abandonnant 800 fr. au sieur Trinquecostes, de se procurer une quittance de ce dernier; que le sieur Vieules n'alléguait aucune circonstance frauduleuse qui l'aurait empêché de se procurer cette preuve écrite; que d'ailleurs les faits tels que le sieur Vieules voulait prouver qu'ils s'étaient passés ne caractériseraient nullement le dol ou la fraude, puisqu'il aurait remis bien volontairement au sieur Trinquecostes la somme de 800 fr., sacrifice qui lui assurait à lui-même 200 fr. et qu'il n'aurait pas profité si le surenchère avait été suivie; qu'ainsi le tiers qui serait intervenu entre Vieules et Trinquecostes ne présentant rien d'illicite, et n'étant pas prouvé par écrit, l'offre en preuve testimoniale devait être rejetée;

• Par ces motifs, disant droit sur l'appel, sans s'arrêter à la demande en rejet de l'appel du jugement du 29 août 1825, Révoque les jugements rendus entre parties les 29 août et 28 déc. 1825; démet la partie Mallaosse de son contredit envers l'allocation provisoire faite en faveur de la partie de Mazoyer (Trinquecostes), et qualifiée qu'elle procède, maintient ladite allocation, et la déclare définitive. »

B.

COUR D'APPEL D'ANGERS.

Lorsque des associés ont acquis, en dehors de la société, mais conjointement et indivisément, plusieurs immeubles par divers contrats successifs, doit-on, pour procéder au partage de ces immeubles, les réunir en une seule masse (qui, suivant la commodité, sera divisée en lots ou loterie), et non ordonner autant de partages isolés qu'il y a eu d'acquisitions distinctes et de contrats séparés ? (Réponse affirmative.) C. civ., art. 1872.

PAILLARD-DUCLÉRÉ, C. COLLET.

En l'an 7, les sieurs Collet, Bazoin, Paillard-Dubignon et Paillard-Ducléré; affermèrent la forge du Port-Brillet, et s'associèrent pour l'exploitation du bail. La part du sieur Collet, dans la société, était de cinq douzièmes; celle du sieur Bazoin de trois douzièmes. Les sieurs Paillard frères avaient chacun un intérêt de deux douzièmes.

En 1818, les associés achetèrent la forge qui leur était affectée. En 1819, 1823 et 1825, par quatorze contrats séparés firent en outre l'acquisition de divers domaines dans le voisinage de la forge ou de ses dépendances. Aucune société particulière ne fut stipulée relativement à ces acquisitions. Seulement les contrats contiennent cette clause, que Messieurs Collet, Bazoin et Paillard frères acquièrent lesdits biens conjointement et indivisément entre eux, et chacun pour un quart ; que ces acquisitions sont faites par eux personnellement et hors de la société qui existe entre eux ; et de quoi il ne pourra y avoir lieu, en eux-mêmes, ni avec ladite société, à aucune confusion de jouissance de biens de propriété, tant mobilière qu'immobilière. »

En 1825, le sieur Paillard-Ducléré assigne ses trois associés pour voir dire qu'il sera nommé des experts qui décideront s'il est possible de partager en quatre lots la masse totale des biens, ou s'il doit être procédé à la licitation du bien simultanément, et en un seul et même lot. (C. civ., art. 824, 826 et 827).

Les défendeurs répondent que, pour opérer le partage, il ne doit pas réunir en une seule masse les propriétés indivises, mais que ces propriétés doivent être l'objet d'autant de partages qu'il y a eu d'acquisitions distinctes et de contrats distincts. Pour justifier cette prétention, on disait : Les diverses acquisitions des propriétés indivises ont été faites en dehors de la société commerciale qui existait entre les acquéreurs. Il n'a point été stipulé de société particulière à raison de ces acquisitions : dès lors on ne peut voir dans les immeubles acquis que des propriétés particulières qu'il est impossible de rattacher à un titre commun ; chacune d'elles a son caractère spécial dans l'acte qui la constitue. Quoique réunies dans les mêmes mains, elles n'en demeurent pas moins distinctes : ce n'est pas l'identité des propriétaires, mais le principe de l'acquisition qui pourrait les faire confondre en une masse, et leur donner le caractère d'une universalité de biens. Le mode de partage proposé par le demandeur n'est praticable que lorsqu'il s'agit du partage d'une universalité de biens, c'est-à-dire de biens provenant d'une succession, d'une communauté, d'une société commerciale ou civile. Alors, le tout, c'est un tout formé de plusieurs parties qui est à par-

tager, et, pour opérer le partage de ce tout, il est nécessaire de réunir les divers objets particuliers qui le composent. Ce mode de division est inadmissible à l'égard des choses particulières acquises par des contrats séparés; chacun des objets forme à lui seul un tout dont le partage est indépendant de celui des autres objets précédemment ou postérieurement acquis par les mêmes propriétaires.

Le 10 juillet 1826, jugement du tribunal civil de Paris, qui, accueillant ce système, ordonne que les experts nommés seront tenus de distinguer, dans leur rapport, les meubles compris dans chaque acquisition, et de composer des lots de ceux qui, dans tel ou tel contrat, seront réputés partageables. — Mais, sur l'appel du sieur Paillard-Du Roy, a été rendu l'arrêt suivant.

Le 11 juillet 1827, ARRÊT de la cour royale d'Angers, de Farcy président, MM. Dubois, Chedevergue, J. et Bellanger avocats, par lequel :

« LA COUR, — Considérant qu'en première instance comme en appel, les parties s'accordent à demander qu'on fasse cesser l'indivision qui existe entre elles et qu'elles ne diffèrent que sur le mode de procéder à cette fin; — Considérant que les objets, à raison desquels il s'agit de régler les coindivisaires, sont la forge du Port-Brillet, mines, domaines, avec les bois et forêts que des acquisitions nombreuses successivement réunis à cet établissement; — Considérant que toutes ces acquisitions ont été faites par contrats séparés, mais que tous ces contrats contiennent la stipulation que l'on achète conjointement et par égale part, et au quart au quart; qu'ainsi la même proportion de participation existe sur chaque coacquéreur, par rapport à toutes les propriétés; dès lors la saisine de la loi s'étend sur leur masse indivise pour la faire entrer à l'éventualité d'un partage en nature, ou d'une licitation, au plus grand intérêt reconnu pour tous, et sans blesser les droits de chacun; — Considérant que, d'après le principe de la loi 2, au Digeste, *de rei vindicatione*, il n'importe qu'il y ait eu ou non société pour l'acquisition d'une chose soit commune entre ceux qui ont acheté cette même chose au même prix; que la raison de décider est la même pour plusieurs personnes; qu'il en est, en ce cas, des communistes ou coassociés comme des légataires et codonataires, auxquels les mêmes choses eussent été données par testament; que vainement, pour combattre ce droit social résultant de la force des choses, on oppose la clause insérée dans les actes, que l'acquisition se fait personnellement et hors la société; que, pour reconnaître la validité de cette clause n'est pas exclusive de la société des acquisitions, il suffit de remarquer que les mêmes parties s'étant liées par une société pri-

pour l'exploitation du bail du 15 mars au 7, où elles étaient son-
nées par parties aliquotes, inégales, et acquérant présentement, par les
actes d'acquisition, un droit égal du quart au quart, elles devaient
nécessairement, pour prévenir une confusion préjudiciable à leurs nou-
vels intérêts, avoir recours à une pareille clause: qu'au surplus, l'exis-
tence de cette société d'acquisition se révèle par la série des actes et des
transcriptions et consensus; qu'en effet, ayant d'abord acheté la forge
du Port-Brillet et ses dépendances, par acte du 21 mars 1818, les par-
ties paraissent avoir été dirigées dans les acquisitions postérieures
par des motifs de voisinage, de convenance et d'agrandissement
mutuel; qu'on voit que, si elles ont distrait de ces acquisitions ou
de quelques parties, ce n'a été que celles reconnues sans valeur in-
trinsèque ou relative; qu'il résulte de la^e correspondance des parties,
comptes qu'elles ont réglés, et de toutes les circonstances qui ont
accompagné ou suivi ces diverses acquisitions; que, loin que
le contrat ait formé une société particulière, tous ont été faits
avec une même intention, tous ont eu un même but, celui d'une so-
ciété d'acquisition relative à la forge du Port-Brillet;

Considérant que le droit des coindivisaires dans cette société, étant
constaté égal par rapport à toutes les propriétés, on doit chercher
le moyen le plus avantageux de faire cesser l'indivision; qu'évidemment
le plus avantageux de rapprocher, combiner et réunir, s'il y a lieu,
des propriétés, grandes ou petites, comprises dans les divers con-
trats qui, par leur agrégation, se communiquent réciproquement des
droits, soit pour être partagées, soit pour être licitées, que de les
diviser et de chercher à faire autant de partages ou de licitations
qu'il y a eu de contrats; opération qui, en dépouillant les propriétés des
liens de l'ensemble, auraient pour résultat de morceler les biens et
de laisser à chaque copartageant qu'un grand nombre de lots éloi-
gnés les uns des autres et de peu de valeur, ou de faire liciter des objets
réunis à d'autres, pourraient être commodément partagés, ce qui
est tout à la fois contraire à la fin que les parties se sont proposée en
contractant, aux intentions qu'elles ont manifestées au cours de leur ac-
quisition, aux avantages réels qu'elles aspirent à en retirer, et aux ré-
gles générales sur les partages;

Qu'en effet, suivant les dispositions des art. 823 et 824, s'il s'élève
des contestations sur le mode de procéder à un partage, l'estimation
des immeubles doit être faite par experts, lesquels doivent indiquer si
les immeubles peuvent être commodément partagés; que, suivant l'art.
825, si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il
faut procéder à la vente par licitation; et qu'enfin, suivant l'art.
826, dans la formation et composition des lots, on doit éviter de mor-
celer les héritages et de diviser les exploitations; d'où suit que, pour
parvenir au plus grand avantage communisé, les opérations des experts

doivent s'exercer sur la totalité des propriétés indiquées. — Par motifs, Met l'appellation et ce dont est appel au néant, émendant, ne que tous les biens compris dans les différents contrats d'acquisition seront vus et estimés par les experts dénommés au jugement, examineront d'abord si tous lesdits biens sont susceptibles ou non commodément partagés; en cas d'affirmative, présenteront un plan de partage en quatre lots, et au cas contraire, indiqueront s'il existe un autre mode plus avantageux aux copartageants; dans lequel cas ils formeront des masses des différentes propriétés qui, par leur situation, leurs produits et leurs convenances, se communiquent réciproquement de la valeur, ou qui, autrement, doivent être réunies à l'intérêt commun, auquel cas encore ils désigneront dans les masses celles qui peuvent être commodément partagées et en formeront des lots; s'expliqueront sur celles non commodément partageables, et feront du tout procès-verbal, pour, icelui, déposé au greffe du tribunal de première instance de Château-Gontier, être procédé, par le tribunal conformément à la loi. »

S.

COUR D'APPEL DE BESANÇON.

La radiation d'un militaire des contrôles d'un corps ne prouve par elle qu'une mesure intérieure de chaque régiment, elle ne prouve par elle même ni la désertion ni la libération du militaire rayé? (Rés. aff.)

En conséquence, ce dernier peut-il réclamer la totalité de la somme qui lui a été promise pour prix de récompense? (Rés. aff.)

— SIMON, C. BOIRIN.

Le tribunal de Gray, par jugement du 5 av. 1822, jugé dans un sens contraire; mais, sur l'appel, sa décision a été réformée. — Le fait est suffisamment expliqué dans l'arrêt qui suit.

Du 2 février 1828, ARRÊT de la cour de Besançon, M. de Mesmay président, MM. de Mesmay et Brevon, avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Clerc, premier avocat-général; — Attendu 1° qu'aux termes de l'art. 1154 du C. civ., les conventions régulièrement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, et doivent être exécutées de bonne foi; — Que, par un acte du 12 juin 1812, Jean-Baptiste Simon remplaça Jean-Baptiste Boirin dans l'un

les cohortes du premier bⁿ de la garde nationale mise en activité; qu'il a expressément convenu que, dans le cas où il resterait plus de deux sous les drapeaux, ou ne rentrerait que hors d'état de servir, il aurait droit à la totalité du prix stipulé; — Que, par un acte de l'autorité législative, du 11 janv. 1813, ces cohortes furent incorporées dans l'armée active; que Jean-Baptiste Simon fut immatriculé au 154^e régiment d'infanterie; qu'il y servit pendant tout le cours de cette année; — Que, par suite de maladie ou de blessures, il entra à l'hôpital militaire; que, l'armée ayant quitté le pays étranger, il ne put suivre son corps et se faire rayé des contrôles; qu'il ne fut toutefois ni signalé ni poursuivi comme déserteur; qu'il ne reparut point dans ses foyers ni ailleurs; que Jean-Baptiste Boirin ne fut point rappelé au service à raison de l'absence de son remplaçant; — Attendu 1^o que l'ordonnance du gouvernement provisoire, du 4 av. 1814, ne peut être invoquée; qu'elle est sans application à la cause actuelle; qu'elle prescrit le licenciement des conscrits de 1815, des bataillons de gardes nationaux récemment mobilisés par le décret impérial, des corps francs que d'autres décrets avaient organisés; qu'elle est étrangère aux régiments composant l'armée; que, s'il pouvait y avoir quelque doute, il serait levé par l'ordonnance royale du 15 mai suivant; qu'elle réputée en congé limité, et par conséquent à la disposition de l'état, tous les autres militaires précédemment en activité; que Jean-Baptiste Simon, incorporé dans le 154^e d'infanterie de ligne, était évidemment astreint à continuer le service ou à le reprendre s'il l'avait interrompu; — Attendu 3^o que les offres des intimés n'ont point été acceptées, il n'en peut résulter aucune fin de non recevoir contre les prétentions de ceux qui les ont faites; que la radiation des contrôles d'un corps n'est qu'une mesure d'ordre intérieur de chaque régiment; qu'elle a pour but unique, lorsqu'elle se fait sans autre désignation, de fixer le montant de la solde, la comptabilité particulière à chaque homme, la force effective du corps; qu'elle n'est point en elle-même une preuve de désertion ou de libération; qu'il n'est point établi que Jean-Baptiste Simon ait quitté volontairement le service; que tout indique qu'entré à l'hôpital comme malade ou blessé, il est décédé en pays étranger; que sa mort, par suite des circonstances où était alors l'administration militaire, n'a point été régulièrement constatée; que son absence a été déclarée conformément aux lois relatives aux militaires qui n'ont point reparu; qu'en cet état, ceux qui le représentent, autorisés à exercer ses droits, peuvent réclamer la totalité de la somme promise pour prix du remplacement de Jean-Baptiste Boirin; que les premiers juges, en la leur refusant sous prétexte que la condition stipulée dans l'acte du 7 juin 1812 n'était point réalisée, ont prescindé des règles qu'ils avaient à prendre pour base de leur décision; que c'est le cas de la réformer....; — Emendant

et faisant droit, condamne les intimés à payer aux appelants 3,000 fr. et cinq ans d'intérêts, à partir de la demande, etc. »

COUR D'APPEL DE BESANÇON.

Un créancier dont l'inscription ne frappe qu'une portion indivise de l'immeuble saisi peut-il demander la subrogation à la poursuite, en cas de négligence de la part du saisissant? (Rés. aff.) C. proc., art. 722.

REVERCHON, C. POGET.

Bonnefoi père et fils vendent à Poget une maison dont ils étaient propriétaires par indivis comme cohéritiers. Bientôt l'immeuble est saisi à la requête des mariés Colin. Un sieur Reverchon, créancier d'un seul des enfants Bonnefoi, demande la subrogation à la poursuite, attendu la négligence des saisissants. Poget, sur qui la saisie avait été faite, lui oppose l'art. 2205 du C. civ., qui porte que la part indivise d'un cohéritier ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels avant le partage ou la licitation, qu'ils peuvent provoquer, s'ils le jugent convenable. — Reverchon répond que la vente faite par les Bonnefoi père et fils équivaut à leur égard à une licitation. Au reste, il excipe de l'art. 722 du C. de proc., qui, autorisant la demande en subrogation pour cause de négligence, ne fait aucune distinction entre le créancier dont l'hypothèque frappe tous les biens saisis, et celui dont l'hypothèque ne frappe qu'une portion.

Le 12 mai 1827, un jugement du tribunal de Saint-Claude accueille la demande en subrogation. — Appel.

Et, le 26 janvier 1828, ARRÊT de la cour de Besançon, M. Alviset président, plaidant, MM. Bonnefoi et Mercy avocats, par lequel :

« LA COUR, — Attendu 1° que l'immeuble, objet de la saisie réelle pratiquée sur le défendeur, était dans sa totalité grevé d'hypothèque au profit des créanciers originellement saisissants; — Que depuis il le fut pour la part et portion appartenant au débiteur de celui que représente François Reverchon; qu'ensuite il fût vendu par tous les copropriétaires entre les mains de qui il était passé; — Que l'acquéreur ne purgea point les hypothèques et n'obtint point la radiation des inscriptions prises pour sûreté des créances inscrites; que, par procès-verbal, dont la régularité n'est point contestée, les premiers créanciers firent procéder à

la saisie immobilière, la dénoûèrent à tous les autres, notamment à Reverchon ou à celui qu'il représente; qu'elle devint ainsi commune à tous les intéressés;

Attendu 2° que l'art. 722 du code précité autorise tout créancier à demander la subrogation dans le cas qu'il détermine; que cet article n'en fait aucune distinction point entre l'individu dont l'hypothèque porte sur la totalité du bien saisi, et celui dont l'inscription frappe simplement une portion indivise; que cette disposition générale ne peut être modifiée ni restreinte, qu'elle est obligatoire pour les magistrats, comme les conventions particulières entre ceux qui les ont librement et volontairement souscrites;

Attendu 3° qu'il est constant en fait que les créanciers originaires du défendeur, après divers actes pour faire vendre le fonds que détenait le défendeur, interrompirent les poursuites; que la saisie ne fut point payée, non plus que les inscriptions faites au bureau de la conservation des hypothèques; que les délais prescrits pour demander et obtenir la subrogation s'étaient écoulés sans aucun acte de la part des saisissants; que François Reverchon, en cet état, put demander et obtenir d'être subrogé et de poursuivre, en son nom, la première saisie; que, dans ce cas, c'est le cas d'ordonner que les procédures commencées pour parvenir à la vente de l'immeuble saisi seront continuées; — Condamner, etc.

COUR D'APPEL DE NISMES.

La prescription de six mois établie par l'art. 108 du C. de com. pour toutes actions contre le commissionnaire et le voiturier, à raison de la perte ou avarie des marchandises, est-il applicable au cas où un paquet contenant des papiers a été remis à un tiers à qui il n'était pas adressé, et qui n'avait pas de mandat pour le retirer? (Rés. nég.)

PLAGNIOL, C. BIMARD.

Du 20 février 1828, ARRÊT de la cour de Nismes, M. Fajon président, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Enjalric, premier avocat-général; — Attendu que le paquet dont il s'agit fut remis à Nismes au bureau de la diligence du sieur Bimard, et parvint à celui de Mende portant l'adresse du sieur Plagniol, diligence restant; — Attendu qu'en délivrant ce paquet au sieur Duparc, ou à toute autre personne non autorisée par le sieur Plagniol à le réclamer en son nom, le sieur Bimard a manqué aux obligations qui lui étaient imposées en sa double qualité de voiturier et de dépositaire; qu'il a commis une faute dont il

doit subir les conséquences avec d'autant plus de raison que, comme on le prétend, certaines pièces que le sieur Plagniol prétend avoir renfermées dans le paquet ne s'y sont pas trouvées. Le sieur Bimard, en le remettant à un autre qu'au sieur Plagniol, ou à fondé de pouvoirs, lui a enlevé tout moyen de parvenir à prouver (supposant que le fait fût vrai) que ces pièces ont été soustraites, soit en route soit dans les bureaux du sieur Bimard, soit par celui auquel il a imprudemment délivré le paquet: — Attendu qu'il ne s'agit ni de perte ni de l'avarie du paquet, puisque le sieur Duparc convient qu'il est parvenu en ses mains; qu'il s'agit de la remise que le sieur Bimard en aurait faite à celui qui n'avait pas qualité pour le recevoir; que, lors, les dispositions de l'art. 108 du C. de com. ne sont nullement applicables, et que celles qui doivent être consultées sont exprimées dans l'art. 1931 du C. civ.; — Attendu que la réclamation du sieur Plagniol, bien qu'elle soit tardive, ne peut être considérée comme étant de part un abandon de ses droits.....; — Par ces motifs, sans s'arrêter à la prescription opposée par le sieur Bimard, non plus qu'à la prétendue reconnaissance du sieur Plagniol, — A Mis et Met l'appellation et dont est appelé au néant; — Emendant, et, par nouveau jugé, condamne le sieur Bimard à remettre au sieur Plagniol le paquet dont il s'agit dans le délai de quinzaine, à partir de ce jour, et, à défaut par lui de faire, le condamne à payer au sieur Plagniol, à titre de dommages et intérêts, la somme de 300 fr..... »

COUR D'APPEL DE PAU.

La déchéance prononcée par le décret du 25 fév. 1808, contre les créanciers des émigrés, devenus créanciers de l'état, et qui n'avaient point fait liquider leurs créances, peut-elle être invoquée par les émigrés rentrés en possession de leurs biens non vendus, en exécution de la loi du 5 déc. 1814? (Rés. aff.) (1)

Les créanciers des émigrés ont-ils été relevés de cette déchéance par la loi du 27 av. 1825, pour le capital seulement de leurs créances, et, par suite, sont-ils non recevables, après avoir formé opposition à la délivrance de l'indemnité, pour le montant du capital, à exercer un recours sur les autres biens de leurs débiteurs, pour le paiement des intérêts? (Rés. aff.)

(1) La cour de cassation a consacré une doctrine contraire dans la cause des héritiers de Castries, arrêt du 30 juil. 1822. Voy. ce Journal, t. 2 de 1823, p. 491. Voy. aussi le t. 1^{er} 1828, p. 530.

MARTIN-DUPOEY, C. HÉRITIERS DUPOEY.

En 1789, le sieur *Dupoey* souscrit une obligation de 20,000 fr. au profit du sieur *Martin-Dupoey*. Bientôt après le décès du sieur émigré, et ses biens sont confisqués; il décède sans être libéré; sa succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire par les dames *Zoé* et *Françoise Dupoey*. En 1807, jugement du tribunal d'Orthez qui, sur la demande de *Martin-Dupoey*, condamne les héritiers bénéficiaires du sieur *Dupoey* au paiement de l'obligation de 20,000 fr., avec les intérêts depuis l'échéance.

Martin-Dupoey n'était point encore payé, lorsqu'a été promulguée la loi du 27 av. 1825, en vertu de laquelle une indemnité a été accordée à la succession du sieur *Dupoey*. — Opposition à la délivrance de cette indemnité, et assignation en nullité de cette opposition de la part de *Martin-Dupoey*. Les dames *Dupoey* consentent à transférer au créancier optant, en rentes 3 pour 100, un capital nominal égal au capital réclamé; elles concluent à ce qu'on les déclare, moyennant ce transfert, entièrement libérées, et à ce qu'on déboute *Martin-Dupoey* des réserves qu'il fait d'exercer un recours contre elles pour les intérêts.

Jugement du tribunal civil d'Orthez qui accueille ces conclusions.

Appel de la part de *Martin-Dupoey*. L'article 18 de la loi du 27 av. 1825, disait-il, porte que les oppositions formées à la délivrance de l'indemnité n'auront d'effet que pour le capital de la créance; mais aucune disposition de la loi n'autorise que le créancier ne pourra exercer un recours sur les autres biens de son débiteur pour le paiement des intérêts. L'orateur du gouvernement a formellement déclaré le contraire dans l'exposé des motifs de la loi. « Nous croyons, disait M. de Martignac à la chambre des députés, que c'est être équitable envers tous deux (l'émigré et le créancier) que de ne pas admettre l'opposition à la délivrance de l'indemnité de la part des créanciers antérieurs à la confiscation, qu'à concurrence du capital seulement, et sans intérêts pour le passé.

— Remarquez bien, Messieurs, que le projet de loi n'entend faire porter cette restriction que sur l'indemnité. Elle ne porte aucune atteinte aux droits qui peuvent résulter, en faveur

des créanciers, des titres dont ils sont nantis, ni aux actes qui peuvent leur appartenir sur les autres biens, dans l'état actuel de notre législation. » — (Voy. sur ce point l'arrêt *Mollérat, contre de Nogué*; t. 2 1828, p. 139.)

Dira-t-on, continuait l'appelant, que les créanciers émigrés, devenus créanciers de l'état, ont été frappés de déchéance par le décret du 25 fév. 1808, et que, relevés de déchéance, seulement quant au capital, par la loi du 27 av. 1825, ils ne peuvent réclamer que ce capital? Ce raisonnement pécherait par sa base: car il est de jurisprudence certaine que le décret du 25 fév. 1808 n'a statué que dans l'intérêt du fisc, et que, nonobstant ce décret, les créanciers émigrés peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur les biens rendus à leurs débiteurs par la loi du 1^{er} déc. 1814. (Voy. l'arrêt de *Castries*, cité en note ci-dessus.)

Le 13 décembre 1827, ARRÊT de la cour royale de Paris, chambre civile temporaire, M. *Bascle de Lagrèze* président, MM. *Couget* et *Laborde* avocats, par lequel:

• LA COUR, — Vu l'art. 18 de la loi du 27 av. 1825, portant que les oppositions formées à la délivrance des inscriptions de rente par les créanciers des émigrés, antérieures à la confiscation, n'auront d'effet que pour le capital, et que les anciens propriétaires pourront se libérer des causes de l'opposition, en transférant auxdits créanciers, sur le montant de la liquidation en rente 3 pour 100, un capital nominal égal à la dette réclamée; — Attendu, sur la question qui consiste à savoir si les créanciers qui ont usé de la faculté de faire l'opposition que l'article leur accorde, peuvent recourir sur les autres biens de leurs débiteurs pour le paiement des intérêts de leurs capitaux; que les créanciers des émigrés, devenus créanciers directs de l'état, en vertu de la loi du 1^{er} flor. an 3, furent déclarés définitivement déchus de leurs créances non liquidées par le décret du 25 fév. 1808; que, sans doute l'art. 14 de la loi du 5 déc. 1814, en accordant un sursis aux émigrés pour le paiement de leurs dettes, semble supposer que, par l'effet de la restitution des biens non vendus, les rapports antérieurement existant entre les émigrés et leurs débiteurs ont été rétablis; cependant, comme cette loi garde le silence sur la déchéance encourue, et que même l'art. 1^{er} maintient tous les droits antérieurement acquis par l'effet des lois de la révolution, la disposition relative au sursis pouvait n'avoir trait qu'aux créances non éteintes, c'est-à-dire, à celles des créanciers renvoyés, par les lois des 6 flor. an 10 et 3 flor. an 11, à se pourvoir contre leurs anciens débiteurs; que les doutes que cette question, diverse-

ont jugé par les cours du royaume, présentait ont été évidemment
par l'art. 18 précité de la loi sur l'indemnité;

Qu'en effet, si les anciennes obligations eussent continué d'exister, la nouvelle loi n'aurait pu, sans porter atteinte aux droits des créanciers, borner au capital les effets de ces obligations sur des biens remis, ou à titre de libéralités, mais d'une juste restitution; qu'il faut donc reconnaître que les obligations étaient éteintes; et que la loi du 27 av. 1795 n'a voulu les faire revivre que pour le capital; que, sans doute, en dispensant du paiement des intérêts, cette loi ne s'explique que relativement à l'indemnité; mais puisque, en permettant aux débiteurs de se libérer du capital, elle ne fait aux créanciers aucune réserve quant aux intérêts, on ne peut supposer qu'elle ait voulu que l'accessoire subsistât encore, lorsque le principal serait éteint; que d'ailleurs l'état ne pouvant réparer tous les désastres de la révolution, les créanciers qui avaient déchu de leurs créances ne peuvent se plaindre de n'avoir été relevés de cette déchéance que pour le capital; tandis qu'il eût été évidemment injuste que les émigrés, qui ne reçoivent pas d'indemnités pour les jouissances antérieures, eussent été tenus des intérêts qui sont une charge des fruits, et de payer ainsi des arrérages qui, dans certains cas, auraient plus qu'absorbé l'indemnité; qu'enfin, si la dispense de payer les intérêts était bornée à l'indemnité, et ne s'étendait pas aux autres biens, comme l'indemnité, dès que les inscriptions sont délivrées, perd son caractère et se confond avec les autres biens, il en résulterait que la faveur accordée aux émigrés serait absolument illusoire, et que même elle tournerait contre eux; car ils ne jouiraient pas, pour les intérêts comme pour le capital, de la faculté de se libérer en rentes de 3 pour 100; et dès lors, bien que le texte de la loi ne soit pas expliqué en termes formels sur la question à résoudre, il est certain qu'on ne saurait réserver aux créanciers dont il s'agit, lorsqu'ils ont fait opposition sur l'indemnité, le droit de recourir sur les autres biens de leurs débiteurs, sans contrarier ouvertement l'esprit de la loi et s'écarter du but de justice et de réparation qu'elle s'est proposé; d'où il suit qu'il y a lieu de maintenir la disposition dont est appel; — Par ces motifs, Confirmer.

COUR DE CASSATION.

La donation en avancement d'hoirie faite par des père et mère à l'un de leurs enfants d'une somme d'argent qui n'est payable qu'après la mort des donateurs, mais dont ceux-ci s'obligent à servir les intérêts de leur vivant, est-elle une donation résoluble dans ses effets, suivant l'événement du partage?

En conséquence, la cession de la somme ainsi donnée n'a-

elle pu attribuer au cessionnaire que le droit, soit d'intervenir au partage, soit de s'opposer à ce qu'il se fasse en fraude de ses droits, et nullement celui de prendre inscription sur tous les biens des donateurs pour sûreté de la créance cédée? (Rés. aff.) C. civ., art. 894 et 1181.

MERLE, C. LAMBERT.

Les sieur et dame *Lambert*, en mariant leur fils aîné, lui ont, par son contrat de mariage, donation, en avancement d'hoirie, de la somme de 4,000 fr., sous la condition qu'elle ne sera exigible qu'à leur décès; et ils s'obligent à en servir jusqu'à là les intérêts aux donataires sur le pied de 5 pour 100.

Lambert fils transporte sa créance à *Moreteau*, qui la cède à son tour au sieur *Merle*. Celui-ci prend inscription sur tous les biens des donateurs. Après le décès des époux *Lambert*, leurs enfants procèdent au partage de leurs biens. Plusieurs d'entre eux prétendent que la donation, étant résoluble dans ses effets, n'a pu saisir leur frère de la propriété de la somme donnée, ni conséquemment affecter d'hypothèque tous les biens de leurs père et mère. Ils font, par suite, assigner le sieur *Merle* pour se voir condamner à restreindre son inscription hypothécaire aux seuls biens échus, par l'effet du partage, à leur frère aîné, son cédant et son seul débiteur.

Jugement qui rejette cette demande, sur le motif que la cession dont se prévaut *Merle* l'a saisi d'une créance sur la succession des auteurs communs, et non d'une créance personnelle à son cédant; qu'ainsi l'hypothèque de *Merle* frappe tous les biens des époux *Lambert*.

Sur l'appel, la cour de Dijon infirme ce jugement, et décide que la cession a bien pu constituer le sieur *Merle* créancier de *Lambert* fils, son cédant, mais non pas des époux *Lambert*; qu'ainsi cette cession ne lui a donné que le droit d'intervenir au partage, soit pour exercer les droits de *Lambert* fils, son unique débiteur, soit pour exiger que son lot fût fait conformément à la loi. — « Considérant, porte l'arrêt, que la constitution dotale faite à *Lambert* fils ne lui assurait rien autre chose d'exigible que les intérêts d'une somme de 4,000 fr. dont le capital était rapportable à la succession des père et mère, dans le cas où il aurait plu à ces derniers de la payer de leur vivant; que cette stipulation ne constituait

point Lambert fils créancier du capital dans la succession de son père et mère, dans le cas où il viendrait à y prendre part; — Considérant qu'un cessionnaire ne peut avoir de droits plus étendus que ceux de son cédant; — Qu'ainsi, soit la cession faite par Lambert fils à un tiers qui l'a transmise à Merle, soit les notifications qui ont été faites de la cession aux père et mère Lambert, soit enfin les inscriptions prises par les cessionnaires, n'ont pu attribuer à ces derniers, du vivant des père et mère Lambert, que le droit de percevoir annuellement les intérêts, que celui de s'opposer à ce que ce capital soit payé en d'autres mains que les leurs, dans le cas où il plaiderait aux père et mère de rembourser le capital de leur vivant, et enfin que celui de prendre hypothèque pour sûreté de la cession; — Qu'après le décès desdits père et mère Lambert cette cession n'a pu attribuer aux cessionnaires que les droits, soit d'intervenir au partage ou de s'opposer à ce qu'il fût fait en fraude de leurs droits, soit en exerçant les droits de Lambert fils, leur cédant, d'exiger que son lot fût fait conformément à la loi, et de réporter enfin sur ce lot les hypothèques qu'ils auraient prises sur les biens des père et mère; mais que cette cession ne constituait point les cessionnaires créanciers de la succession des père et mère Lambert, et ne pouvait produire l'effet de constituer les cohéritiers autres que le cédant, débiteurs personnels ou hypothécaires envers les cessionnaires; — Considérant que ces principes ont toujours été de règle certaine, et sont consacrés par le code civil; qu'il résulte du même code que, lorsque l'ayant-droit d'un des héritiers n'a point formé opposition au partage avant le partage, ou n'y est point intervenu, il ne peut plus critiquer le partage consommé que par l'action en fraude; que son hypothèque se restreint au lot de son cédant, et n'existe plus sur les biens des autres lots; — Considérant, en appliquant ces principes à l'espèce, que Merle, cessionnaire, n'étant point intervenu au partage, et n'exerçant pas l'action en fraude contre un partage qui d'ailleurs a été fait de bonne foi et sans fraude, n'a d'action personnelle et hypothécaire que contre son cédant et sur les biens seulement du lot de son cédant; que, n'étant ni créancier personnel ni créancier hypothécaire de la succession ou des autres héritiers, c'est sans droit qu'il a fait porter son inscription sur le lot des appelants, et que,

par suite, la demande en radiation formée par ces derniers devait être accueillie, etc. »

Pourvoi du sieur Merle. — Violation des art. 711, 894, 845, 868 et 869 du C. civ. — Fausse application de l'art. 885 du même code. Tel était le moyen de cassation articulé par le demandeur. La constitution dotale de Lambert fils, disait-il, était une donation entre vifs. Elle avait donc saisi à l'instant même le donataire d'une créance de 4,000 fr. sur la succession de ses père et mère. Il avait donc le droit de faire tous les actes nécessaires à la conservation de cette créance, par conséquent celui de prendre inscription sur les biens des donateurs pour garantie de la somme donnée; et ce droit, il est évident qu'il a pu le transmettre avec sa créance aux tiers qui ont traité avec lui. Vainement on oppose que la donation n'était faite qu'en avancement d'hoirie, et qu'elle était rapportable à la masse lors de l'ouverture des successions. Ces deux circonstances sont tout à fait indifférentes, et n'empêchaient point que le donataire ne fût saisi de la propriété de la somme donnée. En effet, aux termes des art. 868 et 869 du C. civ., les rapports des choses mobilières, comme l'argent, se fait toujours en moins prenant. Quant à l'irrévocabilité des dispositions immobilières faites en avancement d'hoirie, elle est incontestable. La preuve s'en tire de l'art. 845, qui autorise l'héritier renonçant à retenir le don entre vifs qui lui a été fait, jusqu'à concurrence de la quotité disponible. Lambert fils avait donc, au moment du transport, une créance certaine de 4,000 fr. sur les successions de ses père et mère. Peu importe qu'elle ne fût pas exigible : car le terme ne suspend pas l'engagement; il ne fait qu'en retarder l'exécution, et, comme Lambert fils aurait pu, en se tenant à la simple qualité de créancier, prendre inscription sur tous les biens des donateurs pour sûreté de sa créance, il est évident que son cessionnaire a nécessairement acquis le même droit.

Du 27 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Borel de Brétizel* président, M. *Pardessus* rapporteur, M. *Nicod* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Laplagne-Barris* avocat-général; — Attendu que les cours royales sont investies du droit d'interpréter les conventions des parties, et que cette interprétation ne peut

donner lieu à la cassation des arrêts que dans le cas où elle changerait la nature de l'acte interprété; — Attendu que l'arrêt attaqué s'est renfermé dans les limites du pouvoir qui appartenait à la cour; et qu'en déduisant du contrat de mariage, dont les clauses lui étaient soumises, que la donation dont l'objet a été cédé au demandeur était résoluble dans ses effets suivant l'événement du partage, puisqu'elle était faite en avancement d'hoirie; la cour royale de Dijon, loin d'avoir fausement appliqué l'art. 882 du C. civ., a justement décidé que le demandeur aurait dû conserver les droits qui lui avaient été transférés par une opposition au partage; — Que, d'ailleurs, et dans le fait par le résultat des condamnations prononcées à son profit, il a obtenu tout ce qu'il aurait eu droit d'exiger dans le cas où il aurait formé son opposition; —

RÉPONSE.

B.

COUR DE CASSATION.

Un arrêt rendu par défaut avant le jour auquel la cause avait été d'abord renvoyée par ordonnance du président peut-il être attaqué en cassation par le défaillant pour violation du droit de légitime défense, lorsque c'est sur la demande de l'avoué de ce dernier qu'a été avancé le jour où la cause devait être appelée ? (Rés. nég.)

L'ancienne jurisprudence, et notamment celle du parlement de Rouen, autorisait-elle le retrait successoral ? (Rés. aff.)

La législation intermédiaire avait-elle aboli le retrait successoral ? (Rés. nég.)

DELIVET, C. MORIN ET AUTRES.

Le 17 av. 1796, le sieur *Mignot de la Touraille* est décédé laissant un testament par lequel il légua à sa femme l'usufruit de tous ses biens. En l'an 9, plusieurs héritiers du sieur de la Touraille ont cédé leurs droits successifs au sieur *Delivet*. L'usufruitière a joui des biens de son mari jusqu'en 1825. A cette époque, ceux des héritiers de la Touraille qui n'avaient point cédé leurs droits successifs ont voulu écarter du partage le sieur Delivet, en lui remboursant le prix de la cession qui lui avait été faite en l'an 9.

Le sieur Delivet a soutenu que le retrait successoral ne pouvait être exercé dans l'espèce, qui était régie, ou par la coutume de Normandie, ou par les lois des 13 juin, 19 juil. et 10 déc. 1790, et les décrets des 13 mai 1792, 2 et 30 sept.

1793. En effet, disait-il, ni les lois ni la jurisprudence n'avaient établi le retrait successoral dans la province de Normandie. Les lois *per diversas et ab anastasio* ne disposaient qu'à l'égard des cessionnaires de droits *litigieux*, ainsi que le reconnaissent tous les auteurs; et si la jurisprudence du parlement de Paris étendit abusivement cette disposition aux cessionnaires de droits *non litigieux*, le parlement de Rouen n'adopta point cette jurisprudence, comme l'enseigne Flaust, t. 2, p. 314. (Voy. aussi M. Merlin, Répertoire, v. *Droits successifs*.) D'ailleurs, alors même que la coutume de Normandie aurait autorisé le retrait successoral, il est certain que ce retrait a été aboli par les lois des 13 juin, 19 juil. et 10 déc. 1790, et les décrets des 13 mai 1792, 2 et 30 sept. 1793, qui ont supprimé le retrait lignager, et ont déclaré étendre la suppression à toutes les autres espèces de retraits. S'il restait quelque doute sur ce point, il serait levé par le décret du 19 flor. an 2, qui décida formellement que le retrait successoral avait été compris dans la suppression prononcée par les lois précédentes contre toutes sortes de retraits. On objecte, il est vrai, que ce décret n'a point été promulgué dans les formes légales; mais, par cela même qu'il est inséré dans plusieurs collections de lois, notamment dans celle de Baudouin (t. 42, p. 118), n'est-il pas vraisemblable qu'il a été publié par la voie du bulletin de correspondance? Et s'il ne contient pas la clause formelle qu'il sera inséré dans ce bulletin, c'est qu'il est de trois mois antérieur au décret du 30 therm. an 2, qui a rendu cette clause nécessaire.

Le 31 mai 1826, jugement qui décide que le retrait successoral peut être exercé par les héritiers du sieur Touraille, — Attendu que la cession de droits successifs a été faite au profit de Delivet, les 19 vent. et 2 germ. an 9, par conséquent sous l'empire de la coutume de Normandie; — Que, suivant le sentiment de la plupart des auteurs, la faculté d'exercer le retrait successoral, consacré depuis par l'art. 841 du C. civ., formait, avant sa promulgation, le droit commun de la France, et qu'elle était surtout parfaitement en harmonie avec l'esprit de la coutume de Normandie, qui tendait principalement à conserver les biens dans les familles; — Que l'existence du retrait successoral dans cette coutume, par suite de l'application des lois *per diversas et ab Anastasio*,

se trouve confirmée non seulement par l'opinion de Demerville (note sur l'art. 467 de la coutume), et de Flaust (t. 2, p. 211), qui pensent l'un et l'autre que les cohéritiers sont en droit de rembourser l'étranger auquel un autre cohéritier avait cédé ses droits successifs, mais encore par plusieurs arrêts de la cour de Caen, à la date des 10 flor. an 12, 4 janv. 1808, 28 juil. 1809, 4 fév. 1811, 13 sept. 1813 et 17 juin 1818, arrêts qui tous ont formellement consacré le principe que le retrait successoral avait lieu en Normandie; — Attendu d'ailleurs qu'il est maintenant de jurisprudence constante que le retrait successoral n'a point été aboli par les lois transitoires. »

Le sieur Delivet a interjeté appel de ce jugement devant la cour royale de Caen. La cause avait été renvoyée, par ordonnance du président, au 20 juil. 1826; mais à l'audience du 14 de ce mois, l'avoué du sieur Delivet demanda le renvoi de l'affaire au lendemain. — Le lendemain 15, le défenseur du sieur Delivet n'ayant point comparu, la cour de Caen rendit un arrêt per défaut qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirma leur jugement.

Le sieur Delivet s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, d'abord pour violation du droit de défense, en ce que la cour avait statué sur l'appel avant le 20 juillet, jour auquel la cause avait été renvoyée; par ordonnance du président. Le demandeur soutenait que l'arrêt attaqué avait en outre fausement appliqué les lois *per diversas et ab Anastasio*, qui n'autorisaient pas le retrait successoral des droits *non litigieux*, et violé les lois précitées des 13 juin, 19 juil. et 10 déc. 1792, et les décrets des 13 mai 1792, 2 et 30 sept. 1793; qui avaient aboli le retrait successoral tout aussi bien que les autres retraits.

Le 20 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Brétizel président, M. Mestadier rapporteur, M. Piet avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Attendu, sur le 1^{er} moyen, qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'à l'audience du 14 juil. 1826, l'avoué des demandeurs en cassation avait demandé le renvoi de la cause au 15, jour où fut rendu l'arrêt, et que les demandeurs ne sont pas moins non recevables que mal fondés à prétendre, d'après une fixation antérieure, qu'il y a eu violation du droit de légitime défense.

• Attendu, sur les 1^{er} et 3^{es} moyens, que, par actes authentiques des 19 janv. et 2 germ. an 9, le sieur Delivet, père et beau-père des demandeurs, avait acheté les droits successifs de plusieurs des héritiers du sieur Mignot de la Touraille, décédé le 17 av. 1796, laissant à sa veuve l'usufruit de tous ses biens, et que la veuve usufruitière étant décédée le 14 mars 1825, le sieur Morin, l'un des autres héritiers du sieur Mignot, forma, contre le cessionnaire, une demande en subrogation, demandée à laquelle accédèrent, en intervenant, plusieurs autres héritiers, et qui fut accueillie par l'arrêt attaqué;

• Attendu que le droit d'offrir produisant l'effet immédiat de prévenir ou de terminer un procès, consacré par les lois *per diversas et ab Anastasio*, avait été étendu et appliqué par la jurisprudence de presque tous les parlements, et notamment par la jurisprudence du parlement de Rouen, aux ventes de droits successifs faites par un ou plusieurs héritiers à un étranger;

• Attendu que ce droit, différant essentiellement des retraits qui, intentés par des actions rigoureuses, occasionnaient des procès très multipliés, n'a été abrogé ni par les lois des 12 juin et 12 juil. 1790, qui n'en parlent pas, ni par le décret du 19 flor. an 2, qui, n'ayant pas été légalement publié, n'est pas devenu loi de l'état, ni par les décrets intermédiaires; qu'il y a même raison de décider pour l'extension admise par l'ancienne jurisprudence que pour l'exécution stricte des lois *per diversas*, et que, dès lors, l'action en subrogation doit continuer d'être régie suivant l'esprit des lois d'où elle dérive;

• Attendu enfin qu'en faisant même abstraction de l'extension donnée par l'ancienne jurisprudence au principe des lois *per diversas*, et en appréciant l'action en subrogation à une vente de droits successifs universels faite à un étranger, d'après des règles et des principes qui lui soient propres, il faudrait encore reconnaître que le droit de subrogation, admis dans l'intérêt des familles pour empêcher des étrangers de pénétrer leurs secrets et d'apporter le trouble et les dissensions dans les partages, n'a jamais été virtuellement proscrit par aucune loi; et que, loin d'avoir violé aucune loi, l'arrêt de la cour royale de Caen a, au contraire, fait une juste application des principes relatifs à la matière; — *Rejet*, etc. S.

COUR DE CASSATION.

Quoique les objets saisis pour fraude, par l'administration des douanes, ne puissent être revendiqués par les propriétaires, ni le prix réclamé par des créanciers au préjudice d'une saisie déclarée valable, néanmoins les propriétaires peuvent-ils intervenir pour réclamer lesdits objets, sauf à être statué, ainsi que de droit, sur leurs interventions?

et réclamation ? (Rés. aff.) Loi 22 août 1791, art. 5, tit. 12; loi 9 flor. an 7, tit. 4, art. 12.

Celui qui s'est inscrit en faux contre un procès-verbal des préposés des douanes est-il tenu de faire EN PERSONNE, ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, le dépôt des moyens de faux et des noms et qualités des témoins ? (Rés. nég.)

Un avoué peut-il représenter l'inscrivant en faux ? (Rés. aff.) Lorsque celui qui veut s'inscrire en faux sait écrire et signer doit-il, à peine de nullité, faire sa déclaration par écrit en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire ? (Rés. aff.)

La déclaration ne doit-elle être reçue et signée par le juge et les greffiers que dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer ? (Rés. aff.)

LES DOUANES, C. POGGIOLI, FICARELLA ET AUTRES.

Ainsi jugé par ARRÊT du 1^{er} juin 1827, M. Portalis président, M. de Chamereyne rapporteur, M. Laplagne-Barris avocat-général, M. Teste-Lebeau avocat.

COUR DE CASSATION.

La fabrication d'un certificat d'indigence ou autre, ayant pour objet de procurer des secours aux personnes désignées, n'est-elle punissable que des peines correctionnelles déterminées par l'art. 161 du C. d'inst. crim., même dans le cas où il porterait la fausse empreinte d'un sceau de sous-préfecture ? (Rés. aff.)

La circonstance du faux timbre ne doit-elle être considérée que comme l'accessoire du faux certificat, dans le but unique d'inspirer plus de confiance et de se procurer des secours pécuniaires ? (Rés. aff.)

DUMONT, C. MINISTÈRE PUBLIC.

Du 25 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bille president, M. Brière rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général, Vu l'art. 161 du C. pén., ainsi conçu : « Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — La même peine sera appliquée 1° à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originaire-

• ment véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle
 • laquelle il a été primitivement délivré; 2° à tout individu qui se
 • servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié. »

• Attendu que, si, d'après les dispositions de l'art. 142 du C. pén.
 ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autori-
 quelconque ou d'un établissement particulier de banque ou de comm-
 ce, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contref-
 doivent être punis de la réclusion; cependant, en conformité de l'art.
 161 ci-dessus transcrit, ne sont passibles que des peines correctionnelles
 les portées audit article ceux qui auraient fabriqué, sous le nom d'un
 fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, d'ind-
 d'indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du
 gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à leur
 procurer places, crédit ou secours; que les mêmes peines sont applica-
 bles à ceux qui auraient falsifié un certificat de cette espèce, et à tout
 individu qui se serait servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié;

• Et Attendu que *Charles-Constant Dumont* était déclaré, par le jury,
 coupable 1° d'avoir, dans les premiers mois de 1827, mendié en ré-
 nion; 2° d'avoir, à la même époque, et de complicité, fait usage de faux
 certificats datés d'Oussie, le 25 fév. 1827, fabriqués sous le nom de
 maire de ladite commune, et paraissant constater un incendie et d'au-
 tres circonstances propres à appeler sur les individus y désignés la bien-
 veillance du gouvernement ou des particuliers, et à leur procurer des
 secours pécuniaires, sachant que lesdits certificats étaient faux; 3° d'a-
 voir, à la même époque, et de complicité, fait usage d'un faux timbre
 de la sous-préfecture de Mantes, soit en l'apposant ou le faisant appo-
 sur lesdits certificats, au bas des fausses légalisations et signatures at-
 tribuées au sous-préfet de Mantes, soit en se faisant délivrer des autori-
 tions de quêter dans diverses communes des secours pécuniaires, sur
 la foi de la légalité dudit timbre, et cela sachant que ce timbre était
 faux;—Que, dans cet état des faits déclarés constants, ledit *Dumont*
 était passible, et à cause du fait aggravant de la mendicité, que du mé-
 mum des peines correctionnelles portées aux art. 161, 281 et 282
 C. pén.;—Que la circonstance du faux timbre n'était qu'un accessoire
 des faux certificats, dans le but unique d'inspirer plus de confiance
 de se procurer des secours pécuniaires dans les diverses communes
 il a été autorisé à quêter, et ne changeait pas la nature desdits cer-
 cats; que du tout il ne résultait ni lésion envers des tiers, ni préjudice
 envers le trésor public, qui pussent donner lieu à l'exception portée
 l'art. 162;—Que cependant la cour d'assises du département de Se-
 et-Oise a condamné ledit *Dumont* à la réclusion et aux peines ac-
 soires du faux; en quoi faisant, cette cour a fausement appliqué l'art.
 142 du C. pén., et violé l'art. 161 du même code.—En conséquence
 CASSE et ANNULE l'arrêt rendu par la cour d'assises du département
 Seire-et-Oise, le 19 déc. 1827, contre *Charles-Constant Dumont*. »

COUR DE CASSATION.

Lorsque le contrat d'acquisition d'un immeuble hypothéqué a été notifié aux créanciers inscrits avec offre de la part de l'acquéreur de payer le prix, mais que cette notification et cette offre sont restées sans effet, si l'acquéreur revend l'immeuble, et qu'un ordre s'ouvre pour la distribution du prix de la vente, un créancier du vendeur originaire, qui n'a point renouvelé son inscription, dont les dix ans ont expiré après la notification du premier contrat, mais avant la notification du second, peut-il être colloqué par préférence aux créanciers du premier acquéreur, sous prétexte que son inscription ayant eu son effet légal par suite de la première notification, n'avait plus besoin d'être renouvelée ? (Rés. nég.) C. civ., art. 2134 et 2154.

DECROIX, C. VIMAL-DUBOUCHET.

Cette question, entièrement neuve, a été ainsi résolue dans l'espèce suivante.

Le 21 av. 1804, les enfants *Vimal-Laboissonnie* vendirent au sieur *Fénérol* le domaine de *Laboissonnie*, qui était affecté hypothécairement au profit des héritiers *Vimal-Dubouchet*, pour le paiement d'une créance de 38,000 fr. L'hypothèque des héritiers *Vimal-Dubouchet* avait été inscrite le 14 juin 1799. — Le sieur *Fénérol* fit transcrire son contrat d'acquisition, et, par acte du 31 déc. 1806, il le notifia aux créanciers inscrits, avec offre de payer le prix. Mais cette notification et cette offre ne furent suivies d'aucun effet.

En 1807, le sieur *Fénérol* souscrivit au profit du sieur *Decroix* une obligation de 19,920 fr., avec hypothèque sur le domaine de *Laboissonnie*. Le sieur *Decroix* fit inscrire immédiatement son hypothèque. La même année il acheta du sieur *Fénérol*, avec le sieur *Touzet*, le domaine de *Laboissonnie*. Les acquéreurs font transcrire leur contrat le 17 déc. 1807, et les choses demeurèrent en cet état jusqu'en 1816.

A cette époque les héritiers *Vimal-Dubouchet*, dont l'inscription n'avait point été renouvelée depuis 1799, font sommation aux sieurs *Decroix* et *Touzet* de payer ou de délaisser. Ces acquéreurs notifient alors leur contrat, en déclarant

qu'ils sont prêts à acquitter sur-le-champ les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence du prix de la vente. Le 10 mars 1817, un ordre s'ouvre pour la distribution de ce prix.

Le juge-commissaire colloque en premier rang les héritiers Vimal-Dubouchet, à la date de leur inscription de 1799. Le sieur Decroix est colloqué dans un rang inférieur à la date de son inscription de 1807. — Les parties contestent et sont renvoyées à l'audience.

Le 23 av. 1824, jugement du tribunal de première instance de Thiers qui rejette la collocation des héritiers Vimal-Dubouchet, attendu que leur inscription est périmée à défaut de renouvellement dans les dix ans.

Mais, sur l'appel, arrêt de la cour royale de Riom, du 8 fév. 1825, qui infirme le jugement de première instance et maintient le classement provisoire fait par le juge-commissaire. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus :

« Considérant que l'inscription prise par les héritiers Vimal-Dubouchet sur les biens immeubles appartenant aux Vimal-Delaboissoune, le 26 prair. an 7 (14 juin 1799), en vertu de titres qui leur conféraient une hypothèque, était dans toute sa vigueur, lorsque, par un acte du 1^{er} flor. an 12 (21 av. 1804) les Vimal-Delaboissoune ont vendu à Georges Fénérol les immeubles grevés; — Considérant que Fénérol, devenu acquéreur, pour parvenir à purger les hypothèques qui grevaient les immeubles par lui acquis, a fait transcrire son contrat de vente le 1^{er} flor. an 12, et l'a ensuite fait notifier aux créanciers inscrits par acte du 31 déc. 1806, temps auquel l'inscription prise par les Vimal-Dubouchet conservait toute sa force, et était susceptible de produire tous les effets qui lui étaient attribués par la loi; — Que, lors de cette notification, Fénérol a offert de payer le prix de la vente aux créanciers inscrits; qu'il s'est à cet instant même formé un contrat judiciaire entre l'acquéreur qui notifiait et les créanciers dont les inscriptions étaient encore en vigueur; que, par suite de ce contrat judiciaire, les inscriptions avaient produit tout leur effet légal; qu'il ne s'agissait plus que de régler le rang des créanciers entre eux, et qu'ils étaient dès lors dispensés de renouveler des inscriptions afin de conserver sur les immeubles vendus des hypothèques qui se trouvaient complètement réalisées, et se trouvaient changées en action sur le prix; — Que cette action sur le prix des immeubles vendus ne pouvait, dans aucun cas, devenir contre l'acquéreur une simple action personnelle tout-à-fait indépendante de l'action hypothécaire; qu'elle était une suite immédiate de l'hypothèque conférée par le précédent propriétaire, et conservée par une inscription, seu-

mode exigé par la loi; — Considérant qu'il y avait bien, à la vérité, une action personnelle contre l'acquéreur qui avait fait notifier son contrat, pour le forcer à rapporter le prix de la vente qui lui avait été consentie; que cette action résultante du contrat judiciaire qui s'était formé par l'acte de notification pouvait s'exercer non seulement sur les biens par lui acquis, mais encore sur tous ceux qui pouvaient lui appartenir, quelle que fût leur origine; mais qu'elle ne pouvait pas néanmoins changer la position des créanciers relativement aux droits qu'ils avaient conservés sur les immeubles et au prix qui avait été irrévocablement fixé par le silence qu'ils avaient gardé pendant le délai qui leur était accordé pour faire une surenchère;

• Considérant que Georges Fénérol, devenu acquéreur des immeubles Delaboissonnie, ayant pris les mesures indiquées par la loi pour purger les hypothèques qui les grevaient, a bien pu de son chef contracter des obligations et grever les mêmes immeubles d'hypothèques qui lui fussent personnelles; mais, dans aucun cas, elles ne pouvaient devenir utiles et être exercées qu'après une distraction préalable du prix qu'il s'était engagé de payer aux créanciers inscrits sur le précédent propriétaire; — Que la propriété qui réside sur la tête d'un acquéreur doit bien être considérée comme pleine et entière, quant aux droits de disposer de la chose ainsi que bon lui semble, mais sous la condition toutefois d'en acquitter le prix entre les mains du vendeur, car si la principale obligation de celui-ci est de délivrer la chose vendue, celle de payer le prix est une condition tellement impérative, que la vente est toujours résolable tant qu'elle n'est pas accomplie et qu'il ne s'est pas écoulé un temps suffisant pour la prescription; que tel est le résultat des art. 1654 et 2182 du C. civ.; — Que, si le vendeur, qui se trouverait toujours exposé aux poursuites de ses créanciers qui auraient été désintéressés en recevant de la part de l'acquéreur le prix de la vente qu'il aurait consentie, formait une demande en résolution de la vente, faute de paiement du prix, la propriété rentrerait nécessairement dans ses mains dégagée de toutes les hypothèques dont son acquéreur aurait pu la grever, et redeviendrait alors le gage de ses créanciers, sans qu'il pût exister aucune concurrence entre les créanciers de ce vendeur qui auraient fait prononcer la résolution de la vente, et ceux de l'acquéreur contre lequel elle aurait été prononcée;

• Considérant que, si la publicité est la base principale du régime hypothécaire établi par le code civil, elle ne peut être considérée que respectivement aux personnes qui se trouvent intéressées à ce qu'elle existe, quant aux biens qui font l'objet des constitutions d'hypothèques ou qui sont aliénés; que, dans l'espèce, elle existait parfaitement, puisque l'inscription des Vimal-Dubouchet était en pleine vigueur lors de l'obligation consentie par Fénérol au profit de Decroix, le 2 janv. 1807,

alors que lors de la vente du 12 déc. de la même année, et encore lors de la transcription de cet acte, le 17 du même mois de déc. : — Considérant que Decroix, en achetant de Fénelon, a dû s'assurer non seulement des hypothèques qui pouvaient grever les biens qu'il vendait de son chef, mais encore du chef des précédents propriétaires, et s'assurer des titres de propriété qui avaient opéré la transmission de ses biens entre les mains de son vendeur, ainsi que des quittances du prix de ces mêmes biens, puisque, sans cette précaution, il devait toujours avoir à craindre ou l'exercice des hypothèques des créanciers inscrits ou la demande en résolution de la part des vendeurs; — Considérant dès lors, soit que l'on considère la position des parties en point de fait, soit que l'on s'arrête au point de droit, que les parties de Devissac (les héritiers Vital-Dubouchet) doivent obtenir la préférence sur le prix de la vente Delaboissonnie, respectivement aux créanciers personnels de Fénelon ;

Pourvoi en cassation de la part du sieur Decroix pour violation des art. 2134 et 2154 du C. civ. D'après ces articles, disait-on pour le demandeur, l'inscription, qui seule règle le rang de l'hypothèque, cesse d'avoir effet si elle n'est renouvelée dans les dix ans. Il est vrai que le renouvellement n'est pas nécessaire si, avant l'expiration des dix ans, l'inscription a produit son effet légal. Mais, en matière de vente volontaire, cet effet est-il produit, comme l'a décidé l'arrêt attaqué, par la notification du contrat aux créanciers inscrits? Cette question donne lieu à une distinction, ou le défaut de renouvellement est opposé aux créanciers par d'autres créanciers du vendeur, ou il leur est opposé par les créanciers hypothécaires du premier acquéreur, ou par un second acquéreur. Cette dernière espèce est celle du procès; or, voici comment s'exprime sur ce point M. Persil : « A l'égard de l'acquéreur et des créanciers déjà inscrits, rien de plus naturel que de dispenser du renouvellement. L'acquéreur, ainsi que nous l'avons dit, doit le prix qu'il a offert de payer. Il est désormais obligé personnellement. Mais, à l'égard de l'immeuble et du tiers auquel l'acquéreur pourrait donner des droits, il ne doit pas en être de même. Par cela que les inscriptions ne sont pas renouvelées dans les dix ans, et qu'elles sont ainsi périmées, l'immeuble en est affranchi et doit passer libre entre les mains soit d'un nouvel acquéreur, soit des créanciers auxquels le premier l'a donné en hypothèque; autrement le système hypothécaire serait renversé, et la publicité, dont

ne observerait que l'ombre, ne servirait qu'à mieux tromper ceux qui voudraient prêter à l'acquéreur. » (Voy. Régime hypothécaire ; sur l'art. 2154 du C. civ.) M. Grenier enseigne aussi que, par la notification du contrat, le créancier n'est pas dispensé du renouvellement à l'égard des acquéreurs successifs de l'immeuble et des créanciers personnels de ces acquéreurs. (Traité des hypothèques, t. 1^{er}, p. 233 et 234.) A la vérité, M. Grenier semble ailleurs établir une différence entre les créanciers d'un premier acquéreur et ceux d'un second et d'un troisième ; mais, outre que cette distinction n'est aucunement justifiée, elle ne prouve rien contre le sieur Deordix ; car, s'il est créancier du premier acquéreur, il est aussi deuxième acquéreur lui-même : d'où il suit que si cette distinction l'atteint dans la première de ces deux qualités, elle le protège dans la seconde ; ce qui suffit pour sa sécurité.

L'avocat du demandeur soutient ensuite qu'après la notification du contrat les créanciers du vendeur, même pour conserver leur rang *entre eux*, doivent renouveler leurs inscriptions à l'expiration des dix ans, parce qu'on ne peut pas dire que, par la notification du contrat, l'inscription a produit son effet légal. Quand un acquéreur veut purger, il déclare, en notifiant son contrat d'acquisition, qu'il est prêt à acquitter les dettes et charges hypothécaires (C. civ., art. 2184). Après cette déclaration, tout créancier inscrit peut surenchérir (art. 2185). S'il n'est fait aucune surenchère, la valeur de l'immeuble est définitivement fixée, et le nouveau propriétaire est libéré de tout privilège et hypothèque en payant le prix aux créanciers qui seront en ordre utile, ou en le consignait. Mais qu'y a-t-il dans ces dispositions qui fasse cesser pour le créancier l'obligation de renouveler ? La déclaration faite par l'acquéreur qu'il est prêt de payer ne peut avoir cet effet. Si le nouveau propriétaire est libre de toute hypothèque en payant son prix, c'est là une disposition uniquement en sa faveur, et qui ne concerne en rien les droits et les obligations des créanciers *entre eux*.

A la vérité, on voit dans l'art. 2186 que le prix de l'immeuble est irrévocablement fixé ; mais qu'en conclure ? Une seule chose : c'est qu'il n'y a plus pour l'acquéreur de surenchère à craindre. En tirer la conséquence que le prix est acquis à

tel ou tel créancier de manière à ce qu'il soit dispensé de faire tous actes conservatoires, c'est tomber dans une grave erreur, puisque l'art. 2186 s'occupe uniquement de l'intérêt de l'acquéreur. D'ailleurs, aux termes de cet article, ce n'est qu'en payant ou en consignait le prix que l'acquéreur est libéré de tout privilège et hypothèque. Tout n'est donc pas terminé par la notification du contrat, et les droits des créanciers ne sont irrévocablement fixés que par la consignation. Mais comme, hors le cas d'une consignation, l'acquéreur n'est libéré qu'en payant, et qu'il ne peut payer que sur un ordre, il faut en conclure que le créancier n'a jusqu'à qu'une expectative, ou que du moins son inscription n'a point produit ce qu'on peut appeler son effet légal. A l'appui de ce système on citait un arrêt de la cour de cassation, du 9 août 1821 (1).

On soutenait, en second lieu, pour le demandeur, que l'arrêt attaqué avait violé ou faussement appliqué l'art. 2166 du C. civ. Les héritiers Vimal-Dubouchet, disait-on, étaient créanciers des enfants Vimal-Laboissonnie. Ceux-ci ont vendu l'immeuble hypothéqué au sieur Fénérol, qui l'a revendu au sieur Decroix. Le sieur Decroix n'est point personnellement débiteur des héritiers Vimal-Dubouchet; il n'est à leur égard qu'un simple tiers détenteur, et il repousse leur action par le dilemme suivant: Ou votre inscription, prise en 1799, a produit son effet légal par la notification qui vous a été faite le 31 déc. 1806, à la requête du sieur Fénérol; ou bien votre inscription a conservé, nonobstant cette notification, ses caractères primitifs. Au premier cas, vous avez eu, au lieu d'une action réelle, une action personnelle contre le sieur Fénérol, acquéreur, pour le forcer de verser dans vos mains le montant de son acquisition. Mais je ne suis pas cet acquéreur ni son héritier, dès lors votre action ne peut m'atteindre. Au second cas, et si votre inscription n'a pas produit son effet par la notification du 31 déc. 1806, vous de-

(1) Voy. t. 1^{er} 1822, p. 241; — nouv. éd., t. 23, p. 589. Voy. aussi, dans le même sens, un arrêt de la cour de Lyon, du 17 août 1822, t. 3 1823, p. 473; un arrêt de la cour de Caen, du 6 av. 1824, t. 2 1827, p. 523, et M. Merlin, ad. au Répert., t. 16, v^o *Inscription hypothécaire*, § 8 bis, n^o 5.

viez la renouveler à l'expiration des dix ans, et c'est à cette condition seulement que vous pouviez suivre l'immeuble entre les mains d'un second acquéreur, conformément à l'art. 2166.

Vainement la cour de Riom considère que le vendeur a le droit de demander la résolution de la vente à défaut de paiement du prix. Ce principe ne s'applique pas à la cause ; car les héritiers Vimal-Dubouchet ne sont ni vendeurs ni héritiers des vendeurs, et, pour exercer l'action résolutoire du chef de leurs débiteurs, il aurait fallu qu'ils les missent en cause. Or, ni le sieur Fénérol, ni les enfants Vimal-Laboissoune, du chef desquels l'action résolutoire aurait pu être intentée, n'ont figuré au procès. Cette action n'a point été formée ; si les adversaires se croient fondés à l'exercer, ils doivent le faire par une action principale suivie régulièrement. Vainement encore oppose-t-on que, quoique l'inscription des Vimal-Dubouchet n'ait point été renouvelée, le sieur Decroix a eu une connaissance personnelle et légale de son existence. Pour qu'une hypothèque produise effet à l'égard des tiers, la loi exige qu'elle soit rendue publique par le moyen de l'inscription ; c'est donc une inscription qu'il faut : admettre comme équivalent la connaissance que l'on pourrait ou devrait avoir de l'hypothèque, c'est, suivant M. Grenier (t. 1^{er}, p. 238, note 1^{re}), méconnaître le principe général d'après lequel, « lorsque la loi a établi une forme spéciale sous laquelle un particulier doit avoir connaissance d'un fait, cette connaissance ne peut résulter que de l'acte prescrit par la loi pour le prouver. » La jurisprudence est d'ailleurs formelle sur ce point. (Voy. arrêt de la cour de cassation, du 12 oct. 1808, t. 2 1808, p. 455; nouv. édit., t. 9, p. 602.)

C'est à tort enfin qu'on veut tirer avantage de ce que l'inscription des Vimal-Dubouchet était en pleine vigueur au moment de l'acquisition et de la transcription faite par le sieur Decroix. Quand cet acquéreur fit, le 28 déc. 1816, notifier son contrat, l'inscription était périmée ; et comme le lien entre l'acquéreur et les créanciers inscrits ne se forme que par la notification, il est de toute évidence que le sieur Decroix n'a jamais été engagé personnellement envers les héritiers Dubouchet, et que l'effet de leur inscription n'a jamais dû ni pu l'atteindre.

Pour les héritiers Vimal-Dubouchet, défendeurs à la cassation, on a dit que l'inscription produit son effet légal dès que le contrat d'acquisition de l'immeuble hypothéqué est notifié aux créanciers inscrits, avec offre de payer le prix que la jurisprudence est fixée sur ce point par des arrêts de cours de Paris, de Bordeaux et de Montpellier (1), tandis que l'arrêt de la cour de cassation, invoqué par le demandeur, n'est relatif qu'aux ventes sur expropriation forcée, et ne peut dès lors être invoqué dans l'espèce, où il s'agit d'une vente volontaire; que l'inscription ayant produit son effet légal par la notification, il est, dès ce moment, inutile de la renouveler, car elle ne peut plus tomber en péremption, qu'il n'y a point à distinguer si le défaut de renouvellement est opposé par des créanciers du vendeur ou par des créanciers de l'acquéreur; que, dans tous les cas, la péremption est impossible et le renouvellement inutile, puisque l'inscription a produit son effet légal par la notification du contrat. En supposant, ajoutait-on, que ce principe puisse souffrir quelque exception, et que le renouvellement fût nécessaire à l'égard d'un second acquéreur ou de ses créanciers, il est certain qu'il n'est point nécessaire à l'égard des créanciers du premier acquéreur; telle est l'opinion de M. Grenier, citée par le demandeur. Or le sieur Décroix figurait dans l'ordre en qualité de créancier du premier acquéreur; il ne pouvait donc opposer aux héritiers Dubouchet le défaut de renouvellement de leur inscription: cette inscription avait eu à son égard son effet légal, et l'arrêt attaqué, en le jugeant ainsi, a fait une juste application des principes. Les défendeurs se fondaient encore sur les autres motifs de l'arrêt attaqué pour demander le rejet du pourvoi.

Mais, le 29 juillet 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Jourde rapporteur, MM. Mandaroux, Vertamy et Joussetin avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général, et après en avoir délibéré dans la chambre du conseil; — Vu les art. 2134, 2154 et 2166 du C. civ.; — Attendu 1° qu'il ne s'est point agi dans la cause de la distribution du prix de la vente

(1) Voy. t. 3 1815, p. 225; t. 2 1827, p. 522, à la note, et t. 1^{er} 1828, p. 273; — nouv. éd., t. 17, p. 590.

consentie le 21 av. 1804, par les enfants de Benoit Vimal de Delaboisonnie, au profit de George Fénérol, dont le contrat a été notifié en 1806 aux divers créanciers inscrits; parmi lesquels se trouvaient les héritiers Vimal Dubouchet; qu'il a été reconnu au procès qu'aucune ouverture d'ordre n'avait été provoquée sur ce prix; que l'arrêt attaqué a statué uniquement sur un ordre ouvert le 10 mars 1817, pour la distribution du prix d'une vente consentie le 12 déc. 1807 par Fénérol, premier acquéreur, au profit de Decroix et de Touzet, vente qui n'a été notifiée aux créanciers inscrits qu'en 1816, à une époque où l'inscription des héritiers Vimal-Dubouchet, du 12 juin 1799, avait plus de dix années de date, et n'avait point été renouvelée selon que le prescrit l'art. 2154:

2° Que l'art. 2166, en donnant aux créanciers qui ont une hypothèque inscrite sur un immeuble le droit de la suivre en quelques mains qu'il passe, n'a évidemment entendu parler que d'une inscription régulière et non périmée; 3° que, pour maintenir au profit des héritiers Vimal-Dubouchet le rang de leur inscription à la date de 1799, quoique non renouvelée, et leur droit de préférence comme créanciers de Benoit Vimal Delaboisonnie, père des vendeurs primitifs, la cour royale de Rouen a cru pouvoir s'aider des effets de l'action résolutoire, mais qu'aucune demande sur ce point n'existait au procès, et aucunes conclusions n'avaient été prises à ce sujet ni en première instance ni en appel; — Et tout quoi il résulte que l'arrêt attaqué a expressément violé les articles de la loi ci-dessus cités; — Par ces motifs, **CASS.**

COUR DE CASSATION.

La fin de non recevoir résultant de l'appel d'un jugement par défaut, interjeté avant l'expiration du délai de l'opposition, peut-elle être proposée par l'appelant? (Rés. nég.) C. proc., art. 443 et 455.

Lors même que, par suite de l'opposition, le jugement par défaut se trouverait anéanti sans que le fond fût jugé, et qu'on ne pourrait, sans violer les règles relatives aux deux degrés de juridiction, se pourvoir par appel à la cour royale, l'appelant serait-il recevable à se plaindre lui-même de la violation de ces règles? (Rés. nég.)

Un arrêt par défaut, profit joint, est-il susceptible d'opposition, du moins de la part de celle des parties qui a comparu lors de cet arrêt? (Rés. nég.) C. proc., art. 153. et 470.

SICRE, C. AVIGNON.

Les héritiers *Sicre* avaient été condamnés par défaut payer aux héritiers *Avignon* le capital d'une rente constituée ainsi que plusieurs années d'arrérages échus. Ils forment régulièrement opposition au jugement. Mais bientôt, abandonnant l'opposition, et sans attendre qu'elle fût jugée, ils interjettent appel. — Sur l'appel, l'un des héritiers, la demoiselle *Henriette Sicre*, fait défaut, et, le 2 janv. 1824, arrête contradictoire avec ses cohéritiers présents, mais par défaut contre elle, qui joint le profit et ordonne la réassignation aux termes de l'art. 153 du C. de proc. civ.

La demoiselle *Sicre* ne constitue pas avoué sur cette nouvelle assignation. — La cause portée à l'audience, refus de plaider de la part des cohéritiers *Sicre*. — Nouvel arrêt le 10 août 1824, qui prononce défaut faute de comparaître contre la demoiselle *Sicre*, et faute de plaider contre ses cohéritiers. — Opposition à cet arrêt de la part des uns et des autres. Les héritiers *Avignon* soutiennent l'opposition non recevable; ils se fondent sur les dispositions de l'art. 153 du C. de proc. qui déclare, en termes formels, non susceptible d'opposition tout jugement rendu sur réassignation, après le jugement par défaut, profit joint. — Arrêt de la cour royale de Toulouse qui consacre ce système et ordonne l'exécution de celui du 10 août 1824. Il se fonde sur les motifs suivants : « Attendu que, sur l'arrêt du 2 janv. 1824, en donnant défaut contre *Henriette Sicre*, et le joignant au fond, il fut déclaré qu'il y serait statué par un seul et même arrêt qui ne serait pas susceptible d'opposition; — Que cette décision fut rendue contradictoirement avec les autres héritiers *Sicre*; qu'ainsi leur opposition envers l'arrêt, qui d'avance avait été déclaré n'en être pas susceptible, ne pouvait être recevable; — Attendu que tels sont la lettre et l'esprit de l'art. 153 du C. de proc. civ.; qu'il dit sans distinction qu'après le défaut joint au fond, il sera statué par un seul jugement, qui ne sera pas susceptible d'opposition, voulant éviter la longueur et la contradiction des décisions qui résulteraient du système d'après lequel un arrêt, contradictoire avec certaines parties, ne le serait point avec une autre. »

Pourvoi des héritiers Sicre. Ils présentent trois moyens. —

1^o Violation de l'art. 443 du C. de proc. civ. — Cet article, disent les demandeurs, fait courir les délais pour interjeter appel d'un jugement par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable. Il résulte de cette disposition que, tant que l'opposition est recevable, et à plus forte raison tant qu'elle n'a pas été jugée, l'appel ne saurait avoir lieu. — Dans l'espèce, le demandeur avait régulièrement formé opposition au jugement de première instance. Cette opposition devait être jugée; jusque-là l'appel était donc non recevable; tels sont les termes mêmes des art. 443 et 445 du C. de proc. civ. « Les appels des jugements susceptibles d'opposition, porte le dernier de ces articles, ne seront point recevables pendant la durée du délai pour l'opposition. » Or cette disposition, qui intéresse essentiellement les juridictions, est d'ordre public, et il ne dépend ni des parties ni des tribunaux d'y déroger. L'objection tirée de ce que ce sont les héritiers Sicre eux-mêmes qui ont interjeté appel tombe devant cette grave considération. Il y a plus : un arrêt de la cour de cassation, du 17 juin 1817 (t. 3 1819, p. 404), a jugé, d'après ces principes, que les termes de l'art. 455 étant absolus, s'appliquaient même au cas où le jugement par défaut serait exécutoire par provision!

2^o Violation de la loi du 1^{er} mai 1790, qui établit deux degrés de juridiction. — Ces deux degrés sont aussi d'ordre public, et les arguments qui viennent d'être employés relativement à l'appel pendant le délai de l'opposition s'appliquent à plus forte raison à la règle des deux degrés; il importe souverainement à la justice, en effet, que cette disposition soit toujours observée. D'ailleurs, elle est en corrélation évidente avec l'art. 455 dont il vient d'être parlé; car c'est pour assurer d'autant mieux l'exécution de la règle des deux degrés que cet article déclare non recevable tout appel formé pendant le délai de l'opposition. Il résulte de là cette volonté formelle de la loi, que le premier degré doit être épuisé avant de passer au second. Or un jugement par défaut auquel il n'avait pas été formé d'opposition, ou sur l'opposition duquel il n'avait pas été statué, n'épuisait pas ce premier degré.

3^o Enfin l'arrêt a fausement appliqué l'art. 453 du C. de proc. civ. Cet article enseigne que le jugement rendu après un premier jugement par défaut, profit joint, ne sera pas sus-

ceptible d'opposition; mais il faut restreindre les termes évidemment trop généraux de cet article au sens probable qui comportent; il faut les appliquer au plaideur qui, défaillant dès le principe, fuit toujours les regards de la justice, et laisse son adversaire dans l'impossibilité de faire apprécier sa demande. C'est à son égard que la disposition reçoit une juste application. Défaillant deux fois, il ne lui est plus permis de recourir à l'opposition. Mais celui qui a comparu une première fois n'était pas récalcitrant; on ne peut pas dire que le premier jugement par défaut, profit joint, a été contradictoire à son égard; ce n'est là qu'un jugement de pure instruction; pour que le jugement fût réellement contradictoire, il faudrait que les juges eussent été mis à portée de statuer contradictoirement; or, tel n'est pas le caractère de l'arrêt par défaut, profit joint, du 10 août 1824. Il faut donc admettre qu'il n'existe à l'égard des héritiers Sierre qu'un arrêt par défaut, l'arrêt rendu sur réassignation, et qu'ils ont droit d'y former opposition.

Du 13 mars 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, *Borel de Brétizel* faisant fonctions de président, *M. de Merville* rapporteur, *M. Mandaroux-Vertamy* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de *M. Lebeau*, avocat-général — Attendu, sur le premier moyen, que, s'il est vrai que l'appel des jugements par défaut est non recevable jusqu'à l'expiration du délai d'opposition, cette fin de non recevoir appartient exclusivement à l'intimé et que, dans l'espèce, ce sont les appelants qui viennent eux-mêmes exciper devant la cour de cassation, pour la première fois, d'une fin de non recevoir contre leur propre appel, d'où résulte que le vice dont excipent les demandeurs a été couvert par leur propre fait;

• Sur le deuxième moyen, qui se rattache à l'observation de la règle des deux degrés de juridiction, — Attendu qu'en fait le tribunal de première instance a été saisi de la demande introductive, qu'il y a statué, et qu'il ne s'agissait par la cour de Toulouse que de statuer sur la validité d'un appel et qu'à cet égard le second moyen se réfute par les mêmes motifs qui repoussent le premier;

• Sur le troisième moyen, tiré de la fausse application de l'art. 153 du C. civ., — Attendu que cet article n'a été appliqué qu'à la procédure tenue devant la cour royale; que là deux arrêts avaient été rendus, le premier, en date du 2 janv. 1824, l'avait été par défaut contre la demoiselle *Jeanne-Henriette Sierre*, mais qu'il avait été rendu contradic-

ment avec les demandeurs en cassation, que lors du second arrêt, à la même date (1), les demandeurs en cassation, qui étaient appelés, devaient être prêts à plaider sur leur appel, et qu'ainsi l'art. 155, commun aux cours royales par l'art. 470, a été justement appliqué. — REJETTE, etc. »

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

L'autorité municipale a-t-elle le droit de faire des règlements pour fixer la quantité de bétail que chaque habitant pourra envoyer à la vaine pâture ? (Rés. aff.)

Les habitants qui dépassent la quantité de bétail qu'ils doivent envoyer, aux termes du règlement sur cette matière, commettent-ils une infraction passible de peines de police, même dans le cas où le troupeau commun ne serait pas au complet ? (Rés. aff.)

Le maire, comme officier de police judiciaire, a-t-il qualité pour poursuivre les contraventions à de semblables règlements ? (Rés. aff.)

Si il succombe dans son action, peut-il être condamné aux dépens ? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — BLANVIN ET AUTRES.

M. le procureur-général expose, etc. :

Le 13 déc. 1827, le garde champêtre des communes de Condun et de Braines constata, par procès-verbal régulier, que les nommés *Charles Blanvin, Nicolas-Augustin Banchand, Pascal Ségard, Casimir Pavillet* et la veuve *Joly*, tous demeurants à Braines, avaient envoyé à la vaine pâture une quantité de bêtes à laine supérieure à celle qu'ils avaient droit d'y mettre, d'après un règlement fait sur ce point par le conseil municipal, modifié et approuvé par le préfet, du 6 août 1827..

Traduits devant le tribunal de simple police, les prévenus avouaient les faits qui leur étaient imputés ; seulement ils prétendirent que ces faits n'étaient pas punissables ; d'une part, parce que, d'après l'arrêté même, le terroir de la commune pouvait recevoir 3 ou 400 bêtes à laine, et que, de fait, le troupeau commun n'était alors que d'environ 150 ; d'autre part, parce qu'aucune partie intéressée n'avait porté plain-

(1) Le second arrêt est du 10 août suivant.

te, mais seulement le maire, à qui il importait peu que les prévenus eussent envoyé à la vaine pâture une quantité de bêtes à laine plus ou moins considérable, pourvu que le nombre total n'excédât pas celui que fixait le règlement.

» Le tribunal de police a accueilli cette double exception en ces termes : « Considérant qu'aucune plainte provenant de partie intéressée ne fut faite, mais que le seul motif de M. le maire de Braines fit rédiger ce procès-verbal ; — Considérant que, quoique chacun des particuliers dénommés audit procès-verbal fasse entrer au troupeau commun une quantité de bêtes bien supérieure à celle qu'ils auraient le droit, en se conformant au règlement établi, d'y faire entrer comparativement à la propriété particulière de chacun d'eux, propriété sujette à la vaine pâture, cependant le troupeau n'est pas encore dans son complet ; — Le tribunal déclare le ministère public non recevable et le renvoie des fins de son procès-verbal, avec dépens.

» Tel est le jugement que l'exposant défère à la cour. Le code rural de 1791, tit. 1^{er}, sect. 4, art. 13, autorise le conseil général de la commune à faire des règlements pour fixer, proportionnellement à l'étendue du terrain, la quantité de bétail que chaque habitant pourra envoyer au parcours ou à la vaine pâture. — La même attribution a été conservée aux conseils municipaux par l'art. 15, § 6, de la loi du 28 pluv. an 8. — Dès lors, les infractions à ces règlements pris dans les limites des attributions de l'autorité municipale doivent être punies des peines de simple police, déterminées par l'art. 5, tit. 11 de la loi du 24 août 1790, combiné avec les art. 600 et 606 de la loi du 3 brum. an 4; c'est ce que la cour a jugé par plusieurs arrêts, notamment par ceux des 26 mars 1819, 25 janv. 1821 et 14 juin 1822.

« Puisque les faits imputés aux prévenus constituaient une contravention punissable de peines de police, le maire, comme officier du ministère public, était incontestablement partie intéressée dans la poursuite; il avait droit d'agir pour la répression de la contravention dans l'intérêt de la vindicte publique : le tribunal de police ne pouvait donc le déclarer sans qualité et non recevable. — Quant au deuxième motif tiré de ce que, si chaque inculpé avait envoyé à la vaine pâture une quantité de têtes de bétail supérieure à celle qu'il

ait le droit d'y mettre, cependant le nombre total des bêtes à laine n'excédait pas celui que détermine le règlement, est évidemment aussi mal fondé que le premier : car, de ce que certains habitants n'usaient pas de leurs droits, il ne suivait pas que les autres pussent impunément abuser du leur ; le règlement fixe le nombre de têtes de bétail que chaque habitant peut envoyer à la vaine pâture, eu égard à la quantité d'hectares qu'il y livre ; chaque fois qu'il dépasse ce nombre, il est en contravention au règlement. L'excuse tirée de ce que le nombre total n'est pas excédé n'est point établie par l'arrêté ; le tribunal de police ne pouvait donc l'admettre sans créer une distinction arbitraire, sans commettre un excès de pouvoir, en empiétant sur les attributions de l'autorité administrative.

Enfin, le jugement dénoncé a violé la loi, en renvoyant le ministère public des fins de son procès-verbal, avec dépens. C'est un principe de droit public en France, que le ministère public ne peut jamais être condamné aux dépens ; la Cour l'a jugé par une foule d'arrêts.

Ce considéré, etc.

Signé MOURRE.

Du 12 juin 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly, faisant fonctions de président, M. Brière rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général ; — Vu l'art. 441 du C. d'inst. crim., adoptant les motifs du réquisitoire du procureur général et y statuant ; — CASSE, dans l'intérêt de la loi.

COUR DE CASSATION.

Toutes les contestations entre les prétendants droit à l'indemnité accordée par la loi du 27 av. 1825 doivent-elles être jugées comme affaires sommaires, à moins qu'il ne s'élève quelque question d'état ? (Rés. aff.)

Les tribunaux peuvent-ils juger ces contestations sur le simple renvoi des préfets, et sans en avoir été saisis par la commission de liquidation ? (Rés. aff.)

La cession faite en 1815, par l'héritier d'un émigré, de tous ses droits successifs ALORS CONNUS, comprend-elle l'indemnité accordée à la succession en vertu de la loi du 27 av. 1825 ? (Rés. nég.) (1)

(1) Voy. let. 3, 1827, p. 534.

AUDOUY; C. AUDOUY.

Le sieur *Martin Audouy*, prêtre déporté, mourut en 1815 après avoir institué *Marie Cazeilles* sa légataire universelle. Celle-ci céda à *François Audouy*, le 19 fév. 1815, tous ses droits *alors connus* qu'elle avait dans la succession de *Martin Audouy*, et, le 14 mars 1817, elle légua au sieur *Couferon* tous ses biens, de quelque nature qu'ils fussent, *connus ou inconnus*. La même année, décès de *Marie Cazeilles*.

Une indemnité est accordée à la succession de *Martin Audouy*, en vertu de la loi du 27 av. 1825. Cette indemnité réclamée en même temps par *François Audouy*, cessionnaire de *Marie Cazeilles*, et par *Charles Audouy*, auquel le sieur *Couferon*, légataire universel de *Marie Cazeilles*, avait cédé tous ses droits dans la succession de cette dernière. — Le préfet renvoie les parties devant les tribunaux.

Jugement qui attribue l'indemnité à *Charles Audouy*. Appel.

Le 5 janv. 1827, arrêt confirmatif de la cour royale de Montpellier, — « Attendu que, dans la cession du 19 fév. 1815, *Marie Cazeilles* ne vendit à *François Audouy* que ses droits *alors connus*; — Attendu que le droit à l'indemnité alloué par la loi du 27 av. 1825 ne peut être compris dans les droits *alors connus*, que *Marie Cazeilles* aliénait en 1815; — Attendu que son intention se démontre surtout par l'opposition des mots *alors connus* contenus dans l'acte de cession de 1815, et des mots *connus ou inconnus* compris dans le testament du 14 mars 1817, ce qui prouve que *Marie Cazeilles* n'eut pas l'intention de vendre, en 1815, l'indemnité due, d'après la loi du 27 av. 1825, aux héritiers ou représentants de *Martin-Audouy*. »

Recours en cassation de la part de *François Audouy*, d'abord pour excès de pouvoir et incompétence, en ce que, d'une part, la cour royale avait jugé comme affaire sommaire un procès qui présentait des questions graves et compliquées; en ce que, d'autre part, la cour n'avait pas été valablement saisie de la cause par le renvoi du préfet, la commission pouvant seule prononcer ce renvoi. L'art. 11 de la loi du 27 av. 1825 porte : « S'il s'élève entre les réclamants des contestations sur leurs droits respectifs, la commission les renverra

devant les tribunaux... Il y sera statué comme en matière sommaire, à moins qu'il ne s'élève quelque question d'état. » Sans doute, d'après cet article, disait le demandeur, les contestations relatives à l'indemnité doivent être jugées sommairement; mais cette exception au droit commun doit avoir des bornes, et ne peut être appliquée dans les causes qui, comme la cause actuelle, demandent une ample instruction et un long examen. — D'un autre côté, il résulte évidemment de l'art. 11 qu'il n'appartient qu'à la commission de liquidation de renvoyer les réclamants devant les tribunaux; la Cour de Montpellier n'a donc pas été valablement saisie par le renvoi du préfet, et son arrêt est vicié d'incompétence..

Le demandeur soutenait en outre que l'arrêt attaqué avait violé l'art. 1^{er} de la loi du 27 av. 1825, qui est ainsi conçu : « Trente millions de rente, au capital d'un milliard, sont affectés à l'indemnité due par l'état aux Français dont les biens-fonds, situés en France, ou qui faisaient partie du territoire de la France au 1^{er} janv. 1792, ont été confisqués ou aliénés, en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement. » L'indemnité étant due par l'état depuis la confiscation, disait le demandeur, se trouvait aussi, en 1815, faire partie de la succession de Martin Audouy, d'après la maxime *Inter bona jura intelliguntur*. Marie Cazeilles, en cédant ses droits sur cette succession, avait transmis au cessionnaire le droit à l'indemnité, et l'arrêt attaqué, en jugeant le contraire, a contrevenu à l'article invoqué.

Le 21 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pansey* président, M. de *Ménerville* rapporteur, M. *Guillemin* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de *Broë*, avocat-général; — Attendu que la loi a décidé que les contestations qui naîtraient par suite de l'indemnité accordée aux émigrés par la loi du 27 av. 1825 exigeaient célérité et devaient être jugées comme affaires sommaires;

« Attendu que l'expression *biens connus* qu'on trouve dans l'acte de cession, faite le 19 fév. 1815, par Marie Cazeilles au sieur François Audouy, demandeur, ne laisse aucun doute sur l'intention de la cédante, et qu'il en résulte évidemment qu'elle n'a pas eu l'intention d'y comprendre les biens dont elle ne jouissait pas, parce qu'ils étaient alors inconnus, et dont elle a disposé en faveur du sieur Conseron qu'elle a

nommé son légataire universel par son testament, en date du 10 mars 1817; — *Rejet.*

COUR DE CASSATION.

Le jugement d'adjudication préparatoire doit-il, alors même qu'il ne statue pas sur des moyens de nullité contre la procédure qui précède cette adjudication, être signifié à peine de nullité? Et, à défaut de cette notification, l'appel du jugement est-il recevable, même après l'adjudication définitive? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 147, 733 et 734.

VACHERIE, C. DARDANT.

Le 3 juin 1828, ARRÊT de la section civile, M. Briston président, M. Poriquet rapporteur, MM. Valtin et Lassé avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu l'art. 147 du C. de proc.: — Attendu que l'art. 147 du C. de proc., qui porte que, « s'il y a avoué en cause, le jugement ne pourra être exécuté qu'après avoir été signifié à avoué, à peine de nullité, » contient une disposition générale et absolue qui doit être appliquée dans tous les cas où la loi n'y a pas dérogé par une disposition expresse; — Attendu que cette dérogation expresse ne se trouve, relativement au jugement d'adjudication préparatoire, dans aucun des articles du code de procédure qui règlent le mode de procéder dans les incidents sur la poursuite de saisie immobilière, et que ces mêmes articles ne prescrivent aucun autre mode de notifier à la partie saisie ce jugement d'adjudication préparatoire, que celui de la signification;

• Attendu que c'est en vain qu'on allègue que le jugement d'adjudication préparatoire n'est pas un véritable jugement, lorsqu'il ne statue pas sur des moyens de nullité; il est évident, au contraire, que, soit dans sa forme, soit dans ses effets, il est tout à fait semblable au jugement d'adjudication définitive; ce qui est d'autant plus certain, dans le cas actuel, que l'enchère, portée par le poursuivant lors de l'adjudication préparatoire, n'ayant pas été couverte lors de l'adjudication définitive, ce jugement d'adjudication préparatoire a réellement suffi pour lui transmettre la propriété de l'immeuble vendu; — Attendu enfin que l'art. 735 du C. de proc. n'est pas applicable au cas où le jugement d'adjudication préparatoire n'ayant pas été signifié, la partie saisie n'a pas été légalement avertie du jour où il serait procédé à l'adjudication définitive; — Que, de là, il suit qu'en déclarant Vacherie non recevable dans l'appel qu'il avait interjeté du jugement d'adjudication prépa-

signifié, quoique le jugement ait été exécuté avant d'avoir été signifié à avoué, la cour royale de Limoges a violé expressément l'art. 147 du C. de proc.; — Cassa.

Nota. Le 16 janv. 1828, la cour suprême a consacré la même doctrine par un arrêt (*Crespin*, contre *Esnault*), qui casse un arrêt de la cour royale de Caen, du 29 nov. 1825. Déjà la jurisprudence de la cour de cassation était fixée sur cette question par les arrêts des 8 déc. 1823, 25 av. et 27 déc. 1826, et 14 fév. 1827 (1).

Mais les cours royales continuent de décider qu'il n'est pas nécessaire de signifier le jugement d'adjudication préparatoire, lorsque ce jugement ne statue pas sur des moyens de nullité (2). C'est notamment ce qu'a jugé, le 18 fév. 1828, en audience solennelle, la cour royale de Rennes, sur le renvoi qui lui a été fait par la cour de cassation de l'affaire *Restant*, contre *Chancerel*. Il est à remarquer que, devant la cour de Rennes, on a produit une consultation signée de MM. JUAUST, TOULLIER, CARRÉ et GAILLARD DE KERBERTIN, dans laquelle ces jurisconsultes soutiennent que la cour de cassation s'est méprise dans l'application qu'elle a faite à la question des art. 147, 733 et 734 du C. de proc., et que la jurisprudence que ses arrêts tendraient à établir doit être définitivement réformée.

Voici les motifs de l'arrêt de la cour de Rennes, du 18 février 1828 :

« LA COUR, — Considérant que les nombreuses dispositions contenues au tit. 12, liv. 5, du C. de proc., prouvent qu'il contient la législation spéciale pour les saisies immobilières; qu'on ne doit donc pas recourir en cette matière aux règles du droit commun;

« Considérant qu'on ne peut assimiler les actes ordinaires de poursuite, au nombre desquels est l'adjudication préparatoire, à des jugements, puisque le juge n'est appelé à prononcer sur aucune contesta-

(1) Voy. t. 1^{er} 1824, p. 449; t. 1^{er} 1827, p. 251 et 351, et t. 3 de la même année, p. 318. — Toutefois, un arrêt de la même cour, du 13 fév. 1827, a décidé que le jugement d'adjudication préparatoire ne devait pas, à peine de nullité, être signifié au saisi qui n'était pas intervenu dans l'instance, et n'avait pas constitué avoué. Voy. t. 5 1827, p. 328.

(2) Voy. t. 1^{er} 1828, p. 107.

tion, et qu'on ne peut les regarder que comme de simples formalités employées pour arriver à l'adjudication définitive, qui est le complément de cette procédure; — Considérant que le dernier acte est le seul jugement qui intervienne dans la poursuite, et qu'ainsi il est le seul qui doive être revêtu de la formule exécutoire et du mandement de justice; — Considérant que l'adjudication préparatoire n'est qu'une simple formalité, à moins qu'elle ne prononce en même temps sur des nullités, et qu'alors les formes à suivre sont tracées par les art. 733 et 734 du C. de proc.; — Considérant que le code n'ordonne point que la notification en soit faite lorsqu'elle est isolée; que si elle eût dû être faite, le législateur en eût donné la forme, et eût indiqué le délai pour se pourvoir contre ou en obtenir la réformation; que le silence, à cet égard, de la loi, qui prononce par ailleurs beaucoup de nullités, fait induire qu'elle a considéré cette notification comme vaine et inutile; — Considérant que le saisi est suffisamment prévenu par les affiches, les insertions des journaux et autres formalités voulues par la loi, du jour auquel on doit procéder à l'adjudication préparatoire; qu'il doit en être de même pour l'adjudication définitive, puisque les mêmes formes sont indiquées et suivies; — Considérant que l'art. 147 du C. de proc. n'est pas applicable à l'adjudication préparatoire; que cet acte de procédure, fût-il qualifié jugement, n'est susceptible d'aucune exécution, puisqu'il ne prononce point de condamnation et que les actes qui le suivent sont prescrits non par lui mais bien par la loi, en exécution de laquelle ils ont lieu; — Considérant qu'il résulte de l'art. 111 du tarif de 1807, que l'époque indiquée pour la première publication avertit les parties de s'y présenter, et les met à même de connaître les publications subséquentes; que toute autre notification est formellement interdite par cet article;

Considérant enfin que toutes les nullités sont prévues par la loi et qu'il est défendu aux juges d'en introduire de nouvelles; — Par ces motifs, Dit bien jugé par le jugement dont est appel (lequel décide qu'il n'est pas nécessaire de signifier le jugement d'adjudication préparatoire. Voy. le t. 1^{er}, 1827, p. 251). » S.

COUR DE CASSATION.

Les dispositions du code de procédure qui déterminent les formes des exploits en matière civile sont-elles applicables aux citations en matière correctionnelle? (Rés. nég.)

C. inst. crim., art. 408, 416, 182, 183 et 184.

Les parties peuvent-elles se présenter volontairement devant le tribunal correctionnel sans citation préalable ni ordonnance de renvoi, lorsqu'il est compétent pour statuer sur le fait qui lui est déféré? (Rés. aff.)

Doit-on annuler une citation par le motif que la copie laissée au prévenu ne contient pas l'indication du jour de sa date, si, malgré cette omission, le prévenu s'est fait représenter par un avocat devant le tribunal au jour indiqué par l'exploit ? (Rés. nég.)

ADMINISTRATION FORESTIÈRE, C. MORIN.

Du 25 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Bernard rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général, — Vu les art. 408 et 416 du C. d'inst. crim.; — Vu aussi les art. 182, 183 et 184 dudit code; — Attendu que ces articles déterminent expressément la forme dans laquelle les prévenus de délits doivent être cités en police correctionnelle: d'où il suit que les dispositions du code de procédure civile, qui déterminent les formes des exploits en matière civile, ne sont point applicables aux citations en matière correctionnelle; — Attendu d'ailleurs que les dispositions de l'art. 182 précité, sur la manière de saisir les tribunaux correctionnels, ne sont point conçues dans des termes restrictifs, et qu'aucun autre article du même code ne défend aux parties de se présenter volontairement devant lesdits tribunaux, sans citation préalable ni ordonnance de renvoi: — Que la comparution volontaire et spontanée des parties peut donc valablement saisir les tribunaux correctionnels, lorsque la connaissance du fait qui leur est déferé se trouve placée dans leurs attributions :

Attendu que, dans l'espèce, le prévenu Jacques Morin avait reçu la copie de la citation, à lui donnée, parlant de sa personne, pour paraître le 23 juin à l'audience du tribunal, à Niort, puisque, ce jour-là, il y fit paraître un avocat qui représenta ladite copie, en l'arguant de nullité dans la forme, sur le motif que le jour de la signification avait été omis; que le code de procédure criminelle ne prononçait point de nullité dans ce cas; que d'ailleurs la comparution volontaire du prévenu, en présence du poursuivant, aurait valablement saisi le tribunal; qu'ainsi la cour royale de Poitiers, chambre des appels de police correctionnelle, en prononçant la nullité de la citation donnée audit Morin, a créé une nullité qui n'est point établie par la loi, commis un excès de pouvoirs, et violé les règles de sa compétence; — Par ces motifs, CASSE et ANNULE l'arrêt rendu par la cour royale de Poitiers, chambre des appels de police correctionnelle, le 23 déc. 1826.

COUR DE CASSATION.

L'adjudicataire d'une coupe de bois est-il responsable des délits commis dans l'étendue de sa coupe jusqu'au coupé

de cour, ou la mise en demeure de l'administration d'accorder ce congé ? (Rés. aff.)

ADMINISTRATION DES FORÊTS, C. BONNEL.

Du 25 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Bernard rapporteur, par lequel :

LA-COUR, — Sur les conclusions de M. Fréreau, avocat général; — Vu les art. 51, tit. 15, et 1^{er}, tit. 16, ord. 1669, et l'art. 9 du même tit.; — Considérant que, d'après les art. combinés, 51, tit. 15, et 1^{er}, tit. 16, l'adjudicataire d'une coupe de bois demeure responsable de tous les délits prévus et punis par l'ordon. de 1669, jusqu'au congé de coupe qui doit lui être délivré d'après le procès-verbal de récolement; — Considérant que, si l'administration forestière n'a pas fait procéder à ce récolement dans le délai légal, la responsabilité de cet adjudicataire subsiste jusqu'à ce qu'elle ait été constituée en demeure par une sommation ayant un caractère authentique que l'adjudicataire a le droit de lui faire; — Considérant, en fait, qu'il est constaté, par un procès-verbal régulier, que l'adjudicataire *Augustin Bonnel* avait commis un *outré-passe* d'un hectare 52 ares;

Et attendu néanmoins que, sur le motif que le récolement et le réarpentage n'avaient été faits que plus de six semaines après la vidange de la coupe, le tribunal correctionnel de Carcassonne a décidé, par jugement sur appel du 14 fév. 1827, que l'adjudicataire n'était pas responsable du fait d'*outré-passe*, en ce qu'il pouvait être l'ouvrage de tout autre, et a refusé de prononcer contre lui les peines portées par l'art. 9, tit. 16, ordon. de 1669; — En quoi ledit jugement a manifestement violé les art. 51, tit. 15, 1^{er} et 9, tit. 16 de ladite ordon.; — Casse ledit jugement du 14 fév. 1827.

— — — — —
COUR DE CASSATION.

Le juge qui a taxé les dépens en première instance, peut-il être récusé en cour royale comme ayant connu de l'affaire, lorsqu'il n'y a point eu appel de la taxe ? (Rés. nég.) C. de proc., art. 378, n° 8.

La partie qui n'a point usé du droit de récuser, est-elle recevable à se plaindre de ce que l'un des juges n'a pas déclaré les causes de récusation qui pouvaient exister en sa personne ? (Rés. nég.) C. de proc., art. 380 (1).

(1) Voy., dans le même sens, un arrêt du 18 fév. 1828, t. 2 de cette année, p. 514.

HUMBERT, C. SA FEMME.

M. Balleydier avait taxé, en qualité de juge du tribunal civil de Lyon, les dépens d'une instance en séparation de corps entre les sieur et dame Humbert; mais il n'avait point pris part au jugement. Plus tard, ayant été nommé conseiller à la cour royale de Lyon, il a concouru, en cette qualité, à l'arrêt rendu dans la même affaire par cette cour.

Le sieur Humbert s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, pour violation de l'art. 380 du C. de proc. Le demandeur dit que, d'après cet article, M. Balleydier était tenu de déclarer les causes de récusation qu'il savait pouvoir exister en sa personne; que cette obligation lui était imposée à peine de nullité de l'arrêt auquel il avait pris part, ainsi que cela résultait des termes même de l'art. 380; que d'ailleurs, dans l'espèce, il y avait cause de récusation, puisque M. Balleydier avait taxé les dépens en première instance; et que c'était là connaître du différent comme juge, dans le sens du § 8 de l'art. 378 du C. de proc.

Le 18 juin 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Favard de Langlade président, M. Mestadier rapporteur, M. Delagrèze avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broë, avocat-général; — Attendu que M. Balleydier, l'un des conseillers de la cour royale qui ont concouru à l'arrêt attaqué par le sieur Humbert n'avait pas concouru au jugement dont était appel; qu'il avait seulement taxé les dépens dont la condamnation était prononcée par ce jugement, et que le sieur Humbert n'avait point fait appel de la taxe; que, dès lors, M. Balleydier n'avait pas connu, comme juge en première instance, de l'affaire soumise à la cour royale de Lyon; — Attendu d'ailleurs qu'aux termes de l'art. 378 du C. de proc., § 8, c'eût été seulement un moyen de récusation, et que le sieur Humbert ne l'a point proposé devant la cour royale; d'où il résulte que, sous l'un comme sous l'autre rapport, la cour de Lyon n'a point violé les dispositions de la loi; — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

Le fermier a-t-il le droit de chasse, lorsque son bail ne lui confère pas expressément ce droit? (Rés. nég.) Loi des 22, 25, 28 et 30 av. 1790 (1).

(1) Voy., dans le même sens, un arrêt de la cour d'appel de Paris, du 19 mars 1812, t. 3 1812, p. 460; — nouv. éd., t. 13, p. 278.

MOREAU, C. GOUVION-SAINT-CYR.

En 1827, le sieur *Moreau* est trouvé chassant sur les propriétés de M. le maréchal *Gouvion-Saint-Cyr*. Cité pour défaut en police correctionnelle, il oppose que le droit de chasse sur le domaine de M. *Gouvion-Saint-Cyr* lui a été concédé par le fermier de ce domaine.

Le 18 janv. 1828, jugement qui, sans s'arrêter à ce moyen de défense, condamne le sieur *Moreau* à 20 fr. d'amende envers la commune, et 10 fr. d'indemnité envers M. *Gouvion-Saint-Cyr*. « Attendu que le droit de chasse est inhérent à la propriété du sol, sauf convention contraire entre le propriétaire et le tiers; — Qu'ainsi, dans l'espèce, encore que *Moreau* justifie d'une permission émanée du fermier du maréchal *Gouvion-Saint-Cyr*, le bail fait au fermier ne comprenant pas, au nombre des objets loués, la faculté de chasser ni de faire chasser, il s'ensuit que *Moreau*, en chassant sur les terres du maréchal, ce qui est constaté par le procès-verbal du 19 déc. dernier, et reconnu par lui, s'est rendu coupable de la contravention prévue et réprimée par les art. 1^{er} et 5 de la loi du 30 av. 1790. »

Appel du sieur *Moreau*. — Mais, le 26 mars 1828, arrêt de la cour royale de Paris, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement.

Le sieur *Moreau* s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, pour violation de l'art. 3 du décret des 4, 5, 6, 7, 8 et 11 août 1789, et de l'art. 15 de la loi du 30 av. 1790, qui confèrent à tout propriétaire le droit de détruire ou de faire détruire sur ses possessions toute espèce de gibier, et qui accordent le même droit au fermier. Depuis la promulgation de ces lois, disait-on pour le demandeur, le droit de chasse, qui précédemment n'appartenait qu'aux princes et aux nobles, est devenu un droit utile attaché à la propriété. Dès lors, quand le propriétaire afferme le sol, il cède le droit de chasse qui est attaché à la propriété de ce sol, et qui n'en est que l'accessoire. Vainement prétend-on qu'il faut une clause expresse pour la cession du droit de chasse; le propriétaire qui afferme la jouissance de ses biens s'interdit par là tout droit quelconque sur ses biens.

Le 12 juin 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. *Bailly*,

conseiller, président, M. de Orouzeilhas, rapporteur, M. Blanc avocat, par lequel :

LA COUR. — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général; Attendu qu'il résulte des faits de la cause, tels qu'ils sont établis par l'arrêt attaqué, et des actes dont les parties ont excipé, que le droit de chasser sur les terres dont il s'agit n'était pas compris au nombre des objets affermés par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, propriétaire desdites terres, et que Moréau n'avait point obtenu du maréchal Gouvion-Saint-Cyr une permission de chasse; que, dès lors, il a chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, et que par conséquent l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi du 30 av. 1790;

9.

COUR DE CASSATION.

Dans les instances en séparation de corps la comparution des parties devant le président du tribunal de première instance, est-elle prescrite, à peine de nullité? (Rés. nég.)
C. de proc., art. 877.

Les arrêts sur des demandes en séparation de corps doivent-ils être rendus, à peine de nullité, en audience solennelle? (Rés. nég.) (1)

DE CHABANNES, C. SA FEMME.

En 1825, la dame de Chabannes voulant se pourvoir, contre son mari, en séparation de corps, présenta au président du tribunal civil de la Seine une requête contenant sommairement ses griefs. Le président rendit une ordonnance portant que les parties comparaitraient en personne. — Le sieur de Chabannes était alors détenu pour dettes en Belgique; l'ordonnance lui fut notifiée au parquet du procureur du roi, qui la fit parvenir au défendeur par la voie diplomatique. La comparution des parties devant le président n'ayant pu avoir lieu, ce magistrat rendit une seconde ordonnance qui renvoya les sieur et dame de Chabannes à se pourvoir, sans citation préalable, au bureau de conciliation. — Le sieur de Chabannes n'y a point comparu ni personne pour lui. — Assignation devant le tribunal civil de la Seine.

(1) La cour de cassation a jugé de même, le 26 mars 1828, sur le pourvoi du sieur Chatellier.

Le 18 juin 1825, jugement par défaut qui prononce la séparation de corps. — Opposition de la part du sieur de Chabannes; et, le 5 fév. 1826, jugement contradictoire qui démet de son opposition. — Appel.

Le 23 mars 1827, arrêt de la première chambre civile de la cour royale de Paris, qui confirme le jugement de première instance.

Le sieur de Chabannes s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, d'abord pour violation de l'art. 877 du C. de proc., d'après lequel, dans les instances en séparation de corps, les époux doivent comparaître en personne devant le président du tribunal de première instance. Le demandeur soutient que cette comparution ayant pour objet d'opérer la réconciliation des époux, ou du moins d'éclairer la religion des juges, était prescrite à peine de nullité; que, lorsque l'époux était détenu en pays étranger, on devait recueillir ses déclarations au moyen d'une commission rogatoire.

Le demandeur prétendait, en second lieu, que les demandes en séparation de corps étaient des questions d'état, et devaient par suite être jugées en audience solennelle; que la cour royale de Paris, en statuant, dans l'espèce, en audience ordinaire, avait violé l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, l'art. 7 du décret du 6 juil. 1810, et l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810.

Le 28 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Baril de Bretizel, conseiller, président, M. Pardessus rapporteur, M. Taillandier avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Attendu, sur le premier moyen, qu'il ne paraît pas qu'il ait fait l'objet de conclusions et de discussions sur l'appel, et que l'arrêt ne contient rien à ce sujet; que l'art. 877 du C. de proc., en supposant que son exécution littérale eut été possible dans les circonstances particulières de la cause, ne porte point la peine de nullité; que, dès lors, le grief fondé sur son inobservation aurait dû être présenté devant la cour royale;

• Sur le second moyen, — Attendu que la séparation de corps n'est plus; comme avant la loi de 1816 qui abolit le divorce, un moyen qui prépare et rend même forcée la dissolution du mariage; qu'en procédant en séparation de corps n'est donc point, dans la vérité des choses, une question d'état; que le mariage subsiste entre les époux séparés; que l'un et l'autre conserve l'état que le mariage leur avait conféré; que

est qu'il n'était pas nécessaire de plaider la cause en audience so-
— RUSTE. — S.

COUR DE CASSATION.

Loi pénale doit-elle être appliquée aux faits déclarés constants par le jury, sans que la cour d'assises puisse y rien ajouter? (Rés. aff.)

PARTICULIÈREMENT : Peut-elle ajouter dans son arrêt que les pommes de terre, qu'un accusé avait tenté de voler, n'étaient pas séparées de leur tige, si cette circonstance n'était pas énoncée dans la question, ni déclarée par le jury? (Rés. nég.)

Le maraudage prévu et puni par la loi, n'est-il que l'enlèvement de fruits de la terre tenants à leurs racines, commis dans des champs ouverts? (Rés. aff.)

Peut-il se référer aux enlèvements de fruits de même nature commis dans des lieux clos, tenant à une maison d'habitation? (Rés. nég.)

Le fait d'avoir tenté d'enlever des pommes de terre dans un jardin dépendant d'une maison habitée, constitue-t-il ; non la tentative de maraudage punie par la loi, mais la tentative de vol auquel s'appliquent les art. 2 et 401 du C. pén.? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. HENNEBELLE.

Du 31 janvier 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Statuant sur le pourvoi du ministère public près la cour d'assises du Pas-de-Calais; — Vu 1° les art. 357, 365 du C. d'inst. crim., portant : Art. 357. Le président fera comparaître l'accusé, et le greffier lira en sa présence la déclaration du jury. — Art. 365. Si le fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi. . . .

Attendu que de ces articles il résulte que la loi pénale doit être appliquée aux faits énoncés dans la déclaration du jury, sans que la cour d'assises puisse rien ajouter aux faits que le jury a déclarés; — Que, dans l'espèce, la cour d'assises a ajouté dans son arrêt que les pommes de terre que l'accusé avait tenté de voler n'étaient pas séparées de leur tige, quoique cette circonstance ne fût pas énoncée dans la question, ni déclarée par le jury; en quoi l'arrêt attaqué a violé les art. 350 et 365 du C. d'inst. crim. :

• Vu 2° les art. 34 du tit. 2 de la loi du 28 sept. — 6 oct. 1791. 2 et 401 du C. pén., portant : • Art. 34. Quiconque maraudera, dérobera les productions de la terre qui peuvent servir à la nourriture des hommes, ou d'autres productions utiles, sera condamné à une amende égale au dédommagement dû au propriétaire ou au fermier; il pourra aussi, suivant les circonstances du délit, être condamné à la détention de police municipale. — Art. 2. Toute tentative de crime qui aura été manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est qualifiée comme le crime même. — Art. 401. Les autres vols, non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de 16 fr. au moins et de 500 au plus. »

• Attendu que le maraudage prévu et puni par l'art. 44 de la loi du 28 sept. — 6 oct. 1791 n'est que l'enlèvement de fruits de la terre nant à leurs racines, commis dans des champs ouverts; — Que, par conséquent, il ne peut se référer aux enlèvements de fruits de la même nature commis dans des lieux clos attenants à une maison d'habitation; — Que, par le concours de cette dernière circonstance, les enlèvements de fruits constituent, non un simple maraudage, mais un vol rentrant dans l'application de l'art. 401 du C. pén.;

• Et attendu que, dans l'espèce, Charles Hennebelle était déclaré coupable d'avoir tenté de commettre un vol de pommes de terre dans un jardin clos dépendant d'une maison habitée; — Que ce fait ainsi constaté constituait non la tentative de maraudage prévue et punie par l'art. 34, tit. 2 de la loi des 28 sept. — 6 oct. 1791, mais au contraire la tentative de vol rentrant dans l'application des art. 2 et 401 du C. pén.; — Que néanmoins la cour d'assises, considérant ce fait comme un simple maraudage dont la tentative n'est pas punie par la loi, a décidé que le fait déclaré par le jury ne constituait ni crime ni délit, et a absous l'accusé de l'accusation portée contre lui; — En quoi la cour a faussement appliqué l'art. 34, tit. 2 de la loi des 28 sept. — 6 oct. 1791, et violé les art. 2 et 401 du C. pén.; — Par ces motifs, Qu'il est ANNULÉ l'arrêt de la cour d'assises du Pas-de-Calais, du 18 oct. dernier, qui absout Charles Hennebelle de l'accusation portée contre lui.

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'un individu, dont la plainte a provoqué la censure de deux juges et la destitution du procureur du roi et du greffier d'un tribunal, est poursuivi, à la requête du ministère public, pour le crime de tentative de vol, la cour de cassation, en annulant l'arrêt de la cour d'assises qui l'a déclaré coupable, ne viole pas les art. 2 et 401 du C. pén.

ministère public, devant ce même tribunal, pour avoir pu-
lié un écrit contenant des diffamations et des injures
contre les membres qui le composent, que contre la
cour royale dans le ressort de laquelle il est situé, y a-
il lieu d'ordonner, pour suspicion légitime, le renvoi de
l'affaire devant un autre tribunal? (Rés. aff.) (1)

DE PREIGNE, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

En 1823, plusieurs saisies avaient été pratiquées sur des
meubles appartenants aux sieurs de Preigne. — Par suite
de dilapidations commises par les avoués qui avaient dirigé
les poursuites et occupé dans l'ordre, les frais de justice se
sont élevés à plus de 150,000 fr. — Les sieurs de Preigne
ont porté plainte au garde des sceaux contre six avoués et
contre les juges, le procureur du roi et le greffier du tribu-
nal de Tarascon, qui avaient toléré les exactions des avoués
dénoncés. — Une procédure a été instruite devant la cour
royale d'Aix, à la suite de laquelle a été prononcée la sus-
pension de trois avoués et la destitution de deux; en outre,
quatre juges composant le tribunal ont été censurés avec
reprimande, un autre a été admonesté, le procureur du roi
et le greffier ont été destitués.

Dans cet état de choses, les sieurs de Preigne actionnent les
avoués devant le tribunal de Tarascon en réparation du dom-
mage souffert, et ils obtiennent de la cour de cassation le
renvoi de l'affaire devant le tribunal civil de Toulouse, pour
suspicion légitime. Peu de temps après, l'un des frères
de Preigne publie un mémoire contre ceux qu'il présume
être les auteurs ou les complices des dilapidations dont il est la
victime. Ce mémoire est saisi à la requête du procureur du roi
de Tarascon, comme contenant des injures et des diffamations,
1° contre la cour royale d'Aix, 2° contre les officiers du ministère-
public, 3° contre l'ancien procureur-général près cette cour,
4° contre le tribunal de Tarascon tel qu'il est aujourd'hui
composé, 5° contre l'ancien procureur du roi de l'Argentière,
6° contre le sous-préfet de Tarascon, 7° contre le maire
de cette ville, 8° enfin, contre les membres des administra-

(1) Voy. un autre arrêt rendu par la cour de cassation, dans la même
affaire, t. 1^{er} 1828, p. 310.

tions des hospices et ceux du conseil de charité. Une action correctionnelle est intentée à la requête du ministère public tant contre le sieur Ferdinand de Preigne que contre M. *Chel*, avocat, signataire du mémoire et le sieur Béraud, primeur.

Les prévenus ont demandé à la cour de cassation leur renvoi dans le tribunal correctionnel de Toulouse, et sur l'appel devant la cour royale de la même ville, pour suspicion légitime tant du tribunal de Tarascon que de la cour royale d'Aix. Pour les demandeurs on a rappelé que le tribunal de Tarascon était composé de quatre juges, dont deux, accusés devant la cour d'Aix, sur la demande des sieurs de Preigne, avaient été censurés et admonestés; que la haine née de l'accusation s'était encore accrue par l'effet d'une demande en dommages et intérêts formée par les sieurs de Preigne contre les mêmes magistrats; qu'en cet état il n'était point possible d'espérer de ces juges une justice impartiale lorsqu'ils seraient appelés à prononcer sur le sort d'un de leurs adversaires; qu'ils communiqueraient en outre leur avis à leurs collègues; que, d'après l'opinion de tous les auteurs et d'après la jurisprudence, il y avait lieu de dessaisir le tribunal de Tarascon. Pour les demandeurs on citait M. *Meunier*, Répertoire, 4^e *Demande en renvoi*, Questions de droit, *Suspicion légitime*, et M. *Favard*, 5^e *Demande en renvoi*, § 1^{er}, n^o 9. On ajoutait que les motifs de dessaisir la cour royale d'Aix n'étaient pas moins impérieux; que les sieurs de Preigne plaidaient contre soixante adversaires (les avoués déstitués ou suspendus, les adjudicataires des biens saisis, créanciers de la succession de leur père) dont le crédit et la fortune exerçaient une immense influence dans tous les tribunaux de la Provence; que d'ailleurs la cour d'Aix n'était pas parfaitement désintéressée dans ces débats, puisqu'elle était nommément désignée dans la plainte en diffamation.

Le 4 janvier 1828, ARRÊT de la section criminelle, *Bailly*, conseiller, président, M. *Bernard* rapporteur, *Dalloz* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. *Laplagnolle*, avocat-général; — Joint les deux demandes en renvoi de l'action intentée devant le tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Tarascon par le procureur du roi près ledit tribunal, tant

ordonnance du 1^{er} sept. 1827 que par celle du 15 oct. suivant, et était, attendu qu'il y a des motifs de suspicion légitime pour des-
tribunal de première instance de Tassinon des instances dont
renvoie lesdites instances devant le tribunal de première instance
Toulouse jugeant correctionnellement, et, en cas d'appel, devant la
royale de Toulouse, chambre des appels de police correction-
aux termes de la loi; en conséquence, déclare que le chef de de-
de tendant à dessaisir spécialement la cour royale d'Aix, demeu-
sans objet, il n'y a lieu à statuer sur ce chef, » S.

COUR DE CASSATION.

*Tribunal de simple police qui renvoie des prévenus chez
lesquels il reconnaît que des fausses mesures ont été trou-
vées, par le motif qu'il n'est pas constaté qu'ils en aient
fait usage, commet-il une violation de l'art. 479, § 5 du
pén. ? (Rés. aff.)*

*Un pharmacien qui tient une pharmacie et une boutique d'épicerie
antique et dans laquelle se sont trouvés d'anciens poids
et mesures, peut-il être excusé par le motif que, pou-
vant employer comme pharmacien des anciens poids et
mesures, il était probable que la mesure ancienne trou-
vée dans sa boutique d'épicerie y avait été apportée par
négligence ? (Rés. nég.)*

*Y a-t-il contradiction dans le jugement d'un tribunal de po-
lice qui déclare que les prévenus n'ont commis aucune
contravention, et les condamne néanmoins à la confiscà-
tion des objets saisis et aux frais ? (Rés. aff.)*

INTÉRÊT DE LA LOI. — LAFONTAINE ET AUTRES.

Quatre individus, la veuve Duffar, la dame Verdier, la
veuve Desphaux et le sieur Lafontaine, furent traduits de-
vant le tribunal de simple police du canton de Miélon (Gers),
pour contraventions à la loi sur les poids et mesures. — Le 4
sept. 1827, le tribunal rendit le jugement suivant : « Attendu
que les mesures et romaines trouvées chez lesdits Duffar, Des-
phaux, Verdier et Lafontaine, sont des mesures et anciens
poids; que leur existence est nuisible au commerce et porte
à la fraude et à la tromperie; — Attendu que l'art. 481 por-
te : Seront confisqués les faux poids et les fausses mesures,

« ainsi que les poids et mesures différents de ceux que
« a établis. »;

» Attendu cependant qu'il est notoire que le sieur Lafontaine a une pharmacie contiguë à la boutique-épicerie; dans l'usage, il se sert des mesures suivant le nouveau système métrique; que l'on peut présumer que c'est par mégarde que ladite mesure demi-quart, ancien poids, s'est trouvée dans la boutique-épicerie; — Attendu que les Duffar, Colom et Verdier ont contesté qu'elles employassent lesdits mesures, anciens poids, et romaine, et déclaré que, dans l'usage, elles ne se servaient que des mesures du système métrique; que ce qui le prouve, c'est, qu'on n'a trouvé dans leurs boutiques et bancs que lesdites mesures demi-livre et demi-quart sans aucune autre division ni fraction de livre: ce qui cependant serait d'une nécessité absolue si elles en voulaient faire usage; — Attendu que les délits ne se présument pas, et qu'il n'est ni prouvé ni constaté par le procès-verbal que lesdits prévenus fissent usage ni emploi desdits poids et mesure et romaine, lors de la saisie d'iceux; — Par ces motifs...., nous avons déchargé et déchargeons lesdits Lafontaine, Duffar, Colom et Verdier de l'amende contre eux réclamée; nous déclarons néanmoins lesdites mesures et romaine valablement saisies et confisquées, et nous condamnons solidairement aux dépens lesdits Lafontaine, Duffar, Colom et Verdier. »

Pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Ce jugement, a dit M. le procureur général, a formellement violé la loi; il était constaté par le procès-verbal de l'adjoint, avoué par les prévenus, et reconnu par le tribunal que des mesures anciennes avaient été trouvées dans leurs boutiques; dès lors le tribunal ne pouvait se dispenser d'appliquer aux contrevenants la peine portée par l'art. 479 n° 5, du C. pén., contre ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, etc.; il importait qu'il ne fût pas prouvé qu'ils eussent fait usage de ces mesures fausses ou anciennes. L'usage de fausses mesures n'est plus une simple contravention, c'est un délit qui prévoit et punit de peines correctionnelles l'art. 423 du C. pén.; quant à la contravention prévue par l'art. 479, il suffit pour qu'elle existe, qu'un marchand ait dans sa boutique d

des poids ou de fausses mesures, ou des poids et des mesures anciens, assimilés à ceux qui sont faux.

L'excuse particulière alléguée par le sieur Lafontaine ne saurait point disparaître, à son égard, la contravention; car en supposant même que, comme pharmacien, il pût employer des poids et mesures différents de ceux qu'ont établis les lois nouvelles, il suffisait qu'une mesure ancienne eût été trouvée dans sa boutique d'épicerie, pour le rendre passible de l'amende prononcée par l'art. 479 du C. pén.; la supposition gratuite qu'elle pouvait y avoir été apportée par mégarde laissait subsister le fait matériel constaté par le procès-verbal, lequel constituait, dans tous les cas, une contravention, qu'elle qu'eût été d'ailleurs l'intention ou la bonne foi du prévenu.

Le tribunal de simple police déclare que les prévenus n'ont commis aucune contravention; et cependant il les condamne à la confiscation des objets saisis et aux frais. Cette disposition de son jugement implique contradiction avec l'acquiescement de ces individus : elle est une nouvelle violation de la loi, d'après laquelle la confiscation et la condamnation aux frais ne sont en général que les accessoires d'une autre peine, et la suite de la déclaration de la culpabilité du prévenu.

Ce considéré, il plaise à la cour casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, le jugement dénoncé.....

» Signé MOURRE. »

Du 15 mars 1828. ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly président, M. Gary rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Statuant sur le réquisitoire du procureur général du roi, et adoptant les motifs qui y sont énoncés, CASSE et ANNULE, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Meulan, du 4 oct. 1827.

COUR DE CASSATION.

Doit-on distinguer la VOIE PUBLIQUE des chemins publics? Que doit-on entendre par l'une et les autres?

Les dégradations, détériorations des chemins publics, ou l'usurpation sur leur largeur, sont-elles passibles des peines déterminées par l'art. 40, tit. 2, de la loi du 6 oct. 1791, et soumises à la juridiction correctionnelle? (Rés. aff.)

Mais, les tribunaux de police sont-ils seuls compétents pour connaître de tout embarras ou dégradation de la voie publique ou urbaine, sauf toutefois la concurrence des autorités administratives dans le cas où les rues, places ou voies publiques sont le prolongement des grandes routes?
(Rés. aff.)

Lorsqu'un prévenu d'anticipation sur la voie publique élève une question de propriété, le tribunal de police doit-il, sans se déclarer incompétent d'une manière absolue, renvoyer la solution de cette question au juge qui doit en connaître et fixer un délai au prévenu pour la faire décider? (Rés. aff.) (1)

INTÉRÊT DE LA LOI. — D'Aoust.

Du 15 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Garry rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barré, avocat-général; — Vu l'art. 471, n° 5, du C. pén.; — Vu les art. 408 et 413 du C. d'inst. crim., aux termes desquels il y a lieu à l'annulation des actes et jugements en dernier ressort qui contiennent violation des règles de compétence; — Attendu qu'il ne faut pas confondre les *voies publiques* dont les embarras ou dégradations sont prévus et réprimés par l'art. 605 du C. du 3 brum. an 4, et par l'art. 471, n° 4, du C. pén., avec les *chemins publics* qui ont appelé l'attention et la sévérité du législateur dans l'art. 40, tit. 2 de la loi rurale du 6 oct. 1791; que, par *voie publique*, on doit entendre les rues, places et carrefours des villes et villages; que les *chemins publics* sont les communications plus ou moins importantes, suivant la classe à laquelle elles appartiennent, qui conduisent de ville en ville, ou qui servent dans le territoire des communes, hors de leur enceinte, à l'exploitation des propriétés rurales; que les dégradations, détériorations des *chemins publics* ou l'usurpation sur leur largeur sont punies, par l'art. 40 précité, de peines qui excèdent la juridiction des tribunaux de police, et rentrent dans les attributions de la juridiction correctionnelle; mais que les tribunaux de police sont seuls investis par l'art. 605 du C. du 3 brum. an 4, et par l'art. 471, n° 4 et 5 du C. pén., de la connaissance de tout embarras ou dégradation de la *voie publique* ou urbaine dans l'intérieur des villes et villages, de quelque nature que soit le fait ou l'entreprise qui cause cet embarras ou cette dégradation; sauf toutefois la concurrence des autorités administratives, dans le cas où les rues, places ou voies publiques seraient la continuation ou le prolongement de grandes routes;

(1) Voy. l'article suivant.

Attendu, dans l'espèce, que le fait de la prévention consistait dans une anticipation, par des constructions, sur une rue de la commune de Bouvillette; d'où il suit que le tribunal de police de Ribemont, saisi de cette prévention, devait en apprécier le mérite et y statuer; — Attendu toutefois que, le prévenu ayant élevé une question préjudicielle de propriété, le tribunal a dû déclarer, comme il l'a fait, que la solution de cette question sortait de sa compétence, et qu'il y avait lieu de la renvoyer devant les juges qui devaient en connaître; mais qu'en ordonnant ce renvoi, il ne pouvait se dispenser de la connaissance de la prévention; qu'il aurait dû, en suspendant son examen et sa décision, fixer un délai au prévenu pour faire statuer sur la question préjudicielle, après lequel il serait passé outre au jugement sur la poursuite en contravention; d'où il suit qu'en renvoyant purement et simplement la cause et les parties devant les juges compétents, le tribunal a méconnu les règles de sa propre compétence, et a violé l'art. 605 du C. de 5 brum. au 4, et l'art. 471, n° 5, du C. pén.; — Par ces motifs, faisant droit sur le pourvoi, CASSE et ANNULE, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police du canton de Ribemont, du 8 déc. dernier.

COUR DE CASSATION.

Lorsque le tribunal correctionnel, saisi d'une question préjudicielle, qui n'est pas de sa compétence, renvoie à fins civiles, doit-il, sur la réquisition du ministère public, déterminer un délai pendant lequel le prévenu qui a élevé la question préjudicielle sera tenu de la faire résoudre; et si le tribunal s'y refuse, y a-t-il lieu à la cassation de son jugement? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. PASQUIER ET VAVASSEUR.

Le 28 avril 1827, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Portalis président, M. Gary rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général; — Vu les mémoires fournis par les intervenants; — Attendu que le pourvoi a été régulièrement formé, conformément à l'art. 177 du C. d'inst. crim.; — Attendu que, s'il est du devoir des tribunaux de police de renvoyer devant la juridiction qui doit en connaître les questions préjudicielles dont l'examen sort des limites de leur compétence, ils doivent, en même temps, quand ils en sont requis, fixer le délai dans lequel les prévenus seront tenus de faire juger ces questions; que s'il en était autrement, la plupart des contraventions de police, et même un grand nombre de délits correctionnels, demeureraient impunis; qu'une simple allégation de propriété, de possession ou de servitude

de suffirait pour arrêter le cours de la justice, puisque le ministère public poursuivant devant les tribunaux de police serait sans qualité, sans pouvoir, sans intérêt, pour saisir les tribunaux civils et plaider devant eux une cause qui lui est étrangère; que les prévenus, d'un autre côté, se garderaient bien eux-mêmes, si un délai ne leur était fixé, de provoquer ou d'accélérer, devant ces mêmes tribunaux, une décision qui amènerait le plus souvent leur condamnation; — Attendu, en fait, que le tribunal de police de Lagny, en refusant de déférer aux réquisitions du ministère public qui demandait qu'un délai fût fixé aux prévenus pour exercer leurs poursuites aux fins civiles, et rapporter le jugement, a violé les règles de sa juridiction et tous les principes de la matière; — Faisant droit sur le pourvoi, **CASSE** et **ANNULE**, quant à ce chef seulement, le jugement du tribunal de police de Lagny, du 16 déc. dernier. »

Nota. Un arrêt du 15 sept. 1826 a jugé dans le même sens (voy. t. 3 1827, p. 331). — Un autre arrêt du 27 janv. 1827, rendu entre le *Ministère public* et le sieur *Germa*, au rapport de M. *Gary*, a cassé un jugement du tribunal de police d'Orthez, par le motif qu'en renvoyant les parties à fins civiles, il n'avait pas soumis le prévenu, qui avait élevé la question préjudicielle, à en poursuivre la décision, et à rapporter cette décision dans un délai déterminé. Le jugement avait renvoyé les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseraient, et ordonné « que celle qui voudrait aller avant en cause serait tenue de rapporter préalablement la décision à intervenir sur la question de propriété. » C'est en ce chef que le jugement a été annulé.

Toutefois, par arrêt du 15 déc. 1827, entre le *Ministère public* et le sieur *Gandjean*, au rapport de M. *Gary*, la cour a maintenu un jugement du tribunal de police de Lyon, bien que, dans une espèce semblable; il n'ait pas chargé le prévenu du soin de provoquer et poursuivre devant les juges compétents la décision de la question préjudicielle qu'il avait proposée, et ne lui ait pas fixé un délai dans lequel il serait tenu de la faire juger.

COUR DE CASSATION.

Tout individu étranger au service des postes, trouvé porteur de lettres, qu'il se serait chargé de transporter, est-il

coupable du délit prévu par l'arrêté du 27 prair. an 9 (16 juin 1801 ?) (Rés. aff.)

ARRÊT DE LA LOI. — ROBERT.

M. le procureur-général expose, etc.

« *Claude-Annoïse-Frédéric Robert* fut traduit devant le tribunal correctionnel de Marseille, le 25 janv. 1827, comme ayant contrevenu aux réglemens sur la poste aux lettres, en s'immisçant, sans titre, dans le transport des lettres. La plainte le qualifie de *voiturier*; mais, dans son interrogatoire, il n'a pris que le titre de *marchand drapier*. — Le tribunal correctionnel l'a renvoyé des poursuites. Sur l'appel interjeté par le procureur du roi, la cour royale d'Aix a rendu, le 7 mars 1827, un arrêt qui, « Considérant que, d'après les dispositions de l'arrêté du gouvernement du 27 prair. an 9, « ne sont passibles des peines y portées que ceux qui se seraient « immiscés, au préjudice de l'administration des postes, dans « le transport des lettres et paquets; — Que le prévenu Charles-Antoine-François Robert n'est point évidemment dans « ce cas, puisque c'est la seule fois qu'il a été trouvé porteur « de deux lettres missives; qu'il n'est ni voiturier ni messager, mais bien marchand drapier seulement; qu'il ne retirait d'ailleurs aucune rétribution de ce transport, dont il ne s'était chargé que par obligeance et pour rendre service; — Que, d'après cela, la saisie de ces lettres faite sur lui, surtout si elle l'a été, comme il le prétend, dans un portefeuille où il les avait serrées, est injuste, illégale et vaine; — Par ces motifs, ordonne que le jugement sortira « son plein et entier effet; condamne l'administration des « postes au remboursement des frais de la procédure envers « l'état. »

« Cet arrêt a violé la loi. — 1° En décidant qu'une seule contravention à la défense faite aux particuliers de porter des lettres ne constitue pas le délit prévu par l'arrêté du gouvernement, du 16 juin 1801; 2° en décidant que cette contravention ne peut être commise que par ceux qui exercent la profession de voiturier ou de messager, tandis que l'arrêté précité, en exprimant la prohibition, se sert du terme générique, *toute personne étrangère au service des postes*; 3° enfin, en décidant qu'il faut, pour qu'il y ait contravention, que le

transport de lettres soit rétribué, tandis qu'aucune disposition du même arrêté ni des autres réglemens de la matière ne fait dépendre le délit de cette condition.

» Ce considéré, etc.

Signé MOURE. »

Du 17 avril 1828, ARRÊT de la chamb. crim., M. Bailly, faisant fonctions de président, M. Brière rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Mangin, faisant fonctions d'avocat-général; — Vu l'art. 441 du C. d'inst. crim., et l'arrêté du gouvernement, du 27 prair. an 9; — Adoptant les motifs du réquisitoire; — CASSE, dans l'intérêt de la loi. » — Voy. l'arrêt suivant.

COUR DE CASSATION.

Peut-on considérer comme s'étant immiscé dans le port des lettres le voiturier qui, allant d'une ville à une autre, est trouvé porteur d'une lettre non cachetée, adressée à un négociant et ayant pour objet d'opérer sur sa voiture un chargement? (Rés. nég.)

Fait-il lieu, dans ce cas, d'appliquer l'exception de l'art. 2 de l'arrêté du 27 prair. an 9, relative aux papiers relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. PIERRISNARD.

Du 17 avril 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly, faisant fonctions de président, M. Brière rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Mangin, faisant fonctions d'avocat-général; — Sur le moyen de nullité présenté dans le mémoire; — Attendu qu'il résulte des motifs du jugement de première instance adoptés par l'arrêt attaqué et des autres motifs énoncés audit arrêt, que Michel Pierrisnard est voiturier de Valensole à Marseille; que le papier non cacheté adressé par un marchand de Valensole à un autre marchand de Marseille, et dont Pierrisnard était porteur, n'était qu'une simple note remise à ce voiturier pour opérer à Marseille un chargement de marchandises; et des lors relatif à l'unique objet de son voyage, comme voiturier, dont le but était un chargement et transport de marchandises de Marseille à Valensole; — Que, dans cet état de faits ainsi déclarés, la cour royale d'Aix, en confirmant le jugement correctionnel qui avait renvoyé Michel Pierrisnard de l'action contre lui intentée, n'a violé aucune loi ni réglement relatif au transport de

billets, mais a été une juste application, dans l'espèce, de l'exception portée en l'art. 2 de l'arrêté du gouvernement, du 27 prair. an 9 : —
RAULET.

COUR D'APPEL DE PARIS.

Le souscripteur non négociant d'un billet à ordre causé valeur en marchandises est-il, par le fait seul de cette énonciation, justiciable des tribunaux de commerce et soumis à la contrainte par corps ? (Rés. nég.)

Faut-il au contraire, pour le soumettre à cette juridiction et à la contrainte par corps, prouver qu'il a souscrit le billet en paiement de marchandises par lui achetées pour les revendre ? (Rés. aff.) C. de com., art. 632 (1).

L'art. 634 de C. de com., qui permet d'assigner devant le tribunal commercial les signataires non négociants d'un billet à ordre revêtu de la signature d'individus négociants, s'applique-t-il au cas où le premier endosseur, ayant désintéressé tous les autres, réclame le paiement de l'effet contre celui seulement qui l'a créé à la suite d'une opération purement civile, et qui n'a pas la qualité de commerçant ? (Rés. nég.)

RAULET, C. CORNU.

Le sieur *Raulet*, contrôleur des contributions indirectes, avait plusieurs fois acheté du vin au sieur *Bonnefoi*, qui faisait le commerce de vins. Le 30 août 1826, il y eut règlement entre les parties. *Raulet* souscrivit au profit de *Bonnefoi* trois billets à ordre s'élevant ensemble à 635 fr., et causés valeur en marchandises. Le sieur *Bonnefoi* endossa ces billets au profit d'un sieur *Bernard*, négociant, qui les endossa à son tour en faveur de la Banque de France. Ils ne furent pas payés à l'échéance. *Bonnefoi* désintéressa les endosseurs postérieurs à lui, et laisse passer un an sans recourir contre le sieur *Raulet*. — En 1828 il assigne celui-ci devant le tribunal de commerce de la Seine pour s'y voir condamner au paiement des billets et d'autres sommes dues soit à titre de

(1) Ces deux questions ont été jugées dans le même sens par arrêt des cours de Rouen et Angers, des 5 mars 1812 et 11 juin 1820. Voy. t. 1^{er}, 1625, et t. 2nd, 1625, et 1626, et 1627.

prêt soit à titre d'achat de vin. Le 15 juin 1828, jugement par défaut qui condamne par corps le sieur Raulet à faire ce paiement, « attendu que, ne s'étant pas présenté, il n'a pu contester la qualité de commerçant à lui attribuée dans la demande de Bonnefoi. » — Opposition; et, le 15 juil. 1828, jugement contradictoire qui déboute de l'opposition, par le motif que le titre qui a servi de base à la condamnation par défaut est causé *valeur reçue en marchandises*.

Après ce jugement Bonnefoi cède ses droits à un sieur Cornu. — Appel par le sieur Raulet. On établit pour lui qu'il n'est pas négociant, et que les billets par lui souscrits ne se rattachent pas à une opération commerciale de sa part. Il est vrai que ces billets sont causés *valeur reçue en marchandises*, mais, cette énonciation ne prouve point que Raulet avait acheté des marchandises pour les revendre. L'achat avait eu pour objet du vin pour sa consommation personnelle, et il est de principe qu'une pareille opération ne peut être rangée dans la classe des actes de commerce.

Vainement dirait-on que les mots *valeur en marchandises* inscrits sur un billet à ordre créé par un non-négociant suffisent pour faire présumer que ce billet se rattache à une opération commerciale. Sans doute il y a eu pareille opération de la part de celui au profit de qui le billet est souscrit; ainsi, dans l'espèce, M. Bonnefoi, marchand de vins, a fait un acte de commerce en vendant des vins au sieur Raulet; mais celui-ci a fait un acte purement civil, et les billets qu'il a signés en suite sont de la même nature.

Dira-t-on enfin que l'art. 637 du C. de com. permettant de citer devant le tribunal de commerce le souscripteur non commerçant d'un billet à ordre, sur lequel figurent des signatures de négociants, l'appelant a pu être assigné devant le tribunal de commerce? Mais cet article ne peut s'appliquer au cas dont il s'agit. En permettant d'assigner tous les signataires d'un billet devant le même tribunal, il a pour but d'éviter une multiplicité de procès et une diversité de jugements qui pourraient avoir lieu si l'un des signataires était cité devant le tribunal de commerce, et les autres devant le tribunal civil. Or, dans l'espèce, le sieur Bonnefoi, premier endosseur, après avoir désintéressé ses cessionnaires, a mis en cause le souscripteur seul non commerçant. Le dan-

qui a voulu prévenir la loi n'a pas eu lieu ; le sieur Raulet a dû par conséquent être cité devant le tribunal civil, seul compétent pour statuer sur la demande en paiement d'un billet purement civil. Il y a donc lieu d'infirmer le jugement dont est appel comme incompétemment rendu.

L'intimé, a tâché de démontrer en fait que le sieur Raulet avait acheté des vins non pour sa consommation, mais pour les revendre : d'où l'on devait nécessairement conclure qu'il avait souscrit les billets dont il s'agit pour une opération commerciale. En droit, selon l'intimé, les tribunaux de commerce devaient connaître de tous billets *causés valeur en marchandises*, parce que cette cause suppose qu'il y a eu acte de commerce de la part du souscripteur ; — Enfin, il a soutenu que les termes de l'art. 637 du C. de com. excluaient par leur généralité la distinction présentée par l'appelant et que la cour a consacrée.

Du 17 septembre 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, chambre des vacations, M. Dupaty président ; MM. Jouhaud et Mermilliod avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Miller, avocat-général : — Considérant qu'il n'est pas justifié que Raulet soit commerçant, ni qu'il ait fait un acte de commerce ; — Considérant que l'instance devant le tribunal de commerce s'est engagée entre Raulet et Bonnefoi au profit de qui le billet avait été souscrit, et que, par ce motif, le tribunal de commerce était incompétent ; — Déclare ledit jugement nullement et incompétemment rendu, Renvoie l'affaire devant les juges qui en doivent connaître, ordonne que Raulet sera mis en liberté. R.

COUR D'APPEL DE NÎMES.

En principe, doit-on déclarer nulles, comme contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs et au libre consentement des parties, les stipulations pénales insérées dans des promesses de mariage ? (Rés. aff.) (1).

Du moins, si de telles stipulations ne sont pas, en cas d'infraction, des CAUSES NÉCESSAIRES de dommages et intérêts, n'y a-t-il lieu à adjuger des dommages et intérêts, aux termes de l'art. 1142 du C. civ., que lorsque la partie qui

(1) Voy. anc. éd., t. 3 1815 ; t. 2 1821, p. 369 ; — noux. éd., t. 15, p. 101, qui rappelle d'autres décisions.

les réclame a éprouvé un DOMMAGE RÉEL par le défaut d'exécution de la part de l'autre partie? (Rés. aff.)

FAUCON, C. LA DEMOISELLE ROUBAUD.

Le 25 nov. 1824, promesse de mariage entre le sieur *Faucon* et la demoiselle *Roubaud*, ainsi conçue : « Nous soussignés, *Auguste-Louis Faucon* et *Thérèse-Elisabeth Roubaud*, promettons de nous unir en légitime mariage, et de contracter l'engagement pardevant tous les notaires et officiers publics de l'état civil, à peine d'une indemnité de 3,000 fr., payable par celui qui s'y refusera. Fait double à Nîmes le 29 nov. 1824. *AUGUSTE FAUCON, THÉRÈSE ROUBAUD.* »

Un des originaux de cet acte fut remis à la demoiselle *Roubaud*, l'autre, écrit simplement au crayon sur le carnet, resta entre les mains de ce dernier. — Peu de temps après, *Faucon* change de résolution, et fait signer à la demoiselle *Roubaud* une rétractation de sa promesse; il fonde sur ce qu'il n'a pu former une société d'où dépendait, selon lui, la possibilité d'exécuter le mariage convenu. Des années s'écoulent dans le silence le plus absolu de la part de deux parties. Cependant *Faucon*, ayant formé de nouvelles liaisons, annonce le projet de se marier incessamment avec une autre personne que la demoiselle *Roubaud*. Celle-ci signe alors *Faucon* en paiement de la somme de 3,000 fr. convenue dans l'acte. — Jugement du tribunal de première instance de Nîmes qui déclare valable la convention dont il s'agit; et condamne *Faucon* à payer à la demoiselle *Roubaud* la somme de 3,000 fr.

Appel. — Et, le 29 novembre 1827, ARRÊT de la cour royale de Montpellier, M. de *Trinquelague* premier président, M. de *Labeaume* avocat-général, MM. *Viger* et *Numa Baragnon* avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu que le mariage est de tous les actes civils celui qui impose aux contractants les plus importantes obligations; ce qui les soumet aux conséquences les plus graves, puisque, d'une part, ces actes servent de base au repos des familles, et que, de l'autre, ils fixent à jamais le sort des époux par un lien qui a été déclaré indissoluble; que dès lors, la raison, les bonnes mœurs et la loi doivent plus que jamais exiger que le libre consentement des parties, voulu pour la validité de tous les contrats, soit surtout garanti aux futurs époux jusqu'au moment où ils vont engager tout leur avenir; qu'il n'en serait pas ainsi si des

promesses de mariage qui stipuleraient des peines pour ceux qui refuseraient de leur donner des suites pourraient être obligatoires, puisque l'existence de ces peines et l'impossibilité quelquefois de remplir les engagements pécuniaires qu'elles détermineraient pourraient attacher à ces parties des consentements forcés; que des stipulations de cette nature doivent donc être déclarées nulles, comme contraires à l'ordre public, puisqu'elles auraient pour effet d'aliéner, avant le moment déterminé par la loi, un consentement qui, jusqu'à ce moment, doit essentiellement demeurer libre; et que, par suite, ces stipulations ne peuvent jamais être, nécessairement la cause de dommages et intérêts; que, d'ailleurs, et en vertu des dispositions de la loi qui obligent chacun à réparer le dommage qu'il a occasionné par son fait à autrui, on doit examiner, dans les causes de la nature de celle dont il s'agit, si indépendamment de la perte des avantages que la promesse de mariage assurait à la partie qui en réclame l'exécution, perte qui ne peut pas lui être imputée, elle a personnellement éprouvé quelq'un autre préjudice par la suite du refus dont elle a été l'objet; — Attendu que, dans l'espèce, l'appelant n'est sous ce rapport suffisamment justifié; que la promesse de mariage que se firent mutuellement l'auteur et la demoiselle Roubaud fut écrite sans solennité, en l'absence de tous témoins, et n'eut point de publicité; que les parties elles-mêmes ne paraissent y avoir attaché d'abord que bien peu d'importance, puisqu'un des doubles en fut seulement écrit sur un carnet, et au crayon; que ce fut très peu de jours après la date de cette promesse que l'auteur se hâta de signifier à la demoiselle Roubaud l'intention où il était de ne plus lui donner suite; — que les motifs dont il appuya son refus ne furent point injurieux pour elle, puisqu'ils eurent pour cause la rupture d'une société de commerce qui avait d'abord été arrêtée entre un des parents de la demoiselle Roubaud et lui, ce qu'il disait ne pouvoir plus avoir lieu; qu'il n'est point allégué que, depuis cette époque, aucun rapport ait existé entre l'auteur et l'intimée; que cette dernière est restée près de deux ans sans porter plainte contre lui son instance, et qu'encore aujourd'hui elle ne spécifie aucun préjudice déterminé que lui aurait causé l'appelant; — Par ces motifs, — A Mis et Met le jugement dont est appelé au néant; — Déclare nulle et de nul effet la promesse de mariage souscrite par les parties, et relaxe l'auteur de la demande... A. M. C.

COUR D'APPEL DE PAU.

Suffit-il qu'un bail verbal ait été suivi d'un commencement d'exécution pour que la preuve testimoniale en soit recevable, même au-dessus de 150 fr. ? (Disc., non rés.) (1).

(1) Voy. des arrêts qui ont jugé des questions analogues, t. 1^{er}, 1826,

Dans tous les cas, le commencement d'exécution du *bail verbal* peut-il résulter du séjour momentané du fermier sur l'héritage, après l'expiration d'un *bail écrit*? (Rés. nég.) C. civ., art. 1715 et 1716.

PONT, C. LA VEUVE PONT.

Par acte sous seing privé du 15 juin 1819, la dame *Pont* afferme un moulin à son fils jusqu'au 30 mai 1822 moyennant 180 fr. par an. Le 8 juin 1822, elle fait commandement à son fils de déguerpir. Celui-ci répond à l'expiration du bail écrit, un nouveau bail lui a été *conclu verbalement* par sa mère pour six années; il offre de prouver par témoins l'existence de ce nouveau bail, et il soutient que cette preuve est admissible, d'après l'art. 1715 de la C. civ., attendu que le bail a été suivi d'exécution.

Jugement qui, conformément aux conclusions de la dame *Pont*, refuse d'admettre la preuve offerte.

Appel du sieur *Pont*. L'art. 1341 de la C. civ., disait-il, défendant d'admettre la preuve testimoniale pour toutes les choses excédant 150 fr., fait exception à la règle générale et autorise cette preuve. (Voy. M. Toullier, t. 9, chap. 6.) Cette exception est modifiée par l'art. 1715, qui porte que, « le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et si l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix. » Il résulte de ce texte que la loi a borné l'inadmissibilité de la preuve au cas où le bail n'a encore reçu aucune exécution. Or, comme en matière de dispositions exceptionnelles ce qui n'est pas défendu par la loi est permis, on doit en conclure que la preuve est admissible dans tous les cas non exceptés. Ce n'est point là tirer de l'art. 1715 un argument *contrario sensu*. Seulement on remarque que cet article ne déroge de la règle générale, qui permet d'admettre la preuve par témoins, que le cas où le bail n'a encore reçu aucune exécution. Au surplus, en considérant l'argument comme étant à *contrario sensu*, on ne peut le combattre sous prétexte qu'il fait dire à l'art. 1715 le contraire de ce que porte l'art. 1716. En effet, ce dernier article ne dit point qu'

requ'il s'agira de prouver l'existence d'un bail verbal, la preuve testimoniale ne sera point admise; il dispose seulement que, lorsque la contestation roulera sur le prix du bail, la preuve par témoins ne sera point admise. Tout ce qu'on peut induire de cet article, c'est que la loi, qui a laissé la liberté de prouver par témoins l'existence du bail verbal écrit, n'a pas voulu qu'il en fût de même quant au prix. Pour la dame Pont on répondait, avec M. Toullier, que l'appelant interprétait faussement l'art. 1715 du C. civ. « On ne peut jamais, dit cet auteur, employer l'argument *à contrario sensu* pour faire dire à un article de loi le contraire de ce qu'elle dit dans un autre article; or l'art. 1716, qui est le complément de l'article précédent, a prévu le cas où l'exécution du bail a commencé, et où il y a contestation sur le prix du bail; et, loin de permettre de recevoir la preuve, il veut que le propriétaire en soit cru sur son serment, si le locataire n'aime le locataire demander l'estimation par experts. » Il reste, ajoutait l'intimé, alors même que cette doctrine serait erronée, l'interprétation donnée par l'appelant à l'art. 1715 n'en serait pas moins fautive. Cet article dit que, si le bail fait sans écrit n'a reçu aucune exécution, la preuve testimoniale ne peut être reçue, quelque modique qu'on soit le prix. L'appelant en conclut, *à contrario*, que, si le bail a été exécuté, la preuve par témoins est recevable, même au-dessus de 150 fr. Mais tout ce qu'on peut induire, *à contrario*, de cet article, c'est que, si le bail a été exécuté, la preuve testimoniale en est recevable jusqu'à la somme de 150 fr.; car si l'art. 1715, qui a étendu la prohibition de l'art. 1341, cesse d'être applicable, on retombe sous l'empire de la règle générale tracée par ce dernier article. L'intimé soutenait que, dans tous les cas, l'exécution du prétendu bail n'avait point eu lieu dans l'espèce.

Le 9 novembre 1827, ARRÊT de la cour royale de Pau, M. Masclé de Lagrèze président, MM. Adema et Abadie avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu, sur l'existence alléguée d'un nouveau bail verbal, que le bail écrit a cessé de plein droit par l'expiration du terme; que la partie de l'ouzet (la veuve Pont) conteste formellement avoir consenti un nouveau bail; que la preuve écrite n'en est point rapportée; que, loin d'en trouver un commencement de preuve dans

l'acte du 8 juin 1822, les termes de cet acte et son objet rendent vraisemblable l'existence d'un nouveau bail; qu'en admettant qu'il y ait preuve d'un bail à ferme dont le prix excède 150 fr. pût être admise, il faudrait du moins qu'il fût certain que ce bail a reçu son exécution, qu'à la vérité la partie de Touzet n'a usé des voies légales pour l'extinction du fermier que huit jours après la cessation du bail; mais il n'est pas certain que, d'après l'opinion commune des auteurs, et d'après l'interprétation que doit recevoir raisonnablement l'art. 1738 du C. civ., le simple séjour momentané du fermier sur l'héritage ne suffit pas pour établir la tacite réconduction, lorsque ce séjour n'a pas duré assez longtemps pour faire présumer le consentement donné tacitement par le propriétaire pour la continuation du bail, à plus forte raison le même ne doit pas alors être considéré comme l'exécution d'un nouveau bail, expressément convenu entre les parties; or, si l'on considère, dans l'espèce, le peu de temps qui s'est écoulé depuis l'expiration du bail jusqu'à l'époque où l'acte extrajudiciaire du 8 juin a été signifié, la situation respective des parties, et les autres circonstances de la cause, il est évident que ce n'est que par tolérance que la partie de Touzet n'a pas employé plus tôt des moyens de rigueur contre son fils, et que dès lors celle-ci ne peut pas prétendre qu'il y a eu exécution d'un nouveau bail; d'où il suit que la preuve offerte est irrecevable. S.

COUR D'APPEL DE DIJON.

En matière de saisie immobilière, le saisi qui n'a pas constitué avoué doit-il être appelé au jugement qui prononce la subrogation aux poursuites demandées par un créancier inscrit? (Rés. nég.) (1) C. proc., art. 721 et 722.

MOLNE, C. MION-BOUCHARD.

Jugé dans ce sens le 24 mars 1828, par ARRÊT de la cour de Dijon, ainsi conçu :

LA COUR, — Considérant, sur la question de savoir si le saisi qui n'a pas constitué avoué doit être appelé lors d'une subrogation aux poursuites demandées contre le saisissant par un créancier inscrit; que la loi sur la saisie réelle trace une procédure spéciale; que les formalités qu'elle exige doivent être scrupuleusement remplies; mais qu'on peut suppléer d'autres formalités qu'elle n'exige pas; — Considérant que lorsqu'elle a voulu que le saisi fût présent aux jugements rendus pendant le courant de la procédure, elle a imposé l'obligation aux inter-

(1) Voy. en sens contraire M. Carré, *Lois de la procédure*, quest.

de l'y appeler; — Considérant que, pour le cas de la sommation, elle a décidé, art. 711, qu'elle serait dénoncée dans les vingt-quatre heures à l'avoué de la partie saisie, si elle a avoué constitué, sans néanmoins qu'il soit nécessaire de faire cette dénonciation à la personne ou au domicile de la partie saisie qui n'aurait pas d'avoué; — Considérant que, pour le cas de la demande en distraction, elle a décidé, art. 727, qu'elle serait formée par requête d'avoué tant contre le saisissant que contre la partie saisie, et que cette action serait formée par exploit contre celle des parties qui n'aurait pas avoué en cause; — Considérant que, pour le cas de la folle enchère, elle a décidé, art. 740, que le placard prescrite serait signifié à l'avoué de l'adjudicataire et à la partie saisie, au domicile de son avoué, et si elle n'en a pas, à son domicile, au moins huit jours avant la publication; — Considérant que, si la présence du saisi pour un jugement de subrogation eût été nécessaire, le législateur s'en serait expliqué dans les art. 721 et 722, puisqu'il l'a fait pour les autres cas; avec tant de soin dans les articles précédemment cités; que, loin de dire, il a dit dans l'art. 721 que, faute par le premier saisissant d'être poursuivi, le second saisissant pourrait, par un simple acte, demander la subrogation, et qu'il dit dans l'art. 722 que la subrogation pourrait être également demandée en cas de collusion, fraude ou négligence de la part du poursuivant; que l'on ne peut donc pas soutenir que le créancier demandeur en subrogation doit appeler le saisi soit par acte notifié à avoué, soit par exploit à domicile, lorsqu'il n'a pas constitué d'avoué; — Qu'on ne saurait supposer une omission dans la loi, pour un cas où il aurait fallu prescrire un délai au saisi pour se présenter; que l'assignation aurait dû lui être donnée à domicile; — Considérant que, si l'on veut d'ailleurs se pénétrer de l'esprit de la loi, on n'a pas besoin de se convaincre que la formalité de la dénonciation au saisi de la demande en subrogation n'est pas nécessaire:

Qu'en effet, la subrogation ne pouvant être demandée que par des créanciers inscrits, ceux-ci ont nécessairement titre authentique et par conséquent le saisi; qu'ils ont donc qualité pour poursuivre la vente de ses biens; — Que la loi le reconnaît d'une manière si positive, que, dans l'art. 696, elle décide que la saisie une fois transcrite et dénoncée par placards, ne peut plus être rayée que du consentement des créanciers, ou vertu du jugement rendu contre eux; — Qu'il résulte évidemment de là que la saisie profite non pas seulement à celui qui s'est rendu maître de la poursuite, mais à tous les créanciers inscrits dont il est réputé le mandataire, et qui sont considérés comme demandeurs dans l'instance en saisie immobilière; — Qu'il était naturel dès lors que, le poursuivant négligeant la procédure, tout autre créancier inscrit qui était réputé tout à la fois mandant et demandeur pût reprendre les dernières opérations de la procédure, en se faisant autoriser par la justice, c'est-à-dire par un jugement rendu avec le poursuivant seulement; — Qu'on

ne voit pas en fin quel intérêt légitime pourrait avoir le sais à être présent au jugement de l'incident; qu'il résulte de tout ce qui vient d'être dit que Camille Moine ne pouvait demander la nullité de la procédure postérieure à la subrogation obtenue par Mion-Bouchard, sur le motif qu'il n'a pas été partie au jugement qui accorde cette subrogation. Que le jugement du 8 janv. 1828 qui l'a ainsi prononcé ne faisait élever aucun grief à l'appelant, dès lors que c'est le cas de le confirmer. Sans s'arrêter à l'appellation émise par Victor-Camille Moine du jugement rendu par le tribunal civil de Chaumont, etc. »

COUR D'APPEL DE POITIERS.

La femme qui, sur le refus de son mari, a été autorisée par le tribunal à former une demande contre un tiers a-t-elle besoin, pour interjeter appel, d'une nouvelle autorisation? (Rés. nég.)

DAME RIDEAU, C. GONIN.

Du 21 mars 1827, ARRÊT de la cour de Poitiers, 2^e chambre, par lequel :

• LA COUR, — Considérant que, conformément à l'art. 218 du C. de proc., le juge peut donner à la femme que son mari refuse d'autoriser en jugement, l'autorisation qui lui est nécessaire; — Que, d'après les art. 861 et 862 du C. de proc., un tribunal peut autoriser une femme mariée à la poursuite de ses droits, sur le refus fait par le mari de lui donner cette autorisation; — Considérant que, par jugement du 1^{er} déc. 1825, non attaqué, la dame Rideau a été autorisée pour l'action dont il s'agit sur le refus de son mari; — Que cette autorisation n'a point été limitée à l'action en première instance seulement, et qu'elle doit produire son effet pour la demande dont il s'agit jusqu'à décision définitive; — REJETTE la fin de non recevoir, etc. »

COUR D'APPEL D'AGEN.

Est-ce le commandement et non l'opposition formée au commandement qui détermine la compétence en dernier ressort? (Rés. aff.)

En conséquence, doit-on décider que les dommages et intérêts fondés sur le préjudice causé par le commandement, et réclamés par l'acte d'opposition ou par des conclusions postérieures, ne peuvent être réunis à la demande principale pour déterminer cette compétence? (Rés. aff.)

BARRÈRE, C. DAVAN.

Le 1^{er} brum. an 7, mariage de *Catherine Barrère* avec le sieur *Dandrey*. *Joseph Barrère*, père de la future, lui constitue en dot 1000 fr. de son chef, et 180 fr. du chef de sa femme décédée.

Le 19 déc. 1826, *Dandrey*, se portant fort pour sa femme, cède au sieur *Davan* la somme de 860 fr., à laquelle pouvait se réduire encore ce qui lui restait dû par son beau-père de la constitution dotale.

Le 11 janv. 1827, *Joseph Barrère* étant mort, *Davan* fait commandement à *Jean-Joseph*, son fils aîné, de lui payer le montant de la somme cédée, ainsi que les intérêts courus depuis le transport. *Barrère* forma opposition à ce commandement. Il prétendit qu'il était fait pour cause non due, et se tint vaguement dans l'exploit d'opposition une demande en dommages et intérêts, fondée sur le préjudice que lui avait causé le commandement. Il précisa plus tard, par des conclusions prises à l'audience, cette demande, qu'il éleva à 1,200 fr.

Le 7 mai 1827, jugement du tribunal de première instance de Mirande (Gers), qui déboute *Jean-Joséph Barrère* de son opposition, et ordonne la continuation des poursuites. — Appel de *Barrère*. — *Davan* soutient l'appelant non recevable. Il se fonde sur ce que les premiers juges ont prononcé au dernier ressort, attendu que l'objet de la demande, lui aux intérêts, n'exécède pas mille francs, et que, la demande reconventionnelle en dommages et intérêts n'étant qu'un accessoire de la demande principale, ne peut altérer la compétence.

L'appelant faisait une distinction. Il s'appuyait entre autres d'un arrêt de la cour royale d'Agen pour soutenir que la demande était non dans le commandement, mais dans l'opposition même, car c'était par elle que la justice avait été saisie. Jusque là point d'instance, point de demande judiciaire. Le commandement n'était qu'un moyen d'exécution qui supposait toujours, soit une demande vérifiée en justice et suivie d'un jugement ayant force de chose jugée, soit un titre exécutoire; mais ni dans l'un ni dans l'autre cas on ne pouvait considérer cet acte comme introductif d'instance,

puisque c'était en l'absence même de la justice qu'on en faisait usage. L'opposition seule amenait les parties devant le juge, et commençait réellement l'instance. Il fallait dire, dès lors, que tout ce qui avait précédé l'opposition était antérieur à l'instance, et devait servir à déterminer la compétence; que, par conséquent, les dommages et intérêts résultant du préjudice causé par le commandement devaient être pris en considération pour élever le taux de cette compétence.

Mais, le 10 janvier 1828, ARRÊT de la cour royale d'Agen, M. Lafontan président, MM. Léon, Ladryx et Chaudordy avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Labat, avocat-général : — Attendu que la demande qui fait l'objet du procès se trouve déterminée par le commandement fait à Barrère, à la requête de Davan, le 14 janv. 1827, à la somme principale de 860 fr. avec les intérêts de cette somme, courus depuis le 19 déc. précédent; que ces intérêts cumulés avec le principal, étant évidemment au dessous de 1,000 fr., tombaient dans la compétence du premier juge en dernier ressort; que la demande en dommages et intérêts vaguement énoncée dans l'opposition formée par Barrère au commandement, bien que portée par ses conclusions postérieures à la somme de 1,200, étant née à l'occasion de la demande principale, ne peut altérer cette compétence, parce que cette demande n'est qu'un incident, et par conséquent un accessoire à l'égard duquel il y a prorogation nécessaire de juridiction, n'étant pas au pouvoir du défendeur de dénaturer à son gré, dans le cours du litige, par des réconventions qui n'ont aucune cause antérieure, une compétence irrévocablement établie par la nature de la demande qui avait été formée contre lui; d'où il suit que l'appel interjeté par Barrère du jugement rendu entre les parties par le tribunal de première instance de Mirande, et dont s'agit, ne peut être reçu; — DÉCLARE l'appel de Barrère non recevable; moyennant ce, ordonne que ce dont est appel sortira effet.

Nota. L'arrêt que l'on vient de lire pose en principe que la demande reconventionnelle, étant une prorogation nécessaire de juridiction, n'altère pas la compétence; ce qui est exactement vrai. Cependant, pour asseoir en général, avec certitude, l'application de ce principe, il importe de faire une distinction. Lorsque le fait qui servira de fondement à la demande reconventionnelle sera antérieur à celui de la demande principale, il devra être pris en considération pour déterminer la compétence, et il augmentera par suite la

compétence primitive; mais lorsqu'il se trouvera postérieur à cette demande, comme dans l'espèce jugée ci-dessus, n'étant plus que l'accessoire de cette demande, la prorogation de juridiction s'appliquera dans toute sa force, et la compétence demeurera invariablement fixée d'après la demande principale. (Voy. l. 28, ff., *ad municip.*; l. 24, § 1, ff., *de offic. Quest. de droit*, v° *Dernier ressort*, § 11, et les arrêts cités.)

A. M. C.

COUR D'APPEL DE LIMOGES.

La partie condamnée par un jugement exécutoire par provision se rend-elle non recevable à en interjeter appel si elle paie les dépens, même sous toutes réserves? (Réa. aff.) C. proc., art. 159 (1).

DUBREUIL DE SOUVOLLE, C. LASSEBAHE.

Du 8 février 1827, ARRÊT de la cour de Limoges, M. Goutepagnon président, MM. Dulac et Dumont-Saint-Priest avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu, en fait, que le sieur Dubreuil a payé, avant d'interjeter appel du jugement du 14 juil. 1825, les frais auxquels il était condamné par ce jugement; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art 159 du C. de proc., le paiement des frais emporte exécution du jugement; et que, dans l'espèce, cette exécution ayant été volontaire, il y a eu, de la part du sieur Dubreuil, acquiescement au jugement du 14 juil. 1825, et que dès lors l'appel qu'il a interjeté n'est pas recevable; — Que c'est sans fondement que le sieur Dubreuil a prétendu que, d'après les dispositions mêmes du jugement dont est appel, ne pouvant en arrêter l'exécution, il n'a payé que comme contraint: qu'à la vérité le jugement porte qu'il est exécutoire par provision; mais que, d'après les dispositions de l'art. 137 du C. de proc., l'exécution provisoire ne pouvant s'appliquer à la condamnation relative aux dépens, il avait la faculté d'en suspendre l'effet en interjetant appel, que, satisfaisant au contraire à cette condamnation, lorsqu'il pouvait arrêter toutes les poursuites qui auraient pu être dirigées contre lui, par la voie simple et facile de l'appel, on doit en conclure qu'il a exécuté volontairement cette partie du jugement; — Qu'en vain le sieur Dubreuil, en payant les frais auxquels il avait été condamné, paraît s'être fait la réserve, par la quittance qui lui a été donnée, d'interjeter appel; sans examiner si la manière dont cette

(1) Voy. un arrêt de cassation, du 12 nov. 1827, qui a jugé, moins rigoureusement, t. 2 1828, p. 357.

réserve est insérée à la suite de la mention du paiement ne présente pas de doutes sur l'époque à laquelle elle a été intercalée, dès qu'il est reconnu que ce paiement doit être réputé facultatif et volontaire de la part dudit sieur Dubreuil, et que dès lors il emportait acquiescement, la réserve d'interjeter appel était en contradiction avec l'exécution donnée au jugement, et ne pouvait produire aucun effet d'après l'ancienne maxime : Exécuter et protester ne vaut; — Déclarer l'appel non recevable; etc. »

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

Un débiteur qui avait été déclaré en état de faillite est-il recevable à demander, par voie de tierce opposition, la nullité de la saisie et de l'adjudication définitive de ses immeubles, lorsque les poursuites intentées depuis la déclaration de la faillite n'ont point été dirigées contre les agents ou syndics, encore que ce débiteur se soit présenté, avant l'adjudication définitive, pour proposer ce moyen de nullité, et que le jugement déclaratif de la faillite ait été plus tard infirmé ? (Rés. aff.) C. com., art. 494; C. proc., art. 474.

MARCHAIS-DUSSABLON, C. DELUCHET.

En juillet 1820, un sieur *Delassaigne* obtint par fraude la signature du sieur *Marchais-Dussablon* au bas d'une feuille de papier timbré, et écrivit ensuite sur cette feuille un acte de société commerciale entre lui et Dussablon, dans lequel celui-ci s'obligeait de payer toutes les lettres de change souscrites par son prétendu associé. — Delassaigne souscrivit pour 50,000 fr. de lettres de change au nom de cette société. Ces lettres de change sont protestées à leur échéance au domicile élu, et des jugements du tribunal de commerce de Paris condamnent par corps Delassaigne et Dussablon à payer. Ces jugements, rendus par défaut contre Dussablon, sont signifiés au domicile élu dans les lettres de change; là on forme, au nom de Dussablon, opposition à ces jugements, et il intervient bientôt après des jugements de déboute d'opposition.

En vertu de ces jugements, le sieur Dussablon est arrêté et écroué à Sainte-Pélagie. Un sieur Delavigne fait déclarer en même temps la faillite de la prétendue société Delassaigne et Dussablon; et se fait nommer agent.

Peu de temps après, le domaine de *Langlée*, appartenant

un sieur Dussablon, est saisi à la requête d'un de ses créanciers, le sieur *Lebattut*. Aucun des actes de la saisie n'est dirigé contre l'agent de la faillite; tous sont adressés au débiteur seul sur son domaine, et ne lui parviennent point à Sainte-Pélagie. L'adjudication définitive allait être prononcée, lorsque le sieur Dussablon est instruit des poursuites. Il écrit à un avoué, qui demande l'annulation de la procédure, soit parce que les actes n'ont pas été signifiés au domicile du saisi, soit parceque, ce dernier étant en faillite, ces actes auraient dû être dirigés contre l'agent de la faillite. Le 1^{er} mai 1822, jugement du tribunal d'Angoulême qui déclare ces moyens de nullité non recevables, pour n'avoir pas été présentés dans le délai fixé par le décret du 2 fév. 1811, et, en outre, mal fondés, à défaut de justification. On passe outre à l'adjudication définitive, qui est prononcée le même jour en faveur du sieur Delachet. — Appel; arrêt qui le déclare non recevable, en ce qu'il n'a point été interjeté dans la huitaine (art. 736 du C. de proc.).

Un ordre s'ouvre pour la distribution du prix; les porteurs des lettres de change et des jugements du tribunal de commerce produisent leurs titres, et, en juillet 1823, l'adjudicataire verse en leurs mains le prix de l'adjudication.

Cependant le sieur Dussablon avait interjeté appel d'un jugement du tribunal de commerce de Paris, qui l'avait débouté de son action en désaveu contre l'agréé qui s'était présenté en son nom sur la prétendue opposition aux jugements par défaut; il avait également appelé des jugements du même tribunal qui le condamnaient au paiement des lettres de change, et qui déclaraient en faillite la prétendue société Delassaigne et Dussablon; enfin il s'était inscrit en faux contre l'acte de cette société, et avait porté une plainte en faux principal contre Delassaigne et ses complices. Mais les jugements du tribunal de commerce étant exécutoires par provision, l'appel n'avait pu arrêter les poursuites; d'un autre côté, la lenteur de la procédure en faux avait permis aux créanciers vrais ou supposés du sieur Dussablon de pousser ces poursuites jusqu'au point que nous venons d'indiquer. Enfin, le 8 sept. 1823, arrêt de la cour d'assises de Paris qui déclare faux l'acte de société surpris au sieur Dussablon, et condamne Delassaigne par contumace à dix ans de travaux forcés. —

En outre, le 7 fév. 1824, arrêt de la cour royale de Bordeaux qui réforme les jugements du tribunal de commerce, tant ceux qui avaient prononcé la condamnation des lettres de change et rejeté le désaven de l'agréé, que celui qui avait constitué le sieur Dussablon en état de faillite. (Cet arrêt est rapporté dans ce *Journal*, au tome 3 1824, p. 157.)

Le sieur Dussablon ayant ainsi recouvré sa liberté, assigna le sieur Deluchet, adjudicataire de son domaine de *Langlée*, pour voir dire « qu'il sera reçu tiers opposant au jugement d'adjudication définitive, et à tout ce qui en a été la suite; que le tout sera annulé; qu'il sera réintégré dans la propriété et jouissance de son dit domaine, et le sieur Deluchet condamné à le lui délaisser, avec restitution des fruits depuis sa prise de possession; en outre que le sieur Deluchet et le sieur Lebattut, créancier poursuivant, seront condamnés à des dommages et intérêts. » Le sieur Dussablon soutenait que sa tierce opposition était recevable, attendu qu'il n'avait point été régulièrement appelé dans les poursuites de saisie immobilière, un failli ne pouvant ester en justice qu'en la personne de ses syndics.

Les sieurs Deluchet et Lebattut ont répondu que la tierce opposition était non recevable, parce que le failli, quoiqu'il cessât de l'administration de ses biens, n'était pas absolument incapable d'ester en justice (1); et que, dans l'espèce, le sieur Dussablon avait comparu par le ministère d'un avoué lors du jugement d'adjudication définitive du 1^{er} mai 1822; que d'ailleurs le jugement déclaratif de la faillite ayant été annulé, le sieur Dussablon était censé n'avoir jamais été en faillite, et ne pouvait dès lors invoquer le droit relatif aux faillis, et prétendre qu'il n'avait pas été régulièrement appelé dans l'instance de saisie immobilière, par cela seul que ses syndics n'avaient point été mis en cause.

Le 10 mai 1827, jugement qui déclare le sieur Dussablon non recevable dans sa tierce opposition, attendu qu'il s'était présenté au jugement d'adjudication définitive du 1^{er} mai 1822. — Appel de la part du sieur Dussablon.

Le 2 avril 1828, ARRÊT de la cour royale de Bordeaux, M.

(1) Voy. t. 1^{er} 1812, p. 393; — nouv. éd., t. 11, p. 226, et M. Carré *Loi de la proc. civ.*, t. 2, p. 192.

Président, MM. Gergères et Dufour avocats, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. Ravez, avocat-général; — Attendu que Marchais-Dussablon fut déclaré en état de faillite par jugement du tribunal de commerce de Paris, en date du 25 mars 1821, lequel était exécutoire nonobstant opposition et appel; que ce jugement ne fut réformé que long-temps après, par arrêt de la cour royale, en date du 7 fév. 1824; que, pendant tout ce temps, Dussablon, traduit à Sainte-Pélagie, fut privé de sa liberté; que ses titres et papiers furent mis sous les scellés, et ensuite passèrent dans les mains des agents ou syndics de la faillite; qu'enfin il était dessaisi de fait; et qu'aux termes de l'art. 442 du C. de com., il était également dessaisi de plein droit de l'administration de tous ses biens mobiliers et immobiliers. — Que telle était sa position lorsque, pour une somme assez modique, Pierre de Labattut crut devoir poursuivre et consommer, par l'adjudication définitive, la saisie immobilière du domaine de Langlée, appartenant audit sieur Dussablon; que, de son côté, l'agent de la faillite faisait vendre tous les objets mobiliers; — Que la procédure en saisie immobilière était vicieuse sous un double rapport, 1° parce que les poursuites n'avaient pas été dirigées contre les agents ou syndics de la faillite, ainsi que le prescrivait l'art. 494 du C. de comm.; 2° parce qu'en supposant qu'elles eussent pu l'être contre Marchais-Dussablon uniquement, elles seraient nulles, puisqu'aucun des actes qui auraient dû lui être notifiés ne l'ont été à son domicile. — Que néanmoins, le 1^{er} mai 1822, Dussablon s'étant présenté par le ministère d'avoué pour proposer ces nullités, le tribunal d'Angoulême l'y déclara non recevable, et, par un autre jugement du même jour, prononça l'adjudication définitive en faveur de Bernard Deluchet;

Attendu que la voie de la tierce opposition est ouverte par l'art. 474 du C. de proc. à ceux qui ont intérêt de faire réformer des décisions judiciaires intervenues dans des instances auxquelles ils n'ont point été appelés, ou ne l'ont pas été valablement; que, d'après l'art. 475 du même code, ils peuvent aussi se pourvoir par tierce opposition incidente; — Attendu que le 23 août 1825, Marchais-Dussablon s'est pourvu par tierce opposition principale contre le jugement qui prononce l'adjudication définitive de son domaine; que, par requête présentée devant la cour et signifiée le 7 du mois dernier, il s'est pourvu régulièrement par tierce opposition incidente contre les jugements qui ont précédé; — Attendu que, dans tout le cours de l'instance en saisie immobilière, Dussablon n'a jamais été appelé ni dans la personne des agents ou syndics de sa faillite, contre qui seuls pouvaient être dirigées les poursuites, conformément à l'art. 494 du C. de com., ni personnellement, car il n'a pu l'être par des notifications irrégulières; que dès lors il est recevable tant

dans sa tierce opposition principale, que dans sa tierce opposition incidente;

• Que toutefois, deux fins de non recevoir sont proposées par Deluchet : la première, prise de ce que Dussablon aurait acquiescé à l'expropriation en demandant, devant la cour royale de Paris, que les faussaires qui l'avaient enlacé dans leurs criminelles machinations lui restituassent les sommes dont ils s'étaient emparés, et qui provenaient de partie du prix de l'adjudication du domaine; la seconde, résultant de ce qu'il se serait présenté volontairement dans l'instance, et que, par sa présence, il aurait couvert l'exception prise de ce qu'il n'y aurait pas été appelé;

• Sur la première fin de non recevoir, — Attendu qu'elle repose sur une assertion erronée; qu'en fait, devant la cour royale de Paris, Dussablon n'a point conclu à la restitution d'aucune des sommes provenant de l'adjudication de son domaine; que, dans cette instance, étrangère à Deluchet, il n'était nullement question de statuer sur la validité ou nullité de la saisie immobilière; que la cour, par une conséquence immédiate de la tardive justice qu'il lui était donné de rendre à Dussablon, n'a fait autre chose que reconnaître, de son propre mouvement, le droit qu'il aurait de répéter les sommes dont ses spoliateurs s'étaient emparés; qu'en droit, il est incontestable que celui-ci avait deux actions entre lesquelles il pouvait opter : qu'il pouvait poursuivre les faussaires en restitution de ces sommes, ou revendiquer l'immeuble dont on l'avait illégalement dépouillé; que l'arrêt de la cour royale ne lui enlevait nullement ce droit d'option; qu'il l'a exercé en se pourvoyant par tierce opposition contre les jugements rendus dans le cours de la saisie immobilière;

• Sur la deuxième fin de non recevoir, — Attendu que Dussablon, légalement dessaisi de tous ses biens, n'avait aucune action pour défendre seul à la saisie immobilière de son domaine; qu'il pouvait bien intervenir pour la conservation de ses droits dans une instance régulièrement liée avec les agents ou syndics de la faillite; mais qu'en leur absence nulle décision judiciaire ne pouvait valablement être prononcée contre lui; qu'au surplus, il n'est intervenu et n'a pu intervenir dans cette instance qu'en la seule qualité en laquelle il lui fut permis d'ester en justice; qu'en droit cette qualité était inhérente à sa personne tant que les jugements qui le constituaient en état de faillite n'étaient pas réformés; qu'en fait, il ne se présenta par le ministère d'avoué, au moment où l'on allait procéder à l'adjudication définitive, que pour exciper de son incapacité, et protester contre la validité des poursuites; — Qu'aujourd'hui il peut renouveler cette exception comme il pouvait le faire alors, sans qu'en soit fondé à lui opposer que, les jugements qui avaient prononcé l'ouverture de la faillite ayant été infirmés, il doit être censé avoir eu toujours le libre exercice de ses actions; qu'en effet, l'ar-

Les juges saisis des jugements ne saurait valider des procédures faites irrégulièrement et radicalement nulles, puisque Dussablon était dépourvu de fait et de droit de ses actions pour défendre à la saisie; que, pour juger de la validité d'une procédure et de la qualité en laquelle les parties ont pu agir, on doit forcément se reporter à l'époque où elle a été faite; — Attendu que les jugements contre lesquels se pourvoit Dussablon ayant été prononcés dans une instance où il n'a comparu qu'en qualité de saisi, il est recevable à les attaquer, maintenant qu'il est comme réintégré dans ses droits, et libre d'exercer toutes les actions dont il avait été dessaisi; qu'il est de principe que celui qui a été condamné en une qualité peut se pourvoir par tierce opposition contre le jugement, si c'est en une autre qualité qu'il l'attaque; — Qu'ainsi les deux demandes non recevoir sont dénuées de fondement;

En fait. — Attendu que la saisie immobilière validée par les juges est attaquée est radicalement nulle, ainsi qu'il résulte des motifs précédemment donnés, soit pour n'avoir été dirigée que contre le saisi, soit parce qu'aucune notification n'a été régulièrement faite à Dussablon; — Qu'il a été mal jugé par la décision du 1^{er} mai 1832, qui a ordonné qu'il serait passé outre à l'adjudication définitive; qu'averti par les plaintes que Dussablon faisait entendre des irrégularités de la procédure, le tribunal ne pouvait déclarer que le saisi était déchu du droit de faire valoir les moyens de nullité qu'il proposait; qu'il est de principe que cette déchéance ne peut être prononcée contre ceux qui n'ont pas été mis en demeure de les proposer avant l'adjudication; que telle était la position où Marchais-Dussablon se trouvait placé, puisque nulle notification régulière ne lui avait été faite; — Que Deluchet devait connaître par la notoriété publique et légale, par les scellés apposés sur les bâtiments dont il s'est rendu adjudicataire, et par l'incident qui eut lieu à l'audience même où l'adjudication fut faite en sa faveur, la position cruelle du saisi, son absence, son incarcération, et les nullités radicales qui viciaient la procédure; qu'il doit s'imputer d'avoir acquis un domaine dont la loi et l'équité ne permettaient pas que le saisi fût dépourvu; — Attendu que la saisie immobilière, et par suite l'adjudication définitive étant annulée, Deluchet doit délaisser à Marchais-Dussablon le domaine de Langlée; — Attendu qu'ayant acquis publiquement et à la barre du tribunal, il doit être réputé de bonne foi, et qu'ainsi il n'est tenu de la restitution des fruits qu'à compter du jour où il a été mis en demeure de délaisser; — Attendu, quant aux dommages et intérêts, que la saisie immobilière n'était pas de son fait; qu'ainsi il ne saurait être astreint à réparer les dommages que Marchais-Dussablon peut en avoir éprouvés; — Attendu que Dussablon, dans un mémoire adressé aux juges du tribunal d'Angoulême, confondant Deluchet avec les coupables artisans de sa ruine, s'est permis des injures et des outrages graves envers lui; qu'il est sorti des bornes que lui permettait une légi-

time de fene; que son infortune n'atteint point ses héritiers, et que le tribunal a dû le réprimer, ainsi qu'il l'a fait en supprimant le mémoire. — Sans s'arrêter aux fins de non recevoir proposées par Deluchet, émettant, Excoir Marchais-Dussablon tiers opposant au jugement du 1^{er} mai 1822, qui a prononcé l'adjudication définitive du domaine de Langlee; — Le reçoit incidemment opposant aux jugements qui ont précédé ladite adjudication; — Annule tant la saisie immobilière que l'adjudication définitive et tout ce qui s'en est suivi; ordonne que Deluchet délaissera à Dussablon, ledit domaine, avec restitution des fruits depuis le 23 août 1821, et paiement des dégradations, si aucunes ont été commises; sans préjudice audit Deluchet de répéter, ainsi qu'il a droit, les sommes qui lui seraient dues à raison d'améliorations qu'il pourrait avoir faites, ainsi que de celles qu'il aurait payées par suite de la distribution du prix dudit domaine aux créanciers légitimes de Marchais-Dussablon; en conséquence le subroge aux droits et actions de ces dits créanciers, sans préjudice encore à lui d'exercer telle action qu'il a droit contre qui il appartiendra pour la répétition des sommes qui lui auraient été comptées à des personnes non légitimes créancières; le maintient en possession du domaine jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui sera dû, toutes compensations faites, conformément à ce qui vient d'être ordonné; confirme le jugement dont est appel dans le chef seulement qui a supprimé le mémoire injurieux de Marchais-Dussablon; déclare nul le présent arrêt commun avec Pierre de Labattut. » S.

COUR D'APPEL DE RENNES.

Un exploit d'appel est-il nul si la copie ne désigne pas le jour de sa signification, bien qu'il indique le mois et l'année? (Rés. aff.) C. proc., art. 61 et 456.

L'huissier qui a fait un acte nul pour irrégularité de date peut-il n'être condamné, à titre de dommages et intérêts, qu'aux frais de l'acte, si la nullité n'a causé que peu de dommage à l'appelant? (Rés. aff.) C. civ., art. 1382.

L'huissier qui a commis une nullité dans un exploit d'appel peut-il être appelé en garantie de PLANO devant la cour royale? (Rés. aff.) C. proc., art. 464.

L'exécution donnée à un jugement pendant l'appel est-elle une entreprise illégale qui donne ouverture à des dommages et intérêts au profit de l'appelant, encore que l'exploit d'appel soit entaché de nullité? — Cette nullité ne peut-elle être appréciée que par la cour? (Rés. aff.) C. proc., art. 457.

PHILIPPE, C. CRECHIRON ET AUTRES.

Le 26 février 1828, ARRÊT de la cour de Rennes, 3^e chambre, par lequel :

LA COUR, — Considérant que, suivant la disposition de l'art. 156 du C. de proc., l'acte d'appel doit être notifié à personne ou domicile, et contenir assignation dans les délais de la loi, sous peine de nullité; — Qu'il est de principe que cette assignation soit revêtue de toutes les formes prescrites pour les ajournements, si l'on excepte l'exposé des motifs, et que la copie de l'exploit remplace l'original, à l'égard de la personne à qui elle est signifiée; — Que l'art. 61 du C. de proc. exige notamment que l'acte d'ajournement exprime la date des jour, mois et année, sous peine de nullité; que la copie de l'appel notifiée au sieur Crechiron ne désigne que la date du mois d'av., sans indiquer le jour où elle a été remise, d'où il suit qu'elle présente une nullité radicale, et que l'appel n'ayant pas été régulièrement émis dans les trois mois de la signification du jugement de première instance, qui a été faite le 14 janvier, il est devenu non recevable;

En ce qui touche la demande formée contre l'huissier *Lehouerff*, — Considérant qu'elle n'a d'autre objet que la réparation du préjudice subi envers le sieur *Philippe*, à raison de la nullité de son acte d'appel; — Que l'art. 1031 du C. de proc. autorise les tribunaux à déclarer les officiers ministériels responsables des actes nuls ou frustratoires qu'ils auront faits, et à les rendre passibles de dommages et intérêts, dans le cas où ils seraient justement répréhensibles; qu'ainsi l'appelant a été fondé à se pourvoir en cause d'appel, vers l'huissier *Lehouerff*, pour obtenir la réparation qui peut lui être due; — Que l'omission commise par cet officier, dans la copie d'exploit notifiée au sieur *Crechiron*, ne peut être, dans la circonstance, regardée comme une négligence très grave qui mérite une condamnation rigoureuse;

Sur le chef tendant à la nullité de la saisie exercée contre le sieur *Philippe* et au paiement de dommages et intérêts; — Considérant qu'il n'était pas au pouvoir de l'intimé d'apprécier le mérite de l'appel porté devant la cour; qu'elle était seule compétente pour statuer sur la validité ou l'irrégularité de la copie notifiée au sieur *Crechiron*; que l'effet du jugement entrepris devant l'autorité supérieure est suspendu pendant l'instruction de l'appel, à moins que l'exécution provisoire n'en ait été également autorisée : que cependant le sieur *Crechiron* s'est permis de juger lui-même la nullité de l'assignation qui lui avait été signifiée et de procéder à l'exécution du jugement de première instance; — Que, par cette entreprise illégale, il a porté atteinte à un principe essentiellement conservateur de la fortune des familles et du bon ordre de la société; qu'il est d'autant plus répréhensible qu'il a exercé une saisie, en

choisissant de préférence un jour de foire ou de marché, envers notaire, auquel il importe de jouir de la confiance publique, et qui a été indemnisé du préjudice que cette poursuite a pu lui causer. — DÉCLARE irrégulière et nulle la copie de l'acte d'appel du jugement du par le tribunal civil de Guingamp, le 30 mars dernier, qui a été signifié à Crechiron au mois d'av. suivant, sans indication du jour où a été remise, et juge en conséquence que Philippe est déchu de son appel; — REJETTE la fin de non recevoir proposée par l'huissier Leboucq contre la demande formée envers lui en paiement des frais qu'il a déboursés et des dommages et intérêts de l'appelant: au principal, le condamne aux dépens de l'exploit annulé; ainsi que de ceux de la demande formée contre lui, de la part de Philippe, pour tous dommages et intérêts. — Déclare illégale et nulle la saisie exécution exercée contre Philippe. — Condamne Crechiron au paiement des frais qu'elle a causés, et à une somme de 300 fr. en nature de dommages et intérêts au profit de M. Philippe; compense les dépens respectifs entre les parties, sur ceux qui doivent être acquittés personnellement par l'huissier Leboucq le retrait de l'arrêt supportable par Crechiron, ainsi que la notification qui lui en sera faite à la requête de Philippe, etc.

COUR DE CASSATION.

Une sentence arbitrale, qui interdit à des associés la vente de leurs immeubles jusqu'après le règlement définitif de leurs comptes, emporte-t-elle hypothèque, bien qu'elle ne prononce aucune condamnation? (Rés. aff.)

L'inscription que l'un des associés prend, en vertu de cette sentence, sur les immeubles de ses coassociés, a-t-elle l'effet du jour de sa date pour le montant des sommes dues, s'il est plus tard reconnu créancier, encore que l'obligation de ne pas vendre ait été pleinement exécutée par les associés? (Rés. aff.) C. civ., art. 2114 et 2123.

Celui qui a empêché l'exécution d'une disposition de jugement peut-il se prévaloir d'une autre disposition du même jugement, qui lui est favorable, lorsque ces dispositions sont réciproques et ne forment pas des chefs distincts dont l'exécution puisse être divisée? (Rés. nég.)

CAIRE, C. BALESTRIER.

Par acte notarié du 18 sept. 1807, le sieur Caire père consentit hypothèque sur des immeubles qu'il possédait dans la ville de Montpellier; pour sûreté de la somme de 54,070 fr.

stant de la constitution dotale qu'il avait précédemment
à son fils, et de la dot qui lui avait été comptée par le
de sa belle-fille. — Cette hypothèque n'a été inscrite que
juin 1811.

Une société commerciale avait été formée, en l'an 6, entre
M^r Balestrier, qui en était le caissier, le sieur Caire
et les sieurs Martin, Gachon et Chassary. Elle fut bien-
tôt dissoute. Un jugement du tribunal de commerce, du 3
1809, condamna le sieur Balestrier à rendre compte à
ses associés. Ceux-ci firent, quelque temps après, une saisie-
arrêt entre les mains d'une dame Gerbier, sur une somme de
400 fr., que cette dame restait devoir au sieur Balestrier
à titre de prix d'une maison qu'elle lui avait achetée.

Le 4 mars 1811, des arbitres nommés pour prononcer sur
les difficultés que le compte à rendre pouvait faire naître
ont rendu une première sentence, par laquelle, « après avoir
reconnu que chacune des parties s'établit demanderesse en-
vers l'autre d'une somme fort majeure; que l'apurement du
compte entraînera de longs délais à cause de l'irrégularité
des écritures; que, dans cette incertitude, il est de l'intérêt
commun des parties de se présenter des garanties réciproques;
ils déclarent que, sans entendre rien préjuger, ils maintien-
nent provisoirement la saisie-arrêt faite entre les mains de
la dame Gerbier, et interdisent provisoirement, tant aux
sieurs Balestrier qu'aux sieurs Caire, Martin, Gachon et
Chassary, la vente ou aliénation d'aucun de leurs biens
meubles jusqu'après le jugement définitif, leur laissant
cependant la faculté de vendre en donnant caution. »

Le 4 juin 1811, le sieur Balestrier prend, en vertu de cette
sentence, une inscription hypothécaire pour 40,000 fr. sur
les biens du sieur Caire père. Celui-ci s'inscrit à son tour
sur les biens du sieur Balestrier.

Le 26 du même mois, les arbitres ayant reconnu que, d'a-
près le compte de la caisse, le sieur Balestrier est créancier
pour une somme assez majeure, dont la quotité ne peut cepen-
dant être fixée qu'après le règlement des comptes particu-
liers; qu'en attendant il est de toute justice de ne pas le lais-
ser sous le poids d'une saisie-arrêt, ont rendu une seconde
sentence qui autorise le sieur Balestrier à poursuivre la main-
levée de la saisie-arrêt et de l'inscription du sieur Caire, et

lui enjoint en même temps de faire radier de suite l'inscription qu'il a prise sur les biens de ce dernier. — Le sieur Balestrier fit signifier cette sentence au sieur Caire. Celui-ci demanda l'annulation; mais un jugement du tribunal de commerce, du 8 juil. 1811, rejeta cette demande, conformément aux conclusions du sieur Balestrier, qui, du reste, fit point radier l'inscription qu'il avait prise sur les biens du sieur Caire.

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ce fut seulement à cette époque, le 1^{er} juil. 1811, que le sieur Caire fils fit inscrire les immeubles de son père la créance hypothécaire qui revenait à son profit de l'acte notarié du 18 sept. 1807.

Le 29 juin 1812, décision définitive des arbitres qui a condamné solidairement les sieurs Caire père, Gachon, Malet et Chassary à payer au sieur Balestrier une somme de 36,127 fr. Cette sentence est annulée par arrêt de la cour de Montpellier, du 13 mars 1813, sur la demande des sieurs Caire conjoints, en ce que les arbitres ont statué hors des termes compromis; mais de nouveaux arbitres nommés ont déclaré le sieur Balestrier créancier des mêmes parties pour une somme de 36,127 fr., et, sur l'appel, cette sentence a été confirmée par arrêt de la cour de Montpellier, du 25 juil. 1813.

Le 25 mai 1825, le sieur Caire fils assigne le sieur Balestrier en radiation de son inscription du 4 juin 1811. Il soutient que la sentence du 4 mars 1811, en vertu de laquelle l'inscription a été prise, n'emportait pas hypothèque, qu'en tout cas cette hypothèque était conditionnelle pour le cas où le sieur Caire aurait vendu ses immeubles, ce qui ne s'est pas réalisé; 3^o qu'en surplus la radiation de cette inscription avait été ordonnée par la sentence du 26 juin 1811, passée en force de chose jugée; 4^o qu'en outre toute la procédure faite devant les premiers arbitres avait été annulée, avec elle, la sentence du 4 mars, par l'arrêt du 12 mars 1813; 5^o qu'enfin la sentence du 4 mars n'avait pu porter atteinte à ses droits antérieurs résultant de la constitution d'hypothèque de 1807. — Le 3 fév. 1826, jugement du tribunal de Montpellier qui rejette la demande du sieur Caire fils. Appel. — Le 27 nov. 1826, arrêt confirmatif de la cour royale de Montpellier, ainsi conçu :

« La sentence du 4 mars 1811 a-t-elle conféré au sieur Balestrier

peut prendre hypothèque sur les biens de ses associés? Ce droit ne
a-t-il pas été enlevé par la sentence du 26 juin même année? La
sentence du 4 mars n'a-t-elle pas d'ailleurs été annulée par l'ar-
rêt de la cour, du 12 mars 1813, qui annula la sentence définitive des
trois arbitres, du 29 juin 1812? La seconde sentence définitive, du
4 mars 1814, confirmée par arrêt du 23 juil. 1814, ne justifie-t-elle pas
entièrement la mesure conservatoire prise par Balestrier en vertu de
ladite sentence du 4 mars 1811? Laquelle des deux hypothèques, de
Balestrier ou de Caire, doit primer l'autre? — Attendu que de
la sentence arbitrale du 4 mars 1811, non attaquée ni par appel, ni
par voie de l'opposition à l'ordonnance d'exequatur, résultait, pour
les associés, inhibition de vendre leurs immeubles jusqu'au juge-
ment définitif, et pour chacune des parties le droit de veiller, dans son
intérêt privé, à l'exécution de l'obligation de ne pas vendre par tous les
moyens conservatoires; — Qu'il est bien évident que, soit les arbitres
prohibant l'aliénation, soit chacun des associés en exerçant les droits
résultant de la conséquence de l'obligation imposée, avaient l'intention
de conserver le gage qui devait assurer, à chacun sa créance, si en dé-
faut il en résultait quelque chose ou pour l'une ou pour l'autre des par-
ties; — Attendu que le droit appartenant à chaque associé, de veill-
er à la conservation des immeubles, ne pouvait utilement s'exercer qu'à
l'aide de l'inscription hypothécaire, qui seule pouvait assurer la non aliéna-
tion des immeubles qui en étaient frappés, et garantissait ainsi l'exécu-
tion de l'obligation, qui, sans elle, pouvait devenir illusoire; — Attendu
que cette inscription, encore qu'elle fût éventuelle, ne se bornait pas à
prévenir l'événement de la vente prohibée, mais encore portait sur le
statut de la liquidation, et que dès lors elle devait exister jusqu'au
jugement définitif; — Qu'encore que la sentence du 4 mars 1811 ne
contienne aucune condamnation actuelle d'une somme fixe, elle renfer-
me une disposition précise; elle impose une obligation de ne pas faire,
qui peut se résoudre en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de
l'obligation, et dont la valeur, quoique indéterminée, n'en sera pas
moins l'objet positif de l'hypothèque que la loi confère même à l'obli-
gation indéterminée (art. 2132), jusqu'à une valeur estimative; — At-
tendu qu'on doit reconnaître que, dans ladite sentence, l'intention des
parties, ainsi qu'ils l'expriment formellement, aurait été de donner à
toutes les parties des garanties réciproques, et de leur conserver toutes
leurs propriétés; — Que cette réciprocité autorisait d'autant plus le sieur
Balestrier à prendre hypothèque, que lui-même était déjà soumis à l'in-
scription prise sur ses biens par suite du jugement qui le condamnait à
payer le compte, et à une saisie-arrêt sur une somme de 26,000 fr. entre
les mains de la dame veuve Gerbier, dont la maintenance était ordon-
née par ladite sentence; —
Attendu que la sentence postérieure, du 26 juin 1811, n'a pu por-

ter atteinte à des droits acquis par celle du 4 mars précédent, non testée; que l'exécution de cette dernière n'appartenait pas aux arbitres qui ne pouvaient plus en contrarier les dispositions ni les effets, ni réformer eux-mêmes; — Que, de plus, cette sentence du 26 juin contenait des dispositions réciproques, auxquelles le sieur Caire aurait même résisté.....; — Que dès lors cette sentence n'ayant pas été exécutée en ses dispositions favorables au sieur Balestrier, par suite de la résistance du sieur Caire, ne peut lui être opposée aujourd'hui; le sieur Caire pour le forcer à exécuter la disposition de cette sentence qui lui enjoignait de radier l'inscription par lui prise; — Il est bien évident que cette injonction, faite au sieur Balestrier, était l'intention des arbitres l'équipollent de l'autorisation qui lui était donnée de poursuivre devant les tribunaux la main levée des charges pesaient sur lui, et que le sieur Caire, en s'opposant à l'exécution de cette disposition qui rétablissait l'équilibre entre les deux parties, a porté atteinte à l'utilité de cette sentence, lors surtout que, par cette sentence le sieur Balestrier était d'ores et déjà déclaré créancier du sieur Caire. — Attendu que la mesure conservatoire prise en vertu de la susdite sentence est pleinement justifiée par celle définitivement rendue par les nouveaux arbitres qui ont procédé en exécution de l'arrêt de la cour du 12 mars 1813, le 8 sept. 1814, laquelle, confirmée par arrêt de la cour du 12 juil. 1824, déclare le sieur Balestrier créancier du sieur Caire d'une somme en capital et intérêts de 38,135 fr. 90 c., dont l'inscription prise par le sieur Balestrier est la seule garantie. — Attendu que, d'après les lois du régime hypothécaire, l'inscription seule détermine le rang des hypothèques, et que dans l'espèce, celle du sieur Balestrier, par sa date, prime celle du sieur Caire, etc. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Caire fils. 1^o Violation des art. 2114 du C. civ., et fausse application des art. 2123 et 2134 du même code. D'après le premier de ces articles, disait le demandeur, « l'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation. Elle n'est jamais que l'accessoire d'une obligation existante. Il ne peut y avoir d'hypothèque qu'autant qu'il y a obligation à acquitter. Et si l'art. 2123 dit que l'hypothèque judiciaire résulte des jugements, cela ne peut s'entendre que des jugements qui prononcent une condamnation. Or la sentence arbitrale du 4 mars 1811 se bornait à interdire aux associés la vente de leurs immeubles; elle ne prononçait aucune condamnation; elle n'établissait on ne déclarait l'existence d'aucune créance; conséquemment, elle ne pouvait emporter l'hypothèque, ni par suite servir de fondement à une inscription.

tion. Mais en admettant qu'en thèse générale l'obligation de ne pas faire, imposée par un jugement, puisse emporter hypothèque, en ce que, en cas d'inexécution, elle se résout en dommages et intérêts, qu'en résultera-t-il dans l'espèce? L'obligation de ne pas vendre ou de ne pas hypothéquer ses immeubles a été pleinement exécutée par le sieur Caire. Le cas dans lequel la sentence aurait pu emporter hypothèque, c'est-à-dire l'inexécution de l'obligation de ne pas vendre, ne s'est donc pas réalisé. L'hypothèque supposée attachée à l'obligation de ne pas vendre s'est éteinte avec cette obligation, et l'inscription prise pour la conservation de cette hypothèque s'est trouvée sans objet.

2^e Violation du principe de l'autorité de la chose jugée, consacré par les art. 1350, 1351 et 1352 du C. civ. Par leur sentence du 26 juin 1811, les arbitres déclarèrent que celle du 4 mars précédent ne conférait pas le droit de prendre inscription, et ils enjoignirent au sieur Balestrier de faire radier l'inscription qu'il avait prise sur les immeubles du sieur Caire. Le sieur Balestrier fit signifier cette sentence, qui, conformément à ses conclusions, fut maintenue par jugement du 8 juil. 1811. La sentence du 26 juin acquit ainsi l'autorité de la chose jugée à l'égard de toutes les parties, et l'arrêt attaqué, en maintenant et validant une inscription dont elle ordonnait la radiation, a évidemment violé la chose jugée. La cour royale oppose que l'exécution de la sentence du 4 mars n'appartenait pas aux arbitres. Qu'en résulterait-il? Que leur sentence du 26 juin contenait un excès de pouvoir! Celle aurait dû être annulée par le tribunal de commerce!... Mais, lorsqu'au contraire elle a été maintenue par jugement passé en force de chose jugée, l'arrêt attaqué n'a pu, sans violer cette chose jugée, valider une inscription dont elle ordonnait la radiation.

La cour royale prétend en vain que le sieur Caire père s'étant opposé à l'exécution de la sentence du 26 juin dans les dispositions favorables au sieur Balestrier, ne peut s'en prévaloir quant aux dispositions contraires à ce dernier. Il y avait réellement dans la sentence du 26 juin deux sentences, *tot capita, tot sententiæ*: l'une qui autorisait le sieur Balestrier à poursuivre la mainlevée de la saisie-arrêt et de l'inscription du sieur Caire, l'autre qui lui enjoignait de faire

radier l'inscription qu'il avait prise sur les biens de ce dernier. Le sieur Caire, en s'opposant à l'exécution de la première sentence, n'a point préjudicié au droit que la seconde lui conférait.

Du 4 juin 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pansey*, premier président, M. *Borel* rapporteur, M. *Nicod* avocat.

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *de Broé*, avocat-général; — Sur le premier moyen, que le demandeur fait résulter d'une violation de l'art. 2114 du C. civ., et d'une fausse application des art. 2123 et 2124 du même code — Attendu, en droit, que de la combinaison des art. 2114 et 2123, qui admettent, le premier, l'hypothèque comme un droit réel sur des immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation; et le second, cette hypothèque comme résultant des jugements, il faut conclure que tout jugement imposant une obligation emporte hypothèque et faculté de former l'inscription qui la conserve; — Attendu encore, en droit, qu'une prohibition d'aliéner, prononcée par jugement, impose une obligation de ne pas faire, une condamnation éventuelle en dommages et intérêts, au cas d'inexécution de cette obligation, et par conséquent l'hypothèque judiciaire; que la conditionnalité n'est pas un obstacle à l'inscription (art. 2132).

Attendu, en fait, que la sentence arbitrale du 4 mars 1811 interdisait provisoirement tant au sieur Balestrier qu'au sieur Caire et consorts, la vente ou aliénation d'aucun des immeubles, jusqu'après jugement définitif: qu'une inscription régulière a été prise le 4 juin 1811, en vertu de cette sentence qui a acquis l'autorité de la chose jugée, et qu'en la validant, loin d'avoir violé ou faussement appliqué les art. 2123 et 2124 du C. civ., l'arrêt attaqué en a fait une juste application à la cause;

Sur le second moyen, fondé sur le reproche d'une violation du principe de l'autorité de la chose jugée, consacré par les art. 1350, 1351 et 1352 du C. civ.; — Attendu que, pour apprécier l'exception de chose jugée par la sentence arbitrale du 26 juin 1811, la cour royale de Montpellier a dû entrer dans l'examen des dispositions qu'elle contenait, et de l'exécution qui lui avait été donnée par les parties; que cette cour a reconnu que cette sentence contenait des dispositions réciproques imposées à chacune des parties; que la conséquence était que ces dispositions, prononcées cumulativement entre des parties qui plaident en liquidation et se prétendaient réciproquement débitrices et créancières, ne pouvaient être divisées dans leur exécution, et ne formaient pas des chefs distincts auxquels pût s'appliquer la maxime *tot capita, tot sententiæ*; — Attendu encore que Jean-Alexis Caire, demandeur en cassation, n'était pas partie dans l'instance en liquidation de

société qui a donné lieu à ladite sentence arbitrale du 26 juin 1811; que, s'il a pu, soit comme créancier d'Etienne Caire, son père, avec lequel elle a été rendue, soit comme héritier bénéficiaire, en invoquer le mérite, il était, à ces titres, passible des exceptions qui pouvaient être opposées audit Etienne Caire, et que l'arrêt attaqué constate que ledit Etienne Caire, en s'opposant à l'exécution de la disposition qui établissait l'équilibre entre les deux parties, avait renoncé à l'utilité de cette sentence; que, d'après cette appréciation de la sentence du 26 juin 1811 et les faits et circonstances qui l'ont précédée, accompagnée et suivie, la cour royale de Montpellier a pu, sans violer l'autorité de la chose jugée, décider, ainsi qu'elle l'a fait, que la sentence du 4 mars 1811 était demeurée dans toute sa force, et que l'inscription qui en avait été la suite devait être maintenue; — **REJETTE.** S.

COUR DE CASSATION.

Y a-t-il lieu à règlement de juges par la cour de cassation lorsqu'une ordonnance de chambre de conseil, passée en force de chose jugée, a renvoyé une affaire devant le tribunal correctionnel, et que, sur l'appel du jugement de ce tribunal, la cour royale s'est déclarée incompétente?
(Rés. aff.)

Les faits d'excuse, admis comme tels par la loi, doivent-ils être proposés aux jurés et répondus par eux? (Rés. aff.)
C. inst. crim., art. 339; C. pén., art. 321.

MINISTÈRE PUBLIC, C. DELMAS.

Du 21 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Bernard rapporteur, par lequel:

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général; — Statuant sur la demande en règlement de juges formée par le procureur-général près la cour royale de Montpellier; — Attendu qu, par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Lodève, du 23 nov. 1827, les frères Delmas, prévenus de coups et blessures sur la personne de J. Gouneaud, lesquels avaient occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours, ont été renvoyés au tribunal de police correctionnelle, sur le motif que les coups et blessures ayant été provoqués par des violences graves de la part dudit Gouneaud, le crime était excusable d'après l'art. 521 du C. pén., et n'était punissable que d'emprisonnement, d'après l'art. 326 du même code; en quoi la chambre du conseil avait violé l'art. 339 du C. crim., d'après lequel les faits d'excuse, admis comme tels par la loi, doivent être proposés aux jurés, et ré-

pondus par eux; — Que néanmoins cette ordonnance avait passé en force de chose jugée; — Que la Cour royale de Montpellier, chambre des appels de police correctionnelle, saisie de l'affaire, s'est déclarée incompétente par arrêt du 23 janv. 1828; — Que, dans cet état de choses, le cours de la justice est interrompu, et qu'il importe de le rétablir. — Sans avoir égard à l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Lodève, du 23 nov. 1827, qui est déclarée non avenue; — Renvoie les frères Delmas..... devant la chambre des mises en accusation.

COUR DE CASSATION.

N'appartient-il qu'au ministère public et non à l'administration forestière de poursuivre le fait de port d'armes de chasse sans permission? (Rés. aff.)

EAUX ET FORÊTS, C. ARNOUX.

Ainsi jugé par ARRÊT du 29 février 1828, chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Bernard rapporteur, M. Fréteau de Rénv avocat-général.

COUR DE CASSATION.

Une procédure criminelle est-elle nulle par cela seul qu'un avocat qui avait été le conseil de l'accusé a été entendu comme témoin? (Rés. nég.)

Une exception d'incompétence présentée et rejetée en première instance peut-elle être proposée devant la cour de cassation, même en matière criminelle, si elle n'a pas été renouvelée en cause d'appel? (Rés. nég.)

Est-il nul l'arrêt rendu en matière criminelle par des juges qui n'avaient pas assisté à l'audience où le rapport avait été fait? (Rés. aff.)

PATRONI, G. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 22 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Mungin rapporteur, M. Isambert avocat, par lequel:

• LA COUR; — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général — Attendu, sur le deuxième moyen, que, quand même il serait prouvé que l'avocat Pietri a été le conseil du demandeur dans un procès qui se rattachait à la poursuite actuelle, l'audition de cet avocat, comme témoin, ne pourrait vicier l'instruction sur laquelle est intervenu

l'arrêt attaqué; qu'en effet les avocats des parties ne sont point incapables d'être témoins; que seulement ils ne sont pas tenus de révéler ce qu'ils ont appris par une suite de la confiance qui leur a été accordée; que c'est à ces avocats, quand ils sont appelés en témoignage, à interroger leur conscience, à discerner ce qu'ils doivent dire de ce qu'ils doivent taire;

Attendu, sur le troisième moyen, que l'exception d'incompétence, invoquée par le demandeur, avait été présentée par lui devant le tribunal correctionnel; qu'elle a été rejetée par jugement du 11 juil. dernier, et que ce jugement n'ayant point été attaqué par la voie de l'appel, dans le délai de la loi, la compétence se trouve irrévocablement jugée; —

Sur les trois premiers moyens;

Mais vu, sur le quatrième moyen, l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810, aux termes duquel les arrêts qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause doivent être déclarés nuls; et attendu que le rapport prescrit par l'art. 209 du C. d'inst. crim. a été fait à l'audience de la chambre des appels de police correctionnelle, du 26 oct. dernier, et que des témoins ont été entendus; que trois des magistrats qui composaient alors cette chambre ont été remplacés lors de l'arrêt attaqué et lors des deux audiences qui l'ont précédé, sans qu'il apparaisse qu'un nouveau rapport ait été fait, ni qu'on ait entendu les témoins qui ont déposé à l'audience du 26 oct.; qu'il résulte de cette négligence que trois magistrats, qui ont concouru à l'arrêt de condamnation, ont été étrangers à une partie notable de l'instruction; —

CASSE l'arrêt de la cour royale de Bastia, chambre des appels de police correctionnelle, du 3 déc. 1827.

Nota. Par arrêt du 14 sept. 1827, rendu entre *Joubert* et le ministère public, la cour de cassation a jugé qu'une cour d'assises peut ordonner la déposition d'un avocat, en lui faisant prêter serment de ne parler que des faits qui seraient parvenus à sa connaissance, autrement que dans l'exercice de ses fonctions.

COUR DE CASSATION.

Les actes passés en France, et portant transmission de biens meubles situés en pays étrangers (notamment de rentes sur le grand-livre de la dette publique d'un état voisin), sont-ils assujettis à un droit proportionnel d'enregistrement, lorsque d'ailleurs il n'en est fait aucun usage en France, soit en justice, soit dans d'autres actes publics?

(Rés. nég.)

LA RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT, C. Grassière.

En 1824, le sieur *Schulmeister* vendit, par acte notarié, aux sieurs *Grassière* père et fils, 2,500 fr. de rentes sur le grand-livre de la dette publique de Sardaigne. La régie de l'enregistrement a réclamé sur cet acte le droit proportionnel fixé pour les ventes de meubles. Les sieurs *Grassière* ont répondu que, s'agissant de meubles situés en pays étranger, l'acte qui en transmettait la propriété n'était soumis qu'à un droit fixé d'un franc.

Le 7 juin 1826, jugement du tribunal civil de la Seine qui déboute la régie de sa demande, — « Attendu que l'art. 58 de la loi du 28 av. 1816 n'a exigé l'enregistrement que dans le cas où l'on ferait usage de l'acte en justice ou dans un autre acte public; — Que la législation antérieure n'a subi aucune modification; que l'art. 4 de la loi du 16 juin 1824, montre évidemment un retour à l'ancienne législation pour les immeubles; — Attendu d'ailleurs qu'il s'agit de rentes sur un état étranger, dont la mutation se fait ordinairement à la bonne et sans frais. »

La direction générale de l'enregistrement s'est pourvue en cassation contre ce jugement, pour violation de la loi du 22 frim. an 7, qui assujettit à un droit proportionnel les actes portant transmission de meubles. La régie reconnaissait que, d'après la loi du 16 juin 1824, les actes passés en France, et translatifs de biens immeubles situés en pays étranger, ne sont pas soumis au droit proportionnel d'enregistrement; mais elle soutenait que cet article, qui ne statue qu'à l'égard des immeubles, n'était pas applicable aux biens meubles. Elle ajoutait qu'à l'égard de ces derniers biens il fallait distinguer, que, d'après un avis du conseil d'état, du 12 décembre 1806, les actes qui en transféraient la propriété n'étaient affranchis du droit proportionnel qu'autant qu'ils avaient été passés en pays étranger; qu'ainsi le droit était dû lorsque, comme dans l'espèce, les actes avaient été passés en France.

Le 21 avril 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Boyer* rapporteur, M. *Teste-Lebeau* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Cahier*, avocat-général, et après en avoir délibéré dans la chambre du conseil; —

Attendu qu'aucun article des lois sur l'enregistrement, antérieures à l'acte du 15 mai 1824, n'a assujéti à un droit proportionnel d'enregistrement les actes portant transmission de biens situés en pays étranger, lorsqu'il n'est d'ailleurs fait aucun usage en France de ces actes, soit en justice, soit dans d'autres actes publics; — Qu'au contraire, l'avis du conseil d'état du 19 brum. an 14 a reconnu, en principe, que le droit proportionnel de mutation est un impôt qui ne peut atteindre les propriétés situées hors du territoire où il est établi;

Que ce même principe a été consacré par l'art. 4 de la loi du 16 juin 1824, qui exempte formellement du droit proportionnel, et ne soumet qu'à un droit fixe les actes passés en France et transferts de biens immeubles situés en pays étranger; — Que, si cet article ne parle expressément que des biens immeubles, sa disposition s'étend, par une analogie naturelle, aux biens meubles, lesquels restent au surplus compris dans la disposition générale de l'avis d conseil d'état, du 19 brum. an 14;

Attendu qu'il suit de là qu'en déclarant l'acte du 15 mai 1824 exempt du droit proportionnel, le jugement attaqué n'a fait qu'une juste application des lois de la matière; — Donné défaut contre les sieurs Grasière père et fils, et rejette. S.

COUR DE CASSATION.

Un tribunal de police peut-il, sans excès de pouvoir, surseoir à prononcer sur les contraventions à un arrêté pris régulièrement par l'autorité municipale, sur le fondement d'une opposition à cet arrêté formée par les contrevenants ? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — GABORIT.

M. le procureur-général expose, etc. — Pour prévenir les incendies, le maire de la commune de Courçon a pris, le 17 juin 1827, un arrêté qui défend de placer des meules de paille ou d'autres matières combustibles à une distance moindre de 20 mètres des cheminées des maisons habitées, des fours et des édifices publics, notamment de l'église. Cet arrêté a été approuvé par le préfet, et il a reçu une grande publicité. — Cependant, par deux procès-verbaux, en date du 8 sept. suivant, l'adjoint au maire de Courçon constata que les nommés Jacques Gaborit et Jean Gaborit avaient placé des meules de paille et de fourrage à 15 mètres de l'église, et à 6 mètres et demi et 10 mètres des cheminées des maisons habitées. — Traduits, à raison de cette contravention, devant

le tribunal de simple police, Jacques et Jean Gaborit ne contestèrent pas le fait qui leur était imputé; mais ils déclarèrent se rendre opposants à l'arrêté du maire de Courçon, attendu que leurs meules, dans les lieux et la distance où elles se trouvaient, ne présentaient aucun danger d'incendie; ils demandèrent, en conséquence, qu'il fût sursis à prononcer sur l'action intentée contre eux, jusqu'à ce qu'ils eussent fait statuer sur leur opposition, qui serait réitérée dans les formes de droit.

Le tribunal de police, par deux jugemens rendus le même jour, et contenant les mêmes motifs, reconnut que l'autorité municipale a le droit de prendre des arrêtés pour prévenir les incendies par les précautions convenables; mais, en considérant qu'un propriétaire, qui se croit évincé ou lésé dans ses propriétés, peut s'adresser aux autorités supérieures, en s'opposant à l'arrêté pour en demander la réforme; que ces autorités supérieures sont les préfets, le ministre de l'intérieur ou le conseil d'état: d'où il suit que, sans nuire ni préjudicier aux poursuites exercées contre Jacques et Jean Gaborit, c'est le cas de surseoir pendant deux mois à statuer sur l'action formée contre eux; — Par ces motifs, le tribunal surseoit à prononcer sur la plainte du ministère public jusqu'au 17 nov. suivant.

Tels sont les deux jugemens que l'exposant dénonce à la cour. Ils contiennent un excès de pouvoir évident. Le tribunal de simple police a suspendu l'exécution d'un arrêté de l'autorité municipale pris dans la sphère des attributions de cette autorité, et, qui était pleinement exécutoire tant qu'il n'avait pas été réformé par l'autorité supérieure; l'opposition des prévenus à cet arrêté ne pouvait en suspendre l'effet; elle était sans aucune influence sur tous les actes qui y étaient antérieurs, et même postérieurs, tant que la réformation n'avait pas été prononcée. (Arrêt de cassation du 1^{er} fév. 1822.)

Le sursis ordonné par le tribunal de simple police, dans ces deux affaires, constitue donc une violation formelle de l'art. 13, du titre 2, de la loi du 24 août 1790, de la loi de fructidor an 3, des art. 3 et 5, tit. 11, de la loi précitée, du 24 août 1790, combinés avec les art. 600 et 606 du C. du 3 brum. an 4. — Ce considéré, etc.

Signé MOURRE.

Du 16 avril 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M.

Bailly faisant fonctions de président, M. *Gary* rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Mangin*, faisant fonctions d'avocat-général; — Statuant sur le réquisitoire du procureur général *Mei*, et en adoptant les motifs, — Casse, dans l'intérêt de la loi.

COUR DE CASSATION.

Art. 330 du C. pén., portant « que toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera puni... », se réfère-t-il à tous les genres de publicité que l'outrage à la pudeur est susceptible d'avoir? (Rés. aff.)

PARTICULIÈREMENT, un outrage à la pudeur, commis dans un champ non dépouillé de ses récoltes, mais à la vue de plusieurs témoins, est-il censé commis dans un lieu public? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. BAYLAN.

Dans l'espèce, l'outrage à la pudeur avait été commis dans un champ non dépouillé de sa récolte. Plusieurs personnes y furent témoins. — Le tribunal correctionnel de Perpignan, sur l'appel, celui de Carcassonne, tout en reconnaissant l'existence du fait, renvoyèrent le prévenu, sous le prétexte que le lieu où ce fait avait été commis ne présentait pas le caractère de publicité qui le rend condamnable.

Sur le pourvoi du ministère public, ARRÊT du 22 février 1828, chambre criminelle, M. *Bailly* faisant fonctions de président, M. *Ollivier* rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Fréteau*, avocat général; — Après délibéré en la chambre du conseil; — Vu l'art. 330 du C. pén.; — Attendu que la disposition de cet article sur le caractère de publicité de l'outrage s'énonce d'une manière générale et absolue; — Qu'elle se réfère conséquemment à tous les genres de publicité que l'outrage à la pudeur est susceptible d'avoir, soit par le lieu où il est commis, soit par les autres circonstances dont il est accompagné; — Et attendu que, dans l'espèce, en spécifiant les circonstances, desquelles il résultait que l'outrage à la pudeur avait été vu par quelques personnes, le jugement attaqué a décidé qu'il n'avait pas le caractère de publicité énoncé dans l'art 330, parce qu'il n'avait pas été commis dans un lieu public; — Qu'ainsi ce jugement a exclusivement restreint la publicité de l'outrage à celle du lieu où il serait commis; — En quoi il a faussement inter-

prété et par là violé la disposition de l'art. 330 du C. pén.; — Ce le jugement du tribunal correctionnel de Carcassonne, du 24 dernier.

COUR DE CASSATION,

Si un règlement de police est contraire à une loi antérieure, le juge doit-il se déclarer incompétent, sous le prétexte que les tribunaux de simple police doivent juger conformément aux règlements faits par les municipalités, et peuvent les annuler? (Rés. nég.)

Au contraire, doivent-ils condamner ou absoudre les prévenus selon qu'ils ont ou non contrevenu aux lois de police, en considérant comme non écrite la disposition du règlement qui est contraire au texte de la loi? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — ORGÉRET ET AUTRES.

M. le procureur-général expose les faits suivants :

Par procès-verbal du 24 juin 1827, le maire de la commune de Sulignat constata que, le même jour, *Claude Orgéret* fauchait un pré avec ses ouvriers, quoique ce fût dimanche, et que ce fait se trouvait expressément défendu par un règlement de police de la commune, en date du 10 mars 1826.

Traduit, à raison de cette contravention, devant le tribunal de simple police, *Orgéret* avoua le fait; mais il objecta que la loi du 18 nov. 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches, excepte des prohibitions qu'elle renferme sur les ouvriers employés à la moisson et autres récoltes (art. 1^{er}), que le foin étant une des principales récoltes de la terre, avait pu faucher le dimanche, sans contrevenir à la loi. D'après le même motif, le ministère public conclut à ce que le prévenu fût renvoyé d'instance.

Mais, « considérant qu'en général les tribunaux de simple police doivent juger en conformité des règlements faits par les municipalités; qu'ils ne peuvent les annuler, ni même modifier, et qu'ils n'ont pas le droit d'en faire; — Considérant que, toutefois, avant de statuer, le juge de paix doit préalablement examiner 1^o si les règlements portent sur des objets confiés à la vigilance du pouvoir municipal par les lois constitutives et organiques de ce pouvoir; 2^o ou bien s'ils sont

statués à l'exécution d'une loi qui établit une peine de police, en donnant au fait prohibé un caractère de contravention; qu'en cas de négative sur l'un et l'autre point, le juge doit ni condamner ni absoudre, mais se déclarer incompetent. » — Par ces motifs, le tribunal déclara ne pouvoir statuer sur la demande, et renvoya les parties à se pourvoir devant les juges qui devaient en connaître.

Un autre procès-verbal du même jour de dimanche 24 juin, dressé par le *garde champêtre* de la commune de Sulignat, constata que, ce jour, sur les quatre heures du matin, *Baptiste Laurent*, dit *Mortay*, *Claude Besson* et *Benjamin Champion*, fauchaient leurs prés avec leurs domestiques et leurs ouvriers.

Traduits à la même audience, qu'Orgeret, les prévenus prétendirent valoir la même exception, et le tribunal de simple police, par les mêmes motifs, se déclara également incompetent.

Ces deux jugements d'incompétence contiennent une violation formelle de la loi. En effet, il s'agissait d'une contravention à un arrêté de l'autorité municipale, publié pour rappeler les dispositions de la loi du 18 nov. 1814, loi qui prononce, même pour récidive, que *des peines de simple police*; dès lors, le tribunal de simple police ne pouvait se dispenser d'en connaître; il devait nécessairement condamner, acquiescer ou absoudre, suivant que les prévenus étaient ou non convaincus de contravention, ou que le fait prouvé à leur charge ne constituait aucune infraction aux lois de police.

Dans la réalité, le fait imputé aux prévenus ne constituait aucune contravention; en vain le règlement de police de la commune de Sulignat imposait-il aux ouvriers employés à la moisson et autres récoltes l'obligation d'obtenir, pour se livrer à ces travaux le dimanche, l'autorisation préalable de l'autorité municipale; cette disposition du règlement de police, étant diamétralement contraire au texte précis de l'art. 17 de la loi du 18 nov. 1814, devait être considérée comme nulle et écrite, et ne pouvait, sous aucun rapport, justifier la déclaration d'incompétence faite par le tribunal de simple police.

Il est vrai encore que le deuxième procès-verbal ayant été

dressé par un garde champêtre, lequel était sans caractère pour constater les contraventions commises à la loi du nov. 1814, cet acte ne pouvait faire foi, même jusqu'à preuve contraire (art. 4 de cette loi et arrêt de cassation du 22 1820. tome 58, p. 328); mais cette circonstance ne justifie pas davantage le dispositif du jugement dont il s'agit, car les preuves ou le défaut de preuves de la contravention étaient ici sans aucune influence sur la question de compétence; aussi le tribunal ne s'est-il pas étayé de cette contravention. Les deux jugements ont donc ouvertement violé les règles de la compétence.

Ce considéré, il plaise à la cour casser...., etc.

Signé MOURRE.

Du 21 mars 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, Bailly président, M. Gary rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général. Statuant sur le réquisitoire du procureur général du roi, et adoptant les motifs qui y sont énoncés, — CASSE et ANNULE, dans l'intérêt de la loi, les deux jugements rendus, le 2 juil. dernier, par le tribunal simple police de Châtillon-les-Dombes.

COUR DE CASSATION.

Lorsque, sans avoir égard à la réclamation d'un propriétaire qui prétend que des travaux d'exploitation de mines autorisés par le gouvernement ont été faits dans la distance de cent mètres de son habitation, l'autorité administrative a ordonné la continuation des travaux, sauf au réclamant à se pourvoir devant l'autorité judiciaire pour réparation du dommage qu'il a souffert, les tribunaux peuvent-ils se déclarer incompétents si le propriétaire actionne les exploitants en discontinuation des travaux et en réparation du dommage résultant non des travaux primitifs, mais de l'exécution qu'ils ont donnée à la décision administrative? (Rés. aff.) (1)

RACLET ET LACHAUME; C. MAZOYER.

En 1826, les sieurs Mazoyer, Joesnin et Cadot, que l'administration avait autorisés à exploiter une mine, sont as-

(1) Voy. t. 1^{er} 1824, p. 63. arrêt de cassation du 21 av. 1823.

Le 10 av. 1826, jugement du tribunal civil de Mâcon, à la requête des sieurs *Raclet* et *Lachaume*, pour voir dire qu'ils seront tenus de discontinuer leurs travaux, et de boucher des puits ouverts dans la distance de cent mètres de l'habitation des demandeurs; et en outre pour se voir condamner à 3,000 fr. de dommages et intérêts. Les défendeurs ont décliné la juridiction du tribunal:

Le 10 av. 1826, jugement qui écarte le moyen d'incompétence, ordonne que les travaux seront interrompus, et condamne les défendeurs aux dépens pour tous dommages et intérêts. Le tribunal se fonde, pour rejeter le déclinatoire, sur l'art. 15 de la loi du 21 av. 1810, qui est ainsi conçu: « Il doit aussi (le concessionnaire de la mine), le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, donner caution de payer toute indemnité en cas d'accident. Les demandes en opposition des intéressés seront, en ce cas, portées devant nos tribunaux et cours. »

Appel de la part des sieurs *Mazoyer*, *Joesnin* et *Cadot*, qui soutiennent de nouveau l'incompétence de l'autorité judiciaire.

Le 3 mai 1826, arrêt de la cour royale de Dijon qui accueille leurs conclusions en se fondant sur ce que déjà, dans l'espèce, une décision du ministre de l'intérieur avait rejeté la demande des intimés, et avait ordonné provisoirement la continuation des travaux, sauf à ces derniers à se pourvoir devant les tribunaux en réparation des dommages qu'ils éprouvaient. — Il est à remarquer que les sieurs *Raclet* et *Lachaume* n'avaient point appelé du chef du jugement de première instance, qui rejetait leur demande en 3,000 fr. d'indemnité, et ne condamnait les défendeurs qu'aux dépens pour tous dommages et intérêts.

Recours en cassation de la part des sieurs *Raclet* et *Lachaume* pour violation de l'art. 15 précité de la loi du 21 av. 1810, d'après lequel les tribunaux seuls sont compétents pour statuer sur les demandes en indemnité, et pour violation de l'art. 11 de la même loi, qui porte: « Nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra, sans le consentement formel du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondes, et d'ouvrir des puits ou gale-

riés, ni celui d'établir des machines ou magasins dans les enclos murés, cours ou jardins, ni dans les terrains attenans aux habitations ou clôtures murées, dans la distance de soixante mètres desdites clôtures ou habitations. »

Le 5 juin 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Hérion de Pensey* président, M. *Dunoyer* rapporteur, M. *Guillemin* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *de Broé*, avocat-général — Considérant que l'action portée par *Raclet* et *Lachaumé* devant le tribunal civil de *Mâcon* n'avait d'autre objet que de faire interdire l'autorité judiciaire, aux sieurs *Mazoyer*, *Joesnin* et *Cadot*, l'exploitation d'une mine sur leur terrain, autorisée par l'administration, et que l'arrêt attaqué s'est conformé aux principes sur la compétence judiciaire en s'abstenant de connaître de l'action portée devant elle par *Raclet* et *Lachaumé*;

« Considérant que l'autorité administrative avait néanmoins réservé aux parties qui éprouveraient des dommages par le fait des travaux recourir aux tribunaux à l'effet d'obtenir la réparation; mais que *Raclet* et *Lachaumé* n'ont pas prétendu avoir éprouvé de dommages par le fait des travaux de leurs adversaires, et les ont fait résulter uniquement de l'exécution donnée à la décision administrative, ce qui rentrait dans la question de compétence justement appréciée dans l'arrêt; — Considérant enfin que le jugement de première instance avait réduit les dommages et intérêts à une simple condamnation de dépens, contre *Mazoyer*, *Joesnin* et *Cadot*, et que *Raclet* et *Lachaumé* n'ayant pas eux-mêmes interjeté appel du jugement en ce chef, il n'était plus question de dommages et intérêts devant la cour royale: — REJETTE. » S.

COUR DE CASSATION.

Un maire accompagnant les commissaires classificateurs des propriétés pour les impôts est-il dans l'exercice de ses fonctions? (Rés. aff.)

Ainsi, les injures prononcées contre ce maire, dans cette circonstance, constituent-elles le délit prévu par l'art. 222 du C. pén., et non la simple contravention à l'art. 471, n° 11, du même code? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. BAUMEVIELLE.

Ainsi jugé par ARRÊT du 28 février 1828, M. *Bailly* faisant fonctions de président, M. *Ollivier* rapporteur, M. *Odilon-Barrot* avocat, ainsi conçu :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général :
 Vu l'art. 222 du C. pén., portant : « Lorsqu'un ou plusieurs magis-
 trats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice
 de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par
 parole tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui
 l'aura ainsi outragé sera puni d'un emprisonnement d'un mois à
 six ans; — Attendu que, par la nature de ses attributions, le maire
 d'une commune est, dans les opérations de la classification des pro-
 priétés imposables, le surveillant légal des intérêts soit de sa commune,
 soit de ses administrés; — Que, pour exercer cette surveillance, il a le
 droit de se réunir aux commissaires classificateurs pendant le cours de
 ces opérations; — Qu'il est constant que, dans ces opérations des
 commissaires classificateurs, les maires se réunissent effectivement à
 eux pour faire les examens, les vérifications, donner et signer les avis
 de ces opérations exigent; — Que, par conséquent, lorsqu'un maire
 se réunit aux commissaires classificateurs assemblés pour vaquer aux
 opérations cadastrales, il est dans l'exercice de ses fonctions de maire;
 Et attendu que, dans l'espèce, le fait imputé à Baumvielle était d'a-
 voir proféré des injures contre le maire de Saint-Saturnin, à l'occasion
 de l'exercice de ses fonctions de maire; — Qu'il est déclaré, par l'arrêt
 attaqué, que les faits imputés à Baumvielle se sont passés lors de la dé-
 termination des commissaires classificateurs de la contribution foncière à
 laquelle le maire était présent; — Que, dès lors, ces injures ont été
 proférées contre le maire lorsqu'il était dans l'exercice de ses fonctions,
 et qui les rendait punissables des peines correctionnelles portées
 par l'art. 222 du C. pén.; — Que néanmoins l'arrêt attaqué a con-
 firmé le jugement du tribunal correctionnel de Lodève, qui n'avait pro-
 noncé que des peines de simple police par application de l'art. 471,
 § 11, du C. pén., en se fondant sur ce que le maire ne faisait point
 partie des commissaires classificateurs, qu'il n'avait parmi eux ni juri-
 sdiction ni autorité, et que, par conséquent, les injures contre lui profé-
 rées ne l'avaient été ni dans l'exercice ni à l'occasion de ses fonctions de
 maire; — En quoi cet arrêt a méconnu les attributions légales et néces-
 saires du maire, et, par suite, violé l'art. 222 du C. pén., et faussement
 appliqué l'art. 471, § 11, du même code; — Casse l'arrêt de la cour
 royale de Montpellier, du 22 janv. 1828

COUR DE CASSATION.

La question de publicité d'un chemin sur lequel un crime
 a été commis doit-elle être soumise au jury et non décidée
 par la cour d'assises ? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 337 et
 344.

GERVAIS, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 21 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle,
Bailly président, *M. Brière* rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de *M. Laplagne-Barris*, avocat général — Sur le....., deuxième moyen de nullité, — Attendu que dans le sens et l'acception de l'art. 383 du C. pén., un chemin public lorsqu'il est consacré à l'usage du public, et que tout individu peut librement y passer à toute heure du jour et de nuit, et sans aucune opposition légale de qui que ce soit; que, dès lors, la question de publicité d'un chemin sur lequel un crime aurait été commis doit être soumise au jury comme une circonstance aggravante du fait principal et que le jury est seul compétent pour y statuer; — Sur le troisième. — REJETTE. »

COUR DE CASSATION.

La loi du 6 oct. 1791, qui pose en principe que tout propriétaire a le droit d'affranchir sa propriété du parcours de la vaine pâture, s'applique-t-elle aux anciennes provinces (le Dauphiné par exemple) dans lesquelles cette servitude s'acquerrait sans titre et par la seule possession immémoriale ? (Rés. aff.)

Du moins y a-t-il lieu à distinguer entre les servitudes de cette nature acquises par la possession immémoriale lors de la promulgation de la même loi, et celles qui ne l'étaient pas encore acquises ? (Non rés. expl.)

Le droit de pacquelage ou de faire paître les bestiaux après la fauchaison des premières herbès en Dauphiné est-il un simple droit de vaine pâture compris dans la loi du 6 oct. 1791 ? (Rés. aff.)

LA COMMUNE DE PRESSINS, C. PRAVAZ.

Les habitants de la commune de Pressins (Isère) étaient dans l'usage, de temps immémorial, de mener paître leurs bestiaux dans des prairies dites *Bannarelles*, à partir du 1^{er} août de chaque année jusqu'au 1^{er} mai de l'année suivante. A la suite d'un parcellaire dressé en 1647 pour cette commune, se trouvait consignée, en forme de note, une déclaration par laquelle « les prud'hommes et estimateurs, prenant en considération le droit des habitants, et statuant sur la réclamation des propriétaires, déchargent ceux-ci du tiers

l'estime, et, par suite, du tiers des impositions, tiers qu'ils mettent à la charge de la commune, attendu les avantages qu'ils retirent de ces prairies. »

La révolution étant survenue, ces prairies furent divisées en quatre lots, et vendues à différents particuliers. Les habitants de Pressins continuèrent à jouir, comme par le passé, sans trouble, jusqu'en 1821, du droit de pacquérage dans les Bannarellos; mais, à cette époque, divers acquéreurs ont entendu des réclamations. Une instance eut lieu; et, le 30 mai 1825, jugement du tribunal de Bourgoin qui prononce en ces termes : — « Considérant que, suivant la jurisprudence du parlement de Grenoble, les servitudes discontinues s'acquerraient par la possession immémoriale, et particulièrement la servitude de pâturage; — Considérant que les dispositions contenues dans la loi du 28 sept. 1791, sect. 4, sont relatives qu'au droit de vaine pâture, tolérée par les lois antérieures; qu résultant d'usages locaux; — Qu'elles ne s'appliquent nullement à une servitude particulière de pâturage; — Que d'ailleurs la loi de 1791, ainsi que l'art. 647 du Code civ., ne peuvent avoir d'effet rétroactif, et enlever des droits acquis à l'époque de leur promulgation, etc.; Envoie l'instance la commune de Pressins. » — Appel; et, le 30 août 1826, arrêt infirmatif de la cour royale de Grenoble, ainsi conçu : « Attendu que l'usage de pacquérage n'est appuyé sur aucun titre; — Attendu que la note que l'on trouve écrite à la fin du cadastre de 1647 constate bien que les habitants ont cette faculté...; mais que les prairies n'y étaient assujetties qu'à la charge par les habitants de supporter une portion des impôts dont elles auraient dû être grevées; — Attendu que l'état de choses établi par le cadastre de 1647 ayant cessé par l'établissement des états de sections en 1791, dans lequel il ne fut fait aucune distinction pour l'assiette des contributions entre les parties assujetties à la faculté de pacquérage et celles qui ne l'étaient pas, il en résulte que cette faculté aurait dû cesser à cette époque; — Attendu que la continuité de jouissance depuis 1791, de la part des habitants, ne peut leur conférer aucun droit, puisque, d'après les nouveaux principes de notre législation, les servitudes discontinues ne peuvent s'acquérir que par titres, et non par la possession, quelque longue qu'elle soit; — Attendu enfin que,

d'après les anciens principes établis par les coutumes et les auteurs, le droit de pacquelage après la fauchaison de la première herbe des prés était rangé dans la classe des droits de vaine pâture, et qu'il résulte des dispositions des lois de 19 av. 1790, 6 oct. 1791, et des art. 647, et 648 du C. civ. que ces sortes de droits ont été anéantis dans l'intérêt de l'agriculture, et afin de rendre à chaque particulier la plénitude de sa propriété, à la charge de se clore et de renoncer à son droit de parcours et de vaine pâture, en proportion du terrain qu'il y soustrait. »

Pourvoi de la commune de Préssins. Elle présente deux moyens. — 1^o Violation des lois de la matière qui régissaient le Dauphiné et qui établissaient le droit de servitude de pâturage; savoir : Les lois 1^{re} et 3^e, au digeste de *Servit. praed. rust.* — La première de ces lois portait : *In rusticis comparanda sunt aquae haustus, pecoris ad aquam adpulsus, et pasendi*, etc. L'autre portait : *Item sic possunt servitutes imponi et ut boves per quos fundus colitur in vicino accipiantur*, etc. — Cette servitude s'acquiescrait non seulement par titres, mais encore par la possession centenaire ou immémoriale. C'est ce qu'attestaient Basset, t. 1, liv. 2, tit. 1, chap. 19, Chénier sur Guy-Pape, etc. — Or, de quoi s'agissait-il dans l'espèce? D'une véritable servitude de pâturage, car le droit consistait à faire paître des bestiaux, après la fauchaison des premières herbes seulement, ce qui n'avait rien de commun avec le droit de vaine pâture, qui s'entend proprement d'une dépaissance sur des parties vagues, incultes, desquelles le propriétaire, lorsqu'il en existait, ne retirait aucun fruit. — La cour royale paraissait avoir oublié cette distinction. Elle était même allée jusqu'à supposer que les anciennes coutumes désignaient la servitude dont il s'agit sous le nom de vaine pâture; mais c'était là une erreur évidente; toutes au contraire, décidaient, soit expressément soit tacitement, que le droit de vaine pâture n'avait lieu qu'après l'enlèvement des secondes herbes, regains, etc.

Les auteurs n'étaient pas moins unanimes sur ce point. « Vaine pâture, dit Brillon, v^o *Pâturage*, n^o 6, sont les grands chemins, les prés après la dépouille, les guérets, les terres en friche, et généralement tous les héritages où il n'y a ni fruits ni semences, et qui, par l'usage du pays, ne sont

en défense. Même définition dans le Camus d'Houloude (Charbonnais). M. Merlin, Répertoire, v° *Vaine pâture*, dit également : « Le vain pâturage s'exerce sur des herbes et fruits abandonnés par le propriétaire du fonds, sur des herbes ou fruits dont il ne retire aucune utilité. » La cour de cassation elle-même avait consacré le principe que le droit de faire paître les secondes herbes constituait une servitude (1). Il fallait donc maintenir la distinction que les lois, auteurs et la jurisprudence avaient constamment établie entre le droit de vaine pâture et une véritable servitude de pâturage, reconnaître qu'il s'agissait dans la cause d'une servitude de cette nature, et qu'il y avait dès lors violation, de part de la cour royale, des textes qui consacraient le mode d'acquiescement à cette servitude.

Fausse application de la loi du 6 oct. 1791. — L'art. 7 disait : « Que la clôture affranchissait du droit de vaine pâture réciproque ou non réciproque, si ce droit n'était pas fondé sur un titre. » — « Entre particuliers, disait l'art. 8, le droit de vaine pâture fondé sur un titre, même dans les communes, sera rachetable, etc. » — Enfin l'art. 11 déterminait que le droit dont jouit tout propriétaire de clore ses héritages a lieu, même par rapport aux prairies, dans les paroisses où, sans titre de propriété, et seulement par l'usage, les communes deviennent communes à tous les habitants. — De la combinaison de ces divers articles il résultait que, même en l'absence des simples droits de vaine pâture, les communes closes en titre ne pouvaient être exclues de la jouissance de ces droits par la faculté de se clore; c'est ce qu'avait jugé plusieurs fois la cour de cassation. Or la commune de Pressins produisait un procès-verbal contenant rabais à l'estime d'impôt (habitants) de près d'un tiers de ladite estime. Ce procès-verbal, il est vrai, n'était pas le titre constitutif du droit de clôture; mais il en renfermait la reconnaissance, et il suffisait, au témoignage de M. Merlin (Répertoire de jurisprudence, v° *Vaine pâture*), pour constituer le droit de clôture. C'était le cas d'appliquer la maxime *In liquidis verba enuntiatiua plene probant etiam contra alios in præjudicium tertii*. (Dumoulin, coutume de Paris, n°

(1) Arrêt du 7 mars 1826. — V. t. 2 1826, p. 407.

77.) Au surplus, le véritable sens de la cause n'était pas là. La seule question consistait à savoir si la loi du 6 oct. 1791 s'appliquait à un droit de servitude entièrement distinct du droit de vaine pâture, qui formait l'unique objet de cette loi. Il était évident que non. Elle avait laissé dans les termes du droit commun tout ce qui n'était pas compris dans ses dispositions spéciales, par conséquent les servitudes de pâturage. Dans tous les cas, on ne pouvait s'empêcher de reconnaître qu'une application pure et simple de cette loi à des servitudes acquises antérieurement à sa promulgation, même par possession immémoriale, était un effet rétroactif évident et signalé par le jugement de première instance, et repoussé par toute bonne législation.

Du 8 mai 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, *Henrion de Pansey* président, *M. Mousnier-Buisson* rapporteur, *M. Latruffe* avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de *M. Labeau*, avocat-général — Attendu que l'arrêt contre lequel la commune de Pressins a introduit son pourvoi a jugé que cette commune n'avait pas de titre établissant le droit de pâture, autrement de *pacquetage*, qu'elle prétendait sur les prairies appelées *Banarelles*, appartenant à quelques uns des habitants de la même commune; qu'en examinant et appréciant hypothétiquement un acte informe et non signé, faisant suite au parcellaire de 1640, la cour de Grenoble décide que cet acte, qu'elle qualifie de note, est insuffisant, lors même qu'il serait en forme probante; qu'elle déclare étrangers à la commune des actes de ventes nationales dont cette commune prétendait tirer des inductions favorables à sa demande; qu'on ne peut trouver, dans ces motifs, qu'une décision de fait et une interprétation des actes et des renseignements produits devant cette cour; de sorte que la décision de fait et l'interprétation qui ne pourraient être contredites qu'en entrant dans l'examen du bien et du mal jugé;

Attendu que la loi du 6 oct. 1791, relative au droit qu'a tout propriétaire de se clore et d'affranchir, par l'état de clôture, sa propriété du *parcours* ou de la vaine pâture, établit et pose un principe général absolu qui s'applique à toutes les localités par quelques lois ou coutumes qu'elles fussent précédemment régies; qu'il est indifférent de savoir si les prairies naturelles, sur lesquelles le droit est prétendu, étaient situées en Dauphiné, et si, dans cette ancienne province, la servitude de la nature de celle dont il s'agit, pouvait être établie, à défaut de titre, par la possession immémoriale, puisque la loi n'admet la servitude que le droit qu'autant qu'il est fondé sur un titre;

Attendu qu'en jugeant qu'il ne s'agissait, dans la cause qui lui est

mise, que de vaine pâture et non de grasse pâture, la pour de Grasse n'a violé aucune loi; que, dans l'espèce, il est reconnu, en fait, que la commune de Prénass, que les propriétaires des prairies Bannas avaient et percevaient la récolte de la première herbe, et que la distinction faite par cette cour rentre dans l'esprit de l'art. 10, sect. 4, de la susdite loi du 6 oct. 1791; — **REJETTE**, etc. » A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Une cour d'assises peut-elle refuser d'ordonner la lecture des déclarations d'un coaccusé mis en liberté, sous le prétexte que ces déclarations sont celles du père de l'accusé? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — **LEBOURGEOIS.**

M. le procureur-général expose, etc. — Les nommés **Lebourgeois** père et fils, inculpés d'avoir, dans la soirée du 25 nov. 1825, commis un meurtre sur la personne de **Jacques Mallière**, furent mis l'un et l'autre en prévention par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Falaise; le premier comme auteur, le second comme complice. — La chambre d'accusation fut ensuite saisie de cette affaire; mais elle ordonna la mise en liberté de **Lebourgeois** père, et ne renvoya que **Lebourgeois** fils devant la cour d'assises.

Lors des débats, **Lebourgeois** fils demanda acte de ce que, par l'art. 322 du C. d'inst. crim., il s'opposait à ce qu'on lût l'interrogatoire de son père. — Le procureur-général, au contraire, réquit cette lecture, comme pouvant être utile à la découverte de la vérité.

Sur ces conclusions respectives, la cour d'assises du Calvados rendit l'arrêt suivant: — « Attendu que l'art. 322 du C. d'inst. crim. s'oppose à l'audition orale de **Lebourgeois** père contre son fils accusé; que ce serait l'entendre que de donner lecture des déclarations qu'il a faites dans l'instruction. — La cour, oui le procureur-général en ses réquisitions et l'accusé dans ses conclusions, dit qu'il ne sera point donné lecture des déclarations passées par **Lebourgeois** père. »

C'est cet arrêt que l'exposant est chargé de dénoncer à la cour. — En effet, il a fait une fausse application de l'art. 322 du C. d'inst. crim. La cour pouvait décider, en fait, que la lecture de l'interrogatoire de **Lebourgeois** père était inutile;

mais elle ne pouvait peser, en point de droit, qu'il n'est pas permis de lire l'interrogatoire d'un prévenu qui ne figure pas au procès, par la raison que ce prévenu est le père de l'accusé. Cette doctrine est repoussée par le texte et par l'esprit des art. 322 et 341 du C. d'inst. crim., comme la cour l'a jugé par un arrêt de cassation du 27 juin 1823, et par un arrêt de rejet du 8 oct. 1812. — Ce considéré, etc.

Signé. FRÉTEAU-DE PÉNY.

Du 10 avril 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonction de président, M. Gary rapporteur par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général — Statuant sur le réquisitoire du procureur général du roi, adoptant les motifs qui y sont énoncés, — CASSE, dans l'intérêt de la loi.

COUR DE CASSATION.

L'inscription d'un créancier qui n'a point produit ses titres à l'ordre, et contre lequel la déchéance a été prononcée, conserve-t-elle son effet sur la portion du prix de l'immeuble qui est restée entre les mains de l'acquéreur après l'entier acquittement des bordereaux de collocation ? (Rés. aff.)

Par suite, ce créancier doit-il être payé sur le reliquat du prix, par préférence aux créanciers chirographaires du vendeur, qui ont formé, ainsi que lui, une saisie-arrière entre les mains de l'acquéreur ? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 759.

Lorsqu'après la clôture de l'ordre le juge-commissaire a prononcé par une ordonnance la déchéance des créanciers non produisant, et qu'en outre il a cru pouvoir ordonner la radiation des inscriptions de ces créanciers, les créanciers chirographaires du vendeur sont-ils non recevables à se prévaloir de cette ordonnance, qui est à leur égard RES INTER ALIOS ACTA ? (Rés. aff.)

LAROCHE-FONTENILLE, C. ESTABEL.

La dame Ducarondelet vendit, en 1812, plusieurs immeubles sur lesquels ses créanciers avaient fait inscrire leurs hypothèques. Parmi ces créanciers inscrits figurait le sieur Estabel pour une somme de 23,450 fr. On ouvrit un ordre pour

la distribution du prix des immeubles, et sommation fut faite aux créanciers inscrits de produire leurs titres. Le sieur Estabel n'ayant pas produit les siens, une ordonnance du juge-commissaire prononça sa déchéance. Cette ordonnance porte en outre que l'inscription du sieur Estabel sera rayée. Après l'entier acquittement des bordereaux de collocation délivrés par le juge-commissaire, il est resté dans les mains de l'acquéreur une somme de 17,903 fr. — Le sieur Estabel et les créanciers chirographaires de la dame Ducarondelet forment opposition sur ce reliquat. Le sieur Estabel prétend devoir être payé par préférence aux créanciers chirographaires, en vertu de son inscription. Il soutient que, quoique déchu du droit d'être colloqué dans l'ordre, à défaut de productions de ses titres avant la clôture, il n'a point perdu son droit hypothécaire sur le prix de l'immeuble non distribué; que son inscription conserve sa force sur ce reliquat, et que le juge-commissaire n'a pu en ordonner la radiation, l'art. 759 du C. de proc. ordonnant seulement la radiation des inscriptions des créanciers *non utilement colloqués*, et non la radiation des inscriptions des créanciers *non produisants* (1); que d'ailleurs les créanciers chirographaires ne peuvent se prévaloir de l'ordonnance du juge-commissaire prononçant la radiation, parce que cette ordonnance est à leur égard *res inter alios acta*.

Le 10 août 1821, jugement du tribunal civil de Valenciennes qui ordonne que le reliquat du prix de la vente sera distribué par contribution entre tous les saisissants. — Appel.

Le 30 janv. 1823, arrêt de la cour royale de Douai qui ordonne que le sieur Estabel sera payé par préférence aux créanciers chirographaires par les motifs suivants : — « Considérant que l'hypothèque est un droit réel qui affecte spécialement l'immeuble au paiement de la créance, et le suit en quelque main qu'il passe : d'où il résulte, en faveur du créan-

(1) L'art. 759 du C. de proc. porte : « S'il ne s'élève aucune contestation, le juge-commissaire fera la clôture de l'ordre; il liquidera les frais de radiation et de poursuite d'ordre qui seront colloqués par préférence à toutes autres créances; il prononcera la déchéance des créanciers *non produisants*; ordonnera la délivrance des bordereaux de collocation aux créanciers *utilement colloqués*, et la radiation des inscriptions de ceux *non utilement colloqués*. »

cier hypothécaire, deux droits bien distincts et indépendants; 1° un droit de suite sur l'immeuble, applicable contre l'acquéreur; 2° un droit de préférence sur le prix, relatif à tous autres créanciers; — Considérant que, si l'exercice de ces droits est soumis à la formalité préalable de l'inscription, la radiation de l'inscription ne suppose l'extinction de la dette principale qu'à l'égard de l'acquéreur dont elle dégrève la propriété; qu'ainsi la radiation qui peut résulter de la déchéance prononcée par l'art. 759 du C. de proc. contre le créancier non produisant n'a pu entraîner après elle que l'extinction du droit de suite et la libération de l'immeuble entre les mains de l'acquéreur; mais qu'à l'égard du droit de préférence à exercer sur le prix de l'immeuble, comme la déchéance dont il s'agit ne peut être fondée, d'après l'art. 2180 qui détermine les différents modes d'extinction des hypothèques, que sur une présomption de renonciation de la part du créancier à l'exercice du droit, cette présomption ne peut, d'après les principes de la matière, s'appliquer qu'aux personnes à l'égard desquelles a eu lieu le fait dont on la fait résulter; qu'il s'agit d'ailleurs ici d'une disposition toute rigoureuse, qui, par cela seul, doit être restreinte dans les limites les plus exactes, comme le porte l'adage *Odiosa sunt restringenda*, et comme cela résulte de cet autre principe, que personne n'est censé renoncer à ses droits, s'il n'y a manifestation expresse du contraire; — Qu'ainsi, dans la cause, la présomption, qui a servi de type à la déchéance résultant de ce fait que le créancier n'a point produit à l'ordre, ne peut profiter qu'à ceux qui étaient parties à cet ordre, c'est-à-dire aux créanciers hypothécaires inutilement colloqués, et non certainement aux créanciers chirographaires, à l'égard desquels l'ordre est ici *res inter alios acta*; — Qu'en un mot la déchéance n'a d'autre effet que d'arrêter irrévocablement la distribution des deniers faite entre les créanciers produisant; — Considérant que le prix est, en tout comme en partie, la représentation de l'immeuble, et par conséquent le gage des créanciers hypothécaires; que, tant qu'il en existe une portion à distribuer, le créancier hypothécaire peut user de son droit de préférence et en réclamer la distraction à son profit, bien qu'il ait perdu son droit de suite, la radiation n'ayant trait qu'à la purge de l'immeuble,

et le dégrèvement de l'immeuble n'entraînant pas nécessairement la libération du prix ; qu'il résulte en effet de la combinaison des art. 757 et 758 du C. de proc. civ., avec les art. 2186, 2195, § dernier, et 2198 du C. civ., qu'un ordre peut s'ouvrir après la clôture d'un ordre ; que le créancier qui n'a point encore produit, peut produire ultérieurement ; et qu'il n'y a, dans ce cas, déchéance absolue du droit hypothécaire qu'autant qu'il n'existe aucune valeur représentative de l'immeuble ; — Que c'est dans ce sens que doivent être entendues les dispositions des art. 543 du C. de com., et 759 du C. de proc., lesquelles ne peuvent être prises isolément, mais corrélativement avec les dispositions qui les accompagnent ; qu'il résulte même de la différence de ces expressions dont se sert l'art. 759 : « Il prononcera la déchéance des créanciers non produisants, et la radiation des inscriptions de ceux non utilement colloqués », expressions répétées en dernier point par l'art. 774 du même code, que la radiation, dans l'esprit du législateur, ne devait avoir lieu, à l'égard des créanciers non produisants, qu'autant qu'ils n'auraient point été colloqués utilement, c'est-à-dire qu'autant qu'il ne resterait plus de deniers à distribuer ; — Considérant, d'ailleurs, que les créanciers chirographaires peuvent d'autant moins se plaindre ici, qu'ayant reconnu ou dû reconnaître les inscriptions qui existaient sur l'immeuble de leur débiteur, ils n'ont pu compter sur ce prix lorsqu'ils ont contracté avec lui ; — Qu'ainsi, dans la cause, il reste une portion du prix à distribuer ; que la saisie-arrêt, loin de changer la nature du prix entre les mains de l'acquéreur, n'a fait que le conserver tel qu'il existait précédemment, et en a empêché au contraire la confusion avec le mobilier du débiteur.

Les sieur et dame *Laroche-Fontenille*, créanciers chirographaires de la dame Ducarondelet, se sont pourvus en cassation contre cet arrêt pour violation des art. 2180 du C. civ., et 759 et 767 du C. de proc. — Les demandeurs soutenaient que, d'après les art. 2134, 2135, 2166 du C. civ., et 520 du C. de com., l'hypothèque n'existe que par l'inscription, et que, dès que l'inscription a été rayée, le créancier hypothécaire n'a pas plus de droit qu'un simple chirographaire. La cour royale, ajoutaient les demandeurs, a fait

entre le droit de suite et le droit de préférence une distinction qui est dénuée de fondement. Ces deux droits sont corrélatifs et ne peuvent exister séparément. Si le créancier hypothécaire a un droit de préférence sur le prix, c'est parce qu'il avait un droit de suite sur l'immeuble. Lorsqu'il a perdu ce droit de suite, à défaut de production de ses titres, il ne peut conserver un droit de préférence sur le prix; ce dernier droit n'étant qu'une conséquence du premier. La cour royale s'est en outre étrangement méprise en opposant aux créanciers chirographaires qu'ils ne pouvaient se prévaloir de l'ordonnance du juge-commissaire prononçant la radiation, parce qu'ils n'auraient point été parties dans l'ordre, car ces créanciers ont été représentés par leur débiteur.

Les défendeurs ont reproduit le système de l'arrêt attaqué.

Le 10 juin 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Jourde* rapporteur, MM. *Nicod* et *Piet* avocats, par lequel :

... LA COUR : — Sur les conclusions contraires de M. *Cahier*, avocat-général; — Après avoir délibéré dans la chambre du conseil; — Attendu que l'effet unique de la déchéance prononcée par l'art. 759 du C. de proc. contre le créancier hypothécaire inscrit qui néglige de produire à l'ordre est de faire perdre à ce créancier le droit d'attaquer les collocations faites en son absence; — Que, si cet article, après avoir parlé de la délivrance des bordereaux de collocation aux créanciers utilement colloqués, a ordonné la radiation des inscriptions de ceux non utilement colloqués, cela ne peut s'entendre que des créanciers produisants qui n'ont pu être colloqués utilement par insuffisance de fonds, mais que cet article ne dit pas que les inscriptions des créanciers non produisants seront annulées et rayées par suite de la déchéance qu'ils ont encourue; qu'à défaut d'un texte positif à cet égard, on ne peut refuser à ces inscriptions leur effet tant qu'il reste entre les mains de l'acquéreur, ou à la caisse des consignations, une portion des deniers à distribuer après l'entier acquittement des bordereaux de collocation, et tant que l'acquéreur ou adjudicataire ne justifie pas du paiement de la totalité de son prix, conformément aux dispositions de l'art. 774 du même code;

Sur le deuxième moyen, — Attendu que l'ordonnance du juge-commissaire qui, par le seul effet de la déchéance encourue par le sieur Estabel, a prononcé la radiation de son inscription, n'a pas été rendue avec le sieur Clermont de Gallerande que les demandeurs en cassation

représentent; que cette circonstance était à l'égard de ce créancier chirographaire *res inter alios acta*, ainsi que l'a reconnu l'arrêt attaqué; que la cour royale de Douai a pu dès lors ne pas s'y arrêter;

• Qu'il est constant, dans l'espèce, que l'acquéreur Thieffries de Roeux avait encore dans ses mains une somme de 17,903.fr. formant une portion de son prix qui restait à distribuer; que c'est sur cette somme seulement qu'Estabel a fait valoir ses droits; que la cour royale de Douai, en ordonnant que ce reste du prix non épuisé par les bordereaux de collocation serait dévolu au sieur Estabel jusqu'à concurrence de ses droits hypothécaires, par préférence au sieur Clermont de Galbrande, simple créancier chirographaire, n'a violé aucune loi; —

REJETTE.

S.

COUR DE CASSATION.

Les chambres des appels de police correctionnelle peuvent-elles connaître, comme AFFAIRE SOMMAIRE, de l'appel d'un jugement qui prononce la contrainte par corps? (Rés. aff.)
C. proc., art. 404.

VOINCHET, C. MICLET.

• Du 22 janvier 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brisson président, M. Zangiacomi rapporteur, MM. Granger et Odilon-Barrot avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. Joubert, premier avocat-général; — Considérant que l'art. 11 du décret du 6 juil. 1816 autorise les chambres correctionnelles des cours royales à juger les affaires sommaires; — Que, dans l'espèce, où il s'agissait de l'appel d'un jugement qui prononçait la contrainte par corps contre une des parties en cause, l'affaire a pu être considérée comme requérant célérité, et par conséquent être réputée sommaire d'après l'art. 404, 4^e alinéa du C. de proc.; — REJETTE. •

COUR D'APPEL DE PARIS.

Lorsque, sur un recours exercé contre un arrêté du préfet qui refusait d'inscrire un réclamant sur la liste électorale, l'autorité administrative a élevé le conflit antérieurement à la loi du 2 juil. 1828, le réclamant peut-il aujourd'hui reproduire sa demande à fin d'inscription, sans qu'on puisse lui opposer la chose jugée par le conflit, qui n'a fait que suspendre la décision du fond? (Rés. aff.)
L'art. 18 de la loi du 2 juil. 1828, sur la révision des listes

électorales, ayant investi les cours royales du droit de connaître de tous les recours exercés contre le refus d'inscription prononcé par le préfet en conseil de préfecture, peut-il désormais y avoir lieu à conflit en cette matière? (Rés. nég.)

D'après le même article, les réclamations contre les décisions du préfet doivent-elles être portées devant la cour royale par action principale et non par voie d'appel? (Rés. aff.)

Le préfet qui succombe dans une pareille instance doit-il être condamné aux dépens? (Rés. nég.)

Une veuve qui a des fils ou des petits-fils peut-elle déléguer ses contributions à son gendre, afin de lui conférer le cens électoral, lorsque ses fils ou petits-fils n'ont pas la capacité requise pour être électeurs? (Rés. aff.)

DURAND, C. LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR.

Voici les faits de la cause tels qu'ils ont été exposés par M. de Schönen, conseiller-rapporteur.

« Le sieur *Augustin Durand*, docteur en médecine à Chartres, a voulu jouir du bénéfice de la loi sur les élections. En conséquence, il s'est fait déléguer par sa belle-mère, la veuve *Ledru*, la totalité de ses impositions directes. La délégation a été faite à Chartres, en l'étude d'un notaire, le 20 sept. 1827. La veuve *Ledru* ne s'est point remariée; elle n'a point d'enfants mâles; elle n'a point de petits-enfants qui aient la capacité électoral. Toutefois M. Durand a eu de son mariage deux enfants mâles encore mineurs.

« En vertu d'une expédition de cet acte, le sieur Durand réclame son inscription sur la liste électoral d'Eure-et-Loir; mais M. le préfet rend, le 25 sept. de la même année 1827, un arrêté ainsi conçu : — Considérant qu'il résulte de plusieurs ordonnances royales confirmatives de décisions du conseil d'état, que l'art. 5 de la loi du 27 juin 1820 appelle à profiter des contributions payées par une veuve, les fils, petits-fils ou gendre dans cet ordre, à l'exclusion les uns des autres; qu'ainsi, tant qu'il existe un fils ou petit-fils, même incapable de jouir de cet avantage, il exclut les gendres; — Déclare qu'il n'y a lieu de faire droit à la demande du sieur Durand.

« Le 27, le sieur Durand se pourvoit devant la cour royale

Paris, et il notifie son pourvoi à M. le préfet. Permission d'assigner est donnée par M. le président de la chambre des vacations (M. Dehaussy). Le 29, nouvel arrêté de M. le préfet, qui élève un conflit devant le conseil d'état. Le jour indiqué, M. le procureur-général donne connaissance du conflit à la cour, et la cour surseoit à prononcer.

« Le conseil d'état, saisi de l'affaire, approuve le conflit, retient la cause, et déclare que l'exploit d'assignation donné au préfet devant la cour royale est considéré comme non avenue. Cet arrêté du 29 nov. 1827 est approuvé par le roi le 6 déc. suivant.

« Cependant un nouvel ordre de choses avait été créé par la loi du 2 juil. 1828, relative à la révision des listes électorales. Le 25 sept. dernier, le sieur Durand se pourvoit devant M. le préfet d'Eure-et-Loir, et lui adresse une nouvelle demande, tendant aux mêmes fins, en présentant à l'appui de nouvelles pièces justificatives. Sur cette demande, M. le préfet prend, en conseil de préfecture, l'arrêté suivant :— Considérant que la demande de M. Durand n'est que la reproduction de celle par lui formée l'année dernière, aux mêmes fins, et qui a été rejetée, tant par notre arrêté du 25 sept. 1827, que par la décision du conseil d'état, du 29 nov. de la même année, approuvée par S. M. le 6 déc. suivant; que dès lors il ne peut nous appartenir de connaître d'une demande sur laquelle S. M. a prononcé en son conseil d'état; — Par ces motifs, nous nous déclarons incompétent pour statuer sur la demande, et ordonnons ce qui suit : — Art. 1^{er}. M. Durand (Augustin), docteur en médecine à Chartres, est renvoyé à se pourvoir devant la cour royale de Paris, aux termes de l'art. 18 de la loi du 2 juil. 1828.— Art. 2. Le présent arrêté lui sera notifié.

« C'est dans cet état, continue M. le rapporteur, que vous avez à statuer. Le sieur Durand prétend 1^o que le préfet d'Eure-et-Loir, en se déclarant incompétent, l'a renvoyé à tort devant la cour royale, puisque la cour ne pourrait réformer un acte administratif; 2^o qu'il n'y a plus et qu'il ne peut plus y avoir de conflit, attendu que le conflit a été élevé seulement sur la liste électorale de 1827, et qu'il s'agit de la liste de 1828; 3^o qu'aux termes de l'art. 473 du C. de proc. civ., la cour peut évoquer le fond, puisque la cause est susceptible de re-

cevoir dès à présent la décision. — Au fond, le sieur Durand invoque la doctrine admise par l'arrêt de la cour royale de Limoges, du 13 sept. 1827, il soutient que ses fils, n'ayant pas la capacité électorale, doivent être regardés comme non existants, et qu'il doit être inscrit sur la liste à leur défaut en vertu de la délégation qui lui a été faite par sa belle-mère (1). »

Après le rapport de M. de Schonen, aucun avocat ne présentant pour le réclamant, M. Miller, substitut du procureur-général, a pris la parole. Avant d'aborder la question du fond, le ministère public a remarqué que ce n'était point par voie d'appel que le sieur Durand devait se pourvoir devant la cour royale contre la décision du préfet, mais

(1) Nous croyons utile de recueillir ici l'arrêt de la cour de Limoges, invoqué par le sieur Durand. Cet arrêt, dont les motifs devenus célèbres contiennent une *saine et loyale* interprétation de la loi, est ainsi conçu :

• LA COUR, — Attendu, au fond, que l'art. 5 de la loi du 29 juin 1820 porte : « Les contributions d'une veuve sont comptées à celui de ses fils ou de ses petits-fils, et, à défaut de fils ou de petits-fils, au gendre qu'elle désigne. » ; — Qu'il est reconnu constant, dans la cause, que la dame veuve *Boucheron de Laprugne* n'a point de fils, qu'elle n'a d'autre petit-fils que *François-Sylvain Gadon*, fils de la partie de *Barney*, actuellement âgé de 4 ans, et que, par acte authentique, elle a fait à ladite partie de *Barney*, son gendre, et en vertu de l'article de la loi ci-dessus cité, la transmission des contributions directes assises sur les biens qu'elle possède; qu'ainsi, en ne consultant que la lettre même de cette loi, ladite veuve *Boucheron* se trouverait rigoureusement dans le cas que cette loi a prévu; qu'en effet, les termes *à défaut de fils ou de petits-fils* ne sont pas l'équivalent de ceux-ci *s'il n'existe pas de fils ou de petits-fils*; — Qu'il y a manifestement défaut de ces derniers, lorsqu'ils ne sont pas aptes à recevoir la transmission que leur mère ou aïeule est autorisée à faire; que, s'il en était autrement, le droit que le législateur a voulu assurer aux veuves deviendrait, dans beaucoup de cas illusoire; que dès lors la veuve *Boucheron* n'a fait qu'user dans la circonstance dont s'agit de la faculté qui lui était acquise; que cette manière d'entendre la loi résulte clairement de son sens littéral, qu'elle est encore plus manifestement dans son esprit; qu'en effet, dans un gouvernement représentatif tel que celui établi par la charte, les droits politiques sont essentiellement attachés à la propriété; qu'il est dès lors de l'essence de ce gouvernement que celle-ci soit représentée autant qu'il est possible, et que c'est par ce motif que la loi a autorisé la veuve

action principale ; que cette interprétation de l'art. 18 de la loi du 2 juil. 1828 résultait des termes mêmes de cet article et des discours de M. le ministre de l'intérieur, tant à la chambre des députés qu'à la chambre des pairs. En effet, disait le ministère public, l'art. 18 porte : « Toute partie qui se croira fondée à contester une décision rendue par le préfet en conseil de préfecture pourra porter son action devant la cour royale du ressort. L'exploit introductif d'instance devra, sous peine de nullité, être notifié dans les dix jours, tant au préfet qu'aux parties intéressées..... » Et M. de Margnac disait sur cet article : « On a évité de se servir du mot *appel* en disant que l'action sera portée devant la cour royale ;

transmettre le droit qu'elle ne pouvait exercer par elle-même à un mandataire qui ne serait pas frappé de la même incapacité, qu'elle n'a pu vouloir lui conférer ainsi un droit dérisoire ; que, loin que la disposition qu'elle a adoptée dans cette intention soit une exception au principe fondamental que la charte a établi, elle n'en est, au contraire, qu'une confirmation et la conséquence ; qu'il n'y a pas lieu conséquemment à l'appliquer ici les règles générales qui s'élèvent contre les lois exceptionnelles, qui doivent être restreintes dans leur sens littéral ; qu'il faut entendre sainement et loyalement le véritable sens de celle dont il s'agit ; que c'est ainsi qu'on peut se conformer aux intentions de l'auguste auteur de la charte, de ce pacte si solennel, si justement cher à la nation, et que le premier devoir des magistrats est de défendre de toute atteinte, par suite de leur dévouement éclairé au roi et à son auguste dynastie ;

» Sans s'arrêter ni avoir égard à l'incompétence proposée, non plus qu'aux dispositions de l'arrêté pris, le 30 août dernier, en conseil de préfecture, par le préfet du département de la Creuze, et faisant application de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1820 ; ordonne que les contributions assises sur les biens de la veuve Boucheron de Laprugne, et par elle transmises par acte authentique au sieur Gadon, partie de Barny, son gendre, seront comptées audit Gadon, pour, réunies à celles qu'il paie personnellement, composer son cens électoral ; qu'en conséquence il sera réintégré comme électeur sur la première partie de la liste du jury du même département, le tout sans dépens. » (Président, M. Ronchon de Valette.)

Nota. Les cours royales d'Amiens et de Rennes ont jugé dans le même sens, par arrêts des 27 et 28 sept. 1827. L'arrêt de la cour de Paris, que nous rapportons, vient encore confirmer cette jurisprudence, qui probablement ne trouvera plus de contradicteurs.

c'est une instance principale introduite par suite du refus du préfet d'inscrire sur les listes électorales.... Il n'y a point de *jugement* du contentieux administratif. » M. le duc De cazes a caractérisé la nature de ces recours par un mot d'une grande justesse. » Les préfets, a dit le noble pair, sont des officiers de l'état *politique*, comme les maires sont des officiers de l'état *civil*. » Mais, ajoutait le ministère public, n'appelle point de la décision d'un maire qui, à tort ou à raison, refuse de passer outre à la célébration du mariage, et lui donne assignation devant les tribunaux pour qu'il lui soit ordonné de passer outre à cette célébration. De même nous pensons que, si la cour trouve la demande du sieur Durand fondée, elle ne doit ni statuer sur son appel, ni procéder par voie d'évocation, mais considérer son exploit comme une introduction d'instance.

Le ministère public a pensé en outre que l'arrêté du conseil d'état qui avait approuvé le conflit ne pouvait être considéré dans la cause actuelle comme ayant l'autorité de la chose jugée.—Au fond, que les droits de M. Durand à l'inscription étaient incontestables. Quand la loi du 29 juin 1820, ajoutait M. l'avocat-général, a dit dans son art. 25 que la belle-mère pouvait déléguer ses contributions à son gendre, à défaut de fils ou de petit-fils, il ne faut point en prendre judiciairement les termes. Si les fils ou petit-fils n'ont pas la capacité électorale, ils sont, aux yeux de la loi, comme n'existant pas. Le code civil offre plusieurs exemples analogues. Lorsque, pour la tutelle, le code appelle certains parens, les uns à défaut des autres, et lorsqu'il autorise la mère à consentir au mariage de son fils, à défaut du père, il a soin d'exprimer que c'est dans le cas où ces individus ne seront point en état d'agir. Tel est le sens formel dans lequel l'article a été présenté à la chambre des députés par M. Bayet, auteur de l'amendement.

Sur la question des frais, M. l'avocat-général a pensé qu'ils ne pouvaient, dans aucun cas, être à la charge du préfet, officier de l'état *politique*, par la même raison que le maire, officier de l'état *civil*, ne serait point tenu des frais dans une cause relative à une célébration de mariage.

Le 8 octobre 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris (chambre des vacations), M. Dupaty président, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Mitter, substitut de M. le procureur-général; — Et après en avoir délibéré dans la chambre du conseil; — Considérant que l'arrêté du 25 sept. 1827, du préfet d'Eure-et-Loir, ainsi que l'arrêté du conseil d'état, du 25 nov. dernier, confirmé par le roi, le 6 déc. suivant, intervenus sur une demande d'Augustin Durand, tendant aux mêmes fins que celle sur laquelle la cour a actuellement à statuer, n'ont fait qu'élever le conflit et suspendre la décision au fond; que par conséquent il n'y a pas lieu à examiner la question de savoir s'il y a chose jugée ou non; — Considérant que l'art. 18 de la loi du 2 juil. 1828, sur la révision des listes électorales, ayant investi les cours royales du droit de connaître de tous recours exercés contre les refus d'inscription prononcés par le préfet en conseil de préfecture, a abrogé, en cette partie, les dispositions établies par l'art. 6 de la loi du 5 fév. 1817, et que, n'y ayant plus qu'un seul degré de juridiction, il ne peut plus désormais y avoir lieu à conflit;

• Faisant droit sur la demande d'Augustin Durand, tendant à être porté sur la liste électorale du département d'Eure-et-Loir;

• Considérant que, par acte du 20 sept. 1827, passé devant Vassart et son confrère, notaires à Chartres, Cécile Cély, veuve Ledru, a fait délégation à Augustin Durand de ses contributions directes; que cette veuve n'est point remariée, qu'elle n'a point d'enfants ni de petits-enfants autres que les fils mineurs d'Augustin Durand, et que l'existence de ces enfants ne peut empêcher leur père d'exercer un droit qui n'est point ouvert à leur profit;

• Considérant que ces expressions de l'art. 25 de la loi du 25 juin 1820, à défaut de fils ou de petits-fils, doivent s'entendre de la capacité, et non de l'existence de ces individus, comme dans les art. 173 et 403 du C. civ., avec d'autant plus de raison que l'esprit de la loi est que toute propriété, c'est-à-dire tout intérêt, soit représentée;

• Dit qu'il y a lieu à recevoir le recours d'Augustin Durand;

• Ordonne que son nom sera inscrit sur la liste électorale de l'arrondissement de Chartres, département d'Eure-et-Loir, en remplissant d'ailleurs les conditions déterminées par la loi. » (1) S.

COUR D'APPEL DE LIMOGES.

En matière de saisie immobilière, le jugement d'adjudication définitive doit-il être signifié aux créanciers inscrits ? — Et les frais d'une telle signification peuvent-ils être alloués dans l'ordre, même dans le cas où le cahier des

(1) La cour, ne prononçant pas sur les dépens, les laisse ainsi à la charge du demandeur.

charges imposerait à l'adjudicataire l'obligation de notifier ce jugement ? (Rés. nég.) (1)

GANDOIS, C. BRUNHAUT.

Du 27 décembre 1827, ARRÊT de la cour de Limoges, 2^e chambre, par lequel :

• LA COUR, — Attendu que l'on ne regarde dans une demande en expropriation forcée, ainsi que dans toutes les autres, comme parties figurant dans l'instance que celles entre lesquelles le jugement a été rendu; — Attendu que la preuve que les créanciers inscrits ne sont point, en cette qualité, parties instanciées dans une demande en expropriation forcée, résulte évidemment de ce qu'ils ne peuvent ni intervenir ni interjeter appel; de ce qu'ils n'ont d'autres droits que de former une demande en subrogation, en cas de collusion ou de négligence de la part du poursuivant; de ce qu'enfin ce dernier doit, aux termes de l'art. 695 du C. de proc. civ., les avertir, par la notification du placard, qu'il poursuit la vente du gage de leurs créances, et que dès lors ils ont à surveiller leurs intérêts; — Attendu que, la signification de tout jugement n'ayant lieu que pour faire courir le délai de l'appel et ramener le jugement à exécution il s'ensuit que, du moment où les créanciers inscrits ne peuvent ni attaquer par la voie de l'appel un jugement d'adjudication, ni le rendre définitif par leur adhésion, la signification qu'on leur fait devient tout-à-fait inutile; — Attendu que la plus forte raison pour établir que l'art. 749 du C. de proc. civ. n'a entendu parler que de la signification faite aux parties qui ont figuré dans la poursuite en expropriation forcée se tire naturellement non seulement des termes de cet article même, mais encore de ce que ce n'est que pour faire connaître aux créanciers inscrits la date et l'existence de cette signification, mais non pour remplir à leur égard la formalité de la signification, que l'on soutient qu'elle doit leur être faite : d'où la conséquence que ce serait tout au plus l'acte de signification du jugement d'adjudication qui devrait leur être dénoncé, et nullement la volumineuse copie de ce jugement, dont ils n'ont que faire; — Attendu que les créanciers inscrits allégueraient vainement que, faite par eux de connaître légalement la signification dont parle l'art. 749 du C. de proc. civ., ils ne peuvent profiter du bénéfice que leur accorde le même article, c'est-à-dire essayer de se régler à l'amiable; vu que, devant être curieux, ils ont tous les moyens possibles pour s'assurer de la date et de l'existence de cette signification, soit parce qu'ensuite ils peuvent s'enquérir si le poursuivant a ou non signifié le jugement d'adjudication, et se faire subroger à sa poursuite, dans le cas où sa négligence compromettrait leurs intérêts; soit enfin parce qu'ils sont présumés recevoir tous les avis et avertissements

(1) Voy. arrêt de cassation, du 7 nov. 1826, t. 2 1827, p. 5.

recusaires de ce dernier, qui ne saurait être moins jaloux qu'eux d'user du bénéfice dudit art. 749; — Attendu que, dans l'espèce, Gandois ne peut exciper, pour être colloqué du montant des frais de notification du jugement d'adjudication à tous les créanciers inscrits, de l'autorité de la chose jugée, sous le spécieux prétexte que le cahier des charges lui imposait l'obligation de faire cette notification; et ce, parce que, d'une part, ce n'est qu'à l'ordre que les créanciers ont le droit de critiquer et faire rejeter les frais que l'on veut faire colloquer sur le prix, et de l'autre, les tribunaux n'ayant pas le droit de prescrire les formalités à remplir pour suivre une action quelconque, on ne saurait reconnaître comme sanctionnées par la justice les clauses par lesquelles le rédacteur du cahier des charges, dont se prévaut Gandois, au lieu de se borner à stipuler les conditions de la vente, a tracé une procédure pour faire exécuter le jugement d'adjudication et arriver à l'ordre; — Attendu néanmoins que ces frais ne sont point l'œuvre de Gandois, et que, pour être repoussé de l'ordre, il ne doit point être condamné à les rapporter personnellement; — Par ces motifs, Met l'appel de Gandois au néant avec amende, sauf à lui se pourvoir contre qui de droit, etc. »

COUR D'APPEL DE BESANÇON.

L'art. 91 de la loi du 28 av. 1816, en attribuant aux notaires et autres officiers ministériels y désignés la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, les autorise-t-il par cela même à traiter de leurs offices, et toutes conventions faites à ce sujet sont-elles licites? (Rés. aff.)

Les héritiers de ces officiers ministériels ont-ils la même faculté? (Rés. aff.)

Si l'officier ministériel ou son héritier s'oblige à présenter à l'agrément du roi un TIERS désigné, mais que ce tiers n'ait pas l'âge requis pour occuper l'office vacant, ce défaut d'âge, qui n'est qu'un obstacle temporaire, porte-t-il atteinte à la convention? (Rés. nég.)

BUGNOTTET, C. PINARD ET PERROT.

En 1825, décès du notaire *Pinard*, laissant sa veuve pour légataire de son mobilier. Peu de temps après, le 21 av. de la même année, la dame *Pinard* traite de l'office de notaire dont était pourvu son mari, et s'oblige envers le sieur *Bugnottet* père de présenter à l'agrément du roi le fils de ce dernier, comme successeur du défunt. Cependant, au mois

de février 1826, le sieur *Perrot*, avec lequel la veuve *Pinard* avait fait un nouveau traité, a été nommé notaire en remplacement du sieur *Pinard*. — En cet état, le sieur *Bugnottet* forme contre la veuve *Pinard* une demande en 12,000 fr. de dommages et intérêts pour inexécution du traité du 21 av. 1825.

Le sieur *Perrot*, garant de la veuve *Pinard*, et ayant pris son fait et cause, a opposé à l'action de *Bugnottet* plusieurs moyens. Il a prétendu 1° que les notaires et autres officiers ministériels, quoique investis, par l'art. 91 de la loi du 28 av. 1816, du droit de présenter leurs successeurs, n'avaient pas celui de vendre leurs offices; que dès lors toutes conventions étaient illicites et ne pouvaient donner lieu à aucune action; 2° qu'au surplus les héritiers des notaires n'avaient pas, comme les notaires eux-mêmes, la faculté de présenter des successeurs au gouvernement. On se fondait à cet égard sur la disposition du § 2 de la loi précitée, ainsi conçu : « Il sera statué par une loi particulière sur l'exécution de cette disposition (la faculté de présenter des successeurs), et sur les moyens d'en faire jouir les héritiers ou ayant-cause desdits officiers. » Or, disait le sieur *Perrot*, la loi annoncée par ce paragraphe n'étant pas encore intervenue, il s'ensuit que les héritiers des notaires ne jouissent pas de la prérogative accordée aux notaires, et que tout traité à cet égard est nul comme illicite; 3° le sieur *Perrot* prétendait que le traité fait avec *Bugnottet* père était impossible dans son exécution, en ce que le fils au profit de qui le père avait stipulé n'avait pas 25 ans, âge requis pour être nommé aux fonctions de notaire.

Ces moyens ont été accueillis par le tribunal de *Gray*, qui, par jugement du 2 août 1826, a rejeté la demande de *Bugnottet*. Mais, sur l'appel, le jugement a été infirmé.

Du 25 mars 1828, ARRÊT de la cour de *Besançon*, M. *Monnot-Arbilleur* président, MM. *de Mercy* et *Curasson* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Considérant que l'art. 91 de la loi du 28 av. 1816 attribue aux officiers ministériels y désignés la faculté de présenter des successeurs à l'agrément du roi, comme dédommagement du supplément de cautionnement exigé d'eux; que dès lors, et par une conséquence nécessaire, les engagements intervenus sur cet objet sont licites; — Que, si le deuxième alinéa, qui s'appliquerait aux titulaires com-

à leurs héritiers, porte qu'il sera statué par une loi particulière sur l'exécution de cet article, et sur les moyens de faire jouir du bénéfice qu'il assure les héritiers et ayant-cause des titulaires, on ne peut néanmoins en induire que, jusqu'à la promulgation de la loi annoncée, les héritiers des titulaires, non plus que les titulaires, n'aient eu qu'une expectative de droits; que, le droit étant consacré, la loi antérieure ne pouvait parler que du mode de mise à exécution, et qu'il est de notoriété que les héritiers des titulaires, de même que les titulaires, sont admis à user de la faculté de présentation qui leur est concédée;

Considérant qu'il est avoué de toutes parties que, par convention du 21 av. 1825, la veuve Pinard, en qualité de légataire à titre universel de tout le mobilier de son mari, s'est engagée envers le sieur Bugnottet père à présenter à l'agrément du roi, pour remplir les fonctions de notaire à Marnay, Bugnottet fils, appelant, et ce moyennant une somme de 3,000 fr. : — Qu'à la vérité le sieur Bugnottet fils n'était pas âgé de 25 ans, et que cet âge, exigé par les lois sur le notariat, ne devait s'accomplir qu'en mars 1826, mais que cet obstacle n'étant que temporaire, on ne peut arguer de nullité la convention comme ayant pour objet une chose impossible;

Considérant que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, et qu'elles doivent être exécutées de bonne foi; — Que la veuve Pinard, propriétaire de l'office depuis 1818, par le fait de son auteur, sans que celui-ci eût déboursé une somme quelconque pour obtenir la présentation de l'héritier du titulaire, devait apporter la plus exacte bonne foi dans l'exécution du traité du 21 av. 1825; — Qu'elle n'établit par aucune pièce que l'autorité ait refusé d'agréer ce traité et lui ait imposé, à peine de déchéance, l'obligation de présenter un autre sujet à l'agrément du roi; — Qu'à la vérité elle proteste, dans le traité du 22 juin 1825, souscrit avec le sieur Perrot, qu'elle n'entend porter aucune atteinte aux droits du sieur Bugnottet, mais que, dans le fait, elle articule et fournit la preuve que le sieur Bugnottet n'atteindra l'âge de 25 ans qu'en mars 1826; que dès lors elle a, par son propre fait, contribué autant qu'il était en elle à faire hâter la nomination et fixer la préférence en faveur dudit sieur Perrot; — Qu'il résulte de l'ensemble des circonstances de la cause, et notamment de ce que Perrot n'a été institué qu'en fév. 1826, que le deuxième traité a été souscrit sans nécessité par la veuve Pinard et sans autre motif que l'augmentation de prix; et que, sans cet acte, le sieur Bugnottet eût obtenu l'office de Pinard par le fait de retarder d'un mois de plus l'institution; que la convention n'ayant pas été exécutée par la veuve Pinard avec la bonne foi qu'exigeait son accomplissement, elle est tenue de réparer le préjudice ressenti par le sieur Bugnottet; que la fixation portée aux deux traités fournit une base qui rend l'expertise inutile; qu'il y a lieu

dès lors de les fixer à 4,000 fr.; — A Mis et Met le jugement au néant; émendant, etc. »

COUR D'APPEL DE BOURGES.

Si, pendant l'instance en séparation de biens, la faillite du mari est déclarée, faut-il appeler au jugement de séparation les syndics ou agents de la faillite? (Rés. aff.)

Toutefois, ce défaut de formalité ne peut-il être opposé par les créanciers que dans le délai d'un an, aux termes des art. 872 et 873 du C. de proc.? (Rés. aff.)

Dans le cas ci-dessus posé, la femme doit-elle diriger ses poursuites non seulement contre son mari, mais encore contre les agents ou syndics de la faillite, sans qu'elle puisse opposer que les agents n'avaient pas accepté leur mission? (Rés. aff.)

LA DAME LAFETA, C. CREUZET.

Du 24 mai 1826, ARRÊT de la cour de Bourges, première chambre, M. Sallé président, MM. Fravaton et Mayet-Gentry avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Torchon, avocat-général, — Considérant, sur la première question, que l'action en séparation de biens a pu être formée contre le mari seul, puisqu'il jouissait alors de tous ses droits; — Qu'à la vérité sa faillite ayant été déclarée le 16 janv. 1822, et le jugement de séparation prononcé seulement le 1^{er} av. suivant, il était nécessaire d'y appeler les syndics, ou au moins des agents de la faillite, puisque le mari ne pouvait disposer de sa fortune qu'avec le concours de ses créanciers;

• Mais qu'aux termes de l'art. 873 du C. de proc. civ., les créanciers n'ont qu'un an pour attaquer les formalités exigées pour le jugement de séparation, et qu'ils en ont laissé écouler près de deux sans rien dire; — Qu'au surplus ce ne sont pas même les syndics qui en font la critique, mais un créancier isolé;

• Considérant, sur la deuxième question, qu'aux termes de l'art. 1444 du C. civ., un jugement de séparation est nul, s'il n'a pas été exécuté, ou du moins s'il n'y a pas eu, dans la quinzaine, de poursuites pour son exécution; — Qu'on trouve bien sous la date du 15 av. 1822, c'est-à-dire dans les quinze jours, un commandement au mari de payer ce qui était dû à la femme pour ses droits, et même les dépens auxquels il avait été condamné; — Mais que depuis trois mois il avait été déclaré en faillite et des agents nommés; que c'était contre lui et les agents ou syndics que les poursuites devaient être

dirigées, et que ce commandement est nul: — Qu'en vain la femme oppose que les agents n'avaient pas accepté leurs missions; que c'était à elle à poursuivre leur acceptation; en cas de refus, en faire nommer d'autres, et enfin à prendre toutes les mesures nécessaires pour la régularité des poursuites à fin d'exécution; — Que, d'un autre côté, le commandement du 15 av. est le seul acte produit; qu'on ne voit depuis aucune poursuite de la femme, si ce n'est son opposition à la saisie en expropriation des biens du mari, faite non par les syndics, mais par un créancier; — Qu'ainsi le jugement est nul à défaut d'exécution; — Dire qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel: déclare la sentence de séparation nulle, à défaut de poursuite dans les délais voulus par la loi.

COUR D'APPEL DE NISMES.

Lorsqu'il n'a point été constaté par écrit qu'un gage dont la valeur excède 150 fr. a été remis par un débiteur à son créancier, celui-ci peut-il être poursuivi correctionnellement comme prévenu d'avoir détourné ce gage à son profit, et la preuve testimoniale est-elle admissible pour établir cet abus de confiance? (Rés. nég.) C. civ., art. 1341 et 1923.

MALACHAU, C. VEDEL.

Sur la plainte de la dame *Malachau*, le sieur *Vedel* a été cité, à la requête du ministère public, devant le tribunal correctionnel de Nismes, comme prévenu d'avoir détourné à son profit plusieurs bijoux qui lui avaient été remis en gage par la plaignante. — Le sieur *Vedel* a soutenu qu'il n'avait point prêté sur gages; que, le fait du dépôt n'étant pas établi par écrit, et la preuve testimoniale n'étant pas admissible, attendu que la chose prétendue déposée serait d'une valeur de plus de 150 fr., il y avait lieu de le renvoyer de la plainte.

Jugement qui accueille cette défense.

Appel de la part du procureur du roi. S'il s'agissait de prouver la violation d'un dépôt, disait ce magistrat, il est certain que, le fait du dépôt n'étant pas établi par écrit, et la valeur de la chose déposée excédant 150 fr., la preuve testimoniale ne pourrait être admise. La jurisprudence, fondée sur la disposition de l'art. 1923 du C. civ., est constante sur ce point (1).

(1) Voy. t. 2 1814, p. 16; t. 3 1815, p. 175; t. 1^{er} 1824, p. 365; nouv. éd., t. 15, p. 690, et t. 17, p. 303.

Mais il s'agit dans l'espèce d'un gage remis pour sûreté du paiement d'une créance. Le gage est régi par des dispositions particulières (C. civ., art. 2073 et suiv.), et celles relatives au dépôt ne lui sont pas applicables. Dès lors, devant la police correctionnelle, la preuve testimoniale du détournement du gage est admissible, bien que la valeur du gage excède 150 fr.

Le 29 février 1828, ARRÊT de la cour royale de Nîmes, chambre des appels de police correctionnelle, M. Thourès président, M. Fargeon avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Delablanque, conseiller-auditeur; — Attendu qu'en matière de gage comme en matière de dépôt, la preuve testimoniale n'est point admissible lorsque la valeur du gage excède 150 fr.; que, sous ce rapport, le gage est régi par les mêmes principes que le dépôt; que, par suite, les premiers juges ont bien jugé, en refusant d'admettre les témoignages proposés par le ministère public pour établir le fait d'abus de confiance dont se plaint Marie Malachau; que c'est vainement que, pour échapper à cette conséquence, on dit à l'appui de l'appel que la valeur des objets prétendus donnés en nantissement à Vedel n'est pas déterminée; que l'audition des témoins aurait établi qu'elle n'excédait pas 150 fr. : d'où suit que le tribunal aurait mal jugé en refusant cette audition; qu'il suffit de l'énumération des objets que la femme Malachau prétend avoir mis en gage, pour être convaincu que leur valeur excède 150 fr.; que c'est ainsi que les premiers juges l'ont pensé, et que rien ne peut établir le contraire aux yeux de la cour, qui, dans cet état, doit adopter les motifs qui les ont déterminés; — Par ces motifs, Confirmer le jugement dont est appel. » S.

COUR D'APPEL DE BESANÇON.

A défaut de titres qui justifient la solvabilité de la caution offerte en justice (particulièrement en matière de surenchère), la valeur des immeubles possédés par la caution peut-elle être constatée par experts ? (Rés. aff.)

BENOIT-JEANIN, C. TUMEREL.

La dame Benoit-Jeanin avait acquis un immeuble. Le sieur Tumerel forme une surenchère, et présente pour caution le sieur Gauthier. La caution est contestée. — Alors Tumerel demande la nomination d'experts pour estimer les biens du sieur Gauthier, à l'effet d'établir sa solvabilité. — La dame Benoit-Jeanin soutient que la solvabilité de la caution ne peut être établie que par titres.

Sur ce débat, le 24 août 1827, jugement du tribunal de Saint-Claude qui, sans s'arrêter à ce moyen, ordonne que la valeur des immeubles de Gauthier sera constatée par experts : — Considérant que, soit que l'on fasse l'application dans la cause de l'art. 832 du C. de proc. civ., combiné avec l'art. 518 du même code, soit que l'on applique l'art. 832 seul, le surenchérisseur doit justifier par titres que la caution qu'il présente possède des immeubles suffisants pour garantir sa solvabilité; mais que le législateur n'a pas voulu et n'a pu vouloir que dans tous les cas l'on constatât par titre la valeur de ces immeubles, parce que le plus souvent cette preuve deviendrait impossible; par exemple, si la caution tient de ses ancêtres une fortune considérable, elle justifiera par titres anciens, par des partages de famille, qu'elle possède des domaines très étendus; mais si on lui conteste la valeur de ces domaines, comment justifiera-t-elle qu'elle s'élève à la somme exigée pour le cautionnement? Si la caution, comme dans l'espèce, a acheté un héritage pour y faire des constructions, et qu'elle y élève un bâtiment d'une valeur considérable, elle établira par titre le prix du sol; mais comment constatera-t-elle la valeur de l'édifice qu'elle a construit? — Considérant que ces réflexions, basées sur la saine raison et la justice, doivent déterminer les magistrats à user des moyens que la loi leur confère pour obtenir une juste appréciation des immeubles dont la valeur est contestée; — Considérant que l'on est d'autant plus déterminé à adopter ce mode dans l'espèce, que, par des conclusions signifiées, la femme Jeanin avoue que la maison appartenant au sieur Gauthier peut être évaluée à 50,000 fr., tandis que le prix d'acquisition ne s'élève qu'à 23,000 fr., ce qui prouve que, par ses constructions, le sieur Gauthier en a considérablement augmenté la valeur. — Appel.

Du 1^{er} décembre 1827, ARRÊT de la cour de Besançon, chambre temporaire, par lequel :

LA COUR, — Attendu que les tribunaux peuvent, avant faire droit, ordonner toutes les justifications qu'ils jugent utiles; — Que la solvabilité de la caution offerte par l'intimé était contestée devant les premiers juges; — Qu'il n'est point établi en ce moment qu'elle soit suffisante; — Que c'est alors le cas d'adopter les motifs du jugement dont est appel; — CONFIRME, etc. »

COUR D'APPEL DE ROUEN.

L'échangiste qui reçoit un immeuble grevé d'hypothèque, qu'il ne purge pas peut-il être forcé au délaissement, lorsque la chose qu'il a donnée en contre-échange n'existe plus dans la main de son copermutant? (Rés. nég.)

PARTICULIÈREMENT, lorsqu'un créancier hypothécaire, devenu syndic de la faillite de son débiteur, a été colloqué pour partie de sa créance sur le prix des biens de celui-ci, dans lesquels a été compris UN DROIT DE PASSAGE ACQUIS EN ÉCHANGE, et désigné dans les affiches d'enchère et de surenchère, peut-il forcer l'autre copermutant, qui n'a pas purgé, au délaissement de la propriété reçue en contre-échange? (Rés. nég.) C. civ., art. 1654, 1705 et 1707.

VIMARD, C. VEUVE PRÉLAUNAY.

Du 28 juillet 1827, ARRÊT de la cour de Rouen, deuxième chambre, M. Aroux président, MM. Fercoq et Cheron avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Gesbert, avocat-général — Vu les art. 1654, 1705 et 1707 du C. civ.; — Attendu que, d'après ces articles, 1° toutes les règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent à l'échange, sauf la rescision pour cause de lésion; 2° que le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange a le droit de répéter sa chose; 3° que le vendeur peut demander la résiliation de la vente, lorsque l'acheteur ne paie pas le prix; — Que la vente, dans ce cas, est annulée *ex antiqua causa*, et que l'immeuble, quoiqu'il soit sorti des mains du vendeur et transmis à l'acquéreur, est affranchi des hypothèques soit légales, soit conventionnelles ou judiciaires, des créanciers de cet acquéreur, d'après la maxime *Res non fit emptoris, sed soluto pretio*; — Que chaque copermutant est tout à la fois vendeur et acquéreur; que dès lors, s'il est troublé dans la propriété de l'immeuble qu'il a reçu en contre-échange, il n'a pas touché le prix de l'immeuble qu'il a donné en échange, puisque la valeur de celui qu'il a reçu est représentative du prix de celui qu'il a donné : *In permutatione discerni non potest uter emptor, uter venditor sit. Si quis permutaverit, dicendum est utrumque emptoris et venditoris loco haberi. Is qui rem permutatam accipit emptori similis est*; — Que, suivant Domat et tous les auteurs, si celui qui a pris une chose en échange en est évincé, il tient lieu d'acheteur, il a son recours pour la garantie, et l'autre est tenu de l'éviction comme l'est un vendeur : *Si ea res quam acceperim vel dederim postea evincatur, in factum dandum actionem responditur, ad exemplum ex*

in loco actionis; — Que, suivant Pothier, la chose reçue en échange de celle qui a été donnée est subrogée de plein droit à celle qui a été aliénée; qu'elle prend à sa place les qualités intrinsèques que celle-ci avait et qu'elle a perdues par l'aliénation, qui en a été faite, d'après la règle *subrogatum capit naturam subrogati*;

• Attendu que de ces principes il résulte que la veuve *Prélaunay*, non payée, ne peut être évacuée de l'immeuble qu'elle a reçu en contre-échange, à moins qu'on ne lui représente, pour exercer ses droits privilégiés, l'immeuble que son mari a donné en contre-échange, et qui a produit sa subrogation; — Que, si *Vimard* a une hypothèque générale sur tous les biens de *Barbier*, son débiteur, la veuve *Prélaunay*, à la représentation de son mari, a un droit foncier et privilégié qui prime les créanciers hypothécaires, lesquels ne peuvent conserver la propriété de celle-ci sans en payer la valeur en numéraire ou en nature, vu qu'ils sont soumis aux obligations de leur débiteur qu'ils représentent; — Attendu que, si, d'après l'arrêt de la cour de cassation, du 17 nov. 1815, l'échangiste, comme tout autre acquéreur, ne peut être affranchi des inscriptions hypothécaires prises sur le fonds acquis qu'en le purgeant de dites inscriptions suivant les formes prescrites par la loi, la cour de cassation a elle-même reconnu, par un grand nombre d'arrêts, que le vendeur non payé, quoiqu'il n'ait ni inscrit ni transcrit, a le droit de demander la résolution de la vente, nonobstant les hypothèques qui peuvent grever l'immeuble acquis;

• Que ce droit appartient à l'échangiste que l'on veut déposséder de l'immeuble qu'il a reçu en contre-échange, comme au vendeur non payé, puisque les règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent à l'échange; — Que l'expropriation des immeubles de *Barbier*, au nombre desquels était l'immeuble donné en échange par *Prélaunay*, a été poursuivie à la requête des syndics de *Barbier*, dont faisait partie *Vimard*, qui s'est présenté à l'ordre, y a été colloqué, quoique non utilement, et dont le sort ne peut être autre que celui de tous les créanciers de *Barbier* qui ne se présentent point dans l'instance actuelle et n'y sont point représentés par *Vimard*, agissant dans son intérêt unique et personnel; — Que *Vimard*, ayant, par son fait, confirmé et ratifié l'échange, prive la dame *Prélaunay* du droit d'exercer son privilège sur l'immeuble cédé par son mari à *Barbier*, et ne pouvant plus la subroger aux droits de ce co-permutant exproprié, pour, par elle, les exercer sur cet immeuble, est tout à la fois non recevable et mal fondé dans ses poursuites en expropriation de l'immeuble reçu en contre-échange; — Que l'affectation, par hypothèque générale, de tous les biens du débiteur, n'aneantit pas les droits et privilèges du vendeur non payé, et de l'échangiste évincé; — Que, décider autrement, ce serait violer les règles de l'équité et les principes qui régissent les contrats d'échange, assimilés aux contrats de vente, notamment en ce qui concerne l'éviction, et

consacrer une souveraine injustice en dépouillant le copermutant et de la chose donnée et de la chose reçue en échange; — Attendu que le droit de passage cédé par Prélannay était, lors de l'échange, un droit réel et existant dans l'état où se trouvait l'ancien hôtel de ville; que ce passage était immeuble, comme l'accessoire nécessaire et indispensable d'un immeuble; que dès lors Prélannay n'a point cédé à Barbier un droit imaginaire; qu'au contraire, l'échange a été avantageux à Barbier et à ses créanciers; que Prélannay eût pu l'utiliser par des constructions, et que, sans ce passage, Barbier n'eût pu profiter le terrain par lui acquis dans l'intérieur de cet emplacement.....; — CONFIRME.

COUR. D'APPEL DE LYON.

Le fait par lequel un individu s'approprie un objet caché dans un meuble qu'il venait d'acheter, constitue-t-il une soustraction frauduleuse dans le sens de la loi? (Rés. aff. C. pén., art. 379 et 401.)

VALLET, C. LES HÉRITIERS LAGAY.

Le sieur *Vallet*, marchand de meubles à Villefranche (Rhône), avait acheté, dans une vente publique faite après le décès du sieur *Lagay*, une ancienne armoire. La clé lui ayant été remise, il voulut la démonter pour l'emporter. Il ouvrait à peine l'un des tiroirs, lorsqu'il aperçut une cachette pratiquée dans l'intérieur. Quelle que fût sa surprise, il ne la manifesta par aucun signe. Trois personnes présentes à l'enlèvement déclarèrent néanmoins avoir vu Vallet porter trois fois la main dans la cachette, en retirer une bourse moitié pleine, ainsi que plusieurs rouleaux dont elles ne purent fixer le nombre. Les héritiers *Lagay*, avertis de ces faits, réclamèrent de Vallet la bourse et les rouleaux, comme étant leur propriété. Il répondit qu'il n'avait trouvé que trois rouleaux, dont deux contenaient des bobines pour la soie, et l'autre 20 pièces de 24 sous, qu'il était prêt à rendre. Traduit, à raison de ces faits, et sous la prévention de vol, devant le tribunal correctionnel de Villefranche, il y fut condamné par un jugement ainsi conçu: — « Considérant que, si, dans le principe, le fait de prendre la bourse et les rouleaux pouvait n'être pas considéré comme un vol, il en a eu le caractère du moment que Vallet, au lieu de les rendre aux héritiers *Lagay*, se les est appropriés; que cette rétention frauduleuse le rend passible de la peine portée par l'art. 401

la C. pén., déclare Vallet coupable d'avoir retenu frauduleusement les objets trouvés, le condamne à 4,000 fr. de restitution, 500 fr. de dommages et intérêts. »

Appel de la part de Vallet. — Son défenseur discuta les faits, la prévention de la manière suivante : — Selon lui, Vallet n'avait pas commis une soustraction frauduleuse dans le sens de la loi. Pour réaliser la soustraction, il fallait nécessairement un déplacement de la possession de la chose d'autrui. Que ce fût avec violence ou par fraude, il importait peu : toujours fallait-il que le déplacement eût eu lieu avec l'intention formelle de le commettre. Dès lors, il y avait atteinte portée sciemment à l'ordre actuel des choses et des possessions, et, par suite aussi, trouble apporté à l'ordre public : la compétence correctionnelle était dans ce cas évidente, car il s'agissait de statuer sur un fait de violence ou de fraude qualifié *délit* par la loi. Mais, dans l'espèce, il n'y avait rien de semblable ; on n'y voyait pas cette soustraction, ce manquement frauduleux, *contractatio fraudulosa*, exigé par la loi française comme par le droit romain pour constituer le vol. La vente du meuble en question et la remise de la clé en avaient fait passer à Vallet la possession en même temps que la propriété. Les objets trouvés ensuite dans les tiroirs l'avaient été sur sa propre chose. Le défenseur ne voulait pas tirer de là la conséquence que Vallet ne dût pas restituer ce qu'il y avait trouvé, puisque cela n'avait pas fait partie de la vente ; il voulait seulement en conclure qu'en l'absence des faits propres à caractériser un délit de police correctionnelle, il y avait lieu à renvoyer les parties à fins civiles pour être procédé d'après l'état de la cause et la qualité des faits. Il ajoutait que la *réten- tion frauduleuse* sur laquelle s'appuyait le jugement n'était pas exprimée dans la loi ; qu'il était contraire à toute bonne argumentation, en matière pénale, de raisonner à *majori ad minus* ; de conclure, comme l'avaient fait les premiers juges, d'un cas grave et précis déterminé par la loi, la *soustraction frauduleuse*, à un cas moins grave qu'elle n'avait ni défini ni prévu.

Le ministère public et le défenseur de la partie civile soutenaient au contraire que la différence qu'on essayait d'établir entre la *soustraction frauduleuse* et la *réten- tion frauduleuse* était une pure subtilité. Au fond, il s'agissait d'un vol

de la chose d'autrui. Si l'on admettait la distinction de l'appelant, il suffirait, dans tous les cas, de jeter des doutes sur l'intention de s'approprier la chose d'autrui, lorsqu'elle passe en d'autres mains, pour que le coupable échappât à la peine que la loi inflige en cas de soustraction frauduleuse; tel peut être le sens de loi. Dans l'espèce, Vallet n'avait véritablement acheté que l'armoire dont il s'agit; il ne l'avait encore enlevée; trois personnes présentes à l'enlèvement attestent l'avoir vu porter trois fois la main dans une cachette en retirer une bourse et des rouleaux, et leur avoir recommandé le silence. Lui-même ne nie pas le fait de la découverte, seulement il les explique dans le sens de sa défense. On ne pouvait s'empêcher de voir dans cette conduite l'intention coupable de s'approprier des objets qu'il savait ne pas lui appartenir au moment même où il en opérait la soustraction.

Du 17 janvier 1828, ARRÊT de la cour royale de Lyon, M. Coste président, MM. Durieu et Delafont avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Bryon, avocat-général: Attendu que le meuble vendu par les héritiers Lagay à Vallet n'avait point encore été enlevé par ce dernier, et que la clé de la maison lui avait été confiée pour en opérer le transport; — Attendu que, lorsque Vallet a découvert les objets que contenait le meuble, il n'a pas pu ignorer qu'ils n'étaient point compris dans la vente qui lui avait été faite, qu'il devait les restituer aux héritiers Lagay: — Attendu qu'au lieu de leur faire cette remise, il s'est empressé d'enlever les objets trouvés dans le meuble et recommandé le secret aux témoins de la découverte: Attendu que tous ces faits constituent une soustraction frauduleuse dans le sens de la loi; — Adoptant, pour le surplus, les motifs des premiers juges, CONFIRME. »

A. M. C.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Le droit accordé aux avoués de plaider, dans les causes où ils occupent, les demandes incidentes qui peuvent être jugées sommairement, et tous les incidents relatifs à la procédure, s'applique-t-il sans distinction à toutes demandes incidentes de cette nature, introductives par requête, ou simplement présentées à l'audience? (Rés. aff.)
 EN D'AUTRES TERMES, quand l'incident a pour objet d'attaquer le titre du créancier saisissant, et non la forme des

actes de la poursuite, peut-il être développé par l'avoué, à l'audience ? (Rés. aff.)

M^e BOURGEOIS, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Au cours d'une poursuite de saisie immobilière dirigée devant le tribunal de Montargis, M^e Bourgeois, l'avoué de la saisie, prit des conclusions tendantes à annuler la procédure et à renverser le titre du saisissant. Il se présente à l'audience pour en développer les motifs ; mais le tribunal l'autorise pas à plaider, et, sur les conclusions personnelles de l'avoué, la cause est renvoyée à huitaine avec M. le procureur du roi. — Le président de la chambre des avoués intervient et conclut à ce que les avoués soient autorisés à plaider avec les avocats dans les causes où ils occupent, toutes les demandes incidentes qui sont de nature à être jugées sommairement, et tous les incidents relatifs à la procédure, conformément à l'ordonnance du 27 fév. 1822.

Le 10 juil. 1827, un jugement rejette l'intervention, attendu qu'il ne s'agissait que de statuer sur un droit personnel de l'avoué, et non d'une décision susceptible de porter atteinte aux droits des avoués ; et à l'égard des conclusions de M^e Bourgeois, attendu que, parmi les demandes présentées incidemment, celle qui a pour objet de contester la validité du titre du créancier saisissant n'est pas de nature à être jugée sommairement ; que, conséquemment, l'ordonnance du 27 fév. 1822 n'est pas applicable à l'espèce, le tribunal déclare l'avoué Bourgeois non fondé en sa demande, etc.

Appel. — Déjà, dit l'appelant, un décret du 2 juil. 1812 avait accordé aux avoués la faculté de plaider toutes les affaires sommaires. L'art. 5 de l'ordonnance du 27 fév. 1822 a excepté des dispositions du décret les causes commerciales et celles qui doivent être instruites et jugées sommairement : c'est dire en d'autres termes que les affaires sommaires d'instance sont seules comprises dans l'exception. Mais cette même ordonnance conserve aux avoués le droit de plaider tous les incidents relatifs à la procédure, ce qui s'entend nécessairement des incidents sur saisie immobilière. Ces incidents naissent au cours de la procédure, et peuvent même s'élever à l'heure de l'audience, et l'on conçoit qu'il serait souvent impossible aux avoués de communiquer avec les avocats et de

les mettre en mesure d'établir leur défense. Enfin, l'art. 733 du C. de proc. porte que toute contestation incidente à la poursuite de saisie immobilière sera jugée sommairement sans préliminaire de conciliation. Or la demande en nullité contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire ou postérieure à cette adjudication, sont placées par l'art. 718 au titre *des Incidents*, et font partie des demandes et contestations incidentes qui doivent être jugées sommairement.

M. le procureur-général, intimé en cause, se borne à observer que, dans l'espèce, la nullité présentée tend à renverser le titre du saisissant dans sa base, et qu'il faut distinguer entre les demandes incidentes *en nullité*, et celles pour objet d'attaquer le titre en vertu duquel se faisait la poursuite, et les demandes en nullité ayant pour objet d'attaquer la forme des actes de la procédure.

A cette argumentation l'appelant répond que, par les expressions de l'art. 733, on doit entendre tous les moyens tendent à établir que la procédure est nulle, soit parce que les actes qui la composent sont irréguliers et contraires à la forme de procéder, soit parce que le poursuivant a agi en vertu d'un titre vicieux; et qu'ainsi les moyens de nullité tendent *sans distinction* non seulement aux nullités inhérentes aux actes des officiers ministériels, mais encore aux nullités inhérentes au titre en vertu duquel ces actes ont été formalisés.

Du 24 janvier 1828, ARRÊT de la cour d'Orléans, chambre civile, par lequel :

« LA COUR, — Considérant qu'il s'agissait de savoir si l'avoué Begeois pouvait plaider la cause dans laquelle il se présentait; que, cette cause ne lui étant pas personnelle, puisqu'il s'agissait du droit des avoués, le président de la chambre a pu intervenir dans l'intérêt du corps; Que l'ordonnance du 27 fév. 1822, confirmative sous ce rapport de l'art. 2 et 3 du décret du 2 juil. 1812, conserve aux avoués le droit de plaider dans les affaires où ils occupent les demandes incidentes qui peuvent être jugées sommairement et tous les incidents relatifs à la procédure; — Que l'art. 718 du C. de proc. porte que toutes contestations incidentes à une saisie immobilière seront jugées sommairement; — Que cette disposition est générale et s'applique à toutes demandes incidentes de cette nature, introductives par requête, ou simplement présentées à l'audience : d'où il résulte, dans l'espèce, le droit accordé à l'avoué de pouvoir plaider sur ces incidents; — Mais l'appellation et ce

est appelé au néant; — Emendant, etc. — Reçoit M^r Charton, président de la chambre des avoués, dans son intervention, et ordonne que Bourgeois sera entendu dans la cause dont il s'agit, et dans ses développements de moyens à l'appui de la demande en nullité de la vente immobilière au tribunal de Montargis, sans dépens. » C.

COUR DE CASSATION.

Des 3 juin et 19 juil. 1791, portant abolition des redevances, avaient-elles aboli les lois PER DIVERSAS et AB ANAS-
10; dont les dispositions ont été renouvelées par les art. 1793 et 1699 du C. civ.? (Rés. nég.)

Conséquence, la cession de droits litigieux faite à un procureur AD LITES, dans le mois de mars 1793, était-elle valable? (Rés. nég.)

BOUSSIN, C. LES HÉRITIERS PARISOT.

En 1747, décès de Jean Boussin, après avoir fait un testament par lequel il instituait sa femme son héritière universelle, à la charge par elle de payer une légitime de 300 livres à chacun des sept enfants issus de leur union. — En 1751, mariage de Claude Boussin, l'aîné des fils. Par l'acte qui réglait les conventions matrimoniales, sa mère l'institua son héritier universel, à condition qu'il paierait pour tous droits une somme de 1,500 livres à ses frères, et de 1,200 livres à ses sœurs. — En 1775, il intervint entre la veuve Boussin et ses enfants (à l'exception de Pierrette Boussin, l'un d'eux), un traité de famille par lequel ceux-ci acquiescèrent au testament de leur père et au contrat de mariage de leur frère aîné. La veuve Boussin étant décédée, Pierrette Boussin, femme Boureau, se pourvut contre le testament et contre le contrat de mariage que ses frères et sœurs avaient donné à son exécution. — En 1789, jugement du bailliage de Mâcon qui accueille la demande et lui accorde le septième des biens de la succession paternelle. Ce jugement fut attaqué par la voie de l'appel.

Tel était l'état des choses, lorsqu'au mois de mars 1793, Pierrette Boussin céda ses droits, sous forme de donation, au sieur Parisot, ancien procureur au parlement de Dijon, qui, en cette qualité, avait été chargé des intérêts de la cédante. — Claude Boussin, qui avait interjeté appel de la sentence du

bailliage de Mâcon, fit réserve de se pourvoir en subrogation à cet acte de cession déguisée.

Le 19 flor. an 3, jugement d'un tribunal arbitral constitué par les parties, qui confirme celui de Mâcon.

La demande en subrogation de Claude Boussin fut accueillie, en l'an 4, par jugement du tribunal civil de Saône-et-Loire, dont les motifs étaient ainsi conçus : — « Considérant 1^o que les lois *per diversas et ab Anastasio*, 22 et 23, *Comandati*, ont été de tout temps suivies et observées presque la généralité des tribunaux français; qu'on ne peut pas dire que la loi du 3 juin 1790 en ait abrogé l'usage, puis qu'elle ne détruit que les *retraits*, au nombre desquels on ne peut jamais mettre la subrogation en question, n'y ayant en effet aucune analogie entre la reprise d'un corps certain et celle de droits en litige, entre la rentrée dans un immeuble quelconque et l'exercice de droits contentieux sur la masse d'une succession dont les détails et les secrets ne peuvent souvent, sans de grands inconvénients, être livrés à des étrangers; 2^o que les droits cédés étaient alors parfaitement litigieux, puisque l'appel émis rendait incertain si le testament du père subsisterait ou non, et conséquemment si Pierrette Boussin viendrait à partage comme héritière ou comme simple légitimaire; — Que, dans une telle occurrence, peu de faveur est due au ci-devant procureur, versé dans les affaires, traitant avec une femme de campagne qui pouvait s'effrayer des suites d'un procès pareil, et défendre mal ses intérêts; 3^o qu'enfin, la loi 23 citée excepte, à la vérité, de la proscription les donations, mais à condition qu'elles soient franches, pures, et non dissimulées; qu'il suffit de prendre lecture de l'acte du 19 mars 1793 pour se convaincre qu'il est une véritable vente. »

Appel. — Et, le 12 niv. an 8, jugement du tribunal civil de la Nièvre qui infirme, — « Attendu que, dans le cas où la donation dont il s'agit pourrait être considérée comme une cession de droits litigieux, déguisée sous le titre de donation, il n'en résulterait pas pour cela que Boussin fût fondé dans sa demande en subrogation : car, en admettant que cette donation, à l'époque où elle a été faite, était une cession de droits litigieux faite à un procureur *ad lites* auquel les lois prohibent ces sortes de cessions, ce vice ne subsistait plus à l'épo-

que où la demande en subrogation a été formée, puisque alors les droits cédés étaient déterminés, certains, et fixés par un jugement arbitral passé en force de chose jugée, de sorte qu'alors la cession à un étranger ne pouvait amener aucun trouble ni débat dans la famille et en déranger l'ordre; de sorte encore qu'avant d'attaquer l'acte dont il s'agit comme cession de droits litigieux, il ne fallait pas reconnaître le cessionnaire, donner aucune exécution à son titre et en rembourser l'objet; — Que la subrogation poursuivie par Boussin est exactement ce que les lois appellent un *retrait de convenance successorale*, parce que c'est en effet pour sa convenance, en tant que titre d'héritier ou successeur commun, que Boussin voulait réunir à sa portion héréditaire les droits cédés ou donnés à Parisot; qu'il est constant que la subrogation demandée n'est autre chose qu'un retrait de convenance; que les lois d'abolition frappent toute espèce de retraits et n'admettent aucune distinction; qu'il y a d'autant moins lieu d'élever des doutes à cet égard, que toute interprétation contraire est expressément prohibée par la loi du 10 av. 1793. »

Boussin se pourvut en cassation contre ce jugement; mais l'instance ne fut reprise que quelques années après, et le demandeur développa alors les moyens de son pourvoi, savoir : 1° violation des lois *per diversas* et *ab Anastasio*, dont les dispositions devaient être appliquées; puisque le procès était engagé dans un pays de droit écrit; 2° fausse application des lois de juin et de juillet 1790, sur l'abolition des retraits. Elles n'ont pas, disait-on, aboli les lois *per diversas* et *ab Anastasio*, car celles-ci ne présentaient point le caractère d'un retrait; la cour régulatrice l'a déjà reconnu par arrêt du 8 frim. an 12. (Voy. auc. col., 2^e sem. an 12, p. 220, et nouv. édit., t. 4, p. 108.)

Du 28 janvier 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Jourde rapporteur, M. Routhier avocat, par lequel :

LA COUR. — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Vu les lois *per diversas* et *ab Anastasio*, Cod., *mandati vel contra*, liv. 4, tit. 25, lois 22 et 23, de *redemptoribus litium*, où, en parlant de ceux qui, *alienis rebus fortunisque inhiantes, alios vexationibus afficiunt*, il est dit : *Nec enim dubium est redemptores litium alienarum videri eos esse qui tales cessiones in se confici cupiunt*; ita ta

men ut si quis datis pecuniis hujusmodi jabiorit cessionem, usque ad ipsam tantummodo solutarum pecuniarum quantitatem et usurarum ejus actionem exercere permittatur;

« Attendu que le jugement attaqué, sans rien statuer sur trois questions du procès qui avaient été résolues par les premiers juges, et consistant à savoir 1° si l'acte du 19 mars 1793 était une donation ou une vente de droits successifs, 2° si, à l'époque de cette transmission de droits de Pierrette Bonssin, le sieur Parisot était soumis aux effets des lois prohibitives concernant les procureurs *ad lites*, 3° si les droits créés devaient ou non être réputés litigieux au moment où avait été signé l'acte de 1793, a décidé, en droit, que la subrogation demandée par Claude Bonssin, en vertu des lois *per diversas et ab Anastasio*, était trouvée écartée par les lois nouvelles de 1790 et de 1793, portant abolition des retraites; en quoi ce tribunal a fait une fausse application de ces lois, et violé expressément les lois romaines ci-dessus énoncées, et les dispositions, formant autrefois le droit commun du royaume, non abolies par aucune de nos lois nouvelles, et ont, au contraire, été renouvelées par les art. 841 et 1699 du C. civ.; — Donne défaut contre les héritiers Parisot, tient l'instance pour reprise avec eux, et CASSE.

COUR DE CASSATION.

La vente d'un immeuble saisi, faite par le débiteur après la dénonciation de la saisie, est-elle frappée d'une nullité tellement absolue et d'ordre public que l'acquéreur lui-même soit recevable à invoquer cette nullité dans les cas où les créanciers inscrits renoncent à s'en prévaloir (Rés. nég.) C. proc., art. 672 (1).

CHAMBONNEAU, C. BIZAT PUY-DE-L'HOMME.

Postérieurement à la dénonciation d'une saisie pratiquée sur l'un de ses immeubles, le sieur Bizat Puy-de-l'Homme a vendu l'immeuble saisi au sieur Chambonneau, fils du créancier poursuivant. Aux termes de l'art. 692 du C. de proc. cette vente était nulle de plein droit, en ce qu'elle était postérieure à la dénonciation de la saisie. Toutefois, d'après l'art. 693 du même code, elle devait avoir son exécution, si, avant l'adjudication, l'acquéreur consignait somme suffisante pour acquitter en capital, intérêts et frais, les créances inscrites. L'acquéreur ne fit pas cette consignation; il se contenta de notifier son contrat d'acquisition. Il ne fut point donné

(1) Voy. t. 2 1820, p. 62; nouv. éd., t. 20, p. 769.

faite à la saisie immobilière, et un ordre s'ouvrit pour la distribution du prix de la vente.

Le sieur Chambonneau père assigne alors son fils, le saisi et les créanciers inscrits, pour voir prononcer la nullité de cette vente, et voir ordonner la reprise de la procédure sur saisie immobilière. Bientôt après, il meurt, et son fils, en qualité d'héritier pur et simple, poursuit l'instance.

Les créanciers inscrits et le saisi déclarent qu'ils sont satisfaits de la vente, et qu'ils dispensent l'acquéreur de la consignation prescrite par l'art. 693. Ils opposent d'ailleurs au sieur Chambonneau fils qu'il est non recevable à demander la nullité de son contrat d'acquisition, pour inobservation d'une formalité que lui-même n'a pas remplie; qu'en outre la nullité de la vente prononcée par l'art. 692 n'est que relative, et que les créanciers dans l'intérêt desquels elle est établie peuvent y renoncer.

Le sieur Chambonneau fils répond que la nullité prononcée par l'art. 692 est générale et absolue; qu'elle a lieu de plein droit; qu'ainsi elle ne peut être couverte par l'acquiescement des créanciers à la vente.

Le 25 nov. 1825, jugement qui annule la vente. — Appel de la part du sieur Bizat Puy-de-l'Homme et des créanciers inscrits.

Le 24 janv. 1826, arrêt infirmatif de la cour royale de Bordeaux, — « Attendu que, si, d'après les dispositions de l'art. 692 du C. de proc., le débiteur saisi ne peut, à compter de la dénonciation à lui faite de la saisie, aliéner les immeubles à peine de nullité, cette prohibition est modifiée par l'article suivant, qui maintient l'aliénation dans le cas où, avant l'adjudication, l'acquéreur consigne somme suffisante pour désintéresser les créanciers inscrits; que, dans l'espèce, tous les créanciers ont approuvé la vente consentie par Bizat Puy-de-l'Homme en faveur de Chambonneau fils; qu'ils ont tenu la notification que ce dernier leur a faite de son contrat, et l'offre de se libérer dans leurs mains du prix de son acquisition, comme équivalentes à une consignation réelle du prix; qu'ainsi le vœu de l'art. 693, qui n'a évidemment pour objet que l'intérêt des créanciers, se trouve suffisamment rempli; que, dès lors, les premiers juges se sont mépris en prononçant la nullité de cette vente. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Chambonneau pour violation de l'art. 692 du C. de proc., en ce que l'arrêt attaqué a maintenu une vente que cet article déclarait nulle de plein droit.

Le 5 décembre 1827, ARRÊT de la section des requêtes, *Henrion de Pansey* président, *M. Pardessus* rapporteur, *M. Godard de Saponay* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *M. de Vatimont* avocat-général; — Attendu que les droits du demandeur et le succès de sa demande sont subordonnés à la seule question de savoir si la vente de l'immeuble frappé de saisie immobilière, qui lui avait été faite par la partie saisie, depuis la dénonciation et la transcription du procès-verbal, était nulle d'une nullité tellement absolue et d'ordre public que l'acquéreur lui-même fût admissible à invoquer cette nullité; — Attendu que, si l'art. 692 du C. de proc. prononce la nullité de la vente faite par le saisi, depuis la dénonciation de la saisie, c'est uniquement dans l'intérêt des créanciers inscrits et du saisissant, ce qui résulte des arts. 693 et 694, d'après lesquels cette vente reçoit son exécution, si l'acquéreur consigne tout ce qui est dû tant au saisissant qu'aux créanciers inscrits; qu'il suit de là que l'acquéreur ne peut invoquer une nullité qui n'a pas été créée en sa faveur et tirer un moyen de ce qu'il n'a pas fait une consignation susceptible de désintéresser le poursuivant et les créanciers;

« Attendu que l'arrêt constate, en fait, ce qui d'ailleurs n'est pas dénié, qu'ils se contentaient de l'offre que le demandeur en cassation leur avait faite de les payer, quoique ces offres n'eussent pas été suivies de consignation; que le saisissant était le père du demandeur, dont celui-ci est héritier pur et simple; que dès lors il est repoussé par la règle *quædam de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio*, puisque précisément il était obligé de faire cesser toutes les poursuites commencées par son père saisissant; — Sans qu'il soit besoin de s'occuper des autres motifs de l'arrêt dénoncé, REJETTE. »

COUR DE CASSATION.

L'arrêt qui reconnaît que le propriétaire d'un fonds inférieur a acquis par prescription le droit de se servir des eaux d'une fontaine prenant sa source dans un fonds supérieur, peut-il en même temps décider, dans l'intérêt du propriétaire de la fontaine, que l'usage des eaux sera réglé amiablement ou par experts? (Rés. aff.) C. civ., art. 641 et 642.

THOMAS, C. NOEL.

Une fontaine qui prend sa source dans l'héritage du sieur Noel traverse le fonds inférieur des sieur et dame Thomas. En 1825, le sieur Noel a fait sur sa propriété des travaux qui ont privé presque entièrement les sieur et dame Thomas des eaux de la fontaine. Ces derniers ont assigné le sieur Noel pour se voir condamner à détruire ces travaux. Ils ont soutenu que, depuis plus de trente ans, ils avaient terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute des eaux de la fontaine sur leur fonds; qu'ainsi ils avaient prescrit la propriété de ces eaux, d'après les art. 641 et 642 du C. civ., et que le sieur Noel ne pouvait porter atteinte à des droits irrévocablement acquis.

Le 28 janv. 1824, jugement préparatoire qui ordonne une vente sur les lieux. — Le 25 août suivant, jugement définitif qui accueille les conclusions des sieur et dame Thomas.

Appel du sieur Noel. — Le 11 mai 1815, arrêt de la cour royale de Metz, ainsi conçu: — « Attendu que le terrain dans lequel la fontaine prend sa source appartient incontestablement à Noel, comme formant une dépendance de son moulin, ce terrain étant situé en deçà des bornes plantées en 1812 pour servir de limites en cette partie à la propriété voisine; — Attendu qu'il a dès lors le droit d'user de cette fontaine à volonté; — Mais attendu que Thomas a parfaitement prouvé que, depuis un temps plus que suffisant à prescrire, il est en possession de prendre les eaux de cette fontaine au moyen d'une rigole pour l'irrigation de son pré; qu'ainsi il est de toute justice de le maintenir dans cette possession; — Emeu-dant, autorise Thomas à continuer d'user des eaux de la source pour arroser son pré, et ce, à telles époques et pendant tel nombre de jours qu'il sera convenu amiablement entre les parties, sinon à dire d'experts. »

Les sieur et dame Thomas se sont pourvus en cassation contre cet arrêt, en ce qu'il les obligeait à n'user des eaux de la fontaine qu'à telle époque et pendant tel nombre de jours qu'il serait convenu entre les parties ou réglé par experts. Aux termes de l'art. 641 du C. civ., disait-on pour les demandeurs, celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds infé-

rieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription; et d'après l'art. 642, la prescription s'acquiert, dans ce cas, par une jouissance non interrompue pendant trente ans, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute de l'eau dans sa propriété. Dans l'espèce, l'arrêt attaqué a reconnu que les demandeurs, propriétaires du fonds inférieur, avaient fait depuis plus de trente ans des ouvrages apparents propres à faciliter la chute des eaux dans leur héritage. L'arrêt devait, par suite, décider que ces eaux appartenaient aux demandeurs en toute propriété, et qu'ils avaient le droit d'user ainsi qu'ils l'avaient fait depuis trente ans. En restreignant des droits acquis par la prescription, en assujettissant les sieur et dame Thomas à ne se servir des eaux qu'à telle époque et pendant tel nombre de jours qu'il serait fixé par expertise, la cour royale a évidemment violé les art. 641 et 642 C. civ. — L'art. 645 du même code dispose, il est vrai, que s'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels des eaux peuvent être utiles, les tribunaux doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété; mais cet article, ainsi que cela résulte de ceux qui le précèdent, est applicable seulement lorsqu'il s'agit des eaux courantes, qui n'appartiennent à personne, et ne l'est point lorsqu'il est question de statuer sur l'usage des eaux d'une fontaine, qui appartient à celui sur le fonds duquel elle prend sa source.

Le 20 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Brétizel, conseiller, président, M. Mousnier-Buisson rapporteur, M. Odilon-Barrot avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broë, avocat-général; — Attendu, en droit, que la propriété d'une source, propriété essentiellement inhérente à celle du fonds, et l'existence d'une servitude relative à l'usage des eaux qui découlent de cette source, constituent deux droits qui reposent sur la situation des lieux, sur les titres et la possession, et qui méritent, de la part de la justice, une égale protection; — Que l'arrêt attaqué juge, en fait, que le sieur Noel est propriétaire du fonds où existe la fontaine dont les eaux sont l'objet de la contestation; qu'il suit de cette décision de fait que le sieur Thomas et son épouse ne pouvaient avoir acquis un droit à la jouissance de ces

pour l'irrigation de leur pré appelé le *Pré-Monais* qu'à titre de servitude;

Attendu que l'arrêt de la cour royale de Metz qui a maintenu et consacré cette servitude n'a violé ni pu violer aucune loi en jugeant ainsi, dans l'intérêt du propriétaire de la fontaine et dans l'intérêt de la propriété, qu'une servitude limitée à un objet spécial devait être réglée amiablement ou par experts; que cet arrêt concilie, dans le sens de l'art. 644 du C. civ., les deux intérêts qui étaient en présence et en opposition; — Que, dans l'espèce de la cause, l'arrêt peut être justifié sans examiner si les art. 644 et 645 du même code étaient ou non applicables; que ce même arrêt ne s'est d'ailleurs nullement fondé sur ces deux articles, puisque, d'une part, il considère le droit de propriété, et de l'autre, le droit de servitude, comme étant établis tous les deux sur une seule et même chose, se modifiant l'un par l'autre, mais sans que l'un des deux puisse éteindre ou détruire l'autre; — **REJETTE.** S.

COUR DE CASSATION.

La disposition de l'art. 1184 du C. civ., qui accorde à toute partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté le droit de demander la résolution du contrat AVEC DOMMAGES ET INTÉRÊTS, s'applique-t-elle même au cas prévu par l'art. 346 du C. de com., où l'assuré, en cas de faillite de l'assureur, peut demander directement CAUTION OU LA RÉSOLUTION DU CONTRAT, et alors que l'assuré n'a pas fait usage de cette dernière faculté ? (Rés. aff.) C. civ., art. 1184, 1382 et 1383.

LES SYNDICS DUPIN DE VALÈNE, C. MILLE.

En 1821, le sieur *Mille*, propriétaire d'une filature, l'avait fait assurer contre l'incendie pendant cinq ans par la compagnie *Dupin de Valène*. — Cette compagnie ayant fait faillite en 1822, Mille cessa de payer la prime convenue. — Cependant il ne fit pas usage de l'option que lui accordait l'art. 346 du C. de com., et qui consistait en ce qu'en cas de faillite de l'assureur, l'assuré pouvait demander ou une caution ou la résolution de son contrat. Mais il se fit réassurer par une autre compagnie. — En 1825, les syndics de la faillite l'assignèrent en paiement des primes échues depuis le 1^{er} sept. 1822, jour de la faillite. Mille conclut alors à la résolution de son contrat et à des dommages et intérêts. — Le 16

août 1825, jugement du tribunal de Lille qui statue en ces termes : — « Considérant, en droit, que l'assurance contre l'incendie peut être assimilée au contrat d'assurance maritime; — Qu'aux termes de l'art. 346 du C. de com., quand l'assureur tombe en faillite, lorsque le risque n'est pas encore fini, l'assuré a la faculté de demander caution ou la résiliation du contrat; — Considérant que, dans l'espèce, le sieur Auguste Mille n'a, lors de la faillite de la compagnie d'assurance Dupin de Valène, ni demandé caution ni la résiliation du contrat intervenu entre elle et lui, que, dès lors, le sieur Mille, par l'effet de la faillite, n'a pas été délié de son obligation; — Attendu néanmoins, en fait, que la compagnie dont il s'agit a trompé les assurés par de fallacieuses et vaines promesses; — Qu'au lieu de présenter la solvabilité qu'elle annonçait, elle s'est en peu de temps trouvée dans la nécessité de manquer à ses engagements et de faire faillite; qu'elle a mis le sieur Mille dans la position de faire réassurer son mobilier industriel et ses marchandises par une autre compagnie, à l'effet d'être certain de toucher la valeur entière de l'objet assuré en cas de sinistre; que, d'ailleurs, l'assurance Dupin de Valène, par suite de sa faillite, ne présente pas l'avantage d'une diminution progressive de primes, diminuée promise aux assurés par la police; qu'enfin les syndics, en réclamant pas les primes aux époques stipulées par le contrat, ont eux-mêmes donné lieu aux assurés de penser qu'il importait aux intérêts de ceux-ci de faire garantir leurs propriétés par d'autres compagnies; — Qu'ainsi la faillite de Dupin de Valène occasionne un véritable dommage à Auguste Mille.....; — Le tribunal, en donnant acte aux syndics de la faillite de la compagnie d'assurance Dupin de Valène de leur consentement à la résiliation demandée par Auguste Mille du contrat intervenu entre elle et lui, le 11 sept. 1821, déclare ledit contrat résolu; condamne le sieur Mille à payer entre les mains desdits syndics la somme de 580 fr. 80 c. pour primes d'assurances échues depuis le 11 sept. 1821 jusqu'au 27 juil. dernier; — Et faisant droit à l'égard de la demande réconventionnelle en dommages et intérêts formée par Auguste Mille, condamne lesdits syndics à lui payer la somme de 600 fr. pour dommages et intérêts résultant de l'inexécution

tion des promesses faites, et de la double assurance occasionnée par le fait de l'insolvabilité de ladite compagnie, démes compensés entre les parties. »

Appel principal par les syndics, et appel incident du sieur Mille. Le 23 fév. 1826, arrêt confirmatif de la cour royale de Douay, ainsi conçu : — « Attendu, sur la première question (relative à la résolution du contrat), qu'il faut, dans les contrats synallagmatiques, distinguer les clauses résolutoires qui sont exprimées au contrat, et celles qui, comme dans l'espèce, ne sont que sous-entendues ; — Que, quant aux premières, la résolution s'opère de plein droit, et qu'elles ont même, par leur nature, l'effet d'amener de suite la résolution du contrat, tant pour le passé que pour l'avenir ; qu'il n'en est pas de même quant aux secondes ; que celles-ci n'opèrent pas la résolution de plein droit ; qu'elles laissent subsister le contrat aussi long-temps que la résolution n'a point été demandée ; qu'en un mot elles n'opèrent que pour l'avenir, sans intervenir sur le passé ; — Que, comme au cas actuel la résolution n'a point été stipulée pour l'événement de la faillite, la résolution n'a pu être demandée et n'a été demandée que sur le fondement des dispositions des art. 1184 du C. civ. et 346 du C. de com. ; — Mais que, dans l'application de ces deux articles, en cas de faillite soit de l'assuré, soit de l'assureur, la résolution du contrat d'assurance ne s'opère pas de plein droit ; que cette résolution doit donc être demandée et prononcée en justice ; qu'il suit de là que, tant qu'elle n'est point demandée, l'obligation subsiste ; qu'ainsi la demande en paiement de la prime est fondée, et que les premiers juges ont bien fait d'en ordonner le paiement ; — Attendu, sur la seconde question (relative aux dommages et intérêts), que les dommages et intérêts résultants de la résolution du contrat, tels qu'ils ont été indiqués par les premiers juges, sont dus à l'intimé ; mais qu'indépendamment de cela, on lui en doit encore pour le dommage que lui a occasionné la faillite même ; qu'il est constant que ce n'est point par un excès de prévoyance que l'intimé s'est fait réassurer en décembre 1822 ; — Qu'il n'en a agi ainsi que parce que, voyant la compagnie Dupin en faillite, il a dû penser que, si un sinistre arrivait à son atelier de filature, il ne pourrait en être couvert par cette compagnie ; qu'il s'est donc vu dans la nécessité absolue de se faire

réassurer, et que, si par là il se trouve exposé à payer aujourd'hui une double prime, c'est à la faillite de la compagnie Dupin qu'il faut en attribuer la cause; que c'est donc cette compagnie à l'indemniser à cet égard; que vainement on objecte qu'avant de se faire réassurer il aurait dû demander la résolution du contrat; qu'il y a de sa faute de ne pas l'avoir fait; mais qu'il est de la dernière évidence que l'intimé a agi de la meilleure foi; et que, du reste, on peut d'autant moins argumenter de cette circonstance que le manquement d'avoir fait la réassurance avant la demande en résolution n'a point porté le moindre préjudice à la compagnie Dupin; qu'ainsi on ne peut s'en plaindre; qu'il n'en est de même de la faillite de la compagnie Dupin, qui a occasionné un tort réel à l'intimé; que, dès lors, l'indemnité est due pour la prime de réassurance; — Attendu que cette indemnité jointe aux dommages et intérêts procédant de la résolution du contrat a été sagement arbitrée par les premiers juges, et qu'on ne peut modifier leur jugement sur ce point, etc.; adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, confirme, etc. »

Pourvoi des syndics, fondé sur les moyens suivants :

Que l'art. 346 du C. de com., directement applicable aux assurances maritimes, le soit également, et par parité de raison, aux assurances terrestres, c'est ce qui est hors de doute; mais alors il faut le prendre avec toutes les conditions rigoureuses de rédaction et de forme qui lui sont propres. L'assuré, en cas de faillite de l'assureur, selon cet article, a une option. Il peut persister, si telle est sa volonté, dans l'engagement pris, moyennant une caution, ou demander la résiliation du contrat. — Telle est donc la nature de son droit que par là même qu'il est exprimé d'une manière limitative par la loi, il est placé hors des termes du droit commun, et que, faisant usage de ce droit tel qu'il est établi, c'est-à-dire optant conformément à l'art. 346, l'assuré a réellement fait tout ce qu'il était en son pouvoir de faire, et est non recevable ensuite à demander, sous prétexte de dommages et intérêts, l'application des art. 1184, 1382 et 1383 du C. civ. uniquement conçus pour les cas généraux. — Les dommages et intérêts à son égard se trouvent nécessairement compris dans l'option qui lui est réservée par la loi. — Que s'il n'

ne de faire cette option, il est non recevable encore, et pour les mêmes raisons, à recourir aux dispositions générales du droit : car il doit s'imputer de n'avoir pas suivi les voies légales que la loi lui avait tracées.—Au surplus, l'art. 1184 dispose, dans sa disposition relative aux dommages et intérêts, que c'est par le fait volontaire de l'une des parties que le contrat n'a pas reçu son exécution, tandis que la faillite est évidemment un fait indépendant de leur volonté. Enfin, en principe, tant qu'on n'avait pas demandé la résiliation de la première assurance, elle subsistait, car elle ne pouvait se résoudre de plein droit : la condition des parties restait donc toujours la même ; et, dans les propres termes de l'art. 1184 du C. civ., il fallait dire que les dommages et intérêts ne pouvaient être dus que par une mise en demeure.

Aux yeux de la loi, comme aux yeux de la justice, une assurance dans cet état de choses était donc un acte isolé du sieur Mille, frustratoire en soi, puisqu'il laissait subsister le premier engagement, et, sous aucun rapport, il ne pouvait être pris pour base de dommages et intérêts. — Mais un argument plus décisif encore se tirait de l'intérêt des tiers. Comment concevoir en effet qu'il fût au pouvoir de quelques créanciers d'une faillite de se placer, par leur propre volonté, et sous de vains prétextes de dommages et intérêts, en dehors des droits communs à tous les créanciers, et comme dans une espèce de classe privilégiée non reconnue par la loi ? Il était, au contraire, dans les termes et dans l'esprit de cette même loi que tous, sauf ceux qui pouvaient se prévaloir de légitimes préférences, fussent soumis également à des pertes qui leur étaient communes.

La seule question grave à examiner, répondait le défendeur, consiste à savoir si, en principe, et indépendamment des dispositions explicites de l'art. 546 du C. de com., des dommages et intérêts peuvent être encore réclamés lorsqu'un dommage a été réellement causé par le fait de la partie qui n'a pas rempli son engagement. Or c'est ce qui ne saurait faire la matière d'un doute. L'art. 546 du C. de com. n'est pas conçu dans une forme limitative, comme on l'a prétendu : il prévoit le cas de faillite, accident qui, dans les termes généraux du droit, ne change en rien la condition des contractants ; et, dans sa sage prévoyance, il consacre, en faveur

de l'assuré, une double faculté qui consiste à demander une caution ou la résolution de son contrat. — Cette disposition est bien plutôt extensive que limitative, car elle offre à l'assuré des moyens qu'il ne trouvait pas dans le droit commun de pourvoir à sa sûreté; mais résulte-t-il de là une dérogation aux principes généraux, quant aux dommages et intérêts? Nullement: les dommages et intérêts sont complètement distincts de ce qui fait l'objet propre de l'art. 346 du C. de com., et, dès lors, subsistent dans toute leur force les dispositions précises des art. 1184, 1382 et 1383 du C. civ. relatives aux dommages et intérêts. Quant à l'objection que certains créanciers se présenteraient, contre la lettre et l'esprit de la loi, comme créanciers privilégiés de la faillite, alors que tous doivent subir également les suites de ce malheur commun, elle est sans fondement. Le dommage causé par la faillite à tous les créanciers est un fait qui leur est commun à tous, sans doute, et qui ne donne pas lieu à des dommages et intérêts. Mais tous les créanciers ne sont pas dans la même condition; il peut d'ailleurs arriver que le failli lui-même se soit exposé par des faits qui lui sont personnels, vis-à-vis de quelques uns d'entre eux seulement, à des condamnations en dommages et intérêts: comment soutenir dans ce cas, que les dispositions générales de la loi ne recevront pas leur application? A la vérité, pour maintenir l'égalité entre eux, dans l'espèce, les dommages et intérêts ne seront payés que proportionnellement aux dividendes. Cette considération fait tomber l'objection tirée de la prétendue distinction introduite, sans motifs, entre les créanciers. — Enfin le principe des dommages et intérêts une fois admis, la quotité n'est plus qu'une question de fait qui échappe à la censure de la cour de cassation.

Du 1^{er} juillet 1828, ARRÊT de la chambre civile (après délibér.), M. *Henrion de Pansey* premier président, M. *Zangiacomi* rapporteur, MM. *Scribe* et *Nicod* avocats, par lequel:

« LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. *Cahier*, avocat-général; — Considérant que tout dommage fait à autrui exige une réparation de la part de celui qui l'a causé; — Que ce principe est consacré par les art. 1382, 1383 et 1184; — Qu'il s'applique, comme toutes les dispositions fondées sur l'équité naturelle, non

ment aux matières régies par le C. civ., mais à celles soumises à lois spéciales, à moins que ces lois n'y dérogent expressément; — l'art. 346 du C. de com. et les lois sur les faillites ne renferment aucune dérogation à ce principe; qu'ainsi l'arrêt qui l'a pris pour règle de décision est inattaquable en droit; — Qu'il l'est également dans la disposition qui reconnaît le dommage éprouvé par Mille, l'arrêt ne tenant sous ce rapport qu'une décision de fait, dont les motifs, quels qu'ils soient, ne peuvent être soumis à la censure de la cour; — Re-
 A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Est-il connexité entre le délit de contravention au règlement sur les épizooties et le faux commis dans un certificat de maire pour dissimuler cette violation? (Rés. aff.) Lorsque, malgré cette connexité, la chambre des mises en accusation, et, par suite, la cour d'assises, n'ont statué que sur le faux, l'acquiescement de l'accusé empêche-t-il de reprendre la poursuite pour violation des règlements sur les épizooties, quand même cette action n'aurait pas été réservée au ministère public? (Rés. nég.) C. inst. crim., art. 360 et 361.

MINISTÈRE PUBLIC, C. BUGNET.

Du 28 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Guilly président, M. Mangin rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Fréteau, avocat-général; Vu l'art. 360 du C. d'inst. crim., portant : « Toute personne acquittée également ne pourra plus être prise ni accusée à raison du même fait. » ; — Attendu que, par ordonnance du tribunal d'Arbois, en date du 10 fév. 1827, Bugnet et Laplace ont été mis en prévention et renvoyés devant la chambre d'accusation à raison 1° d'un délit de violation des règlements concernant les épizooties, pour avoir soustrait deux veaux à la prohibition de sortie et de vente; 2° d'une altération par eux commise sur un certificat du maire de la commune de Darbonnay; que ces deux faits étaient connexes, puisque l'altération du certificat n'avait été commise que pour dissimuler la violation de règlement qui faisait objet du premier délit; qu'aussi ces deux faits avaient été compris dans l'ordonnance de prise de corps décernée en conséquence de l'ordonnance de mise en prévention; qu'au lieu de statuer sur ces deux faits, la chambre d'accusation, contrairement à l'art. 226 du C. d'inst. crim., ne s'est occupée que du crime de faux; que la mise en accusation qu'elle a prononcée n'a porté que sur ce crime; qu'elle a gardé le silence le plus absolu

sur le délit de ~~contravention~~ aux règlements sur les épizooties; qu'en transcrivant même dans son arrêt l'ordonnance de prise de corps ~~cernée~~ par les premiers juges, elle en a retranché la partie relative à ce délit; — Que les questions posées au jury, ses déclarations, l'ordonnance d'acquiescement qui en a été la suite, n'ont eu pour objet que le crime de faux; — Qu'il résulte de là que la prévention du délit de violation des règlements est restée entière;

» Qu'à la vérité on doit conclure de l'ordonnance d'acquiescement que les prévenus n'ont point commis un crime de faux pour parvenir à soustraire deux bœufs à la prohibition de sortie et de vente; mais qu'il ne résulte pas que ces bœufs ne sont point sortis, ni qu'ils n'ont point été vendus contrairement aux règlements; — Qu'ainsi, en poursuivant les prévenus en raison du délit de violation des règlements, le procureur du roi d'Arbois n'a point donné à juger le même fait que celui dont ils avaient été acquittés; qu'il s'est agi au contraire d'un fait différent qui se trouvait compris dans l'ordonnance de mise en prévention, et sur lequel on n'avait rien statué: — D'où résulte qu'en déclarant le ministère public non recevable dans son action, le jugement attaqué a fait une fausse application de la maxime *Non bis in idem* et de l'art. 360 du C. pén.:

» Attendu que la seconde fin de non recevoir opposée à la poursuite que le jugement attaqué a fondée sur ce que la chambre d'accusation et la cour d'assises n'ont point réservé au ministère public le droit de poursuivre à raison du délit de violation des règlements, ne saurait être admise; — Qu'en effet, l'action du ministère public ne peut être soumise à des réserves de ce genre; — Que celles même dont parle l'art. 361 du C. d'inst. ne sont nécessaires que pour autoriser le président de la cour d'assises à décerner des mandats contre l'individu acquitté par la chambre d'accusation, et qui, dans le cours des débats, a été inculqué sur un autre délit; mais qu'elles ne sont nullement exigées pour autoriser le ministère public à poursuivre à raison de ce nouveau délit; — Que d'ailleurs, dans l'espèce, l'action publique trouvait une base légale dans l'ordonnance de mise en prévention;

» Attendu que, cette ordonnance ayant déclaré qu'il existait contre les prévenus des indices suffisants du délit de contravention aux règlements sur les épizooties, la chambre d'accusation n'ayant pas attribué la connaissance de ce délit à la cour d'assises, et le crime auquel il était connexe étant irrévocablement jugé, il rentrait nécessairement alors dans la compétence du tribunal correctionnel; qu'ainsi le procureur du roi d'Arbois a procédé régulièrement en faisant citer les prévenus; — Par ces motifs, **CASSE** et **ANNULE** le jugement du tribunal des appels de police correctionnelle de Lons-le-Saulnier, en date du 4 janv. dernier.

COUR DE CASSATION.

Jusqu'à une convention synallagmatique, et spécialement un bail, a été rédigée en double, signée par les parties, mais non datée, et que les deux doubles ont été laissés en la possession de l'un des contractants, celui-ci peut-il être forcé à se dessaisir d'un original et à le remettre à l'autre partie avant l'accomplissement de certaines conditions préalables qui auraient été convenues en dehors de l'acte? (Rés. nég.) C. civ., art. 1282, 1134, 1163, 1353 et 1341.

Arrêt qui le juge ainsi, d'après l'appréciation des circonstances de la cause, a-t-il pu violer les dispositions du code civil relatives à l'effet et à la preuve des obligations? (Rés. nég.)

RÉMION, C. LES HÉRITIERS BIDAULT.

Le 16 juin 1820, bail pour 9 années, par la dame veuve Bidault à la demoiselle Rémion, d'une maison sise à Paris. Cet acte, daté, signé et enregistré, recevait son exécution, jusqu'au mois de décembre 1822, les parties firent un nouveau bail pour 9 ans, qui devaient commencer le 1^{er} juil. 1823. Celui-ci fut fait double et signé des deux parties contractantes, mais la date resta en blanc, et les deux originaux demeurèrent entre les mains de la propriétaire.

En 1823, décès de la veuve Bidault. A la levée des scellés, on trouva les deux doubles du bail de 1822, qui furent compris dans l'inventaire. — Demande de la demoiselle Rémion, contre les héritiers, à fin de remise dans ses mains de l'un de ces doubles. Les héritiers répondirent que le contrat devait être considéré comme non venu, aux termes de l'art. 1282 du C. civ., puisque la demanderesse avait remis volontairement à la dame Bidault celui des deux originaux qu'elle aurait dû garder si les parties eussent entendu exécuter le bail; qu'au surplus, ce bail devait être soumis à d'autres charges et conditions que celles qui s'y trouvaient exprimées, et qu'ainsi la convention rédigée par les parties et restée sans date n'avait pas été parfaite et définitive.

Le 31 mars 1824, jugement du tribunal civil de la Seine qui ordonne que les héritiers Bidault remettront à la demoiselle

selle Rémion le double réclamé par elle, — « Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, ainsi que des explications données par les parties elles-mêmes, que, dans le courant du mois de décembre 1822, il a été fait double entre la demoiselle Rémion et la dame Bidault, un bail, aux conditions y exprimées, de la maison dont il s'agit; — Que si la date de ce bail, dont les deux doubles sont représentés, est restée en blanc, il ne s'ensuit pas qu'il soit nul; — Que si ce bail, fait double et signé des deux parties contractantes, eût dû porter d'autres charges que celles qui y sont exprimées, elles y auraient été insérées avant l'apposition des signatures; — Que, si les deux doubles du bail ont été trouvés sous les scellés et inventoriés après le décès de la dame Bidault, il ne faut pas en conclure, comme le prétendent les héritiers, qu'il doit être regardé comme non venu, en y appliquant les dispositions de l'art. 1282 du C. civ., qui ne sont applicables qu'aux actes unilatéraux, cette circonstance, d'après les explications données à l'audience, n'étant due qu'à l'intimité et à la confiance qui existaient entre les parties; — Qu'enfin, s'il n'en eût pas été ainsi, les deux doubles auraient été anéantis, les signatures auraient été biffées, et la demoiselle Rémion n'aurait pas laissé à la dame Bidault la faculté exclusive de pouvoir la contraindre à l'exécution de cette convention synallagmatique, tandis qu'elle aurait été dans l'impossibilité d'user de la même faculté contre cette veuve. »

Sur l'appel des héritiers Bidault, et le 20 déc. 1824, arrêt infirmatif de la cour royale de Paris, qui, — « Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause que l'exécution du bail dépendait d'une condition que la fille Rémion dénie et refuse d'exécuter, déclare nul le bail et déboute la demoiselle Rémion de sa demande à fin de remise de l'un des deux originaux. »

Pourvoi de la demoiselle Rémion. L'arrêt attaqué, disait-on pour elle, a violé les art. 1134, 1163, 1353 et 1341 du C. civ., en se fondant, pour annuler le bail, sur ce que son exécution aurait dépendu de conditions qui cependant n'y ont pas été insérées, et en écartant par des conjectures vagues les dispositions formelles d'un acte contre et outre le contenu duquel aucune preuve par témoins ne peut être admise.

Du 16 avril 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson

président, M. Quéquet rapporteur, MM. Isambert et Guény avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Attendu que l'arrêt attaqué constate, en fait, que les deux doubles non datés du bail dont il s'agit étaient restés dans la possession de la dame Bidault et ont été trouvés sous les scellés apposés après son décès; — Qu'aussi la demoiselle Rémion, qui n'avait dans ses mains aucun titre dont elle pût réclamer l'exécution devant les tribunaux, avait formé, contre les héritiers de la dame Bidault, une demande, non pas d'exécution d'un bail par elle représenté, mais à fin de remise dans les mains de l'un des doubles d'un écrit étant dans les mains de ses adversaires; en telle sorte que la question du procès était moins de savoir si le bail devait être exécuté que si la convention de bail elle-même était parfaite et définitive, et si celle des parties qui était seule nantie des deux doubles non datés pouvait être forcée à se dessaisir de l'un de ces deux doubles, et à le remettre dans les mains de son adversaire pour demander l'exécution avant l'accomplissement de certaines conditions préalables; — Que la cour royale de Paris, en jugeant, d'après l'appréciation qu'elle a faite des circonstances de la cause, que la demoiselle Rémion devait être déboutée de sa demande à fin de remise dans ses mains de l'un des deux doubles du bail, n'a violé ni pu violer les articles cités; — REJETTE. »

L.

COUR DE CASSATION.

Une vente faite par un contumax, sous l'empire du code du 3 brum. an 4, peut-elle être déclarée à la fois frauduleuse à l'égard du fisc et valable entre l'acquéreur et le vendeur, de telle sorte que les héritiers du vendeur soient non recevables à demander l'envoi en possession provisoire des biens vendus, moyennant caution? (Rés: aff.)

QUIN, C. LA RÉGIE ET DESHAYES.

Après plusieurs perquisitions inutiles contre le nommé *Huguette*, prévenu de meurtre, un arrêt du tribunal criminel de l'Orne, en date du 30 niv. an 10, le déclara rebelle à la loi et ordonna l'apposition du séquestre sur ses biens. — Un arrêt rendu par contumace, le 13 brum. an 11, par la cour spéciale de l'Orne, prononça contre lui la peine de mort.

Au moment où l'on procédait à l'opération du séquestre, en exécution du premier arrêt, un sieur *Deshayes*, parent

du contumax, y forma opposition. Il se prétendit propriétaire de tous les biens du condamné, et produisit un acte de vente notarié que lui avait souscrit Huguelle, 10 jours avant l'arrêt du 30 niv., par conséquent à une époque où il jouissait de la plénitude de ses droits. — Mais cette demande ayant été écartée par un arrêté du gouvernement, du 19 fruct. an 10, Deshayes ne conserva plus les biens de Huguelle qu'à titre de fermier, et ils restèrent ainsi dans ses mains pendant 16 années.

En 1816, Deshayes adressa un mémoire au roi, tendant à obtenir la mainlevée de ce séquestre. Une ordonnance royale du 19 mars 1817 le renvoya à se pourvoir devant les tribunaux. Le procès ainsi engagé contre la régie, celle-ci repoussa comme frauduleux et nuls les actes faits par Huguelle à Deshayes; elle soutint qu'ils avaient été concertés entre eux dans la vue de soustraire les biens de Huguelle aux effets du séquestre. — La dame Ouin est intervenue comme héritière, et a demandé la nullité de la vente et l'envoi en possession des biens.

Le 13 mars 1824, jugement du tribunal d'Argentan qui, « déclarant réguliers et valides les actes de vente qui ont été consentis à Deshayes, à tort et mal fondé le séquestre apposé sur ses biens, également à tort l'action de la dame Ouin quant à l'invalidité des actes dont il s'agit; — Ordonne que ladite administration donnera mainlevée et restituera les fruits perçus. »

Appel de la régie et de la dame Ouin. — Et, le 2 mai 1827, arrêt de la cour royale de Caen, ainsi conçu: — « 1° Sur la validité de la vente, attendu qu'il est impossible qu'Huguelle n'eût pas connu le crime qui lui était imputé, et les poursuites auxquelles il a donné lieu; qu'il est facile de présumer alors que les actes par lui consentis ne l'ont été que dans le but de se soustraire aux effets du séquestre, Deshayes étant d'ailleurs le parent de Huguelle, et son domicile étant trop peu éloigné du sien pour qu'il n'eût pas connaissance du crime qui le rendait incapable: — D'où suit que Deshayes ne peut invoquer ces contrats pour priver la régie du bénéfice du séquestre jusqu'au moment de la mort du condamné, ou jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinquante ans depuis sa condamnation (C. 3 brum. an 4, art. 482.);

« 2° Sur la question de savoir si ces actes doivent être également déclarés frauduleux et simulés vis-à-vis de la dame Ouin, et celle-ci envoyée en possession ; — Attendu qu'elle en demande la nullité comme héritière de Huguelle ; — Qu'il est évident que ces actes ont été souscrits frauduleusement au préjudice des droits du fisc ; mais qu'il n'est pas suffisamment démontré que ces contrats fussent simulés entre l'acquéreur et le vendeur ; — Que l'un de ces actes établit qu'une somme de 500 liv. a été versée au vendeur en présence du notaire ; — Que la veuve Ouin ne produit aucun titre qui établisse la simulation : d'où il suit qu'elle est non recevable à demander la nullité ;

« 3° Quant à sa demande en mainlevée du séquestre, en tant qu'il frappe sur les biens qui n'ont pas été compris aux contrats du 19 niv., et sur ceux provenant de successions échues depuis la condamnation ; — Attendu qu'en effet, d'après les dispositions de l'art. 482 du C. du 3 brum. an 4, les héritiers peuvent, après vingt ans, en donnant caution, être envoyés provisoirement en possession des biens du contumax ; — Que les tribunaux sont compétents pour prononcer cet envoi, et, par suite, ordonner la mainlevée du séquestre ; qu'il s'est écoulé plus de vingt ans depuis la condamnation de Huguelle, et que la veuve Ouin offre de donner caution : d'où suit qu'elle se trouve dans le cas prévu par ledit article ;

« 4° Relativement à la restitution des fruits, attendu 1° que cette question, soumise à l'autorité administrative, a été proscrite par un décret du 22 sept. 1809, et qu'il ne peut appartenir à l'autorité judiciaire d'examiner le mérite de cette décision ; 2° que, d'après l'art. 482 du C. du 3 brum. an 4, la restitution des biens aux héritiers du contumax, même après le délai de la prescription, doit avoir lieu sans restitution des fruits ; — *Infirme* le jugement dont est appel ; maintient le séquestre apposé par la régie ; déboute la dame Ouin de ses conclusions principales ; quant aux conclusions subsidiaires, sans avoir égard à la fin de non recevoir proposée par la régie, donne mainlevée du séquestre en tant qu'il frappe sur les immeubles non compris aux contrats de vente du 19 niv. an 10, sur ce qui est provenu des successions depuis la condamnation de Huguelle, dit qu'il n'y a lieu de statuer sur la restitution des fruits. »

Pourvoi de la veuve Ouin quant au chef de l'arrêt qui lui

refuse l'envoi en possession des biens compris dans le séquestre. — La cour, suivant elle, a fait une fausse application des art. 464, 482 du C. du 3 brum. an 4, et violé l'art. 471 du C. d'inst. crim.

1^o Selon l'art. 464, le président devait, le dixième jour après la publication des poursuites dirigées contre le contumax, le déclarer rebelle à la loi et déchu de ses droits de citoyen; il devait en outre ordonner que le séquestre serait apposé sur ses biens pendant tout le temps de sa contumace. Or ces formalités n'avaient point été accomplies dans les termes de la loi. — 2^o L'art. 482 portait d'une manière générale qu'après vingt ans depuis la condamnation du contumax ses héritiers seraient envoyés en possession provisoire de ses biens en donnant caution. Cet article ne distinguait pas : tous les biens du contumax, tant ceux possédés par lui au moment de sa condamnation que ceux qui lui étaient échus postérieurement par succession, donation ou autrement, se trouvaient compris dans sa disposition. C'était donc en excédant les termes mêmes de la loi que la cour royale de Caen avait distingué, pour refuser à la veuve Ouin l'envoi en possession provisoire des biens appartenant à Huguelle au moment de sa condamnation. Son arrêt avait donc encouru la cassation de ce chef. — Que les actes translatifs de propriété faits par Huguelle à Deshayes fussent repoussés comme simulés et frauduleux, cela se concevait, et les motifs développés dans l'arrêt paraissaient en effet démontrer la fraude de ces actes; mais par là même on devait décider, et c'était une conséquence forcée de cette première partie de l'arrêt, que, la vente étant déclarée frauduleuse et nulle à l'égard du fisc, les effets de cette nullité étant d'ailleurs indivisibles, les biens compris dans la vente dont il s'agit avaient dû rentrer dans l'hoirie du contumax et s'y réunir à ceux qui s'y trouvaient déjà ou qui y étaient survenus plus tard, pour être remis à ses héritiers aux conditions déterminées par l'art. 482 du C. de l'an 4, c'est-à-dire à titre de possession provisoire et moyennant caution. — L'art. 471 du C. d'inst. crim. confirmait, au surplus, l'art. 482, dont il vient d'être parlé : il disposait que « les biens du contumax sont considérés et régis comme biens d'absent, et le compte en sera rendu à qui il appartiendra. » Enfin, pour justifier en tout point sa demande primitive, la veuve Ouin établissait qu'un avis du conseil d'état, du 20

sept. 1809 (bulletin n° 245), portait qu'à l'égard des contumax dont le jugement était antérieur au code civil, il y avait lieu de suivre les dispositions soit de la loi du 16 sept. 1791, soit du code du 3 brum. an 4, selon la nature propre de l'affaire. Or elle démontrait que, depuis le 30 niv. an 10, date du premier jugement de condamnation, au 2 mai 1817, date de l'arrêt, même au 13 mars 1824, date du jugement du tribunal d'Argentan, plus de vingt ans s'étaient écoulés, ce qui fondait à tous égards sa demande d'envoi en possession.

Du 27 mai 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. *Henrion de Pansey* président, M. *Borel de Brétizel* rapporteur, M. *Isambert* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Laplagne-Barria*, avocat-général; — Sur le moyen unique tiré de la fausse application de l'art. 464 du C. de brum. an 4, moyen auquel, dans la discussion, a été ajouté le grief de violation de l'art. 471 du C. d'inst. crim., — Attendu, en ce qui est relatif au C. d'inst. crim., qu'il n'a pas été et n'a pu être invoqué dans une affaire commencée, poursuivie et jugée sous l'empire de la loi du 3 brum. an 4;

• En ce qui est relatif à ladite loi de l'an 4, attendu que son art. 464 a établi, à l'égard des contumax, des règles qui ont été observées, et sur lesquelles la réclamante n'a élevé aucun reproche de fausse application ou violation; que son grief se concentre dans la violation prétendue de l'art. 482, dernier paragraphe, qui accorde aux héritiers des contumax, après vingt ans, le droit d'obtenir l'envoi en possession provisoire des biens d'un contumax vivant ou réputé vivant, à défaut d'écoulement du laps de cinquante ans depuis la condamnation;

• Attendu que ce droit de la demanderesse n'a pas été méconnu par l'arrêt attaqué, puisqu'il accorde la mainlevée du séquestre sur tous les biens qui n'ont pas été compris aux contrats du 19 niv. an 10 (9 janv. 1802), et sur ceux provenant des successions échues depuis la condamnation; — Attendu, pour ce qui concerne les biens compris aux contrats de vente susdatés, que, ces biens ayant été transmis par un contrat dont l'arrêt reconnaît l'existence réelle entre l'acquéreur et le vendeur, contrat dont la cour de Caen a refusé de prononcer la nullité au moins dans l'état de la cause, lesdits biens ne faisaient pas partie de l'hérédité du contumax; que son héritière était en conséquence sans qualité pour en réclamer la possession provisoire en donnant caution, aux termes du dernier paragraphe dudit art. 482; qu'en le décidant ainsi l'arrêt attaqué a apprécié des actes, des faits et des circonstances, et qu'il est, sous ce rapport, à l'abri de la censure de la cour de cassation; que, par une

conséquence nécessaire, l'art. 482, dernier paragraphe, était, au moins dans l'état de la cause, inapplicable, et n'a pu être violé; — **REJETTE.** »

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Le tribunal de simple police est-il compétent pour statuer sur un délit de maraudage, lorsque le dédommagement dû à la partie lésée est indéterminé, et que, par suite, l'amende, dont la quotité doit être égale au dédommagement, est aussi indéterminée ? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 441.

INTÉRÊT DE LA LOI. — **DEBRA ET BRULÉ.**

Du 15 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Ollivier rapporteur, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Vu le réquisitoire du procureur-général en la cour, présenté de l'ordre du garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à l'annulation, dans l'intérêt de la loi, du jugement du tribunal de simple police du canton de Theil, arrondissement de Mortagne, du 8 nov. 1826; — Vu l'art. 441 du C. d'inst. crim.; — Statuant sur les fins du réquisitoire; — Attendu que l'art. 34, tit. 2, de la loi du 6 oct. 1791, sur la police rurale, punit le fait de maraudage imputé dans l'espèce à la femme Debra, sa fille, et la femme Brulé, d'une amende égale au dédommagement; — Que, le dédommagement n'étant pas déterminé, l'amende ne l'était pas non plus; que, dès lors, cette amende pouvait excéder la somme de 15 fr., à concurrence de laquelle le tribunal de police était compétent; — Que, par conséquent, le fait imputé excédait, par le caractère de sa pénalité, les bornes de la compétence du tribunal de police; — Qu'ainsi, en statuant sur ce fait, au lieu de se déclarer incompétent, le tribunal de police du canton de Theil a excédé les bornes de ses attributions; — **CASSE**, dans l'intérêt de la loi. »

COUR DE CASSATION.

La régie de l'enregistrement et des domaines a-t-elle pu décerner valablement une contrainte pour le recouvrement d'une créance appartenant à l'état ? (Rés. aff.)

Dans ce cas, l'arrêt qui, statuant sur l'opposition formée à l'exécution de la contrainte, décide « qu'attendu que le titre sur lequel repose la demande est contesté en la forme et au fond, la poursuite n'appartient plus à la régie,

mais bien au préfet, comme représentant l'état, et que la procédure doit être continuée dans les formes ordinaires, et non par mémoires » ; un tel arrêt viole-t-il aucune loi ? (Rés. nég.)

La partie qui a demandé d'abord la nullité de la contrainte par des moyens tirés du fond, est-elle non recevable à la demander ensuite sur le motif que la régie aurait procédé par voie de mémoires, au lieu de procéder selon les formes ordinaires ? (Rés. nég.) (1)

§ 1^{er}. — LA RÉGIE, C. BERGERON.

Le sieur *Bergeron* avait souscrit en 1782 une obligation de 471 liv. au profit de l'abbaye de Longchamp. Cette somme n'ayant point été acquittée, la régie, au nom et comme représentant le domaine, décerna en 1825 une contrainte contre le débiteur. — Cette contrainte avait été rendue exécutoire par le président du tribunal. — Opposition de la part des héritiers *Bergeron*, et en même temps assignation à la régie devant le tribunal civil de Soissons. Leur opposition était fondée, en d'autres motifs, sur ce que l'obligation, si elle existait, reposait sur un titre sous seing privé non reconnu par eux, et n'offrant, à cause de son ancienneté et du silence gardé jusqu'à ce jour par les ayant-droit, aucune espèce de confiance ; subsidiairement, qu'il était éteint ; mais, dans tous les cas, ils demandaient la nullité tant de l'acte sous seing privé que de la contrainte, attendu que, s'agissant de la propriété d'une créance, ce n'était pas par voie de mémoires, mais bien dans les formes ordinaires, que devait procéder la régie.

Mémoire en réponse du directeur général. — Il réfute ces divers moyens, et se fonde sur les termes mêmes de l'art. 4 de la loi du 12 sept. 1791. Il invoque aussi la coutume de Vermandois. — Les héritiers *Bergeron* font à leur tour un mémoire dans lequel ils déclarent ne vouloir passer outre à la discussion du fonds de l'affaire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur demande en nullité de la contrainte. — Le 14 déc. 1825, jugement par défaut qui rejette leur opposition. — Appel des héritiers *Bergeron*. Ils fondent leurs moyens sur ce qu'il s'agissait, dans l'espèce, de la propriété d'une créance qui aurait été due autrefois à l'abbaye de Longchamp. Or le

(1) Résolu seulement par la cour royale.

domaine, représentant aujourd'hui cette abbaye, ne pouvait pas se prévaloir d'autres droits qu'elle, ni par conséquent procéder en justice autrement qu'elle ne l'aurait fait. — n'était donc pas par voie de mémoires, mais bien dans des formes ordinaires, que la régie, agissant au nom du domaine, devait procéder : d'où s'ensuivait la nullité du jugement de l'instruction qui l'avait précédé, etc. — Plus tard, les appelants ont demandé subsidiairement la nullité du jugement attendu le défaut de qualité de la régie pour poursuivre.

Le 11 août 1826, arrêt de la cour royale d'Amiens qui accueille ce moyen.

Pourvoi de la régie pour violation de l'art. 4 de la loi du 12 sept. 1791. Voici ses moyens : — Cet article détermine la qualité de la régie en même temps qu'il établit le mode d'exercice près lequel elle procédera dans les instances relatives aux domaines de l'état. — Il la charge spécialement du recouvrement des rentes, revenus, droits échus appartenant à l'état, ainsi que du prix des adjudications de bois, etc. — Il ajoute « que dans le cas de retard de la part des débiteurs et des adjudicataires, le directeur de la régie décernera des contraintes qui seront visées par le président du tribunal, etc. » — Telle est la règle générale : la régie, agissant au nom de l'état, poursuit le recouvrement non seulement des revenus, arrérages ou fermages échus, mais encore *de tous droits échus* appartenant à l'état ; et cette règle n'admet d'autres exceptions que celles qu'on peut rencontrer dans les diverses lois rendues sur la matière. Ainsi, par exemple, l'art. 12, tit. 9, de la loi du 21 sept. 1791, sur l'administration forestière, prononce que l'autorité administrative seule a qualité pour agir et défendre lorsqu'il s'agit de propriétés foncières. — Mais cette disposition elle-même explique assez que, dans tout autre cas intéressant le domaine, la régie se trouve investie d'une qualité suffisante, soit en demandant, soit en défendant.

Les art. 13 et 14 de la loi du 5 nov. 1790 sont loin d'offrir rien de contraire à cette interprétation. Ils disposent l'un que « toutes actions en justice, principales, incidentes ou en reprise, qui seront intentées par les corps administratifs, le seront au nom du département, poursuite et diligence du procureur-général syndic du district, et que ceux qui voudront en intenter contre ces corps seront tenus de les diriger

tre ledit procureur-général syndic »; l'autre, « qu'il ne sera éteint aucune action par le procureur-général syndic qu'en suite d'un arrêté du directoire du département, sur l'avis du directoire du district, à peine de nullité et responsabilité, excepté pour les objets de simple recouvrement. » — La loi du 19 niv. an 4 renferme des dispositions semblables. Ainsi, comme on le voit, aucun d'eux ne détermine quelles actions seront intentées ou soutenues exclusivement par les corps administratifs, ce qui laisse la régie toujours investie de la qualité que lui attribue d'une manière générale l'art. 4 de la loi du 12 sept. 1791.

Le premier point établi, c'est-à-dire la régie trouvant dans l'art. 4 de cette loi le principe de son action, soit en demandant, soit en défendant, il est de toute évidence qu'ayant le droit, dans l'espèce, de décerner une contrainte, elle a eu le droit de répondre à l'opposition qui y a été formée, et de suivre la période entière de son action dans la forme spéciale tracée par l'art. 4 ci-dessus, les art. 64 et 65 de la loi du 22 frim. an 7, et les autres dispositions de loi relatives à ce genre de procédure. — Au surplus, d'une part, les défendeurs eux-mêmes ont reconnu et la qualité de la régie et la compétence du tribunal, puisqu'ils ont les premiers saisi la juridiction civile sur l'opposition par eux formée à la contrainte de la régie. D'autre part, la cour royale a reconnu également dans la régie le pouvoir de décerner la contrainte; mais tout-à-coup, déniaut au principe qu'elle posait sa conséquence naturelle, elle a refusé au directeur des domaines le droit de continuer les poursuites, sous le prétexte que le préfet seul avait qualité nécessaire pour les exercer. Une pareille solution, que ne justifiait aucun texte de loi, que repoussaient au contraire virtuellement les termes mêmes de l'art. 4 de la loi du 12 sept. 1791, offrait en outre un résultat bizarre condamné par la raison.

Les défendeurs ont justifié l'arrêt attaqué par les principes suivants: Dans l'esprit des lois qui régissent les matières domaniales, les fonctions de la régie et celles des préfets sont entièrement distinctes. S'agit-il de poursuivre le recouvrement de revenus, arrérages, fermages ou droits échus, etc., du prix d'adjudication de bois, etc., la régie est l'agent du gouvernement, préposé à l'effet d'exercer ces recouvrements.

Dans ce cas, les formes rapides de la contrainte et de l'instruction par mémoires sont applicables: tel est le vœu primitif de la loi du 12 sept. 1791, et de celle du 22 frim. an 7. — Quel est le motif? C'est que le droit, au fond, n'étant contesté, il importe à l'état de recouvrer par les voies plus promptes ses créances légitimes. Mais lorsque la créance se trouve contestée, l'état n'est plus alors qu'un simple particulier discutant ses droits dans les termes du droit commun, et le préfet, son mandataire légal, est chargé de le représenter devant les tribunaux: dans ce cas, il agit en vertu d'instructions spéciales qui lui sont transmises par l'agent du trésor. Les lois des 5 nov. 1790, 27 mars 1791 et 14 frim. an 2, ont été rédigées conformément à ces principes. Quant à l'art. 4 de la loi du 12 sept. 1791, la régie en fait une fautive application. Il n'a jamais pu sortir ni des termes ni de l'esprit de cet article une extension telle que la régie eût dans aucun cas qualité pour discuter au nom de l'état, et pût soumettre à ses formes spéciales de procédure des questions graves de compétence ou de propriété. La nature même des choses établit une distinction à cet égard si la loi n'avait pas pris la peine de l'établir; mais l'art. 4 de la loi rapportée avait rempli son but. Enfin l'art. 1^{er} de la loi du 21 sept. 1791, qui prescrivait le versement, entre les mains des receveurs de district, des recouvrements de telles créances, annonce assez que la régie est étrangère à ces recouvrements, car on n'ignore pas que ces receveurs étaient spéciaux pour les domaines de l'état.

Du 30 juin 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brissot président, M. Bonnet rapporteur, MM. Teste-Lebeau et Blanc avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Joubert, premier avocat-général; — Considérant que la poursuite de la régie de l'enregistrement et des domaines avait d'abord pour objet le recouvrement d'une créance exigible et mobilière, et que, sous ce rapport, elle avait droit de décerner une contrainte, ce qui a été reconnu par l'arrêt attaqué; — Mais attendu que cet arrêt a constaté en même temps, comme un point de fait, que le titre avait été contesté en la forme et au fond, et que de ce moment la régie n'avait plus le droit de poursuivre, et que la procédure devait se continuer dans les formes ordinaires, et non par mémoires; — Que de ce moment c'était au préfet, seul représentant de l'état en matière de propriété, à poursuivre soit par intervention, soit par action; c'était à lui à faire juger la validité du titre contesté; — Qu'en le

ent ainsi et en déclarant la régie non recevable, quant à présent, l'arrêt n'a violé aucune loi: — **REJETTE.** »

§ II. — LA RÉGIE, C. LES HÉRITIERS MARCHAND.

Laurent Marchand, laboureur, avait souscrit, le 23 janv. 1789, une obligation sous seing privé de 9,000 liv. payables en six années, 1,000 liv. par an, en faveur du prieur et de l'abbaye de Longpont. — Les paiements avaient été régulièrement faits jusqu'en 1789, époque à laquelle il restait encore dû 2,000 liv. — Cet acte ayant été découvert, en 1824, dans les archives de la préfecture de l'Aisne, le directeur des domaines à Laon décerna une contrainte, le 2 fév. 1825, aux héritiers *Laurent Marchand* pour le paiement des 2,000 liv. restant dues de l'obligation ci-dessus.

Le 10 mars 1825, opposition à la contrainte de la part des héritiers *Marchand*. Ils en demandent la nullité par le motif, tiré du fond, que des annotations mises au dos de l'obligation il résulte qu'ils sont libérés. — Cependant, réitérant l'opposition par exploit du 16 av., ils rectifient les moyens qu'ils ont consignés dans l'exploit précédent, et demandent avant tout la contrainte soit déclarée nulle, attendu que la régie aurait dû intenter son action dans les formes ordinaires du C. de proc. civ., et non par voie de contrainte. Subsidièrement, ils opposent la prescription du titre. — Le 10 av. 1826, jugement du tribunal civil de Soissons qui rejette ce système. — Appel des héritiers *Marchand*; et, le 10 mars 1827, arrêt de la cour royale d'Amiens, ainsi conçu :

« En ce qui touche la fin de non recevoir invoquée par la régie des domaines et tirée de l'art. 173 du C. proc., contre la demande formée par l'exploit du 16 av. 1825, par les parties *de Belin*, tendante à ce qu'il soit dit que la régie ne pouvait agir dans l'espèce par voie de contrainte, ni procéder sur simple mémoire; — Attendu que, si, par leur exploit du 10 mars 1825, les représentants de *Laurent Marchand*, formant opposition à la contrainte décernée contre eux le 2 fév. précédent, ont demandé la nullité de cette contrainte sur des motifs tirés du fond, sans invoquer les règles de procédure en cette matière, ils ont pu le faire plus tard par leur exploit du 16 av., puisqu'il ne s'agissait pas d'une nullité

d'exploit, mais du mode de procéder, qui est d'ordre public.

» Au fond, attendu qu'il s'agit de savoir si la contrainte du 2 fév. 1825 est nulle en elle-même, et subsidiairement si, à partir de l'opposition à cette contrainte de la part des représentants de Laurent Marchand, du 10 mars 1825, il appartenait au préfet du département de l'Aisne seul à suivre l'action, et à intervenir si bon lui semblait;

» Attendu que, d'après les lois qui ont confié à la régie des domaines le soin de percevoir les revenus et créances dus aux corporations supprimées, cette administration, étant porteur du titre sous seing privé du 10 janv. 1782, signé Laurent Marchand, a pu décerner, le 2 fév. 1825, une contrainte contre les héritiers et représentants dudit Laurent Marchand; mais qu'il ne s'ensuit pas qu'après l'opposition du 10 mars suivant desdits héritiers Marchand, qui ont contesté ce titre et ont prétendu que la créance n'existait plus, la régie ait pu suivre cette action en son nom et procéder par simple mémoire; qu'en effet, la régie n'étant pas propriétaire de cette créance, n'étant que préposée par l'état pour en recevoir le montant, les droits et revenus qui lui sont dus en vertu de titres authentiques ou de lois, ne peut, lorsque la créance est litigieuse et sans caractère exécutoire, exercer des poursuites judiciaires ni suivre l'instance sans l'intervention de l'autorité spécialement revêtue du pouvoir de représenter l'état; — Attendu que le préfet seul représente l'état lorsqu'il s'agit de réclamer en son nom une propriété, soit immobilière, soit mobilière, qui lui est contestée; que c'est ce qui résulte de l'art. 13 du tit. 3 de la loi du 28 oct. 1790, sanctionnée le 5 nov. suivant, portant que toutes actions en justice qui seront intentées par les corps administratifs le seront au nom du procureur général syndic du département (aujourd'hui le préfet); que c'est ce qui résulte également de la loi du 19 niv. an 4, d'où il suit qu'il appartenait au préfet seul à former l'action et à la suivre dans les formes ordinaires;

» Sans avoir égard à la fin de non recevoir proposée par la régie des domaines, dont elle est déboutée, met le jugement au néant; émendant, renvoie, *quant à présent*, la régie à la demande. »

Pourvoi de la régie.

Du 6 août 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. *de Langlade* président, M. *de Malleville* rapporteur, M. *Teste-Lebeau*, avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Lebeau*, avocat-général; Considérant que la poursuite de la régie de l'enregistrement et des domaines avait d'abord pour objet le recouvrement d'une créance existante et mobilière, et que, sous ce rapport, elle avait droit de décerner une contrainte, ce qui a été reconnu par l'arrêt attaqué; — Mais attendu que cet arrêt a constaté en même temps comme un point de fait que le titre avait été contesté au fond comme prescrit, et que, dès ce moment, c'était au préfet, seul représentant de l'état en matière de propriété, à poursuivre soit par intervention, soit par action; que c'était à lui à faire juger l'existence de cette dette; qu'en le jugeant ainsi, et en déclarant la régie non recevable quant à présent seulement, l'arrêt n'a violé aucune loi; — REJETTE. »

Nota. Les deux arrêts que l'on vient de lire fixent un point très important de la jurisprudence domaniale. Jusqu'ici on avait interprété les lois des 5 nov. 1790, 27 mars 1791, et 19 fr. an 4, en ce sens, que la régie des domaines eût qualité d'une manière absolue pour exercer le recouvrement des rentes, arrérages ou fermages échus et dus à l'état. Que si le fond du droit, par exemple le capital des rentes d'où procédaient les arrérages, était incidemment contesté, on distinguait : si c'était la *domanialité* elle-même de la rente ou de tout autre droit qui tombât en contestation, alors, de quelque partie qu'émanât l'exception, de l'état ou des particuliers, toujours la régie se trouvait dessaisie; l'affaire était renvoyée à l'autorité administrative, aujourd'hui le préfet (loi du 28 pluv. an 8, art. 3), comme représentant l'état, à l'effet d'obtenir préalablement, et à peine de nullité, les avis des corps administratifs désignés par les lois ci-dessus, et pourvoir les deux degrés de juridiction déterminés par la loi de 1790. C'est ce qu'a jugé particulièrement un arrêt de la cour de cassation, du 29 therm. an 11 (Quest. de droit, v^o *Nation*, § 3). Mais lorsque la contestation ne portait pas sur la domanialité même du droit, par exemple lorsqu'à la demande en paiement d'une rente même domaniale le débiteur opposait à l'administration de l'enregistrement, comme dans les espèces jugées plus haut, que la rente était éteinte on

qu'elle n'avait jamais été légitimement due, dans ce cas, la régie n'était pas absolument incompétente; elle pouvait faire juger le fond de la contestation. Le préfet, à la vérité, pouvait intervenir, même sur l'appel, et faire juger l'affaire en son nom comme représentant l'état; mais la régie avait eu qualité suffisante jusque là pour ester en justice. Ces principes paraissent avoir été consacrés par un arrêt de la cour de cassation, du 22 flor. an 10 (Quest. de droit, v^o *Appel*, § 2).

— On se demandera, sans doute, comment concilier avec ce système la nécessité imposée par les lois aux chefs de l'administration d'obtenir, à peine de nullité, les avis préalables des corps administratifs pour plaider sur une propriété ou sur le fond d'un droit appartenant à l'état. L'auteur de Questions de droit (v^o *Nation*, § 3) répond que la peine de nullité prononcée par les art. 14 et 15, tit. 3 de la loi du 16 nov. 1790, n'est relative qu'à l'intérêt de l'état, et que, lorsque l'état ne juge pas de son intérêt de réclamer, il ne dépend ni du ministère public, ni de la cour de cassation, de le faire d'office. Du reste, selon lui, dans les affaires de ce genre l'état est tout aussi valablement représenté devant les tribunaux par la régie des domaines que par le préfet, attendu *qu'il y a entre eux une sorte de droit de prévention pour défendre la créance légitime de l'état*. Il résulte du moins des deux arrêts de la cour de cassation rendus dans les espèces dont nous venons de donner l'analyse, que les deux parties sont également fondées à réclamer le renvoi de ces affaires devant le préfet, comme représentant l'état, pour leur faire parcourir les deux degrés de juridiction.

A. M. C.

COUR DE CASSATION.

L'art. 32 de la loi du 20 avril 1810, suivant lequel l'exploitation des mines n'est point considérée comme un commerce, s'applique-t-il simplement aux exploitations qui ont lieu sous la direction et pour le compte des concessionnaires, et non à une spéculation de commerce dont l'objet est de réunir des actionnaires pour exploiter la mine; et, en conséquence, une société de cette dernière nature est-elle commerciale, de telle sorte que les contestations des associés entre eux puissent être renvoyées devant des arbitres? (Rés. aff.)

Les art. 47 et 48 du C. de com. ne déterminant ni la durée ni la nature des opérations que la SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION peut embrasser, l'arrêt qui admet la preuve testimoniale de l'existence d'une société en participation, ayant pour objet l'exploitation d'une mine, est-il susceptible de cassation ? (Rés. nég.)

Orque, sur une demande en dissolution de société commerciale ; les parties ont été renvoyées devant arbitres, si l'associé défendeur offre de prouver qu'à la société originaires a été substituée une société en participation, cette demande étant incidente et connexe à la première, les arbitres sont-ils compétents pour en connaître, bien que l'association soit déniée par le premier demandeur ? (Rés. aff.)

Est-il nul le jugement arbitral qui, en admettant une partie à prouver l'existence d'une société en participation, ne contient pas le détail des faits dont la preuve est admise, mais à la minute duquel la requête qui mentionne ces faits a été annexée ? (Rés. nég.) C. proc. civ., art. 407, 432 et 1009.

En tous cas, cette nullité peut-elle être proposée en cassation, lorsqu'elle ne l'a pas été en appel ? (Rés. nég.)

THÉROUENNE, C. SERVATIUS.

Le sieur *Thérouenne*, son fils, sa fille et son gendre, propriétaires d'un terrain situé à Luzarches, sous lequel gisait une mine de houille, firent, à la date du 6 oct. 1821, un acte de société avec le sieur *Servatius* pour l'exploitation de cette mine. — *Servatius* avait le titre de gérant, et il était chargé de diriger les travaux, et de réunir un certain nombre d'actionnaires. Quant aux quatre autres contractants, ils étaient associés en commandite, et leur apport social consistait dans le terrain même qu'il s'agissait d'exploiter.

Par suite de ces conventions, quelques travaux furent commencés. Le gérant fit des démarches pour procurer des actionnaires à la société; mais elles furent sans succès, et l'acte du 6 oct. 1821 demeura sans exécution. — Demande en dissolution de société, formée par *Thérouenne* contre *Servatius* devant le tribunal de commerce de Paris, qui nomma des arbitres. — Quelque temps après, les parties donnè-

rent au tribunal arbitral une prolongation de pouvoir. — Devant ce tribunal, Servatius offrit de prouver, tant par pièces que par témoins, que, dès le principe, la société de 1821 avait cessé d'exister du consentement unanime des parties, qui l'avaient remplacée par une société en participation.

Le 31 déc. 1825, jugement arbitral conçu en ces termes — « Considérant que l'acte du 6 oct. 1821 constituait une société entre Théroutenne et ses enfants comme commanditaires, et Servatius en qualité de gérant; — Que cette association avait pour objet de réunir des actionnaires qui auraient fait les fonds nécessaires pour découvrir et exploiter une mine de houille dont il est question; — Qu'il résulte des débats et documents produits, que Servatius a fait diverses démarches pour procurer des actionnaires, et que c'est par des circonstances indépendantes de sa volonté que ses soins sont demeurés sans succès; — Que ce défaut de réunion d'un nombre suffisant d'actionnaires pour former l'association projetée a laissé cet acte sans exécution, et que même, dans l'état des choses, les parties ne demandent pas que cette exécution soit ordonnée; d'où il suit que c'est le cas de regarder comme non avenues les conventions contenues dans l'acte; — Considérant que le sieur Servatius offre de prouver l'existence et les conditions de la société en participation par lui alléguée, mais déniée par Théroutenne; — Que, d'après l'art. 49 du C. de com., ces sortes d'associations peuvent être constatées par les livres, la correspondance, et la preuve testimoniale, si les juges pensent qu'elle soit admissible; — Que, dans l'espèce, la preuve offerte peut être admise; que l'audition des parties et des personnes qui ont pu avoir connaissance des conventions alléguées étant un moyen d'éclairer le tribunal arbitral, c'est le cas d'y avoir recours; — Déclare l'acte du 6 oct. non avenue, permet à Servatius de faire la preuve de l'association en participation, tant par pièces que par témoins. » La requête par laquelle Servatius avait articulé les faits propres à prouver l'existence de l'association fut annexée à la minute de cette sentence.

Appel de Théroutenne. — Il prétendit que le tribunal arbitral n'était pas compétent; mais, par arrêt du 25 mars 1827, la cour royale de Paris, considérant qu'il s'agissait de

contestations entre associés, rejeta ce moyen ; et, quant au fond, confirma purement et simplement le jugement des arbitres.

Pourvoi. — Quatre moyens étaient invoqués par le demandeur, 1° incompétence du tribunal arbitral : la contestation sur laquelle il a prononcé n'était pas commerciale, puisqu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 20 av. 1810, « l'exploitation des mines n'est point considérée comme un commerce. » En vain dirait-on que le demandeur lui-même a d'abord saisi de la contestation le tribunal de commerce : car il s'agit ici d'une incompétence *ratione materiae* que rien ne peut couvrir ; — 2° Fausse application des art. 47 et 48 du C. de com. : les conventions qui ont existé entre les parties ne sauraient constituer une société en participation. En effet, d'une part, aux termes de l'art. 48 du C. de com., ces sortes de sociétés ne peuvent avoir pour objet que des opérations de commerce, or on vient de voir que, suivant la loi d'av. 1810, l'exploitation des mines n'est point considérée comme un commerce. D'autre part, la société en participation ne s'applique qu'à des opérations de courte durée (1) ; or l'extraction de la houille exige de longs travaux ; — 3° Fausse application de l'art. 51 du C. de com. ; en soumettant à la décision des arbitres toute contestation *entre associés*, et *pour raison de la société*, cet article suppose que du moins l'existence de la société est reconnue par les parties en contestation ; mais ici c'est l'existence même de la société en participation qui est déniée par Théroutenne : le tribunal arbitral n'était pas compétent pour en connaître. Le demandeur citait sur ce point l'opinion de M. Pardessus (3° vol., p. 74) ; — 4° Enfin, violation des art. 407, 432 et 1009 du C. de proc. civ., en ce que les faits que Servatius a été admis à prouver ne sont contenus dans le jugement arbitral, ni dans l'arrêt confirmatif.

Du 30 avril 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Henrion de Pensey président, M. Dunoyer rapporteur, M. Godard de Saponay avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Broë, avocat-général ; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que l'acte du 6 oct. 1821

(1) Voy. M. Pardessus, 3° vol., p. 128 ; et M. Favard de Langlade, au mot *Société*.

contenait une société, sous diverses conditions entre les parties, pour l'exploitation d'une mine de houille sise à Luzarches sur un terrain appartenant au sieur Théroutte, et que cette société avait été suivie d'un commencement d'exploitation qui avait donné lieu à une demande formée devant le tribunal de commerce par les ouvriers et fournisseurs; — Que, dans cet état de choses, l'arrêt attaqué s'est renfermé dans les règles de compétence établies par le code de commerce, en maintenant le renvoi devant arbitres, que le tribunal de commerce avait ordonné, sur la demande en dissolution de société formée par Théroutte; — Que l'article de la loi du 20 av. 1810, sur l'exploitation des mines, invoqué par Théroutte, est sans application, ne s'agissant pas d'une exploitation qui dût avoir lieu sous la direction et pour le compte des concessionnaires, mais d'une spéculation de commerce qui avait pour objet une réunion d'actionnaires qui n'a pu être effectuée; — Que d'ailleurs le sieur Théroutte avait provoqué lui-même le renvoi devant arbitres, qu'il avait acquiescé au jugement qui l'avait prononcé, en sorte qu'il y avait autorité de chose jugée sur le point de compétence, si solennellement reconnu; que l'arbitrage aurait même pris un caractère d'arbitrage volontaire, la matière en étant incontestablement susceptible, et les parties capables de s'y soumettre; — Qu'ainsi le premier moyen est inadmissible;

• Attendu, sur le deuxième moyen, fondé sur la contravention aux art. 47 et 48 du C. de com., concernant les sociétés en participation; — Que ces articles, en admettant les associations commerciales en participation, ne déterminent en aucune manière ni la durée, ni la nature des opérations de commerce que ces associations peuvent embrasser; et qu'en admettant la preuve testimoniale de l'existence et des conditions de la société en participation, que Servatius a allégué avoir existé postérieurement à l'acte du 6 oct. 1821, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des deux articles cités;

• Attendu, sur le troisième moyen, fondé sur la contravention à l'art. 51 du même code, — Que la demande relative à la société en participation a été formée par Servatius, incidemment à la question née de la dissolution de celle portée par l'acte du 6 oct. 1821; qu'elle s'y rattachait et était connexe avec la précédente; que les arbitres ont été saisis du consentement réciproque des parties, et que la cour royale a pu légalement fonder sa décision sur le contrat judiciaire;

• Attendu enfin, sur le quatrième moyen, fondé sur ce que ni le jugement arbitral ni l'arrêt attaqué ne contiennent les faits à prouver, et ne statuent sur l'admissibilité des faits, ni ne déterminent ceux dont la preuve doit être faite, d'où l'on fait résulter une contravention aux art. 407, 432 et 1009 du C. de proc.; — Que d'abord ce reproche s'adresserait au jugement des arbitres, et qu'il n'a pas été proposé devant la cour royale sur l'appel; qu'ainsi il ne serait pas susceptible de l'être devant la

cour de cassation; — Que d'ailleurs le jugement arbitral s'est fondé, en droit, sur l'art. 49 du C. de com. qui admet la preuve testimoniale de l'existence des sociétés en participation, et que les faits d'association sont suffisamment développés dans le jugement arbitral, à la minute duquel est annexée la requête de Servatius où ils sont spécifiés; — Qu'ainsi la demande en cassation est, sous tous les rapports, dénuée de fondement; — **REJETTE.** L.

COUR DE CASSATION.

Un arrêt de la cour royale doit-il être considéré comme exposant suffisamment le POINT DE FAIT de la cause, lorsqu'il se réfère à l'exposé exact des faits, contenu dans le jugement de première instance, et, par là, le vœu de l'art. 141 du C. de proc. civ., est-il rempli? (Rés. aff.) (1)
Le quasi contrat NEGOTIORUM GESTORUM n'a-t-il lieu que quand on gère volontairement l'affaire d'autrui, qu'on s'oblige au nom du maître dont l'affaire est gérée, et que l'on travaille et l'on dépense dans l'intérêt et au profit de ce dernier? (Rés. aff.) C. civ., art. 1370 et 1375.

En conséquence, ce quasi contrat est-il formé quand c'est dans son propre intérêt qu'un individu a fait des travaux, bien qu'ils profitent aussi à autrui, surtout si, antérieurement et de temps immémorial, celui qui a fait ces ouvrages, et ses auteurs, étaient exclusivement chargés de les confectionner? (Rés. nég.)

. VIROT, C. MARGUET ET DROSNE.

Sur un canal de dérivation, alimenté par la rivière d'Ornain, étaient établis quatre moulins, dont le premier, à commencer de la naissance du canal, appartenait à un sieur Brabant; le sieur Virot était propriétaire du second; et enfin, au-dessous de celui-ci se trouvaient les deux moulins des sieurs Marguet et Drosne. — Ce canal ayant été fermé par l'autorité administrative, Virot demanda au conseil de préfecture de la Meuse l'autorisation nécessaire pour en faire la réouverture. Elle lui fut accordée par arrêté du mois de septembre 1810. — Virot, en réservant son recours contre le sieur Brabant, propriétaire du moulin supérieur, ouvrit le

(1) Voy. les arrêts de la cour de cassation, des 11 juin 1811 (t. 12, p. 4, 6), et 8 nov. 1825 (t. 2 1827, p. 231).

canal à ses frais ; et , jusqu'en 1823 , il y avait fait chaque année les travaux d'entretien , lorsqu'à cette époque il porta devant le tribunal civil de Bar-le-duc , contre Marguet et Drosne , une demande tendant à ce que ceux-ci fussent tenus de contribuer aux frais annuels de réparation. — Un jugement du 1^{er} déc. 1824 repoussa cette prétention , — « Attendu que Virot s'était chargé seul de l'ouverture du canal ; qu'il s'était seulement réservé son recours contre le sieur Brabant , propriétaire d'un moulin en amont du sien ; qu'antérieurement , et de temps immémorial , il avait été chargé seul des réparations ; que les autres meuniers en aval n'y avaient jamais contribué ; qu'en droit le sieur Virot n'a aucune qualité pour empêcher l'établissement et le roulement des deux moulins appartenant à Marguet et Drosne , placés au-dessous du sien et sur un canal qui ne lui appartient pas ; qu'il est indispensable pour le moulin de Virot que les eaux , une fois sorties de son emplacement , aient un écoulement rapide , et qu'elles ne refluent pas sous ses roues ; — Qu'ainsi c'est dans son intérêt même que les eaux s'écoulent dans la partie inférieure du canal ; qu'en se servant de ces eaux à leur passage sur leur propriété , les sieurs Marguet et Drosne ne font qu'user du droit à eux concédé par l'art. 644 du C. civ. , pourvu qu'ils les rendent à leur cours ordinaire , et que , par l'établissement de leurs usines , ils ne nuisent pas à la libre exploitation du moulin du sieur Virot. »

Sur l'appel de Virot , arrêt confirmatif de la cour de Nancy , du 27 nov. 1826. — Il est à remarquer que cet arrêt n'énonçait pas les faits de la cause. *Ces faits*, y était-il dit, *étant rapportés avec la plus grande exactitude dans le jugement du tribunal de Bar-le-Duc , il est inutile de les retracer.*

Pourvoi pour violation 1^o de l'art. 141 du C. de proc. , en ce que l'arrêt attaqué ne contient pas l'exposition du point de fait ; 2^o des art. 1370 et 1375 du C. civ. en ce que , dès le moment où le demandeur avait fait des travaux dans l'intérêt commun des parties , il s'était formé entre lui et les défendeurs un quasi-contrat qui liait ceux-ci et les soumettait , indépendamment de toutes conventions , à l'obligation de contribuer à des dépenses qui profitaient à tous.

Du 30 avril 1828 , ARRÊT de la section des requêtes , M.

Avocat de Broët faisant fonctions de président, M. Lasagni rapporteur, M. Berton avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broët, avocat-général : — Sur le premier moyen. — Attendu, en droit, que, si l'arrêt est considéré comme suffisamment motivé par l'adoption des motifs du jugement de première instance, il doit aussi, et à plus forte raison encore, être considéré comme exposant suffisamment le point de fait par l'adoption de celui contenu dans le même jugement de première instance; — Et attendu que l'arrêt déclare en termes exprès qu'il était inutile de réexaminer de nouveau les faits, étant rapportés avec la plus grande exactitude dans le jugement du tribunal de Bar-le-Duc, dont est appel; — Qu'ainsi le vœu de la loi, qui veut que la rédaction des arrêts contienne encore l'exposition sommaire du point de fait, a été rempli;

Sur le deuxième moyen. — Attendu, en droit, que le quasi-contrat *negotiorum gestorum* n'a lieu que lorsque l'on gère volontairement l'affaire d'autrui; qu'on s'oblige au nom du maître dont l'affaire est gérée, et que l'on travaille et l'on dépense dans l'intérêt et au profit de ce dernier; — Et attendu qu'il est constant et reconnu, en fait, que c'est exclusivement dans son propre intérêt, et pour empêcher le chômage de son usine, que Virot a demandé et obtenu en son nom propre, de rétablir et de maintenir, à ses propres frais, les ouvrages en question; qu'en effet, depuis l'autorisation et le rétablissement de ces ouvrages, Virot a été chargé seul de leur entretien, et qu'antérieurement aussi, et de temps immémorial, lui et ses auteurs en avaient également été chargés seuls, sans que les autres meuniers en aval y aient jamais contribué; — Que, dans ces circonstances, les art. 1370 et suivants du C. civ., invoqués par le demandeur, étaient entièrement inapplicables à l'espèce; — **REJETTE.** —

L.

COUR D'APPEL D'AIX.

L'art. 7 de la loi du 27 av. 1825, en disposant que la renonciation du représentant de l'émigré ne pourra lui être opposée que par l'héritier qui, à son défaut, aura accepté la succession, a-t-il entendu que la renonciation pourra être opposée seulement par l'héritier d'un degré SUBSÉQUENT, et non par l'héritier du même degré que l'héritier renonçant? (Rés. nég.) (1)

L'héritier qui a renoncé, en 1806, à la succession de l'émigré, peut-il se faire restituer contre sa renonciation,

(1) Voy. une décision en sens contraire, de la cour de Metz, *supra*, p. 295.

afin d'être admis au partage de l'indemnité accordée par la loi du 27 av. 1825, sous prétexte qu'il y a eu de part erreur de fait, puisqu'il ignorait et ne pouvait prévoir lorsqu'il a renoncé, que la succession présenterait un cas différent par suite de la loi sur l'indemnité? (Rés. nég.) (1)

LES HÉRITIERS RASQUE DE LAVAL.

Le sieur *Rasque de Laval*, qui avait émigré; et dont les biens avaient été confisqués, mourut en 1805, laissant pour héritiers un fils et une fille d'un premier mariage, et deux filles d'un second lit. Ces dernières acceptèrent la succession de leur père; les deux autres enfants la répudièrent. Survint la loi du 27 av. 1825, en vertu de laquelle une indemnité est accordée à la succession du sieur de Laval. Cette indemnité est réclamée simultanément par ses quatre enfants. Les filles du second lit, qui avaient accepté la succession, opposent aux enfants du premier mariage leur renonciation, afin de les exclure du partage de l'indemnité.

Ceux-ci répondent que, d'après l'art. 7 de la loi du 27 av. 1825, la renonciation ne peut être opposée aux héritiers renonçants que par l'héritier qui, à leur défaut, a accepté la succession, c'est-à-dire par l'héritier d'un degré subséquent, parce que celui-là seul recueille au défaut des renonçants; que l'héritier du même degré que l'héritier renonçant ne peut se prévaloir de cet article, puisqu'il recueille l'entière succession par voie d'accroissement et non au défaut de l'héritier qui a renoncé (C. civ., art. 136 et 786); que cette interprétation de l'art. 7 résulte du discours de M. Chifflet, sur la proposition duquel le projet de loi fut amendé (Voy. le *Moniteur* du 11 mars 1825).—L'art. 794 du C. civ., ajoutait-on, confirme cette opinion. Cet article porte que l'héritier qui a renoncé peut encore accepter la succession, si déjà elle n'a été acceptée par d'autres. Ces termes disent clairement que le renonçant ne peut plus revenir sur sa répudiation, du moment qu'un héritier, de quelque degré qu'il soit, a accepté. La loi d'indemnité, en s'écartant de cette rédaction, a voulu déroger au droit commun.

Les enfants du premier mariage soutenaient en outre que

(1) Voy. l'opinion conforme de M. Duvergier, *Collection complète des lois*, t. 25, p. 168, à la note.

Leurs renonciations devaient être considérées comme non avenues ; parce qu'elles avaient eu lieu par suite d'une erreur de fait , puisqu'ils ignoraient qu'une indemnité serait un jour accordée à la succession. L'erreur de fait , disaient-ils , est une cause de rescision des conventions, comme le dol et la violence. En fait , comment l'enfant d'un émigré pouvait-il prévoir , en 1806 , qu'un jour l'état accorderait une indemnité à la succession de son père ? Faut-il le punir de n'avoir pas prévu ce qui était au-dessus de toute prévision humaine ? L'héritier renonçant avait déclaré dans un traité passé en 1806 qu'il répudiait ses droits à l'indemnité due par l'état à raison des biens confisqués sur les émigrés , il n'est pas un tribunal qui n'eût déclaré ce traité nul , comme contraire aux lois de l'état , parce que les émigrés étaient amnistiés , c'est-à-dire pardonnés d'un crime politique , et que l'état ne devait pas des dommages et intérêts à ceux auxquels il faisait grâce. Or un pacte tacite et indirect ne peut obtenir plus d'effet que n'en aurait la même convention si elle était clairement exprimée. Il est vrai que , depuis la restauration , les tables de proscription ont été brisées , et tous les effets de l'émigration anéantis , mais pour l'avenir seulement. Les actes antérieurs , que la loi déclarait nuls , ne peuvent avoir effet , et leur nullité est au nombre des droits acquis que la loi du 27 av. 1825 a elle-même maintenus par son dernier article.

Le 14 mars 1827 , jugement du tribunal de première instance qui déclare les héritiers renonçants déchus de tout droit sur l'indemnité. — Appel.

Le 8 novembre 1827 , ARRÊT de la cour royale d'Aix , première chambre , M. Desèze premier président , MM. Perrin et Pascalis avocats , par lequel :

« LA COUR , — Sur les conclusions de M. de Saint-Julien , conseiller-auditeur ; — Attendu , en droit , que la loi du 27 av. 1825 a accordé une indemnité à l'ancien propriétaire des biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'état , et à son défaut , aux Français qui étaient appelés par la loi ou par sa volonté à le représenter à l'époque de son décès , sans qu'on pût leur opposer aucune incapacité résultant des lois révolutionnaires ; qu'en relevant néanmoins les héritiers naturels ou testamentaires de leur renonciation , elle a permis aux héritiers qui , à défaut de ceux-ci , avaient accepté la succession , de leur opposer leur renonciation ; — Attendu qu'il résulte de ce texte de la loi et de son esprit que la transmission de l'indemnité aux représentants de l'émigré et les

effets des renonciations doivent être régis par le droit commun; — Qu'il est évident que la loi repose sur le principe que l'indemnité a été la représentation de l'immeuble confisqué; qu'elle a été l'acquit d'une obligation née du moment où fut consommée la spoliation, et accordée comme une restitution de justice; que, dès lors, le droit de l'ancien propriétaire n'a jamais cessé d'exister, et qu'il a été transmis par lui à ses représentants qui l'ont recueilli à l'époque de son décès, et comme un droit inhérent à sa succession; — Attendu qu'aux termes de l'art. 7 de la loi, expliqués par les discours prononcés aux deux chambres, les héritiers renonçants ne sont relevés de leur renonciation que lorsqu'ils sont en concurrence avec le fisc ou des créanciers; mais qu'ils ne sont point relevés lorsqu'ils se trouvent en concours avec des héritiers qui ont accepté, à leur défaut, la succession; que la loi dans ce cas ne distingue pas entre les héritiers d'un degré égal et ceux d'un degré subséquent; qu'elle ne distingue pas entre l'addition d'hérédité et le droit d'accroissement : elle donne d'une manière générale aux héritiers acceptants le droit d'opposer aux autres héritiers leur renonciation; qu'il est évident que le but du législateur a été dans ce cas d'indemniser indistinctement l'héritier qui a pieusement accepté la succession et qui en a couru toutes les chances, de lui maintenir un droit dont on ne saurait actuellement le dépouiller sans injustice; — Attendu, en fait, que les appelants ont renoncé expressément, le 13 janv. 1806, à la succession de Jean-Joseph-François de Rasque de Laval, leur père, décédé le 11 oct. précédent, et que les intimés ont au contraire accepté purement et simplement cette même succession le 14 déc. 1811; qu'ainsi les appelants sont devenus entièrement étrangers à la succession de leur père par l'effet de leur renonciation, et ne peuvent participer à l'indemnité accordée au baron de Laval, représenté aujourd'hui par deux de ses enfants, seuls acceptants les droits et charges de cette même succession.

• Attendu, sur la seconde question, que la renonciation à une succession est irrévocable; que la loi n'admet pour exceptions que le dol personnel, la violence et le défaut d'acceptation par un autre héritier, mais elle n'admet point comme un moyen de nullité de la renonciation l'erreur de fait, l'ignorance ou la lésion; qu'en effet, aux termes de l'art. 7, les héritiers acceptants peuvent opposer leur renonciation; par conséquent, si l'erreur de fait était admise, cette disposition de la loi serait illusoire, puisque les renonçants pourraient dire, ainsi que l'ont soutenu les appelants, que l'indemnité était hors de leur prévision; qu'il n'est pas juste de les punir pour ne pas l'avoir prévue, et que cette ignorance dans laquelle ils étaient doit les faire restituer; système qu'il est impossible d'admettre d'après l'économie de la loi spéciale sur l'indemnité et le droit commun (1); — Attendu enfin qu'il n'est pas établi au

(1) Voy. les art. 783, 785, 786 et 790 du C. civ., la discussion au

que la répudiation de la succession du baron de Laval, faite en 1811 par les appelants, soit une transaction d'après un arrangement de famille; que leur répudiation au contraire est formelle et sans condition, et doit produire tout son effet en l'état de l'acceptation de la succession faite en 1811 par les intimés; d'où il suit que, sous ces divers aspects, l'appel est mal fondé;

Sur ces motifs, Met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sorte son entier effet. » S.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

Créancier de l'émigré qui s'est fait liquider par l'administration, mais à qui le bordereau de liquidation n'a point été délivré, peut-il, nonobstant l'arrêté de liquidation, poursuivre le paiement de sa créance contre l'émigré ? (Rés. aff.) (1)

LA VEUVE NÉTUMIÈRE, C. GILBERT.

Ainsi jugé par ARRÊT de la cour royale de Bordeaux, du 15 janvier 1828 (M. Duprat président, MM. Jouffrey et de Lancel avocats), dont voici les termes :

LA COUR, — Attendu que, par sa lettre du 14 juin 1772, le sieur Louis de Girac père s'est reconnu débiteur de feu sieur Lafon, de la somme de 1741 liv.; que la dame de Bouteville ne rapporte aucune pièce établisse que cette somme a été payée; que, si, postérieurement à la mort du marquis de Girac, et pendant l'émigration de son fils, le sieur Lafon a fait liquider sa créance par le district de Cognac, cette liquidation ne pourrait être considérée comme un paiement effectif, qu'autant qu'elle aurait reçu son effet par la délivrance d'un bordereau de paiement par la direction générale de liquidation; mais qu'il est constant que ce bordereau n'a jamais été délivré; que dès lors l'arrêté du district de Cognac est considéré comme non venu, aux termes de l'art. 3 de l'arrêté du 6 flor. an 11, et que Lafon est rentré dans tous ses droits envers le sieur de Girac; — CONFIRME.... »

Conseil d'état sur ces articles, et M. Chabot de l'Allier, *Traité des Successions*, sur l'art. 784 du même code.

(1) Cette question a été résolue dans ce sens par deux arrêts de la cour de Paris, des 11 mai 1812 et 14 nov. 1818. Voy. t. 2 1812, p. 515, t. 1819, p. 245; — nouv. éd., t. 13, p. 466, et t. 20, p. 736.

COUR D'APPEL DE PARIS.

L'épouse commune en biens qui, après le décès de son mari, a tenté de divertir des effets de la communauté, doit-elle être privée non seulement de la part qu'elle pouvait réclamer dans ces effets comme commune en biens, mais encore de celle à laquelle elle avait droit comme donataire de son mari? (Rés. aff.) C. civ., art. 792 et 1477.

LA VEUVE VAZIN, C. LES HÉRITIERS VAZIN.

Lesieur Vazin, qui était marié sous le régime de la communauté, fit donation à sa femme de la moitié de ses biens meubles et de l'usufruit de ses immeubles. Après le décès du sieur Vazin, et lors de l'inventaire qui fut fait de sa succession, la veuve Vazin fut surprise tentant de soustraire des obligations et de l'argent comptant pour une somme de 14,250 fr. — Les héritiers collatéraux du sieur Vazin ont demandé que sa veuve fût privée de la part qu'elle pouvait réclamer dans ces effets, soit comme commune en biens, soit comme donataire de son mari. Ils se fondaient sur l'art. 1477 du C. civ., qui porte que celui des époux qui aura diverti ou dissimulé quelques effets de la communauté sera privé de sa portion dans lesdits effets. Ils soutenaient que bien que cet article ne parût disposer qu'à l'égard de la portion des effets à laquelle l'époux avait droit comme commun en biens, était également applicable à la portion que l'époux pouvait réclamer en qualité de donataire; que d'ailleurs l'époux devait être privé de cette portion, aux termes de l'art. 792 du C. civ., qui porte que les héritiers (légitimes ou testamentaires) qui ont diverti des effets de la succession ne peuvent prétendre à aucune part dans ces effets.

La veuve Vazin répondait que l'art. 1477 ne privait l'époux que de la portion des meubles divertis à laquelle il pouvait prétendre comme commun en biens; qu'on ne pouvait, par analogie, appliquer cette disposition pénale à la portion des effets que l'époux pouvait réclamer comme donataire, parce que les dispositions pénales devaient être restreintes aux cas pour lesquels elles avaient été faites.

Jugement du tribunal civil de Joigny, dont voici les termes : « Le tribunal, statuant sur la question de savoir si l'

veuve Vazin doit être privée, tant comme commune que comme donataire de son mari, de toute portion dans les 250 fr., recelés par elle; — Considérant que le recel résulte de la soustraction par la veuve Vazin de plusieurs effets, obligations, or et argent, qu'elle avait cachés sous des tapis, et qu'elle a refusé de montrer jusqu'au moment où, en la forçant de marcher, lesdits effets sont tombés à terre; — Considérant que, par le recel, la veuve Vazin avait pour but de priver les héritiers de son mari de la totalité des objets recelés; — Que la peine de celui qui recèle doit être la même, à l'égard du recéleur, que celle qu'il voulait faire subir sur ses cohéritiers, la privation de tout ce qu'il a recelé; que, s'il en était autrement, le recéleur ne supporterait qu'une partie de la peine; — Considérant que, par la jurisprudence ancienne, rapportée par Pothier, le conjoint donataire est privé de sa portion dans les effets recelés, tant comme commun que comme donataire; qu'ayant commis le recel dans les deux qualités, il doit subir la peine sous ces deux rapports; — Que cette jurisprudence n'a pas changé depuis notre législation nouvelle; que la même raison qui prive le conjoint subsiste pour priver le donataire; — Considérant que la loi prive le recéleur de tous droits sur les objets recelés; — Qu'elle ne fait aucune distinction entre le recéleur conjoint et le recéleur donataire; que l'un et l'autre sont passibles de la même peine; — Déclare la veuve Vazin privée de tous ses droits dans les objets recelés, ordonne que les objets appartiendront sans réserve aux héritiers du prédécédé. » — Appel de la veuve Vazin.

Mais, le 25 juin 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, M. de Haussay président, MM. Pasquin et Hennequin avocats, par lequel :

• LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, ORDONNE que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc. » S.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

L'adjudicataire d'un immeuble vendu par expropriation forcée est-il tenu, pour faire courir le délai dans lequel l'ordre doit être ouvert, de signifier le jugement d'adjudication à tous les créanciers inscrits, et les frais de cette

signification doivent-ils être colloqués par privilège et préférence sur le prix que l'adjudicataire est tenu de rapporter ? (Rés. aff.) C. proc., art. 749 et 750.

ARNAULT, C. BACHELIER ET AUTRES.

Un sieur *Arnault*, adjudicataire de biens saisis immobiliers sur les mariés *Bourdeau*, leur notifie son adjudication et en fait la notification aux créanciers inscrits. Les délais impartis par l'art. 749 du C. de proc. s'écoulent sans que les parties soient réglées à l'amiable ; un ordre est ouvert à la réquisition de *Larche*, créancier. Le 4 janv. 1825, ordonnance du juge-commissaire, tendante à ce que les créanciers soient sommés de produire leurs titres, les parties saisies tenues d'en prendre communication, et les acquéreurs de rapporter leur prix. — Des difficultés s'élèvent entre les créanciers produisant. Une ventilation du prix des biens est ordonnée ; elle a lieu. Un ordre provisoire est ensuite dressé. L'acquéreur le critique, parce que le juge-commissaire avait rejeté comme frustratoires les frais de la notification par lui faite à tous les créanciers inscrits, et il en demande la collocation par privilège sur le prix qu'il doit rapporter. Les parties sont renvoyées à l'audience, et le tribunal de Loches prononce ainsi : — « Attendu qu'aucune disposition de loi ne prescrit à l'adjudicataire de biens vendus sur expropriation de signifier le jugement d'adjudication à tous les créanciers inscrits ; que la signification prescrite par l'art. 749 du C. de proc. ne doit s'entendre que de celle à faire au saisissant et au saisi, et que les créanciers ayant été avertis de la saisie par la notification du placard (art. 695), sont regardés comme présents, et qu'ainsi il leur est facile d'apprécier le résultat de la procédure, et de faire valoir leurs droits. En conséquence, le procès-verbal de collocation provisoire est homologué. »

Appel. — De la combinaison des articles du code de procédure, au titre de l'ordre, disait l'appelant, il résulte que le saisi et les créanciers n'ont qu'un mois, à partir de la signification du jugement d'adjudication, pour se régler entre eux sur la distribution du prix, et que, ce délai expiré, le saisissant, dans la huitaine, et à son défaut le créancier le plus diligent ou l'adjudicataire, peuvent requérir qu'il soit procédé

un ordre. Or, puisque la signification de la sentence peut faire courir le délai imparti par l'art. 749, tous les créanciers inscrits doivent recevoir cette signification pour être saisis du jour où le délai a commencé à courir. Supposons, dans le système des premiers juges, que le saisissant se rende adjudicataire, il ne signifiera son adjudication qu'au saisi, et il ne peut se la signifier à lui-même; et, s'il n'a pas les fonds pour payer les créanciers qui le priment en ordre d'hypothèque, ceux-ci, qui ignoreront la date de l'adjudication, ne pourront se régler à l'amiable, ni s'entendre pour requérir l'ouverture de l'ordre, que l'acquéreur retardera à sa volonté.

La procédure d'ordre n'est autre que celle de saisie immobilière. Les créanciers, avertis des poursuites dirigées contre leur débiteur, connaissent, il est vrai, le jour de l'adjudication définitive, et peuvent prendre des mesures pour former une enchère, s'ils le jugent convenable; mais, si le jugement de leur est pas signifié, il ne leur sera pas possible d'exécuter les dispositions des art. 749 et 750, qui règlent le titre spécial de l'ordre.

Les intimés répondent: Le poursuivant d'une instance de saisie immobilière est le mandataire légal des créanciers. La signification d'un jugement qu'ils connaissent déjà est au moins abondante; car ils n'ignorent plus que l'immeuble, gage de leurs créances, est sorti des mains de leur débiteur, et on ne les supposera pas assez négligents pour ne pas provoquer eux-mêmes le règlement amiable, ou l'ouverture de l'ordre. Un arrêt de la cour de cassation, du 7 nov. 1826, a consacré cette jurisprudence (1). L'intention du législateur a été de diminuer les frais autant que possible, et, si l'on prenait sur le prix à rapporter ceux de la signification de l'adjudication à tous les créanciers inscrits individuellement, il est des cas où ces frais absorberaient le gage de tous les créanciers.

Du 28 novembre 1827, ARRÊT de la cour d'Orléans, chambre civile, M. le baron *Arthuys de Charnisai* premier pré-

(1) Voy. cet arrêt, t. 2 1827, p. 5, et les décisions auxquelles il renvoie, contenues dans l'ancienne et la nouvelle édit. — Voy. plus haut, p. 417.

sident, MM. *Moreau* et *Baudry* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. l'avocat-général de *Saint-Marie*; — Considérant que de la combinaison de l'art. 749 du C. de proc. avec les articles qui précèdent, et notamment avec l'art. 695 du même code, il résulte la nécessité de faire signifier aux créanciers inscrits le jugement d'adjudication définitive, comme seul moyen de faire courir utilement pour eux le délai de rigueur imparti par l'art. 749 précité, pour se régler entre eux sur la distribution du prix; que, dès lors, on ne doit pas refuser à l'adjudicataire l'allocation des frais de cette signification nécessaire et légale; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, ordonne qu'Arnault sera colloqué par privilège pour le montant des frais de la signification aux créanciers inscrits du jugement d'adjudication définitive. » C.

COUR D'APPEL D'AGEN.

Lorsque celui dont on a provoqué l'interdiction a subi interrogatoire, la preuve de faits nouveaux non articulés dans la requête peut-elle être admise? (Rés. aff.) C. proc., art. 890.

ARDENNE, C. ARDENNE.

Du 3 juillet 1827, ARRÊT de la chambre civile, M. *Lafontan* président, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Lebé*, avocat-général; — Attendu que l'interrogatoire que la loi prescrit de la personne dont l'interdiction est poursuivie n'est point exclusif de la preuve des faits articulés à l'appui de la demande en interdiction; que si les réponses de *Joseph Ardenne* ont paru insuffisantes au premier juge, à l'effet de prononcer d'hors et déjà l'interdiction, elles étaient au moins de nature à faire continuer les poursuites, et à motiver la nomination d'un administrateur provisoire à la personne et aux biens de *Joseph Ardenne*, lorsque le conseil de famille avait, à l'unanimité, reconnu la nécessité de l'interdiction; — Attendu qu'aucune disposition de loi ne défend au juge d'admettre la preuve de faits qui n'ont pas été proposés dans la requête en interdiction; que ceux dont la preuve a été ordonnée ont été articulés par écrit signifié au défendeur, et qu'ils concourent, dans leur ensemble, à justifier la demande, ce qui suffit au prescrit de la loi; — Attendu que ce jugement n'infère aucun grief au défendeur, en réservant les dépens; — Par ces motifs, DÉMET de l'appel. »

COUR DE CASSATION.

Lorsqu'une action en complainte est intentée à raison du trouble que le demandeur éprouve dans un passage qu'il prétend exercer de temps immémorial sur un chemin de desserte, servant en commun à l'exploitation de plusieurs héritages, et auquel les premiers juges ont reconnu cette destination, les juges d'appel peuvent-ils, en appréciant les titres respectifs des parties, déclarer que la demande n'a pour objet qu'un droit de passage constituant une servitude discontinue qui ne saurait s'établir sans titre, et décider, d'après ce fait, qu'il n'y a pas lieu à complainte? (Rés. aff.) (1)

DESCOINS ET CONSORTS, C. ASTRUC.

Dans la commune d'Auteuil sont des pièces de vignes et des constructions réunies en un seul clos, mais appartenant à divers propriétaires, entre autres aux sieurs Astruc et Descoins. Un sentier traverse le clos dans toute sa longueur, et une portion de son trajet est bordée à droite et à gauche par l'héritage d'Astruc, savoir : par sa maison d'un côté, et par les vignes de l'autre. — Depuis longues années ce sentier servait à l'exploitation de toutes les propriétés du clos, lorsque le sieur Astruc le comprit dans une enceinte qu'il pratiqua au devant de sa maison, et intercepta ainsi le passage. — Action en complainte portée devant le juge de paix de Neuilly par Descoins et quatre autres propriétaires voisins, qui prétendirent que le sentier était un chemin de desserte, dont la propriété était commune à tous, et qu'ils devaient être maintenus dans leur possession immémoriale.

Le 3 août 1824, jugement qui accueille cette action possessoire par les motifs que voici : — « Considérant que les demandeurs ne réclament pas un droit de passage sur la propriété du sieur Astruc, mais simplement à être maintenus dans la jouissance d'un chemin dont ils sont propriétaires en commun ; — Considérant alors que ce cas de trouble à une

(1) Voy., nouv. éd., t. 16. p. 725, un arrêt de la même cour, du 29 nov. 1814, qui a jugé en sens contraire, mais dans une espèce où la possession invoquée présentait un caractère différent.

pareille jouissance peut bien fonder une demande en complainte, et que toutes les actions possessoires, d'après les dispositions de l'art. 10, tit. 3, de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 23 du C. de proc. civ., sont de la compétence des juges de paix; — Considérant, en fait, que le sieur Astruc s'est emparé d'un chemin privé en le comprenant dans une clôture qu'il a fait faire au devant de sa maison, chemin qui existe depuis un grand nombre d'années, et dont les demandeurs ont joui, notamment depuis plus d'un an, paisiblement, publiquement, et à titre non précaire, ainsi que cela est à la connaissance de chacun, et que nous, juge de paix, en avons la certitude, tant parce que nous avons fait l'inspection des lieux en présence de toutes les parties, que parce que depuis long-temps ce chemin nous est connu; — Considérant, en droit, que, suivant l'opinion de M. Henrion de Pansey, consignée page 98 de son *Traité de la compétence des juges de paix*, les entreprises qui se commettent sur les chemins privés sont des atteintes au droit de propriété; qu'à une autorité aussi imposante se joint encore celle de Fournel, auteurs des *Lois rurales de la France*, où il dit, page 246, que les chemins privés ne sont autre chose qu'une portion des propriétés riveraines qui ont été primitivement détachées pour l'intérêt du voisinage: — D'où il suit que ce chemin, quoique fourni aux dépens de tous, est une propriété commune dont personne ne peut distraire aucune partie sans le consentement général; et qu'autoriser l'usurpation du sieur Astruc serait vouloir blesser les principes de l'équité, et porter le plus grand préjudice aux intérêts de l'agriculture. »

Appel du sieur Astruc, et, le 21 oct. 1824, jugement infirmatif du tribunal civil de la Seine: — « Attendu que, pour maintenir Descoins et consorts dans la possession du sentier, le juge de paix s'est fondé sur ce que ce sentier, quoique formé aux dépens de tous, est une propriété commune dont personne ne peut distraire aucune partie sans le consentement général; que la prétention à une semblable copropriété, contraire au titre de propriété de celui sur lequel on veut prendre le sentier, ne peut s'établir que par un titre qui modifie le premier, et qu'il n'en existe aucun dans l'espèce; — Que la prétention des intimés a véritablement pour objet un droit de passage, ce qui constitue une servitude discontinue;

— Qu'aux termes des art. 688 et 691 du C. civ. ce genre de servitude ne peut s'établir par la possession même immémoriale. »

Pourvoi de Descoins et consorts pour violation de l'art. 23 du C. de proc. civ., et fausse application des art. 688 et 691 du C. civ.—On disait dans leur intérêt : Les chemins de desserte, c'est-à-dire servant en commun à l'exploitation de plusieurs héritages, sont d'une tout autre nature que les servitudes de passage ordinaire. Etablis, dans l'origine, aux dépens de tous les terrains dont ils facilitent l'accès, ils ne peuvent pas devenir la propriété exclusive du propriétaire de l'un de ces terrains, mais ils restent la propriété de tous. L'usage de ces sentiers ne saurait donc être l'effet d'une simple tolérance : la disposition seule des lieux indique une *copropriété*, et, dans ce cas, la possession est une présomption légale qui n'a pas moins de force que les titres. L'erreur du jugement attaqué consiste en ce que, tout en ne contestant point la nature du sentier dont il s'agit, qui est bien un chemin de desserte, il a néanmoins déclaré que la possession des demandeurs aurait dû s'appuyer sur un titre, confondant ainsi un *droit de copropriété* avec une simple *servitude de passage*.

Du 20 mai 1828, ARRÊT de la section civile, M. Brisson président, M. Poriquet rapporteur, MM. Dalloz et Vildé avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. Cahier, avocat-général; — Attendu que le jugement attaqué a jugé, en fait, d'après l'examen des titres respectifs que le tribunal avait le droit d'apprécier, sous le rapport de la possession, que celle que Descoins et consorts prétendaient avoir de traverser les héritages du sieur Astruc, était une possession précaire et contraire au titre du sieur Astruc, et que leur prétention avait véritablement pour objet un droit de passage sur la propriété du défendeur, ce qui constitue une servitude discontinue qui, suivant les art. 688 et 691 du C. civ., ne peut pas s'acquérir par la possession; — Attendu qu'en jugeant, d'après ce fait, qu'il n'y avait pas lieu à la complainte, le tribunal civil de la Seine n'a ni violé l'art. 23 du C. de proc., ni faussement appliqué les art. 688 et 691 du C. civ., mais au contraire en a fait une juste application; — REJETTE. » L.

COUR DE CASSATION.

L'appel général et indéfini d'un jugement qui condamne l'appelant à une quotité fixe des dépens, alors qu'il n'existe aucun appel distinct sur ce dernier chef, et que seulement l'appelant, comme l'intimé, ont respectivement conclu à la condamnation en la totalité des dépens, un tel appel saisit-il de nouveau la cour de la question générale relative à ce même chef, en telle sorte que, sans violer l'autorité de la chose jugée, elle puisse condamner l'appelant en la totalité des dépens? (Rés. aff.) C. civ., art. 1350-1351.

Lorsque des créances, fondées sur des titres non revêtus du BON OU APPROUVÉ sont reconnues par quelques unes des parties ayant intérêt à les contester, et ont même été employées dans un état de pièces par celui qui les conteste pour la première fois, les juges qui défèrent le serment d'office aux créanciers, pour mieux s'assurer de la sincérité de ces créances, violent-ils aucune loi? (Rés. nég.) C. civ., art. 1367.

En droit, la signature apposée par le débiteur sur un acte sous seing privé non revêtu du BON OU APPROUVÉ, peut-elle être considérée comme un commencement de preuve par écrit dans le sens de l'art. 1347 du C. civ.? (Rés. aff.)

En principe, les frais de nourriture et d'entretien sont-ils sujets à rapport? (Rés. nég.) C. civ., art. 852.

PORCHER, C. SES FRÈRES ET SŒURS.

En 1770, mariage des sieur et dame Porcher. — Leur contrat porte « qu'ils déclarent se marier sous le régime de la communauté, suivant la coutume d'Orléans; il exprime, en outre, que la future aura la faculté de reprendre ses apports, en renonçant à la communauté. » — Le sieur Porcher décède en 1809. Ni sa veuve ni aucun de ses trois enfants majeurs ne provoquent l'inventaire. Tous les biens de Porcher, y compris ceux de la communauté, restent ainsi entre les mains de sa veuve jusqu'en 1822, époque de son décès. — Elle laissa un testament par lequel elle institua sa fille *Mélanie*, pour la récompenser de ses soins, légataire d'un lot de terres labourables, de sa garde-robe, des portraits de

ses aïeux, et d'une montre en or; elle la dispensa en même temps de tout rapport pour sa nourriture et son entretien. — L'exécution de ce testament donna lieu à quelques difficultés. — Un premier arrêt fixa les droits de Mélanie à un quart en sus de sa réserve, et ordonna le partage entre tous les enfants. — Des experts avaient déjà posé les bases de ce partage, lorsque de nouvelles difficultés ramenèrent les parties devant le tribunal. — *Porcher* fils prétendait 1° que Mélanie ne pouvait, en vertu du testament, exercer les reprises de sa mère sur les biens de la communauté, parce qu'elles étaient subordonnées à la renonciation de la veuve, et que la coutume d'Orléans n'autorisait cette renonciation que lorsqu'il y avait bon et fidèle inventaire, ce qui n'avait pas eu lieu dans l'espèce; 2° que des titres de créance signés par la veuve étaient nuls, comme ne contenant pas le *bon* ou *approuvé* exigé par l'art. 1326 du C. civ.; 3° que les frais de nourriture et d'entretien de Mélanie devaient être imputés sur la quotité disponible.

Un jugement du tribunal d'Orléans, du 28 av. 1825, rejeta tous les chefs de conclusions de *Porcher*, et mit à sa charge les onze douzièmes des dépens. — Il se fonda, entre autres motifs, sur ce que « le droit commun accorde à la femme une action en reprise sur les biens de la communauté, et, en cas d'insuffisance, sur ceux du mari; que du défaut d'inventaire après le décès de *Porcher* père on ne peut inférer l'abandon des reprises de la femme, surtout quand l'actif de la communauté était insuffisant pour la remplir de ses reprises; — Qu'à l'égard des créances, on ne pouvait, d'après les circonstances de la cause, douter de leur validité; et que, d'ailleurs, elles avaient été confirmées par le serment des parties; — Que la demande en imputation de frais de nourriture devait être rejetée, d'après l'art. 852 du C. civ. » — Appel. — Et, le 13 déc. 1826, arrêt confirmatif de la cour royale d'Orléans, qui condamne *Porcher* en tous les dépens.

Pourvoi de *Porcher*. — Il l'établit sur les moyens suivants : 1° Violation des art. 443, 444 du C. de proc. civ., 1350 et 1351 du C. civ. — Les premiers juges, disait-il, avaient mis à sa charge seulement les onze douzièmes des dépens; les intimés n'avaient pas interjeté appel de ce chef. Tout délai pour

L'appel, à cet égard, était expiré lors de l'arrêt de la cour royale : il y avait donc autorité de la chose jugée acquise sur ce point, et ce n'était qu'en violant les textes invoqués plus haut que la cour avait pu le condamner en la totalité des dépens. 2° Relativement aux reprises, l'arrêt avait encore violé les art. 204 et 206 de la coutume d'Orléans. — Pour être admise à exercer ses reprises, la veuve devait être renonçante à la communauté; elle devait, en outre, et pour éviter la confusion des patrimoines, faire bon et loyal inventaire. A ces conditions rigoureuses, elle était affranchie des dettes de la communauté, et pouvait exercer ses reprises. 3°... 4° Violation de l'ordonnance de 1753, des art. 1326 et 1367 du C. civ. — L'arrêt avait déclaré valables des créances non revêtues du *bon ou approuvé* prescrit par ces textes. Il avait fait plus : il avait déferé d'office le serment sur la validité de ces créances, alors que les parties ne se trouvaient pas dans les termes précis de l'art. 1367 du C. civ., qui exigeait que la demande ne fût pas pleinement justifiée, qu'elle ne fût pas totalement dénuée de preuves. 5° Violation des art. 851-852 du même code, en ce que les frais de nourriture et d'entretien auraient dû, dans l'espèce, être rapportés et déclarés imputables sur la réserve. 6° Enfin, violation de l'art. 1255, la cour ayant, contre l'évidence des preuves, déclaré éteinte une créance de 155 fr. réclamée par le demandeur.

M. l'avocat-général a réfuté successivement tous ces moyens :

1° L'appel du sieur Porcher était général; il avait même spécialement conclu à la condamnation en la totalité des dépens, et ses adversaires avaient pris des conclusions contraires. Tout était donc remis en question devant la cour. 2° La simple lecture du contrat de mariage de la veuve Porcher faisait suffisamment connaître qu'elle n'avait pas entendu subordonner l'exercice de ses reprises à sa renonciation à la communauté. — Au surplus, c'était là une appréciation d'actes et de faits, laquelle rentrait dans les attributions souveraines des cours royales, et échappait à la censure de la cour de cassation. 3° Quant au défaut d'inventaire après la mort du mari, ni sous l'empire des anciennes coutumes, ni sous la loi nouvelle, il ne pouvait avoir pour effet de faire perdre à la veuve l'exercice de ses reprises. L'art. 1442 du C. civ. se bornait à prohiber, dans ce cas, la continuation de la com-

communauté, source de tant de difficultés dans l'ancienne jurisprudence, sauf aux parties intéressées à faire établir la constance des biens et effets communs; or le demandeur avait atteint sa majorité, dès la mort de son père, sans provoquer d'inventaire, ni élever de contestation contre sa mère. 4° En déclarant valables les créances en question, l'arrêt n'avait violé aucune disposition de loi; l'ordonnance de 1733 était sans autorité dans la cause, et l'art. 1326 du C. civ. devait se combiner nécessairement avec l'art. 1367; or la cour royale, trouvant que la demande n'était ni pleinement justifiée, ni totalement dénuée de preuves, avait justement déféré le serment d'office. 5° Enfin, indépendamment des circonstances qui, dans l'espèce, faisaient au demandeur une loi de respecter les volontés de sa mère, il était contraire aux anciens comme aux nouveaux principes d'astreindre un légitimaire au rapport des frais de nourriture et d'entretien.

Du 1^{er} juillet 1828, ARRÊT de la chambre des requêtes, M. Favard de Langlade président, M. Lasagni rapporteur, M. Rochelle avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Brès, avocat-général: — Sur le premier moyen, — Attendu que le jugement du 28 av. 1826, frappé d'un appel général et indéfini par le demandeur en cassation lui-même, n'a pu, en aucune de ses parties, acquérir la force de la chose jugée; — Qu'en effet, tant le demandeur en cassation que ses frères et sœur ont expressément conclu même à la condamnation aux dépens; — Attendu que l'arrêt attaqué porte, en termes formels, que Porcher jeune succombe sur tous les chefs par lui demandés; — Que, d'après cela, le même arrêt, sans violer l'autorité de la prétendue chose jugée, a dû, comme il l'a fait, condamner Porcher jeune aux dépens;

• Sur les deuxième, troisième et sixième moyens, — Attendu que, pour décider que la veuve Porcher, mère commune des parties, pouvait réclamer les reprises en question; que l'insuffisance des biens de la communauté était prouvée; que le demandeur en cassation avait formellement reconnu le bienfait de l'estimation du lot de la terre située à Brannay; et que sa réclamation de la somme de 155 fr. était repoussée par la quittance par lui donnée à son père pour solde de tout compte entre eux, l'arrêt n'a fait qu'apprécier les actes et les titres, lesquels ne devaient pas être et n'avaient pas été produits devant la cour de cassation, leur appréciation étant par la loi entièrement abandonnée aux lumières et à la conscience des juges; — Sur le quatrième moyen, — Attendu, en droit, que les juges peuvent déférer d'office le serment, lorsque la demande n'est pas pleinement justifiée, et qu'elle n'est pas

totallement dénuée de preuves (C. civ., art. 1367); — Et attendu qu'il a été constaté en fait, par l'arrêt attaqué, que la sincérité comme la validité des créances contestées par Porcher jeune sont reconnues par les parties ayant le même intérêt que le contestant; que, d'ailleurs, Porcher jeune a reconnu l'existence comme la validité de ces mêmes créances en les faisant figurer, sans élever aucune contestation, dans un état par lui présenté pour traiter des valeurs de la succession avec une partie intéressée; que, dans ces circonstances, en déférant d'office le serment aux créanciers pour mieux s'assurer de la sincérité de leurs créances, les juges ont fait une juste application de la loi; — Attendu, au surplus, en droit, que, sans se mettre en contradiction avec l'art. 1326 du C. civ., les juges ont pu regarder comme un commencement de preuve par écrit la signature apposée par le débiteur, et fixer l'existence et la sincérité de la dette d'après les actes, faits et circonstances de la cause; — Sur le cinquième moyen, — Attendu qu'il est constant et reconnu en fait 1° que le demandeur en cassation a accepté et promis d'exécuter le testament maternel, 2° que c'est précisément par ce testament maternel que les frais de nourriture et d'entretien de Françoise-Mélanie Porcher avaient été déclarés compensés avec les soins donnés par cette dernière à la mère commune et à toute la famille; — Que, dans ces circonstances, en décidant que les frais de nourriture et d'entretien ne devaient pas être rapportés, les juges n'ont fait qu'apprécier les titres des parties; — Attendu, au surplus, en droit, que les frais de nourriture et d'entretien sont, par leur nature même, dispensés du rapport (C. civ., art. 852); — **REJETTE**, etc. A. M. C.

COUR DE CASSATION.

L'huisnier qui, chargé par le ministère public d'assigner un individu, a déclaré sur l'original et la copie de l'exploit avoir remis cette copie au domicile de l'assigné, et à sa mère, quoiqu'il soit constant qu'il l'a remise à un tiers et au domicile de celui-ci, peut-il être renvoyé par les tribunaux de toute peine, amende et dépens, encore bien que cette remise n'ait eu lieu que sur la demande même de l'assigné? (Rés. nég.)

Résulte-t-il seulement de la convention entre l'huisnier et l'assigné que le premier ne peut être condamné criminellement ni à des dommages et intérêts, dans le cas où le défaut de remise de la copie au domicile de l'assigné lui aurait causé quelque préjudice? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, E. COMMOY.

Du 18 avril 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M.

M. Mangin faisant fonctions de président, **M. Brière** rapporteur, **Nicod** avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de **M. Mangin**, faisant fonctions de procureur-général; — Vu l'art. 45 du décret du 14 juin 1813, portant règlement sur l'organisation et service des huissiers; — Attendu que cet art. est divisé en deux parties distinctes : que la première prévoit le cas dans lequel un huissier, par négligence, légèreté, ou par toute autre cause exempte d'intention frauduleuse, ne remet pas lui-même à la personne ou domicile l'exploit et les copies de pièces qu'il aura été chargé de signifier, et commet ainsi un faux matériel, soit en attestant, sans la vérité, sa présence personnelle comme officier public instruisant, soit son transport au domicile de la partie à laquelle la signification devait être faite, quoiqu'il ne s'y soit pas présenté, et qu'il n'ait vu ni parlé à la personne à laquelle il énonce faussement avoir remis des copies, et que, dans ces cas ou autres de la même espèce, vu l'absence de fraude, il n'encourt que des peines correctionnelles; — Que, dans la deuxième partie, où l'huissier est considéré comme ayant agi frauduleusement, il est assujéti à des poursuites criminelles et aux peines portées contre les faussaires par l'art. 146 du C. pén.;

Attendu qu'il résulte des faits déclarés dans le jugement attaqué et dans celui du tribunal de première instance de Saint-Claude, dont le tribunal de Lons-le-Saunier a adopté les motifs, et que, dès lors, ils sont appropriés; que l'huissier **Commoy**, chargé par le ministère public d'assigner le nommé **Perrard**, de la commune de Bellefontaine, pour l'audience correctionnelle du 17 nov. 1827, au tribunal de Saint-Claude, a remis la copie de l'exploit chez le sieur **Bondet**, maréchal-des-logis de la gendarmerie à Moret, quoique l'exploit portât textuellement, non sur l'original que sur la copie, que l'huissier **Commoy** s'était transporté à Bellefontaine au domicile de **Perrard**, et qu'il avait laissé la copie à la mère dudit **Perrard**;

Que, dans cet état des faits, le tribunal de Lons-le-Saunier a confirmé le jugement du tribunal de Saint-Claude, par lequel l'huissier **Commoy** avait été renvoyé de l'action du ministère public sans peine, sans ni dépens; et qu'il a été statué ainsi par le motif qu'il résultait de l'instruction que l'huissier **Commoy** n'avait remis la copie en question chez le sieur **Bondet**, à Moret, où **Perrard** devait la prendre, que de la demande de **Perrard** lui-même, qui n'était point à l'audience par laquelle il était assigné, et qui postérieurement avait voulu, par mauvaise foi, et quoiqu'il sût parfaitement que la copie avait été remise chez le sieur **Bondet**, faire composer **Commoy** pour des dommages et intérêts assez considérables qu'il exigeait, en le menaçant de le dénoncer au procureur du roi;

Attendu qu'il pouvait être induit desdits faits que l'huissier **Commoy**

n'avait pas agi frauduleusement; qu'il n'était point passible des peines criminelles et d'être puni d'après l'art. 146 du C. pén.; que la fautive foi de Perrard, en la supposant constante et avérée, aurait rejeté la demande en dommages et intérêts qu'il aurait pu former s'était porté partie civile; mais que le délit commis par l'huissier Commoy dans l'exercice de ses fonctions n'en était pas moins constant près les faits déclarés; que, dans le jugement de première instance, est reconnu que l'huissier Commoy avait sans doute eu tort de cette complaisance pour Perrard; que le premier motif du jugement affirmatif porte textuellement que l'huissier Commoy a effectivement une complaisance blâmable pour Perrard; — Qu'ainsi les premiers juges, comme les juges d'appel, mettant en oubli les obligations légales des huissiers, la gravité et l'importance des faits à eux personnels constatent dans les actes de leur ministère, la foi qui y est due jusqu'à inscription de faux, les obligations de l'huissier Commoy envers le ministère public, son requérant, l'exemple dangereux qui procéderait de leur indulgence dans une matière où il importe essentiellement de venir les abus en maintenant la stricte exécution des lois et règlements ont écarté le délit, et statué comme s'il s'était agi simplement de l'exécution ou de l'inexécution d'une convention privée entre les nommés Perrard et Commoy, abstraction faite du caractère d'officier public de ce dernier, et ont violé formellement l'art. 45 du décret du 14 juin 1811. — CASSE le jugement correctionnel du tribunal de Lons-lès-Saunier, du 22 fév. 1828. »



COUR DE CASSATION.

Le défendeur originaire, qui forme une demande en garantie peut-il proposer, contre les témoins appelés par le demandeur, des reproches fondés sur ce qu'ils seraient parents du garant au degré prohibé, alors que le recours en garantie n'avait encore été admis ni à l'époque du jugement d'appointement de preuve, ni à celle de l'enquête qui est demeurée étrangère au garant? (Rés. nég.) C. de proc., art. 383.

L'arrêt qui décide qu'une demande en garantie n'a été imaginée que dans la vue de proposer des reproches contre des témoins afin de les écarter, et qui rejette ces reproches, viole-t-il l'art. 283 du C. de proc.? (Rés. nég.)

Le juge qui s'est abstenu volontairement de connaître d'un procès peut-il, dans la même affaire, être entendu comme témoin? (Rés. aff.)

Les art. 1341 et 1348 du C. civ., relatifs à l'admission de

La preuve testimoniale, s'appliquent-ils aux dispositions de dernière volonté et aux donations, comme aux contrats ordinaires?

SÉCIALEMENT, une cour appelée à examiner s'il n'a pas été possible au légataire de se procurer une preuve écrite, soit de l'existence d'un testament olographe, soit de la réalité d'un legs, et si la suppression du testament est l'œuvre de la personne chargée d'acquiescer le legs, peut-elle admettre la preuve testimoniale pour établir ces faits, et ordonner la délivrance du legs? (Rés. aff.)

Un testament olographe peut-il être fait dans la forme d'une lettre missive? (Rés. aff.) (1)

Une cour peut-elle condamner solidairement des époux à payer les intérêts d'un legs dû par l'un d'eux, lorsque, la demande originaire ayant été dirigée contre eux, ils n'ont proposé aucune exception sur la qualité en laquelle ils étaient cités, et que d'ailleurs toute latitude est laissée à l'exercice de leurs actions respectives? (Rés. aff.) C. civ., art. 1410.

TRUMEAU, C. MIGNOT ET PATUREAU.

Le sieur *Patureau*, marié à la demoiselle *Dupertuis*, fille en vice-président du tribunal civil de Châteauroux, testa en faveur de sa femme, et lui fit un legs pur et simple de 14,000 fr. de rente. Il décéda en 1817. Au moment d'apposer les scellés, on découvrit parmi les papiers de sa succession deux lettres écrites de sa main, l'une à M. *Dupertuis* père, et l'autre à la dame *Patureau*. La première contenait une invitation faite à cette dame, pour le cas où elle se remarierait, de renoncer, en faveur des sieurs *Patureau*, frères du testateur, à 10,000 fr. de la rente léguée; la seconde était une lettre missive que les sieurs *Patureau* consentirent à laisser entre les mains de la veuve, attendu que, d'après sa déclaration et celle de M. *Dupertuis*, elle renfermait des choses qui devaient rester rigoureusement secrètes.

(1) Voy. décision semblable, Colmar, 5 av. 1824, t. 3 1824, p. 368. La cour de Bruxelles avait jugé en sens contraire le 19 août 1807. Voy. *loc. cit.*, 1^{er} sem. 1808, p. 185; et nouv. éd., t. 8, p. 562. Mais, dans l'espèce, elle avait considéré la lettre missive comme contenant un simple projet de testament.

Cependant, en 1820, la veuve Patureau épousa en secondes noces le sieur *Trumeau*. Dès lors les frères Patureau réclamèrent les 10,000 fr. mentionnés dans la première lettre. Cette réclamation donna lieu à une transaction. — D'un côté, les époux Trumeau furent actionnés, par la dame Mignot, en paiement d'un legs de 20,000 fr. qu'elle prétendait fait en sa faveur dans la lettre missive restée secrète. Elle demandait le dépôt en l'étude d'un notaire.

Jugement du tribunal civil de Châteauroux qui ordonne que les demandeurs seront interrogés, et ensuite appelés à prouver « qu'il existait dans les papiers de la succession une lettre écrite par le sieur Patureau, pour suscription l'adresse de la demoiselle Dupertuis, dans laquelle cette lettre renferme un testament olographe, lequel est au profit de la dame Mignot d'un legs de 20,000 fr. ; que cette lettre a été extraite des papiers de la succession, et confiée à la veuve Patureau ; et enfin que les intérêts de la somme ont été servis, à raison de 1,000 fr. par an, pendant les dix années qui ont suivi le décès du testateur. »

Les défendeurs reconnaissaient l'existence de la lettre remise qui en avait été faite à la veuve Patureau ; mais ils niaient qu'elle contînt le legs réclamé. — Quant aux 2,000 fr. allégués comme représentant les intérêts du prétendu legs, ils avouaient que le paiement en avait été effectué par le sieur *Gaillard*, oncle des sieurs Patureau ; mais ils soutenaient que ce n'était qu'à titre de secours ou de libéralité.

Les frères Patureau sont appelés en garantie par les défendeurs, qui, lors de l'enquête, proposent des reproches contre plusieurs témoins, notamment contre le sieur *Gaillard*, juge, qui s'était spontanément abstenu de prendre part à la décision du procès. — Jugement qui rejette les reproches, et, le 26 fév. 1826, jugement définitif qui ordonne la délivrance du legs demandé. — Sur l'appel, premier arrêt confirmatif de la cour de Bourges, du 5 janv. 1827, qui statue l'égard des reproches de la manière suivante : — « Considérant que le reproche est fondé sur ce que les sieurs *Gaillard* et *Gourdon* sont oncles du sieur Patureau ; mais que le principe que des parents à ce degré ne peuvent être entendus comme témoins ne peut recevoir d'application à la cause, qu'en effet le sieur Mignot, demandeur originaire, n'a dit

demande que contre les mariés Trumeau ; que seuls ils
ont été en cause lors du jugement qui , sur les faits articulés
par les mariés Mignot, a ordonné que , dans cinq semaines,
les mariés Trumeau seraient tenus de passer à l'aveu ou dénégation
de ces faits ; que ce n'est que lorsque ce délai était sur
le point d'expirer que les mariés Trumeau ont imaginé d'ap-
peler en garantie les sieurs Patureau ; que le tribunal n'a point
statué sur cette demande , formée hors des délais pour appe-
ler en garantie ; qu'ainsi l'enquête est demeurée étrangère aux
parties Patureau , à qui elle ne peut pas être opposée , et qui
ne peuvent pas s'en servir ; qu'admettre , sur le fondement
d'une demande en garantie tardivement formée , ce reproche
fait aux parents du prétendu garant , ce serait ouvrir une
voie trop facile d'écarter des témoins dont on redouterait le
défaut de témoignage , puisqu'il suffirait de diriger au hasard une de-
mande en garantie contre l'un de leurs parents au degré pro-

chain. Le 15 janv. suivant , arrêt définitif qui confirme l'admission
de la preuve vocale , les dispositions qui prononcent sur la
validité du legs , sur la condamnation solidaire des époux
Trumeau à en faire la délivrance , et enfin sur le mérite de
la demande en garantie. Cet arrêt est ainsi motivé : — « Con-
sidérant que les motifs donnés par les premiers juges pour éta-
blir que la preuve testimoniale pouvait et devait être admi-
se ; — Considérant que la cour adopte entièrement , sont fondés en
droit ; — Considérant qu'il résulte des enquêtes la preuve la
plus complète du legs de 20,000 fr., objet de la demande , mis
au profit du sieur Patureau à la charge de sa veuve et légataire ;
que la réduction que le legs de la veuve a éprouvée par son
second mariage ne peut en opérer dans la charge dont elle
est grevée envers la dame Mignot , parce que cette réduc-
tion est une suite de sa volonté ; — Considérant que , l'obliga-
tion de payer le legs dû à la dame Mignot prenant sa source
dans le testament du sieur Patureau , il est évident qu'elle a
nécessairement une date certaine à la date de son décès , an-
térieure par conséquent au second mariage de sa veuve : d'où
il résulte que le sieur Trumeau , second mari , a dû , en cette
qualité , être condamné solidairement avec sa femme ; —
Considérant que la demande en garantie contre les frères Pa-
tureau est fondée sur ce que , profitant , comme héritiers ,

de la réduction du legs fait à la veuve, il est juste qu'ils quittent, dans la proportion de cette réduction, la créance de la dame Mignot, considérée comme charge du legs fait à la dame Patureau ;—Mais considérant qu'indépendamment des raisons déjà alléguées, qui prouvent que la veuve Patureau, même en se remariant, est toujours demeurée chargée d'acquitter le legs entier fait à la dame Mignot, l'enquête donnée entre les époux Mignot et les époux Trumeau, étrangère aux frères Patureau, qui n'étaient pas responsables du défaut de représentation de l'écrit contenant la disposition que la preuve de son contenu ne pouvait se faire contre eux par témoins ; que d'ailleurs les enquêtes ne contiennent le moindre indice que l'intention de leur frère ait été de charger d'une portion quelconque du legs fait à la dame Mignot ;—Met l'appel au néant. •

Les époux Trumeau se sont pourvus en cassation.

Premier moyen contre l'arrêt du 5 janv. 1827. — Violation de l'art. 283 du C. de proc., en ce qu'il a rejeté les proches articulés contre les sieurs Patureau, parents au degré prohibé. C'est à tort que l'arrêt les signale comme simples garants : leur qualité d'héritiers du testateur les rend parties principalement intéressées, puisqu'il s'agissait de quitter un legs. D'un autre côté, ils avaient été appelés à la cause en temps utile : ils y avaient figuré avant que l'enquête eût été commencée. Les reproches étaient également fondés, soit à l'égard de la dame Mignot, qui était fille naturelle du père Patureau, soit par rapport au sieur Gaillard qui, du moment qu'il s'était abstenu, ne devait plus être entendu comme témoin, pouvant exercer une influence puissante en cette qualité sur l'esprit des juges qu'il ne le faisait en exprimant son opinion personnelle comme magistrat.

Deuxième moyen et suivants contre l'arrêt du 26 janv. 1827. Violation de l'art. 970, et fausse application de l'art. 1328 du C. civ. Le premier de ces articles a tracé les formes à suivre pour la validité des testaments olographes ; ils doivent, à peine de nullité, être écrits en entier, datés et signés par le testateur ; la plus légère insertion, faite par une main étrangère, opère la nullité de l'acte. Quel danger dès lors de fonder sur des dépositions orales la preuve de l'existence, quant à la forme, d'un pareil testament ? Mais en admettant

à un moment que cette forme fût constatée; comment faudra-t-on à découvrir par un semblable moyen les viles dispositions du testateur? Comment reconnaître, les dispositions isolées et souvent contradictoires, les intentions du testateur, leur valeur, leur sens? Cette vérité est une application singulière dans l'espèce où deux magistrallement recommandables se contredisent mutuellement sur l'existence du legs réclamé par la dame Mignot. On allègue-t-on que la preuve vocale est admissible, lorsqu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer un titre écrit. Cette règle ne s'applique qu'aux contrats ordinaires et non aux actes pour la validité desquels la loi a établi des formes particulières, dont l'accomplissement peut seul donner la vie. Les demandeurs citent à l'appui Ricard de Montoulin, et un arrêt du 28 déc. 1818. Voy. t. 1^{er} 1819, 20.

Ils soutiennent, au reste, qu'un testament olographe ne peut être fait dans la forme d'une lettre missive. Comment, disent-ils, reconnaître la volonté de tester dans une lettre de sa nature, est condamnée à rester dans le secret, tandis qu'au contraire un testament olographe doit nécessairement devenir public? Ne résulterait-il pas du système contraire que chaque missive écrite de la main du défunt serait considérée comme testament dès que l'on pourrait y entrevoir le léger indice d'une disposition de dernière volonté? Alors faudrait avoir sous les yeux toutes celles émanées du signataire, apprécier celles qui en détruisent ou modifient de présumées. Quels inconvénients, quels abus ne résulteraient d'une jurisprudence qui sanctionnerait de pareils testaments? Aussi l'art. 3 de l'ordonnance de 1735 réprouvait-il toutes d'actes, et, de nos jours, les orateurs du gouvernement (voy. M. Bigot Prémeneu) ont manifesté leur vœu pour le maintien de cette disposition de l'ancien droit. N'est-ce pas d'ailleurs reconnu en principe que les lettres deviennent propriété de celui à qui elles sont adressées; qu'on ne peut empêcher leur production contre son gré, et qu'elles ne sauraient servir à former un titre au profit d'un tiers. (Voy. cour de cassation, 4 av. 1821; anc. escl., t. 1^{er} 1822, p. 186; nouv. escl., vol. de 1821, p. 269.)

Troisième moyen. Violation des art. 870 et 1017 du C.

civ., en ce que la dame Trumeau, qui se trouvait légataire particulier, avait seule été chargée de payer le legs à la dame Mignot, tandis que les frères Patureau devaient concourir à son acquittement, à raison de ce que, lors du second mariage de la dame Trumeau, ils avaient reçu 10,000 fr. de rente sur les 14,000 à elle légués par le sieur Patureau, premier mari.

Quatrième moyen. Violation de l'art. 1410 du C. civ. en ce que la disposition de l'arrêt relative aux intérêts du capital du legs condamne solidairement les époux Trumeau à payer.

Le 24 juin 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Varde de Langlade* président, M. *Borel* rapporteur, M. *Begou* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Lebeau*, avocat-général : Sur le 1^{er} moyen, dirigé contre l'arrêt de la cour royale de Bourges du 5 janv. 1827, et fondé sur une violation de l'art. 283 du C. de proc. civ. ; — Attendu que l'art. 283 du C. de proc. n'admet les reproches du chef de parenté au degré déterminé que lorsque cette relation existe entre les parties ; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a reconnu l'existence de cette relation entre les témoins reprochés et les parties ; qu'en effet, les sieurs Gaillard et Gourdon, témoins reprochés, n'étaient point parents au degré prohibé, soit des époux Trumeau, soit des époux Mignot, seules parties au procès au moment où a été rendu le jugement d'appointement de preuve du 11 mai 1825 ; — Attendu, à l'égard des appelés en garantie, les sieurs Théodore et Henry Patureau, que ce recours en garantie, formé plus d'une année après la demande originaire, n'était point admis, ni à l'époque dudit jugement interlocutoire, ni à l'époque de l'enquête qui est demeurée étrangère auxdits sieurs Patureau ; et qu'en jugeant que ledit appel en garantie avait été imaginé dans l'intérêt dudit reproché, et que le fait de la parenté entre parties n'était pas établi, la cour de Bourges ne s'est pas mise en contradiction avec ledit art. 283 ; — Attendu encore, et sur le même moyen, qu'il ne peut être tiré aucune induction d'une abstention volontaire d'un juge au mérite d'un reproche dirigé contre un témoin.

« Sur le 2^e moyen, dirigé, ainsi que les suivants, contre l'arrêt de la même cour, du 26 janv. suivant, et fondé sur une prétendue violation de l'art. 970 du C. civ., et sur une prétendue fausse application de l'art. 1348 du même code ; — Attendu que les dispositions de l'art. 1348 du C. civ., tant sur la nécessité de passer acte de toutes choses excédant 150 fr. que sur la prohibition d'admission de la preuve testimoniale,

entre et outre le contenu aux actes, s'appliquent également à tous les actes et obligations, soit synallagmatiques ou bilatéraux, soit unilatéraux, sans distinction de ceux de ces actes contenant des dispositions de dernière volonté ou donations entre vifs; — Attendu que l'art. 970 du titre du code civil contenant les règles générales des testaments ne contiennent rien de contraire à cette disposition générale sur les actes et obligations; que, par une conséquence nécessaire, l'exception admise par l'art. 1348 du même code doit aussi recevoir son application à tous les actes, obligations et dispositions ci-dessus énoncés; — Attendu qu'en conséquence la cour royale de Bourges avait à examiner, dans l'espèce, il y avait lieu à l'application de l'exception à la règle générale, exception contenue audit art. 1348; — Attendu que cette cour a jugé, d'après l'appréciation du caractère des faits articulés, qu'ils étaient à prouver qu'il n'avait pas été au pouvoir des époux Mignot de se procurer une preuve écrite, soit de l'existence d'un testament, soit de la réalité d'un legs fait à la dame Mignot, et que le fait de la suppression alléguée était annoncé comme étant l'œuvre de la personne qui était indiquée comme chargée d'acquitter ledit legs; que des faits ainsi caractérisés pouvaient être prouvés par la preuve testimoniale, et qu'en admettant cette preuve, la cour de Bourges a fait une juste application de l'art. 1348 du C. civ.

Sur le 3^e moyen, fondé sur une prétendue violation des art. 724, 970 et 1017 du C. civ.; — Attendu que ces articles n'eussent pu recevoir d'application à la cause qu'au cas où le testament litigieux n'aurait pas imposé la charge précise du paiement du legs fait à la dame Mignot, à la veuve d'Hyacinthe Patureau, devenue, en deuxième no-
tes, épouse du sieur Trumeau, et qu'il a été jugé, en fait, que cette charge précise était contenue audit testament; qu'ainsi les héritiers ab intestat ne pouvaient y être soumis.

Sur le 4^e moyen, fondé sur une prétendue violation de l'art. 1410 du C. civ.; — Attendu que la demande originaire a été dirigée contre les époux Trumeau, qui n'ont élevé aucune exception sur la qualité en laquelle ils étaient cités; que l'arrêt attaqué a confirmé, quant au paiement du capital, la disposition du premier jugement qui condamne les époux Trumeau, sans aucune expression de solidarité; que celle contenue en l'arrêt attaqué, ne pouvant se référer qu'aux intérêts, laisse aux époux toute latitude à l'exercice des actions respectives entre époux; pour tout ce qui excéderait les obligations d'un chef de communauté, et qu'en conséquence le reproche de violation de l'art. 1410 n'a aucune base; — **REJETTE.** P.

COUR DE CASSATION.

Les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2 (qui disposent que les renonciations à successions futures ne pourront être opposées aux renonçants), abrogées par la loi du 18 pluvi. an 5, quant à leur effet rétroactif, c'est-à-dire en ce qu'elles s'appliquaient même aux successions ouvertes depuis 1789, ont-elles néanmoins conservé toutes leurs forces, relativement aux successions ouvertes au 5 brum. an 2, en telle sorte que les renonciations anciennes soient valables quant aux successions ouvertes à cette époque, et nulles quant aux successions non encore ouvertes? (Rés. aff.)

L'art. 791 du C. civ., aux termes duquel on ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, a-t-il aucunement dérogé aux dispositions de ces dernières lois? (Rés. nég.)

Les lois de l'an 2 ayant elles-mêmes aboli les renonciations à successions futures, le successible qui, profitant de cette disposition, demande, dans les trente ans du jour du décès, à être admis au partage de la succession, peut-il être déclaré non recevable, par le motif qu'il n'a pas fait prononcer la nullité de sa renonciation dans les dix ans? (Rés. nég.) C. civ., art. 1304.

PIGEONNÉ, C. DULAC.

En 1787, mariage de sieur Pigeonné avec A. Dulac. — A la suite d'une constitution de dot faite par la mère de la future à sa fille, on lisait dans le contrat de mariage cette clause : « Moyennant laquelle constitution, en linge et en argent, faite par Jeanne Beaudon, mère de la future épouse, majeure de vingt-cinq ans passés, libre et maîtresse de ses droits, celle-ci déclare renoncer, de la manière la plus expresse, à tous autres plus grands droits qu'elle pourrait avoir à prétendre dans les successions de ses père et mère, reconnaissant avoir été suffisamment apportionnée. » — Le 21 vent. an. 12, la dame Dulac mère mourut *ab intestat*. Le 3 sept. 1822 seulement, les époux Pigeonné demandèrent le partage égal de sa succession. — Les frères Dulac opposèrent à leur sœur la renonciation qu'elle avait faite dans son contrat de

mariage. — Le 14 av. 1825, jugement du tribunal de Marmande qui rejette la demande en partage, comme inadmissible, attendu qu'elle a été formée plus de dix ans après l'ouverture de la succession maternelle.

Appel. — Et, le 9 juin 1825, arrêt confirmatif de la cour royale d'Agen. — Il se fonde, entre autres motifs, sur ce que la renonciation était valable; qu'aux termes des anciennes ordonnances, et de l'art. 1304 du C. civ., la dame Pigeonné avait qu'un délai de dix ans pour intenter son action en nullité de cette renonciation, et que, faute par elle de l'avoir fait prononcer dans ce délai, elle était non recevable à demander le partage de la succession de sa mère.

Pourvoi des époux Pigeonné, pour violation des art. 14 de la loi du 5 brum. an 2, 11 de la loi du 17 niv. an 2, 10 de la loi du 18 pluv. an 5, et 791 du C. civ. — L'arrêt attaqué, disent-ils, avait méconnu la véritable action sur laquelle il avait à prononcer, la demande en partage, pour s'attacher à l'exception résultant de ce qu'il fallait, avant tout, statuer sur la nullité de la renonciation. — C'était là une erreur manifeste: la renonciation dont il s'agit avait été anéantie, ou, pour mieux dire, elle n'avait jamais reçu d'existence par l'effet des lois que l'on venait de citer. Cette proposition était facile à établir: les renonciations à successions futures, même dans le système d'une législation condamnée depuis long-temps, se résérvaient toujours à l'époque du décès. — Ce n'était réellement qu'alors qu'on pouvait s'assurer de leur existence: car, si la loi du décès reprochait ces stipulations comme elle en avait le pouvoir, elles demeureraient sans effet, par la force même de la loi; et il était dès lors inutile d'en faire prononcer la nullité. — C'était aussi par là qu'on repoussait tout reproche de rétroactivité adressé à la loi nouvelle: car cette loi ne réglait les successions qu'autant qu'elles n'auraient pas obtenu leur effet; or elles ne l'obtiennent qu'au décès. Jusque là nul droit n'est ouvert pour personne; et ceux-là seuls que la loi désigne à cette époque sont appelés à recueillir (1). On sent, dès lors, comment l'arrêt devait s'abstenir de prononcer sur l'exception tirée de la prescrip-

(1) Ces principes sont développés dans le Répertoire de jurisprudence, 16, v. *Effet rétroactif*.

tion de dix ans relative à l'action en nullité; ne s'occupe que de l'action en partage, qui était la seule du procès; comment, en s'écartant de cette voie, il avait commis toutes les violations de loi reprochées plus haut.

Les défendeurs reproduisaient les motifs de l'arrêt; ils ajoutaient que, dans tous les cas, et en admettant la doctrine des demandeurs sur l'application des lois nouvelles en matière de succession, ainsi que leur effet rétroactif, toujours était-il qu'il fallait du moins faire prononcer la nullité des renonciations à successions futures, insérées dans des contrats anciens sous l'empire de lois qui toléraient ces sortes de stipulations; or, dans le système de la législation actuelle que l'on invoquait, on ne reconnaissait pas de nullités de plein droit; elles devaient être, dans tous les cas, prononcées par les tribunaux, et la prescription de dix ans était alors établie pour rendre non recevable, après ce délai, toute demande à cet égard.

Du 2 juillet 1828, ARRÊT de la chambre civile, M. Brisson président, M. Bonnet rapporteur, MM. Odillon-Barrot et Mauroy avocats; par lequel :

LA COUR. — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Vu les art. 9 et 14 de la loi du 5 brum. an 2, les art. 9 et 11 de la loi du 17 niv. an 2, l'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 5, et l'art. 791 du C. civ. — Considérant que les lois de brumaire et nivôse an 2 ont disposé que les renonciations à succession ne pourront être opposées aux renonçants qui se présenteront aux successions pour y obtenir un partage égal; — Qu'à la vérité, ces lois étaient rétroactives, en ce qu'elles disposaient pour les successions ouvertes depuis 1789 jusqu'au 5 brum. an 2; mais que la loi du 18 pluv. an 5, qui a rapporté cet effet rétroactif, a confirmé virtuellement les dispositions des lois de l'an 2, pour les renonciations antérieures à ces lois, et faites à toutes les successions ouvertes depuis le 5 brum. de cette année; — Attendu que l'art. 791 du C. civ., en disposant qu'on ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, a pris les choses en l'état où elles étaient, et a nécessairement laissé subsister les dispositions des lois de l'an 2 et de l'an 5, pour toutes les successions qui s'ouvriraient postérieurement au 5 brum. an 2; — Attendu que le motif de prescription de dix ans, tiré des anciennes ordonnances et de l'art. 1304 du C. civ., n'est point applicable à l'espèce, puisqu'il s'y agissait d'une demande en partage, qui ne se prescrit que par 30 ans, et qu'il n'y avait pas lieu à demande en nullité, la loi ayant elle-même aboli les renonciations, en déclarant expressément que ces renonciations ne pourraient être opposées aux renonçants;

Attendu que l'arrêt de la cour d'Agen, en rejetant la demande en partage des sieur et dame Pigeonné, qui réclamaient leur part égale de la succession de leur mère et belle-mère, a violé les articles précités des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, l'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 5, et par suite l'art. 791 du C. civ.; — CASSÉ. » A. M. C.

COUR DE CASSATION.

Le ministère public à qui sont adressés des procès-verbaux constatant des contraventions aux lois sur les postes a-t-il la faculté de renvoyer les prévenus devant la chambre du conseil pour faire informer préalablement, ou de les citer directement devant le tribunal correctionnel? (Rés. aff.)

Le tribunal qui a connu d'une affaire en chambre du conseil pour le règlement de la procédure peut-il, quoique son ordonnance soit annulée, prendre connaissance du fond, comme tribunal correctionnel, surtout lorsque les membres de ce tribunal sont assez nombreux pour qu'on puisse s'abstenir d'y appeler les magistrats qui ont siégé à la chambre du conseil? (Rés. aff.)

Est-il permis à aucun agent de l'autorité ou de la force publique de FOUILLER DE SIMPLES VOYAGEURS, dans le seul intérêt de l'administration des postes? (Rés. nég.)

INTÉRÊT DE LA LOI. — LAFOND.

M. le procureur-général expose, etc. « Le 20 juin dernier, les gendarmes à la résidence de Roquefort, arrondissement de Mont-de-Marsan, firent des recherches dans la voiture d'une femme qui conduisait à Bordeaux deux voyageurs nommés Dominique Lacaze et Jacques Lafond, tous deux domiciliés dans le département des Hautes-Pyrénées. Ils fouillèrent aussi ces voyageurs : l'un était porteur de trois lettres, et l'autre de deux, adressées à Bordeaux. Les gendarmes constatèrent, par deux procès-verbaux, ces contraventions aux règlements des postes.

« Ces procès-verbaux furent remis au procureur du roi près le tribunal de première instance de Mont-de-Marsan, qui crut devoir employer le mode le plus propre à bien éclaircir la question de savoir si les recherches sur des individus qui ne sont ni voituriers ni entrepreneurs de transport sont

licites. Il saisit donc la chambre du conseil, pour qu'elle fût l'examen qu'elle ferait de l'affaire, et sauf l'information préalable, elle la renvoyât, sur son réquisitoire, devant la chambre correctionnelle.

« La chambre du conseil décida, le 27 juin, qu'il n'y avait pas lieu de suivre actuellement, ni par conséquent de renvoyer en police correctionnelle, sauf au ministère public de faire informer d'office, et à lui soumettre de nouveau l'affaire.

« Le procureur du roi forma opposition à cette ordonnance, et la cour l'annula par son arrêt du 4 août 1827, par le motif que la chambre du conseil du tribunal de Mont-de-Marsan était incompétente pour statuer sur le réquisitoire du ministère public, — « Attendu que, s'agissant d'une matière spéciale, il aurait dû citer directement les prévenus en police correctionnelle, sans provoquer un règlement de compétence qui était inutile; en même temps elle réservait au procureur du roi la faculté de se pourvoir en police correctionnelle, à raison du fait de la prévention, et indiqua, pour connaître de la poursuite, le tribunal de première instance de Dax. »

« Voici les principaux motifs par lesquels la cour royale a déclaré l'incompétence de la chambre du conseil du tribunal de première instance: — « Attendu, porte l'arrêt, que les art. 64 et 65 du C. d'inst. crim., d'après lesquels les plaintes et les dénonciations adressées au ministère public doivent être, par lui, transmises au juge d'instruction, ne regardent d'abord, et par leurs expressions littérales, et par le titre du paragraphe sous lequel ils se trouvent, que les simples plaintes et dénonciations, qui nécessitent en général une instruction préalable pour y fonder la décision du juge et l'application des peines, tandis qu'au cas spécial dont il s'agit le procès-verbal de constatation du délit et de la saisie des lettres fait preuve par lui seul, et suffit pour déterminer la peine à infliger aux contrevenants; — Que c'est aussi évidemment par cette raison que l'art. 5 de l'arrêté consulaire du 27 prair. de l'an 9 porte expressément que les procès-verbaux seront de suite adressés à l'officier du ministère public près le tribunal civil et correctionnel de l'arrondissement, par les préposés des postes, pour, pour-

suivre, contre les contrevenants, la condamnation de l'amende de 150 fr. au moins, et de 300 fr. au plus, pour chaque contravention; — Attendu que ce texte formel, réglant à la fois, de la manière la plus impérative, la peine à appliquer et la forme de la poursuite, imposait littéralement au procureur du roi l'obligation de se pourvoir, sans intermédiaire, au tribunal correctionnel, seul compétent pour connaître de l'affaire; la cour annule l'ordonnance pour incompetence, sans préjudice au procureur du roi de se pourvoir, si bon lui semble, ainsi qu'il avisera, en police correctionnelle, auquel effet indique, pour en connaître, le tribunal correctionnel de Dax. »

» Tel est l'arrêt que l'exposant soumet à la censure de la cour. Les motifs lui paraissent erronés : l'arrêté du 27 prair. an 9, loin de régler d'une manière impérative et textuelle la forme de la poursuite, garde à ce sujet le silence le plus absolu, et laisse dès lors le mode de procéder dans les termes du droit commun ; il se borne à dire que les procès-verbaux seront adressés à l'officier du ministère public près le tribunal correctionnel de l'arrondissement, pour poursuivre contre les contrevenants la condamnation à l'amende ; il ne prescrit nullement au procureur du roi (comme l'arrêt le suppose) de se pourvoir sans intermédiaire ; il le laisse arbitre du choix entre la citation directe et l'information préalable. A la vérité, le premier mode est en général préférable, comme offrant à la fois plus d'économie dans les frais et plus de célérité dans la poursuite, et il convient de l'employer chaque fois que la nature de l'affaire le permet, notamment lorsqu'il s'agit d'une contravention susceptible d'être prouvée par procès-verbaux ou par témoins cités directement à l'audience.

» Mais l'emploi de ce mode de procédure est facultatif ; il n'est point légalement obligatoire, au point de vicier d'incompétence les décisions de la chambre du conseil, dans le cas où la voie de l'information préalable a été, par un motif quelconque, employé de préférence (art. 182 du C. d'inst. crim.). Ainsi, dans l'espèce, la cour royale de Pau a violé cet art. 182, et faussement appliqué l'art. 5 de l'arrêté du 27 prair. an 9, en annulant pour incompetence l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Mont-de-Marsan.

» Une autre violation de la loi résulte de la disposition par laquelle la même cour a, sans nécessité et sans utilité, dessaisi le tribunal de première instance de Mont-de-Marsan de la connaissance de l'affaire pour l'attribuer au tribunal de Dax. Le tribunal de Mont-de-Marsan a été dessaisi sans nécessité et sans utilité : car, d'un côté, rien ne s'oppose à ce qu'un tribunal qui a connu d'une affaire dans la chambre du conseil pour le règlement de la procédure prenne ensuite connaissance du fond, comme tribunal correctionnel. D'autre part, le tribunal de Mont-de-Marsan étant composé de juges qui forment deux chambres, et la chambre correctionnelle pouvant juger au nombre de 3 juges, on aurait pu ne pas appeler à connaître du fond de l'affaire les magistrats qui en avaient connu dans la chambre du conseil. D'un autre côté, par une inconséquence difficile à expliquer, le tribunal de Mont-de-Marsan, dépouillé de la connaissance de l'affaire, comme tribunal de première instance, sous prétexte qu'il en avait connu comme chambre du conseil, devait cependant s'en retrouver saisi en cas d'appel, puisque le tribunal devant lequel la cour a renvoyé l'affaire appartient au même département ; — Ce considéré, etc. »

Signé MOURRE.

Du 24 avril 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Brière rapporteur par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général ; — Statuant sur le réquisitoire du procureur-général, et sur ce qu'il puisse être induit du fait inséré audit réquisitoire que les gendarmes fouillèrent les nommés D. Lacaze et J. Lafond, qu'aucun agent de l'autorité ou de la force publique puisse, en conformité des lois et règlements, fouiller de simples voyageurs, dans le seul intérêt de l'administration de la poste aux lettres ; — Adoptant, en ce qui concerne les formes de l'instruction correctionnelle, quant au mode des poursuites à exercer pour réprimer et punir les délits qui portent préjudice à cette administration, les motifs du réquisitoire ; — CASSE, dans l'intérêt de la loi. »

COUR DE CASSATION.

L'action résolutoire d'un contrat de vente, à défaut de paiement du prix, est-elle indépendante du privilège qu'a le

pendeur pour le recouvrement de ce prix, et se conserve-t-elle encore que ce privilège soit éteint par la transcription du contrat d'un tiers acquéreur? (Rés. aff.) C. civ., art. 1184 et 1654 (1).

HOUDAILLE, C. BONVALLET.

Le 3 août 1770, acte notarié par lequel Jacques Condren acquiert de Charles Champion une maison située à Vezelay, moyennant 500 liv., et à la charge de servir plusieurs rentes foncières, notamment celle de 32 liv. 10 sous, due au sieur Fore de Guingery, et hypothéquée sur l'immeuble vendu. — Jacques Condren décède; sa succession passe à ses deux filles, mariées aux sieurs Houdaille et Gin. Celles-ci, à l'an 7, s'obligent solidairement, par un nouveau titre, au paiement de la rente.

Le 30 germ. an 9, la dame Houdaille vend aux mariés Gin la part dans la maison de Vezelay, à la charge par les acheteurs de payer en l'acquit de la venderesse la moitié de la rente de 32 liv. — En 1818, les mariés Gin revendent la maison de Vezelay au sieur Bonvallet, qui fait transcrire son contrat. Aucune hypothèque n'était inscrite sur l'immeuble vendu.

Peu de temps après, le sieur Lebrun, cessionnaire de la rente de 32 liv., fait commandement aux mariés Houdaille de lui payer deux années d'arrérages. Ceux-ci forment opposition en se fondant sur ce que, depuis l'an 9, ayant cessé d'être détenteurs de la maison, ils ne sont plus débiteurs de la rente. Assignés devant le tribunal d'Avalon, ils appellent les mariés Gin et le sieur Bonvallet en garantie. Ils concluent, pour défaut de paiement du prix, à la résolution de la vente qu'ils ont consentie aux mariés Gin, et au délaissement de l'immeuble de la part du sieur Bonvallet.

Le 30 août 1820, jugement qui déboute les mariés Houdaille de leur opposition, adjuge au sieur Lebrun ses conclusions, condamne les mariés Gin et Bonvallet à les garantir et indemniser des condamnations prononcées au profit de ce

(1) Voy., dans le même sens, t. 2 1818, p. 177; t. 2 1816, p. 378; t. 1 1812, p. 321; — nouv. éd., t. 19, p. 351; t. 18, p. 201; t. 12, p. 705.

dernier, sinon, et faute de ce faire dans la huitaine, après la signification du présent jugement, déclare dès à présent résiliée, sans qu'il soit besoin de nouveau jugement, la vente consentie par les mariés Houdaille aux mariés Gin; déclare le présent jugement commun avec les mariés Bonvallet, qui seront tenus de délaisser la maison dont il s'agit, et en cas de résolution de la vente de cette maison, condamne les mariés Gin à acquitter les arrérages dus au sieur Lebrun pour l'année 1818, et les mariés Bonvallet ceux dus pour l'année 1819; condamne lesdits mariés Gin et Bonvallet solidairement aux dépens envers les mariés Houdaille, et condamne en même temps les mariés Gin, par toutes les voies de droit, même par corps, à garantir les mariés Bonvallet de toutes les condamnations prononcées contre eux. »

Le 31 oct. 1820, le sieur Bonvallet interjette appel de ce jugement. Les mariés Houdaille opposent à cet appel une fin de non recevoir, motivée sur ce que le jugement était mal à propos qualifié en premier ressort. — Le 28 fév. 1821, arrêt de la cour royale de Paris, qui, par ce motif, déclare l'appel non recevable.

Pourvoi en cassation de la part de Bonvallet.

Le 16 mars 1824, arrêt qui casse et renvoie devant la cour royale d'Orléans. Devant cette cour, le sieur Bonvallet soutient notamment qu'il y a irrégularité de l'action en délaissement dirigée contre un *tiers détenteur*, tant qu'elle n'a pas été précédée d'une demande régulière en résiliation de la vente contre *l'acquéreur intermédiaire* qui n'en a pas payé le prix.

Le 21 av. 1825, arrêt de la cour d'Orléans, « qui met au néant les dispositions du jugement qui ont prononcé contre le sieur Bonvallet la résolution du contrat de vente du 4 mars 1818, le décharge des condamnations contre lui prononcées; faisant droit au principal, déclare les mariés Houdaille non recevables dans leurs demande et conclusions contre Bonvallet; donne acte au sieur Lebrun de ce qu'il s'en rapporte à droit. »

— La cour royale considère, entre autres motifs, — Que, pour le contrat de vente du 4 mars 1818, Bonvallet n'a pas été chargé du service de la rente dont il s'agit; — Que, ce dernier ayant rempli les formalités prescrites pour la purge des privilèges et hypothèques, sans qu'il se soit trouvé, de

Les mariés Houdaille, aucune inscription sur la maison par lui acquise, il en est devenu propriétaire incommutable ; Que, faute pour les mariés Houdaille d'avoir conservé, par une inscription prise en temps utile et dans les formes prescrites, l'hypothèque qu'ils avaient sur ladite maison en vertu de leur contrat du 30 germ. an 9, ils sont non recevables dans leurs demande et conclusions contre Bonvallet. »

Les époux Houdaille ont soutenu que cet arrêt avait violé l'art. 1654 du C. civ., et faussement appliqué les principes relatifs aux privilèges.

Bonvallet a répondu que la cause était régie par les principes de la jurisprudence antérieure au code civil, laquelle admettait pas que la clause résolutoire fût toujours sous-entendue, dans le contrat de vente, contre le tiers acquéreur qui avait rempli les formalités de la purge. Il a excipé d'ailleurs que l'acte dont il s'agissait n'était pas une vente, mais un partage.

Le 26 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Ruperou* rapporteur, MM. *Isambert* et *Colle* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Joubert*, premier avocat-général; — Vu les art. 1184 et 1654 du C. civ.; — Attendu que la charge imposée par l'acte du 30 germ. an 9 aux mariés Gin, acquéreurs, de verser, à l'acquit des mariés Houdaille, vendeurs, la moitié de la rente de 32 liv. 10 sous affectée sur l'immeuble aliéné, formait une portion du prix de la vente; — Que les dispositions des art. 1184 et 1654 précités, qui donnent au vendeur le droit de demander la résolution de la vente, si l'acheteur n'en paie pas le prix, sont conformes aux règles établies par l'ancienne jurisprudence française, laquelle s'était écartée de la rigueur des principes du droit romain en cette matière; — Que, ce droit du vendeur étant un droit réel qui affecte et suit la chose par lui vendue, en quelques mains qu'elle passe, son acquéreur ne peut y porter aucune atteinte en revendant cette chose, parce qu'il ne peut transmettre à autrui plus de droits qu'il n'en a lui-même; — Qu'ainsi, quelle que soit la bonne foi du tiers acquéreur, il n'a acquis que la même propriété qu'avait son vendeur, laquelle était modifiée par le droit de celui-ci qu'avait le vendeur primitif de la revendiquer, si le prix ne lui en avait pas été payé; — Qu'il ne faut pas confondre le privilège qu'a le vendeur pour le recouvrement du prix qui lui est dû avec le droit qu'il a de demander la résolution de la vente si ce prix ne lui est pas payé; — Que, si le privilège a besoin d'être conservé par une inscription régu-

lière pour n'être pas purgé par la transcription, il n'en est pas ainsi; le droit de demander la résolution, parce que, son exercice étant hors du régime hypothécaire, son effet ne peut recevoir d'atteinte par la transcription, qui ne purge que les privilèges et les hypothèques, sans ajouter aux droits qui ont été transmis à l'acquéreur sur la chose vendue; — Attendu, en dernier lieu, qu'il n'y a pas lieu à prononcer l'exception du sieur Bonvallet, tirée de ce que l'acte du 30 germ. n'était pas une vente, mais un partage, parce que la cour d'Orléans, sans s'expliquer sur le mérite de cette exception, a considéré cet acte comme une vente; — De tout quoi il résulte qu'en décidant, que les mariés Houdaille, faute par eux d'avoir conservé leur hypothèque par inscription régulière, étaient non recevables dans leur demande en résolution contre Bonvallet, tiers acquéreur, de la vente par eux consentie aux mariés Gin, l'arrêt attaqué a violé les art. 1184 et 1654 du Code de Procédure, et faussement appliqué les art. 2106 et 2166 du même code;

CASSE. S.

COUR DE CASSATION.

Les instances suivies par la direction de l'enregistrement pour le recouvrement des amendes prononcées à la requête de l'administration forestière doivent-elles être instruites et jugées sur simples mémoires respectivement signifiés, et sans plaidoiries? (Rés. aff.)

LA RÉGIE, C. VATTAIRE-BAILLY.

Le 27 sept. 1825, jugement par défaut du tribunal correctionnel d'Auxerre qui condamne *Nicolas Vattaire* à 40 fr. d'amende pour délit forestier commis dans un bois de l'état, et à pareille somme pour dommage résultant de ce délit.

Le 28 fév. 1826, ce jugement est signifié au sieur Vattaire par l'administration des forêts; et, le mai suivant, commandement lui est fait, par la direction générale de l'enregistrement et des domaines, de payer le montant des condamnations prononcées contre lui.

Opposition à ce commandement par *Nicolas Vattaire*, avec assignation au tribunal civil d'Auxerre, qui, par jugement du 15 juil. 1826, renvoie la cause et les parties à l'audience, pour y être procédé suivant les formes admises en matière ordinaire, — « Attendu qu'aux termes de l'art. 64 de la loi du 22 frim. an 7, le tribunal, constitué en bureau ouvert, n'est appelé qu'à prononcer sur le mérite des poursuites dirigées par la régie, pour le recouvrement des droits

l'enregistrement, ou d'amendes pour ces mêmes droits, et
 dans l'espèce, il s'agit de juger une opposition relative
 à une amende pour délit forestier, ce qui rentre dans les at-
 tributions ordinaires du tribunal. »

La régie de l'enregistrement s'est pourvue en cassation con-
 tre ce jugement pour violation de l'art. 23, tit. 8, de la loi
 du 15 sept. 1791, et de l'art. 17 de celle du 27 vent. an 9.

Le 11 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson*
 président, M. *Boyer* rapporteur, M. *Teste-Lebeau* avocat,
 par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Joabert*, premier avocat-
 général; — Vu les art. 23, tit. 8, de la loi du 29 sept. 1791, et 17 de celle
 du 27 vent. an 9; — Attendu que, d'après le premier de ces articles, la
 poursuite pour le recouvrement des amendes prononcées à la requête
 de l'administration forestière doit être faite par la direction générale de
 l'enregistrement et des domaines; — Attendu qu'aux termes du second,
 l'instruction des instances suivies par la direction générale de l'enre-
 gistrement et des domaines, pour toutes les perceptions qui lui sont
 confiées, doit se faire par simples mémoires respectivement signifiés,
 sans plaidoiries; — Attendu qu'en ordonnant, dans l'espèce, que l'in-
 struction de l'instance sur le recouvrement de l'amende prononcée
 contre le défendeur et défailant par le jugement du tribunal de police
 correctionnelle d'Auxerre, du 27 sept. 1825, pour délit forestier, au-
 rait lieu suivant les formes réglées en matière civile ordinaire, au lieu
 d'être suivie dans les formes spéciales prescrites pour le recouvrement
 des perceptions confiées à la régie de l'enregistrement et des domaines,
 le jugement attaqué a violé les articles de loi ci-dessus cités; —

CASSE. »

COUR DE CASSATION.

*Une cour royale peut-elle, sans encourir la censure de la
 cour de cassation, juger par un seul et même arrêt plu-
 sieurs affaires correctionnelles qu'elle a reconnues n'être
 pas connexes, lorsque la division de ces affaires n'a été
 demandée ni en première instance ni en appel, et que
 d'ailleurs chaque affaire a été jugée par une disposition
 distincte ? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 226 et 227.*

ALARD, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Du 8 mai 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M.
Bailly faisant fonctions de président, M. *de Cardonnel* rap-
 porteur, M. *Guillemin* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Laplagne-Barris*, avocat général ; — Attendu que, par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal d'Angoulême, du 5 nov. 1827, les sieurs Alard, Durand et Blanleuil ont été déclarés prévenus de plusieurs faits constituant le délit d'escroquerie, en matière de recrutement, pour lequel ils avaient été dénoncés tous les trois au ministère public, et à raison desquels il avait été instruit contre eux en même temps ; que lesdits Alard, Durand et Blanleuil furent, par suite, renvoyés en police correctionnelle ; qu'il n'y eut aucune réclamation contre cette ordonnance de la chambre de conseil ; que, traduits tous les trois en vertu de cette ordonnance devant le tribunal de police correctionnelle d'Angoulême, ils ne réclamèrent point non plus la disjonction des procédures, à raison de ce que les faits imputés à chacun d'eux, n'étant point connexes, devaient donner lieu à des jugements différents ; que, lesdits trois prévenus ayant été acquittés en première instance, faute de délit suffisamment prouvé, le ministère public interjeta appel de ce jugement devant la cour royale de Bordeaux, où les défenseurs des trois prévenus conclurent purement et simplement au maintien du jugement du tribunal correctionnel qui les avait acquittés, et ne conclurent nullement à la division du jugement ;

• Que, cependant, la cour royale ayant reconnu que, quoiqu'il s'agisse de délits de même nature imputés à Blanleuil, Durand et Alard, il n'y avait point, entre ces délits, connexité, puisqu'il n'y avait concordance ni de temps, ni de fait, ni de personne ; qu'ainsi, la cour devait statuer séparément sur chacun de ces prévenus par des dispositions distinctes ; en conséquence, la cour, prononçant séparément, et par une disposition distincte et spéciale, sur chacun des trois prévenus, confirma, pour Durand et Blanleuil, et pour chacun d'eux en particulier, le jugement de première instance ; et que, par une troisième disposition distincte, relative au sieur Alard, la cour, réformant ledit jugement, déclara ledit Alard coupable du délit d'escroquerie, pour s'être fait délivrer par Verdeau une somme de 700 fr., qui ne lui était pas due, en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, et le condamna à un an d'emprisonnement et 50 fr. d'amende. — Que l'arrêt prononcé contre ledit Alard, par une disposition distincte de celle qui statua sur le sort des autres prévenus, ne contient aucune infraction quelconque aux art. 226 et 227 du C. d'inst. crim., puisque, de fait, il a été prononcé séparément sur chacun des prévenus ; que la mesure prise, à cet égard, par la cour royale, est d'ailleurs conforme à l'esprit et aux dispositions de la loi, et qu'elle s'induit notamment de l'art. 328 du C. d'inst. crim. ; — Renvoyé.

COUR DE CASSATION.

matière correctionnelle, un témoin appelé à déposer peut-il, s'il ne se trouve pas dans les exceptions légales, se dispenser de dire toute la vérité à la justice, sous le prétexte que LES PARTIES LUI AURAIENT FAIT QUELQUES CONFIDENCES SOUS LE SCEAU DU SECRET? (Rés. nég.) C. pén., art. 378.

INTÉRÊT DE LA LOI. — D'AUTERIVE.

M. le procureur-général expose, etc. — « Les nommés *Fer-*
gut et *Bringuier* furent cités à comparaître, le 15 fév.
rier, devant le tribunal correctionnel d'Espalion, com-
me prévenus, l'un de coups et blessures volontaires, l'autre de
rébellion envers les agents de la force publique. — Au nom-
bre des témoins produits par le ministère public se trouvait
le sieur *D'Auterive*. Ce témoin prêta, comme les autres,
serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; cependant,
après avoir prêté ce serment, il déclara « que les parties lui
avaient fait quelques confidences sous le *sceau du secret*,
et qu'en homme d'honneur il ne pouvait pas manquer à la
parole qu'il avait donnée. »

« Le ministère public conclut à ce que le tribunal ordon-
nât que le témoin déposerait sur tout ce qui était à sa con-
naissance. Mais le tribunal ordonna seulement « que le té-
moin ferait sa déclaration sur les faits qui étaient à sa con-
naissance, et qu'il ne tenait pas sous la foi du secret. »

« C'est cette disposition du jugement du tribunal d'Espa-
n que l'exposant est chargé de soumettre à la censure de
la cour. — En effet, un témoin appelé devant la justice
doit toute la vérité qu'il a juré de lui dire, et qui peut
éclairer la religion des magistrats. Il ne saurait être dispensé
de cette obligation que dans le cas où, dépositaire, par état
ou par profession, d'un secret qu'on lui a confié, la loi elle-
même lui en interdit la révélation, sous des peines établies
par le code pénal (art. 378). Hors ce cas, la promesse du se-
cret, garantie même sous la foi du serment, n'est jamais un
motif légitime de refuser à la justice les révélations qu'elle
demande dans l'intérêt de la société.

C'est ce que la cour de cassation a jugé par un arrêt cé-

lèbre, sous la date du 38 nov. 1820 (1). Elle a dit « que le serment de ne pas révéler, prêté volontairement hors la nécessité des fonctions civiles ou religieuses, ne pouvait être un motif de refuser à la justice les révélations qu'elle requérait dans l'intérêt de la société. » — Ce considéré, etc.
» Signé MOURRE. »

Du 8 mai 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Gary rapporteur par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat général; — Statuant sur le réquisitoire du procureur-général du roi et en adoptant les motifs, — CASSE, dans l'intérêt de la loi, le jugement. »

COUR DE CASSATION.

Un arrêt qui constate que le ministère public a été entendu doit-il mentionner, à peine de nullité, le nom de l'officier du ministère public qui a porté la parole ? (Rés. nég. C. proc., art. 138 et 141.)

Est-il nécessaire, à peine de nullité, que l'officier du ministère public qui a donné ses conclusions dans une affaire soit présent à l'audience où le jugement est prononcé ? (Rés. nég.) Ibid.

Un arrêt qui annule un testament olographe, en se fondant sur ce qu'il n'est pas suffisamment établi que cet acte ait été écrit par celui auquel on l'attribue, peut-il être attaqué pour défaut ou insuffisance de motifs ? (Rés. nég.)

CAUVIN, C. LAMARTINIÈRE.

Un jugement du tribunal civil de Coutances avait annulé un testament olographe dont se prévalait la demoiselle Cauvin, attendu qu'il résultait d'un rapport d'expert que ce testament n'était écrit ni signé par le sieur Bonté-de-Lamartinière, auquel la demanderesse l'attribuait. — Sur l'appel de la demoiselle Cauvin, la cour royale de Caen confirma le jugement de première instance. La cour considéra « qu'il résultait bien de l'enquête ordonnée que Bonté-de-Lamarti-

(1) Voy. anc. col., t. 1^{er} 1821, p. 401; nouv. éd., t. 21, p. 838.

nière avait manifesté l'intention de tester en faveur de la demoiselle Cauvin; mais qu'il n'était pas suffisamment établi au procès qu'il eût réalisé son intention, et que le testament dont elle s'autorisait fût son ouvrage. »

La minute de cet arrêt ne contenait pas le nom de l'officier du ministère public qui avait donné ses conclusions dans la cause. En outre, le ministère public n'avait pas assisté à l'audience où l'arrêt avait été prononcé.

La demoiselle Cauvin s'est prévalue de ces circonstances pour demander la cassation de l'arrêt. Elle a soutenu que l'omission du nom de l'officier du ministère public dans la minute de l'arrêt, et son absence au moment de sa prononciation, constituaient une violation des art. 138 et 141 du C. de proc., combinés avec les art. 82 et 88 du décret du 30 mars 1808, 46 de la loi du 20 av. 1810, 83 et 84 du C. de proc., 50, 51 et 52 de la loi du 6 juil. 1810.

La cour royale, ajoutait la demanderesse, ne pouvait d'ailleurs annuler le testament en se fondant uniquement sur ce qu'il n'était pas suffisamment établi au procès que cet acte fût l'ouvrage du sieur de Lamartinière; un pareil motif ne suffisait pas pour annuler un acte que l'art. 1008 du C. civ. réputait sincère jusqu'à la preuve contraire. La cour royale a donc violé cet article, ou du moins les art. 141 du C. de proc., et 7 de la loi du 20 av. 1810, d'après lesquels les arrêts doivent être motivés, à peine de nullité.

Le 12 juin 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Borel de Bretizel, conseiller-président, M. Voisin de Gartempe rapporteur, M. Guillemain avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Lebeau, avocat-général; — Sur le premier moyen, — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt que le ministère public fut entendu dans l'audience du 7 mars, après le rapport sur le délibéré, par le juge-commissaire; — Attendu que, quoiqu'il soit dans l'usage de dénommer l'officier du ministère public qui a donné ses conclusions dans les affaires sujettes à communication, et dont le nom doit être inscrit en marge des feuilles d'audience signées par le président; cependant la mention de son nom dans la minute des arrêts peut être omise sans qu'il en résulte une nullité que n'a ni prévue ni dû prononcer la loi; — Attendu qu'il ne peut résulter non plus une nullité quelconque de ce qu'au moment où l'arrêt aurait été prononcé (après avoir entendu le ministère public), celui-ci se serait trouvé absent de l'audience, d'autant que, dans la cause

actuelle, l'arrêt eût été inattaquable, lors même qu'il n'y eût pas eu de conclusions du ministère public, puisque toutes les parties étaient majeures, et qu'il ne s'agissait, en aucune sorte, d'intérêt ou d'ordre public :

• Sur le deuxième moyen. — Attendu que, si les défendeurs éventuels ont produit de nouvelles conclusions, en répétant celles déjà prises antérieurement à la mise de la cause en délibéré, ce fut, ainsi que le constate la copie de l'arrêt sur laquelle a été formé le pourvoi, à l'audience du 6, avant le rapport et les conclusions du ministère public, et non, comme veut aujourd'hui le prétendre la demanderesse, seulement le 8, après la remise de la cause pour la prononciation de l'arrêt.

— Attendu que, lors même qu'elle pourrait critiquer la nouvelle production de ses nouvelles conclusions, il suffit qu'elles aient été rejetées formellement et très explicitement par l'arrêt, pour qu'elle soit sans droit comme sans intérêt à se plaindre, dans la forme, d'une production dont elle n'a reçu aucun dommage ;

• Sur le troisième moyen, — Attendu que, si l'arrêt reconnaît qu'il peut résulter de l'enquête que le sieur Bonté-de-Lamartinière avait témoigné l'intention de tester en faveur de la demanderesse, néanmoins il décide, en fait, que le testament dont elle excipe n'est pas justifié être écrit et signé de la main de celui-là ; en conséquence, l'arrêt le rejette par les mêmes motifs qui ont déterminé les premiers juges à adopter l'avis des experts, d'après lequel le testament est reconnu n'être écrit ni signé de la main de Bonté-de-Lamartinière : d'où suit que cet arrêt ne viole ni les art. 141 du C. de proc., et 7 de la loi du 20 av. 1810, ni l'art. 1008 du C. civ., tout-à-fait sans application, les uns comme les autres, à la présente cause ; — REJETTE, etc. S.

COUR DE CASSATION.

Le commis SALARIÉ d'un sous-préfet payé par lui doit-il être considéré comme un serviteur à gages ? (Rés. aff.)

Par conséquent, s'il soustrait frauduleusement et applique à son profit des mandats délivrés au sous-préfet pour son traitement et pour abonnement à titre de frais de bureaux, commet-il un vol domestique ? (Rés. aff.) C. pén., art. 386 et 408.

MINISTÈRE PUBLIC, C. BENOÎT.

Jean Benoît était commis salarié du sous-préfet de Marmande. En cette qualité, il allait souvent à la recette toucher le traitement du sous-préfet et l'abonnement de ses bureaux.

Le 5 nov. 1827, Benoît reçut une somme de 585 fr. 25

ent. pour le sous-préfet. Il s'empara de cette somme et prit la fuite. — Une procédure fut instruite contre lui; mais la chambre du conseil le renvoya des poursuites, par ordonnance du 3 janv. 1828, ainsi motivée : — « Attendu, ainsi que l'a déclaré M. le préfet de Marmande, que Benoît était commis à la sous-préfecture, chargé de la comptabilité des percepteurs; qu'il n'était point dans ses attributions particulières plutôt que dans celles des autres employés d'aller chercher le montant des mandats pour le traitement de M. le sous-préfet, et d'abonnement pour ses bureaux; que ce magistrat chargeait quelquefois de cette mission les autres employés et même les garçons de bureaux de la sous-préfecture; que, si Benoît en était chargé le plus habituellement, c'était à raison de ses rapports fréquents avec la recette; que, si ce magistrat remit à Benoît les mandats qui ont donné lieu à la procédure actuelle, ce fut pour profiter de l'occasion, Benoît lui ayant dit qu'il allait à la recette pour vérifier ses écritures avec celles de la recette, relativement à la comptabilité des percepteurs : — D'où il suit évidemment que Benoît, en gardant devers lui le montant de ces mandats, a commis un abus de confiance, non un vol domestique;

« Mais attendu, suivant la même déposition, qu'il n'entraînait pas dans les obligations de Benoît de faire de pareils recouvrements; qu'il ne recevait aucun salaire pour cet objet; qu'il n'était conséquemment qu'un mandataire officieux et gratuit; que l'abus de confiance en pareille circonstance n'est punissable d'aucune peine, d'après l'art. 408 du C. pén., et l'arrêt de la cour de cassation du 20 mai 1814; que, par suite, il ne peut donner lieu qu'à l'action civile. »

Le procureur du roi forma opposition à l'ordonnance; mais la cour royale d'Agen, chambre des mises en accusation, en adopta les motifs, et la confirma par arrêt du 11 janv. Le procureur-général s'est pourvu en cassation contre cet arrêt, qui a été annulé ainsi qu'il suit.

Du 14 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. de Cardonnel rapporteur, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil, et avoir repris son audience publique; — Vidant son délibéré et statuant sur le

pourvoi du procureur-général près la cour royale d'Agen. — Vu les art. 379, et 386, n° 3, du C. pén., dont voici le texte : « Art. 379. « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. — Art. 386. Sera puni de la peine « de la réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas « ci-après :... 5° si le voleur est un domestique ou un homme de service « à gages. » ;

• Considérant qu'il est constant en fait, et déclaré par l'arrêt du 11 janv. dernier, rendu par la chambre des mises en accusation de la cour royale d'Agen (comme cela avait déjà été reconnu et déclaré par l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de Marmande, dont ledit arrêt a adopté tous les motifs), que *Jean Benoît*, qui n'était revêtu d'aucun caractère public, était, à l'époque de la soustraction à lui imputée, *commis-salarié du sous-préfet de Marmande*, payé par lui, et par conséquent un de ses *serviteurs à gages*, un homme à sa disposition pour tels des objets analogues à la sous-préfecture qu'il jugeait à propos de lui confier;

• Considérant que c'est en cette qualité que Benoît était, plus souvent que tout autre employé salarié comme lui, chargé par le sous-préfet d'aller recevoir le montant des mandats délivrés à ce magistrat, pour son traitement et son abonnement à titre de frais de bureau, abonnement dont le montant est devenu dès lors sa propriété absolue, au point qu'il est libre d'en faire tel emploi que bon lui semble, sans être tenu d'en rendre aucun compte; que c'est en la même qualité que, dans l'espèce, il a été chargé par ledit sous-préfet d'aller toucher le mandat de même nature, s'élevant à 583 fr. 23 c., énoncé audit arrêt du 11 janv. : — D'où il suit qu'en soustrayant et en appliquant frauduleusement à son profit cette somme par lui touchée, Benoît a commis un vol qualifié, punissable de réclusion, aux termes dudit art. 386, n° 3, du C. pén., un crime de la compétence de la cour d'assises ;

• Et attendu que, néanmoins, sur le fondement erroné que, selon elle, Jean Benoît était, dans la mission de laquelle il s'agit, attaché à un service particulier de la personne du sous-préfet, et n'avait fait fonction que de mandataire officieux et castruit, la cour royale d'Agen a jugé, par son arrêt dudit jour 11 janv., que la soustraction reprochée à Benoît ne pouvait présenter qu'un simple abus de confiance, et, par suite, a dit qu'il n'y avait lieu à poursuivre contre lui, et a ordonné sa mise en liberté; en quoi elle a dénaturé les faits reconnus constants par elle comme par ladite chambre du conseil, méconnu leur qualification légale de vol commis par un homme de service à gages, et violé tant l'art. 379 que l'art. 386, n° 3, du C. pén.; — Par ces motifs, **CASSE** ledit arrêt. »

COUR DE CASSATION.

Est-il suffisamment motivé l'arrêt qui, pour refuser un sursis réclamé par le défendeur afin de se procurer certaines pièces, s'est fondé sur ce que l'action du demandeur était justifiée par des pièces dont l'effet ne pourrait être détruit par d'autres, et sur ce que d'ailleurs le défendeur ne pouvait imputer qu'à lui-même l'impossibilité où il disait être de représenter les pièces nécessaires à sa défense ? (Rés. aff.)

Dans une instance en séparation de corps, le président peut-il indiquer d'office la maison où devra se retirer la femme, même lorsque celle-ci est défenderesse en séparation ? (Rés. aff.) C. proc., art. 878.

Lorsque, après un jugement définitif qui prononce la séparation de biens, le mari a formé une demande en séparation de corps, et qu'une ordonnance du président a renvoyé les parties devant le tribunal, pour instruire aux termes du droit, le mari qui n'a point réclamé contre cette disposition de l'ordonnance prononçant le renvoi peut-il, en appelant du jugement de séparation de biens, proposer sa demande en séparation de corps comme reconventionnelle, et prétendre qu'il doit être statué sur les deux demandes par le même arrêt ? (Rés. nég.)

Les instances en séparation de corps, n'ayant pas pour but de dissoudre le lien du mariage et de changer l'état civil des époux, doivent-elles être jugées en audience solennelle ? (Rés. nég.) (1)

Le concours des juges-auditeurs dans les tribunaux composés de trois juges seulement est-il autorisé par la loi ? (Rés. aff.) (2)

CHATELLIER, C. SA FEMME.

Par deux jugements des 9 janv. et 20 fév. 1827, le tribunal de première instance de Jonzac prononça la séparation

(1) Voy. un arrêt dans le même sens, ci-dessus, p. 345.

(2) La section criminelle de la cour de cassation a décidé, par arrêt du 27 mars, qu'un juge-auditeur âgé de 25 ans peut faire partie d'une cour d'assises. Voy. plus haut p. 190.

de biens entre les époux *Chatellier*. — Le tribunal était composé d'un président, d'un juge titulaire et d'un juge-auditeur.

Le 26 fév., le sieur *Chatellier* forma contre sa femme une demande en séparation de corps. Les parties comparurent devant le président, qui, n'ayant pu les concilier, rendit une ordonnance par laquelle il les renvoya à se pourvoir, et autorisa la femme à quitter le domicile conjugal. — Le sieur *Chatellier* interjette appel tant de cette ordonnance que des jugements des 9 janv. et 20 fév. 1827. Il propose sa demande en séparation de corps comme réconventionnelle à l'action de sa femme en séparation de biens, et il soutient que la cour doit statuer par le même arrêt sur ces deux demandes; il conclut à ce que la cause soit jugée en audience solennelle, attendu qu'il s'agit d'une demande en séparation de corps; à ce que l'ordonnance du président soit annulée, en ce qu'elle autorise la dame *Chatellier*, *défenderesse*, à habiter une autre maison que celle de son mari. Il soutient que les jugements sont viciés de nullité, en ce qu'ils ont été rendus avec le concours d'un juge-auditeur; enfin il demande un sursis jusqu'à ce qu'il ait fait venir de Paris des pièces nécessaires à sa défense.

Le 14 juin 1827, arrêt de la cour royale de Poitiers qui démet le sieur *Chatellier* de ses conclusions, — « Attendu que la demande en séparation de corps est une demande principale et indépendante de celle en séparation de biens sur laquelle il a été statué définitivement par jugement du 20 fév.; que l'ordonnance du président du tribunal de Jonzac, en date du 26 fév., contient une première disposition qui renvoie *Chatellier* à se pourvoir aux formes de droit, c'est-à-dire à suivre sa demande conformément à l'art. 878 du C. de proc. civ. et à l'art. 301 du C. civ.; — Que cette disposition doit recevoir son exécution, et qu'aux termes d'icelle la connaissance de la demande en séparation de corps est déferée au tribunal de première instance, et que la cour n'en peut être saisie; — Attendu que les conclusions réconventionnelles tendant à séparation de corps ne peuvent produire l'effet d'investir la cour d'une demande légalement renvoyée au tribunal de première instance, et que le demandeur lui-même n'a pas considérée comme défense à l'action en sépa-

ation de biens, puisqu'il ne l'a formée, suivant les règles prescrites, qu'après le jugement de cette demande; — Attendu que l'art. 22 du décret du 30 mars 1808 ne prescrit de porter aux audiences solennelles que les contestations sur l'état civil; que les demandes en séparation de corps ne peuvent être rangées parmi les contestations de cette nature, et que la cause a été attribuée et liée à la première chambre de la cour; — Attendu que l'art. 13 de la loi du 20 av. 1810 dispose qu'il sera établi des juges-auditeurs...; que l'art. 15 ordonne que le mode de nomination et de service de ces juges sera réglé par des règlements d'administration publique; et qu'en vertu de ces règlements le sieur Canolle a été investi du caractère nécessaire pour exercer ses fonctions; — Attendu que les pièces produites justifient que la dot de la dame Chatellier donne lieu de craindre que les biens de son mari ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de sa femme; que le sieur Chatellier ne peut imputer qu'à lui-même l'impossibilité où il se dit être de représenter des pièces nécessaires à sa défense, et qu'il est évident que ces pièces ne pourraient détruire l'effet des actes produits. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Chatellier, fondé sur cinq moyens. — 1° L'arrêt attaqué, disait le demandeur, n'a pas motivé la disposition par laquelle il écarte ma demande en sursis pour pouvoir attendre et produire des pièces nécessaires à ma défense; partant, violation de l'art. 141 du C. de proc., et de l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810.

2° La cour royale a violé l'art. 878 du C. de proc., qui porte que, « lorsque le président ne pourra concilier les époux, il les renverra à se pourvoir, et autorisera la femme à procéder *sur la demande* en séparation de corps, et à se retirer provisoirement dans la maison qu'il indiquera... » Le demandeur prétendait que cet article ne statuait qu'à l'égard de la femme, *demanderesse* en séparation de corps, et que dès lors le président n'avait pu, dans l'espèce, indiquer d'office une maison à la femme Chatellier, qui était *défenderesse*.

3° S'il est vrai, disait le demandeur, qu'aucun texte exprès de loi n'oblige les juges à admettre les demandes reconventionnelles, il est constant qu'ils ne peuvent, sans violer

les droits de la défense, les repousser lorsqu'elles sont une défense à l'action principale (C. de proc., art. 464).

4° La demande réconventionnelle tendant à une séparation de corps intéressait l'état civil des époux; elle devait, en conséquence, être jugée en audience solennelle (déc. du 30 mars 1808, art. 22; déc. du 6 juil. 1810, art. 9, § 2).

5° Violation des art. 58 et 59 de la charte, qui portent : « Les juges nommés par le roi sont inamovibles. — Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus; il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi. », en ce que l'arrêt attaqué a décidé qu'un jugement auquel avait concouru un juge-auditeur n'était point nul.

Le germe de l'institution des auditeurs, disait-on sur ce moyen, se trouve dans un décret du 16 mars 1808. Sous le nom de juges-auditeurs, ils faisaient partie des cours d'appel. La loi du 20 av. 1810 changea la dénomination de juges-auditeurs près les cours d'appel en celle de conseillers-auditeurs (art. 12); en outre, elle disposa qu'il serait établi des juges-auditeurs qui seraient mis à la disposition du ministre de la justice, à l'effet d'être envoyés pour remplir les fonctions de juges dans les tribunaux de trois juges seulement (art. 13). Par son article 15, la même loi porte que le mode de nomination des juges-auditeurs, celui de leur service, etc., et généralement tout ce qui, étant relatif à l'institution, n'est pas réglé par la présente loi, le sera par des règlements d'administration publique. Peu de temps après, un décret du 22 mars 1813, dérogeant à cette loi, autorisa l'envoi des juges-auditeurs dans les tribunaux composés de plus de trois juges. Remarquons que ce décret n'a pas été exécuté; que la loi elle-même du 20 av. 1810 ne reçut pas d'exécution en ce qui concerne les juges-auditeurs; qu'on ne cite pas une nomination de juges-auditeurs jusqu'en 1814.

Tel était l'état des choses, lorsque fut promulguée la charte constitutionnelle. Quand, par son article 58, elle garantit qu'il ne serait rien changé aux tribunaux existants qu'en vertu d'une loi, elle n'entendit pas consacrer une institution qui semblait tacitement abolie, ni reconnaître un décret qui n'avait créé aucun droit. D'ailleurs, en proclamant l'inamovibilité des juges, la charte frappait à jamais d'interdiction une magistrature dépendante et amovible. Telle n'a point été

Opinion de M. de Peyronnet. Par deux ordonnances des 19 nov. 1823 et 11 fév. 1824, il a placé des juges-auditeurs, sans distinction, près des tribunaux de première instance, quel que fut le nombre des juges dont ces tribunaux étaient composés. Ces ordonnances en opposition formelle avec la charte de 1814 sont point obligatoires. Vainement, pour en soutenir la validité, allègue-t-on qu'elles s'appuient sur le décret du 22 frim. 1813 et sur la jurisprudence de la cour de cassation, relative aux décrets législatifs. Cette jurisprudence n'a pas consacré l'usurpation au point de donner force obligatoire à des décrets morts en naissant; elle a seulement confirmé l'exécution de ceux qui avaient été mis en vigueur, et qui avaient créé des droits au moment où la charte a été promulguée.

Au reste, tout est, dans ce fait, incontestable : que le gouvernement impérial n'a point usé de la faculté d'instituer des juges-auditeurs d'aucune espèce, et que la charte a troublé la magistrature dans cet état. — La charte a donné l'inamovibilité aux magistrats. Sont-ils inamovibles, ces jeunes juges que les ordonnances déclarent ambulants? On ne parle même ici du défaut de traitement que cependant le décret de 1813 leur accordait. Comment un ministre de la justice a-t-il pu oublier ce grand principe posé par l'une des lois les plus célèbres de la monarchie, par l'ordonnance de Philippe-le-Bel, de l'an 1302, qui déclare la justice sédentaire en France, principe toujours respecté jusqu'à présent! Il appartient à la cour suprême, rempart naturel des droits et des garanties judiciaires, de rendre à la magistrature cette unité qui gît essentiellement dans l'indépendance de tous ses membres, et aux citoyens le droit imprescriptible de n'être jugés par commissaires. (1)

M. Lebeau, avocat-général, a conclu à l'admission du pourvoi. Sur le 5^e moyen, ce magistrat a pensé que l'institution des juges-auditeurs n'était pas en harmonie avec la charte,

(1) Une pétition sur l'illégalité de l'institution des juges-auditeurs a été adressée à la chambre des députés durant la dernière session, et renvoyée par la chambre à M. le garde des sceaux. Voy. le rapport de M. Girod de l'Ain, *Moniteur* du 25 mars 1828. Voy. aussi les notes de M. Duvergier sur les ordon. des 19 nov. 1823 et 11 fév. 1824. *Codex des lois*, t. 24, p. 373 et 427.

qui avait consacré le principe de l'inamovibilité des juges que l'art. 59 de la charte, en maintenant la magistrature telle qu'elle était constituée, c'est-à-dire sans juges-auditeurs, avait abrogé implicitement l'art. 15 de la loi du 27. 1810, qui permettait au gouvernement de pourvoir l'institution des juges-auditeurs par des règlements d'administration publique.

Le 26 mars 1828, ARRÊT de la section des requêtes, *Henrion de Pansey* président, *M. Lasagny* rapporteur, *Isambert* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil — Sur le premier moyen, — Attendu que, pour écarter la prétendue nécessité d'attendre et de produire les pièces dont il s'agit, l'arrêt attaqué a considéré en termes exprès « que les pièces produites au procès justifient que la dot de la dame Chatellier donne lieu de craindre que les biens de celui-ci (du mari) ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de sa femme; que le sieur Chatellier ne peut imputer qu'à lui-même l'impossibilité où il se dit être de représenter des pièces nécessaires à sa défense, et qu'il est évident que ces pièces ne pourraient détruire l'effet des actes produits »; — Qu'ainsi cette décision de l'arrêt est motivée, et le vœu de la loi rempli;

• Sur le deuxième moyen, — Attendu, en droit, que, dans l'instance de séparation de corps, la loi, en autorisant le président du tribunal à indiquer d'office la maison où la femme peut se retirer provisoirement, ne distingue pas le cas où la même femme est demanderesse d'avec le cas où elle est défenderesse; — Qu'ainsi, en décidant que le président avait pu indiquer d'office la maison même à la femme défenderesse en séparation de corps, l'arrêt n'a violé aucune loi;

• Sur le troisième moyen, — Attendu que le demandeur en cassation lui-même, après le jugement définitif en séparation de biens obtenu contre lui par sa femme, a présenté requête au président du tribunal pour instruire, aux termes de droit, contre sa femme, la demande en séparation de corps; que c'est sur cette requête que le président, par ordonnance du 26 fév. 1827, a renvoyé les parties par-devant le tribunal pour instruire la demande en séparation de corps, aux termes de droit qu'enfin le demandeur en cassation n'a jamais réclamé contre cette disposition de l'ordonnance; — Que, d'après cela, en décidant que la demande en séparation de corps, présentée pour la première fois sur l'appel comme reconventionnelle à la demande en séparation de biens, déjà définitivement jugée en première instance, n'était pas recevable, l'arrêt attaqué ne s'est mis en contradiction avec aucune loi;

• Sur le quatrième moyen, — Attendu que la demande en séparation de corps ainsi écartée, et toute la cause s'étant concentrée dans une de

S

COUR D'APPEL DE PARIS.

VICTOR OUVARD, C. CECCONI.

La cour de cassation a rendu des arrêts dans le même sens, en
13 nov. 1822, 5 mai 1824, et 7 nov. 1827. Voy. t. 1^{er} de 1823,
t. 2 de 1824, p. 527, et t. 2 de 1828, p. 234. — Voy. aussi
des arrêts qui jugent une question très analogue, t. 2 de 1820, p. 70, et
t. 2 de 1822, p. 193; — Nouv. édit., t. 22, p. 51; et t. 23, p. 768.

son employé, est comparu devant l'arbitre pour y défendre.

» Attendu qu'assignation a été donnée par Cecconi à Ouvrard pour être présent à l'ouverture du rapport, et se voir adjuger les conclusions prises dans l'exploit du 19 août;

» Attendu que, sur l'assignation du 1^{er} déc., le sieur Collier, agréé, s'est présenté à l'audience pour Victor Ouvrard en requérant la remise de la cause et la communication du rapport, et que le tribunal a continué la cause à quinzaine; — Attendu, en fait, qu'à la quinzaine indiquée par le tribunal, l'affaire n'a point été appelée; — Attendu qu'à la date du 13 janv. 1825, Cecconi a présenté requête à M. le président tendant à faire placer comme première venante cette cause pour l'audience du grand rôle, laquelle a été fixée par M. le président pour être plaidée et jugée le 7 fév. 1825;

» Attendu que nouvelle assignation a été donnée par Cecconi à Victor Ouvrard pour se trouver à l'audience dudit jour 7 fév.; — Que, sur cette assignation, le tribunal, sur la demande du sieur Ouvrard par l'organe de M. Girard, substituant M^e Collier, agréé, a continué cette cause à quinzaine; — Que, le 21 du même mois, la cause venant à son tour en temps et ordre utiles, le sieur Victor Ouvrard a laissé prendre défaut; — Que ce jugement, prononcé par défaut par le tribunal, doit être considéré comme un jugement *faute de plaider*, et non comme un jugement *FAUTE DE COMPAROIR*; — Que, dès lors, l'opposition devait être formée dans la huitaine de la signification dudit jugement, ce qui, dans l'espèce, n'a pas eu lieu;

» Par ces motifs, le tribunal déclare Victor Ouvrard purement et simplement non recevable dans son opposition au jugement du 21 fév. 1825. »

Le sieur Ouvrard a interjeté appel de ce jugement, qui le déclarait non recevable dans son opposition. Il a soutenu, en fait, qu'on ne rapportait pas la preuve qu'il eût été représenté par un agréé lors du jugement du 7 fév. 1825; en droit, qu'un agréé ne pouvait être assimilé à un avoué; que les jugements rendus sur déclinatoire proposé ou sur remise de mandée par un agréé étaient des jugements *faute de comparaître*, contre lesquels l'opposition était recevable jusqu'à l'exécution; que cela résultait notamment de ce que l'art. 643 du C. de com. ne faisait pas mention de l'art. 157 du C.

(Les deux parties ont été citées à cet effet par le Journal.)

Le 15 août, arrêt de la cour royale de Paris, M. de la Roche, MM. Gaudry, Patorni et Delair avocats,

Sur les conclusions conformes de M. Miller, avocat-général, considérant qu'il est constant et qu'il résulte du jugement du 15 août 1825, qu'Ouvrard a été représenté; adoptant au surplus les conclusions des juges, — Met l'appellation au néant, ordonne que le jugement sortira son plein et entier effet. » S.

COUR D'APPEL DE NISMES.

Propriétaire de biens indivis peut-il donner à bail la portion qui lui appartient dans ces immeubles? (Rés. aff., en première instance, implic. en appel.)

Le cohéritier a affirmé la portion qui lui appartient dans certains immeubles de la succession restée indivise, a-t-il qualité pour demander, comme exerçant les actions de son bailleur, le partage, soit définitif, soit provisoire, des biens affermés? (Rés. nég.) C. civ., 1166.

Le bailleur, n'a-t-il droit qu'à des dommages et intérêts pour l'inexécution du bail? (Rés. nég.)

FER ET BERQUEROLLES, C. ROMAN.

Pierre Roman et la femme Gilles sa fille étaient propriétaires par indivis, chacun pour moitié, de biens immobiliers provenant de la succession de Pierre Roman, leur père. — Le 1^{er} sept. 1825, Roman donna à bail, pour dix années, aux sieurs Berquerolles et Durand (ce dernier représenté depuis par le sieur Fer), sa part indivise du domaine de Brutel, et une maison dépendant des biens de la succession. — Mais Roman et les sieur et dame Berquerolles ne s'occupant point de procéder au partage, et la portion des biens donnée à ferme restant ainsi indéterminée, Fer et Berquerolles leur intentèrent une action par laquelle ils demandaient, en invoquant l'art. 1166 du C. civ., l'autorisation d'exercer les droits de leur bailleur; en conséquence le partage provisoire de la maison et du domaine dont une

portion leur était affermée, et, par suite, leur mise en possession de la part afférente au sieur Roman, dont ils avaient le droit de jouir en vertu de leur bail; enfin, des dommages et intérêts contre les sieur et dame Gilles, qui s'étaient opposés à l'entrée en jouissance des demandeurs. Toutes réserves furent faites contre le bailleur, pour le cas où ce dernier chef de conclusions ne serait pas accueilli.

Les défendeurs opposèrent 1^o la nullité du bail, en ce qu'il avait pour objet une portion de biens indivis; 2^o le défaut de qualité des demandeurs pour provoquer le partage. — Jugement du tribunal civil d'Uzès qui, considérant, sur le premier point, qu'aucune disposition de la loi ne défend au propriétaire d'un immeuble indivis de donner à bail la part qui lui appartient dans cet immeuble, et, sur le second point, que l'action de partage qui compète au bailleur ne saurait être exercée par le fermier, ordonne que Roman sera tenu de mettre Fer et Berquerolles en possession des biens qu'il leur a baillés à ferme, et renvoie les sieur et dame Gilles de la demande en dommages et intérêts formée contre eux.

Appel par Fer et Berquerolles, fondé sur les griefs suivants: 1^o Les fermiers devaient être autorisés à faire fixer la portion de biens dont le bail leur accorde la jouissance. En effet, l'art. 1166 du C. civ. assure à tout créancier la faculté d'exercer toutes les actions de son débiteur; *à fortiori* le cessionnaire d'un droit déterminé, tel qu'est celui de se mettre en possession de la moitié de certains immeubles, est-il recevable à exercer ce droit: d'où il suit nécessairement qu'il peut former une action en partage provisoire, du chef de son cédant, si la portion dont la jouissance lui est cédée n'a pas encore été déterminée entre les copropriétaires. 2^o Le tribunal, en admettant le système contraire, aurait dû, en tout cas, condamner le sieur Roman à des dommages et intérêts, à raison de l'inexécution, jusqu'à ce jour, du bail par lui consenti. Il est d'autant plus étonnant qu'on ne l'ait pas décidé ainsi, qu'il a été reconnu par le jugement que le bailleur était tenu de mettre les appelants en possession des biens affermés. — Les sieur et dame Gilles combattirent seuls cet appel; Roman fit défaut.

Du 24 décembre 1827, ARRÊT de la cour royale de Nîmes,

tribune temporaire, M. *Fajon* président, MM. *Monnier-Willades* et *Bécharde* avocats, par lequel :

LA COUR, Sur les conclusions de M. *Enjalric*, premier avocat-général; — Attendu qu'un fermier n'a pas qualité pour actionner un détenteur en partage, soit définitif, soit provisoire, des biens affermes; que son contrat ne lui attribue, en cas d'inexécution du bail, une action personnelle contre son bailleur en dommages et intérêts; qu'il ne peut intenter aucune action réelle ni mixte, et qu'une action en partage, même provisoire, est évidemment une action réelle; — Que le cohéritier ne pourrait lui-même intenter une action en partage provisoire, et qu'il ne peut, par conséquent, être présumé avoir transmis ce droit à un fermier; — Qu'à plus forte raison, un fermier ne peut demander un partage partiel, lorsqu'il n'a pris à ferme que certains des meubles dépendants de la succession : — De tout quoi il suit que les premiers juges ont rejeté avec raison l'action de *Fer* et *Berquerolles* en partage provisoire et en expédition de la moitié du domaine de *Brutel* de la maison indivise entre *François Roman* et sa fille, dès lors, surtout, qu'il est constant, en fait, que la succession indivise dont il s'agit comprend bien d'autres objets immobiliers que lesdits domaine et maison; — Attendu que *François Roman* doit des dommages aux sieurs *Fer* et *Berquerolles*, à raison de l'inexécution du bail à ferme du 1^{er} sept. 1825; que la cour a liquidé ces dommages à la somme de 150 fr. pour chaque année de non-jouissance, si mieux n'aiment les parties les faire estimer par experts; — Par ces motifs, DÉMET *Fer* et *Berquerolles* leur appel envers les mariés *Gilles*; ordonne, quant à ce, l'exécution du jugement; condamne les appelants à l'amende et aux dépens envers les mariés *Gilles*;

Et, statuant sur l'appel interjeté contre *Roman* pour le profit du défaut, CONDAMNE *Roman* à payer auxdits *Fer* et *Berquerolles*, à titre de dommages et intérêts, une somme de 150 fr. pour chaque année de non-jouissance, si mieux n'aiment lesdits *Roman* et *Berquerolles* faire estimer ces dommages par experts, ce qu'ils seront tenus respectivement proposer dans le délai de huitaine, à partir de la notification de l'arrêt, passé lequel il seront déchu; ordonne, pour le surplus, l'exécution du jugement; condamne *Roman* aux dépens envers *Fer* et *Berquerolles*.

L.

COUR D'APPEL DE ROUEN.

Les créances qui ont privilège sur l'universalité du mobilier doivent-elles être préférées à celles qui n'ont qu'un privilège spécial sur certains objets? (Rés. aff.) C. civ., art. 2101, 2102.

PAR EXEMPLE, le boulanger et le boucher doivent-ils être préférés, sur le prix d'un objet mobilier, à celui même qui l'a vendu ? (Rés. aff.)

LEHEC ET PAPIN, C. LEMARE.

Lehec et Papin, l'un boucher, l'autre boulanger, avaient fait des fournitures de subsistances au sieur *M....*; le sieur *Lemare*, menuisier-mécanicien, lui avait vendu des métiers. Le mobilier du débiteur commun avait été vendu, notamment les métiers livrés par *Lemare*. Lors de la distribution des deniers de la vente, s'est élevée la question de savoir si le prix de ces métiers devait être exclusivement attribué à *Lemare*, vendeur non payé, ou, si au contraire les créanciers des fournisseurs pouvaient s'exercer sur cette valeur, en même temps que sur le prix du reste du mobilier.

Le jugement de première instance avait jugé négativement cette dernière question, mais il a été réformé ainsi qu'il suit.

Du 12 mai 1828, ARRÊT de la cour royale de Rouen, première chambre, M. *Eude* président, MM. *Senard* et *Decorde* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. *Lévesque*, avocat-général; — Attendu que la loi a rangé en deux classes les privilèges sur les choses mobilières, 1° les privilèges généraux sur les meubles, 2° les privilèges particuliers sur certains meubles; — Qu'elle a ensuite classé chaque privilège dans celle des deux catégories qui convenait à la nature de la créance qui en était l'objet; — Que cette classification n'eût pas suffi pour obvier aux contestations, si la loi n'avait déterminé le rang des privilèges entre eux, en les plaçant elle-même dans l'ordre suivant lequel chacun devait être payé; — Que cette opération ne pouvait se faire qu'en appréciant le degré d'intérêt ou de faveur attaché à chaque créance privilégiée; et que c'est sur cette base qu'est établie dans un ordre inviolable (art. 2101 et 2102 du C. civ.) la double nomenclature des privilèges généraux sur les meubles et des privilèges spéciaux sur certains meubles; — Qu'il en résulte que les créances de la première classe qui ont privilège sur l'universalité du mobilier ont été reconnues avoir un droit de préférence fondé sur un degré d'intérêt supérieur à celui des créances de la seconde classe, dont le privilège ne frappe que sur une espèce ou une qualité réduite à certains meubles; il ne faut d'ailleurs que comparer l'origine des uns et des autres pour s'en convaincre; — Que, par une autre conséquence dans le sens de la loi, la spécialité de l'art. 2102 est purement restrictive en elle-même, et non exceptionnelle à la généralité établie

dans l'art. 2101; et que l'effet du privilège général étant incontestablement de s'étendre sur l'universalité des meubles, et de les affecter tous au général et chacun en particulier au paiement de la dette, le privilège spécial ne passe à la créance à laquelle il est accordé qu'avec la charge de l'exercice du privilège général qui le domine; qu'au surplus, l'art. 662 du C. de proc. civ. n'apporte aucune dérogation à l'ordre des choses ci-dessus, parce que les frais de poursuite, dont parle cet article, sont ceux faits dans l'intérêt privé du créancier poursuivant; tandis que les frais de justice et les autres droits énoncés en l'art. 2101 ont leur source dans la morale publique, aussi bien que dans l'intérêt des parties prenantes; — Que la plupart des jurisconsultes qui ont écrit sur la matière ont entendu la loi de la manière dont elle vient d'être expliquée, et, s'il pouvait rester du doute dans quelques esprits sur sa véritable intelligence, il se trouverait levé par les dispositions contenues dans les art. 2104 et 2105 du C. civ.; — Que le législateur n'avait pas besoin de dire que le privilège général sur les meubles l'emporterait sur le privilège spécial sur certains meubles, puisque cela ressortait sensiblement de la nature des choses, de la force virtuelle de la généralité établie au premier ordre, et du sous-ordre dans laquelle il avait placé la spécialité; mais comme les droits sur les immeubles se gouvernent par des règles particulières à cette espèce de biens, il était nécessaire qu'il en vint à se prononcer plus explicitement à leur égard; — Que le législateur a d'ailleurs exprimé la prééminence des créances de l'art. 2101 sur toutes les autres créances privilégiées, en étendant (art. 2104) le privilège général sur les meubles jusque sur les immeubles, et donnant (art. 2105), à défaut de mobilier, la préférence aux créances de l'art. 2101 sur toutes les créances de l'art. 2103, précisément celles qui sont spécialement affectées sur les immeubles;

Attendu qu'il suit de là que la créance de celui qui a fourni des aliments au débiteur pendant les derniers six mois prévaut sur la créance privilégiée du vendeur, quoique inscrite en première ligne sur le fonds vendu, et l'on voudrait que cette même créance ne prévalût pas sur celle du vendeur d'un meuble confondu avec les autres meubles du débiteur, sans que les tiers aient eu aucun moyen de le connaître! Où serait, dans ce système, la raison du refus au vendeur d'un immeuble d'une faveur qui aurait été accordée si gratuitement au vendeur d'un meuble? Certes, il n'en existe aucune. Il y aurait donc contradiction manifeste entre deux dispositions législatives qui auraient statué de la sorte. Il n'est pas possible de supposer une semblable antinomie dans le code civil, au titre des privilèges et hypothèques... Réformant, DÉCLARE le privilège des appelants fondé sur l'art. 2101, § 5, du C. civ., pour les subsistances par eux fournies au débiteur dans les six derniers mois, préférable au privilège réclamé par l'intimé, comme vendeur, aux termes de l'art. 2102, § 4, sur le prix de la chose vendue....»

COUR D'APPEL DE RIOM.

Tous les bestiaux d'un domaine, même ceux donnés à cheptel, et sans autre destination que celle de la consommation des fourrages, sont-ils réputés IMMEUBLES PAR DESTINATION, sans que l'on puisse restreindre cette qualification aux seuls bestiaux employés à l'agriculture? (Rés. aff.) (1) C. civ., art. 522 et 524.

SULLY, C. GUILLAUME.

Le 22 janv. 1825, ARRÊT de la cour royale de Riom, qui, sur des difficultés élevées entre les enfants *Sully*, donataires de *Marguerite Mabru*, et les époux *Guillaume*, héritiers de cette dernière, ordonne qu'il sera procédé au partage du domaine de Bagay, dont une partie faisait l'objet de la donation, et des *bestiaux et ustensiles aratoires réputés immeubles par destination*. — Des nouvelles contestations s'élèvent sur l'exécution de cet arrêt. Les donataires prétendent que l'on doit réputer immeubles tous les bestiaux qui garnissent le domaine, sans distinction entre ceux qui sont attachés à la culture, et ceux qui, étant donnés à cheptel, n'ont d'autre destination que de consommer les fourrages, de procurer des engrais, et de produire un croît annuel. Les héritiers soutiennent au contraire que les bestiaux spécialement employés à l'agriculture doivent seuls être réputés immeubles, et, comme tels, compris dans le partage. — Renvoi des parties devant la cour.

Du 28 avril 1827, ARRÊT de la cour royale de Riom, deuxième chambre, M. *Thévenin* président, MM. *Garron* et *Tailhaud* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Bastard-d'Étang*, avocat-général; — Attendu que l'arrêt de la cour, du 22 janv. 1825, avait ordonné le partage des fonds, héritages, bestiaux, et ustensiles aratoires réputés immeubles par destination, et composant le domaine de Bagay; — Attendu que les experts n'ont partagé que les fonds et héritages, parce qu'à l'égard des immeubles par destination les époux *Guillaume* ont voulu qu'ils fussent réduits aux seuls bestiaux employés à l'agriculture; — Attendu, à cet égard, que, d'après les principes et la

(1) Jugé dans le même sens, par arrêt de la même cour, du 30 août 1820 (nouv. éd., t. 22, p. 782).

jurisprudence, tous les bestiaux d'un domaine, même ceux donnés à cheptel, et sans autre destination que celle de la consommation des fourrages, sont réputés immeubles; qu'il en est de même des outils aratoires et des semences; qu'ainsi la prétention des époux Guillaume doit être écartée; — ORDONNE que tous les bestiaux sans distinction, ainsi que les outils aratoires qui existaient sur le domaine de Bagay à l'époque de la donation, seront partagés entre les parties, de même que les semences auxquelles les propriétaires du domaine pourraient avoir droit. »

L.

COUR D'APPEL DE RIOM.

La vente d'un immeuble dotal, même lorsqu'elle a pour objet d'éteindre une dette personnelle à la femme, ayant date certaine antérieure au contrat de mariage, n'est-elle valable qu'autant qu'elle a lieu avec permission de justice? (Rés. aff.) (1) C. civ., art. 1558.

Lorsque la vente a été faite par une femme séparée de biens judiciairement, et qu'elle est annulée faute d'autorisation de justice, la femme doit-elle une garantie à l'acquéreur sur les revenus de sa dot, lors même qu'elle s'y serait soumise dans le contrat de vente? (Rés. nég.) C. civ., art. 1449.

BERTHONNET, C. LA DAME ROUX-PERTEL.

En 1774, contrat de mariage entre *Jean Davignon* et *Marie Roux*. Celle-ci se constitue en dot tous les biens qui lui appartiennent dans la succession de *Roux-Pertel*, son père. En l'an 6, séparation de biens judiciaire obtenue par cette femme contre son mari. — En l'an 13, *Marie Roux*, autorisée par *Davignon*, vend au sieur *Amable Berthonnet*, moyennant 73 fr., et avec promesse de garantie, un immeuble provenant de la succession paternelle. L'acte porte que l'acquéreur retient le prix de vente en paiement de pareille somme, qui, suivant obligation du 12 déc. 1756, était due par le père de la venderesse au sieur *Henri Roux*, dont *Berthonnet* est cessionnaire, et que les parties se tiennent réciproquement quittes. — Plus tard, l'immeuble ayant été vendu par *Berthonnet* à un sieur *Astorgue*, *Marie Roux*, devenue veuve, assi-

(1) Voy. un arrêt analogue rendu par la cour de Nismes, le 10 déc. 1819 (t. 21, p. 682).

gna ce dernier en désistement devant le tribunal civil de Clermont-Ferrand. — Appel en cause de Berthonnet. — Jugement qui déclare nulle la vente de l'an 13, — « Attendu que la femme, fût-elle séparée de biens, ne peut aliéner son immeuble dotal sans autorisation de justice, même pour acquitter une dette antérieure à la constitution de dot. »

Appel par les héritiers d'Amable Berthonnet, décédé pendant le cours de la contestation. — Ils produisaient des titres, établissant, disaient-ils, l'existence de la dette contractée en 1756 par le père de l'intimée envers le cédant de leur auteur. Mais Marie Roux prétendit que la réalité de cette dette n'était pas prouvée, et que d'ailleurs rien ne constatait que Berthonnet eût été aux droits d'Henri Roux. — Au fond, les appelants soutinrent 1° que, dans l'espèce, la dot devait être régie par la législation qui a précédé le code civil, et que, d'après la jurisprudence, les ventes dont la cause remontait à une époque antérieure à la constitution de dot pouvaient avoir lieu sans le concours de la justice; 2° qu'en tous cas Marie Roux s'étant soumise, dans l'acte de vente de l'an 13, à une garantie générale, elle devait effectuer cette garantie sur les revenus de son immeuble dotal, ainsi que l'y autorisait l'art. 1449 du C. civ.

Du 26 avril 1827, ARRÊT de la cour royale de Riom, 2^e chambre, M. *Thevenin* président, MM. *Daniel* et *Vidal* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Bastard-d'Etang*, avocat-général; — En ce qui touche la disposition du jugement dont est appel, qui a prononcé la nullité de la vente, par les motifs exprimés audit jugement, et y ajoutant: — Attendu, d'une part, qu'il n'a pas été justifié par les enfants Berthonnet que Marie Roux fût réellement débitrice de son chef ou de celui de ses auteurs, d'Henri Roux, et qu'ils n'ont, non plus, établi qu'Amable Berthonnet, leur père, fût aux droits de ce dernier; — Attendu, d'une autre part, que la vente dont il s'agit a été faite sous l'empire du code civil, et qu'aux termes de son art. 1558, lors même qu'elle aurait eu pour objet d'éteindre une dette personnelle à Marie Roux, ayant date certaine antérieure à son contrat de mariage, et dont elle aurait été tenue sur ses biens dotaux, par représentation de ceux desquels ils lui seraient provenus, ladite vente n'aurait été valable qu'autant qu'elle aurait eu lieu avec permission de justice, aux enchères, après trois affiches;

• En ce qui touche la demande subsidiaire à laquelle les héritiers Ber-

Berthonnet ont conclu, sur l'appel, contre Marie Roux, en se fondant sur ce que cette dernière, étant séparée de biens lors de la vente, elle devait être soumise à une garantie générale sur son mobilier et sur ses revenus; — Attendu que, de ce que le titre invoqué par les Berthonnet est nul, en ce qu'il comprend la vente d'un fonds dotal sans que la nécessité en fût établie, il ne saurait produire plus d'effet, en en restreignant l'exécution sur les meubles ou les revenus de la femme, quoique séparée de biens; et que si cette dernière circonstance lui donnait la capacité de disposer de son mobilier et de ses revenus actuels pour les choses nécessaires à ses besoins du moment, elle ne pouvait toutefois les obliger pour l'avenir, et se priver ainsi des ressources destinées à son existence future et à celle de sa famille; — Dit qu'il a été bien jugé. »

L.

COUR D'APPEL DE BESANÇON.

L'héritier qui a obtenu l'indemnité due pour tous les biens de la succession, peut-il opposer à son cohéritier, qui réclame sa part des valeurs allouées, la déchéance résultant de ce qu'il n'a pas formé, dans les délais de la loi, sa demande en indemnité ? (Rés. nég.)

• LES SIEURS VIENNEY.

Des six enfants *Viennay*, héritiers de leur oncle, prêtre déporté, et dont les biens ont été vendus révolutionnairement, cinq ont réclamé, dans le délai fixé par la loi du 27 av. 1825, la totalité de l'indemnité, et un bordereau d'inscription leur a été délivré.

Le sixième héritier, dont la réclamation a été rejetée comme tardive, a assigné ses cohéritiers devant le tribunal de Besançon, et a réclamé sa part dans l'indemnité qu'ils avaient obtenue. Ceux-ci ont opposé au demandeur la déchéance qu'il avait encourue en ne formant pas sa demande en indemnité dans les délais fixés par l'art. 19 de la loi du 27 av. 1825.

L'indemnité, ont-ils dit, est réglée par une loi spéciale; les principes du droit commun sont inapplicables; dès lors on ne peut dire que le cohéritier a agi pour le compte de son cohéritier. La loi admet seulement les ayant-droit à réclamer l'indemnité, et, pour l'obtenir, il faut faire une demande (art. 1, 7, 8 et 12 de la loi du 27 av.). Celui qui n'a pas réclamé est censé avoir renoncé; ainsi il ne peut rien deman-

der à ceux qui ont accepté; d'ailleurs, nous ne nous sommes pas enrichis aux dépens de notre cohéritier; puisque, si nous n'avions rien réclamé, il n'aurait aucun droit à l'indemnité; le gouvernement seul en aurait profité.

C'est le droit commun, répondait le demandeur, qui doit régler l'indemnité dans tous les cas non prévus; c'est ce qui résulte des discussions qui ont précédé la loi; dès lors la déchéance, qui n'est qu'une véritable prescription, et qui est une action personnelle, ne peut, comme l'enseigne M. Merlin, *v^o Prescription*, sect. 1^{re}, n^o 5, être opposée que par le gouvernement, en faveur de qui elle est introduite; chaque héritier est donc, de plein droit, saisi de sa portion; il doit faire raison à son cohéritier de ce qu'il a reçu de la succession. Quand il a interrompu la prescription, il a agi dans l'intérêt de la masse.

Jugement ainsi conçu:—«Attendu qu'il n'aurait appartenu qu'au gouvernement d'opposer aux demandeurs la déchéance établie par l'art. 19 de la loi du 27 av. 1825, si le demandeur se fût pourvu après l'expiration du délai prescrit pour provoquer la liquidation dans son intérêt; mais que, dans l'état des choses, il ne peut être question de cette déchéance, puisque le gouvernement, en faveur de qui elle a été établie, a délivré toute l'indemnité, et qu'ayant par conséquent délivré la portion même de l'ayant-droit, qui ne s'est pas pourvu, ceux qui ont agi et qui l'ont obtenue en son nom ne peuvent se dispenser de la lui restituer, soit qu'ils aient agi de bonne foi pour son compte, et comme *negotiorum gestor*, cas auquel leur obligation résulte d'un quasi-contrat, et repose sur le principe consacré par l'art. 1372 du code, soit qu'ils aient eu l'intention de s'approprier ce qui appartenait à un autre dont ils auraient frauduleusement dissimulé les droits en exagérant les leurs, cas auquel ils seraient, à plus forte raison, obligés à restitution, d'après le principe qu'il n'est permis à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui; — Attendu enfin que les défendeurs ne se sont prévalus, pour justifier la fin de non recevoir à laquelle ils ont conclu, que de la prétendue déchéance prononcée par l'art. 19 de la loi du 27 av. 1825, déchéance qui est aussi leur unique moyen au fond; que des considérations précédentes il résulte que cet article ne peut recevoir aucune application à la cause; qu'ainsi l'ac-

tion des défendeurs n'est ni fondée ni recevable; — Par ces motifs, le tribunal condamne les défendeurs à délivrer au demandeur le sixième de l'indemnité, ainsi que les intérêts échus et perçus. » — Appel.

Le 20 juillet 1827, ARRÊT de la cour royale de Besançon, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Sermage, avocat-général; — Adoptant les motifs des premiers juges, — Met l'appellation au néant. » S.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

La demande en nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire est-elle recevable, lorsqu'elle est formée verbalement à l'audience, sans qu'il soit nécessaire que les moyens de nullité aient été proposés préalablement par requête d'avoué à avoué? (Rés. aff.) (1) C. proc., art. 733 et 755.

Les moyens de nullité peuvent-ils être présentés par un avoué qui n'a point été constitué avant le jour indiqué pour l'adjudication, et dont la constitution n'a point été notifiée? (Rés. aff.) C. proc., art. 75.

GIGNOUX, C. FLOURENS.

Au jour indiqué pour l'adjudication provisoire des immeubles saisis au préjudice du sieur *Gignoux*, un avoué se présenta à l'audience, déclara se constituer pour le saisi, avec offre de réitérer sa constitution dans le jour, et demanda à être admis à proposer des moyens de nullité contre la procédure, tant dans la forme qu'au fond.

Le sieur *Flourens*, créancier poursuivant, répondit que la demande en nullité de la saisie devait être déclarée non recevable, soit parce qu'elle n'avait pas été formée par requête d'avoué à avoué, conformément aux art. 337 et 406 du C. de proc., soit parce que le saisi ne pouvait se faire représenter à l'audience par un avoué qui ne s'était pas préalablement constitué.

(1) Voy. dans le même sens, t. 2 1811, p. 31; nouv. éd., t. 11, p. 800; t. 12, p. 43, et t. 13, p. 103. MM. Carré, *Lois de la proc.*, t. 2, p. 674; Berriat-Saint-Prix, t. 2, p. 603. — En sens contraire, nouv. éd., t. 10, p. 833; t. 11, 287.

Le 15 av. 1828, jugement du tribunal civil de Moissac qui déclare la demande en nullité non recevable par les motifs suivants : — « Attendu que la prétention du sieur Gignoux est relative à un incident qu'il entend élever à la présente audience contre la régularité des poursuites en expropriation forcée ; — Attendu qu'en principe général, et aux termes de l'art. 337 du C. de proc. civ., toute demande incidente doit être formée par acte signifié, contenant les moyens et les conclusions ; — Attendu que, loin que le législateur ait entendu s'écarter de cette règle pour les matières concernant les expropriations forcées, l'art. 753 du même code, faisant partie du titre relatif aux incidents sur saisie immobilière, dit positivement que les moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire doivent être proposés avant cette adjudication ; et dès que cet article ne prescrit pas une forme particulière pour la présentation de ces sortes d'incidents, il est clair qu'il a entendu se référer pour cet objet aux dispositions générales de l'art. 337 précité ; que l'art. 124 du décret du 16 fév. 1807, qui tarife une requête pour le demandeur en incident, et une requête en réponse pour le défendeur, suppose nécessairement de la part du débiteur saisi l'obligation où il est de présenter par écrit les divers moyens de nullité qu'il entend faire valoir ; — Attendu, d'ailleurs, qu'alors même qu'il serait reconnu, ce qui n'est pas, que de pareils incidents peuvent être formés verbalement à l'audience, au jour fixé pour l'adjudication préparatoire, il est positif que la demande du sieur Gignoux serait toujours non recevable en l'état, puisqu'il n'existe de sa part aucune constitution d'avoué dans la cause, et qu'il est de principe que les parties ne sont jamais admises à faire valoir leurs droits devant les tribunaux civils que par le ministère d'un avoué légalement constitué ; que, si l'art. 75 dudit code exige une constitution préalablement signifiée de la part de tout défendeur, à plus forte raison est-on fondé à l'exiger, dans l'espèce ; de la part du sieur Gignoux, qui se trouve tout à la fois défendeur au principal, et demandeur en incident ; — Attendu que la déclaration verbalement faite par M^e Chabrié, avoué, pendant l'audience, et à l'instant même où M^e Dalquié, avoué du poursuivant, a requis l'ouverture des enchères pour l'adjudication préparatoire, qu'il se présentait

Le sieur Gignoux, avec offre de réitérer sa constitution le jour, ne doit pas être admise, vu que ces sortes de constitutions ne sont autorisées par la loi que lorsqu'il s'agit d'un cas unique où il est question de défendre à une demande faite à bref délai; qu'il est évident que cette disposition exceptionnelle ne doit pas recevoir son application à l'espèce, que, sous tous les rapports, il y a lieu de rejeter en l'état la demande incidente du sieur Gignoux. » — Appel.

Le 20 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, Debosque, conseiller, président, MM. Laurens et Amil-
avocats, par lequel :

LA COUR, — Attendu que la procédure en saisie immobilière est réglée par des titres du code de procédure qui y sont spécialement consacrés, ce n'est que dans les articles qu'ils renferment qu'il faut chercher les règles et le mode à suivre pour cette procédure : or, que dit l'art. 733, le seul qui s'occupe des moyens de nullité contre la procédure qui précède l'adjudication préparatoire? Il se borne à déclarer que les moyens ne pourront être proposés après ladite adjudication; nulle prohibition, nulle autre injonction, ne sont faites, nulle formalité n'est prescrite; il suffit donc, pour que le but de la loi ait été rempli, que ces moyens aient été proposés avant l'adjudication; — Que, mal à propos, on soutient que l'avoué ne peut se présenter à l'audience après que, conformément à l'art. 75, il a été constitué, et que la constitution a été notifiée; — D'abord, l'art. 75 ne s'applique qu'aux matières ordinaires; en second lieu, cet article exige que la constitution et la notification soient faites dans le délai de l'ajournement; or, dans la procédure sur saisie immobilière, il n'y a pas d'ajournement, et quoique le saisi soit essentiellement partie dans l'instance, puisque la majeure partie des actes doit lui être signifiée (signification qui n'est prescrite que, pour qu'il puisse veiller à ses intérêts et proposer ses moyens), cependant il n'est pas tenu de constituer avoué dans l'instance, ainsi que cela est requis pour les matières ordinaires; et il suffit qu'un avoué se présente pour lui à l'instant même qu'il veut attaquer la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, pourvu que ce soit avant l'adjudication, pour qu'il ne puisse être repoussé; — Que ce n'est pas la seule circonstance où, le ministère de l'avoué étant de rigueur, cet avoué peut se présenter sans constitution et sans notification préalables lors de l'adjudication: l'avoué n'est-il pas admis à faire des enchères, quoiqu'il n'ait pas été préalablement constitué, et qu'il n'ait pas notifié sa constitution? Que, s'il était permis d'interpréter, d'ajouter à l'art. 733, et de raisonner par analogie, il serait plus naturel d'invoquer l'art. 76 qui permet, au jour de l'échéance, de faire présenter à l'audience un avoué,

auquel il sera donné acte de sa constitution; les instances à bref délai et celles en expropriation ont cela de commun, que les unes et les autres ont pour objet principal l'urgence et la célérité; l'art. 76 aurait donc un rapport plus intime et plus direct avec l'art. 753 que l'art. 75, et sous ces rapports, lui est inapplicable; qu'importe que l'instance à bref délai soit plus rapide? Cette considération est bien compensée par la déchéance qu'encourt le débiteur saisi qui ne se présente pas avant l'adjudication : pour celui-ci, plus de ressource, tandis que le défendeur à bref délai a les voies de l'opposition et de l'appel;—Attendu que l'aveu pouvant se présenter spontanément à l'audience fixée pour l'adjudication préparatoire, il doit être reçu à y proposer verbalement, au nom du saisi, les moyens de nullité contre la procédure antérieure à cette adjudication, la solution de ce second moyen étant une conséquence nécessaire de celle du premier;

• Attendu que c'est en vain qu'on invoque pour l'opinion contraire, l'art. 337, 406, 718 et 735 du C. de proc. civ., et l'art. 124 du tarif; 1° que le premier de ces articles présenterait, au contraire, un argument en faveur du débiteur saisi, car, de ce qu'il prescrit cette formalité pour les moyens postérieurs à l'adjudication préparatoire, et qu'elle n'a pas été exigée dans l'art. 753, c'est une preuve que le législateur a été déterminé par des motifs différents dans deux articles qui sont si rapprochés; qu'enfin on ne saurait exiger une formalité qui n'a pas été rigoureusement prescrite, surtout lorsqu'elle doit entraîner une déchéance; 2° que les art. 337 et 406 ne concernent que les matières ordinaires, et ne peuvent s'appliquer à la procédure en expropriation, qui est toute spéciale, et qui a ses règles particulières; 3° qu'il ne faut pas, pour justifier l'application de ces deux articles, qu'on cherche à se prévaloir du silence de l'art. 718, sur le mode d'élever les incidents en saisie immobilière; car si ce dernier article s'est borné à déclarer que ces incidents ne seraient pas précédés de la citation en conciliation, des articles subséquents, et tous relatifs à la matière spéciale, indiquent la marche qu'il faut suivre; c'est ainsi que l'art. 721, qui parle de la subrogation d'un saisissant, dispose que ce sera par un seul acte; que l'art. 727, qui s'occupe de la demande en distraction, déclare qu'elle sera formée par requête; que l'art. 735, relatif aux moyens de nullité postérieurs à l'adjudication préparatoire, veut pareillement qu'ils soient proposés par requête; il n'y a donc pas de nécessité de recourir à des articles qui sont étrangers à une matière toute spéciale, afin de généraliser la mesure, et l'étendre à tous les cas possibles; — Que, si le législateur ne s'est pas expliqué sur le mode dans l'art. 753, c'est qu'il ne l'a pas voulu, et qu'il a voulu, au contraire, laisser au débiteur saisi la faculté de proposer ses moyens d'une manière quelconque, pourvu que ce fût avant l'adjudication; 4° que si le tarif est quelquefois obligatoire et peut avoir force de loi, ce n'est que lorsqu'il fait quelque injonction, ou qu'il ren-

une prohibition; le taux donné aux actes n'en prouve pas toujours l'essité, puisque plusieurs de ces actes, quoique légaux, n'ont pas leur lieu, et sont négligés, sans que cette omission produise un acte de nullité qui puisse être considéré comme un défaut de forme; Enfin, deux arrêts. l'un de la cour royale de Bordeaux, du 21 1811, l'autre de la cour royale de Toulouse, du 25 nov. 1821, ont déjà consacré cette manière d'entendre l'art. 733; le premier de ces arrêts est rapporté par Sirey, t. 11, 2^e part., p. 166; l'autre, dans le *Journal des Arrêts* de cette cour, t. 3, 1^{re} part., p. 223; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que c'est mal à propos que les premiers juges ont refusé d'entendre les moyens de nullité que voulait proposer l'appelant par le ministère d'un avoué qui se déclarait se constituer sur la censure; qu'ainsi leur décision doit être réformée, et, par voie de conséquence, tout ce qui s'en est suivi;

Sur ces motifs, disant droit sur l'appel de Gignoux envers le jugement rendu par le tribunal civil de Moissac, le 15 av. 1828, annulant le jugement et tout l'ensuivi, Renvoie les parties devant qui de droit, etc. » S.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Jugement par défaut est-il réputé exécuté par un procès-verbal de carence constatant, en l'absence du débiteur, et sur la déclaration de sa femme, à laquelle copie en est laissée, que les meubles ont été vendus à la requête d'un autre créancier, et que ceux qui garnissent ces lieux n'y sont qu'à titre de location? (Rés. aff.) C. civ., art. 159.

est-il de même, dans le cas où le créancier pouvait employer d'autres voies d'exécution, par exemple, si le débiteur avait des immeubles, et était soumis à la contrainte par corps? (Rés. aff., implic.) (1)

droit de discuter le mérite de ce procès-verbal de carence, comme acte d'exécution, appartient-il exclusivement au débiteur saisi, et non au tiers détenteur de l'immeuble contre lequel le créancier dirigerait une action hypothécaire, en vertu du jugement par défaut ainsi exécuté? (Rés. aff.)

Et lorsque l'art. 2183 du C. civ. dispose que le nouveau propriétaire, qui veut se garantir des poursuites des créan-

(1) Sur ces deux premières questions, voir la note placée à la fin de l'article.

ciens inscrits, est tenu de leur notifier l'extrait de son titre dans le mois de LA PREMIÈRE SOMMATION QUI LUI EST FAITE. — doit-on entendre, par cette PREMIÈRE SOMMATION, celle dont il est parlé dans l'art. 2169, c'est-à-dire la sommation de payer la dette hypothécaire exigible, ou de délaisser l'héritage? (Rés. aff.)

En conséquence, la sommation qui sera faite par un créancier au nouveau propriétaire de notifier l'extrait de son titre, serait-elle insuffisante pour faire courir le délai de l'art. 2183? (Rés. aff.) (1)

LENDORMI, C. MOULLINET.

Le 3 mars 1826, jugement par défaut du tribunal de commerce de Tours qui condamne par corps le sieur Dansault à payer au sieur Moullinet une somme de 800 fr. — Le 8, Moullinet prend inscription en vertu de son hypothèque judiciaire, et, le 18, il signifie le jugement à son débiteur. — Le 19 du même mois, commandement de paiement, resté infructueux. En conséquence, le 29 juin suivant, un huissier se présente au domicile de Dansault pour saisir ses meubles, mais la femme Dansault, en l'absence de son mari, déclare que déjà leurs meubles ont été saisis et vendus à la requête d'un autre créancier, et que ceux qui garnissent les lieux ne font partie de la location, ainsi que le constate leur bail authentique. L'huissier dresse un procès-verbal de carence dans lequel il énonce ces déclarations, et dont il laisse copie entre les mains de la femme Dansault.

Le 8 août suivant, un commandement à fin de saisie immobilière est fait par Moullinet à Dansault. Mais celui-ci, par acte notarié du 19 du même mois, enregistré et transcrit, vend à un sieur Lendormi l'immeuble sur lequel frappait l'hypothèque. — Le 4 sept., Moullinet fait sommation au tiers détenteur de notifier son contrat d'acquisition. — Plus tard, il signifie de nouveau à Dansault le commandement tendant à expropriation; et enfin, le 20 mars 1827, il somme Lendormi de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

(1) Voy. le Régime hypothécaire de M. Persil, 3^e édit., t. 2, p. 50. Comment. sur l'art. 2183, où ce jurisconsulte émet implicitement une opinion conforme à cette solution.

termes de l'art. 2169 du C. civ. — Le 30 du même mois, Lendormi forme opposition à cette sommation; il assigne Moullinet en nullité du commandement et en cessation des poursuites commencées; et, après avoir, le 9 av., notifié son contrat d'acquisition, conformément aux art. 2183 et 2184, il prend des conclusions tendantes à ce que cette notification soit déclarée valable. — Le 29 mai 1827, jugement qui rejette l'opposition du 30 mars, et ordonne que les poursuites seront continuées.

Appel par Lendormi, fondé sur les moyens suivants : — Moullinet est sans titre hypothécaire pour exercer contre le détenteur les poursuites dont les premiers juges ont donné la continuation. En effet, le jugement par défaut du 30 mars 1826, dont l'intimé voudrait faire résulter son hypothèque, a été périmé, faute d'exécution dans les six mois. Il ne peut considérer comme acte d'exécution, dans le sens de l'art. 159 du C. de proc., le procès-verbal de carence du 29 juin 1826; d'abord, parce que le créancier avait d'autres moyens à prendre pour exécuter le jugement, puisque son débiteur possédait des immeubles; que, de plus, il était contraignable par corps, et qu'ainsi on pouvait s'en prendre, soit aux biens, soit à sa personne; d'où il suit que le procès-verbal de carence était insuffisant pour opérer une exécution. Le créancier avait le pouvoir de rendre complète, de l'une ou de l'autre manière indiquées par l'art. 159; ensuite, parce qu'en opposant même qu'un procès-verbal de cette nature puisse exécuter valablement un jugement par défaut, dans le cas où le débiteur a des immeubles, et est contraignable par corps, celui qui a été dressé le 29 juin 1826 est irrégulier et nul, en ce que l'huissier ne devait pas s'en rapporter à la simple déclaration de la femme Dansault sur la question de savoir si les meubles garnissant le domicile du débiteur n'étaient point sa propriété; il fallait au moins se faire représenter le prétendu bail qui établissait ce fait; or, c'est ce qui n'a pas eu lieu; — 2° La notification que l'appelant a faite, le 9 av. 1827, de son contrat d'acquisition, l'a été en temps utile, c'est-à-dire *dans le mois* de la sommation de payer ou de délaisser, prescrite par l'art. 2169 du C. civ. En vain soutiendrait-on que ce délai d'un mois, fixé par l'art. 2183, a commencé de courir le 4 sept. 1826, date de la sommation.

faite par Moullinet à Lendormi, de notifier le contrat d'acquisition: car cette première sommation était inutile; elle ne l'exige point, elle ne peut donc faire courir aucun délai, et évidemment la sommation dont parle l'art. 2185 n'est autre que celle de payer ou de déguerpir; or celle-ci n'a été faite par Moullinet que le 20 mars 1827. Il suit de là que la notification du contrat était valable, et que les poursuites de l'intimé ne devaient pas être continuées. Son droit se réduisait à requérir la mise aux enchères, conformément à l'art. 2185, s'il le jugeait convenable.

L'intimé opposait, sur le premier point, qu'un tiers détenteur n'a pas qualité pour discuter le mérite du titre du créancier, et que, dès l'instant où Dansault n'avait pas contesté l'exécution du jugement, Lendormi n'était pas recevable à le faire. — Sur le second point, que les termes dans lesquels l'art. 2183 est conçu indiquent positivement que le nouveau propriétaire doit notifier l'extrait de son titre dans le mois qui compte de la première sommation qui lui est faite de notifier cet extrait; que, dans l'espèce, la sommation de notifier ayant été faite le 4 sept. 1826, et la notification n'ayant eu lieu que le 9 av. 1827, c'est-à-dire bien long-temps après l'expiration du délai, cette notification était nulle.

Du 4 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale d'Orléans, audience solennelle, M. *Russeau* président, MM. *Ligier* et *Jahanet* avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. *Boscheron - Desportes* avocat-général; — En ce qui touche le premier moyen de l'appel résultant de ce que le jugement par défaut, du 3 mars 1826, n'aurait pas été exécuté dans les six mois de sa date, et que le procès-verbal de carence, du 29 juin suivant, n'étant point, dans le fait, un acte d'exécution, n'a pu empêcher la péremption dudit jugement; qu'ainsi, Moullinet aurait été sans titre valable pour exercer contre lui les poursuites dont il s'agit; — Considérant que l'huissier qui s'est transporté dans la maison de Dansault, dans les six mois de la date du jugement par défaut, à l'effet d'y saisir le mobilier appartenant à Dansault, a reconnu que ce mobilier avait été vendu et enlevé réellement à la requête d'un autre créancier, et a reçu la déclaration de la femme Dansault, annonçant que les meubles garnissant le domicile commun y avaient été placés provisoirement, à titre de location, par une personne qu'elle a désignée; que Dansault, débiteur saisi, qui seul pouvait discuter le mérite du procès-verbal de carence comme acte d'exécution, n'a élevé alors

puis, aucune réclamation; qu'enfin, la copie dudit procès-verbal ayant été laissée, il en résulte nécessairement que l'exécution du jugement lui a été connue, d'où il suit que ce jugement est devenu pour le créancier, qui l'a fait inscrire au bureau des hypothèques, un titre exécutoire sur les biens du son débiteur. — En ce qui touche le titre et les effets de la sommation du 4 sept. 1826, aux fins de notification du contrat d'acquisition de l'appelant; — Considérant qu'il résulte de l'ensemble des dispositions des chap. 6 et 8 du liv. 3, tit. 18 du Code de Proc., et spécialement du rapprochement des art. 2169 et 2183 du même code, que la seule sommation que puisse faire un créancier hypothécaire au tiers détenteur des biens de son débiteur, pour le mettre en demeure de notifier son contrat d'acquisition, est celle prescrite par l'art. 2169, par laquelle le débiteur est interpellé d'acquitter la dette exigible, ou de délaisser l'héritage; que cette sommation est évidemment la même que celle prescrite par l'art. 2183, puisque les termes de cet article s'appliquent au nouveau propriétaire qui veut se garantir de l'effet des poursuites énoncées au chap. 6, dans lequel est compris l'art. 2169; que la dénomination de première sommation, qui se trouve dans l'art. 2183, ne peut autoriser un doute sérieux, et doit s'entendre de la sommation que ferait le plus diligent des créanciers, en vertu de l'art. 2169; — Considérant que la sommation faite à l'appelant, le 4 sept. 1826, n'était point obligatoire pour lui, puisqu'elle n'est pas prescrite par la loi, et que, dès lors, elle n'a pu le mettre valablement en demeure, ni lui faire encourir aucune déchéance; — Considérant, au surplus, qu'à la date du 20 mars 1827, Moullinet, après commandement au débiteur originaire, a fait au tiers débiteur sommation et commandement de lui payer le montant de sa créance, ou de déguerpir l'héritage par lui acquis; que, sur cette sommation, l'appelant a, le 9 av. suivant, c'est-à-dire dans le délai utile, fait à Moullinet les notifications prescrites par l'art. 2183 pour purger les hypothèques; qu'ainsi il n'est tenu que de rapporter le prix de son acquisition, ou à soumettre la mise aux enchères de l'immeuble vendu, si elle est demandée; d'où il résulte qu'il n'y avait pas lieu d'ordonner la continuation des poursuites sur le commandement à lui fait ledit jour 20 mars 1827; — Par ce motif, Met ce dont est appel au néant; au principal, reçoit Lendorre opposant au commandement à lui fait, requête de M. Moullinet, le 20 mars 1827: statuant sur l'adite opposition, déclare régulière et valable la notification par lui faite le 9 av. suivant, à l'effet de purger les hypothèques de l'héritage qu'il a acquis de Dansault; en conséquence, ordonne la cessation des poursuites, et condamne l'intimé aux dépens.

Nota. M. Carré, dans ses *Lois de la procédure*, t. 1^{er}, p. 400, comment. sur l'art. 159, s'est livré à une discussion qui s'applique si parfaitement, et en plusieurs points, à l'es-

pèce ci-dessus, relativement au procès-verbal de carence considéré comme moyen d'exécution du jugement par défaut, que nous croyons devoir rappeler ici les passages les plus saillants de cette discussion du savant auteur. — « Tout jugement, dit-il, qui condamne au principal, contient, aux termes de l'art. 130, condamnation aux dépens, et, par suite, il ne peut guère exister de jugement qu'il soit impossible d'exécuter de l'une des manières prescrites par la loi (art. 159), et particulièrement par la voie de saisie exécutoire à moins toutefois que le condamné n'eût pas de meubles, alors bien certainement *un procès-verbal de carence*, dressé en présence de celui-ci, ou à lui notifié, opérerait l'exécution..... Cet acte est en effet le seul qu'il soit possible de faire. — Et, en note, M. Carré ajoute: « On est parfaitement d'accord sur le point que le procès-verbal de carence suffit pour opérer exécution; mais il y a contrariété d'opinions sur celui de savoir s'il doit produire cet effet quand il est resté inconnu du condamné, dont la présence à sa confection ne serait pas constatée, et auquel il n'aurait pas été notifié. La cour de Nancy, par arrêt du 9 mars 1818 (1), a jugé la négative, attendu que le délai d'opposition ne commence à courir que du jour où le défaillant a nécessairement connu l'exécution, et que l'acte de carence ne peut être connu de lui qu'autant qu'il lui a été notifié. Il existe un arrêt, celui de Limoges, déjà cité (2), qui décide bien que le procès-verbal de carence suffit pour l'exécution; mais il faut remarquer qu'il est cependant reconnu, dans les considérants de l'arrêt, que cet acte avait été notifié au défaillant *dans la personne de son épouse*. Cette décision n'est donc, en aucune manière, opposée à celle de la cour de Nancy, dont nous adoptons les motifs. — Il est vrai que M. Pigeau (t. 1^{er}, p. 470) se sert d'expressions générales d'où l'on pourrait chercher à induire que l'acte dont il s'agit suffirait par lui-même pour empêcher la péremption du jugement, indépendamment de toute con-

(1) Voy. nouv. édit. de ce journal, t. 23, p. 501, à la note.

(2) Il est du 20 juil. 1821 (Voy. t. 23, p. 501). Un autre arrêté de la cour de cassation, du 23 av. 1826 (t. 1^{er} de 1817, p. 202, et nouv. édit. t. 8, p. 328) a jugé dans le même sens. Voy. aussi t. 2 de 1815, p. 213, un arrêt de la cour de Paris, du 14 janv. 1824.

issance de sa confection ; mais ce savant auteur savait trop interpréter notre code de procédure pour qu'il soit possible de lui prêter cette opinion. »

Telle est la doctrine de M. Carré sur la première des questions placées en tête de notre article. Voici son opinion sur la seconde (*loc. cit.*) ; on verra qu'elle n'est pas moins conforme à l'arrêt de la cour d'Orléans : « Nous venons de dire que tout jugement par défaut est presque toujours susceptible d'être exécuté par les voies que la loi indique , attendu qu'il inflige ordinairement une condamnation aux dépens ; mais il ne faudrait pas conclure de là que , s'il était libre à la partie qui a obtenu ce jugement de l'exécuter, soit d'une manière , soit de l'autre , par exemple d'opter entre la saisie-exécution ou la saisie immobilière , etc. , un procès-verbal de carence n'opérerait pas les effets que nous lui attribuons. On dirait donc que , puisqu'il était impossible à cette partie de saisir et de vendre les meubles qui n'existent pas, et qui sont insaisissables, elle ne pouvait exécuter le jugement qu'en saisissant les immeubles appartenant au débiteur. Elle ne peut être obligée à prendre une voie d'exécution plus qu'une autre ; il suffit que la loi en ait ouvert plusieurs pour que la partie soit libre de recourir à l'une de préférence à l'autre ; et s'il est constaté que celle qu'il choisit ne peut être poursuivie jusqu'à ses derniers résultats, le jugement sera exécuté par l'acte qui établira cette preuve, et qui sera connu du débiteur. »

L.

COUR D'APPEL DE PARIS.

La créance privilégiée du propriétaire sur les meubles de son locataire, pour le paiement des loyers arriérés, est-elle, en cas de faillite du débiteur, rigoureusement soumise aux formalités de la vérification et de l'affirmation ?
(Rés. nég.) C. com., art. 501 et 502.

LES CRÉANCIERS JAILLOUX, C. MOUCHOTTE.

On disait, pour l'affirmative, que tous les créanciers, quels qu'ils soient, sont tenus, dans le cas de faillite, de se conformer aux dispositions des art. 501 et 502 du C. de com., parce que les formalités qu'ils prescrivent ont été introduites dans l'intérêt de tous ; que par conséquent ils doivent tous faire

vérifier leurs créances et les affirmer devant le juge-commissaire. Que le titre des faillites doit s'appliquer aux propriétaires comme aux autres créanciers, alors que la loi est générale, et ne fait point de distinction; qu'en effet l'art. 502 dit en termes absolus que *tous les créanciers seront avertis*; qu'on ne voit, dans aucun autre texte, d'exception en faveur du propriétaire ou de tout autre créancier privilégié; que c'est par conséquent une nécessité pour lui de faire vérifier sa créance et de l'affirmer; que jusque là il est non recevable à prétendre exercer son privilège sur le prix des meubles ayant appartenu à son locataire; que la simple raison conduit à la même conséquence, parce qu'il implique qu'on puisse exiger le paiement d'une créance avant d'avoir fait constater, contradictoirement avec les parties intéressées, qu'elle existe réellement, et qu'elle est légitime.

Mais on répondait que le principe général invoqué par les créanciers ne pouvait point s'appliquer au propriétaire, parce que celui-ci reste toujours en dehors de la faillite, et totalement étranger à ses opérations; que le propriétaire a un titre authentique qu'on ne peut contester; que le gage spécial affecté par la loi à la garantie de sa créance le sort de la catégorie des créanciers ordinaires, et le dispense des conditions imposées à ces derniers, par conséquent des formalités prescrites, en matière de faillite, par les art. 501 et 502 du C. de com.

Ce système de défense a été accueilli par l'arrêt suivant:

En 1825, le sieur *Jailloux*, propriétaire de diligences, avait loué, pour l'utilité de son entreprise, divers bâtiments contigus à la maison qu'il occupait. Ces bâtiments appartenaient au sieur *Mouchotte*, et celui-ci se trouvait créancier de tous les loyers qui avaient couru depuis le bail, lorsque Jailloux déclara sa faillite. Cependant Mouchotte ne fit point vérifier sa créance, et ne l'affirma point devant le juge-commissaire. Mais il forma opposition entre les mains de l'huissier priseur qui avait vendu le mobilier du failli, et de plus il fit saisir et arrêter, à la caisse des consignations, une somme de 530 fr., que l'un des sous-locataires de Jailloux y avait déposée. Ces actes conservatoires furent suivis d'une assignation en validité devant le tribunal civil de la Seine.

Les syndics soutinrent Mouchotte non recevable dans son action, parce qu'il n'avait pas affirmé sa créance, et conclurent à ce que le tribunal, se déclarant incompétent, renvoyât le demandeur devant le juge-commissaire de la faillite, pour y remplir les formalités prescrites par les art. 501 et 502 du C. de com.

Jugement qui rejette cette exception; déclare les oppositions et saisies-arrêts bonnes et valables; ordonne, en conséquence, que les deniers seront versés ès mains de Mouchotte jusqu'à concurrence des loyers qui lui sont dus.

Appel par les syndics. — Mais, le 18 juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, 3^e chambre, M. Lepoitevin président, MM. Chopin et Colmet avocats, par lequel :

« LA COUR, — En ce qui touche l'exception de compétence, — Attendu qu'il s'agit du privilège légal du propriétaire sur le mobilier qui garnit la maison louée; — Que le propriétaire est en dehors de la faillite; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira effet. »

B.

COUR D'APPEL DE PARIS.

Lorsque le consignataire, après avoir vendu les marchandises qui lui avaient été données en consignation, et en avoir touché le prix en effets à terme, est tombé en faillite, le propriétaire de ces marchandises peut-il revendiquer les effets donnés en règlement du prix, alors que le failli n'en a point encore encaissé la valeur, et qu'ils se retrouvent en nature dans son portefeuille ? (Rés. aff.) C. com., art. 576 et 581.

PERREAU-LECOMTE, C. SAUNIER.

Le 28 juil. 1826, le sieur Saunier, marchand de draps à Elbeuf, envoie en consignation dix-sept balles de laine à la maison Perreau-Lecomte, de Paris. Le 18 août suivant, neuf balles sont vendues au sieur Seveste moyennant la somme de 4,000 fr. Ce prix est payé en un effet à courte échéance. Le 30 août, la faillite de la maison Perreau-Lecomte est déclarée, par un jugement du tribunal de commerce. A cette époque, le billet de 4,000 fr. n'était point échu; il était encore dans le portefeuille du failli; et ce n'est que postérieurement que les syndics en encaissèrent la valeur.

Dans ces circonstances, le sieur Saunier revendique, non seulement les huit balles de laine qui étaient restées dans les magasins de la maison Perreau, mais encore l'effet de 4,000 fr., ou plutôt cette somme encaissée par les syndics depuis la faillite. Refus de la part de ces derniers. Ils prétendent que le consignateur n'est point dans le cas prévu par l'art. 581, parce que la remise de l'effet est un paiement, puisqu'à l'instant même l'acheteur a reçu une quittance pour solde.

Sur ce, jugement qui condamne les syndics de la maison Perreau-Lecomte à remettre au sieur Saunier l'effet de 4,000 fr., ou sa valeur. — « Attendu, y est-il dit, que, sur dix-sept balles de laines consignées par le demandeur, le 28 juil. 1826, à la maison Perreau-Lecomte et compagnie, neuf ont été vendues le 18 août suivant au sieur Seveste pour le compte du consignatant ; — Que l'acheteur a remis en paiement aux consignataires un effet de 4,000 fr. qui n'avait point encore été encaissé lors de l'ouverture de la faillite ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 581 du C. de com. la revendication peut avoir lieu tant que le prix n'a pas été payé ou passé en compte courant entre le failli et l'acheteur ; qu'ainsi la demande du sieur Saunier est fondée, et doit être accueillie. »

Appel de la part des syndics. — Et d'abord, a-t-on dit pour eux, s'il fallait juger la cause d'après les règles de la simple équité, il est certain que la décision ne serait point favorable au sieur Saunier. Car, dans un désastre commun, le sort de tous les créanciers doit être égal. Il n'est pas juste que l'un soit traité avec plus de faveur que l'autre. Au surplus, la prétention de l'adversaire est-elle mieux fondée en droit ? Nullement. L'art. 581 dont il excipe n'est point applicable à l'espèce. Il porte en termes formels que le prix des marchandises consignées ne pourra devenir la matière d'une revendication de la part de l'envoyeur qu'autant qu'il n'aura pas été payé ou passé en compte courant entre le failli et l'acheteur. Or ici le prix avait été payé par Seveste à la maison Perreau-Lecomte, puisqu'elle a donné une quittance pour solde. Vainement on objecte que le prix n'est censé payé que lorsqu'il y a eu paiement effectif et encaissement des espèces. Car la loi ne dit rien de semblable ; en droit, au contraire, il est certain qu'il y a paiement toutes les fois que le prix est réglé en valeurs commerciales. On se libère avec des effets

comme avec de l'argent, et, dans le commerce, les lettres de change et les billets à ordre sont assimilés à des écus. Ce qui prouve enfin qu'il y a eu paiement, c'est que si le sieur Sautier voulait s'adresser à la maison Seveste pour réclamer le prix de ses marchandises, celle-ci lui répondrait avec avantage : « J'ai payé; voilà la quittance pour solde que m'a donnée votre mandataire. »

Il faut, répondait l'intimé, commencer par écarter de la cause ce motif de considération invoqué par les syndics, que, dans le malheur commun, le sort de tous les créanciers doit être égal; car je ne me présente point ici comme créancier, mais bien comme propriétaire. Ce n'est point une créance que je réclame, c'est une action en revendication que j'exerce. Laissons donc à l'écart cette fausse idée, et envisageons la question sous son véritable point de vue. Que s'est proposé le législateur dans l'art. 581? Il a voulu que la revendication pût être exercée par le consignateur toutes les fois que la marchandise, ou *ce qui la représente*, se retrouverait, au moment de la faillite, en la possession du failli. Il n'a fait d'exception que pour le cas où le prix aurait été payé ou encaissé par ce dernier, parce qu'alors il y a eu confusion, parce qu'on ne peut plus distinguer la chose du consignateur de celle du consignataire, et que, par conséquent, la revendication devient impossible. Mais si le prix des marchandises, au lieu d'être payé en espèces, l'est en effets à terme, il n'y a plus alors de confusion, plus d'incertitude. Les effets qui représentent la marchandise sont tout aussi faciles à reconnaître que la marchandise même, et rien ne s'oppose à ce qu'ils puissent être revendiqués.

On a dit qu'il y avait eu paiement par cela seul que le sieur Seveste avait remis des traites à la maison Perreau! Mais on a confondu deux choses absolument distinctes : le règlement d'une facture et le paiement du prix. Sans doute le règlement a eu lieu avant la faillite; mais le paiement effectif n'a été réalisé qu'après son ouverture. Le système des syndics n'est donc pas soutenable.

Le 25 août 1828, ARRÊT de la cour royale de Paris, troisième chambre, M. Poitevin président, MM. Devesvre et Horson avocats, par lequel :

• LA COUR, — Faisant droit sur l'appel, et adoptant les motifs des

premiers juges, — Met l'appellation au néant, avec amende et dépens. »

B.

COUR D'APPEL DE PARIS.

L'obligation de payer une somme dans deux ans, et d'en servir les intérêts par trimestre, constitue-t-elle un billet de commerce ? — En conséquence, la femme d'un négociant, laquelle ne fait point de commerce en son nom, a-t-elle fait un acte commercial, et est-elle justiciable de la juridiction consulaire, pour avoir endossé ce billet, qui était passé à son ordre par deux commerçants, dont l'un était son fils ? (Rés. nég.)

La femme qui gère le commerce de son mari, qui a l'habitude de signer des billets pour lui, sans faire aucun commerce pour son compte particulier, engage-t-elle son mari en endossant un billet souscrit à son ordre à elle-même, et qui n'avait pas eu pour cause le commerce du mari ? (Rés. nég.) (1) C. civ., art. 220.

LA DAME BOUTRAIS, C. TRANSON.

Dans le mois de mars 1826, les sieurs *Latoy* et *Boutrais* fils, associés pour le commerce d'épicerie à Paris, souscrivirent à l'ordre de la dame *Boutrais*, mère de l'un d'eux, un billet de 5,000 fr., payable dans deux années, avec obligation d'en servir les intérêts de trois en trois mois. — La dame *Boutrais* mère était femme d'un négociant de Laigle. Elle ne faisait pas de commerce pour son compte personnel; mais elle gérait celui de son mari, et signait même quelquefois des billets pour ce dernier. Elle passa l'effet de 5,000 fr., mais sans autorisation maritale, à l'ordre d'une veuve *Torsay*, qui, à son tour, le transmit par endossement au sieur *Transon*. — Faillite de *Boutrais* fils et *Latoy*, peu de temps

(1) Voy. le *Cours de code civil* de M. Delvincourt, éd. de 1813, t. 1^{er}, note 1^{re} de la p. 74, où il examine plusieurs questions analogues à celle-ci. — Voy. aussi un arrêt de la cour de Bruxelles, du 27 fév. 1809 (Col. des jugem., an 1810, p. 165, et nouv. éd., t. 10, p. 154), un arrêt de la cour de Nismes, du 17 juin 1809 (Col. des jugem., an 1810, p. 430, et t. 10, p. 483), un autre de la cour d'Angers, du 27 fév. 1819 (anc. col., t. 1^{er} 1820, p. 552, et t. 21, p. 166), et deux de la cour de cassation, des 25 janv. 1821, et 2 av. 1822 (anc. col., t. 1^{er} 1822, p. 158, et t. 23, p. 77, et t. 24, p. 341).

avant l'échéance. — Protêt. — Assignation en paiement donnée par Trauson à la dame Boutrais mère et à son mari devant le tribunal de commerce de la Seine. Il prétendit que la dame Boutrais, ayant ordinairement la signature de la maison commerciale de son mari, en vertu de l'autorisation générale qu'elle était, par cela seul, censée avoir reçue, n'avait pas eu besoin d'une autorisation particulière pour endosser le billet de 5,000 fr., qui, disait-il, avait été causé par le commerce du mari; qu'ainsi, en s'obligeant elle-même, la femme avait obligé ce dernier. — Les défendeurs répondirent que l'effet dont le paiement était réclamé n'avait aucun rapport avec le commerce du mari; qu'ainsi il était nul faute d'autorisation spéciale. — Le 4 déc. 1827, jugement qui condamne la dame Boutrais à payer la somme de 5,000 fr. en principal, et 120 fr. pour les intérêts échus, — « Attendu qu'il est constant que la dame Boutrais est gérante du commerce de son mari; qu'elle a l'habitude de signer des billets pour lui, et que la dame Boutrais ne fait aucun commerce pour son compte particulier; — Attendu que le billet dont s'agit était souscrit ordre de la dame Boutrais, mais qu'il n'a pas d'ailleurs été causé par le commerce de son mari, et ne peut donner aucun droit à exercer contre celui-ci. »

Appel par la dame Boutrais. Devant la cour, elle soutint que le tribunal de commerce était incompétent *ratione materie*. En effet, disait-on pour elle, le billet du mois de mars 1826 n'est point un billet de commerce, il n'en a nullement le caractère : c'est un engagement souscrit à la suite d'arrangements de famille par un fils à sa mère, qui n'est pas commerçante, conjointement avec l'associé du fils, pour donner plus de garantie au créancier, mais qui consiste à payer un capital dans deux années, avec intérêts par trimestre; c'est là une obligation purement civile, dont la circonstance de l'endossement ne peut avoir pour effet de changer la nature et de soumettre la connaissance à la juridiction consulaire. — Ce système a été accueilli.

Du 23 août 1828, arrêt de la cour royale de Paris, première chambre, M. le baron Séguier premier président, MM. Martin et Leroy avocats, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Boissieu, faisant fonctions d'avocat-général; — Considérant que l'engagement de payer une

somme dans deux ans et d'en servir les intérêts par trimestre, ne constitue pas un billet de commerce; — Considérant qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, que la femme Lentrals, mère d'un des obligés, n'a point fait un acte commercial en paraissant dans l'obligation sous la forme d'un endossement; — Met ce dont est appel au néant; — Au principal, dit qu'il a été nullement et incompétemment jugé; — Renvoie les parties devant les juges qui en doivent connaître. » L.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE.

Bien que l'hypothèque légale de la femme soit purgée par l'expropriation forcée vis-à-vis de l'adjudicataire, la femme conserve-t-elle le droit de se faire colloquer à son rang tant que l'ordre de collocation n'est pas clos? (1)
C. civ., art. 2135 et 2195.

La femme peut-elle réclamer sa collocation après la clôture de l'ordre, et tant que les créanciers porteurs de bordereaux n'en ont pas reçu le montant? (Rés. nég.) C. proc., art. 759.

• LACASSIN, C. CLERC.

Le 1^{er} juillet 1828, ARRÊT de la cour royale de Toulouse, première chambre, M. d'Aldeguier président, MM. Laurens et Marie avocats, par lequel :

• LA COUR; — Attendu que, s'il est vrai de dire que l'expropriation forcée, suivie d'adjudication, purge l'immeuble saisi et adjugé de toute hypothèque légale non inscrite; cela n'a lieu que dans l'intérêt de l'adjudicataire, dans les mains duquel l'immeuble passe franc et libre de toute hypothèque, et qui n'est obligé qu'au paiement du prix de l'adjudication; mais que ce serait beaucoup trop étendre les conséquences de l'expropriation forcée que de décider qu'elle purge absolument l'immeuble de l'hypothèque légale non inscrite; de telle sorte qu'elle ne produise plus aucun effet, même sur le prix, et respectivement aux autres créanciers; qu'il est, au contraire, de la nature de l'hypothèque légale, dispensée d'inscription, de conserver tous ses droits au créancier, puisque l'objet principal de l'inscription est de régler le rang des créanciers entre eux; — Attendu que, pour utiliser le droit résultant de son hypothèque légale, le créancier doit se mettre en concours avec les autres créanciers, dont les droits sont réglés dans l'ordre qui suit

(1) Les motifs de l'arrêt que nous recueillons décident cette question affirmativement. Mais la cour de cassation a adopté une opinion contraire. Voy. le t. 2 1827, p. 481. Voy. aussi un arrêt de la cour de Montpellier, t. 2 1828, p. 145.

adjudication; qu'il faut pour cela que les choses soient éteintes en rapport au prix, et que, si la réclamation, fondée sur l'hypothèque gale non inscrite, est postérieure à la clôture de l'ordre, elle sera tar-
 ve, et conséquemment non admissible; qu'en effet, la clôture défini-
 ve de l'ordre rend tout créancier utilement colloqué définitivement
 propriétaire du montant de sa collocation; et le met à l'abri des recher-
 ches de tous autres créanciers; qu'il résulterait du système contraire une
 conséquence et une incertitude que le législateur a voulu proscrire
 par l'art. 759 du C. de proc., qui statue que la clôture de l'ordre en-
 traîne la déchéance des créanciers non-produisants, et fait perdre tous
 leurs droits sur l'immeuble et sur le prix même aux créanciers inscrits
 et produisants, mais non utilement colloqués; attendu, dans le fait, que
 les parties de Mazoyer n'ont pas produit dans l'ordre; que l'ordre a été
 closuré, et le bordereau délivré à la partie de Bressolles, sans que celles
 de Mazoyer soient intervenues dans l'instance d'ordre; que l'opposition
 desdites parties entre les mains de l'adjudicataire, antérieure à la clô-
 ture de l'ordre et à la délivrance des bordereaux, mais faite postérieure-
 ment au jugement qui a statué sur les contredits, n'a pas rempli le vœu
 de la loi et n'a pas conservé auxdites parties de Mazoyer leurs droits
 sur le prix; qu'il aurait fallu, pour qu'il en fût ainsi, qu'elles eussent
 produit dans l'ordre, et qu'elles sont d'autant plus inexcusables de ne
 l'avoir point fait, qu'elles ont été informées de l'adjudication de l'im-
 meuble et de l'ouverture de l'ordre, ainsi qu'il résulte de l'acte même
 d'opposition dont il vient d'être parlé; qu'ainsi rien ne peut les sous-
 traire à la déchéance prononcée par l'art. 759 du C. de proc. civ. »

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

L'acte de suscription d'un testament mystique portant que ce testament a été présenté au notaire en présence des témoins, indique-t-il suffisamment que le testament a été présenté aux témoins en même temps qu'il l'a été au notaire ? (Rés. aff.) C. civ., art. 976.

L'acte de suscription doit-il constater, à peine de nullité, qu'il en a été donné lecture au testateur en présence des témoins ? (Rés. nég.) Ibid.

*L'absence de quelques lettres dans la signature du testa-
 teur peut-elle faire prononcer la nullité d'un testament,
 lorsqu'il est constant que c'est le testateur qui a ainsi tracé
 la signature ?* (Rés. nég.)

*Pour établir qu'un testament mystique est nul, conformément à l'art. 978 du C. civ., en ce que le testateur ne sa-
 vait lire, peut-on être admis à prouver que le testateur*

n'avait jamais su lire l'écriture de main? Ce fait est pertinent? (Rés. aff.) C. civ., art. 978.

DUCHEYLARD, C. SÉJAC DE BELCAIRE.

. Du 5 mai 1828, ARRÊT de la cour de Bordeaux, M. S. président, par lequel :

. LA COUR, — Sur les conclusions de M. de Séze, avocat-général — Attendu que l'acte de suscription du testament mystique de la dame Ducheylard constate que ce testament a été présenté au notaire en présence des témoins; que ces termes indiquent suffisamment que cet acte a été présenté aux témoins en même temps qu'il l'a été au notaire; qu'il n'est point, en cette mention, de termes sacramentels, et que la raison s'oppose à ce qu'on fasse, entre deux manières d'exprimer la même chose, une différence qui, sans importance au fond, deviendrait irritante dans la forme; — Attendu que l'art. 976 du C. civ. n'exige point que l'acte de suscription constate qu'il en a été donné lecture au testateur en présence des témoins, et que la loi du 25 vent. an 11 ne prononce point la nullité des actes publics dans lesquels cette mention aurait été omise: — Attendu que l'absence de quelques lettres dans la signature du testateur ne peut faire prononcer la nullité d'un testament, lorsqu'il est constant, comme dans l'espèce, que c'est le testateur qui a ainsi tracé la signature; que la dame Ducheylard a fait précéder le nom de *Duchela*, qui présente la même consonnance que Ducheylard, de son prénom et du nom de *Laquererie*, sous lequel elle était particulièrement désignée, et que cela suffit pour satisfaire la raison comme pour vêtir la loi: — Attendu que l'offre de preuve, telle qu'elle était articulée devant les premiers juges, était vague et sans précision, les appelants ne déterminant pas la cause de l'incapacité qu'ils attribuaient à la testatrice, et que les premiers juges ont eu raison de ne pas l'accueillir, quoiqu'ils l'aient rejetée par des motifs que la cour ne saurait admettre: — Que, devant la cour, les appelants, en offrant de prouver que la testatrice n'avait jamais su lire l'écriture de main, ont donné à leur offre de preuve une précision dont elle était jusque-là dénuée, et que les 3°, 4°, 5°, 6° et 7° faits, se rattachant au premier fait allégué, deviennent pertinents, puisqu'ils tendent à établir des faits qui seraient la suite naturelle du premier; — Que le second manque de précision et le dernier de pertinence, et ne peuvent par conséquent être admis; — Que, si le laps de temps écoulé depuis l'ouverture du testament et le silence que les appelants ont gardé depuis cette époque, font présumer qu'ils ont mis peu de confiance dans la preuve qu'ils offrent aujourd'hui, ils ne peuvent toutefois la faire repousser, les magistrats pouvant, quand il s'agira de l'apprécier, prendre ces circonstances en considération, qu'ils ne peuvent non plus s'arrêter aux lettres produites par l'intimé et attribuées

lui à la testatrice; que ces lettres ne sont pas reconnues par les appelants; que le légataire n'a point fait, sur leur désaveu, procéder à leur vérification, et que, jusqu'à ce qu'il ait pris cette voie, qui est à sa charge, elles ne sont d'aucune influence auprès des magistrats: — Emettant quant à la preuve offerte seulement, Premier, avant dire droit au fond, aux appelants, de prouver par témoins..... (Suivent les six faits mis.)

COUR D'APPEL DE BORDEAUX.

§ I^{er}.

Un créancier est-il sans qualité pour intervenir, en cause d'appel, dans une contestation que soutient son débiteur contre un tiers, à moins qu'il ne prouve qu'il existe un concert frauduleux entre ce tiers et son débiteur? (Rés. aff.) C. civ., art. 1166 et 1167; C. proc., art. 466.

PIAT DE VILLENEUVE, C. LACOSTE ET AUTRES.

Le 29 mars 1828, ARRÊT de la cour royale de Bordeaux, deuxième chambre, M. Duprat président, par lequel :

LA COUR; — Attendu que, si le sieur Piat de Villeneuve est créancier, comme il le prétend, du sieur Ulric Wirtz, il est suffisamment représenté par ledit Ulric Wirtz (ou ses héritiers bénéficiaires) dans l'instance qui s'agit devant la cour entre celui-ci et la demoiselle Lacoste, et que, sous ce rapport, son intervention dans ladite instance n'est pas recevable; — Que cette intervention ne pourrait être admise, in tant que le sieur Piat de Villeneuve justifierait qu'il existe quelque fraude ou collusion entre Wirtz et la demoiselle Lacoste, à l'effet de soustraire aux créanciers dudit Wirtz la créance qu'ils réclament sur ladite demoiselle Lacoste; — Que Piat de Villeneuve a bien allégué que cette collusion existait, mais qu'il n'en a rapporté aucune preuve; — Que, s'il ne peut jamais acquiescer cette preuve, il sera toujours à temps de faire valoir ses droits ainsi qu'il appartiendra, et qu'en attendant rien n'empêche qu'il ne fasse saisir-arrêter, entre les mains de la demoiselle Lacoste, ce qu'elle peut devoir au sieur Ulric Wirtz ou à sa succession: — DÉCLARE l'intervention, quant à présent, non recevable.

§ II.

Tout créancier a-t-il droit d'intervenir EN PREMIÈRE INSTANCE dans une contestation dans laquelle les intérêts de son débiteur sont compromis, sans être tenu d'offrir de supporter les dépens de son intervention? (Rés. aff.) Ibid. (1)

(1) Voy. un arrêt de la cour de Nîmes, du 14 av. 1812, t. 2 1813, p. 420; nouv. éd., t. 13, p. 355.

Brière, C. LES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Le 14 avril 1828, ARRÊT de la cour royale de Bordeaux première chambre, M. de Sage, président, par lequel :

« LA COUR, — Attendu que la demande en intervention formée par l'administration des contributions indirectes n'a point retardé la solution du litige existant entre *Bierre* et les héritiers de la dame *Girard* ; Attendu que tout créancier a droit d'intervenir en première instance dans une contestation dans laquelle les intérêts de son débiteur sont compromis : que l'art. 1166 du C. civ. qui lui accorde le droit d'exercer les actions de son débiteur ne renferme pas d'exception pour le cas où le débiteur les exercerait lui-même, et que l'intérêt étant la mesure des actions, on ne peut dénier le droit d'agir à celui qui a évidemment un intérêt à ce que les facultés de son débiteur ne soient pas diminuées ; — Que l'art. 466 du C. de proc. civ. ne statue que pour les interventions en cause d'appel ; que, loin de former la règle, il n'est qu'une exception au principe général, exception qui doit être soigneusement restreinte au cas pour lequel elle a été tracée ; — Attendu qu'aucune disposition législative ne soumet l'intervenant à offrir de supporter les dépens de son intervention ; que l'art. 862 du C. civ. ne dispose que pour un cas spécial ; que, lorsque l'intervention est mal à propos contestée, il y a lieu à faire supporter les dépens au téméraire plaideur ; qu'en l'espèce, ils ont été réservés ; — Met l'appel au néant.

COUR D'APPEL DE RIOM.

Les délais fixés par le code de procédure pour les enquêtes en matière ordinaire s'appliquent-ils également aux enquêtes en matière sommaire ? (Rés. nég.) C. proc., art. 257, 278, 279, 407, 409 et 413.

En conséquence, celle des deux parties qui, dans une cause sommaire, n'a pas fait entendre ses témoins à l'audience indiquée pour les enquêtes, et n'a fait à cette audience aucune réserve ni demandé en prorogation, peut-elle en obtenir, huit jours après l'audition des témoins de son adversaire, un délai pour produire les siens ? (Rés. aff.)

BINON, C. LEGAY.

Le 23 déc. 1826, jugement interlocutoire du tribunal civil de Montluçon, rendu en matière sommaire, qui ordonne que le sieur *Binon* prouvera par témoins, à l'audience du 18 janv. alors prochain, certains faits par lui articulés, et qui réserve la preuve contraire au sieur *Legay*, partie ad-

se. — Au jour désigné, l'enquête verbale obtenue par Binon a lieu en présence de Legay, qui ne fait aucune réserve, ne demande pas une prorogation de délai. Mais à la huitaine suivante, il réclame du tribunal l'indication d'une audience à laquelle il pourra faire procéder à la contre-enquête. Binon oppose à cette demande une fin de non-recevoir fondée sur ce que les délais d'enquête sont expirés, d'après le combiné des art. 256, 257, 278, 279 et 286 du C. de proc. civ.

Le 2 fév. 1827, jugement qui, sans avoir égard à cette exception, fixe un jour pour la contre-enquête, — « Attendu que, dans l'espèce, il s'agit d'une enquête sommaire; que ce mode d'enquête se trouve régi par les art. 407, 408 et 409 du C. de proc., qui ne fixe point de délai fatal pour les commencer et parachever; que l'art. 413 du même code, qui, énumérant, par rapport aux enquêtes sommaires, les formalités pour lesquelles il renvoie aux règles relatives aux enquêtes ordinaires, ne rappelle aucune des dispositions des art. 256, 257, 278, 279 et 286, relatifs à l'observation et à l'observation des délais pour faire enquête; qu'en matière sommaire les témoins sont entendus à l'audience, et que la fixation des délais se trouve abandonnée à l'arbitraire et à la volonté des juges, qui ont, en cette matière, une latitude telle qu'ils peuvent rouvrir les enquêtes, soit d'office, soit sur la demande des parties, s'ils estiment que cela peut faire découvrir la vérité; que les circonstances de la cause fournissent des motifs suffisants pour accorder la prorogation demandée. »

Appel par Binon. Il disait : Si les délais d'enquête doivent être observés avec rigueur, c'est surtout dans les causes sommaires, puisqu'elles doivent être instruites rapidement. Or la marche de la procédure serait souvent entravée d'une manière indéfinie, si on laissait aux juges la faculté de proroger ces délais lorsqu'une fois ils sont expirés sans réclamation. Dans l'espèce, l'art. 409 du C. de proc. exigeait que la prorogation fût demandée à l'audience même qui avait été indiquée pour l'enquête, puisqu'il dispose que l'incident sera jugé *sur-le-champ*. Le jugement dont est appel a donc fausement interprété la loi.

Du 6 avril 1827, arrêt de la cour royale de Riom, trois

sième chambre, M. Deval de Guymont président, M. Bernet-Rohande et de Vissac avocats, par lequel :

LA COUR, — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont est appel, — CONFIRME. »

Nota. Un arrêt analogue a été rendu par la cour de Bruxelles, le 16 janv. 1813 (anc. col., t. 40, p. 462, et nouv. édit. t. 14, p. 7). La cour de Paris avait jugé en sens contraire le 6 juin 1812 (anc. col., t. 3 1812, p. 48; nouv. édit., t. 13, p. 53). Mais la cour de cassation, par un arrêt de rejet, du 9 mai 1819 (anc. col., t. 3 1819, p. 522, et nouv. édit., t. 21, p. 183), a consacré le principe que, devant les tribunaux de commerce, DE MÊME QU'EN MATIÈRE SOMMAIRE, la fixation des délais d'enquête est abandonnée à la prudence du juge.

L.

COUR DE CASSATION.

Le premier président d'une cour royale qui, d'après le décret du mois de juil. 1810, est habituellement attaché à la première chambre, peut-il être appelé pour vider un partage d'opinions survenu dans cette chambre? (Rés. aff.) C. proc. civ., art. 468.

La remise d'un billet à ordre que le créancier fait manuellement à un tiers, sans lui souscrire un endossement régulier, est-elle insuffisante pour transférer à celui-ci la propriété de l'effet, encore bien qu'aucun d'eux ne soit commerçant? (Rés. aff.) C. de com., art. 136, 137, 138.

DARENNE, C. LANOIX.

Lanoix ayant contracté une dette de jeu envers *Darenne*, lui donne en paiement un billet à ordre souscrit par *Duplantier*. Cette remise purement manuelle, n'est accompagnée d'aucun endossement régulier au profit de celui à qui elle est faite. Il paraît au surplus que le créancier et le débiteur étaient totalement étrangers au commerce.

Par un acte extrajudiciaire, du 21 juil. 1823, *Lanoix* fait défense à *Duplantier* de payer à un autre que lui le montant de l'effet en question. Cependant *Darenne* obtient, malgré cette défense, le remboursement du billet. — Demande en restitution de la part de *Lanoix*. — Le 30 déc. 1824, jugement du tribunal de Périgueux qui écarte son action. — At-

1.^o que l'art. 1967 du C. civ. défend à celui qui a perdu le jeu de répéter les sommes qu'il a volontairement payées ; que les circonstances de la cause établissant que le billet écrit par Duplantier avait été livré par Lanoix à Darenne en satisfaction de paiement, on ne pouvait pas en ordonner la restitution ; sur l'unique motif que la remise n'avait pas été accompagnée des formalités prescrites par les art. 136 et suiv. du C. de com. » — Appel devant la cour de Bordeaux. — Cette cour déclare qu'elle est partagée d'opinions ; M. Ravez, premier président, est appelé pour vider le partage et l'arrêt rendu avec le concours de ce magistrat, le 26 juil. 1826, confirme le jugement du premier tribunal. — « Attendu qu'il y a eu paiement volontaire et réel que par le dessaisissement et le transport de la propriété des valeurs données en paiement ; que si, en fait de meubles, la possession vaut titre, ce principe n'est point applicable aux meubles incorporels dont la propriété se transmet, non par une simple tradition manuelle, mais par la voie de l'endossement, conformément aux art. 136 et 137 du C. de com. »

Darenne demande la cassation de cet arrêt, et propose les deux moyens que voici : 1.^o violation des art. 118 et 468 du C. de proc., en ce qu'on avait appelé M. Ravez, premier président, pour vider le partage, au lieu d'y appeler un simple conseiller, comme le veulent les articles précités. — C'est, dit le demandeur, une règle constante et salutaire qu'une affaire doit être jugée et terminée sous la présidence même du magistrat qui a entendu toutes les plaidoiries. La loi n'y fait point d'exception pour les cas de partage ; or, on a méconnu cette règle, en appelant le premier président comme juge départiteur, puisque le concours de ce magistrat a eu pour effet immédiat de réduire M. Sayet, président de chambre, qui, jusque alors, avait dirigé tous les débats, à la qualité de simple juge dans la nouvelle discussion que le partage rendait nécessaire ; 2.^o violation de l'art. 1967 du C. civ., et fautive application des art. 136 et 137 du C. de com., en ce que la cour royale avait refusé à la remise du billet l'effet d'un paiement. Les articles précités des lois commerciales sur la nécessité et la forme de l'endossement, pour transférer la propriété de l'effet, ne s'appliquent qu'au transport effectué entre négociants. Mais entre simples particuliers, la tradition

manuellesuffit évidemment pour saisir le tiers porteur ; et, refusant, dans l'espèce, de considérer comme un paiement réel la remise du billet en question faite par Lanoix au mandeur, la cour de Bordeaux n'avait pas seulement connu et fausement appliqué les dispositions du code de commerce, elle avait encore, et par contre-coup, violé l'art. 1967 du C. civ. — Tel était le système de défense du demandeur ; mais il n'a point été accueilli.

Le 17 juillet 1828, ARRÊT de la section des requêtes, *Henrion* président, *M. Pardessus* rapporteur, *M. Maur* avocat, par lequel :

« LA COUR, — Sur les conclusions conformes de *M. de Broi*, avocat général ; — Sur le premier moyen, attendu qu'aux termes de l'art. 468 du C. de proc., le partage dans une cour royale doit être vidé par ou trois conseillers qui n'ont pas connu de l'affaire ; que, d'après l'art. 6, 7 et 36 du décret du 6 juil. 1810, le premier président, habituellement attaché à la première chambre, était évidemment dans le cas prévu par l'art. 468 pour vider le partage survenu dans cette chambre ; qu'il est le premier dans l'ordre du tableau ; qu'il a droit de présider chacune des chambres, quand il le juge convenable ; d'où il suit que sous ces rapports, *M. le premier président Ravez* a eu le droit de vider le partage intervenu dans la première chambre de la cour de Bordeaux.

« Sur le deuxième moyen, attendu que la remise d'un billet à ordre que le créancier fait manuellement à un tiers, sans souscrire un ordre régulier, n'en transfère point la propriété à celui à qui cette remise est faite ; d'où il suit que l'art. 1967, du C. civ. était sans application ; — Attendu que les art. 136, 137 et 138 du C. de Com. ne font réguler la cession et le transport d'un effet négociable que d'un endossement régulier, et s'appliquent à tous billets à ordre, qu'ils soient souscrits par des commerçants ou des non-commerçants, ainsi que le porte textuellement l'art. 637 du C. de com. ; — RAYETTES. »

B.

COUR DE CASSATION.

Lorsque, dans une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, et d'attentat aux mœurs en excitant la débauche et la corruption de la jeunesse au-dessous de l'âge de 21 ans, le ministère public n'a soumis à la chambre des mises en accusation que les faits qualifiés crimes, en se réservant de poursuivre correctionnellement les faits qualifiés délits, si la cour, consacrant cette décision, a renvoyé le prévenu des crimes à lui imputés, et donné

acte au ministère public de ses réserves, y a-t-il, dans les poursuites correctionnelles dirigées par le ministère public, violation de la maxime *non bis in idem*? (Rés. nég.)

Dans ce cas, l'arrêt de la chambre des mises en accusation peut-il être attaqué, en ce qu'il n'a point indiqué, conformément à l'art. 250 du C. d'inst. crim., le tribunal correctionnel qui devait connaître des faits qualifiés délits, alors surtout que cet arrêt a acquis l'autorité de la chose jugée? (Rés. nég.) C. inst. crim., art. 250. Art. 334 du C. pén. est-il applicable aux individus qui, soit pour eux-mêmes, soit pour satisfaire les passions honteuses des autres, ont excité des mineurs à la débauche? (Rés. aff.)

PHILIPOT, C. LE MINISTÈRE PUBLIC.

Le ministère public poursuivait le nommé Philipot, instituteur, comme coupable d'attentat à la pudeur avec violence, et d'attentat aux mœurs en excitant à la corruption et à la débauche des jeunes gens au-dessous de 21 ans, qu'il était chargé de surveiller en sa qualité d'instituteur. Devant la chambre des mises en accusation de la cour de Metz, le ministère public ne présenta que les faits qualifiés crimes, se réservant de poursuivre devant le tribunal correctionnel les faits qualifiés délits.

Le 5 janv. 1828, arrêt qui, statuant sur les faits qualifiés crimes, déclare qu'il n'y a lieu à suivre contre Philipot; ordonne qu'il sera mis en liberté s'il n'est détenu pour autre cause, et donne acte au ministère public de ses réserves à fin de poursuites correctionnelles.

Par suite de ces réserves, Philipot fut traduit devant le tribunal correctionnel de Vouziers. Mais ce tribunal décida qu'il n'y avait lieu à suivre, — « Attendu que les faits pour lesquels Philipot était traduit étant les mêmes que ceux qui avaient été soumis à la cour royale de Metz, et sur lesquels elle avait statué par son arrêt du 5 janv. dernier, une nouvelle appréciation de ces mêmes faits serait une violation de la maxime *non bis in idem*; qu'à la vérité la cour avait donné acte au procureur général de ses réserves de poursuivre Philipot correctionnellement, etc., mais que ces réserves ne pou-

vaient évidemment se rapporter aux faits sur lesquels la cour venait de prononcer; qu'en effet, si elle avait estimé qu'ils constituassent un délit, et que la prévention contre l'inculpé fût suffisamment établie, elle n'eût pas manqué de se conformer aux dispositions de l'art. 230 du C. d'inst. crim.

Appel du ministère public. — Le 26 fév. 1828, jugement du tribunal de Charleville qui infirme, par les motifs suivants : — « Considérant que Philipot était prévenu des crimes et délits prévus et réprimés par les art. 330, 331, 332, 333, 334 et 335 du C. pén.; — Que le procureur général, dans son réquisitoire du 5 janv. 1828, a divisé le fait, en demandant que le prévenu fût mis en accusation pour les crimes prévus par les art. 331, 332 et 333 seulement du code pénal, et en demandant acte des réserves qu'il faisait de le poursuivre pour avoir attenté aux mœurs en excitant et facilitant habituellement la débauche de la jeunesse au-dessous de l'âge de 21 ans, qu'il était chargé de surveiller en sa qualité d'instituteur; que la cour a consacré cette division 1° en renvoyant le prévenu des crimes à lui imputés; 2° en donnant acte des réserves demandées; que, dès lors, la cour ayant prononcé sur des faits distincts, et exercés sur différentes personnes et en différents temps, ou considérés sous un autre rapport, il n'y a pas, dans les poursuites dirigées par suite des réserves, violation de la maxime *non bis in idem*; ordonne qu'il sera passé outre. »

Recours en cassation de la part de Philipot pour violation de la maxime *non bis in idem*, et de l'art. 230 du C. d'inst. crim., qui porte que, « si la cour estime que le prévenu doit être renvoyé à un tribunal de simple police ou à un tribunal de police correctionnelle, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître..... » En ce que la cour de Metz, au lieu d'indiquer, par son arrêt du 5 janv. 1828, le tribunal correctionnel qui devait connaître des faits qualifiés délits, s'était contentée de donner acte au ministère public de ses réserves.

Le 18 avril 1828, ARRÊT de la section criminelle, M. Bailly, conseiller, président, M. Brière rapporteur, M. Guillemin avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Mangin, faisant fonctions d'avocat-général — Sur le moyen de nullité présenté dans la requête. — Attendu que le tribunal de Charleville, chef-lieu judiciaire du dépar-

ment des Ardennes, en réformant, par le jugement attaqué, le jugement correctionnel du tribunal de première instance de Vouziers, par lequel il avait été déclaré qu'il y avait chose jugée par la cour royale de Metz, à l'égard de Philipot, sur les faits dont il était prévenu, qu'il ne pouvait plus en connaître, et avait en conséquence renvoyé ledit Philipot des poursuites du ministère public, s'est conformé exactement à l'arrêt rendu le 5 janv. dernier par la chambre des mises en accusation de la cour royale de Metz; que cette cour, par ledit arrêt, après avoir apprécié les charges en ce qui concernait les crimes prévus par les art. 11, 332 et 353 du C. pén., a annulé l'ordonnance de prise de corps et ordonné la mise en liberté de Jean-Nicolas Philipot, si pour autre cause il n'était détenu; sous un autre rapport, et en conformité de cette partie du réquisitoire du procureur-général, a donné acte au ministère public de ses réserves pour poursuivre ledit Philipot, pour avoir attenté aux mœurs en excitant et facilitant habituellement la débauche de la jeunesse au-dessous de 21 ans, qu'il était chargé de surveiller en sa qualité d'instituteur; — Que cet arrêt, passé en force de chose irrévocablement jugée, n'est pas susceptible d'être attaqué même indirectement pour violation de l'art. 230 du C. d'inst. crim.; que, d'ailleurs, cet article, qui n'est pas prescrit à peine de nullité, est purement réglementaire et indicatif du renvoi à ordonner par les chambres des mises en accusation devant les tribunaux de police correctionnelle ou de simple police, lorsque la prévention paraît suffisamment établie en ce qui concerne les délits ou contraventions; mais qu'il ne peut être induit que la cour ait apprécié les charges sous le rapport du délit, lorsqu'elle réserve formellement le ministère public à ses poursuites;

Sur le moyen de nullité présenté en plaidoirie, — Attendu que l'art. 34 du C. pén. est général dans ses dispositions, et que, n'établissant aucune distinction entre les individus qui attentent aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans pour les plaisirs honteux des autres, ou pour eux-mêmes personnellement, ledit article les comprend également pour la poursuite et la répression; — REJETTE. »

COUR DE CASSATION.

Les notaires ayant la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, peuvent-ils par cela même stipuler le prix de leurs démissions, et les conventions qui interviennent à ce sujet, dans l'intérêt privé des parties, sont-elles de la compétence des tribunaux? (Rés. aff.) (1).

(1) Voy. ci-dessus, p. 419, et t. 59, p. 454; nouv. éd., t. 22, p. 529.

Lorsqu'une décision ministérielle a refusé l'agrément du roi à la nomination du successeur d'un notaire, en se fondant sur deux contrats qui réglaient les intérêts privés des parties, un tribunal peut-il, sans se mettre en opposition avec cette décision, ordonner que l'un des contrats seulement sera exécuté suivant sa forme et teneur? (Rés. aff.)

Les juges, en décidant, dans ce cas, que les deux contrats ne sont pas indivisibles, et que le premier peut et doit être exécuté indépendamment du second, font-ils une appréciation d'actes et de faits qui échappe à la censure de la cour de cassation? (Rés. aff.)

M^e CHENOT, C. MALTESTE.

Par acte du 15 janv. 1824, M^e Chenot, notaire, cède son office au sieur Malteste, à condition que le cessionnaire n'entrerait en possession que le 20 mars 1829. Le prix stipulé dans l'acte était de 30,000 fr.; mais le cédant reçut en outre une somme de 500 fr. et un billet de 10,000 fr., qui fut exactement payé à son échéance le 1^{er} janv. 1825. Il fut convenu que, s'il arrivait que le sieur Malteste ne voulût pas ou ne pût pas obtenir sa nomination à la place du démissionnaire, ou qu'il mourût avant le 20 mars 1829, lui ou ses héritiers désigneraient une autre personne capable, en faveur de laquelle M^e Chenot donnerait sa démission, aux risques et périls de Malteste ou de ses héritiers.

En 1826, M^e Chenot tomba gravement malade. Sa maladie, qui se prolongeait, ayant pour résultat de diminuer sa clientèle, il consentit à donner sur-le-champ sa démission en faveur du sieur Malteste. Celui-ci, à raison de cette anticipation de jouissance, promit de payer une somme de 5,000 fr. en sus de celles précédemment stipulées. Un second traité fut passé à ce sujet le 1^{er} août 1826.

Le sieur Malteste sollicita sa nomination auprès du ministre de la justice. Le ministre, ayant été informé que le prix de la cession n'était pas fidèlement énoncé dans les actes, prit des renseignements auprès du tribunal de première instance sur la valeur de l'office de M^e Chenot. Le tribunal proposa une réduction de 5,000 fr. dans le prix de la cession, tel qu'il avait été fixé, soit par les actes, soit par les conventions verbales des parties, et qui s'élevait à 45,500 fr.

Le 11 déc. 1826, décision ministérielle qui refuse d'accueillir la demande du sieur Malteste, — « Attendu, d'une part, qu'il y a eu simulation dans le traité, et, d'autre part, que le cédant a refusé de souffrir aucune réduction dans le prix ». Cette décision porte en outre que, le refus n'ayant point eu lieu en considération de la personne, le sieur Malteste peut recourir contre M^e Chenot par toutes les voies de droit à raison des sommes et valeurs qu'il aurait comptées, et qui n'auraient point été comprises dans le traité patent.

Le sieur Malteste assigne alors M^e Chenot devant le tribunal civil de Dijon pour voir déclarer nulle et de nul effet la convention du 1^{er} août 1826, dont l'exécution est devenue impossible. Il conclut à ce que la convention du 15 janv. 1824 soit exécutée selon sa forme et teneur, se réservant de former, à l'époque de la démission de M^e Chenot, telle demande en dommages et intérêts qu'il appartiendra.

M^e Chenot soutient que l'autorité judiciaire est incompétente, attendu que le demandeur conclut à l'exécution du traité du 15 janv. 1824, dont l'autorité administrative a prononcé la nullité. En effet, disait-on, le ministre, en rejetant la demande du sieur Malteste, s'est fondé sur ce qu'il y avait simulation dans le prix, et sur ce que le cédant n'avait voulu consentir à aucune réduction. Mais évidemment le traité est annulé par une telle décision, et le tribunal ne pourrait en ordonner l'exécution sans contrarier au acte de l'autorité administrative. Ce serait une erreur de croire que la vente d'un office est valable, et continue d'être obligatoire, même lorsqu'elle n'est pas ratifiée par l'autorité supérieure. Si l'art. 91 de la loi du 28 av. 1816 reconnaît à tout titulaire le droit de présenter son successeur, ce n'est là qu'une faculté subordonnée au droit qu'a le gouvernement de ratifier ou non le traité soumis à son approbation. Les conventions entre le titulaire et son successeur sont donc soumises à une condition résolutoire. Cette condition s'accomplit lorsque le ministre refuse de ratifier le traité. Dans ce cas on peut se pourvoir devant l'autorité supérieure; mais tout recours devant les tribunaux, ayant pour objet le maintien et l'exécution du même traité, doit être rejeté pour vice d'incompétence.

Le 25 fév. 1827, jugement par lequel le tribunal se déclare compétent, et, statuant au fond, maintient les conventions

des 15 janv. et 1^{er} août 1826, ordonnant que, de son côté, le sieur Malteste sera tenu de payer à M^e Chenot les sommes y stipulées, outre et non compris les 10,500 fr. que M^e Chenot convient avoir reçus, réservant au sieur Malteste son recours en dommages et intérêts.

Appel de la part de M^e Chenot. — Appel incident de la part du sieur Malteste de la disposition du jugement qui valide le traité du 1^{er} août 1826.

Le 16 juil. 1827, arrêt de la cour royale de Dijon, ainsi conçu : — « Considérant que les conventions qui interviennent, relativement à la transmission d'un office de notaire, doivent être rangées dans la classe de celles qui appartiennent au droit civil, puisque ces sortes de conventions sont autorisées par les lois civiles, et que, par ce seul motif, les contestations auxquelles elles peuvent donner lieu doivent être jugées par les tribunaux civils ordinaires, spécialement établis pour décider les différends qui s'élèvent entre particuliers relativement à leurs intérêts privés : — D'où il suit que le tribunal de première instance de Dijon était compétent pour prononcer sur les demandes qui lui avaient été soumises par Malteste; — Que vainement l'appelant a prétendu que l'incompétence du tribunal résultait de ce que les traités intervenus entre lui et Malteste n'avaient point été approuvés par le ministre de la justice, qui avait rejeté la demande en admission formée par ce dernier, par des motifs uniquement puisés dans ces mêmes traités, et qu'ainsi le tribunal ne pouvait, sans se mettre en opposition manifeste avec le pouvoir du ministre, en ordonner l'exécution; — Que, d'une part, si, par des considérations d'ordre public, les traités de la nature de ceux dont il s'agit audit procès peuvent être soumis à l'investigation et à l'examen du ministre de la justice, il ne s'ensuit pas que ce même ministre ait le droit de prononcer l'annulation de ces traités à l'égard de ceux qui les ont volontairement souscrits, et s'en sont fait une loi, relativement à leurs intérêts privés; mais que le droit qui lui appartient est seulement un droit de surveillance qui l'autorise à rejeter la demande de celui qui, ayant acquis une charge à des conditions trop onéreuses, se présente pour obtenir le titre ou la qualité d'officier public, que le souverain seul pouvait lui conférer, et qui ne pouvait être l'objet de conventions par-

lières entre lui et son cédant; — Que, d'un autre côté, il résulte en aucune façon de la décision prise par le ministre, l'égard du sieur Malteste, que S. Exc. ait entendu annuler les traités intervenus entre les parties en ce qui touchait à leurs intérêts privés; — Qu'ainsi, sous aucun rapport, la décision des premiers juges ne se trouve en opposition avec la décision ministérielle, et qu'en conséquence le moyen d'incompétence présenté par l'appelant était tout-à-fait mal fondé. »

Sur l'appel incident de Malteste, — « Considérant, en droit, que l'on ne peut pas soutenir avec raison que les traités des 15 janv. 1824 et 1^{er} août 1826 soient indivisibles, comme n'ayant qu'un seul et même objet, la transmission de l'étude de Chenot à Malteste, et que l'un ne peut s'exécuter sans l'autre; — Que c'est le premier seul, celui du 15 janv. 1824, qui assure à Malteste la propriété incontestable de l'office de Chenot, puisqu'on y voit en effet que, s'il arrivait que le sieur Malteste ne voulût pas ou ne pût pas obtenir pour lui-même sa nomination, ou qu'il vînt à mourir, lui ou ses héritiers désigneraient à Chenot une autre personne capable, en faveur de laquelle il donnerait sa démission, aux risques et périls de Malteste et de ses héritiers; — Que le second traité, celui du 1^{er} août 1826, n'a eu au contraire pour objet que de modifier l'une des conditions insérées dans le premier, celle relative à la fixation de l'époque à laquelle Chenot serait tenu de se démettre; — Que, sans ce traité, l'autre n'en aurait pas moins été parfait, et que, dès lors, il n'est pas possible de dire qu'ils ne puissent s'exécuter que simultanément; — Statuant par jugement nouveau, déclare non venu entre les parties le traité intervenu le 1^{er} août 1826; décharge Malteste des obligations contractées par ledit traité, lui réserve ses actions pour le préjudice que lui a causé et que pourra lui causer par la suite M^e Chenot, si, par son fait, l'étude avait perdu de sa valeur au 20 mars 1829, époque à laquelle il devra donner sa démission en faveur de Malteste, ou de toute autre personne qu'il lui désignera. »

M^e Chenot s'est pourvu en cassation contre cet arrêt pour violation des lois qui défendent aux tribunaux de se mettre en opposition avec les actes de l'autorité administrative. Il soutenait d'ailleurs que les deux traités étaient indivisibles, puisque le second rappelait expressément le premier et s'y

référerait ; que, dès lors, les juges ne pouvaient considérer le traité du 24 janv. 1824 comme toujours subsistant ; que la simulation, qui avait été la cause du rejet des deux traités, n'existait que dans le premier ; que c'était donc principalement ce traité que réprouvait la décision ministérielle ; que la cour royale, en en reconnaissant la validité, s'était mise en opposition avec la décision du ministre.

Le 28 février 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion de Pansey* président, M. *Lasagny* rapporteur, M. *Scribe*, avocat, par lequel :

LA COUR, — Sur les conclusions de M. le procureur-général : — Sur la première partie du premier moyen, — Attendu, *en droit*, que les conventions particulières sur des intérêts privés des parties sont exclusivement de la compétence des tribunaux ; — Qu'en vertu de l'art. 91 de la loi du 28 av. 1816, les notaires, pouvant présenter à l'agrément de S. M. leurs successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois, peuvent, par cela même, stipuler de ces derniers le prix de la démission qu'ils donnent en leur faveur, stipulation qui rentre essentiellement dans la classe des conventions particulières dans l'intérêt privé des parties ; — Et attendu, *en fait*, que Chenot, par contrat du 15 janv. 1824, s'est engagé, moyennant une certaine somme, à user du droit que lui conférait l'art. 91 de la loi du 28 av. 1816, et à donner, après le laps de cinq ans, sa démission en faveur de Malteste, lequel s'est engagé à faire de son côté toutes les diligences et démarches nécessaires pour obtenir du gouvernement la nomination aux fonctions dont Chenot se serait démis en sa faveur ; que, par un second contrat, du 1^{er} août 1826, Chenot s'est obligé de donner, dès le lendemain, sa démission en faveur de Malteste, qui s'est obligé à son tour d'ajouter à la somme déjà convenue celle de 5,000 fr. ; — Qu'ainsi ces deux contrats ne présentant que des conventions particulières dans l'intérêt privé des parties, les juges ont dû (comme ils l'ont fait) se déclarer compétents pour statuer sur les contestations relatives à ces mêmes contrats ;

Sur la seconde partie du moyen, — Attendu, *en droit*, qu'il n'est pas permis aux juges de se mettre en opposition avec les décisions ministérielles rendues sur les présentations faites par les notaires de leurs successeurs à l'agrément de S. M. ; mais attendu, *en fait*, que, par la décision ministérielle du 11 déc. 1826, l'agrément de S. M. n'a été déclaré refusé que sur les deux contrats des 15 janv. 1824 et 1^{er} août 1826 réunis ensemble ; tandis que, d'après la disposition de l'arrêt attaqué, qui maintient uniquement le premier contrat du 15 janv. 1824, c'est uniquement sur ce même contrat que l'agrément de S. M. peut être demandé ; qu'ainsi les éléments et la cause de la demande n'étant point les

tes, aucune contradiction ne peut exister entre l'arrêt et la décision ministérielle du 11 déc. 1826;

Sur le deuxième moyen, — Attendu que, pour décider que les deux contrats des 15 janv. 1824 et 1^{er} août 1826 n'étaient point indivisibles, que le premier pouvait et devait être exécuté, indépendamment du second, de la même manière qu'il l'aurait été si ce second contrat n'avait jamais été consenti, l'arrêt attaqué n'a fait qu'apprécier ces mêmes contrats, volonté des contractants. les faits et circonstances de la cause, appréciation que la loi abandonne aux lumières et à la conscience des juges;
Règle. S.

COUR DE CASSATION.

Est-ce qu'une cour d'appel n'aurait annulé un rapport d'experts que pour partie, tandis qu'elle aurait dû l'annuler pour le tout, peut-il résulter de cette circonstance un moyen de cassation contre son arrêt sur le fond, alors même qu'indépendamment du rapport, qui n'était pour elle qu'un renseignement, la cour royale aurait fondé sa décision sur les actes et les titres respectivement produits par les parties? (Rés. nég.) C. proc., art. 302.

COMMUNE DE FORMIGUIÈRES, C. D'ALBIS.

Le sieur D'Albis, propriétaire de la forêt de la Plasnes, signe en cantonnement la commune de Formiguières, qui avait conservé des droits d'usage sur cette forêt, et, le 12 v. 1822, il obtient contre elle un jugement par défaut. Opposition de la part de la commune, fondée sur ce qu'elle est elle-même propriétaire de la forêt. Mais, le 3 mai 1824, second jugement qui la déboute, et fixe au quart la portion qui lui sera dévolue. Sommé de se rendre sur les lieux pour être présent à la division des lots et pour faire choix de l'un d'eux, le maire provoque d'abord la délimitation de la forêt, et proteste de nullité contre tout ce qui serait fait par les experts avant cette opération préalable. Il paraît que les experts, au lieu de surseoir, ont prononcé sur cette difficulté, qui ne les regardait pas; qu'ensuite ils ont partagé la forêt en quatre lots, et qu'ils ont expédié à la commune le troisième lot, qu'elle avait déclaré choisir; mais en renouvelant toujours des protestations. Un jugement du 30 août 1826 annule le rapport.

Appel par D'Albis. — Et, le 2 mars 1827, arrêt de la cour

de Montpellier qui dispose dans les termes que voici : — « Attendu qu'il y a deux parties distinctes dans le rapport, l'une par laquelle les experts ont prononcé sur une difficulté survenue entre les parties et relative à la délimitation, l'autre par laquelle les experts ont partagé la forêt en quatre lots; et expédié à la commune celui qu'elle avait choisi; — Qu'en se livrant à la première de ces opérations, les experts ont, à la vérité, décidé une question qui n'avait été débattue ni en première instance ni devant la cour, et pour la solution de laquelle ils n'avaient, par conséquent, pas reçu de mandat; qu'ils ont donc agi sans qualité quant à ce; mais qu'il en résulte seulement que cette partie du rapport ne peut fixer l'attention de la justice; qu'elle doit être considérée comme nulle et non avenue, sauf à la cour à examiner elle-même la question de propriété; — Attendu que, les experts n'ayant compris dans les opérations du partage, que le terrain qu'ils devaient y comprendre d'après les titres respectivement produits par les parties....., il y a lieu d'homologuer. »

Pourvoi en cassation de la part de la commune pour violation de l'art. 302 du C. de proc. Les experts, a-t-on dit, n'avaient de mission que pour procéder au partage. Ils ne pouvaient point s'occuper de la fixation des limites de la forêt dès l'instant qu'elles étaient contestées; ils devaient surseoir à leur opération, et attendre, sur ce point de difficulté, un jugement nouveau. Ils ne l'ont pas fait, et, par cet excès de pouvoir, ils ont entaché leur rapport d'un vice radical qui devait le faire annuler en totalité. La cour d'appel n'a donc pu le conserver pour partie, et le prendre pour base de sa décision sans violer la loi.

Du 17 juillet 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. *Henrion* président, M. *Hua* rapporteur, M. *Piet* avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. de Broë, avocat-général; — Attendu que l'arrêt attaqué, indépendamment du rapport des experts, qui n'était qu'un renseignement pour les juges, a fondé sa décision sur les actes et les titres respectivement produits, titres et conformité desquels le partage de la forêt de Laplagnes a été opéré qu'en jugeant ainsi l'arrêt attaqué n'a pu violer aucune loi. — RÈGNE :

COUR DE CASSATION.

Le droit de séparation des patrimoines peut-il s'exercer sur le prix encore dû d'un immeuble vendu par le défunt à son héritier, comme il s'exercerait sur l'immeuble lui-même s'il existait en nature dans la succession ? (Rés. aff.)
C. civ., art. 878.

En conséquence, le légataire d'une partie de ce prix est-il fondé, en cas de vente judiciaire de l'immeuble sur l'héritier, à demander qu'il soit distrait du montant de l'adjudication somme suffisante pour le remplir de son legs, sans que les créanciers personnels et hypothécaires de cet héritier puissent légitimement contester cette prétention ? (Rés. aff.)

PAULET, C. SAUVAGE DE FILINGE.

En l'an 4, le sieur *Sauvage de Verny* vend à *Sauvage de Filinge*, son neveu, le domaine de *Gregny*, pour la somme de 85,000 £ — 105,000 f. sont payés comptant par l'acquéreur. Le surplus du prix n'était exigible qu'à quatre années après.

Sauvage de Verny meurt en l'an 6, laissant un testament par lequel il léguaît au jeune *de Filinge*, son petit-neveu, tout ce dont il pouvait disposer. La loi du 17 niv. réduisait cette disposition au 6^e des biens du défunt. Il paraît que l'actif de la succession se composait presque uniquement des 10,000 fr. encore dus sur le prix de vente du domaine de *Gregny*. Quoi qu'il en soit, ce domaine se trouvait grevé d'un grand nombre d'inscriptions qui avaient été requises par les créanciers personnels de *Sauvage de Filinge*, qui, comme on a vu, était tout à la fois acquéreur de l'immeuble et héritier du vendeur. En conséquence, le domaine de *Gregny* est saisi et vendu le 5 sept. 1821 pour le prix de 46,000 fr. Un ordre s'ouvre pour la distribution de cette somme. *De Filinge*, fils (le légataire) intervient, et, se fondant sur le privilège de séparation des patrimoines, il demande qu'il soit distrait du prix de l'adjudication somme suffisante pour le remplir de son legs.

Le 6 juil. 1825, jugement du tribunal de *Gex* qui écarte la prétention, sur le motif que les biens dont le prix est à distribuer ne font point partie de la succession de *Verny*.

Appel. — Le 26 mai 1827, arrêt infirmatif de la cour de Lyon, conçu en ces termes : — « En ce qui touche la séparation des patrimoines, — Attendu que la légitimité, la nature et la qualité des droits de Filinge fils, en sa qualité de légataire du sieur Sauvage de Verny, ont été reconnues, et que cette qualité lui donne incontestablement le droit, d'après les anciennes comme d'après les nouvelles lois, de demander le paiement de son legs par la voie de la distinction des patrimoines entre les biens du sieur de Verny et ceux de son héritier; — Attendu que cette réclamation ayant lieu dans une succession ouverte avant le code civil, et même avant la loi du 11 brum. an 7, il est certain que, d'après l'art. 14 de cette loi et la jurisprudence constante, aucune inscription n'était nécessaire pour en conserver les avantages; — Attendu que le sieur de Filinge père, cohéritier du sieur de Verny, est devenu son seul héritier par l'effet de différentes cessions; que, dès lors, il est passible, sur les biens de cette succession, du legs dont elle était grevée; — Attendu que l'immeuble dont il s'agit de distribuer le prix provient de feu Sauvage de Verny; — Attendu que, dans cet état, la question qui s'élève au procès a pour objet de décider si Filinge fils, légataire du sieur Sauvage de Verny, sera payé de son legs sur le prix dont il s'agit, par préférence aux créanciers du sieur de Filinge père, héritier de ce dernier, et qu'ainsi c'est bien le cas de distinguer et séparer les patrimoines; — Attendu que, s'il est vrai que l'immeuble dont le prix est à distribuer avait été vendu par le sieur de Verny au sieur de Filinge père, il est également reconnu que celui-ci n'en avait pas payé le prix; qu'il est de principe en cette matière que le prix non payé représente l'immeuble, et que la séparation des patrimoines peut être demandée dans ce cas sur le prix non payé comme sur l'immeuble; — Attendu qu'il n'a pu s'opérer aucune confusion entre ce prix fixé par des actes authentiques, faisant partie de la succession du sieur de Verny, et les autres biens du sieur de Filinge père, son héritier; — Attendu que cette action en séparation des patrimoines n'a pu se prescrire que par l'intervalle de trente années entre majeurs, lorsqu'elle s'exerce sur le prix non payé ni distribué d'un immeuble qui représente, ainsi qu'on l'a dit, immédiatement cet immeuble; qu'au surplus la prescription n'a été opposée par les in-

des que relativement à l'hypothèque légale que demandait subsidiairement de Filinge fils ; que les motifs qui ont été donnés sur la séparation des patrimoines rendent inutile l'examen de cette question, et de toutes les autres qui s'y rattachent. Emendant, ordonne que, sur le prix à distribuer, de Filinge fils sera payé par privilège et préférence à tous les créanciers du sieur de Filinge père, de la somme de 13,168 fr. cent., montant du legs qui lui a été fait. »

Paulot, l'un des créanciers, se pourvoit en cassation. Violation des art. 2093, 2094 et 2095 du C. civ.; fausse application des art. 878 et 2111 du même code : tel était le double moyen que présentait le demandeur.

Quel est, a-t-il dit, l'objet de la séparation des patrimoines ? C'est d'empêcher que les biens de la succession ne se confondent avec ceux de l'héritier ; c'est de conférer aux créanciers du défunt un privilège sur les biens, afin qu'ils soient payés de préférence aux créanciers personnels de l'héritier. La séparation des patrimoines ne peut donc avoir lieu que relativement aux biens que possédait le défunt à son décès ; elle ne peut donc s'étendre à ceux qui ne lui appartenaient pas lors de sa mort, à ceux notamment qu'il avait précédemment aliénés. Aussi Pothier, dans son *Traité des successions*, chap. 5, dit-il formellement que les choses données à titre de revifs, quoique sujettes au rapport, n'étant réputées biens de l'hérédité que par fiction, ne peuvent être l'objet d'une demande en séparation des patrimoines. Or, si le droit de séparation ne peut s'exercer sur les biens que le défunt avait aliénés en avancement d'hoirie, quoiqu'ils fassent, en quelque sorte, partie de la succession ; au moyen du rapport ; à plus forte raison ce droit ne peut-il être exercé sur ceux qui n'y sont point rapportables, sur ceux que le défunt avait irrévocablement aliénés à titre onéreux. On oppose que le prix n'avait pas été payé. Mais que conclure de là ? Que le successeur de de Verny avait une créance sur l'acquéreur ; que cette créance aurait pu engendrer un privilège, si les formalités prescrites avaient été remplies. Il n'en résulte pas qu'un simple légataire de de Verny ait pu réclamer la séparation des patrimoines relativement à un immeuble qui n'avait jamais fait partie de la succession.

Mais, a dit encore la cour d'appel, le prix représente

l'immeuble, et la séparation s'exerce sur l'un comme sur l'autre! » Oui, lorsqu'il s'agit du prix d'un bien de la succession, *pretium rerum hereditarium*. Ainsi, lorsque l'immeuble vendu par l'héritier ou sur l'héritier se trouvait en nature dans la succession, le prix qui le remplace appartient à la succession, comme l'immeuble lui-même lui appartenait; ainsi les créanciers et les légataires de la succession auront sur le prix le même droit de séparation qu'ils auraient eu sur l'immeuble s'il n'eût pas été vendu. Mais le principe invoqué par la cour d'appel reste sans application lorsque les biens, comme dans l'espèce, ont été vendus par le défunt long-temps avant son décès. Ces biens alors ne font point partie de sa succession, et la fiction, qui, dans le premier cas, s'attache au prix, disparaît dans le second. Le système contraire entraînerait souvent de fâcheuses conséquences, en rendant les créanciers victimes de leur bonne foi. En effet, les biens étant *in bonis* de leur débiteur, ils ont dû l'en croire propriétaire absolu, et traiter avec lui dans la plus grande confiance. Si une demande en séparation des patrimoines, exercée sur le prix long-temps après la vente, et depuis le décès du vendeur, pouvait anéantir ou modifier leurs droits, il n'y aurait plus de sécurité pour le commerce, plus de garantie pour les transactions. (1)

Du 16 juillet 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Favard, président, M. Hua rapporteur, M. Nicod avocat, par lequel :

« LA COUR. — Sur les conclusions conformes de M. de Broë, avocat-général; — Attendu que la séparation des patrimoines s'exerce généralement sur les biens et droits quelconques qui appartaient au défunt, aussi bien sur l'immeuble en nature que sur le prix qui en est déot qui le représente; qu'ainsi Sauvage de Filinge, fils trouvant dans la succession de son grand-oncle Sauvage de Verny la créance d'une partie de ce prix, il a dû en être opéré distraction à son profit, contre les créanciers personnels de son père, qui en était débiteur; qu'en le jugeant ainsi l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi; — REJETTE. »

(1) M. l'avocat-général de Broë écartait cette objection en faisant remarquer que la terre de Gregny était à la vérité *in bonis* du débiteur, mais qu'elle y restait soumise à l'action résolutoire pour paiement du prix; qu'ainsi les créanciers de Sauvage de Filinge devaient s'imputer de ne pas avoir vérifié si le prix avait été payé.

Nota. La cause présentait une autre question, celle de savoir si, le droit de demander la séparation des patrimoines étant ouvert avant la loi du 11 brum. an 7 et le code civil, le droit durait trente ans, même vis-à-vis des créanciers hypothécaires de l'héritier, encore bien qu'on n'ait rempli aucune formalité sous le code pour le conserver. On a vu, par les motifs de l'arrêt, que la cour d'appel avait jugé l'affirmative. Mais le tribunal régulateur ne s'étant point occupé de cette difficulté, nous avons pensé qu'il était inutile d'en surcharger la discussion.

B.

COUR DE CASSATION.

Un propriétaire forain qui envoie au pâturage commun un plus grand nombre de bêtes qu'il n'était autorisé à y envoyer, d'après une arrêté de l'autorité municipale, commet-il une contravention qui doit être réprimée par le tribunal de simple police? (Rés. aff.)

Le propriétaire peut-il être excusé et renvoyé devant le tribunal civil, sous le prétexte que la délibération n'a pas été publiée dans la commune qu'il habite? (Rés. nég.)

Un arrêté municipal ne doit-il être publié que dans la commune du maire dont il émane, et oblige-t-il même les étrangers non domiciliés qui se trouvent sur son territoire? (Rés. aff.)

MINISTÈRE PUBLIC, C. LAURENT.

Du 15 février 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly faisant fonctions de président, M. Gary rapporteur, sur lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions de M. Laplagne-Barris, avocat-général; — Vu l'art. 13, sect. 4, tit. 1^{er} du C. rural, du 6 oct. 1791, portant que la quantité de bétail, proportionnellement à l'étendue du terrain, sera fixée dans chaque paroisse à tant de bêtes par arpent, d'après les réglemens et les usages locaux; et qu'à défaut de documents positifs à cet égard, il y sera pourvu par le conseil général de la commune; — Vu l'art. 15 de la loi du 28 pluv. an 8, portant que le conseil municipal réglera le partage des affouages, pâtures, récoltes et fruits communs; — Vu la délibération du conseil municipal de Luxeuil, du 10 fruct. an 11, approuvée par l'autorité préfectorale, qui, en exécution des lois précitées, règle le nombre des têtes de bétail que chaque

propriétaire, ou domicilié, ou forain, a le droit d'envoyer dans le pâturage commun: — Vu l'art. 161 du C. d'inst. crim. ; — Attendu qu'il appartient aux tribunaux de police de réprimer les contraventions aux arrêtés pris par les autorités municipale et administrative dans la sphère des attributions qui leur sont confiées par les lois générales du royaume, ou par des lois spéciales, et dans toutes les matières où elles sont autorisées à agir par voie de règlement; que ces arrêtés sont considérés comme réglemens de police, dont l'infraction doit être punie par l'application des peines de police prononcées par les lois; — Attendu que le conseil municipal de Luxeuil, dans sa délibération du 10 fruct. an 11, et l'autorité préfectorale, dans l'approbation qu'elle a donnée à cette délibération, ont agi en vertu de pouvoirs qui leur étaient conférés par les lois des 6 oct. 1791 et 28 pluv. an 8;

• Attendu, en fait, que la contravention du prévenu à cette délibération, en envoyant au pâturage un nombre de bêtes supérieur à celui qu'il était autorisé à y envoyer, n'a pas été contestée par le prévenu, et a été reconnue par le jugement attaqué; — Attendu que le fait de non-publication, dans la commune de Breuches, où le prévenu est domicilié, de la délibération du conseil municipal de Luxeuil, ne pouvait être un motif d'excuse, puisque le prévenu, étant propriétaire dans la commune de Luxeuil, et n'ayant même droit au pâturage commun, dans cette dernière commune, qu'à raison de la propriété qu'il y possédait, devait connaître le mode et les conditions, dans la commune de Luxeuil, de l'exercice de ce droit de propriété; que d'ailleurs les autorités municipales ne doivent faire promulguer leurs arrêtés que dans les limites de leur juridiction, déterminées par celles de leur territoire; que telle est d'ailleurs l'autorité des réglemens de police qu'ils soumettent à leur empire, même les étrangers non domiciliés qui se trouvent sur le territoire pour lequel ils ont été faits: — D'où il suit qu'en déclarant que le fait imputé au prévenu ne pouvait donner lieu qu'à une action civile, et en s'abstenant de prononcer les peines de police applicables à la contravention, le tribunal de police de Luxeuil a méconnu les règles de sa juridiction, violé l'art. 13, tit. 1^{er} du C. rural du 6 oct. 1791, l'art. 15 de la loi du 28 pluv. an 8, les lois répressives des contraventions aux réglemens de police, l'art. 65 du C. pén., et l'art. 161 du C. d'inst. crim. ; — Faisant droit sur le pourvoi, CASSE. »

Nota. Par un autre arrêt du même jour, 15 fév. 1828, et sur autre pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Luxeuil, la cour a cassé, par les mêmes motifs que le précédent, un second jugement dudit tribunal de police, rendu au profit de *Jean-Thomas Parisot*.

COUR DE CASSATION.

orsque les héritiers bénéficiaires du failli vendent les immeubles de la succession, sous l'assistance des syndics de la masse, avec stipulation qu'une partie du prix versé par l'acquéreur entre les mains des syndics servira à désintéresser un créancier inscrit, dans les droits et actions duquel ceux-ci subrogeront l'acquéreur, y a-t-il lieu par la régie à percevoir un droit particulier d'enregistrement pour ce paiement comme opérant libération du failli envers le créancier? (Rés. nég.)

Le droit de quittance, dans ce cas, ne sera-t-il exigible contre le débiteur libéré que lorsque le paiement sera effectué entre les mains du créancier? (Rés. aff.)

Si l'acte de vente contient délégation de partie du prix au profit de créanciers dont les titres de créances sont à terme, la régie peut-elle exiger le droit proportionnel, quoiqu'il n'ait pas été allégué que ces titres n'ont pas été enregistrés? (Rés. nég.)

DEBRUGES-DUMESNIL, C. LA RÉGIE.

Les immeubles de la succession du sieur *Petit*, décédé en état de faillite, furent vendus, en 1825, par son fils, sous l'assistance de la veuve *Petit* et des syndics de la masse, au sieur *Debruges-Dumesnil*. La vente avait été passée devant notaire, et sans autre formalité, pour le prix de 425,000 fr. ; l'acquéreur devait en outre payer 10,000 fr. de rentes viagères.

La dame de *Béthune-Charost*, créancière inscrite du sieur *Petit*, failli, pour 250,000 fr., était présente à l'acte de vente; il fut stipulé qu'elle serait désintéressée au moyen du paiement que les syndics feraient entre ses mains de cette somme qu'ils recevraient de l'acquéreur. Les syndics s'étaient engagés à en retirer la quittance, où ils relateraient l'origine de ces deniers; ils étaient en outre chargés de procurer au sieur *Debruges-Dumesnil* la subrogation dans les droits et actions de la dame de *Béthune-Charost*.

La vente contenait encore délégation de 35,000 fr. d'un côté, et de 48,000 fr. de l'autre, au profit de deux autres créanciers non présents à l'acte, la dame de *Gesvres* et le

sieur *Dolabaume*. Le restant du prix, montant en capital et intérêt à 97,312 fr. 50 cent., était délégué aux syndics.

Lorsque le contrat de vente fut présenté à l'enregistrement, le receveur ne jugea à propos de percevoir que le droit proportionnel de cinq et demi pour cent sur le montant des charges. Cependant, peu de temps après, contrainte fut décernée contre l'acquéreur par la régie, qui réclamait un supplément de droit de 2,456 fr. 52 cent. Elle demandait 1° 2 fr. pour droit fixe, à raison de ce que la veuve Petit avait figuré dans la vente; 2° 2 fr. 50 cent. par 100 fr. pour droit de libération sur les 250,000 fr. versés lors de la vente entre les mains des syndics; 3° 1 fr. par cent pour la portion du prix déléguée aux syndics; 4° 2 fr. pour une mainlevée donnée dans l'acte de vente.

Le sieur *Debruges-Dumesnil* forma opposition à cette contrainte, et soutint que la quittance des 250,000 fr. ne pouvait être considérée que comme celle d'un vendeur remise à son acquéreur; qu'ainsi elle était affranchie de tout droit quelconque, aux termes de l'art. 10 de la loi du 22 frim. an 7, disposition également applicable aux 97,312 fr. 50 cent. délégués aux syndics.

La régie fondait sa réclamation sur le principe que, le failli n'ayant perdu que l'administration et non la propriété de ses biens, c'était en son nom que la vente avait été faite, et qu'ainsi la quittance de 250,000 fr., donnée par la dame de Béthune - Charost aux syndics, rendait exigible le droit de libération, et que, d'un autre côté, le droit de délégation était dû à raison de 97,312 fr. 50 cent. destinés aux syndics.

Jugement du tribunal civil de la Seine, du 3 mai 1826, qui consacre ce système, et ordonne l'exécution de la contrainte.

Recours en cassation de la part du sieur *Debruges-Dumesnil*: 1° violation des art. 442, 445, 447, 463, 465, 475, 491, 492, 496 et 497 du C. de com.; 2° violation des art. 10 et 69, § 3, n° 3, de la loi du 22 frim. an 7, et fausse application de l'art. 11 de la même loi.

Du 21 juillet 1828, ARRÊT de la section civile, *M. Brisson* président, *M. Boyer* rapporteur, *MM. Granger* et *Teste-Lebeau* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Cahier, avocat-général; — Vu les art. 10, et 69, § 3, n° 1, de la loi du 22 frim. an 7; — En ce qui concerne les 250,000 fr. payés par le sieur Debruges-Dumesnil dans le contrat de vente du 10 oct. 1823, avec stipulation que cette somme devra servir à désintéresser la dame de Béthune-Charost, créancière inscrite sur les immeubles vendus; — Attendu que, le paiement faisant partie du prix de la vente, la quittance qui en est donnée par l'acte même au sieur Debruges-Dumesnil ne peut, aux termes de l'art. 10 ci-dessus cité, être sujette, à son égard, à un droit particulier d'enregistrement; — Attendu qu'un pareil droit n'a pu être exigé sous le prétexte que le paiement dont il s'agit opérerait au profit du sieur Debruges-Dumesnil une libération de ladite somme de 250,000 fr. envers la dame de Béthune-Charost; qu'enfin, cette libération ne pourra s'opérer que par le paiement qui sera fait de ladite somme à la dame de Béthune-Charost elle-même, en exécution de la clause susénoncée, paiement lors duquel le droit de quittance réglé par l'art. 69, § 2, n° 11, de la loi du 22 frim. an 7, pourra devenir exigible contre le débiteur libéré;

• En ce qui concerne la délégation faite par le même acte d'une somme de 97,312 fr. 50 c. au profit des créanciers du sieur Petit, — Attendu que cette délégation n'est également qu'un mode de paiement de partie du prix de la vente, et qu'aux termes de l'art. 69, § 3, n° 3, de ladite loi, une telle délégation de prix, stipulée dans un contrat pour acquiescer des créances à terme envers des tiers ne serait passible d'un droit proportionnel que dans le cas où les titres de ces créances n'auraient pas été enregistrés, ce qui n'a pas été allégué dans la cause; — Attendu qu'il suit de là qu'en déclarant les deux stipulations dont il s'agit passibles d'hors et déjà d'un droit de libération et de délégation sur l'enregistrement de l'acte du 10 oct. 1823, le jugement attaqué a fait une fautive application de l'art. 11, et formellement violé les art. 10, et 69, § 3, n° 3, de la loi du 22 frim. an 7; — CASSE. » P.

COUR DE CASSATION.

La législation intermédiaire étant muette sur le délai des actions en nullité ou rescision des contrats, ce délai doit-il être réglé par l'art. 46 de l'ordonnance de 1510, lorsqu'il s'agit d'un acte passé en l'an 22 (Rés. aff.)

Est-on recevable à repousser l'application de la prescription décennale, prononcée par cette ordonnance pour la rescision des contrats fondée sur dol, crainte, violence et déception d'outre moitié, par la raison que la nullité invoquée serait d'ordre public? (Rés. nég. implic.)

Lorsqu'on a renoncé, avant la promulgation du code civil,

à une succession qui ne s'est ouverte qu'après cette époque, le délai dans lequel l'action en nullité de la renonciation peut être intentée doit-il être réglé par le Code? (Rés. aff.) C. civ., art. 1304.

BOTTARD, C. BOTTARD ET CONSORTS.

Le 24 pluv. an 2, transaction devant notaire, par laquelle *Antoine Bottard* renonce, en faveur de ses frères, à la succession future du père commun. Celui-ci intervient dans l'acte pour y donner son approbation. — Le 3 janv. 1806, décès du père. — En 1817, demande en partage formée par *Antoine Bottard* contre ses frères, qui opposent la renonciation faite à leur profit en l'an 2, et soutiennent que le demandeur n'est plus recevable à en provoquer la rescision, parce que cette action est prescrite, aux termes de l'art. 46 de l'ordonnance de 1510, de même que suivant l'art. 1304 du C. civ. — Le 14 janv. 1819, jugement du tribunal civil de *Sémur* qui accueille le système des défendeurs. — Sur l'appel d'*Antoine Bottard*, arrêt confirmatif de la cour royale de *Dijon*, du 29 juin 1820.

Pourvoi d'*Antoine Bottard*, pour violation de l'art. 11 de la loi du 17 niv. an 2, et fausse application des art. 46 de l'ordonnance de 1510 et 1304 du C. civ. — On disait : Le contrat du 24 pluv. an 2 a eu pour objet la renonciation à une succession qui n'était pas encore ouverte : sa cause était donc illicite, et, sous ce rapport, il ne peut produire aucun effet. Ainsi le décidait l'ancien droit, sous l'empire duquel il a été passé. — L'art. 1304 du C. civ., invoqué par l'arrêt attaqué, n'était nullement applicable à l'espèce. Quelque généraux que soient ses termes, la prescription qu'il établit ne concerne pas les actes qui sont nuls, comme ayant une cause illicite. En effet, il faut distinguer entre les nullités fondées sur l'intérêt privé (et ce sont celles-là que l'art. 1304 a en vue), et les nullités qui reposent sur des motifs d'ordre public, telles que celles qui vicient les renonciations à succession future : ces dernières ne peuvent être couvertes par aucun laps de temps, le droit de les opposer est imprescriptible. — Admettons cependant que la prescription pût être appliquée. C'est sous l'empire de l'ordonnance de 1510 que la renonciation du 24 pluv. an 2 a été consentie. Or cette ordonnance n'établis-

ait la prescription décennale que pour la rescision des contrats fondée sur le *dol*, la *circonvention*, la *crainte*, la *violence* ou la *déception d'outre moitié du prix*; pour tous les autres cas de nullité, on retombait dans le droit commun: où il suit que l'action en rescision contre un acte nul pour cause illicite n'était atteinte que par la prescription trentenaire.

Du 28 mai 1828, ARRÊT de la section des requêtes, M. Lenrion président, M. de Ménerville rapporteur, M. Piet avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions contraires de M. Lebeau, avocat-général: — Attendu que l'acte par lequel Antoine Bottard a renoncé à la succession future de son père, au profit de Zacharie Bottard, son frère, est sous la date du 24 pluv. an 2 (12 fév. 1794); que l'arrêt constate que le décès du père est arrivé le 3 janv. 1806, et que la demande en nullité de l'acte de renonciation dont il s'agit n'a été formée que plus de vingt-deux ans après la date de l'acte, et même plus de dix ans après l'ouverture de la succession du père, époque où la renonciation aurait dû recevoir son effet; — Attendu que, d'après ces faits, si l'on considère la date du contrat litigieux (24 pluv. an 2), la loi du 17 niv. an 2, publiée à cette époque, prescrit bien l'égalité des partages, mais que son art. 11 (1), invoqué par le demandeur, ne contenant aucune disposition hors mariage en matière de succession sur les conventions spéciales des parties, et les autres dispositions de la même loi étant muettes sur le délai des actions en nullité ou rescision des contrats, l'arrêt attaqué n'a pu violer ladite loi du 17 niv. an 2, qui ne contient aucune disposition applicable à la contestation;

• Attendu que, si l'on considère la date du contrat comme devant déterminer les lois qui doivent en régler le sort, c'est la législation ancienne sur l'exercice des actions qu'il fallait consulter; qu'à cet égard l'arrêt attaqué a fait une juste application des lois qui voulaient que toutes les actions personnelles et réelles se prescrivissent par trente ans, à moins que des ordonnances ou statuts spéciaux n'aient fixé la prescription à un moindre délai; que la prescription de dix ans a été introduite par l'art. 46 de l'ordonnance de 1510 pour toutes rescissions de contrats ou autres actes quelconques, fondées sur dol, fraude, circonvention, crainte, violence ou déception d'outre-moitié du prix; que

(1) Cet art. 11 porte : « Le mariage d'un des héritiers présomptifs, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, ni les dispositions faites en se mariant, ne pourront lui être opposés pour l'exclure du partage égal, à la charge par lui de rapporter ce qui lui aura été donné ou payé lors de son mariage. »

l'arrêt attaqué, en appliquant les dispositions de cet article à une action en résolution de contrat passé en présence et sous l'approbation du père, et pour un prix déterminé qui a été payé, a justement appliqué ledit art. 46 de l'ordonnance de 1510 sur la durée de l'action en nullité des contrats;

« Attendu que l'art. 1304 du C. civ. pouvait de même être invoqué par l'arrêt attaqué, puisqu'il constate que la succession paternelle n'a été ouverte que depuis la publication de ce code, et que l'action en rescision du contrat de l'an 2 n'a été intentée et ne pouvait l'être que depuis la mort du père, arrivée en 1806; que cet art. 1304 règle en termes plus forts et plus étendus le délai dans lequel doivent être intentées les actions en nullité ou rescision de conventions, et que sa juste application à la cause aurait seule suffi pour justifier l'arrêt; — **Rejet**, etc. »

L.

COUR DE CASSATION.

Une demande en ventilation formée sur un ordre peut-elle être considérée comme matière sommaire, et, par suite, être renvoyée, sur l'appel, devant la chambre correctionnelle de la cour royale? (Rés. aff.) C. proc., art. 404, 761 et 766.

Lorsque les biens ont été vendus sur saisie immobilière, la demande en ventilation peut-elle être formée après l'adjudication définitive, et même dans les contredits sur l'ordre, sans qu'on puisse opposer, comme fin de non-recevoir; au créancier qui la provoque, sa demande en collocation pure et simple, formée précédemment devant le juge-commissaire? (Rés. aff.) C. civ., art. 2211.

TEYSSIER, C. PUECH ET AUTRES.

Dans un ordre ouvert pour la distribution du prix des biens d'un sieur Olivier, vendus sur expropriation, se sont présentés de nombreux créanciers. Les uns avaient une hypothèque générale, d'autres n'avaient qu'une hypothèque spéciale. Tous ont d'abord demandé leur collocation pure et simple. Le juge-commissaire a procédé en conséquence; et arrêté son état d'après le rang des inscriptions. Mais les sieurs Teyssier, créanciers à hypothèque générale, ont contredit l'état de collocation, et demandé qu'il fût fait par experts ventilation du prix de la vente, et que chaque créancier ne soit colloqué que sur l'immeuble affecté à sa créance. Les sieurs Puech, Goirand et consorts, qui n'avaient qu'une hy-

esthétique spéciale, ont combattu cette prétention et soutenu qu'elle était tardivement présentée, la ventilation devant être provoquée, suivant eux, lors de l'adjudication définitive, ou tout au moins immédiatement après cette adjudication.

Un jugement du tribunal civil du Vigan, rendu le 11 fév. 1825, rejette effectivement la demande en ventilation comme tardive. Ce tribunal a pensé que les sieurs Teyssier auraient dû la former lors des enchères, et avant l'adjudication définitive. Il a pris son premier argument de l'art. 2192 du C. civ., qui prescrit au tiers acquéreur de déclarer, dans la signification qu'il est tenu de faire aux créanciers inscrits, la valeur de chacun des immeubles affectés spécialement et séparément aux créances inscrites. Le tribunal a tiré un second argument des frais qu'occasionerait l'expertise, et qui tourneraient au préjudice de tous les créanciers.

Sur l'appel, ce jugement a été confirmé par la chambre correctionnelle de la cour de Nîmes. L'arrêt rendu par cette cour, le 26 juil. 1825, est ainsi conçu : — « Attendu que l'art. 2111, le seul applicable à l'espèce, est placé sous la rubrique de l'*Expropriation forcée*, et qu'après avoir dit que la vente en bloc des divers immeubles doit se faire si le débiteur le requiert, il ajoute : *Et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu*; — Que, dans les divers titres de l'Ordre, soit au code civil, soit au code de procédure, il n'est nullement question de la ventilation : d'où il faut induire que c'est avant l'ordre, lors de l'adjudication définitive et immédiatement après, que la ventilation doit se faire, s'il y a lieu; — Attendu que, si le législateur eût entendu que cette ventilation serait faite dans d'autres circonstances, et dans une autre procédure que celle dont il s'occupe au titre de l'*Expropriation*, il l'aurait formellement indiqué; — Attendu que la ventilation doit être réclamée par celui des créanciers qui la croit utile à ses intérêts, et que, tous étant présents, ou devant l'être au moment de l'adjudication dont ils ont été préalablement avertis, celui qui ne l'a point réclamée en temps opportun ne doit imputer le préjudice qu'il peut éprouver du défaut de ventilation qu'à sa propre négligence; — Que, dans l'espèce, les sieurs Teyssier et compagnie auraient dû, s'ils le jugeaient convenable à leurs intérêts, réclamer cette venti-

lation lors de l'expropriation forcée, et qu'ayant, au contraire, laissé rendre le jugement sur cette expropriation, sans réclamation, sans avoir appelé, leur appel aujourd'hui ne portant que sur un jugement en matière d'ordre, à laquelle ne s'applique point l'art. 2211, base de leur réclamation, cet appel est sans objet, et ne peut point faire appliquer ledit article à une matière pour laquelle il n'a point statué;

» Attendu, d'ailleurs, que, si la ventilation était aujourd'hui ordonnée, il faudrait ou violer les dispositions de l'art. 710 du C. de proc., qui ne permet à aucun créancier de surenchérir hors le délai de huitaine à compter de l'adjudication, ou les priver injustement du droit que chacun avait de surenchérir sur l'immeuble ou la partie d'immeuble affectée à son hypothèque; droit qu'ils n'ont pu exercer tant qu'aucun des intéressés n'a réclamé la ventilation en temps utile; et qu'ils n'étaient pas tenus de réclamer eux-mêmes lorsqu'ils ont jugé que le prix de la vente en bloc était suffisant pour le paiement de leurs créances; qu'ils ne sauraient donc être victimes de la négligence des sieurs Teyssier et compagnie, et qu'en conséquence la demande en ventilation de ces derniers n'ayant eu lieu que long-temps après l'adjudication, expiration du délai fatal, et seulement dans la procédure d'ordre, était intempestive et irrecevable; qu'ainsi le tribunal ne leur a point fait grief en la rejetant; — Par ces motifs, la cour démet Teyssier et compagnie de leur appel. »

Les sieurs Teyssier demandent la cassation de cet arrêt, et la fondent sur les deux moyens que voici :

1^o Contravention à l'art. 404 du C. de proc., en ce que l'affaire avait été jugée par la chambre des appels de police correctionnelle. — La cause soumise à la cour de Nismes, ont dit les demandeurs, n'appartient point aux matières sommaires, et ne se trouve point comprise au nombre de celles désignées par l'art. 404. On ne pouvait pas non plus l'y comprendre par analogie, car la matière est toute réelle. Elle est compliquée et très importante sous le rapport de l'intérêt des parties; les dépens même ont été taxés comme en matière ordinaire. La chambre correctionnelle était donc, sous tous les rapports, incompétente pour la juger. De ce que les matières d'ordre sont en général réputées sommaires, il ne faut pas

à conclure que toutes les questions qui s'y rattachent ont le même caractère, et doivent être jugées de même. Au contraire, on voit tous les jours s'élever dans les ordres des graves questions de droit qui sont soumises aux mêmes formes, à la même instruction, et, par suite, au même juge que les causes ordinaires.

2^e Violation de l'art. 2211, et fausse application de l'art. 192 du C. civ. ; contravention à l'art. 710 du C. de proc., en ce que l'arrêt attaqué, en décidant que la ventilation doit être demandée avant l'adjudication, ou immédiatement après, avait consacré une déchéance qui n'est établie par aucune loi.

Qu'importe, ont dit les demandeurs, que le titre *de l'ordre* ne s'explique point sur la ventilation ; qu'il ne prescrive point le délai pour son exercice : cette précaution devenait inutile, car la nature même des choses indique suffisamment que la ventilation peut être demandée tant que les choses sont encore entières, tant que le prix des immeubles n'a pas été distribué. Quel est en effet le but de cette mesure ? C'est d'affecter le prix de certains immeubles à des privilèges, à des créances spéciales qui les frappent exclusivement. Or comme ce prix est à prendre dans le prix général des biens vendus sur le débiteur commun, il faut donc que ce prix existe, qu'il soit fixé, qu'il soit invariable avant d'en distribuer les différentes portions à ceux qui peuvent y avoir des droits particuliers à l'exclusion des autres. Ce n'est donc qu'après l'adjudication qui détermine l'importance du prix des biens vendus que la ventilation peut avoir lieu. C'est aussi ce que dit formellement l'art. 2211 du C. civ. A la vérité il ne fixe point de délai pour son exercice ; mais, encore une fois, cela devenait inutile. Car il est sensible que ce n'est qu'au moment où le débat s'ouvre entre les créanciers ; par conséquent dans l'ordre et jusqu'à la distribution, qu'elle peut être utilement demandée. Impossible qu'il en soit autrement, puisque le prix n'est définitivement fixé qu'après l'expiration du délai pour surenchérir. On prétend qu'au moins la ventilation aurait dû être provoquée devant le juge-commissaire. C'est une erreur : ce magistrat n'est point appelé à statuer sur les réquisitions de cette nature, qui le plus souvent donnent lieu à de graves difficultés. C'est d'ailleurs se montrer plus sévère que la loi ;

car elle ne dit nulle part que la demande en ventilation sera faite avant le procès-verbal d'ordre, à peine de déchéance.

Le premier moyen de cassation, répondaient les défendeurs, ne repose sur aucune base solide. Il est évident que la matière est sommaire. De quoi s'agit-il en effet? D'une demande en ventilation du prix d'immeubles vendus sur saisie immobilière, d'une demande formée par un créancier dans le cours de l'instance d'ordre pour la distribution de ce prix. Or la saisie immobilière, l'ordre, les incidents qui peuvent s'y rattacher, toutes les demandes enfin qui en sont la suite, sont essentiellement sommaires. Si les art. 404 et 405 du C. de proc. ne disent pas littéralement que cette matière est sommaire, si le code ne range pas d'une manière positive ces sortes d'affaires dans la classe des causes sommaires, il les y comprend au moins virtuellement, en disant, dans l'art. 404, que toutes les demandes qui requièrent célérité sont réputées sommaires. En effet, tout ce qui tient à la saisie immobilière et à l'ordre qui en est le terme requiert célérité. Aussi les formes, les délais, ne sont-ils pas les mêmes que dans les affaires ordinaires. La loi en établit d'autres qui sont plus simples, plus expéditifs. Par exemple, l'art. 763 fixe le délai de l'appel à dix jours, lorsqu'il est de trois mois dans les matières ordinaires. Peu importe que la question de ventilation se soit présentée pour la première fois, et qu'elle soit importante. Car, malgré sa nouveauté, son importance, elle a toujours été élevée dans une instance d'ordre, ce qui suffit pour établir la compétence de la chambre correctionnelle, et pour justifier son arrêt, au moins sous le premier rapport.

La seconde ouverture de cassation n'est pas mieux fondée que la première. Supposons en effet que la ventilation puisse être demandée après l'adjudication des biens, qu'elle puisse même être provoquée jusqu'à l'ordre, toujours est-il certain qu'elle doit l'être dès le moment où le débat s'engage devant le juge-commissaire, dès l'instant où chaque créancier produit ses titres, fait valoir ses droits à la collocation. Mais si vous, créancier à hypothèque générale, qui êtes essentiellement intéressé à l'adoption de cette mesure, vous négligez de la proposer; si vous vous bornez à demander votre collocation pure et simple, alors vous êtes nécessairement pré-

umé avoir renoncé au droit facultatif que la loi vous accordait; vous êtes ultérieurement non recevable à revenir sur vos pas, et à prétendre exercer une faculté que vous avez en quelque sorte répudiée.

Le 25 août 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Delpit* rapporteur, MM. *Jousselin* et *Odilon-Barrot* avocats, par lequel :

• LA COUR, — Après délibéré en la chambre du conseil; — Sur les conclusions conformes de M. *Cahier*, avocat-général; — Vu les art. 2166 et 2211 du C. civ., ainsi conçus : « Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions. — Art. 2211. Si les biens hypothéqués au créancier et les biens non hypothéqués ou les biens situés dans divers arrondissements font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert, et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu. » ; — Considérant que l'art. 404 du C. de proc. répute *matières sommaires* les demandes qui requièrent célérité; que les dispositions du tit. 14, v. 5, qui abrègent pour les procédures d'ordres les délais, même d'appel, et les formalités ordinaires, ont évidemment pour motif la célérité que ces procédures exigent; et que c'est parce qu'elles doivent être *sommaires*, que le législateur a reproduit, dans les art. 761 et 766, les dispositions spéciales, pour les causes sommaires, des art. 405 et 543, relativement à la poursuite de l'audience et à la taxe des dépens : d'où il résulte que les appels en matière d'ordre peuvent être renvoyés, comme toutes les autres causes sommaires, devant la chambre des appels de police correctionnelle, quelle que soit l'importance des questions à décider, parce que le juge de l'action est aussi le juge des exceptions;

• Considérant, au fond, qu'il n'a été proposé aucun moyen de cassation contre le chef de l'arrêt qui a déclaré l'appel des demandeurs non recevable à l'égard de Puech et Goirand;

• Considérant, relativement aux autres parties, que, dans le concours des hypothèques générales avec des hypothèques spéciales qui ne grèvent pas la totalité des immeubles compris dans la même adjudication, il y a nécessité de faire une ventilation du prix pour colloquer les créanciers suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions, conformément à l'art. 2166; et que, dans l'espèce, l'application de ce principe a été écartée par fin de non recevoir;

• Que la ventilation ne peut pas être demandée pendant le cours de la procédure de saisie immobilière, puisque cette première procédure est entièrement terminée lorsque le prix des biens saisis est définitivement fixé, et que l'art. 2211, le seul qui ait explicitement disposé sur un cas

de ventilation, suppose évidemment qu'on n'examinera s'il y a lieu à ventilation qu'après que l'expropriation aura été consommée, et lorsqu'il s'agira de régler les droits des créanciers sur le prix; que la loi fixe point le délai dans lequel la ventilation doit être demandée;

• Que la demande en collocation formée devant le juge-commissaire n'emporte par elle-même aucune renonciation au droit de demander la ventilation du prix, parce que cette demande ne dispense pas le commissaire de dresser l'état de collocation prescrit par l'art. 755 du C. de proc., selon les droits résultant des différentes inscriptions, et que le droit de contredire cet état provisoire dans le délai fixé par la loi est expressément réservé aux parties;

• Considérant qu'il est reconnu dans l'arrêt attaqué que Teyssier et compagnie ont formé, dans les contredits à l'ordre provisoire, leur demande en ventilation, et qu'en déclarant cette demande tardive, la cour royale de Nîmes a prononcé une déchéance qui n'était fondée sur aucune loi, et violé, en adoptant un ordre de collocation qui n'était pas celui des créances inscrites, les articles précités du code civil; — Par ces motifs, sans s'arrêter au moyen pris de l'incompétence de la chambre des appels de police correctionnelle, **DONNE** défaut contre Cabanne père, François Courrîger, Pierre Bancel, Cabanne fils, Marie Bernard, femme Olivier, et autres défaillants; — **REJETTE** le pourvoi en ce qui concerne Puech et Goirand, et, à l'égard des autres parties, **CASSE** et **ANNULE** l'arrêt rendu par la cour royale de Nîmes, le 26 juil. 1825.

B.

COUR DE CASSATION.

Le président du tribunal doit-il, avant de taxer le mémoire de frais d'un notaire, prendre l'avis de la chambre des notaires? (Rés. nég.)

M^e. NARDIN, C. HÉRITIERS PONROY.

M^e. Nardin, notaire à Issoudun, reçoit des héritiers Ponroy la somme de 600 fr., à laquelle il avait porté ses honoraires pour un partage opéré devant lui. Quelque temps après, les héritiers Ponroy soumettent le mémoire de ces honoraires à M. le président du tribunal civil. M^e. Nardin ne requiert pas l'avis de la chambre des notaires, devant ce magistrat, qui réduit son mémoire à 240 fr. — En vertu de cette réduction, les héritiers Ponroy assignent M^e. Nardin en restitution de l'excédant reçu au-delà de la taxe fixée par le président. Le notaire forme opposition à cette taxe, en se fondant sur ce que le président aurait dû prendre l'avis de la chambre des notaires.

Le 12 av. 1823, jugement du tribunal d'Issoudun qui déclare le notaire non recevable, par le motif qu'il n'avait pas eû l'avis de la chambre devant M. le président.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 51 de la loi du 25 vent. an 11, et de l'art. 173 du décret du 16 fév. 1807. — Le premier de ces articles, a-t-on dit pour le demandeur, porte que les honoraires et vacations des notaires seront réglés à l'amiable entre eux et les parties, sinon par le tribunal civil de la résidence du notaire, sur l'avis de la chambre et sur simples mémoires. D'après le deuxième, les actes faits par-devant notaires seront taxés par le président du tribunal de première instance de leur arrondissement. — Par cette dernière disposition, le législateur a voulu donner au président du tribunal le droit de taxer les honoraires des notaires, qu'il avait conféré au tribunal, même par la loi de ventôse an 11; mais il ne l'a pas dispensé de consulter préalablement la chambre des notaires. Sur ce point, il a maintenu l'obligation établie par la législation antérieure (1). M. le président du tribunal d'Issoudun devait donc, comme aurait dû faire ce tribunal, si le mémoire eût pu lui être encore soumis, taxer les honoraires réclamés par M^e Nardin, après avoir consulté la chambre des notaires; d'où résulte une violation des articles ci-dessus cités de la loi du 25 vent. an 11, et du décret du 16 fév. 1807.

Les héritiers Pénroy ont fait défaut.

Du 19 mars 1828, ARRÊT de la section civile, M. *Brisson* président, M. *Cotelle* avocat, par lequel :

LA COUR. — Sur les conclusions de M. *Cahier*, avocat-général; — Attendu qu'il s'est agi entre les parties de faire taxer des actes d'un genre particulier, ceux mentionnés dans l'art. 173 du décret du 16 fév. 1807; que cet article, dont l'objet spécial est d'indiquer toutes les formalités relatives à cette taxe, porte qu'elle sera faite par le président du tribunal, sur les renseignements fournis par les notaires et les parties, et qu'il n'impose pas l'obligation de prendre l'avis de la chambre de discipline des notaires; qu'ainsi, si en principe général, et d'après l'art. 51 de la loi du 25 vent. an 11, les tribunaux ne doivent juger les contestations entre les notaires et leurs clients qu'après avoir pris l'avis des chambres de discipline des notaires, l'art. 173 précité modifie cette règle dans le cas particulier qu'il prévoit et pour le genre d'actes qu'il

(1) Voy. le Répertoire de M. Favard, v^o *Honoraires*, § 2, n^o 11, et les arrêts indiqués à la fin de cet article.

spécifie; que rien cependant ne s'oppose à ce que, même dans ce cas, et lorsqu'il s'agit de ces sortes d'actes, l'avis des chambres, toujours propre à donner d'utiles renseignements, ne soit requis par le président avant de procéder à la taxe; mais que l'art. 173 ne lui en impose pas le devoir, et par conséquent que l'on ne peut, dans l'espèce, se faire un moyen de cassation du non-accomplissement de cette formalité; — Par ces motifs, **DONNE** défaut contre les héritiers Ponroy, non comparants, et, adjugeant le profit, **REJETTE** (1). » R.

COUR DE CASSATION.

Doit-on considérer comme un écrit produit en justice, dans le sens de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, une plainte injurieuse pour un individu avec lequel le plaignant n'est point en procès, par cela seul que cette plainte a été déposée dans un greffe; et suivie d'une ordonnance non contradictoire qui a déclaré n'y avoir lieu à suivre? (Rés. nég.)

Est-il au contraire à l'abri de toute critique l'arrêt qui refuse à une pareille plainte le caractère d'un acte de procédure, et décide qu'elle peut être l'objet d'une action en diffamation ultérieure, alors même que cette action n'aurait point été réservée par l'ordonnance? (Rés. aff.)

L'individu qui, condamné en première instance comme coupable de diffamation, ne l'a été, sur l'appel, que pour injures, a-t-il pu néanmoins être condamné en tous les dépens? (Rés. aff.) C. inst. crim., art. 162-194.

Un greffe est-il un lieu public de sa nature et par destination? En conséquence, le dépôt fait dans un greffe d'une plainte injurieuse pour un individu constitue-t-il la diffamation dans le sens de l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819? (Rés. aff.)

CLIN, C. DIENNE.

Le sieur *Clin* dépose au greffe du tribunal de Cambrai une plainte en faux contre M^e *Dienne*, avoué de ce tribunal. Le 25 sept. 1827, ordonnance de la chambre du conseil qui déclare n'y avoir lieu à suivre, mais silence absolu, soit sur la suppression de la plainte, soit sur la réserve de l'action

(1) Voy. arrêts analogues, t. 2 1809, p. 88; t. 3 1825, p. 250; t. 2 1826, p. 123, et t. 3 1826, p. 50; — nouv. éd., t. 10, p. 316.

de diffamation. Cependant M^e Dienne poursuit Clin en diffamation devant le tribunal correctionnel de Cambrai. — Jugement qui condamne ce dernier à 50 fr. d'amende, et à 500 fr. de dommages et intérêts, pour avoir diffamé *publiquement* M^e Dienne.

Sur l'appel, Clin prétend que la plainte déposée au greffe doit être considérée comme un écrit produit en justice, et qu'elle ne peut être l'occasion ou le prétexte d'aucune poursuite. Le 21 juin 1828, arrêt de la cour de Douai, qui, tout en repoussant le système de Clin, réduit l'amende à 5 fr., et les dommages et intérêts envers M^e Dienne à 300 fr., — Attendu qu'un greffe n'est pas un *lieu public*, qu'ainsi Clin est coupable d'une simple injure, c'est-à-dire d'une simple contravention de police, aux termes de l'art. 20 de la loi du 7 mai 1819.

Pourvoi du sieur Clin. Il présente deux moyens de cassation. Le premier consiste dans une prétendue violation de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, suivant lequel les écrits produits en justice ne donnent ultérieurement lieu à l'action en diffamation ou injures qu'autant qu'elle aurait été réservée par le tribunal devant lequel l'écrit diffamatoire avait été produit. Dans l'espèce, la plainte en faux qui avait motivé la condamnation prononcée par les tribunaux de première et de seconde instance avait tous les caractères d'un écrit judiciaire; l'ordonnance du 25 sept. 1827, tout en déclarant qu'il n'y avait pas lieu à suivre, n'avait ni supprimé la plainte, ni réservé l'action en diffamation: donc cette action n'a pu être admise sans contrevenir à l'article précité de la loi du 17 mai 1819. — Telle était la conclusion du demandeur.

Le second moyen était fondé sur la violation des art. 162 et 194 du C. d'inst. crim., en ce que l'arrêt attaqué mettait la totalité des dépens à la charge du demandeur, bien que sur son appel le principal chef de condamnation eût été modifié en sa faveur, puisqu'en définitive il n'avait été déclaré coupable que d'une simple injure.

Le 22 août 1828, ARRÊT de la chambre criminelle, M. Bailly président, M. Brière rapporteur, M. Dalloz avocat, par lequel :

• LA COUR, — Sur les conclusions conformes de M. Fréteau, avocat-général; — Et après délibéré en chambre du conseil; — Sur le

premier moyen de nullité présenté par Melchior Clin, attendu que Dienne n'avait aucun procès personnel avec Clin, et qu'il résulte du jugement de première instance que de l'arrêt attaqué que les imputations et injures étaient contenues dans une plainte qui n'était point un acte de procédure, et que, dès lors, sous aucun rapport, l'art. 3 de la loi du 17 mai 1819 ne pouvait être opposé contre l'action correctionnelle intentée par Dienne contre Clin;

• Sur le deuxième moyen de nullité, — Attendu que Melchior Clin a été déclaré, par l'arrêt attaqué, coupable d'injures; qu'il a été condamné en conséquence à une amende et à des dommages et intérêts envers Dienne: qu'ainsi, et en conformité des art. 162 et 194 du C. d'inst. crim., il devait être condamné en tous les dépens qu'il avait occasionés; — Attendu d'ailleurs que l'arrêt ne contient aucune aggravation de peine contre Clin, mais une atténuation dont il ne pourrait se plaindre; — REJETTE, etc.:

• Statuant sur le réquisitoire d'office de l'avocat-général pour le procureur-général, — Vu l'art. 442 du C. d'inst. crim. et les art. 13, 18 et 20 de la loi du 17 mai 1819; — Attendu que le tribunal de première instance de Cambrai avait déclaré Melchior Clin coupable d'avoir diffamé publiquement M^e Dienne, avoué, en faisant consigner dans les registres du greffe de Cambrai des imputations calomnieuses de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération; — Que, sur l'appel, la cour royale de Douai a reconnu lesdits faits et leur qualification; qu'elle a seulement retranché la circonstance de publicité, et a réduit, par ce motif, la diffamation à une simple injure;

• Mais attendu que l'acte contenant les imputations calomnieuses était consigné dans un registre authentique déposé dans un greffe du tribunal, qui est un lieu public de sa nature et par sa destination; que, dès lors, il y avait lieu à l'application des art. 13 et 18 de la loi du 17 mai 1819; d'où il suit qu'il y a eu, dans l'arrêt attaqué, violation desdits articles, et fausse application de l'art. 20 de la même loi; — En conséquence, **CASSE**, dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt rendu le 21 juin 1828 par la cour royale de Douai, chambre correctionnelle.

B.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME III DE 1828
DU JOURNAL DU PALAIS.

A.

ABSENCE. Voy. *Désaveu de paternité, et Militaires absents.*

ACCUSÉ. Lorsqu'un individu, arrêté sous le nom d'un accusé contumax comme prévenu d'un vol, est reconnu être étranger à ce vol, et n'être pas la même personne, doit-il sur-le-champ être mis en liberté, sans qu'on doive le traduire devant la cour d'assises, et soumettre à son égard, comme à égard de l'accusé contumax, des questions au jury? Aff. 102. — Voy. *Avocat.*

ACQUÉREUR. L'arrêt qui ordonne le rapport d'un immeuble d'une succession a-t-il l'autorité de la chose jugée contre un tiers qui s'est rendu acquéreur de cet immeuble, durant l'instance d'appel, et qui n'a pas été mis en cause? Nég. 133. — Lorsque l'art. 2183 du C. civ. dispose que le nouveau propriétaire, qui veut se garantir des poursuites des créanciers inscrits, est tenu de leur notifier l'extrait de son titre dans le mois de la première sommation qui lui est faite, doit-on entendre, par cette première sommation, celle dont il est parlé dans l'art. 2169, c'est-à-dire, la sommation de payer la dette hypothécaire exigible, ou de délaisser l'héritage? Aff. — En conséquence, la sommation qui serait faite par un créancier au nouveau propriétaire de notifier l'extrait de son titre serait-elle insuffisante pour faire courir le délai de l'art. 2183? Aff. 539.

ACQUIESCEMENT. Voy. *Saisie.*

ACTE d'accusation. Si, dans l'acte d'accusation et les questions posées au jury, on a omis d'y comprendre une circonstance mentionnée dans l'arrêt de renvoi, la cour doit-elle annuler l'acte d'accusation et tout ce qui a suivi? Aff. 276.

ACTE de commerce. Voy. *Femme.*

ACTE notarié. Un acte passé devant un notaire au châtelet de Paris peut-il être mis aujourd'hui à exécution, au moyen d'une expédition délivrée sous le gouvernement républicain, qui n'a point été revêtue de la nouvelle formule exécutoire,

prescrite par les art. 545 et 146 du C. de proc. et par l'ordonnance du 30 août 1815? Nég. 287.

ACTES privés. Lorsque des créances, fondées sur des titres non revêtus du *bon ou approuvé* sont reconnues par quelques unes des parties ayant intérêt à les contester, et ont même été employées dans un état de pièces par celui qui les conteste pour la première fois, les juges qui défèrent le serment d'office aux créanciers, pour mieux s'assurer de la sincérité de ces créances, violent-ils aucune loi? Nég. 484. — Voy. *Serment*.

ACTE synallagmatique. Voy. *Bail*.

ACTION civile. Un tribunal de répression peut-il statuer sur l'action civile lorsque le prévenu du délit n'est pas en cause? Nég. 118.

ACTION résolutoire. L'action résolutoire d'un contrat de vente, à défaut de paiement du prix, est-elle indépendante du privilège qu'a le vendeur pour le recouvrement de ce prix, et se conserve-t-elle, encore que ce privilège soit éteint par la transcription du contrat d'un tiers acquéreur? Aff. 504.

ADJUDICATION préparatoire. Voy. *Saisie immobilière*.

ALIMENTS. Voy. *Emprisonnement*.

AMENDE. Deux époux, reconnus coupables d'avoir jeté des immondices contre la maison d'un tiers, doivent-ils être condamnés chacun à une amende de 6 à 10 fr., et non conjointement à une seule amende d'un fr.? Aff. — L'amende peut-elle être réduite au-dessous du *minimum*, en considération que c'est la première fois que les prévenus sont traduits devant le tribunal de police pour semblable cause? Nég. 259. — Voy. *Responsabilité*, et *Tribunal correctionnel*.

AMNISTIE. Lorsque deux individus, poursuivis pour un délit emportant des dommages et intérêts, sont amnistiés par une ordonnance royale, le ministère public a-t-il qualité pour poursuivre de son chef, et d'office, le dédommagement dû à la partie lésée? Nég. — Celle-ci a-t-elle seule le droit d'exercer l'action en réparation du dommage? Aff. 184.

ANTICIPATIONS. Voy. *Chemins publics*.

APPEL. Un exploit d'appel est-il nul si la copie ne désigne pas le jour de sa signification, bien qu'il indique le mois et l'année? Aff. 378. — L'acte d'appel doit-il, à peine de nullité, énoncer *littéralement* le domicile réel de l'appelant? Nég. — Cette énonciation peut-elle être suppléée par le contexte même de l'acte d'appel? Aff. 168. — L'appel général et indéfini d'un jugement qui condamne l'appelant à une quotité fixe des dépens, alors qu'il n'existe aucun appel distinct sur ce dernier chef; et que seulement l'appelant, comme l'intimé, ont respectivement conclu à la condamnation en la totalité des dépens, un tel appel saisit-il de nouveau la cour de la question

général relative à ce même chef, en telle sorte que, sans violer l'autorité de la chose jugée, elle puisse condamner appelant en la totalité des dépens? Aff. 484. — Voy. *Dépens, Sentence, Huissier, Jugement de compétence, et Saisie immobilière*.

APPEL prématuré. Voy. *Jugement par défaut*.

APPROBATION d'écrit. Voy. *Acte privé, et Serment*.

ARBITRES forcés. Doit-on considérer comme tels ceux qui ont prononcé sur des différends entre associés de commerce pour raison de la société, soit qu'ils aient été nommés par les parties elles-mêmes, soit qu'ils aient été autorisés à juger en dernier ressort? Aff. — Ces circonstances changent-elles la nature du jugement arbitral, de telle sorte que les parties soient recevables à former opposition à l'ordonnance d'exécution, comme s'il avait été rendu par des arbitres volontaires? Nég. 176. — Dans l'arbitrage forcé, lorsque ni les parties ni le tribunal de commerce n'ont fixé le délai pour le jugement, les pouvoirs des arbitres expirent-ils après le délai de trois mois à compter du jour de leur nomination, comme dans l'arbitrage volontaire? — Quoi qu'il en soit, si, après l'expiration de ce délai, les parties se sont présentées devant les arbitres, et ont pris de nouvelles conclusions, l'arbitrage est-il tacitement prorogé, et la sentence qui intervient est-elle compétemment rendue? Aff. — Les arbitres forcés peuvent-ils, comme les juges ordinaires, déléguer l'un d'eux pour visiter les lieux en litige; nonobstant l'art. 1011 du C. de proc., qui porte que, dans l'arbitrage volontaire, les actes d'instruction seront faits par tous les arbitres, si le compromis ne les autorise pas à déléguer l'un d'eux? — Dans tous les cas, la partie qui a assisté à la visite des lieux est-elle non recevable à se plaindre de la délégation qu'elle a ainsi acceptée implicitement? Aff. 267.

ARRÊT. Est-il nul, l'arrêt rendu en matière criminelle par des juges qui n'avaient pas assisté à l'audience où le rapport avait été fait? Aff. 388. — Un arrêt de la cour royale doit-il être considéré comme exposant suffisamment le *point de fait* de la cause, lorsqu'il se réfère à l'exposé exact des faits, contenu dans le jugement de première instance, et, par là, le vœu de l'art. 141 du C. de proc. civ. est-il rempli? Aff. 469. — Est-il suffisamment motivé l'arrêt qui, pour refuser un sursis réclamé par le défendeur afin de se procurer certaines pièces, s'est fondé sur ce que l'action du demandeur était justifiée par des pièces dont l'effet ne pourrait être détruit par d'autres, et sur ce que d'ailleurs le défendeur ne pouvait imputer qu'à lui-même l'impossibilité où il disait être de représenter les pièces nécessaires à sa défense? Aff. 517. — Voy. *Billet à ordre, Enfant adultérin, Inscription, Ministère*

public , Testament olographe , et Voitures publiques.

ARRÊT de cassation. Lorsque , après la cassation d'un jugement rendu en dernier ressort sous l'empire de la loi du 24 août 1790 , les parties ont négligé d'user de la faculté que leur accordait cette loi de convenir d'un tribunal d'appel ou de procéder par voie d'exclusion entre les sept tribunaux les plus proches , la loi du 27 vent. an 8 intervenue depuis , a-t-elle saisi de plein droit la cour royale dans le ressort de laquelle siégeait le tribunal qui avait rendu le jugement attaqué ? Aff. — Peut-on dire que cette cour est incompétente comme remplaçant le tribunal d'appel dont le jugement a été cassé ? Nég. — La partie qui a obtenu l'arrêt de cassation , et qui a négligé de le faire signifier , peut-elle se prevaloir de ce défaut de signification pour soutenir que la nouvelle instance d'appel n'a pas été reprise , et que , par conséquent , la péremption n'a pu courir ? Nég. — En principe , la péremption d'instance est-elle acquise après un arrêt de cassation qui ne désigne pas la cour qui doit en connaître , alors que l'instance n'a jamais été reprise , et que les trois années de cessation de poursuites se sont écoulées sous le code de procédure civile ? Aff. 166.

ARRÊT par défaut. Un arrêt rendu par défaut avant le jour auquel la cause avait été d'abord renvoyée par ordonnance du président peut-il être attaqué en cassation par le défaillant pour violation du droit de légitime défense , lorsque c'est sur la demande de l'avoué de ce dernier qu'a été avancé le jour où la cause devait être appelée ? Nég. 315.

ARRÊT infirmatif. Voy. *Police correctionnelle.*

ARRÊTÉ municipal. Les contraventions aux arrêtés municipaux , notamment sur les bans de vendanges , doivent-elles être punies de l'amende prononcée par l'art. 475 du C. pén. , sans que les contrevenants puissent se prevaloir d'un usage contraire , quelque ancien qu'il soit , aux réglemens destinés à le faire cesser ? Aff. 120. — Un tribunal de police peut-il surseoir à prononcer sur les contraventions à un arrêté pris régulièrement par l'autorité municipale , sur le fondement d'une opposition à cet arrêté formée par les contrevenants ? Nég. 391. — Voy. *propriétaire forain.*

ASSIGNATION. Voy. *Commune , et Sursis.*

ASSOCIÉS. Voy. *Hypothèques.*

Associés acquéreurs. Lorsque des associés ont acquis , en dehors de la société , mais conjointement et indivisément , plusieurs immeubles par divers contrats successifs , doit-on , pour procéder au partage de ces immeubles , les réunir en une seule masse , qui , suivant la commodité , sera divisée en lots ou licitée ? Aff. 300.

ASSURANCE maritime. Les art. 455 et 456 du C. de com.

ai déclarent non recevables toutes actions contre le capitaine et les assureurs pour dommage arrivé à la marchandise, elle a été reçue sans protestation, ou si la protestation n'a point été suivie dans le mois d'une demande en justice, sont-elles applicables au cas où le dommage a été judiciairement constaté avant la réception de la marchandise? Nég. 65.

ASSURANCE terrestre. La disposition de l'art. 1184 du C. v., relative à l'inexécution du contrat d'assurance terrestre, applique-t-elle au cas prévu par l'art. 546 du C. de com., à l'assuré, en cas de faillite de l'assureur, peut demander directement caution ou la résolution du contrat, et alors que l'assuré n'a pas fait usage de cette dernière faculté? Aff. 441.

ATTENTAT à la pudeur et aux mœurs. Lorsque, dans une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, et d'attentat aux mœurs en excitant la débauche et la corruption de la jeunesse au-dessous de l'âge de 21 ans, le ministère public n'a soumis à la chambre des mises en accusation que les faits qualifiés crimes, en se réservant de poursuivre correctionnellement les faits qualifiés délits, si la cour, consacrant cette décision, a renvoyé le prévenu des crimes à lui imputés, et donné acte au ministère public de ses réserves, y a-t-il, dans les poursuites correctionnelles dirigées par le ministère public, violation de la maxime *Non bis in idem*? Nég. — Dans ce cas, l'arrêt de la chambre des mises en accusation peut-il être attaqué, en ce qu'il n'a point indiqué, conformément à l'art. 230 du C. d'inst. crim., le tribunal correctionnel qui devait connaître des faits qualifiés délits, alors surtout que cet arrêt a acquis l'autorité de la chose jugée? Nég. — L'art. 334 du C. pén. est-il applicable aux individus qui, soit pour eux-mêmes, soit pour satisfaire les plaisirs honteux des autres, ont excité des mineurs à la débauche? Aff. 560. Voy. *Père*.

AUBERGISTES. Voy. *Douanes*.

AUTORITÉ administrative. Voy. *Prise d'eau*.

AUTORITÉ municipale. L'autorité municipale a-t-elle le droit de faire des règlements sur la police des cafés et des cabarets? Aff. — Les tribunaux peuvent-ils refuser d'exécuter un arrêté, sous le prétexte qu'il a été pris par tel fonctionnaire administratif, tandis qu'il aurait dû être pris par un autre? Nég. — Les préfets ont-ils le pouvoir de prescrire directement des règles sur des objets confiés à la vigilance des maires? Aff. 208.

AVANCEMENT d'hoirie. Voy. *Donation, et Rapport*.

AVANTAGES entre époux. Voy. *Coutume normande*.

AVOCATS. Y a-t-il excès de pouvoir si un tribunal décide par voie réglementaire qu'aux avocats seuls appartient le droit de plaider au correctionnel? Aff. 180. — Une procédure

criminelle est-elle nulle par cela seul qu'un avocat qui avait été le conseil de l'accusé a été entendu comme témoin ? Nég. 388.

AVOUÉ. Les avoués n'ont-ils de caractère, soit en matière civile, soit en matière criminelle, que devant le tribunal auquel ils sont attachés par l'acte de leur nomination ? Aff. 59. — Les avoués peuvent-ils défendre non seulement les prévenus en matière correctionnelle devant les tribunaux de première instance, mais aussi les accusés en matière criminelle devant les cours d'assises ? Aff. — Les modifications que le décret du 2 juil. 1812 et l'ordonnance du 27 fév. 1822 ont apportées aux prérogatives accordées aux avoués par la loi du 21 vent. an 12 ne sont-elles relatives qu'à la plaidoirie des affaires civiles ? Aff. 180. — Le droit accordé aux avoués de plaider, dans les causes où ils occupent, les demandes incidentes qui peuvent être jugées sommairement, et tous les incidents relatifs à la procédure, s'applique-t-il sans distinction à toutes demandes incidentes de cette nature, introductives par requête, ou simplement présentées à l'audience ? Aff. 431.

B.

BAIL. Lorsqu'une convention synallagmatique, et spécialement un bail, a été rédigée en double, signée par les parties, mais non datée, et que les deux doubles ont été laissés en la possession de l'un des contractants, celui-ci peut-il être forcé à se dessaisir d'un original, et à le remettre à l'autre partie avant l'accomplissement de certaines conditions préalables qui auraient été convenues en dehors de l'acte ? Nég. 449. Voy. *Indivis*.

BAIL verbal. Suffit-il qu'un bail verbal ait été suivi d'un commencement d'exécution pour que la preuve testimoniale en soit recevable, même au-dessus de 150 fr. ? Non rés. — Dans tous les cas, le commencement d'exécution du prétendu bail verbal peut-il résulter du séjour momentané du fermier sur l'héritage, après l'expiration d'un premier bail écrit ? Nég. 363.

BÉNÉFICE de cession. Voy. *Cession de biens*.

BESTIAUX. Tous les bestiaux d'un domaine, même ceux donnés à cheptel, et sans autre destination que celle de la consommation des fourrages, sont-ils réputés *immeubles par destination*, sans que l'on puisse restreindre cette qualification aux seuls bestiaux employés à l'agriculture ? Aff. 550.

BÉTAIL. L'autorité municipale a-t-elle le droit de faire des règlements pour fixer la quantité de bétail que chaque habitant pourra envoyer à la vaine pâture ? Aff. — Les habitants

ni dépassent la quantité de bétail qu'ils doivent envoyer, aux termes du règlement sur cette matière, commettent-ils une infraction passible de peines de police, même dans le cas où le troupeau commun ne serait pas au complet? Aff. — Un maire, comme officier de police judiciaire, a-t-il qualité pour poursuivre les contraventions à de semblables règlements? Aff. — S'il succombe dans son action, peut-il être condamné aux dépens? Nég. 333.

BILLET faux. L'accusé déclaré coupable d'avoir fait sciemment usage d'un billet faux ne doit-il être condamné qu'à la peine du faux en écriture privée, si la question soumise au jury n'énonce pas que le signataire de ce billet fût un négociant, ou que la cause du billet fût une opération commerciale? Aff. 260.

BILLET à ordre. Lorsqu'un billet à ordre, causé valeur reçue en marchandises, est nul en ce qu'il a eu réellement pour cause une opération de contrebande, cette nullité peut-elle être opposée au tiers porteur qui prouve avoir reçu le billet en paiement de sommes dues, et n'avoir point participé aux faits de contrebande, s'il a su que la cause du billet était illicite? Aff. — Un arrêt qui annule un billet à ordre, en se fondant sur ce qu'il résulte des documents et circonstances de l'affaire que la cause en est illicite, est-il suffisamment motivé, bien qu'il n'indique pas en quoi la cause est illicite, si ce point du procès est déterminé par les conclusions des parties? Aff. 194. — Un billet à ordre endossé par un négociant pour une opération commerciale constitue-t-il une écriture de commerce s'il est souscrit par un individu non négociant, et s'il n'a pas pour objet une opération de commerce, ou une remise d'argent de place en place? Nég. — Le faux commis dans un semblable billet n'est-il, qu'un faux en écriture privée? Aff. 242. — Le souscripteur d'un billet à ordre peut-il refuser de le payer au porteur auquel il a été transmis par un endossement en blanc, s'il ne justifie pas qu'il a acquitté l'effet entre les mains de l'endosseur, ou qu'il peut en compenser le montant avec d'autres créances sur celui-ci? Nég. 257. — Le souscripteur non négociant d'un billet à ordre causé valeur en marchandises, est-il, par le fait seul de cette énonciation, justiciable des tribunaux de commerce et soumis à la contrainte par corps? Nég. — Faut-il au contraire, pour le soumettre à cette juridiction et à la contrainte par corps, prouver qu'il a souscrit le billet en paiement de marchandises par lui achetées pour les revendre? Aff. — L'art. 637 du C. de com., qui permet d'assigner devant le tribunal commercial les signataires non négociants d'un billet à ordre revêtu de la signature d'individus négociants, s'applique-t-il au cas où le premier endosseur, ayant désintéressé tous les autres, récla-

me le paiement de l'effet contre celui seulement qui l'a créé à la suite d'une opération purement civile, et qui n'a pas la qualité de commerçant? Nég. 359. — La remise d'un billet à ordre que le créancier fait manuellement à un tiers, sans lui souscrire un endossement régulier, est-elle insuffisante pour transférer à celui-ci la propriété de l'effet, encore bien qu'aucun d'eux ne soit commerçant? Aff. 558. — Voy. *Femme*, et *Novation*.

Bois. L'adjudicataire d'une coupe de bois est-il responsable des délits commis dans l'étendue de sa coupe jusqu'au cougé de cour, ou la mise en demeure de l'administration d'accorder ce cougé? 341.

C.

CAHENCE. (*Procès verbal de*). Voy. *Jugement par défaut*.

CASSATION. Voy. *Qualité*, et *Tribunal de police*.

CAUSES sommaires. Les cours royales peuvent-elles ne pas considérer des affaires comme *sommaires*, à raison de leur gravité, et ordonner que les dépens seront taxés comme en matière ordinaire? Aff. — Dans ce cas, et lorsque l'une des parties qui succombent sur l'appel stipulait l'intérêt des pauvres, peut-on ordonner qu'elle ne supportera que la moitié des dépens s'ils n'étaient taxés que sommairement, et condamner l'autre partie à payer le surplus? Aff. 187. — Voy. *Emigration*.

CAUTION. A défaut de titres qui justifient la solvabilité de la caution offerte en justice (particulièrement en matière de surenchère), la valeur des immeubles possédés par la caution peut-elle être constatée par experts? Aff. 424.

CERTIFICAT d'indigence. La fabrication d'un certificat d'indigence ou autre, ayant pour objet de procurer des secours aux personnes désignées, n'est-elle punissable que des peines correctionnelles déterminées par l'art. 161 du C. d'inst. crim., même dans le cas où il porterait la fausse empreinte d'un sceau de sous-préfecture? Aff. — La circonstance du faux timbre ne doit-elle être considérée que comme l'accessoire du faux certificat, dans le but unique d'inspirer plus de confiance et de se procurer des secours pécuniaires? Aff. 319.

CESSION. Voy. *Donation*.

CESSION de biens. Tous les créanciers ont-ils le droit d'opposer au demandeur à fin de cession de biens le stellionat dont il s'est rendu coupable envers l'un d'eux? Nég. 147. — Le débiteur qui a formé une demande à l'effet d'être reçu au bénéfice de cession peut-il ensuite se constituer en état de faillite? Nég. 229. — Voy. *Sursis*.

CESSION de créance. Celui qui, en cédant une créance par

cte notarié, a promis de payer au défaut du débiteur, peut-il être poursuivi par voie de commandement? Nég. — Dans ce cas, le cessionnaire a-t-il seulement contre le cédant une action ordinaire en garantie à intenter devant les tribunaux? Aff. 287.

CESSION de droits litigieux. Voy. *Retrait*.

CHAMBRE du conseil. Voy. *Tribunal correctionnel*.

CHASSE. Le fermier a-t-il le droit de chasse, lorsque son bail ne lui confère pas expressément ce droit? Nég. — Voy. *Port d'armes*.

CHEMINS. Est-ce au tribunal correctionnel qu'il appartient de connaître des anticipations commises et des excavations faites sur les chemins publics? Aff. 62. — A défaut de déclaration de l'administration sur la publicité d'un chemin, les tribunaux répressifs peuvent-ils déclarer si le chemin sur lequel une entreprise a été commise par un particulier était ou non *public*, lorsque la publicité forme l'une des circonstances caractéristiques ou aggravantes du crime ou délit résultant de cette entreprise? Aff. — Dans ce cas, les tribunaux doivent-ils apprécier cette publicité par des titres, cadastres, rapports d'experts, et tous autres éléments de preuve? Aff. — S'il n'appartient qu'aux préfets de déclarer la vicinalité d'un chemin, en est-il de même du fait de sa publicité, qui peut être prouvée par enquête, titre, possession et autres moyens? Nég. 150. — Voy. *Dégradations*, et *Jury*.

CHOSE JUGÉE. La chose jugée résultante d'un jugement qui rejette la demande d'un débiteur en radiation de l'hypothèque de l'un de ses créanciers peut-elle être opposée à un autre créancier de ce débiteur, surtout si ce créancier est intervenu dans une cause où il s'agissait de procéder à l'exécution du jugement? Aff. — Le jugement qui rejette la demande d'un débiteur en radiation de l'hypothèque d'un de ses créanciers peut-il être opposé à un autre créancier qui forme la même demande, encore que ce créancier invoque la nullité du titre constitutif de l'hypothèque, tandis que le débiteur s'était fondé sur le défaut de stipulation d'hypothèque? Aff. 17. — Voy. *Acquéreur*.

CITATION. Voy. *Ministère public*, et *Tribunal correctionnel*.

COMMANDEMENT. Voy. *Dernier ressort*.

COMMIS salarié. Voy. *Vol domestique*.

COMMUNE. La copie d'une assignation donnée à une commune peut-elle valablement, en l'absence du maire, être laissée à l'adjoint; et celui-ci peut-il viser l'original? Nég. 36.

COMPLAINT. Voy. *Passage*.

CONDAMNATION solidaire. Voy. *Epoux*.

CONDAMNÉ. Le prévenu qui subit une condamnation doit-il supporter tous les frais, sans distraction de ceux antérieurs à la citation devant le tribunal? Aff. 105.

CONNEXITÉ. Y a-t-il connexité entre le délit de contravention au règlement sur les épizooties et le faux commis dans un certificat du maire pour dissimuler cette violation? Aff. — Lorsque, malgré cette connexité, la chambre des mises en accusation, et, par suite, la cour d'assises, n'ont statué que sur le faux, l'acquiescement de l'accusé empêche-t-il de reprendre la poursuite pour violation des règlements sur les épizooties, quand même cette action n'aurait pas été réservée au ministère public? Nég. 447. — Voy. *Ministère public*.

CONSIGNATION de marchandises. Lorsque le consignataire, après avoir vendu les marchandises qui lui avaient été données en consignation, et en avoir touché le prix en effets à terme, est tombé en faillite, le propriétaire de ces marchandises peut-il revendiquer les effets donnés en règlement du prix, alors que le failli n'en a point encore encaissé la valeur et qu'ils se retrouvent en nature dans son portefeuille? Aff. 549.

CONSTRUCTION. Voy. *Tribunal de police*.

CONTRAINTÉ. Voy. *Enregistrement*.

CONTRAINTÉ par corps. Voy. *Police correctionnelle*.

CONTRAVENTIONS. Lorsqu'un même fait constitue une double contravention, et que le ministère public ne s'est occupé en première instance que de l'une de ces contraventions, peut-il néanmoins, en appel, prendre des conclusions fondées sur l'autre? Aff. 208.

CONTREFAÇON. Voy. *Coutellerie, et Débit d'ouvrages*.

CONTRIBUTIONS indirectes. La poursuite des contraventions aux lois sur les contributions indirectes n'appartient-elle qu'à la régie? Aff. 208.

CONTUMAX. Une vente faite par un contumax, sous l'empire du code du 3 brum. an 4, peut-elle être déclarée à la fois frauduleuse à l'égard du fisc et valable entre l'acquéreur et le vendeur, de telle sorte que les héritiers du vendeur soient non recevables à demander l'envoi en possession provisoire des biens vendus? 451. Voy. *Accusé*.

CORRESPONDANT. Voy. *Lettre*.

COUR d'assises. La disposition de l'art. 255 du C. d'inst. crim., portant que les quatre juges qui, avec le président, devront composer la cour d'assises, seront pris parmi les présidents et juges plus anciens du tribunal de première instance, est-elle prescrite à peine de nullité? Nég. — Si des juges moins anciens ont été appelés en remplacement de ceux qui les précèdent sur le tableau, y a-t-il présomption légale que

eux-ci ont été légitimement empêchés? Aff. 190. — Un juge-additeur âgé de 25 ans peut-il faire partie d'une cour d'assises? Aff. — Le président de la cour d'assises étant investi par l'art. 69 du C. d'inst. crim. du droit d'entendre toutes personnes à titre de renseignement et sans prestation de serment, peut-il entendre ainsi les individus dont le témoignage est repoussé par l'art. 322 du même code, et notamment la fille de l'accusé? Aff. 190. — Lorsqu'une chambre d'accusation renvoie, devant la cour d'assises un prévenu, nonobstant l'allégation que ce dernier a moins de seize ans, si l'arrêt de renvoi n'a été nullement attaqué, la cour d'assises, irrévocablement saisie par ce renvoi, peut-elle se déclarer incompétente, sous le prétexte qu'aux termes de la loi du 25 juin 1824, les individus âgés de moins de seize ans, prévenus de crimes, doivent être jugés par les tribunaux correctionnels? Nég. 201. — Une cour d'assises peut-elle refuser d'ordonner la lecture des déclarations d'un coaccusé mis en liberté, sous le prétexte que ces déclarations sont celles du père de l'accusé? Nég. 405. — La loi pénale doit-elle être appliquée aux faits déclarés constants par le jury, sans que la cour d'assises puisse y rien ajouter? Aff. 347.

COUR DE CASSATION. Une exception d'incompétence présentée et rejetée en première instance peut-elle être proposée devant la cour de cassation, même en matière criminelle, si elle n'a pas été renouvelée en cause d'appel? Nég. 388.

COUR ROYALE. Une cour royale peut-elle juger par un seul et même arrêt plusieurs affaires correctionnelles qu'elle a reconnues n'être pas connexes, lorsque la division de ces affaires n'a été demandée ni en première instance ni en appel, et que d'ailleurs chaque affaire a été jugée par une disposition distincte? Aff. 509. — Voy. *Arrêt de cassation*.

COUTELLERIE. L'apposition, sur des ouvrages de coutellerie, du nom d'un fabricant autre que celui qui les a fabriqués, doit-elle être punie des peines prononcées par la loi du 18 juillet 1824, contre les usurpations de noms en général? Aff. 206.

COUTUME NORMANDE. La disposition de la coutume de Normandie qui prohibait les avantages entre époux formait-elle un statut réel? Aff. par la cour de Rouen. — En conséquence, des individus mariés sous le régime d'une autre coutume qui permettait ces avantages pouvaient-ils les stipuler par rapport à ceux de leurs immeubles situés en Normandie? Nég. par la même cour. — La donation mutuelle de propres entre époux, qui, dans le principe, était frappée de nullité par la coutume de Normandie, a-t-elle pu produire son effet si ces époux existaient encore après la promulgation de la loi

du 17 niv. an 2 ? Aff. — En serait-il de même si les époux étaient morts sous l'empire du code civil ? Aff. 271.

CRÉANCIER. Un créancier est-il sans qualité pour intervenir, en cause d'appel, dans une contestation que soutient son débiteur contre un tiers, à moins qu'il ne prouve qu'il existe un concert frauduleux entre ce tiers et son débiteur ? Aff. — Mais tout créancier peut-il intervenir dans une contestation dans laquelle les intérêts de son débiteur sont compromis, sans être tenu d'offrir de supporter les dépens de son intervention ? Aff. 555. — Voy. *Ordre*.

CRÉANCIER acquéreur. Voy. *Inscription et Renouvellement*.

D.

DÉBIT d'ouvrages. Lorsque le délit de contrefaçon est couvert par la prescription, le contrefacteur peut-il encore être poursuivi et condamné à des réparations civiles, comme débiteur de l'édition contrefaite ? Aff. 155.

DÉCHÉANCE. Voy. *Inscription*.

DÉCLINATOIRE. La partie dont le déclinatoire a été rejeté en premier instance et sur l'appel est-elle recevable à se pourvoir en règlement de juges devant la cour de cassation, sans qu'il soit nécessaire que des tribunaux différents aient été saisis du litige ? Aff. 161.

DÉGRADATION. Doit-on distinguer la *voie publique* des chemins publics ? Que doit-on entendre par l'une et les autres ? — Les dégradations, détériorations des chemins publics, ou l'usurpation sur leur largeur, sont-elles passibles des peines déterminées par l'art. 40, tit. 2, de la loi du 6 oct. 1791, et soumises à la juridiction correctionnelle ? Aff. — Mais les tribunaux de police sont-ils seuls compétents pour connaître de tout embarras ou dégradation de la voie publique ou urbaine, sauf toutefois la concurrence des autorités administratives dans le cas où les rues, places ou voies publiques, sont le prolongement des grandes routes ? Aff. — Lorsqu'un prévenu d'anticipation sur la voie publique élève une question de propriété, le tribunal de police doit-il, sans se déclarer incompétent d'une manière absolue, renvoyer la solution de cette question au juge qui doit en connaître, et fixer un délai au prévenu pour la faire décider ? Aff. 553.

DÉLIT. Voy. *Bois*.

DÉPENS. Une cour royale qui rejette une demande en garantie formée par des locataires contre le bailleur à raison d'un trouble apporté par un tiers à leur jouissance peut-elle ne pas mettre les dépens à la charge des demandeurs, si, par

le même arrêt, elle condamne le tiers, mis en cause par le bailleur, à indemniser celui-ci et ses locataires? Aff. 251. — La partie condamnée par un jugement exécutoire par provision est-elle non recevable dans son appel si elle paie les dépens, même avec réserves? Aff. 371. — Voy. *Appel, Causes sommaires, et Récusation.*

DERNIER ressort. Est-ce le commandement et non l'opposition à ce commandement qui détermine le dernier ressort? Aff. 2. — Ainsi, les dommages et intérêts fondés sur le préjudice fait par le commandement, et réclamés par l'acte d'opposition ou des conclusions postérieures, ne peuvent-ils être réunis à la demande principale pour déterminer la compétence? Aff. 368.

DÉSARÊU de paternité. L'action en désaveu d'un enfant né depuis l'absence du mari peut-elle être exercée par les héritiers présomptifs de ce dernier, qui, envoyés en possession provisoire des biens de l'absent, actionnent l'enfant en délaissement de ces biens? Nég. 232.

DIFFAMATION. Voy. *Ecclesiastique, et Plainte injurieuse.*

DIVERTISSEMENT d'effets. Voy. *Femme.*

DOMICILE réel. Voy. *Appel.*

DOMMAGES et intérêts. Voy. *Femme, et Promesse de mariage.*

DONATION. La donation faite par une mère à l'un de ses six enfants, du sixième d'un domaine, en l'absence de ses autres enfants, et aux conditions suivantes : *qu'il ne pourra rien prétendre sur les cinq autres sixièmes dudit domaine, et qu'il aura la faculté d'en provoquer le partage quand il lui plaira*, est-elle une donation pure et simple, passible du droit de 2 fr. 50 c. par 100 fr., et non un partage anticipé, tel qu'il est autorisé par les art. 1075-1076 et 1078 du C. civ.? Aff. 34. — La clause par laquelle un donateur stipule le droit de retour *dans le cas de prédécès du donataire et de ses descendants*, fait-elle obstacle à ce que, pendant la vie du donateur, une portion des biens donnés tombe dans la succession de l'un des enfants du donataire, et soit recueillie par sa mère? Nég. 225. — La donation en avancement d'hoirie faite par des père et mère à l'un de leurs enfants d'une somme d'argent qui n'est payable qu'après la mort des donateurs, mais dont ceux-ci s'obligent à servir les intérêts de leur vivant, est-elle une donation résoluble dans ses effets, suivant l'événement du partage? Aff. 3. — En conséquence, la cession de la somme ainsi donnée n'a-t-elle pu attribuer au cessionnaire que le droit soit d'intervenir au partage, soit de s'opposer à ce qu'il se fasse en fraude de ses droits? Aff. 311.

DONATIONS mutuelles. Voy. *Coutume normande.*

DOT-DOTALITÉ. Voy. *Femme.*

DOUAIRE. Est-il cassable, pour contravention à une loi positive, l'arrêt qui décide que le douaire constitué par un mari à sa femme, dans leur contrat de mariage antérieur au code civil, et conformément aux dispositions de la coutume, présente un avantage qui doit s'imputer sur la portion déclarée disponible par ce code? Nég. 171.

DOUANES. Les juges de paix sont-ils compétents pour connaître des contestations qui s'élèvent entre l'administration des douanes et les propriétaires de marchandises entrées en France, sur la question de savoir d'après quel tarif les droits doivent être perçus? Aff. — Lorsque le gouvernement restitue aux propriétaires de marchandises séquestrées et vendues par lui le produit de la vente, la prescription de deux ans, appliquée par la loi du 22 août 1791 aux réclamations contre une indue perception de droits de douanes, court-elle à partir du jour de la restitution des marchandises, et non à partir du jour de la vente? Aff. — Dans les mêmes circonstances, doit-on, pour la perception des droits de douanes, suivre le tarif qui était en vigueur lors de l'entrée des marchandises en France? Aff. 158. — L'individu dont la voiture, conduite par son fils mineur, a été trouvée chargée d'objets prohibés, est-il, par le fait de cette détention, passible des peines déterminées par la loi, sans que sa bonne foi ou toute autre circonstance puisse l'en garantir? Aff. — D'après la jurisprudence, y a-t-il exception à la rigueur de la loi en faveur des aubergistes et voituriers, lorsqu'ils indiquent un expéditeur solvable? Aff. 280. — Quoique les objets saisis pour fraude, par l'administration, ne puissent être revendiqués par les propriétaires, ni le prix réclamé par des créanciers au préjudice d'une saisie déclarée valable, néanmoins les propriétaires peuvent-ils intervenir pour réclamer lesdits objets, sauf à être statué, ainsi que de droit, sur leurs intervention et réclamation? Aff. 318. — Celui qui s'est inscrit en faux contre un procès-verbal des préposés des douanes est-il tenu de faire *en personne*, ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, le dépôt des moyens de faux et des noms et qualités des témoins? Nég. — Un avoué peut-il représenter l'inscrivant en faux? Aff. — Lorsque celui qui veut s'inscrire en faux sait écrire et signer doit-il, à peine de nullité, faire sa déclaration par écrit en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire? Aff. — Sa déclaration ne doit-elle être reçue et signée par le juge et les greffiers que dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer? Aff. 318.

E.

Eaux. L'arrêt qui reconnaît que le propriétaire d'un fonds inférieur a acquis par prescription le droit de se servir des eaux d'une fontaine prenant sa source dans un fonds supérieur peut-il en même temps décider, dans l'intérêt du propriétaire de la fontaine, que l'usage des eaux sera réglé amiablement par experts? Aff. 438. — Voy. *Prise d'eau*.

ÉCCLÉSIASTIQUE. Un ecclésiastique peut-il être poursuivi devant les tribunaux, sans autorisation préalable du conseil d'état, à raison du délit de diffamation commis en chaire dans l'exercice de ses fonctions? Nég. 165.

ECHANGE. L'échangiste qui reçoit un immeuble grevé d'hypothèques qu'il ne purge pas, peut-il être forcé au délaissement, lorsque la chose qu'il a donnée en contre-échange n'existe plus dans la main de son copermutant? Nég. 426. — Voy. *Femme*.

ELARGISSEMENT. Voy. *Emprisonnement*.

ELECTEUR. Lorsque, sur un recours exercé contre un arrêté du préfet qui refusait d'inscrire un réclamant sur la liste électorale, l'autorité administrative a élevé le conflit antérieurement à la loi du 2 juil. 1828, le réclamant peut-il aujourd'hui reproduire sa demande à fin d'inscription, sans qu'on puisse lui opposer la chose jugée par le conflit, qui n'a fait que suspendre la décision du fond? Aff. — L'art. 18 de la loi du 2 juil. 1828, sur la révision des listes électorales, ayant investi les cours royales du droit de connaître de tous les recours exercés contre le refus d'inscription prononcé par le préfet en conseil de préfecture, peut-il désormais y avoir lieu à conflit en cette matière? Nég. — D'après le même article, les réclamations contre les décisions du préfet doivent-elles être portées devant la cour royale par action principale, et non par voie d'appel? Aff. — Le préfet qui succombe dans une pareille instance doit-il être condamné aux dépens? Nég. — Une veuve qui a des fils ou des petit-fils peut-elle déléguer ses contributions à son gendre, afin de lui conférer le cens électoral, lorsque ses fils ou petits-fils n'ont pas la capacité requise pour être électeur? Aff. 411.

ÉMIGRATION. L'héritier bénéficiaire de l'émigré est-il recevable, comme l'héritier pur et simple, à opposer à ses cohéritiers leur renonciation, afin de les exclure du partage de l'indemnité accordée à la succession de leur auteur, en vertu de la loi du 27 av. 1825? Aff. — L'art. 7 de cette loi, en disposant que la renonciation du représentant de l'émigré ne pourra lui être opposée que par l'héritier qui, à son dé-

sant, aura accepté la succession, a-t-il entendu que la renonciation pourra être opposée seulement par l'héritier d'un degré *subséquent*, et non par l'héritier du même degré que l'héritier renonçant? Aff. 293. — La déchéance prononcée par le décret du 25 fév. 1808, contre les créanciers des émigrés, devenus créanciers de l'état, et qui n'avaient point fait liquider leurs créances, peut-elle être invoquée par les émigrés rentrés en possession de leurs biens non vendus? Aff. — Les créanciers des émigrés ont-ils été relevés de cette déchéance par la loi du 27 av. 1825, pour le capital seulement de leurs créances, et, par suite, sont-ils non-recevables, après avoir formé opposition à la délivrance de l'indemnité, pour le montant du capital, à exercer un recours sur les autres biens de leurs débiteurs, pour le paiement des intérêts? Aff. 308. — Toutes les contestations entre les prétendant-droit à l'indemnité accordée par la loi du 27 av. 1825 doivent-elles être jugées comme affaires sommaires; à moins qu'il ne s'élève quelque question d'état? Aff. — Les tribunaux peuvent-ils juger ces contestations sur le simple renvoi des préfets, et sans en avoir été saisis par la commission de liquidation? Aff. — La cession faite en 1815, par l'héritier d'un émigré, de tous ses droits successifs *alors connus*, comprend-elle l'indemnité accordée à la succession? Nég. 355. — L'art. 7 de la loi du 27 av. 1825, en disposant que la renonciation du représentant de l'émigré ne pourra lui être opposée que par l'héritier qui, à son défaut, aura accepté la succession, a-t-il entendu que la renonciation pourra être opposée seulement par l'héritier d'un degré *subséquent*, et non par l'héritier du même degré que l'héritier renonçant? Nég. — L'héritier qui a renoncé, en 1806, à la succession de l'émigré, peut-il se faire restituer contre sa renonciation, afin d'être admis au partage de l'indemnité accordée par la loi du 27 av. 1825, sous prétexte qu'il y a eu de sa part erreur de fait, puisqu'il ignorait et ne pouvait prévoir, lorsqu'il a renoncé, que la succession présenterait un actif par suite de la loi sur l'indemnité? Nég. 471. — Le créancier de l'émigré qui s'est fait liquider par l'administration, mais à qui le bordereau de liquidation n'a point été délivré, peut-il, nonobstant l'arrêt de liquidation, poursuivre le paiement de sa créance contre l'émigré? Aff. 475.

EMPRISONNEMENT. La consignation d'aliments que doit faire chaque mois, et d'avance, le créancier qui a fait emprisonner son débiteur, doit-elle être calculée et réalisée en francs, et non pas en livres tournois? Aff. — La demande en élargissement doit-elle être signifiée au créancier? Et, tant qu'elle ne l'a pas été, celui-ci peut-il renouveler utilement la consignation? Nég. 221.

ENFANT adultérin. La reconnaissance volontaire d'un enfant adultérin est-elle absolument nulle et sans effet? Aff. — En conséquence, la mère de cet enfant, mariée depuis à celui qui s'en était déclaré le père, a-t-elle pu recevoir de celui-ci un legs universel, sans être réputée personne interposée? — Au moins l'arrêt qui, considérant le legs comme le résultat de l'affection conjugale, l'a maintenu, est-il à l'abri de la cassation? Aff. 276.

ENQUÊTE. Le défendeur originaire, qui forme une demande en garantie, peut-il proposer, contre les témoins appelés par le demandeur, des reproches fondés sur ce qu'ils seraient parents du garant au degré prohibé, alors que le recours en garantie n'avait encore été admis ni à l'époque du jugement d'appointement de preuve, ni à celle de l'enquête qui est demeurée étrangère au garant? Nég. — L'arrêt qui décide qu'une demande en garantie n'a été imaginée que dans la vue de proposer des reproches contre des témoins afin de les écarter, et qui rejette ces reproches, viole-t-il l'art. 283 du C. de proc? Nég. 490. — Les délais fixés par le code de procédure pour les enquêtes en matière ordinaire s'appliquent-ils également aux enquêtes en matière sommaire? Nég. 556. — En conséquence, celle des deux parties qui, dans une cause sommaire, n'a pas fait entendre ses témoins à l'audience indiquée pour les enquêtes, et n'a fait à cette audience aucune réserve ni demande en prorogation, peut-elle encore obtenir, huit jours après l'audition des témoins de son adversaire, un délai pour produire les siens? Aff. 556. — Voy. *Jugement interlocutoire*.

ENREGISTREMENT. La prescription établie par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, et par l'avis du conseil d'état du 22 août 1810, s'applique-t-elle aux simples droits comme aux doubles droits et amendes? Aff. — La présentation à l'enregistrement d'une vente qui n'énonce pas le titre en vertu duquel le vendeur est propriétaire suffit-elle pour faire courir cette prescription relativement au droit de la mutation présumée avoir eu lieu en faveur du vendeur? Nég. 11. — Les actes passés en France et portant transmission de biens meubles situés en pays étrangers sont-ils assujettis à un droit proportionnel d'enregistrement, lorsque d'ailleurs il n'en est fait aucun usage en France, soit en justice, soit dans d'autres actes publics? Nég. 389. — La règle a-t-elle pu décerner une contrainte pour le recouvrement d'une créance appartenant à l'état? Aff. — Dans ce cas, l'arrêt qui, statuant sur l'opposition formée à l'exécution de la contrainte, décide « qu'attendu que le titre sur lequel repose la demande est contesté en la forme et au fond, la poursuite n'appartient plus à la régie, mais bien au préfet, comme représentant l'état, et que

la procédure doit être continuée dans les formes ordinaires, et non par mémoires, un tel arrêt viole-t-il aucune loi? Nég. — La partie qui a demandé d'abord la nullité de la contrainte par des moyens tirés du fond est-elle non recevable à la demander ensuite sur le motif que la régie aurait procédé par voie de mémoires, au lieu de procéder selon les formes ordinaires? Nég. 456. — Les instances suivies par la direction pour le recouvrement des amendes prononcées à la requête de l'administration forestière doivent-elles être instruites et jugées sur simples mémoires respectivement significés, et sans plaidoiries? Aff. 508. — Lorsque les héritiers bénéficiaires du failli vendent les immeubles de la succession, sous l'assistance des syndics de la masse, avec stipulation qu'une partie du prix versé par l'acquéreur entre les mains des syndics servira à désintéresser un créancier inscrit, dans les droits et actions duquel ceux-ci subrogeront l'acquéreur, y a-t-il lieu par la régie à percevoir un droit particulier d'enregistrement pour ce paiement, comme opérant libération du failli envers le créancier? Nég. — Le droit de quittance, dans ce cas, ne sera-t-il exigible contre le débiteur libéré que lorsque le paiement sera effectué entre les mains du créancier? Aff. — Si l'acte de vente contient délégation de partie du prix au profit de créanciers dont les titres de créances sont à terme, la régie peut-elle exiger le droit proportionnel, quoiqu'il n'ait pas été allégué que ces titres n'ont pas été enregistrés? Nég. 577. — Voy. *Donation*.

ENTREPRENEUR principal. Voy. *Fournitures*.

EPOUX. Une cour peut-elle condamner solidairement des époux à payer les intérêts d'un legs dû par l'un d'eux, lorsque la demande originaire ayant été dirigée contre eux, ils n'ont proposé aucune exception sur la qualité en laquelle ils étaient cités, et que d'ailleurs toute latitude est laissée à l'exercice de leurs actions respectives? Aff. 490. — Voy. *Amende*.

EXCUSE. Voy. *Jury*.

EXHAUSSEMENT. Le propriétaire d'une maison enfoncée partiellement par l'exhaussement du pavé de la rue a-t-il droit à une indemnité contre la commune pour le dommage qu'il éprouve? Aff. 251. — Voy. *Passage*.

EXPÉDITEUR. L'expéditeur qui charge un voiturier d'objets prohibés ou soumis à des droits sans l'en prévenir est-il tenu de l'indemniser des condamnations corporelles et pécuniaires qu'il a encourues par suite de cette fraude? Aff. — Dans ce cas, le tribunal de commerce est-il compétent pour connaître de la demande en dommages et intérêts formée par le voiturier contre l'expéditeur? Aff. 138.

EXPLORT. Voy. *Huissier*.

EXPROPRIATION forcée. Voy. Saisie immobilière.

F.

FABRICANTS. Une cour royale peut-elle, sans violer aucune loi, déclarer illicite et nul un traité par lequel des fabricants d'une même marchandise se sont engagés à déposer les produits de leurs fabriques dans un magasin commun, pour n'y être vendus que suivant le prix convenu entre eux? Aff. — Cette décision constitue-t-elle une simple appréciation d'acte? Aff. 284.

FAILLI. Le failli est-il recevable à demander, par voie de tierce opposition, la nullité de la saisie et de l'adjudication définitive de ses immeubles, lorsque les poursuites intentées depuis la déclaration de la faillite n'ont point été dirigées contre les agents ou syndics, encore que ce failli se soit présenté, avant l'adjudication définitive, pour proposer ce moyen de nullité, et que le jugement déclaratif de la faillite ait été plus tard infirmé? Aff. 572. — Voy. *Femme*.

FAILLITE. Toutes les contestations qui intéressent la masse des créanciers d'une faillite doivent-elles être portées devant les juges du domicile du failli, et non devant ceux du domicile des défendeurs? Aff. 161. — Voy. *Assurance terrestre; Cession de biens; Consignation de marchandises; Loxers; et Séparation de biens*.

FAILLITE (Vente). Voy. *Enregistrement*.

FAUX. Voy. *Billet à ordre; Certificat d'indigence; Connexité; et Notaire*.

FAUX timbre. Voy. *Certificat d'indigence*.

FEMME. Les dommages et intérêts qu'une femme mariée a obtenus à titre de réparation civile contre un tiers qui s'était rendu coupable envers elle de voies de fait graves tombent-ils dans la communauté? Aff. — Ces dommages et intérêts, alors même qu'on les considérerait comme un bien personnel de la femme, resteraient-ils à la disposition du mari en sa qualité de chef de la communauté, et pourraient-ils ainsi être saisis par ses créanciers? Aff. 75. — La femme du failli peut-elle reprendre indistinctement tous les effets mobiliers qu'elle justifie, par inventaires ou autres actes authentiques, lui avoir été donnés en mariage, ou lui être advenus par succession? Aff. 83. — Un cautionnement sous seing privé souscrit par une femme non commerçante est-il nul s'il ne contient pas l'approbation en toutes lettres de la somme ou de la quantité de choses pour lesquelles elle s'engage? Aff. — Cette nullité est-elle absolue? Nég. 96. — Sous le régime dotal, n'y a-t-il que les biens constitués en dot qui soient

dotaux? Tous les autres biens de la femme sont-ils paraphernaux, et par conséquent aliénables avec l'autorisation du mari? Aff. 149. — Sous ce régime, quand le mari a reçu par contrat de mariage le pouvoir d'aliéner les biens dotaux, mais à la charge de les remplacer, la vente qu'il a faite sans effectuer le remploi est-elle nulle? Aff. — Dans ce cas, la femme a-t-elle simplement une action en révocation de la vente contre les tiers acquéreurs, sans pouvoir agir par voie hypothécaire sur les biens de son mari? Aff. 150. — La femme dont les immeubles dotaux sont compris dans une saisie immobilière peut-elle demander la nullité de la saisie, en ce qui concerne ses biens, même après l'adjudication préparatoire, encore que cette adjudication ait été prononcée depuis le décès du mari, sans opposition de la part de la femme? Aff. — Les créanciers d'une femme peuvent-ils contester la totalité des immeubles qu'elle a échangés contre ses biens dotaux, sous prétexte que l'échange n'a pas été précédé de l'autorisation en justice et de l'estimation d'experts? Nég. — Cette irrégularité de l'échange constitue-t-elle une nullité purement relative, qui ne peut être invoquée que par la femme? Aff. 202. — Le jugement qui statue sur la demande en autorisation de la vente d'immeuble, formée par une femme mariée, doit-il être rendu à l'audience? Aff. 217. — Les condamnations en dommages et intérêts prononcées contre le mari et la femme solidairement, par suite des délits qu'ils ont commis conjointement, peuvent-elles s'exercer sur les biens dotaux? Aff. 219. — Les femmes ont-elles une hypothèque légale, indépendante de toute inscription, sur les biens de leurs maris, pour sûreté de leurs créances *paraphernales*, dont ces derniers sont débiteurs envers elles? Aff. 244. — La femme qui, sur le refus de son mari, a été autorisée par le tribunal à former une demande contre un tiers, a-t-elle besoin, pour interjeter appel, d'une nouvelle autorisation? Nég. 368. — L'épouse commune en biens qui, après le décès de son mari, a tenté de diverter des effets de la communauté, doit-elle être privée non seulement de la part qu'elle pouvait réclamer dans ces effets comme commune en biens, mais encore de celle à laquelle elle avait droit comme donataire de son mari? Aff. 476. — La vente d'un immeuble dotal, même lorsqu'elle a pour objet d'éteindre une dette personnelle à la femme, ayant date certaine antérieure au contrat de mariage, n'est-elle valable qu'autant qu'elle a lieu avec permission de justice? Aff. — Lorsque la vente a été faite par une femme séparée de biens judiciairement, et qu'elle est annulée faute d'autorisation de justice, la femme doit-elle une garantie à l'acquéreur sur les revenus de sa dot, surtout si elle s'y était soumise dans le contrat de vente? Nég. 531. — L'obli-

gation de payer une somme dans deux ans, et d'en servir les intérêts par trimestre, constitue-t-elle un billet de commerce? — En conséquence, la femme d'un négociant, laquelle ne fait point de commerce en son nom, a-t-elle fait un acte de commerce, et est-elle justiciable de la juridiction consulaire, pour avoir endossé ce billet, qui était passé à son ordre par deux commerçants, dont l'un était son fils? Nég. — La femme qui gère le commerce de son mari, qui a l'habitude de signer des billets pour lui, sans faire aucun commerce pour son compte particulier, engage-t-elle son mari en endossant un billet souscrit à son ordre à elle-même, et qui n'avait pas eu pour cause le commerce du mari? Nég. 550. — Bien que l'hypothèque légale de la femme soit purgée par l'expropriation forcée vis-à-vis de l'adjudicataire, la femme conserve-t-elle le droit de se faire colloquer à son rang tant que l'ordre de collocation n'est pas clos? Aff. — La femme peut-elle réclamer sa collocation après la clôture de l'ordre, et tant que les créanciers porteurs de bordereaux n'en ont pas reçu le montant? Nég. 552. — Voy. *Licitation*.

• *FERMER. Voy. Chasse, Indivis, et Réintégration.*

• *FORCLUSION. Voy. Ordre.*

• *FORMULE exécutoire. Voy. Acte notarié.*

• *FOURNITURES.* Ceux qui ont sous-traité pour le service des fournitures de l'Hôtel des invalides ont-ils un privilège sur les sommes dues par l'administration à l'entrepreneur principal, comme tous les sous-traitants, agents ou préposés d'une entreprise relative au service de la guerre? Aff. — Le privilège accordé aux sous-traitants par l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806, sur les sommes dues par l'état à l'entrepreneur principal s'étend-il généralement à toutes les sommes dues aux traitants par l'état, en exécution et par suite de leur traité, notamment aux sommes qui leur sont accordées à titre d'indemnité? Aff. 27.

• *FRAIS. Voy. Condamné, et Prescription de cinq ans.*

G.

• *GAGE.* Lorsqu'il n'a point été constaté par écrit qu'un gage dont la valeur excède 150 fr. a été remis par un débiteur à son créancier, celui-ci peut-il être poursuivi correctionnellement comme prévenu d'avoir détourné ce gage à son profit, et la preuve testimoniale est-elle admissible pour établir cet abus de confiance? Nég. 423.

• *GARANTIE.* Lorsque, en cause d'appel, la demande en garantie, proposée pour la première fois devant la cour, n'est

qu'une suite de la demande principale, la cour peut-elle, sans violer les règles de la compétence, statuer sur la demande principale et sur la demande en garantie? Aff. 261. — Voy. *Cession de créance*, et *Enquête*.

GARANTIE (*Demande en*). Voy. *Dépens*.

GARDE champêtre. Un garde champêtre peut-il, dans l'intérêt de la vindicte publique, faire citer devant le tribunal de police le prévenu d'une contravention qu'il a constatée lui-même? Nég. 118.

H.

HÉRITIERS. Lorsque des héritiers légitimes n'ayant droit à aucune réserve se sont mis en possession réelle des biens de la succession, et qu'ils déclarent ne pas reconnaître l'écriture d'un testament olographe par lequel leur auteur a institué un légataire universel, la vérification d'écriture est-elle à la charge de ce légataire, encore qu'il ait obtenu une ordonnance d'envoi en possession des biens? Aff. — Dans ce cas, bien que les héritiers légitimes fussent fondés à demander la maintenance provisoire de leur possession, y a-t-il lieu d'ordonner le séquestre des immeubles de la succession, si les héritiers y consentent? Aff. 153. — L'héritier qui a obtenu l'indemnité due pour tous les biens de la succession peut-il opposer à son cohéritier, qui réclame sa part des valeurs allouées, la déchéance résultant de ce qu'il n'a pas formé, dans les délais de la loi, sa demande en indemnité? Nég. 533.

HÉRITIER bénéficiaire. Le droit d'administrer conféré à l'héritier bénéficiaire par l'art. 803 du C. civ. est-il nécessairement exclusif du droit de former sur les deniers de la succession des saisies-arrêts qui entraveraient la gestion de cet héritier? Aff. 91. — Voy. *Emigration*.

HUISSIER. L'huissier qui a fait un acte nul pour irrégularité de la date peut-il n'être condamné, à titre de dommages et intérêts, qu'aux frais de l'acte, si la nullité n'a causé que peu de dommage à l'appelant? Aff. — L'huissier qui a commis une nullité dans un exploit d'appel peut-il être appelé en garantie *de plano* devant la cour royale? Aff. — L'exécution donnée à un jugement pendant l'appel est-elle une entreprise illégale, qui donne ouverture à des dommages et intérêts au profit de l'appelant, encore que l'exploit d'appel soit entaché de nullité? — Cette nullité ne peut-elle être appréciée que par la cour? Aff. 378. — L'huissier qui, chargé par le ministère public d'assigner un individu, a déclaré sur l'original et la copie de l'exploit avoir remis cette copie au domicile de l'assigné, et à sa mère, quoiqu'il soit

constant qu'il l'a remise à un tiers et au domicile de celui-ci, peut-il être renvoyé par les tribunaux de toute peine, amende et dépens, encore bien que cette remise n'ait eu lieu que sur la demande même de l'assigné? Nég. — Résulte-t-il seulement de la convention entre l'huissier et l'assigné, que le premier ne peut être condamné criminellement ni à des dommages et intérêts, dans le cas où le défaut de remise de la copie au domicile de l'assigné lui aurait causé quelque préjudice? Aff. 488. — Voy. *Appel*.

HYPOTHÈQUES. Les différentes lois qui ont introduit de nouvelles formalités pour la conservation de l'effet et du rang que les hypothèques doivent obtenir entre elles sont-elles devenues obligatoires du jour de leur promulgation, même à l'égard des hypothèques créées antérieurement? Aff. 106. — Une sentence arbitrale qui interdit à des associés la vente de leurs immeubles jusqu'après le règlement définitif de leurs comptes emporte-t-elle hypothèque, bien qu'elle ne prononce aucune condamnation? Aff. — L'inscription que l'un des associés prend, en vertu de cette sentence, sur les immeubles de ses coassociés, a-t-elle effet du jour de sa date pour le montant des sommes dont il est plus tard reconnu créancier, encore que l'obligation de ne pas vendre ait été pleinement exécutée par les associés? Aff. 380.

HYPOTHÈQUE (Radiation d'). Voy. *Chose jugée*.

HYPOTHÈQUE ancienne. Voy. *Inscription*.

HYPOTHÈQUE légale. Voy. *Femme, et Mineur*.

I.

INCENDIE. L'incendie d'une meule de paille doit-il être nécessairement assimilé à l'incendie de récoltes, puni de la peine de mort par l'art. 434 du C. pén.? Nég. 124.

INCOMPÉTENCE (Exception d'). Voy. *Cour de cassation*.

INDENNITÉ. Voy. *Emigration, et Héritier*.

INDIVIS. Le copropriétaire de biens indivis peut-il donner à bail la part qui lui appartient dans ces immeubles? Aff. — Lorsqu'un cohéritier a affermé la portion qui lui appartient dans certains immeubles de la succession restée indivise, le fermier a-t-il qualité pour demander, comme exerçant les actions de son bailleur, le partage, soit définitif, soit provisoire, des biens affermés? Nég. — Dans ce cas, n'a-t-il droit qu'à des dommages et intérêts contre le bailleur, à raison de l'inexécution du bail? Aff. 525.

INSCRIPTION. L'inscription prise en vertu d'une hypothèque générale ancienne, en exécution de l'art. 43 de la loi du 11

brum. an 7, comprend-elle les biens à venir, quoiqu'elle ne mentionne expressément que les biens présents? Aff. 17. — L'arrêt qui décide que la désignation suivante faite dans une inscription hypothécaire, *tous les biens situés dans l'arrondissement du bureau*, est nulle, comme ne renfermant pas d'une manière spéciale les biens sur lesquels frappe l'hypothèque, viole-t-elle la loi? Nég. 25. — L'inscription d'un créancier qui n'a point produit ses titres à l'ordre, et contre lequel la déchéance a été prononcée, conserve-t-elle son effet sur la portion du prix de l'immeuble restée entre les mains de l'acquéreur après l'acquiescement des bordereaux de collation? Aff. — Par suite, ce créancier doit-il être payé sur le reliquat du prix, par préférence aux créanciers chirographaires du vendeur, qui ont formé, ainsi que lui, une saisie-arrêt entre les mains de l'acquéreur? Aff. — Lorsque après la clôture de l'ordre le juge-commissaire a prononcé par ordonnance la déchéance des créanciers non produisants, et qu'en outre il a cru pouvoir ordonner la radiation des inscriptions de ces créanciers, les créanciers chirographaires du vendeur sont-ils non recevables à se prévaloir de cette ordonnance, qui est à leur égard *res. inter alios acta*? Aff. 408.

INSCRIPTION (Renouvellement d'). Lorsqu'un créancier, premier en hypothèque, se rend acquéreur de l'immeuble affecté à sa créance et à plusieurs autres, et qu'une clause expresse du contrat compense le prix de la vente dont il est débiteur avec la somme dont il est créancier, cet acquéreur doit-il, s'il ne purge pas, renouveler son inscription dans les formes successivement introduites par les lois de la matière, pour conserver son rang d'hypothèque à l'égard des autres créanciers qui, bien que placés dans un ordre inférieur, ont rempli cette formalité? Aff. 106 et 113. — Lorsque le contrat d'acquisition d'un immeuble hypothéqué a été notifié aux créanciers inscrits, avec offre, de la part de l'acquéreur de payer le prix, mais que cette notification et cette offre sont restées sans effet, si l'acquéreur revend l'immeuble, et qu'un ordre s'ouvre pour la distribution du prix de la revente, un créancier du vendeur originaire, qui n'a point renouvelé son inscription, dont les dix ans ont expiré après la notification du premier contrat, mais avant la notification du second, peut-il être colloqué par préférence aux créanciers du premier acquéreur, sous prétexte que son inscription, ayant eu son effet légal par suite de la première notification, n'avait plus besoin d'être renouvelée? Nég. 321. — Voy. *Surenchère*.

INSTANCE. Celui qui a été partie dans une instance devant une cour dont l'arrêt a été cassé peut-il, sous le prétexte qu'il n'est pas propriétaire du bien qui donne lieu au litige, refuser de figurer devant la cour à laquelle l'affaire a été

Proximité ? Nég. — L'arrêt à intervenir doit-il, en tant que besoin, être déclaré commun avec lui ? Aff. 290.

Interdiction. Lorsque celui dont on a provoqué l'interdiction a subi interrogatoire, la preuve des faits nouveaux articulés dans la requête peut-elle être admise ? Aff. 480.

Intérêts. La prescription de cinq ans établie par l'art. 2137 du C. civ. s'applique-t-elle aux intérêts du prix d'une vente d'immeubles ? Aff. 170. — Voy. *Ordre*.

Intervention. Voy. *Créancier*.

Inventaire. L'art. 942 du C. de proc. civ. portant que, en cas de l'inventaire, un notaire sera commis pour représenter les parties appelées et défaillantes, lorsqu'elles demeurent au-delà de cinq myriamètres de distance, peut-on en faire une cause de nullité pour le cas où le notaire serait commis à l'effet de représenter des intéressés défaillants domiciliés dans la distance de cinq myriamètres ? Nég. 126.

J.

Juge. Le juge qui s'est abstenu volontairement de connaître d'un procès peut-il, dans la même affaire, être entendu comme témoin ? Aff. 490.

Juge-auditeur. Le concours des juges-auditeurs dans les tribunaux composés de trois juges seulement est-il autorisé par la loi ? Aff. 517. — Voy. *Cour d'assises*.

Juge de paix. Voy. *Deuques*.

Jugement. Un jugement est-il nul s'il ne contient pas les noms des juges qui y ont concouru ? Aff. 61. — Celui qui a empêché l'exécution d'une disposition de jugement peut-il se prévaloir d'une autre disposition du même jugement, qui lui est favorable, lorsque ces dispositions sont réciproques, et ne forment pas des chefs distincts dont l'exécution puisse être divisée ? Nég. 380.

Jugement (motifs). Voy. *Tribunal*.

Jugement d'adjudication. Voy. *Saisie immobilière*.

Jugement arbitral. Voy. *Hypothèque*.

Jugement de compétence. L'appel d'un tel jugement, en matière commerciale, est-il suspensif et empêche-t-il les juges de statuer sur le fond ? Nég. 227.

Jugement interlocutoire. Peut-on, lors de l'appel du jugement définitif, appeler du jugement interlocutoire qui ordonne une enquête, encore bien que l'on ait spontanément exécuté ? Aff. 296.

Jugement préparatoire. Le jugement qui ordonne un séquestre, et réserve au surplus tous les droits des parties, est-

il purement préparatoire ? et par conséquent susceptible d'appel, même après son exécution ? Aff. 276.

Jugement par défaut. La fin de non recevoir résultant de l'appel d'un jugement par défaut, interjeté avant l'expiration du délai de l'opposition, peut-elle être proposée par l'appelant ? Nég. — Lors même que, par suite de l'opposition, le jugement par défaut se trouverait anéanti, sans que le fond fût jugé, et qu'on ne pourrait, sans violer les règles relatives aux deux degrés de juridiction, se pourvoir par appel à la cour royale, l'appelant serait-il recevable à se plaindre lui-même de la violation de ces règles ? Nég. — Un arrêt par défaut, profit joint, est-il susceptible d'opposition, du moins de la part de celle des parties qui a comparu lors de cet arrêt ? Nég. 329. — Le jugement d'un tribunal de commerce rendu par défaut le jour auquel la cause avait été remise, sur la demande de l'agréé du défendeur, doit-il être considéré comme un jugement par défaut *faute de plaider*, et non comme un jugement par défaut *faute de comparaître*, et dès lors l'opposition à ce jugement est-elle recevable seulement dans la huitaine à compter du jour de la signification du jugement ? Aff. 523. — Un jugement par défaut est-il réputé exécuté par un *procès-verbal de carence* constatant, en son absence du débiteur, et sur la déclaration de sa femme, à laquelle copie en est laissée, que les meubles ont été vendus à la requête d'un autre créancier, et que ceux qui garnissent les lieux n'y sont qu'à titre de location ? Aff. — En est-il de même dans le cas où le créancier pouvait employer d'autres voies d'exécution, par exemple, si le débiteur avait des immeubles, et était soumis à la contrainte par corps ? Rés. aff. implic. — Le droit de discuter le mérite de ce procès-verbal de carence ; comme acte d'exécution, appartient-il exclusivement au débiteur saisi, et non au tiers détenteur de l'immeuble contre lequel le créancier dirigeait une action hypothécaire, en vertu du jugement par défaut ainsi exécuté ? Aff. 539. Voy. *Reprise d'instance*.

Jurés. Lorsqu'au moment du tirage on a cru qu'il y avait trente et un jurés, tandis qu'il n'y en avait que trente, faut-il procéder à un tirage nouveau, quoique le nom du juré cru présent ne soit point sorti ? Aff. — Le président seul peut-il ordonner ce second tirage ? Aff. 182.

Jury. Y a-t-il contradiction dans la réponse du jury qui déclare un accusé coupable de vol avec les circonstances de domesticité et de maison habitée, et qui déclare un autre accusé complice de ce crime, par recélé, sans ces circonstances ? Nég. 179. — Les faits d'excuse admis par la loi doivent-ils être soumis aux jurés et jugés par eux ? Aff. 587. — La

question de publicité d'un chemin sur lequel un crime a été commis doit-elle être soumise au jury. Aff. 399.

L.

LECTURE. Voy. *Cour d'assises*.

LETTRE de change. Le porteur d'une lettre de change tirée par ordre et pour compte d'un tiers n'a-t-il contre le tiers qui a donné l'ordre de la tirer que l'action du mandat, par subrogation au tireur, son garant, sauf à subir les exceptions que le donneur d'ordre aurait à faire valoir contre ce dernier? Aff. 68.

LETTRE missive. Le négociant qui reçoit d'un négociant avec lequel il est en rapport une lettre sans la contredire est-il censé, en thèse générale, en approuver le contenu? Aff. 227. — V. *Testament olographe*.

LICITATION. Dans une vente sur licitation faite devant notaire, l'un des colicitants peut-il s'opposer à ce qu'on insère au cahier des charges une clause qui, indépendamment du privilège des vendeurs sur l'immeuble vendu, soumet l'adjudicataire à fournir une hypothèque pour le paiement de son prix? Nég. — Lorsque la licitation a lieu entre majeurs, l'ordonnance du 3 juillet 1816 prohibe-t-elle l'insertion dans le cahier des charges d'une clause qui permet à l'adjudicataire de retenir le prix de l'adjudication jusqu'à l'achèvement du partage, si toutes les parties y consentent, et à la charge de payer les intérêts à 5 pour 100? Nég. — La même ordonnance s'oppose-t-elle à ce que, dans ce cas, le notaire soit autorisé par les colicitants à recevoir les intérêts et à en donner quittance? Nég. 54. — La licitation qui a lieu entre cohéritiers sans le concours des étrangers est-elle une véritable vente, de telle sorte que, si, parmi les colicitants, il se trouve une femme mariée sous le régime dotal, il doive être fait emploi de la portion à elle revenant dans le prix? Aff. 698. — Dans le cas de vente par le colicitant adjudicataire, le remploi peut-il être exigé par le tiers acquéreur? Aff.

LOYERS. La créance privilégiée du propriétaire sur les meubles de son locataire, pour le paiement des loyers arriérés, est-elle, en cas de faillite du débiteur, soumise aux formalités de la vérification et de l'affirmation? Nég. 545.

M.

MAIRE. Un maire accompagnant les commissaires classificateurs des propriétés pour les impôts est-il dans l'exercice de ses fonctions? Aff. — Ainsi, les injures prononcées contre ce maire dans cette circonstance constituent-elles le délit

prévu par l'art. 222 du C. pén., et non la simple contravention de l'art. 471, n° 11, du même code? Aff. 398. — Voy. *Autorité municipale*.

MAISON enfouie. Voy. Exhaussement.

MARAUDAGE. Le maraudage prévu et puni par la loi n'est-il que l'enlèvement de fruits de la terre tenant à leurs racines, commis dans des champs ouverts? Aff. — Peut-il se référer aux enlèvements de fruits de même nature commis dans des lieux clos tenant à une maison d'habitation? Nég. — Le fait d'avoir tenté d'enlever des pommes-de-terre dans un jardin dépendant d'une maison habitée constitue-t-il, non la tentative de maraudage punie par la loi, mais la tentative de vol auquel s'appliquent les art. 2 et 401 du C. pén.? Aff. 347. — Le tribunal de simple police est-il compétent pour statuer sur un délit de maraudage, lorsque le dédommagement dû à la partie lésée est indéterminé, et que, par suite, l'amende, dont la quotité doit être égale au dédommagement, est aussi indéterminée? Aff. 456.

MARCHANDISES prohibées. Voy. Douanes, et Expéditeur.

MARCHÉS de denrées. Les marchés de denrées ou d'effets mobiliers passés entre marchands sont-ils résiliés de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retraitement, tout comme les marchés relatifs aux mêmes objets, passés entre particuliers? Aff. 156.

MAULE de paille. Voy. Incendie.

MILITAIRES. La radiation d'un militaire des contrôles d'un corps n'est-elle qu'une mesure intérieure de chaque régiment, qui ne prouve par elle-même ni la désertion ni la libération du militaire rayé? Aff. — En conséquence, ce dernier peut-il réclamer la totalité de la somme qui lui a été promise pour prix de remplacement? Aff. 304.

MILITAIRES absents. Les militaires présumés absents ont-ils pu recueillir les successions ouvertes à leur profit, tant que leur absence n'a pas été juridiquement prononcée en conformité de la loi du 13 janv. 1817? Aff. 232.

MINE. Lorsque, sans avoir égard à la réclamation d'un propriétaire qui prétend que des travaux d'exploitation de mines autorisés par le gouvernement ont été faits dans la distance de cent mètres de son habitation, l'autorité administrative a ordonné la continuation des travaux, sauf au réclamant à se pourvoir devant l'autorité judiciaire en réparation du dommage qu'il a souffert, les tribunaux doivent-ils se déclarer incompétents si le propriétaire actionne les exploitants en discontinuation des travaux et en réparation du dommage résultant non des travaux primitifs, mais de l'exécution qu'ils ont donnée à la décision administrative? Aff. 396. — L'art.

de la loi du 20 av. 1810, suivant lequel l'exploitation des mines n'est point considérée comme un commerce, s'applique-t-il simplement aux exploitations qui ont lieu sous la direction et pour le compte des concessionnaires, et non à une spéculation de commerce dont l'objet est de réunir des concessionnaires pour exploiter la mine; et, en conséquence, une société de cette dernière nature est-elle commerciale, et telle sorte que les contestations des associés entre eux puissent être renvoyées devant des arbitres? Aff. 464. — Voy. *Société, en participation.*

MINEUR. Le mineur devenu majeur peut-il, avant la reddition du compte de tutelle, donner valablement mainlevée de l'hypothèque légale qu'il a sur les biens de son ancien tuteur, surtout dans un cas où cette mainlevée, consentie directement en faveur de l'acquéreur des biens du tuteur, devrait profiter aussi au tuteur lui-même? Nég. 90.

MINISTÈRE public. Le ministère public peut-il citer les prévenus directement à l'audience, ou requérir une information préalable, suivant qu'il le juge à propos? Aff. 105. — Est-il nul l'arrêt d'une cour d'assises qui a omis de prononcer sur les réquisitions du ministère public, tendant à l'application des peines de la récidive à un accusé déclaré coupable d'un nouveau crime, après une première condamnation? Aff. 190. — A-t-il seul la faculté de requérir que des délits non connexes contenus dans le même acte d'accusation soient jugés séparément? Aff. 260. — Un arrêt qui constate que le ministère public a été entendu doit-il mentionner, à peine de nullité, le nom de l'officier du ministère public qui a porté la parole? Nég. — Est-il nécessaire, à peine de nullité, que l'officier du ministère public qui a donné ses conclusions dans une affaire soit présent à l'audience où le jugement est prononcé? Nég. 512. — Voy. *Attentat à la pudeur et aux mœurs, Contraventions, Contributions indirectes, Port d'armes, et Postes aux lettres.*

MITOYENNETÉ. L'art. 656 du C. civ., suivant lequel le voisin peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions du mur mitoyen, en abandonnant le droit de mitoyenneté, s'applique-t-il aux constructions nouvelles comme aux reconstructions? Aff. — Cet article doit-il s'entendre tant des villes et faubourgs que des campagnes, nonobstant la disposition de l'art. 663? Aff. — En conséquence, lorsqu'un propriétaire qui veut se clore assigne son voisin pour le faire contribuer aux frais de construction du mur qui doit séparer leurs héritages, ce dernier peut-il s'affranchir de cette obligation en abandonnant le droit de mitoyenneté et la moitié du terrain sur lequel le mur de clôture doit être assis? Aff. 57.

MOYEN de cassation. Voy. *Rapport d'experts.*

N.

NÉGOCIANT. Voy. *Lettre*.

NOTAIRE. Y a-t-il faux frauduleux de la part du notaire qui déclare s'être transporté sur les lieux où l'acte s'est fait, tandis qu'il s'est contenté d'y envoyer son clerc, si d'ailleurs il n'a eu aucune intention de nuire ni aux parties ni aux tiers? Nég. — Ce fait néanmoins constitue-t-il un faux matériel qui rend le notaire passible des peines de discipline, telle que la censure? Aff. — Le notaire, dans ce cas, peut-il exciper d'un usage ou abus contraire à la loi du 25 vent. an 11? Nég. 75. — L'art. 91 de la loi du 28 av. 1816, en attribuant aux notaires et aux autres officiers ministériels y désignés la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, les autorise-t-il par cela même à traiter de leurs offices, et toutes conventions faites à ce sujet sont-elles licites? Aff. — Les héritiers de ces officiers ministériels ont-ils la même faculté? Aff. — Si l'officier ministériel ou son héritier s'oblige à présenter à l'agrément du roi un tiers désigné, mais que ce tiers n'ait pas l'âge requis pour occuper l'office vacant, ce défaut d'âge, qui n'est qu'un obstacle temporaire, porte-t-il atteinte à la convention? Nég. 419. — Les notaires, ayant la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, peuvent-ils par cela même stipuler le prix de leurs démissions, et les conventions qui interviennent à ce sujet, dans l'intérêt privé des parties, sont-elles de la compétence des tribunaux? Aff. — Lorsqu'une décision ministérielle a refusé l'agrément du roi à la nomination du successeur d'un notaire, en se fondant sur deux contrats qui réglaient les intérêts privés des parties, un tribunal peut-il, sans se mettre en opposition avec cette décision, ordonner que l'un des contrats seulement sera exécuté suivant sa forme et teneur? Aff. — Les juges, en décidant, dans ce cas, que les deux contrats ne sont pas indivisibles, et que le premier peut et doit être exécuté indépendamment du second, font-ils une appréciation d'actes et de faits qui échappe à la censure de la cour de cassation? Aff. 563. — Le président du tribunal doit-il, avant de taxer le mémoire des frais d'un notaire, prendre l'avis de la chambre des notaires? Nég. 588. — Voy. *Inventaire*, *Licitation*, et *Scellés*.

NOTIFICATION. Voy. *Acquéreur*, et *Inscription* (*Renouvellement d'*).

NOVATION. Pour que la novation ait lieu, suffit-il que l'intention de l'opérer résulte de l'acte? Aff. — Dès lors, les cours royales sont-elles seules juges de la question de savoir si les parties ont voulu faire novation? Aff. — Celui qui, pour suivi en paiement d'une obligation, prouve que des billets à

bre par lui souscrits ont été substitués à cette obligation, avec le consentement du créancier, peut-il être déclaré libéré, si qu'il ne présente aucun des billets acquittés? Aff. — Lors-
qu'un créancier déclare dans un acte accepter en paiement sa créance des billets à ordre souscrits par son débiteur, y a-t-il novation, encore que le créancier ait ajouté qu'il donne quittance et décharge, *en tant que les billets seraient payés*? Aff. 31.

O.

OBLIGATION. Voy. *Novation*.

OFFICES. Voy. *Notaires*.

OFFICIERS ministériels. Voy. *Notaires*.

OPPOSITION. Voy. *Arrêté municipal*, et *Dernier ressort*.

ORDRE. Un créancier est-il non recevable à critiquer, dans l'ordre, une collocation postérieure à la sienne? Aff. — Un créancier dont l'hypothèque ancienne a été inscrite en exécution de la loi du 11 brum. an 7, qui autorisait la collocation des intérêts au même rang d'hypothèque que le capital, pour deux années seulement, peut-il être colloqué pour deux années et l'année courante, conformément à l'art. 2151 du C. civ., lorsque les intérêts ont couru, et que l'ordre a été ouvert sous l'empire de ce code? Aff. 17. — La forclusion prononcée par l'art. 660 du C. de proc. civ. est-elle applicable au créancier dont la demande en collocation, quoique faite en temps utile, n'a pu, à raison de la nature de la créance, être accompagnée d'aucune production de titres? Nég. — Le délai fixé aux créanciers par le juge-commissaire pour produire leurs titres est-il purement comminatoire? Aff. 10. — Voy. *Femme*, *Saisie immobilière*, et *Ventilation*.

ORDRE (Déchéance). Voy. *Inscription*.

OUVRIERS. Le salaire des ouvriers rentre-t-il dans la catégorie des privilèges établis par l'art. 2102 du C. civ.? Nég. 110.

OUTRAGE à la pudeur. L'art. 330 du C. pén. se réfère-t-il à tous les genres de publicité que l'outrage à la pudeur est susceptible d'avoir? Aff. 395.

P.

PAPERS perdus. La prescription de six mois établie par l'art. 108 du code de commerce est-elle applicable au cas où un paquet contenant des papiers a été remis à un tiers à qui il n'était pas adressé, et qui n'avait pas de mandat pour le retirer? Nég. 307.

PARAPHRENAUX. Voy. *Femme*.

PARCOURS. La loi du 6 octobre 1791, qui pose en principe que tout propriétaire a le droit d'affranchir sa propriété de *parcours* ou de la vaine pâture, s'applique-t-elle aux anciennes provinces (le Dauphiné, par exemple), dans lesquelles cette servitude s'acquerrait sans titre, et par la seule possession immémoriale? Aff.. — Du moins y a-t-il lieu à distinguer entre les servitudes de cette nature acquises par la possession immémoriale, lors de la promulgation de la même loi, et celles qui n'étaient pas encore acquises? (Non rés. expl.) — Le droit de pacquelage ou de faire paître les bestiaux après la fauchaison des premières herbes en Dauphiné est-il un simple droit de vaine pâture, compris dans la loi du 6 oct. 1791? Aff. 400.

PARTAGE. Les créanciers d'un copartageant sont-ils recevables à attaquer, pour cause de dol ou de fraude, un partage consommé sans intervention ni opposition de leur part, surtout s'ils soutiennent que le partage n'est point sérieux, qu'il est simulé? Aff. 67. — Voy. *Mssociés acquéreurs*.

PARTAGE anticipé. Voy. *Donation*.

PARTAGE d'opinions. Le premier président d'une cour royale qui, d'après le décret du mois de juil. 1819, est habituellement attaché à la première chambre, peut-il être appelé pour vider un partage d'opinion survenu dans cette chambre? Aff. 558.

PASSAGE. Le propriétaire d'une maison ayant une porte sur une rue dont une ordonnance royale a autorisé de vendre le terrain peut-il être privé, sans indemnité préalable, de son droit de passage sur le terrain vendu, sous prétexte que l'exhaussement du sol de la rue a rendu le passage impossible, lorsque cet exhaussement n'a pas existé pendant un temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude? Nég. 5.

PASSAGE (Droit de). Lorsqu'une action en complainte est intentée à raison du trouble que le demandeur éprouve dans un passage qu'il prétend exercer de temps immémorial sur un chemin de desserte servant en commun à l'exploitation de plusieurs héritages, et auquel les premiers juges ont reconnu cette destination, les juges d'appel peuvent-ils, en appréciant les titres respectifs des parties, déclarer que la demande n'a pour objet qu'un droit de passage constituant une servitude discontinue, qui ne s'aurait s'établir sans titre, et décider, d'après ce fait, qu'il n'y a pas lieu à complainte? Aff. 481.

PATURAGE. Voy. *Propriétaire forain*.

PÊINES. Voy. *Préscription de cinq ans*.

PENSION alimentaire. La saisie d'une pension alimentaire

acte en vertu d'une permission du juge, et pour la somme qu'il a déterminée, par un créancier postérieur à l'acte constitutif de la pension, est-elle valable? Aff. 184.

PÈRE. Le père coupable d'un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence sur la personne de sa fille majeure, doit-il être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité? Aff. 190 (1).

PÉREMPTION d'instance. Voy. *Arrêt de cassation*.

PLAIDOIRIES. Voy. *Avoué*.

PLAINTES injurieuses. Doit-on considérer comme un écrit produit en justice une plainte injurieuse pour un individu avec lequel le plaignant n'est point en procès, par cela seul que cette plainte a été déposée dans un greffe, et qu'il y a une ordonnance non contradictoire qui a déclaré n'y avoir rien à suivre? Nég. — Est-il au contraire à l'abri de toute critique l'arrêt qui refuse à une pareille plainte le caractère d'un acte de procédure, et décide qu'elle peut être l'objet d'une action en diffamation ultérieure, alors même que cette action n'aurait point été réservée par l'ordonnance? Aff. —

L'individu qui, condamné en première instance comme coupable de diffamation ne l'a été, sur l'appel, que pour injures, a-t-il pu néanmoins être condamné en tous les dépens? Aff. — Un greffe est-il un lieu public de sa nature et par destination? En conséquence, le dépôt fait dans un greffe d'une plainte injurieuse pour un individu constitue-t-il la diffamation dans le sens de l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819? Aff. 590.

POIDS et Mesures. Voy. *Tribunal de police*.

POLICE correctionnelle. En matière correctionnelle, lorsque la cour d'appel infirme la décision d'un tribunal qui s'est à tort déclaré incompétent, doit-elle statuer sur le fond sans renvoyer la cause devant les premiers juges? Aff. 206. — Les chambres des appels peuvent-elles connaître comme affaires sommaires de l'appel d'un jugement qui prononce la contrainte par corps? Aff. 411. — Voy. *Cour royale*.

PORT d'armes. N'appartient-il qu'au ministère public et non à l'administration forestière de poursuivre le fait de port d'armes de chasse sans permission? Aff. 388.

POSTES aux lettres. Tout individu étranger au service des postes, trouvé porteur de lettres qu'il se serait chargé de transporter est-il coupable du délit prévu par l'arrêté du 27 prair. an 9? Aff. 356. — En est-il de même du voiturier qui, allant d'une ville à une autre, est trouvé porteur d'une lettre non

(1) La cour de cassation a rendu, dans la même affaire, un arrêt semblable qui sera rapporté au commencement du premier volume de 1829.

cachetée, adressée à un négociant et ayant pour objet d'opérer sur sa voiture un chargement? Nég. — Y a-t-il lieu, dans ce cas, d'appliquer l'exception de l'art. 2 de l'arrêté du 27 prair. an 9, relative aux papiers tenant au service personnel des entrepreneurs de voitures? Aff. 358. — Le ministère public qui sont adressés des procès verbaux constatant des contraventions aux lois sur les postes a-t-il la faculté de renvoyer les prévenus devant la chambre du conseil pour faire informer préalablement, ou de les citer directement devant le tribunal correctionnel? Aff. — Est-il permis à aucun agent de l'autorité ou de la force publique de fouiller de simples voyageurs, dans le seul intérêt de l'administration des postes? Nég. 361.

PRÉFÉRENCE. Voy. *Saisie-arrest.*

PRÉFETS. Voy. *Autorité municipale.*

PREMIER ressort. Lorsqu'un tribunal a statué par un seul et même jugement sur plusieurs demandes en validité de saisies-arrests pratiquées par des créanciers différents entre les mains du même débiteur, suffit-il que ces demandes, qui présentaient à juger la même question, aient excédé dans leur ensemble le taux du premier ressort pour que l'appel du jugement soit recevable; même à l'égard d'un saisissant dont la créance est inférieure à 1000 francs? Aff. 75 Voy. *Saisie-arrest.*

PRESCRIPTION. Voy. *Rues, chemins.*

PRESCRIPTION de cinq ans. La prescription de cinq ans, établie par l'art. 636 du C. d'inst. crim. n'est-elle applicable qu'aux peines correctionnelles et non aux frais prononcés accessoirement? Aff. — Ces frais ne se prescrivent-ils que par trente ans? Aff. 244. — Voy. *Intérêts.*

PRESCRIPTION de six mois. Voy. *Papiers perdus.*

PREUVE testimoniale. Le juge peut-il, sur une simple allégation de vol et de fraude, admettre la preuve testimoniale d'un paiement excédant 150 fr., bien qu'il ait été possible au demandeur de se procurer une preuve écrite de ce paiement? Nég. 296. — Une cour appelée à examiner s'il n'a pas été possible au légataire de se procurer une preuve écrite soit de l'existence d'un testament olographe, soit de la réalité d'un legs, et si la suppression du testament est l'œuvre de la personne chargée d'acquiescer de legs, peut-elle admettre la preuve testimoniale pour établir ces faits, et ordonner la délivrance du legs? Aff. 490. — Voy. *Gage.*

PRISE d'eau. L'autorité administrative a-t-elle exclusivement le droit de régler l'usage des prises d'eau sur les rivières? Aff. — Les tribunaux doivent-ils soumettre aux règlements administratifs ceux des riverains à qui des titres antérieurs

confèrent des droits de prise d'eau, mais sans déterminer le mode de cette prise? Aff. 290.

PRIVILÈGE. Un ancien privilège, dégénéré en simple hypothèque, à défaut d'inscription dans le délai fixé par la loi du 11 brum. an 7, a-t-il pu revivre par la transcription du contrat de vente opérée sous l'empire du code civil, au préjudice des anciens créanciers de l'acquéreur qui ne se sont eux-mêmes inscrits que depuis ce code, mais antérieurement au vendeur? Nég. 88.—Les créances qui ont privilège sur l'universalité du mobilier doivent-elles être préférées à celles qui ont qu'un privilège spécial sur certains objets? Aff. — *Par exemple*, le boulanger et le boucher doivent-ils être préférés, sur le prix d'un objet mobilier, à celui même qui l'a vendu? Aff. 527.—Voy. *Action résolutoire, Fournitures, Loyers, et Ouvriers.*

PROMESSE de mariage. Dans le cas d'inexécution d'une promesse de mariage, le refusant est-il tenu à des dommages et intérêts, soit à raison des dépenses que l'espérance d'une union prochaine a dû nécessairement occasionner, soit à raison de l'injure faite à la personne refusée? Aff. 214.—En principe, doit-on déclarer nulles, comme contraires à l'ordre public et au libre consentement des parties, les stipulations pénales insérées dans des promesses de mariage? Aff. — Du moins, n'y a-t-il lieu à adjuger des dommages et intérêts, aux termes de l'art. 1142 du C. civ., que lorsque la partie qui les réclame a éprouvé un *dommage réel* par le défaut d'exécution de la part de l'autre partie? Aff. 361.

PROPRIÉTAIRE. Le défaut de qualité pris de ce qu'une personne ne justifie pas qu'elle soit propriétaire d'un terrain qu'elle réclame peut-il être opposé en tout état de cause, même après des jugements préparatoires ou interlocutoires passés en force de chose jugée? Aff. 84.—Voy. *Mitoyenneté.*

PROPRIÉTAIRE forain. Un propriétaire forain qui envoie un pâturage commun un plus grand nombre de bêtes qu'il n'est autorisé à y envoyer, d'après un arrêté de l'autorité municipale, commet-il une contravention qui doit être réprimée par le tribunal de simple police? Aff.—Ce propriétaire peut-il être excusé et renvoyé devant le tribunal civil, sous le prétexte que la libération n'a pas été publiée dans la commune qu'il habite? Nég.—Un arrêté municipal ne doit-il être publié que dans la commune du maire dont il émane, et oblige-t-il même les étrangers non domiciliés qui se trouvent sur son territoire? Aff. 575.

PROVISION alimentaire. Voy. *Pension alimentaire.*

PUBLICITÉ. Voy. *Chemin.*

Q.

QUALITÉ. Lorsqu'une partie a procédé en première instance et en appel sans que la qualité en laquelle elle agissait ait été contestée, peut-on, devant la cour de cassation, contester cette qualité? Nég. 27.

QUALITÉ (Défaut de). Voy. *Propriétaire*.

QUASI-CONTRAT. Le quasi-contrat *negotiorum gestorum* n'a-t-il lieu que quand on gère volontairement l'affaire d'autrui, qu'on s'oblige au nom du maître dont l'affaire est gérée, et que l'on travaille et l'on dépense dans l'intérêt et au profit de ce dernier? Aff. — En conséquence, ce quasi-contrat est-il formé quand c'est dans son propre intérêt qu'un individu a fait des travaux, bien qu'ils profitent aussi à autrui, surtout si, antérieurement et de temps immémorial, celui qui a fait ces ouvrages, et ses auteurs, étaient exclusivement chargés de les confectionner? Nég. 469.

QUESTION préjudicielle. Lorsque le tribunal surseoit à statuer sur une question préjudicielle, doit-il désigner celle des parties qui sera tenue de provoquer la décision de cette question? Aff. 130. — Voy. *Dégradaçons*, et *Tribunal correctionnel*.

R.

RADIATION d'hypothèque. Voy. *Chose jugée*.

RAPPORT. Les biens donnés en avancement d'hoirie doivent-ils être rapportés et compris fictivement dans la masse de la succession, pour déterminer le montant de la quotité disponible léguée à l'un des héritiers? Aff. 171. — Sont-ils sujets à rapport, les frais de nourriture et d'entretien? Nég. 284. — Voy. *Acquéreur*.

RAPPORT d'experts. De ce qu'une cour d'appel n'aurait annulé un rapport d'experts que pour partie, tandis qu'elle aurait dû l'annuler pour le tout, peut-il résulter de cette circonstance un moyen de cassation contre son arrêt sur le fond, alors même qu'indépendamment du rapport, qui n'était pour elle qu'un renseignement, la cour royale aurait fondé sa décision sur les actes et les titres respectivement produits par les parties? Nég. 569.

RÉCOLTES. Voy. *Incendie*.

RÉCUSATION. Le juge qui a taxé les dépens en première instance peut-il être récusé en cour royale comme ayant connu de l'affaire, lorsqu'il n'y a point eu appel de la taxe? Nég. — La partie qui n'a point usé du droit de récuser est-elle

recevable à se plaindre de ce que l'un des juges n'a pas déclaré les causes de récusation qui pouvaient exister en sa personne ? Nég. 342.

RÈGLEMENT. Voy. *Autorité municipale.*

RÈGLEMENT de juges. Y a-t-il lieu à règlement de juges par la cour de cassation lorsqu'une ordonnance de chambre du conseil, passée en force de chose jugée, a renvoyé une affaire devant le tribunal correctionnel, et que, sur l'appel du jugement de ce tribunal, la cour royale s'est déclarée incompétente ? Aff. 387. — Voy. *Déclinatoire.*

RÈGLEMENT municipal. Voy. *Bâtiment.*

RÈGLEMENT de police. Si un règlement de police est contraire à une loi antérieure, les juges doivent-ils se déclarer incompétents ? Nég. — Au contraire, doivent-ils condamner ou absoudre les prévenus selon qu'ils ont ou non contrevenu aux lois de police, en considérant comme non écrite la disposition du règlement qui est contraire au texte de la loi ? Aff. 394.

RÉINTÉGRANDE. L'action en réintégration qui a pour objet une valeur indéterminée doit-elle subir les deux degrés de juridiction, quoique les dommages et intérêts demandés n'excèdent pas 50 fr. ? Aff. — Cette action supposant tout à la fois une possession réelle et actuelle, et une dépossession par violence ou voie de fait, est-elle inadmissible dans le cas de suppression d'une servitude discontinue et non apparente, telle qu'une servitude de passage ? Aff. — Un fermier est-il non recevable dans son action en rétablissement et en maintenance d'un droit de passage dont il est privé par une voie de fait ? Aff. 51.

REMISE. Voy. *Billet à ordre.*

REMPLACEMENT. Voy. *Militaire.*

REMPLOI. Voy. *Femme, et Licitation.*

RENONCIATION à succession. Lorsqu'on a renoncé, avant la promulgation du code civil, à une succession qui ne s'est ouverte qu'après cette promulgation, le délai dans lequel l'action en nullité de la renonciation peut être intentée doit-il être réglé par le code ? Aff. 529.

RENONCIATIONS à succession future. Les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2 (relatives aux renonciations à succession future), abrogées par la loi du 18 pluv. an 5, quant à leur effet rétroactif, ont-elles néanmoins conservé toute leur force relativement aux successions ouvertes au 5 brum. an 2, en telle sorte que les renonciations anciennes soient valables quant aux successions ouvertes à cette époque, et nulles quant aux successions non encore ouvertes ? Aff. — L'art. 791 du C. civ., aux termes duquel on ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, a-t-il aucunement dérogé aux disposi-

tions de ces dernières lois? Nég. — Les lois de l'an 2 ayant elles-mêmes aboli les renonciations à successions futures, le successeur qui, profitant de cette disposition, demande, dans les trente ans du jour du décès, à être admis au partage de la succession, peut-il être déclaré non recevable, par le motif qu'il n'a pas fait prononcer la nullité de sa renonciation dans les dix ans? Nég. 498.

RENOI. Lorsqu'un individu dont la plainte a provoqué la censure de deux juges et la destitution du procureur du roi et du greffier d'un tribunal est poursuivi, à la requête du ministère public, devant ce même tribunal, pour avoir publié un écrit contenant des diffamations et des injures tant contre les membres qui le composent que contre la cour royale dans le ressort de laquelle il est situé, y a-t-il lieu d'ordonner, pour suspicion légitime, le renvoi de l'affaire devant un autre tribunal? Aff. 348.

RENOI (Arrêt de). Voy. *Cour d'assises*.

REPRISE d'instance. Lorsque la partie assignée en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué ne comparait pas, le jugement par défaut qui intervient doit-il se borner à déclarer la cause reprise sans statuer sur le fond? Aff. 214.

RESCISION. La législation intermédiaire étant muette sur le délai des actions en nullité ou rescision des contrats, ce délai doit-il être réglé par l'art. 46 de l'ordonnance de 1510, lorsqu'il s'agit d'un acte passé en l'an 2? Aff. — Est-on recevable à repousser l'application de la prescription décennale, prononcée par cette ordonnance pour la rescision des contrats fondés sur dol, crainte, violence et déception d'outre-moitié, par la raison que la nullité invoquée serait d'ordre public? Rés. nég. implic. 519. — Voy. *Renonciation à succession*.

RÉSOLUTION. Voy. *Vente*.

RESPONSABILITÉ. L'individu civilement responsable d'un délit rural peut-il être condamné à l'amende, qui, dans ce cas, est une peine? Nég. 118.

RETOUR (Droit de). Voy. *Donation*.

RETRAIT. Les lois des 3 juin et 19 juil. 1791, portant abolition des retraits, avaient-elles aboli les lois *per diversas et ab Anastasio*, dont les dispositions ont été renouvelées par les art. 841 et 1699 du C. civ.? Nég. — En conséquence, la cession de droits litigieux faite à un procureur *ad lites*, dans le mois de mars 1793, était-elle valable? Nég. 433.

RETRAIT féodal conventionnel. Le retrait féodal conventionnel ou modifié par une convention était-il admis dans la coutume de Paris? Et ce retrait, ou la *bienvenue* qui, d'après la convention, devait en prendre la place, a-t-il été compris dans l'abolition du régime féodal? Aff. — En con-

séquence, peut-on prendre une inscription hypothécaire en vertu d'un titre qui contient la stipulation d'un retrait de cette nature? Nég. 187.

RETRAIT successoral. L'ancienne jurisprudence, et notamment celle du parlement de Rouen, autorisait-elle le retrait successoral? Aff. — La législation intermédiaire avait-elle aboli le retrait successoral? Nég. 315.

REVENTE. Voy. *Inscription, et Renouvellement.*

RUE. Celui qui, depuis long-temps, est en possession de faire écouler les eaux de son usine par un égout qui traverse une rue et les conduit dans un fossé qui faisait autrefois partie des fortifications de la ville, peut-il se plaindre du comblement du fossé, ordonné pour cause de salubrité publique, sous prétexte que, par sa longue possession, il aurait acquis une servitude et sur la rue et sur le fossé? Nég. 42.

RUES, chemins. Les rues et chemins, qui, de leur nature, sont imprescriptibles tant qu'ils servent à l'usage du public, peuvent-ils devenir l'objet d'une prescription en faveur du voisin, lorsqu'ils ont changé de destination? Aff. — La preuve du changement de destination peut-elle résulter de la possession immémoriale de constructions élevées par le voisin en forme d'arceau au-dessus d'une rue pour établir une communication immédiate entre deux maisons dont il est propriétaire et qui ne sont séparées que par cette rue? Aff. 80.

S.

SAISIE-ARRÊT. Peut-on pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains? Nég. — La question de savoir si un jugement rendu sur la validité d'une saisie-arrêt est en premier ressort se décide-t-elle d'après la valeur de la créance pour laquelle cette saisie a été formée, et non d'après le montant de la somme frappée d'opposition? Aff. 223. — Des créanciers qui ont formé opposition sur leur débiteur entre les mains d'un tiers, vendeur de l'immeuble grevé de leurs créances, et obtenu un jugement de validité, ont-ils sur le prix de l'acquisition un droit tel que l'acquéreur ne puisse plus payer à leur préjudice, même à d'autres créanciers directement saisissants entre ses mains? Aff. — En conséquence, peuvent-ils former tierce opposition au jugement qui aurait prononcé, en leur absence, mais en présence de leur débiteur, la validité de la consignation du prix, faite par l'acquéreur? Aff. 261. — Voy. *Héritier bénéficiaire, et Premier ressort.*

SAISIE immobilière. En cette matière une demande en sur-sis et en nouvelle composition de lots, formée par le saisi

après l'adjudication provisoire, a-t-elle pour résultat de faire annuler cette adjudication et les procédures postérieures, et, dès lors., l'appel du jugement qui statue sur cette demande doit-il être interjeté dans la huitaine de la prononciation; comme l'appel de tout jugement qui statue sur les nullités postérieures à l'adjudication provisoire? Aff. — Si l'appelant fait défaut, le défendeur peut-il obtenir son renvoi sans vérification? Aff. 47. — En matière de saisie immobilière, un maire, beau-frère du saisissant, peut-il *viser* le procès-verbal de saisie et les autres actes de la procédure? Aff. 145. — En cette matière, l'appel d'un jugement qui a statué sur une demande en distraction est-il recevable, s'il n'a pas été signifié dans la quinzaine au premier créancier inscrit? Nég. 446. — Un créancier dont l'inscription ne frappe qu'une portion *indivise* de l'immeuble saisi peut-il demander la subrogation à la poursuite; en cas de négligence de la part du saisissant? Aff. 306. — En matière de saisie immobilière, le saisi qui n'a pas constitué avoué doit-il être appelé au jugement qui prononce la subrogation aux poursuites demandées par un créancier inscrit? Nég. 365. — Le jugement d'adjudication préparatoire doit-il, alors même qu'il ne statue pas sur des moyens de nullité contre la procédure qui précède cette adjudication, être signifié à peine de nullité? Aff. 538. — Le jugement d'adjudication définitive doit-il être signifié aux créanciers inscrits? — Et les frais d'une telle signification peuvent-ils être alloués dans l'ordre, même dans le cas où le cahier des charges obligerait l'adjudicataire à notifier ce jugement? Nég. 417. — La vente faite par le débiteur saisi après la dénonciation de la saisie est-elle frappée d'une nullité tellement absolue et d'ordre public que l'acquéreur lui-même soit recevable à invoquer cette nullité dans le cas où les créanciers inscrits renoncent à s'en prévaloir? Nég. 456. — La demande en nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire est-elle recevable, lorsqu'elle est formée verbalement à l'audience, sans qu'il soit nécessaire que les moyens de nullité aient été proposés préalablement par requête d'avoué à avoué? — Les moyens de nullité peuvent-ils être présentés par un avoué qui n'a point été constitué avant le jour indiqué pour l'adjudication, et dont la constitution n'a point été notifiée? Aff. 555. — L'adjudicataire d'un immeuble vendu par expropriation forcée est-il tenu, pour faire courir le délai dans lequel l'ordre doit être ouvert, de signifier le jugement d'adjudication à tous les créanciers inscrits, et les frais de cette signification doivent-ils être colloqués par privilège et préférence sur le prix que l'adjudicataire est tenu de rapporter? Aff. 477. — Voy. *Femme*.

SAISIE mobilière. La partie qui répond à l'huissier n'avoir

as d'argent pour payer, qui laisse saisir ses meubles, se charge des objets saisis et s'engage à les représenter, acquiesce-t-elle au jugement en vertu duquel la saisie est faite, et l'appel est-il irrecevable? Aff. 213.

SCELLÉ. L'art. 921 du C. de proc., qui prescrit des règles pour le cas où il s'élève des difficultés, soit *avant*, soit *pendant* le scellé, s'applique-t-il au cas où les difficultés surviennent *lors de la levée des scellés*? Nég. 126. Voy. *Inventaire*.

SÉPARATION de biens. L'art. 873 du C. de proc., qui limite le délai donné aux créanciers pour se pourvoir par tierce opposition contre un jugement de séparation de biens, s'applique-t-il au cas où la tierce opposition est dirigée seulement contre le chef de ce jugement contenant la liquidation des reprises de la femme? Nég. 84. — Si, pendant l'instance, la faillite du mari est déclarée, faut-il appeler au jugement de séparation les syndics ou agents de la faillite? Aff. — Toutefois, ce défaut de formalité ne peut-il être opposé par les créanciers que dans le délai d'un an? Aff. — Dans le cas ci-dessus posé, la femme doit-elle diriger ses poursuites contre son mari, et contre les agents ou syndics de la faillite, sans qu'elle puisse opposer que les agents n'avaient pas accepté leur mission? Aff. 422. — Voy. *Séparation de corps*.

SÉPARATION de corps. Dans les instances en séparation de corps, la comparution des parties devant le président du tribunal de première instance est-elle prescrite à peine de nullité? Nég. — Les arrêts sur des demandes en séparation de corps doivent-ils être rendus, à peine de nullité, en audience solennelle? Nég. 345. — En cette matière, le président peut-il indiquer d'office la maison où devra se retirer la femme, même lorsque celle-ci est défenderesse en séparation. Aff. — Lorsque, après un jugement définitif qui prononce la séparation de biens, le mari a formé une demande en séparation de corps, et qu'une ordonnance du président a renvoyé les parties devant le tribunal, pour instruire aux termes du droit, le mari qui n'a point réclamé contre le renvoi peut-il, en appelant du jugement de séparation de biens, proposer sa demande en séparation de corps comme reconventionnelle, et prétendre qu'il doit être statué sur les deux demandes par le même arrêt? Nég. — Les instances en séparation de corps doivent-elles être jugées en audience solennelle? Nég. 517.

SÉPARATION des patrimoines. Les créanciers du défunt peuvent-ils demander la séparation des patrimoines, même après la vente des immeubles, pourvu que cette demande soit formée avant la distribution du prix de la vente? Aff.

— Mais la séparation peut-elle être demandée s'il y a eu confusion du patrimoine du débiteur primitif avec celui de l'héritier? Nég. — Cette confusion existe-t-elle, quand les biens du défunt et ceux de l'héritier ont été vendus conjointement en justice, pour un seul et même prix, en présence des créanciers du débiteur primitif, sans qu'ils se soient opposés à la confusion? Aff. 230. — Le droit de séparation des patrimoines peut-il s'exercer sur le prix encore dû d'un immeuble vendu par le défunt à son héritier, comme il s'exercerait sur l'immeuble lui-même s'il existait en nature dans la succession? Aff. — En conséquence, le légataire d'une partie de ce prix est-il fondé, en cas de vente judiciaire de l'immeuble sur l'héritier, à demander qu'il soit distrait du montant de l'adjudication somme suffisante pour le remplir de son legs, sans que les créanciers personnels et hypothécaires de cet héritier puissent légitimement contester cette prétention? Aff. 571.

SÉQUESTRE. Voy. *Jugement préparatoire.*

SERMENT. En droit, la signature apposée par le débiteur sur un acte sous seing privé non revêtu du *bon ou approuvé* peut-elle être considérée comme un commencement de preuve, et soumise seulement au serment? Aff. 484.

SERMENT (*Dispense de*). V. *Acte privé*, et *Cour d'assises.*

SERVITUDE. Voy. *Rue.*

SERVITUDE discontinua. Voy. *Passage*, et *Réintégrande.*

SOCIÉTÉ. Lorsque, par suite de la dissolution d'une société, l'un des associés est devenu propriétaire exclusif d'une obligation sur un tiers, la note mise par un autre associé en marge d'une autre obligation du même débiteur, et tendant à établir la libération de ce dernier, peut-elle opérer l'extinction de la première dette? Nég. 250.

SOCIÉTÉ en participation. Les art. 47 et 48 du C. de com. ne déterminant ni la durée ni la nature des opérations que la *société en participation* peut embrasser, l'arrêt qui admet la preuve testimoniale de l'existence d'une société en participation, ayant pour objet l'exploitation d'une mine, est-il susceptible de cassation? Nég. — Lorsque, sur une demande en dissolution de société commerciale, les parties ont été renvoyées devant arbitres, si l'associé défendeur offre de prouver qu'à la société originaire a été substituée une société en participation, cette demande étant incidente et connexe à la première, les arbitres sont-ils compétents pour en connaître, bien que l'association soit déniée par le premier demandeur? Aff. — Est-il nul le jugement arbitral qui, en admettant une partie à prouver l'existence d'une société en participation, ne contient pas le détail des faits dont la preuve est admise, mais à la minute duquel la requête qui mentionne ces

faits a été annexée? Nég. — En tous cas, cette nullité peut-elle être proposée en cassation, lorsqu'elle ne l'a pas été en appel? Nég. 464. Voy. *Mine*.

SOUSTRACTION frauduleuse. Le fait par lequel un individu s'approprie un objet constitue-t-il une soustraction frauduleuse dans le sens de la loi? Aff. 428.

SOUS-TRAITANTS. Voy. *Fouritures*.

STATUT réel. Voy. *Coutume normande*.

STELLIONAT. Voy. *Cession de biens*.

SUBROGATION. Voy. *Saisie immobilière*.

SURENCHÈRE. L'inscription dont le terme fatal expire pendant l'instance en surenchère doit-elle être renouvelée par le créancier surenchérisseur pour lui conserver son effet? Aff. 145. — Voy. *Caution*.

SURIS. Lorsque, de plusieurs créanciers assignés par le débiteur commun pour se voir admettre au bénéfice de cession, et provisoirement voir prononcer un sursis aux poursuites, les uns comparaissent et les autres font défaut, le tribunal peut-il, en joignant le défaut et en ordonnant la réassignation des défaillants, accorder néanmoins le sursis demandé? Nég. 70. — Voy. *Arrêt*, et *Saisie immobilière*.

SUSPICION légitime. Voy. *Renvoi*.

T.

TAXES de frais. Voy. *Notaire*.

TÉMOIN. En matière correctionnelle, un témoin appelé à déposer peut-il, s'il ne se trouve pas dans les exceptions légales, se dispenser de dire toute la vérité à la justice, sous le prétexte que les parties lui auraient fait quelques confidences sous le sceau du secret? Nég. 511. — Voy. *Juge*.

TESTAMENT mystique. L'acte de suscription d'un testament mystique, portant que ce testament a été présenté au notaire en présence des témoins, indique-t-il suffisamment que le testament a été présenté aux témoins en même temps qu'il l'a été au notaire? Aff. — L'acte de suscription doit-il constater, à peine de nullité, qu'il en a été donné lecture au testateur en présence des témoins? Nég. — L'absence de quelques lettres dans la signature du testateur peut-elle faire prononcer la nullité d'un testament, lorsqu'il est constant que c'est le testateur qui a ainsi tracé la signature? Nég. — Pour établir qu'un testament mystique est nul, conformément à l'art. 978 du C. civ., en ce que le testateur ne savait lire, peut-on être admis à prouver que le testateur n'avait jamais su lire l'écriture de main? Ce fait est-il pertinent? 563.

TESTAMENT olographe. Un testament olographe peut-il

être fait dans la forme d'une lettre missive? Aff. 490. — Un arrêt qui annule un testament olographe, en se fondant sur ce qu'il n'est pas suffisamment établi que cet acte ait été écrit par celui auquel on l'attribue, peut-il être attaqué pour défaut ou insuffisance de motifs? Nég. 512.

TIERCE opposition. Voy. *Failli*, et *Saisie-arrêt*.

TRAITÉ illicite. Voy. *Fabricants*.

TRIBUNAL. Lorsqu'un tribunal, saisi de plusieurs faits qui ne rentrent pas tous dans sa compétence, ne statue d'une manière explicite que sur l'un de ces faits, et garde le silence sur les autres chef, est-il censé les rejeter implicitement, sans en donner de motifs; et, sous ce rapport, son jugement viole-t-il l'art. 7 de la loi du 20 av. 1810? Aff. 238.

TRIBUNAL de commerce. Voy. *Expéditeur*, et *Jugement par défaut*.

TRIBUNAL correctionnel. Lorsque l'amende est indéterminée, l'affaire doit-elle être renvoyée au tribunal correctionnel, et non devant le tribunal de simple police? Aff. 118. — Un délit de pâturage ou de violation de clôture est-il de la compétence exclusive du tribunal correctionnel? Aff. 238. — L'écorchure d'un arbre par l'essieu d'une voiture n'est-elle passible d'une peine qu'autant qu'elle serait de nature à faire périr l'arbre; et, dans ce cas, constitue-elle un délit qui soit de la compétence des tribunaux correctionnels? 238. — Les dispositions du code de procédure qui déterminent les formes des exploits en matière civile sont-elles applicables aux citations en matière correctionnelle? Nég. — Les parties peuvent-elles se présenter volontairement devant le tribunal correctionnel sans citation préalable ni ordonnance de renvoi, lorsqu'il est compétent pour statuer sur le fait qui lui est déferé? Aff. — Doit-on annuler une citation par le motif que la copie laissée au prévenu ne contient pas l'indication du jour de sa date, si, malgré cette omission, le prévenu s'est fait représenter par un avocat devant le tribunal au jour indiqué par l'exploit? Nég. 340. — Lorsque le tribunal correctionnel, saisi d'une question préjudicielle, qui n'est pas de sa compétence, renvoie à fins civiles, doit-il, sur la réquisition du ministère public, déterminer un délai pendant lequel le prévenu qui a élevé la question préjudicielle sera tenu de la faire résoudre; et si le tribunal s'y refuse, y a-t-il lieu à la cassation de son jugement? Aff. 355. — Un tribunal qui a connu d'une affaire en chambre du conseil pour le règlement de la procédure peut-il, quoique son ordonnance soit annulée, prendre connaissance du fond, comme tribunal correctionnel; surtout lorsque les membres de ce tribunal sont assez nombreux pour qu'on puisse s'abstenir d'y ap-

peler les magistrats qui ont siégé à la chambre du conseil? Aff. 501. — Voy. *Dégradations*.

TRIBUNAL de police. Quand la cour de cassation annule pour incompétence le jugement d'un tribunal de police, doit-elle renvoyer devant le tribunal correctionnel ou devant un autre tribunal de même degré? Aff. 62. — L'article de la loi pénale appliquée doit-il être transcrit dans le jugement de simple police, à peine de nullité? Aff. — La publicité de l'audience et des débats devant le tribunal de police doit-elle être constatée par le jugement à peine de nullité? Aff. 118. — Le fait de construire un édifice à une hauteur supérieure à celle fixée par les règlements locaux, et d'avoir bâti sans autorisation, est-il une contravention de la compétence du tribunal de simple police? Aff. — Le passage d'une voiture attelée sur un champ ensemencé appartenant à autrui est-il une contravention qui soit de la compétence du tribunal de simple police? Aff. 238. — Le tribunal de simple police peut-il statuer *d'office* sur un fait non compris dans la citation donnée au prévenu, et sur lequel le ministère public n'a pris aucune conclusion? Nég. — Un tribunal de répression peut-il prononcer sur une condamnation à des dommages et intérêts, lorsqu'il ne prononce aucune peine? Nég. — Un tribunal de répression peut-il appliquer une peine à un contrevenant, encore que le ministère public n'en ait requis aucune? Aff. — Mais est-il indispensable, pour la validité du jugement, que le ministère public résume l'affaire et donne ses conclusions? Aff. — Le maire d'une commune autre que celle du chef-lieu de canton où se tient le tribunal de police peut-il remplir auprès de ce tribunal les fonctions du ministère public? Nég. 258. — Le tribunal de simple police qui renvoie des prévenus chez lesquels il reconnaît que des fausses mesures ont été trouvées, par le motif qu'il n'est pas constaté qu'ils en aient fait usage, commet-il une violation de l'art. 479, § 5, du C. pén.? Aff. — Celui qui tient une pharmacie et une boutique d'épicerie contiguë, et dans laquelle se sont trouvés d'anciens poids et mesures, peut-il être excusé par le motif que, pouvant employer comme pharmacien des anciens poids et mesures, il était probable que la mesure ancienne trouvée dans sa boutique d'épicerie y avait été apportée par mégarde? Nég. — Y a-t-il contradiction dans le jugement d'un tribunal de police qui déclare que les prévenus n'ont commis aucune contravention, et les condamne néanmoins à la confiscation des objets saisis et aux frais? Aff. 351. — Voy. *Amen-de*, *Arrêté municipal*, *Dégradations*, *Maraudage*, et *Règlement de police*.

V.

Vaine pâture. Voy. *Parcours*.

Vendanges. Voy. *Arrêté municipal*.

Vente. Un acte de vente antérieur à la publication du code civil doit-il être apprécié d'après les lois sous l'empire desquelles il a été consenti? Aff.—Sous la jurisprudence du parlement de Toulouse, le vendeur pouvait-il demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acte de vente ne contenait pas à cet égard une stipulation formelle? Nég. 49. — Voy. *Action résolutoire*, *Contumax*, *Femme*, et *Saïste immobilière*.

Ventilation. Une demande en ventilation formée sur un ordre peut-elle être considérée comme matière sommaire, et, par suite, être renvoyée, sur l'appel, devant la chambre correctionnelle de la cour royale? Aff. — Lorsque les biens ont été vendus sur saisie immobilière, la demande en ventilation peut-elle être formée après l'adjudication définitive, et même dans les contredits sur l'ordre, sans qu'on puisse opposer, comme fin de non recevoir, au créancier qui la provoque, sa demande en collocation pure et simple, formée précédemment devant le juge-commissaire? Aff. 582.

Vérification d'écriture. Voy. *Héritiers*.

Voie publique. Voy. *Dégradations*.

Voie réglementaire. Voy. *Avocat*.

Voitures publiques. L'arrêt qui, se fondant sur ce que la déclaration faite en justice par un voyageur qu'une malle par lui remise à un entrepreneur de diligences contenait divers effets, ainsi qu'une somme d'argent, est conforme à la vérité, au tel arrêt, qui condamne les entrepreneurs à tenir compte des effets et à payer la somme d'argent, viole-t-il aucune loi? Nég. 254.

Voiturier. Voy. *Postes aux lettres*.

Vol. Voy. *Maraudage*.

Vol domestique. Le commis salarié d'un sous-préfet payé par lui doit-il être considéré comme un serviteur à gages? Aff.—Par conséquent, s'il soustrait frauduleusement et applique à son profit des mandats délivrés au sous-préfet pour son traitement et pour abonnement à titre de frais de bureaux, commet-il un vol domestique? Aff. 514.

Voyageur. Voy. *Voitures publiques*.

Fin de la Table des matières.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DES PARTIES

Entre lesquelles ont été rendus les Arrêts rapportés dans le tome LXXXII (3^e de 1828) du Journal du Palais.

A.		page			page			page
			Bergeron.		456	Bruneault.		417
			Berluc.		67	Buckel.		179
Aix (La ville d').	251		Berquerolles.		525	Bugnet.		447
Alard.	509		Berson.		260	Bugnotet.		419
Albis (d').	569		Berthe.		271	Buissard.		120
Ambutrix (Comm.			Berthonnet.		531	Byrnot.		156
d').	36		Bertrapd.		143			
Andriel.	254		Beuriaud.		244	C.		
Andru.	120		Bidault (Héri-			Caillaud (Jean).		105
Ardenne.	480		tiers).		449	Caire.		380
Arnault.	477		Bierre.		555	Calache.		147
Arnoux.	388		Bimard.		307	Cancé.		232
Assurances de Pa-			Binon.		556	Canin (Héritiers).		250
ris.	63		Birat Puÿ - de -			Castex.		214
Astruc.	481		l Homme.		436	Catrice.		51
Audouy.	335		Blanc-Falin.		250	Cauvin.		512
Auterive (d').	511		Blanchard (Pier-			Cecconi.		523
Avignon.	329		re).		121	Chabannes (Epoux		
			Blanvin.		333	de).		345
B.			Boirin.		304	Chambonneau.		436
Bachelier.	477		Bonneau-Letang.		284	Chancerel.		339
Baillard (prêtre).	165		Bonnecarrère.		102	(A la note.)		
Balestrier.	380		Bonnel.		341	Chatelier (Epoux).		517
Balguerie.	261		Bonnet.		177	Chenot.		563
Baliguet.	184		Bonvalet.		504	Clerc.		552
Balin.	57		Bosselin.		91	Clin.		590
Ballagny.	242		Bottard.		379	Collet.		300
Ballot.	271		Boucher.		221	Commoy.		488
Barbey.	25		Boucheron de la			Corbière.		140
Bardot.	18		Plagne.		414	Cordelet (Héri-		
Barrere.	368		(A la note.)			tiers).		276
Bauer.	75		Bouland.		90	Cornu.		359
Baumevielle.	393		Boulard.		244	Courreges-Peyna-		
Bautier.	290		Bourgeois.		430	dau.		68
Baylan.	395		Bourguignon.		47	Coutelier.		98
Bazennerie.	168		Boussin.		433	Couture.		194
Becq.	126		Boutrais.		550	Crechiron.		378
Belcaire.	553		Box Saint-Hilaire.		135	Crepin.		339
Belloncle.	113		Brière.		5	(A la note.)		
Benott.	514		Brossard (demois.)		135	Creuzet.		422
Benoit-Jeanin.	424		Brulard.		217	Crosnier.		190
			Brulé.		256			

D.		page			page			page
Daoust.		354	Faucon.		361	Hecht.		41
Dardant.		338	Fer.		525	Helly.		41
Darenne.		558	Ferbos (<i>Héritiers</i>).		261	Hennebelle.		341
Davan.		368	Feuillet.		210	Herculais.		231
David.		187	Fichet.		59	Hontès.		140
Debidereau.		287	Fittère.		68	Houdville.		504
Debra.		456	Flotte.		293	Hue de la Co-		
Debruges-Dumes-			Floufens.		535	lombe.		84
pil.		577	Forets.	340, 341		Humbert (<i>Epour</i>).		342
Decroix.		321	Formiguière (<i>Com-</i>					
Delanpoy.		196	<i>mune de</i>).		569	J.		
Delavaivre.		18	Fougères.		106	Jacquemot.		132
Delcros.		177	Fournier.		150	Jacquet.		194
Delivet.		315	Fragny.		5	Jacquin.		34
Delmas.	154, 387		Franq.		298	Jailloux.		545
Deluchet.		372	Fumichon.		290	Jamie.		149
Descoins.		481		G.		Jauson.		49
Deshayes.		41	G...., notaire.		73	Jobert.		54
Despujos.		133	Gaborit.		391	L.		
Dienne.		590	Gaillard.		219			
Dollé.	62, 102		Gandois.		417	Laborde.		215
Douanes.	96, 158, 280,		Gauduin (<i>Mi-</i>			Labourdetle.		88
	318		<i>neurs</i>).		225	Labouret.		168
Doux.		145	Gautherot (<i>Alex.</i>).		190	Lacassin.		552
Drier.		230	Gerin.		84	Lacave.		88
Drosne.		469	Germa.		356	Lachaume.		396
Druguet-du-Pointé.		210		(<i>A la note.</i>)		Lacoste.		555
Dubreuil de Sou-			Gervais.		399	Lafeta.		422
volle.		371	Gignoux.		535	Lafond.		501
Ducheylard.		553	Gilbert.		475	Lafontaine.		351
Duffau.		213	Gilly.		171	Lagay (<i>Héritiers</i>).		428
Dufour.		251	Giraud.		232	Lamartinière.		512
Dulac.		498	Gonin.		368	Lambert.	113, 311	
Dumont.		319	Gouvion - Saint-			Lanoix.		558
Dupic (<i>Héritiers</i>).		106	Cyr.		343	Laroche - Fonte-		
Dupin de Valène.		441	Grandjean.		356	nille.		406
Dupoey (<i>Martin</i>).		308		(<i>A la note.</i>)		Lasserre.		371
Durand.		411	Grange.		206	Laurent.		575
Duval.		290	Grassière.		389	Léagle (<i>Navire</i>).		158
E.			Gros.		227	Lebailly.		90
Enfert.		284	Gueniffey.		27	Lebourgeois.		405
Esnault.		339	Guerville.		225	Leclaire.		267
	(<i>A la note.</i>)		Guilain.		138	Lefebvre.		27
Espagne (<i>d'</i>).		61	Guillaume		530	Lefebvre (<i>Héri-</i>		
Estabel		406	Guillemot.		143	<i>tiers</i>).		257
			Guiot.		161	Legay.		556
F.				H.		Lehec.		527
Fabre (<i>Dame</i>).		254	Halftermeyer.		75	Lemare.		527
						Lendormi.		539
						Lequesne.		96

page	page	page
duuk. 280		Pratz. 138
ac (Héritiers). 91	O.	Pravaz. 400
ris. 254		Préfet d'Eure-et-
oux (Le mai- Odier. 84		Loir. 411
e de), 80	Orgeret. 394	Preigne (De). 348
r-Piot. 227	Ouin. 451	Prelaunay (Veu-
chet. 257	Ouvrard. 523	ve). 426
		Pressins (Commu-
M.	P.	de). 400
		Puech. 147, 582
lachau. 423	Pages. 177, 276, 287	
teste. 563	Paillard-Ducléré. 300	Q.
rchais - Dussa- Papin. 527		Quesnel (Marié). 196
lon. 372	Paradis. 244	
rchand (Héri- Paris (Hospices		R.
tiers). 461	de). 187	
rguet (Veuve). 184	Parisot. 433	Raclet. 396
rguet. 469	Parisot (Jean-Tho-	Radiguet. 63
ron (Héritiers). 267	mas). 575	Rasque de Laval. 471
rsol. 145	(A la note.)	Regagnon. 214
artin. 57	Pasquier. 355	Remfon. 449
artineau. 27	Patroni. 388	Remond. 130
thelin. 31	Patureau. 490	Restout (Dame). 25
attard. 83	Paulet. 571	Restout. 339
uduit. 259	Payen. 132	(A la note.)
azoyer. 396	Pelcerf. 229	Reverchon. 306
elchior. 184	Pelletier. 83	Ribes. 80
erle. 311	Perreau - Lecom-	Rideau. 368
eslé. 161	te. 547	Robert. 356
eunier (Dame). 149	Perrot. 419	Rohart. 51
ichault (Louis). 118	Petit (Jean). 238	Roman. 525
ichon (Frères). 223	Petitjanon. 133	Roubaud. 361
iclot. 411	Philipot. 560	Rousseau Saint -
ignot. 490	Philippe. 378	Philippe. 31
ille. 441	Piat de Villeneu-	Roussey. 11
ion-Bouchard. 356	ve. 555	Roux-Perthel. 531
oine. 366	Picarella. 318	Roy (Antoine). 208
oreau. 343	Pierrisnard. 358	
orin. 315, 340	Pigeonné. 498	S.
ouchotte. 545	Pinard. 419	
oullinet. 539	Plagniol. 307	Saint-Denis (Com-
urco. 70	Ploix. 182	mune de). 36
	(A la note.)	Sartor. 67
N.	Poget. 306	Saunier. 547
	Poggioly. 318	Sauvage de Filin-
ladaud. 250	Ponroy. 588	ge. 571
ardin. 588	Pont (Veuve). 363	Sauvaire. 47
attier. 84	Porcher (Frères). 484	Savoret. 102
Netumière(veuve). 475	Portal. 217	Schwey. 75
Noel. 438	Praden. 68	Sejac. 553
	Pradier. 206	Servatius. 464

	page		page		page
Sicre.	329	Thierry (<i>Rose</i>).	165	Vattaire-Bailly.	50
Simon.	150, 304	Thiers.	70	Vavasseur	35
Soulié.	203	Thomas.	438	Vazin (<i>Héritiers</i>).	47
Stoeckel.	179	Tracol.	219	Vedel.	42
Strasbourg (<i>Ville</i>		Transon.	550	Vernus.	233
<i>de</i>).	42	Trinquecostes.	296	Vidal.	151
Sully.	530	Triplot.	184	Vienney.	533
T.		Trumeau.	490	Vieules.	296
		Tumerel.	424	Vimal - Dubou-	
Tanton.	180			chet.	521
Texandier.	182	V.		Vimard.	426
Teyssier.	582	Vaché.	221	Viroi.	469
Theisse (<i>Marie</i>).	196	Vacherie.	338	Voinchet.	411
Therouenne.	464	Vallet.	428		

Fin de la Table alphabétique des Noms des Parties.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS

Reportés dans le tome LXXXII et 3^e de 1828 du Journal
du Palais.

	page		page		page
AN 1824.		Juillet. 14	232	Janv.	4
		19	154		4
Mars. 24	366	20	533		9
AN 1825.		27	356		10
		(A la note.)			10
Juillet. 8	68	28	246		12
AN 1826.		Août. 28	219		(A la note.)
		Sept. 13	414		14
		(A la note.)			15
Mai. 5	227	27	415		16
	422	(A la note.)			16
Jun. 26	73	28	415		16
Juillet 15	84	(A la note.)			(A la note.)
	225	Nov. 8	471		17
Août. 5	223	9	363		17
	91	28	477		17
	83	29	361		17
Sept. 8	411	Déc. 1 ^{er}	424		18
AN 1827.	.	3	61		18
		5	436		18
		7	132		18
Janv. 17	88	8	206		22
Fév. 7	230	11	251		22
8	371	13	184		23
10	296	13	308		23
Mars. 8	150	15	102		23
8	214	15	105		24
21	84	15	118		24
21	368	15	356		24
Avril. 6	556	(A la note.)			25
7	221	17	90		25
26	531	21	80		25
28	355	24	525		26
28	530	27	121		28
Mai. 21	67	et 122			29
21	147	27	417		31
21	229	AN 1828.			31
Jun. 1 ^{er}	318	Janv. 3	62	Fév.	2
Juillet. 3	480	28	120		5
11	390				6

TABLE

DES ARTICLES DES CINQ CODES

*En vertu desquels ont été rendus les arrêts rapportés dans
le tome LXXXII et 3^e de 1828 du Journal du Palais.*

CODE CIVIL.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
2	88	1006	153	1348	296	1707	426
135	252	1075	54	1348	490	1715	363
136	252	1076	34	1350	484	1716	365
220	550	1078	34	1351	17	1872	300
317	252	1094	271	1351	133	1923	423
334	256	1122	261	1351	484	1961	154
335	276	1151	194	1367	484	2021	287
340	276	1131	284	1370	469	2102	210
522	530	1132	284	1375	469	2102	527
524	530	1133	284	1382	214	2101	527
544	251	1165	261	1382	378	2103	88
545	5	1166	525	1382	441	2114	380
545	251	1166	555	1383	441	2121	244
641	438	1167	555	1401	75	2123	380
642	438	1184	49	1410	490	2134	321
656	57	1184	441	1428	75	2135	552
663	57	1184	504	1449	531	2148	25
691	51	1185	311	1477	476	2154	106
704	5	1268	147	1554	150	2154	113
751	225	1271	31	1554	202	2154	143
792	476	1273	31	1554	219	2154	321
803	91	1282	449	1557	150	2155	244
841	433	1300	106	1558	531	2169	539
852	484	1304	498	1559	202	2177	106
857	171	1304	579	1560	150	2177	113
878	230	1315	31	1574	149	2185	539
878	571	1323	153	1654	426	2195	552
882	67	1326	96	1654	504	2211	582
894	311	1332	250	1657	156	2226	42
922	171	1341	296	1693	287	2226	80
951	225	1341	423	1699	433	2262	244
976	553	1341	490	1705	426	2281	196
978	553	1347	296				

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
25	51	69	36	130	251	141	469
59	161	70	36	138	512	141	512
61	168	75	535	141	61	147	338
61	378	130	187	141	194	153	70

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
153	329	404	582	582	184	766	582
159	371	405	187	672	436	861	217
159	523	407	464	676	145	862	217
159	539	407	556	713	54	873	422
193	153	409	556	721	366	875	84
257	556	413	556	722	306	877	345
278	556	432	464	722	366	878	517
279	556	456	168	733	338	890	480
295	267	456	378	733	202	905	147
302	569	457	378	733	535	908	276
349	214	464	261	734	338	911	276
378	342	466	555	735	535	921	126
380	342	468	558	736	47	928	126
383	161	474	261	749	477	931	126
383	490	474	372	750	477	942	126
397	196	557	91	759	406	1009	432
404	187	557	223	759	552	1011	267
404	411	581	184	761	582	1028	176
						1030	168

CODE DE COMMERCE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
52	176	138	558	494	372	576	547
55	176	140	68	501	545	581	547
118	68	142	68	502	545	632	242
136	558	435	63	554	83	632	359
137	558	436	63	575	147	637	242
						643	523

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
1 ^{er}	184	183	340	295	59	362	190
54	105	184	340	296	201	365	179
64	105	194	590	339	387	365	347
91	105	213	206	337	399	395	182
161	120	214	206	344	399	408	190
161	319	226	509	350	179	408	340
162	590	227	509	357	347	416	340
163	118	235	190	360	447	441	333
182	340	250	560	361	447	441	456

CODE PÉNAL.

ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.	ART.	PAG.
65	120	321	387	401	428	475	120
147	242	333	190	408	514	475	238
147	260	378	511	434	121	475	259
150	260	379	428	458	121	476	351
222	398	386	514				

Fin de la Table des Articles des cinq codes.

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

10M-12-45

--	--	--

Stanford Law Library



3 6105 062 797 530

44

